

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

13 décembre 2023

**BUDGET ET NOTE DE POLITIQUE
GÉNÉRALE DE LA COMMISSION
DE RÉGULATION
DE L'ÉLECTRICITÉ ET
DU GAZ (CREG) POUR
L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2024**

Rapport

fait au nom de la commission
de l'Énergie, de l'Environnement et
du Climat
par
Mme. **Kim Buyst** et M. **Bert Wollants**

Sommaire

Pages

I. Présentation du budget et de la note de politique générale de la CREG pour l'année 2024.....	3
II. Échange de vues.....	3
A. Questions et observations des membres.....	3
B. Réponses.....	12
C. Répliques.....	26
D. Réponses complémentaires.....	26
III. Vote du budget.....	27
IV. Annexes.....	29

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

13 december 2023

**BEGROTING EN BELEIDSNOTA
VAN DE COMMISSIE
VOOR DE REGULERING
VAN DE ELEKTRICITEIT EN
HET GAS (CREG) VOOR HET
BEGROTINGSJAAR 2024**

Verslag

namens de commissie
voor Energie, Leefmilieu en
Klimaat
uitgebracht door
mevrouw **Kim Buyst** en de heer **Bert Wollants**

Inhoud

Blz.

I. Voorstelling van de begroting en de algemene beleidsnota voor het jaar 2024 van de CREG.....	3
II. Gedachtewisseling.....	3
A. Vragen en opmerkingen van de leden.....	3
B. Antwoorden.....	12
C. Replieken.....	26
D. Aanvullende antwoorden.....	26
III. Stemming over de begroting.....	27
IV. Bijlagen.....	29

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Christian Leysen

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Wouter Raskin, Yoleen Van Camp, Bert Wollants
Ecolo-Groen PS	Séverine de Laveleye, Kim Buyst, Barbara Creemers Malik Ben Achour, Mélissa Hanus, Daniel Senesael
VB	Kurt Ravyts, Reccino Van Lommel
MR	Mathieu Bihet, Marie-Christine Marghem
cd&v	Nawal Farih
PVDA-PTB	Robin Bruyère
Open Vld	Christian Leysen
Vooruit	Kris Verduyck

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Sigrid Goethals, Tomas Roggeman, Anneleen Van Bossuyt, Kristien Van Vaerenbergh
Julie Chanson, Samuel Cogolati, Wouter De Vriendt, Albert Vicaire Chanelle Bonaventure, Christophe Lacroix, Patrick Prévot, Laurence Zanchetta
Ortwin Depoortere, Nathalie Dewulf, Erik Gilissen Michel De Maegd, Philippe Goffin, Benoît Piedboeuf Jan Briers, Leen Dierick Greet Daems, Raoul Hedebouw Egbert Lachaert, Marianne Verhaert Vicky Reynaert, Joris Vandenbroucke

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

Les Engagés	Georges Dallemagne
-------------	--------------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné le budget et la note de politique générale de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) pour l'année budgétaire 2024 lors de sa réunion du 21 novembre 2023. Cet examen a eu lieu conformément à l'article 25, § 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

I. — PRÉSENTATION DU BUDGET ET DE LA NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE LA CREG POUR L'ANNÉE 2024

Le budget et la note de politique générale ont été commentés au nom de la CREG, au moyen d'une présentation PowerPoint, par les orateurs suivants:

— M. Koen Locquet, président du comité de direction de la CREG;

— Mme Sigrid Jourdain, directrice du contrôle des prix et des comptes de la CREG;

— M. Laurent Jacquet, directeur du fonctionnement technique du marché de l'électricité et du gaz de la CREG;

— Mme Ilse Tant, directrice de la direction administrative de la CREG.

La note de politique générale de la CREG pour 2024 a été transmise aux membres et peut être consultée en annexe au présent rapport.

Le budget et la présentation PowerPoint des représentants de la CREG sont également repris intégralement en annexe au présent rapport.

II. — ÉCHANGE DE VUES

A. Questions et observations des membres

M. Bert Wollants (N-VA) remercie les membres du comité de direction de la CREG pour leur exposé très complet. Ils ont fourni une très bonne justification en ce qui concerne le budget. Quant à la raison pour laquelle ces moyens sont nécessaires, elle peut toujours faire l'objet de discussions. Toutefois, un budget solide et stable est également nécessaire pour garantir l'indépendance de la CREG. Le groupe N-VA y attache beaucoup d'importance. L'indépendance de la CREG, qui dépend

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de begroting en de algemene beleidsnota voor het begrotingsjaar 2024 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) besproken tijdens haar vergadering van 21 november 2023. Die bespreking gebeurde overeenkomstig artikel 25, § 5, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

I. — VOORSTELLING VAN DE BEGROTING EN DE ALGEMENE BELEIDSNOTA VOOR HET JAAR 2023 VAN DE CREG

Namens de CREG hebben de volgende sprekers de begroting en de algemene beleidsnota toegelicht aan de hand van een tekstprojectie:

— de heer Koen Locquet, voorzitter van het Directiecomité van de CREG;

— mevrouw Sigrid Jourdain, directrice Controle op de prijzen en de rekeningen van de CREG;

— de heer Laurent Jacquet, directeur Technische werking van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt van de CREG;

— mevrouw Ilse Tant, directrice Administratieve directie van de CREG.

De algemene beleidsnota van de CREG voor 2024 werd bezorgd aan de leden en kan worden geraadpleegd als bijlage bij dit verslag.

De begroting en de tekstprojectie van de vertegenwoordigers van de CREG worden eveneens integraal opgenomen in de bijlagen bij dit verslag.

II. — GEDACHTEWISSELING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Bert Wollants (N-VA) dankt de leden van het directiecomité van de CREG voor hun uitgebreide uiteenzetting. Er is een zeer goede motivering gegeven op het vlak van de begroting. Over de reden waarom die middelen nodig zijn, kan altijd worden gediscussieerd. Een goede, stabiele begroting is echter noodzakelijk om ook de onafhankelijkheid van de CREG te kunnen waarborgen. De N-VA-fractie hecht daar zeer veel belang aan. De onafhankelijkheid die de CREG gekregen heeft,

directement du parlement, doit toujours rester garantie. L'orateur compte pour cela sur les membres de la CREG.

Les informations mises à la disposition de la commission par le ministre révèlent toutefois que cette indépendance n'est pas toujours garantie. Ainsi, le ministre a répondu à une question écrite et il est écrit dans une pièce en annexe que MM. Locquet et Jacquet n'ont pas l'intention de se montrer agressifs à l'égard du gouvernement, et qu'à l'issue d'une conversation téléphonique avec ces messieurs, "les choses seraient en ordre". Il est évidemment inapproprié que de tels propos apparaissent dans des documents officiels.

M. Wollants invite dès lors les membres de la direction de la CREG à toujours faire de leur indépendance une priorité et, si nécessaire, à faire preuve de fermeté à l'égard des fournisseurs d'énergie, du gouvernement et même du parlement.

L'orateur pose ensuite un certain nombre de questions concernant la note de politique générale.

Qu'en est-il de la surveillance que la CREG exerce sur les acteurs intermédiaires du marché de l'énergie? À l'époque, la CREG avait demandé cette compétence au parlement, mais elle a entre-temps régulièrement fait savoir qu'elle n'avait pas le temps de l'exercer. Qu'en est-il actuellement? Y a-t-il une surveillance? Quelles sont les actions qui sont entreprises? La CREG dispose-t-elle depuis lors d'une marge pour prendre les mesures nécessaires?

Dans la précédente note de politique générale, il était question d'une action concernant le label de qualité de la CREG et visant, le cas échéant, à attribuer ou étendre celui-ci dans un certain nombre de domaines. Cette action semble ne plus être reprise dans la note de politique. La CREG peut-elle donner plus d'explications à ce sujet? S'agit-il d'une action que la CREG compte abandonner? Les labels de qualité existants vont-ils disparaître? Comment devons-nous interpréter cela? Et comment la CREG voit-elle les choses?

La précédente note de politique générale évoquait également la reprise de la collaboration avec l'IBPT. La note de politique générale actuelle mentionne la collaboration avec l'IBPT, ainsi qu'avec un certain nombre d'autres partenaires. La CREG peut-elle donner plus de détails sur la manière dont cette collaboration a redémarré? Quelles actions ont été entreprises?

En ce qui concerne les tâches de la CREG, des questions ont été soulevées dans le passé concernant le réseau francophone des régulateurs de l'énergie. Il

doit directement van het Parlement af te hangen, moet steeds gewaarborgd blijven. De spreker rekent hiervoor op de leden van de CREG.

Uit de gegevens die de Commissie ter beschikking krijgt van de minister, blijkt echter dat die onafhankelijkheid niet altijd gewaarborgd is. Zo antwoordde de minister op een schriftelijke vraag, en stond in de bijlage geschreven, dat de heren Locquet en Jacquet allicht niet geneigd zouden zijn te agressief te zijn ten opzichte van de regering, en dat "het", na een telefonisch gesprek met diezelfde heren, "in orde was". Dat dergelijke zaken opduiken in officiële documenten is uiteraard niet gepast.

De heer Wollants spoort de directieleden van de CREG dan ook aan om te allen tijde hun onafhankelijkheid op de eerste plaats te zetten en waar dat nodig is, assertief te zijn. Tegen de energieleveranciers, tegen de regering en zelfs tegen het Parlement.

De spreker stelt vervolgens een aantal vragen met betrekking tot de beleidsnota.

Hoe gaat de CREG ondertussen om met het toezicht dat zij uitoefent op de zogenaamde intermediaire en tussenpersonen in de energiemarkt? De CREG heeft destijds aan het Parlement gevraagd om die bevoegdheid te krijgen, maar liet ondertussen regelmatig weten dat zij eigenlijk geen tijd hebben om dat te doen. Hoe zit dat momenteel? Is daar een toezicht op? Welke acties worden daar gepland? Is er ondertussen wel ruimte om daar de nodige stappen te zetten?

In de vorige beleidsnota verscheen een actie over het kwaliteitslabel van de CREG, om deze desgevallend toe te kennen of desgevallend te verlengen op een aantal vlakken. Die actie lijkt uit het beleidsplan te zijn verdwenen. Kan daar meer toelichting over worden geven? Is dat iets wat de CREG niet meer zal doen? Zullen de bestaande kwaliteitslabels komen te vervallen? Hoe moeten we dat juist zien? Hoe kijkt de CREG daar zelf naar?

Eveneens in de vorige beleidsnota werd er gesproken over het opnieuw opstarten van de samenwerking met het BIPT. In de huidige beleidsnota wordt de samenwerking met het BIPT vermeld, net als met een aantal andere partners. Kan de CREG meer toelichting geven over hoe de heropstart is verlopen? Welke acties zijn er ondernomen?

Op het vlak van de taken van de CREG werden in het verleden al vragen gesteld over het Franstalig netwerk rond energieregulators. Er werd toen aangegeven

a été dit alors que ce réseau s'organisait surtout avec un certain nombre de pays africains, pour continuer à y affiner le concept de régulateur de l'énergie. L'orateur souhaiterait savoir ce qu'il en est aujourd'hui. De quoi s'agit-il et est-ce toujours une priorité absolue pour la CREG d'être active dans ce réseau? Les interventions précédentes de la CREG montrent qu'il s'agit surtout d'un travail à sens unique et qu'il y a peu d'enseignements à en tirer pour notre pays.

Lors de la présentation, il a été dit qu'il y aura certainement des coûts supplémentaires puisqu'il y aura désormais deux enchères dans le cadre du mécanisme de capacité. Faut-il donc s'attendre à des coûts supplémentaires pour l'an prochain, si la ministre souhaite passer à trois enchères, c'est-à-dire à la fois T-4, T-2 et T-1? Devons-nous nous attendre à cela ou la CREG voit-elle les choses autrement? La CREG souhaiterait-elle, par exemple, qu'une de ces enchères ne soit plus organisée? Ce n'est plus possible pour l'enchère T-4, mais l'enchère T-1 pourrait être abordée d'une autre manière.

Cela fait des années que la CREG indique dans ses notes de politique générale qu'elle envisage une action pour établir un rapport d'évaluation *ex post* ou au moins y contribuer, en cas de crise énergétique. La CREG considère-t-elle la situation que nous avons connue l'an dernier et cette année comme une crise énergétique et quelle évaluation *ex post* en a-t-elle faite? Le parlement peut-il prendre connaissance de cette évaluation? Certains rapports ont été transmis, mais il n'est pas certain qu'il s'agisse de ceux qui étaient prévus dans la note de politique générale.

M. Wollants se réjouit que la CREG ait donné un aperçu des avantages monétaires que les tâches qu'elle accomplit procure à la société. Il est important de souligner ces avantages. Il en va de même en ce qui concerne les 1,7 milliard d'euros de contributions de répartition, qui ont été vivement critiqués à l'époque où la loi a été introduite, mais qui, par la suite, ont apparemment généré pas mal de revenus. Il est important que la CREG continue d'insister sur ce point.

Il y a également de nombreux avantages qui découlent des décisions tarifaires qui ont été prises concernant Fluxys. Quel est le calendrier des décisions tarifaires à prendre dans les années à venir? Pour l'électricité, il a déjà été fixé. Qu'en est-il dans le cadre de Fluxys et y a-t-il des démarches à entreprendre?

C'est la dernière fois que cette note de politique générale est présentée au parlement sous sa forme actuelle et la CREG envisage une autre méthode. L'orateur s'en réjouit, mais suggère d'envisager des possibilités visant

dat dit zich vooral afspeelde in samenwerking met een aantal Afrikaanse landen, om daar het concept van energieregulator verder te verfijnen. De spreker kan niet terugvinden wat hier vandaag de stand van zaken is. Waarover gaat dit en is het nog altijd een topprioriteit voor de CREG om in dat netwerk actief te zijn? Uit de vorige uiteenzettingen van de CREG blijkt dat het vooral eenrichtingsverkeer is en dat daar ook weinig wordt uit geleerd dat toe te passen valt in ons eigen land.

Tijdens de presentatie werd gezegd dat er toch wel wat extra kosten komen omdat er vanaf nu twee veilingen in het kader van het capaciteitsmechanisme zullen plaatsvinden. Zijn daar dan volgend jaar ook extra kosten te verwachten, indien de minister naar drie veilingen wenst te gaan, dus zowel T-4, T-2 als T-1? Mogen we ons daaraan verwachten of heeft de CREG daar een ander idee over? Is de CREG bijvoorbeeld voorstander om een van die veilingen niet langer uit te voeren? Dit kan niet meer voor T-4, maar de T-1 veiling zou op een andere manier kunnen worden aangepakt.

Al jaren staat in de beleidsnota's dat de CREG in een actie voorziet om, in het geval van een energiecrisis, een *ex post*-evaluatierapport op te maken of in ieder geval daar input voor aan te leveren. Beschouwt de CREG de situatie waarin we ons vorig jaar en dit jaar bevonden als een energiecrisis en welke *ex post*-evaluatie is daar dan eigenlijk op toegepast? Kan het Parlement deze evaluatie inkijken? Er zijn wel wat rapporten opgeleverd, maar het is niet duidelijk of dat de rapporten zijn zoals deze in de beleidsnota waren bedoeld.

De heer Wollants is tevreden dat de CREG een overzicht heeft gemaakt met daarin ook de monetaire voordelen voor de maatschappij van de taken die zij uitvoert. Het is belangrijk om deze voordelen te benadrukken. Ook op het vlak van de 1,7 miljard euro repartitiebijdragen: ten tijde van het invoeren van de wet was daar zeer veel kritiek op, maar achteraf blijkt deze dan toch een tamelijk serieuze opbrengst te hebben opgeleverd. Het is belangrijk dat de CREG dit blijft benadrukken.

Er zijn ook wel wat voordelen aan de tarifaire beslissingen die werden genomen met betrekking tot Fluxys. Wat is de kalender in de komende jaren op het vlak van de tarifaire beslissingen die moeten worden genomen? Elektriciteit werd reeds vastgelegd. Hoe zit dat in het kader van Fluxys en zijn daar stappen te zetten?

Het is de laatste keer dat deze beleidsnota in zijn huidige vorm aan het Parlement wordt voorgelegd, en de CREG denkt na over een andere methodiek. De spreker juicht dit toe, maar stelt voor om te kijken naar

à renforcer la collaboration avec le parlement. Au parlement flamand, par exemple, il existe une procédure qui permet aux parlementaires d'adresser des questions écrites directement à la VREG. Cette procédure pourrait également être suivie à la Chambre, mais en s'adressant à la CREG. Les questions sont actuellement posées à la ministre qui, dans certains cas, n'est pas compétente, car la CREG s'est vu attribuer une série de compétences dans le cadre desquelles elle peut se prononcer en toute indépendance.

Dans le passé, il n'a pas toujours été possible d'organiser régulièrement un échange de vues important avec la CREG. La procédure dont il a été question est peut-être une manière de renforcer la collaboration entre la Chambre et la CREG.

Mme Kim Buyst (Ecolo-Groen) remercie les membres du comité de direction pour leurs explications très détaillées. C'est une bonne chose que la CREG envisage un autre type de note de politique générale, qui mettrait davantage l'accent sur les nouveautés et les priorités. Cela laisserait plus de place aux questions et aux réponses.

La CREG veut promouvoir une mobilité durable, mais elle a également évoqué une augmentation des frais de déplacement. Des accords ont-ils été conclus en ce qui concerne les voyages à l'étranger, et plus particulièrement sur la question de savoir quand il convient de voyager en train ou en avion?

Il est très important que les consommateurs aient une vision aussi actuelle que possible du coût de leur consommation énergétique. Cette information, que la CREG peut transmettre aux consommateurs via le CREG scan, par exemple, n'est souvent disponible qu'après six mois. Bientôt, elle sera communiquée chaque mois, mais donc en aucun cas en temps réel. Le groupe Ecolo-Groen souhaiterait que cette information soit communiquée au consommateur en temps réel. À l'heure des innovations IT et du compteur numérique, il devrait être possible de faire mieux.

Le groupe Ecolo-Groen est également convaincu que les coûts d'investissement dans le réseau sont nécessaires pour le futur mix énergétique. Cependant, quelle est la valeur ajoutée pour la société de faire supporter ces coûts uniquement par le biais de la facture, et non par le biais du budget général? Existe-t-il des modes de financement alternatifs qui feraient en sorte de ne pas alourdir la facture du citoyen?

Enfin, l'oratrice rejoint la question posée par M. Wollants concernant les questions écrites adressées à la CREG. Un échange régulier avec le comité de direction est

mogelijkheden om de samenwerking met het Parlement wat intenser te maken. Zo bestaat er in het Vlaams Parlement een procedure waarin parlementsleden rechtstreeks schriftelijke vragen kunnen stellen aan de VREG. Deze procedure zou ook in de Kamer kunnen worden gevolgd, maar dan met de CREG. Vragen worden nu gesteld aan de minister, die in een aantal gevallen niet bevoegd is, omdat de CREG een aantal toegewezen bevoegdheden heeft waar zij autonoom over kan oordelen.

In het verleden is het niet altijd gelukt om op regelmatige basis een grote gedachtewisseling met de CREG te organiseren. Misschien is bovenstaande procedure wel een manier om de wisselwerking tussen de Kamer en de CREG te versterken.

Mevrouw Kim Buyst (Ecolo-Groen) dankt de leden van het directiecomité voor hun heel omstandige uitleg. Het is goed dat er gewerkt wordt aan een ander type beleidsnota, waarbij er meer focus wordt gelegd op wat nieuw is en op wat de prioriteiten zijn. Er zal dan ook meer ruimte zijn om vragen te stellen en om antwoorden te krijgen.

De CREG wil inzetten op duurzame mobiliteit, maar er werd ook gesproken over verhoogde verplaatsingskosten. Zijn er afspraken gemaakt met betrekking tot verplaatsingen naar het buitenland, meer bepaald over wanneer er met de trein of met het vliegtuig wordt gereisd?

Voor consumenten is het heel belangrijk om een zo actueel mogelijk zicht te krijgen op de kosten die ze maken als het gaat over hun energieverbruik. Deze informatie, die de CREG kan doorspelen aan de consument via bijvoorbeeld de CREG Scan, is dikwijls pas na zes maanden beschikbaar. Binnenkort zal dit maandelijks zijn, maar dus in elk geval nog niet realtime. De Ecolo-Groen-fractie pleit voor het realtime bezorgen van dergelijke informatie bij de consument. In tijden van IT-vernieuwingen en de digitale teller moet meer mogelijk zijn.

De Ecolo-Groen-fractie is er ook van overtuigd dat de investeringskosten in het net nodig zijn voor de toekomstige energiemix. Wat is echter de maatschappelijke meerwaarde om die kosten alleen via de factuur te bekostigen en niet via de algemene begroting? Zijn er alternatieve financieringswijzen, zodat de factuur van de burger niet hoeft te stijgen?

De spreekster sluit zich tot slot aan bij de vraag van de heer Wollants wat de schriftelijke vragen aan de CREG betreft. Een regelmatige uitwisseling met het

important, mais n'est pas toujours possible compte tenu des agendas surchargés. Qu'en pense la CREG?

M. Malik Ben Achour (PS) rappelle qu'en raison de la mise en place du CRM, du développement des énergies renouvelables et de la situation sur les marchés de l'énergie depuis plus de deux années, le régulateur a dû assumer de nouvelles missions. Cela se reflétait dans les tableaux budgétaires des années précédentes. En 2021, un montant supplémentaire de 910.000 euros était prévu pour les missions CRM. En 2022, ces mêmes missions participaient de la hausse de 462.554 euros des dépenses. En 2023, 676.000 euros pour les missions hydrogène, et 4.118.000 euros pour les missions relatives à la taxation des surprofits. Réaliser ces missions spécifiques, couplées à celles de surveillance des marchés et de conseil de l'autorité politique, nécessitait donc des moyens supplémentaires – et ce, sans compter l'inflation qui a impacté à la hausse des frais de personnel.

La hausse la plus importante depuis le début de la décennie est donc survenue en 2023: les missions hydrogène et surprofits représentaient un montant supplémentaire de près de 4.800.000 euros. En ce qui concerne les frais "opérationnels", une hausse des frais de personnel de 2.300.000 euros était à constater. Quel est le "bilan" budgétaire de l'année 2023? L'ensemble des dépenses prévues ont-elles été effectuées? Étaient-elles suffisantes?

Sur la partie surprofits, la CREG a indiqué l'année dernière que "Les moyens supplémentaires demandés ne sont qu'une estimation. En définitive, c'est le marché public de consultance qui déterminera le prix horaire et la durée." Qu'en est-il advenu? Le projet de loi donnait à la CREG d'importantes responsabilités. Il s'agissait là d'un grand chantier, lancé "à partir de zéro", avec un impératif de résultats imminents. Tout s'est-il déroulé comme espéré?

En juin 2023, la presse avançait qu'une série de recours avait été déposée à l'encontre de la contribution des producteurs d'électricité inframarginaux. Quel est le traitement qui en a été fait depuis septembre 2023?

Outre la question des surprofits, la CREG était particulièrement sous pression et sollicitée en raison du contexte énergétique international, de ses conséquences dans notre pays, et de la nécessité d'une intervention politique pour protéger les ménages. Les prévisions pour 2023 ne tablaient pas sur une baisse significative et relativement stable sur les marchés de l'énergie. Or, c'est ce qui s'est produit dès la fin du mois de décembre 2022. Cette accalmie des prix de l'énergie a-t-elle eu un impact

directiecomité is belangrijk, maar is gezien de overladen agenda's niet altijd mogelijk. Wat is de visie van de CREG?

De heer Malik Ben Achour (PS) stelt dat de regulator nieuwe opdrachten op zich heeft moeten nemen wegens de invoering van het CRM, de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen en de toestand die zich al twee jaar voordoet op de energiemarkten. Dat werd weerspiegeld in de begrotingstabellen van de voorbije jaren. In 2021 werd in een bijkomend bedrag van 910.000 euro voorzien voor de CRM-opdrachten. In 2022 droegen diezelfde taken bij aan de stijging van de uitgaven met 462.554 euro. In 2023 werd 676.000 euro toegekend voor de opdrachten inzake waterstof en 4.118.000 euro voor de opdrachten betreffende de belasting op overwinsten. De combinatie van die specifieke opdrachten, het toezicht op de markten en de opdracht als raadgever van de overheid, noopte dus tot bijkomende middelen, en dat nog afgezien van de inflatie die de loonkosten de hoogte injoeg.

De grootste stijging sinds het begin van het decennium deed zich dus voor in 2023: de opdrachten inzake waterstof en de overwinsten vertegenwoordigden een bijkomend bedrag van bijna 4.800.000 euro. Wat de werkingskosten betreft, was er een stijging van de personeelskosten met 2.300.000 euro. Welke financiële conclusies kunnen met betrekking tot 2023 worden geformuleerd? Werden alle uitgaven waarin was voorzien gedaan? Volstonden ze?

Wat het onderdeel overwinsten betreft, heeft de CREG vorig jaar gesteld: "De gevraagde extra middelen zijn slechts een inschatting. Het zal uiteindelijk de overheidsopdracht voor consultancy [zijn] die zal bepalen wat de uurprijs en de duurtijd wordt." Hoe is dat uitgedraaid? Het wetsontwerp ter zake gaf de CREG belangrijke verantwoordelijkheden. Het ging om een omvangrijk project dat vanaf nul werd opgestart en waarbij snelle resultaten werden geëist. Is alles verlopen zoals verwacht?

In juni 2023 meldde de pers dat er een aantal beroepen waren ingediend tegen de bijdrage van de inframarginale stroomproducenten. Hoe werd dat sinds september 2023 afgehandeld?

Niet alleen wegens het vraagstuk van de overwinsten stond de CREG sterk onder druk; de instantie had ook veel werk wegens de internationale energiecontext, alsook wegens de gevolgen ervan in ons land en de noodzaak van een politiek optreden om de gezinnen te beschermen. De vooruitzichten voor 2023 gingen niet uit van een aanzienlijke en relatief stabiele daling op de energiemarkten. Sinds eind december 2022 is dat echter net wat is gebeurd. Heeft de bedaring van de

sur les travaux que la CREG anticipait pour 2023 et ses frais opérationnels?

Le CREG scan est un outil précieux pour orienter les citoyens vers des contrats de fournitures d'électricité et de gaz plus avantageux. Le budget 2022 prévoyait d'ailleurs un montant de 275.000 euros pour son développement. Quels sont les chiffres de l'utilisation de cet outil sur l'année écoulée? Ces chiffres sont-ils en hausse par rapport aux années précédentes? En tant que responsables politiques, les parlementaires ont été fortement sollicités par des personnes faisant face à des factures élevées. Parmi les réponses apportées, figurait l'usage du CREG scan, qui n'était pas particulièrement connu des citoyens en question. En 2023, le budget prévoyait une augmentation de 114 % (80.000 euros) des dépenses en matière de communication. Concrètement, quelles initiatives ont-elles été prises pour informer sur l'existence de cet outil? La communication destinée aux CPAS et aux publics cibles annoncés l'année dernière a-t-elle été mise en œuvre?

Le budget 2024 montre une baisse de 1,8 million d'euros par rapport à l'année passée. Pourtant, il y a bien des précisions à apporter derrière ce chiffre en baisse. Il y a la réduction des frais pour les missions surprofits (-3.012.000 euros), mais le budget opérationnel prévoit une augmentation (+1,191 million euros): 590.000 euros pour le personnel, 601.000 euros pour les frais de fonctionnement.

Sur les missions surprofits, la feuille de route 2023 anticipait quelque peu les travaux de l'année suivante. Pour 2024, seul le traitement des recours était prévu. Est-ce toujours le cas? L'année passée, les 4.118.000 euros prévus pour la taxation des surprofits étaient répartis comme suit: 3.368.000 pour la consultance externe, 605.000 pour l'assistance juridique et 145.000 pour les travaux informatiques. Qu'est-il prévu pour chacune de ces catégories en 2024?

L'accord du Conseil européen du 17 octobre sur la réforme du marché de l'électricité prévoyait que la contribution des producteurs d'électricité inframarginaux pourrait être prolongée par les États membres jusqu'au 30 juin 2024. La mesure mise en place par la Belgique s'achèvera le 31 décembre 2023. La CREG a-t-elle prévu, par mesure de précaution, la réactivation de ce dispositif? De manière générale, si le projet de réforme européen doit encore passer plusieurs étapes avant d'aboutir, et notamment les négociations avec le Parlement européen, celui-ci est-il susceptible d'influer sur les tâches de la CREG durant l'année à venir?

energieprijzen een weerslag gehad op de werkzaamheden die de CREG voor 2023 voorzag en op haar werkingskosten?

De CREG Scan is een waardevol instrument om de burgers naar voordeligere elektriciteits- en gasleveringscontracten te leiden. De begroting 2022 omvatte trouwens een bedrag van 275.000 euro voor de ontwikkeling ervan. Wat zijn de cijfers inzake het gebruik van die tool gedurende het voorbije jaar? Zijn die cijfers in vergelijking met de vorige jaren gestegen? De parlementsleden werden als politiek verantwoordelijken vaak benaderd door mensen met heel hoge rekeningen. Een van de antwoorden bestond erin het gebruik van de CREG Scan aan te raden; die was bij de betrokken burgers niet bijzonder goed gekend. In 2023 voorzag de begroting in een stijging van 114 % (80.000 euro) voor de communicatie-uitgaven. Welke initiatieven werden concreet ondernomen om de burger beter in te lichten over het bestaan van dat instrument? Werd de vorig jaar aangekondigde communicatie ter attentie van de OCMW's en de doelgroepen uitgerold?

De begroting 2024 toont een verlaging van 1,8 miljoen euro in vergelijking met vorig jaar. Dat dalende cijfer vergt evenwel nadere toelichting. De kosten voor de overwinstopdrachten dalen (-3.012.000 euro), maar het werkingsbudget stijgt (+1,191 miljoen euro, waarvan 590.000 euro voor het personeel en 601.000 euro voor de werkingskosten).

Wat de overwinstopdrachten betreft, liep het stappenplan 2023 enigszins vooruit op de werkzaamheden van het volgende jaar. Voor 2024 werd enkel de behandeling van de beroepen ingecalculleerd. Is dat nog steeds zo? Vorig jaar was de 4.118.000 euro in verband met de belasting op de overwinsten als volgt verdeeld: 3.368.000 euro voor externe consultancy, 605.000 euro voor juridische bijstand en 145.000 euro voor informatica. Wat is voor 2024 vastgelegd voor elk van die categorieën?

Het akkoord van de Europese Raad van 17 oktober over de hervorming van de elektriciteitsmarkt bepaalde dat de bijdrage van de inframarginale stroomproducenten door de lidstaten tot 30 juni 2024 zou kunnen worden verlengd. De door België ingestelde maatregel loopt op 31 december 2023 ten einde. Gaat de CREG er uit voorzorg van uit dat die regeling wordt gereactiveerd? Kan, algemeen gezien, het Europees hervormingsproject de taken van de CREG tijdens het komende jaar beïnvloeden, hoewel dat project nog verschillende fasen moet doorlopen alvorens het wordt afgerond, met name de onderhandelingen met het Europees Parlement?

En 2024, l'accord sur la prolongation de Doel 4 et de Tihange 3 devra être mis en œuvre. Quelles seront les missions qui seront attribuées à la CREG dans ce cadre? Les moyens actuellement disponibles suffisent-ils? Le budget pourrait-il être adapté en fonction des dispositions législatives qui seront prises dans les prochains mois?

Quelle est l'estimation de la CREG de l'évolution des prix de l'énergie pour l'année à venir? Après la période de crise des prix que la population a subis, dont les effets se font encore bien ressentir, la crainte de factures élevées est encore bien présente. Bien que cela ne reste que des estimations, et que beaucoup de facteurs imprévisibles pour le moment peuvent entrer en jeu, M. Ben Achour estime qu'il est utile d'avoir une vision à plusieurs mois, qui permette d'anticiper les difficultés.

M. Kurt Ravyts (VB) remercie le comité de direction pour ces explications très détaillées. En ce qui concerne les tarifs de réseau, l'orateur indique que la ministre en appelle à l'Europe pour atténuer leur impact sur les factures des ménages et des entreprises.

Si le monde politique soutient un cadre réglementaire pour l'hydrogène ou surtout les surprofits dans le cadre de la crise énergétique, il est normal que la CREG demande les moyens nécessaires à cette fin.

Le budget augmente de près de 6 % pour atteindre 21,4 millions d'euros. M. Ravyts le comprend parfaitement. Vu les compétences en matière de CRM, il est normal que des recours soient introduits, ce qui coûte de l'argent. La ministre souhaite une adaptation du CRM. La CREG peut-elle donner son point de vue sur le sujet?

La CREG continuera-t-elle à jouer un rôle dans le cadre de la surveillance de la sécurité d'approvisionnement énergétique? Il y a l'étude bisannuelle d'Elia sur l'adéquation et la flexibilité, dans laquelle la CREG joue toujours un peu le rôle de *sparring-partner* intellectuel pour Elia. Quelle est la vision à long ou à moyen terme de la CREG sur ce sujet? Faudra-t-il construire de nouvelles centrales au gaz? C'est un aspect qui a été largement commenté dans la presse, compte tenu des prévisions d'Elia concernant l'augmentation de la demande d'électricité consécutivement à l'électrification de notre société.

La ministre a également annoncé qu'elle comptait améliorer le CREG scan. Serait-il possible de fournir au parlement les rapports du groupe de travail sur les modèles de plaintes, qui a été créé par la ministre au printemps 2022 et qui est coordonné par la CREG? Ces rapports contiennent également des propositions adressées à la ministre, ce qui intéressera certainement

In 2024 zal het akkoord over de verlenging van Doel 4 en Tihange 3 moeten worden uitgevoerd. Welke opdrachten zal de CREG in dat raam krijgen? Volstaan de op dit moment beschikbare middelen? Zou de begroting kunnen worden aangepast naargelang van de wetgeving die in de komende maanden zal worden aangenomen?

Hoe schat de CREG de evolutie van de energieprijzen voor het komende jaar in? Na de prijzen crisis die de bevolking heeft ondergaan en waarvan de gevolgen nog steeds goed voelbaar zijn, zit de schrik voor hoge rekeningen er nog goed in. De heer Ben Achour acht het nuttig een visie voor meerdere maanden te hebben, die het mogelijk zou maken op de moeilijkheden te anticiperen, hoewel het slechts over schattingen kan gaan en er veel vooralsnog onvoorspelbare factoren kunnen opduiken.

De heer Kurt Ravyts (VB) dankt het directiecomité voor de zeer uitvoerige toelichting. Wat de nettarieven betreft, geeft de spreker aan dat de minister naar het Europees niveau heeft verwezen om de impact ervan op de facturen van gezinnen en bedrijven te verlichten.

Wanneer men vanuit de politiek achter een reglementair kader staat rond waterstof of rond de overwinsten in het kader van de energiecrisis, dan is het ook normaal dat de CREG daar de noodzakelijke middelen voor vraagt.

Het budget vertoont een stijging van bijna 6 % naar 21,4 miljoen euro. De heer Ravyts heeft hier alle begrip voor. Gezien de bevoegdheden rond het CRM is het normaal dat er beroepen worden ingesteld, wat op zijn beurt geld kost. De minister wil het CRM bijgesteld zien. Kan de CREG haar visie daaromtrent geven?

Blijft de CREG een rol spelen in het kader van de monitoring van de energiebevoorradingzekerheid? Er is de tweejaarlijkse adequacy- en flexibility studie van Elia, waar de CREG altijd een beetje als een intellectuele sparringpartner fungeert voor Elia. Wat is de visie van de CREG op deze thematiek op lange of middellange termijn? Zal er moeten worden ingezet op nieuwe gascentrales? Dit was een belangrijk aspect in de pers, gelet op de toekomstvoorspellingen van Elia rond de toenemende vraag naar elektriciteit als gevolg van de elektrificatie van onze samenleving.

De minister heeft ook aangekondigd werk te zullen maken van een versterkte CREG Scan. Is het mogelijk om aan het Parlement de verslagen te bezorgen van de taskforce rond klachtenpatronen, die in het voorjaar van 2022 in het leven is geroepen door de minister en die de CREG coördineert? Deze verslagen doen voor een stuk ook beleidssuggesties aan de minister, hetgeen de

les différents parlementaires qui posent régulièrement des questions sur les factures d'énergie.

En ce qui concerne le cadre réglementaire pour l'hydrogène, M. Locquet a fait référence au paquet décarbonisation de la Commission européenne, qui est évidemment très important. À l'époque, le groupe VB avait également soutenu le choix de la ministre, sachant que l'industrie en Flandre y tenait beaucoup. L'orateur espère donc que ce paquet sera rapidement mis en œuvre l'année prochaine.

Une nouvelle présidence marque apparemment aussi le début d'une nouvelle communication. D'ici l'été, une communication nouvelle ou renforcée est annoncée, tant en interne qu'en externe, notamment en ce qui concerne le CREG scan. L'orateur est impatient de connaître la stratégie à long terme, car il est favorable un régulateur fédéral indépendant.

M. Ravyts dit avoir reçu à deux reprises une lettre anonyme émanant de membres du personnel de la CREG et contenant toutes sortes de plaintes formulées à l'encontre de la politique menée au sein de la CREG, à l'époque du comité de direction provisoire. C'est ennuyeux et il est donc important que la CREG veille à une bonne culture d'entreprise et une bonne structure de management.

M. Mathieu Bihet (MR) a compris que le monitoring renforcé des marchés de l'électricité et du gaz naturel doit être une priorité absolue de la CREG, qui veut veiller à tirer des enseignements et à en informer les autorités publiques. Quels sont les premiers enseignements que la CREG a pu tirer de ces derniers mois? A-t-elle déjà transmis ses enseignements aux autorités fédérales, et quels en sont les éventuels retours?

La Belgique assumera dès le 1^{er} janvier la présidence, dans ce cadre vous vous tenez disposé à collaborer avec les autorités compétentes. Dans quelques semaines débute la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Dans ce cadre, comment la CREG va-t-elle participer à la participation de la mise en œuvre des priorités définies? Des collaborations sont-ils déjà prévus?

La CREG a recommandé l'été dernier au gouvernement de prendre des mesures si l'augmentation des tarifs de réseau pouvait entraîner un désavantage concurrentiel et la ministre prévoit un projet de loi visant à définir ce qu'est un consommateur électro-intensif. Une étude de la CREG est prévue afin de légiférer. Où en est cette étude et quand sera-t-elle disponible?

verschillende parlementsleden die regelmatig vragen stellen over de energiefacturen zeker zal interesseren.

Met betrekking tot het reglementair waterstofkader verwees de heer Locquet naar het decarbonisatiepakket van de Europese Commissie, wat uiteraard heel belangrijk is. De VB-fractie heeft de keuze van de minister destijds mee ondersteund, omdat zij aanvoelde dat de industrie in Vlaanderen daar toch wel wat zat op te wachten. De spreker hoopt nu dus ook dat dit volgend jaar versneld zal worden geïmplementeerd.

Een nieuw voorzitterschap vormt blijkbaar ook de aanzet tot nieuwe communicatie. Tegen de zomer komt er, zowel intern als extern, ook rond de CREG Scan, een nieuwe of versterkte communicatie. De spreker is zeer benieuwd naar de langetermijnstrategie, aangezien hij voorstander is van een onafhankelijke federale regulator.

De heer Ravyts vertelt dat hij tot tweemaal toe een anonieme brief ontving van personeelsleden van de CREG, waarin allerlei klachten waren neergepend over het beleid binnen de CREG, ten tijde van het voorlopige directiecomité. Dat is vervelend en het is dus belangrijk dat de CREG ook intern voor een goede bedrijfs- en managementcultuur zorgt.

De heer Mathieu Bihet (MR) heeft begrepen dat de uitgebreidere monitoring van de elektriciteits- en aardgasmarkten een van de absolute prioriteiten van de CREG moet zijn, alsook dat de CREG uit de situatie lessen wil trekken en de overheden ter zake wil voorlichten. Wat zijn de eerste lessen die de CREG de voorbije maanden heeft getrokken? Heeft de CREG die conclusies al aan de federale overheid bezorgd en wat zijn de eventuele antwoorden erop?

België zal vanaf 1 januari het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie op zich nemen. In dat raam houdt de CREG zich beschikbaar om met de bevoegde overheden samen te werken. Binnen enkele weken gaat het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie van start. Hoe zal de CREG in dat verband deelnemen aan de uitvoering van de vastgelegde prioriteiten? Werd al samenwerking gepland?

De CREG heeft de regering vorige zomer aangeraaden maatregelen te nemen indien de stijging van de nettarieven een concurrentieel nadeel zou kunnen veroorzaken en de minister plant een wetsontwerp om te definiëren wat een elektro-intensieve gebruiker is. Er is voorzien in een studie van de CREG om wetgevend op te treden. Hoever staat het met die studie en wanneer zal zij beschikbaar zijn?

Lancé il y a quelques années, le CREG scan permet au consommateur de comparer le contrat énergétique conclu avec l'offre actuelle du marché. Vu la situation sur les marchés et l'impact sur les contrats, la CREG a-t-elle remarqué une augmentation du nombre de consultations ces derniers mois? Quels sont les développements futurs du CREG scan?

La CREG a élaboré une "Charte pour une fourniture efficace d'informations dans le cadre de la comparaison des prix pour l'électricité et le gaz", en concertation avec le secteur. Les sites de comparaison de prix en ligne qui satisfont aux dispositions de la charte peuvent bénéficier du "label de qualité CREG". Quels sont les critères de ce label? Combien de sites en bénéficient? Est-ce qu'il est déjà apparu que des sites utilisent ce label sans y avoir droit? Les régulateurs régionaux ont également développé des comparateurs des prix de l'électricité et du gaz naturel. Est-ce qu'il existe des synergies entre comparateurs?

M. Christian Leysen (Open Vld) reconnaît que la CREG est un organe du parlement, même si les membres du comité de direction sont nommés par le gouvernement. Vu les nombreuses tâches de la CREG, il est important qu'elle entretienne un dialogue soutenu avec la Chambre. Les différentes propositions faites à cet égard doivent être examinées attentivement en fonction du rythme et des thèmes souhaités.

La CREG accomplit un énorme travail, ce qui lui a d'ailleurs été demandé, mais sur quels thèmes majeurs pourra-t-elle être évaluée à la fin de l'année prochaine? Quels sont les plus grands défis, les thèmes les plus importants? L'orateur indique que, dans le cadre d'une discussion plus large au sein de la Commission, il aimerait savoir qui fait quoi exactement dans la politique énergétique.

M. Leysen souhaiterait ensuite savoir dans quelle mesure la CREG a mis de l'ordre dans son organisation interne. Le retard dans la nomination des membres du comité de direction a causé une grande incertitude sur le plan interne et la CREG a connu une période très difficile. Sera-t-elle également attentive à la gestion du personnel? Dans quelle mesure ce processus est-il encore en cours?

La politique énergétique se concevra de plus en plus au niveau européen. Combien de temps la CREG peut-elle y consacrer et quelle priorité y accorde-t-elle?

De CREG Scan werd een aantal jaren geleden gelanceerd en maakt het de consument mogelijk het door hem gesloten energiecontract te vergelijken met het actuele marktaanbod. Heeft de CREG de afgelopen maanden een stijging van het aantal raadplegingen opgemerkt, gezien de toestand op de markten en de weerslag op de contracten? Hoe zal de CREG Scan in de toekomst evolueren?

De CREG heeft in samenspraak met de sector een Charter voor goede informatieverstopping bij de prijsvergelijking van elektriciteit en gas opgesteld. De prijsvergelijkingswebsites die voldoen aan de bepalingen van het charter, kunnen het kwaliteitslabel van de CREG krijgen. Wat zijn de criteria voor dat label? Hoeveel websites hebben het gekregen? Is het al voorgekomen dat websites dat label gebruiken zonder er recht op te hebben? De gewestelijke regulatoren hebben eveneens tools voor de vergelijking van elektriciteits- en aardgas-prijzen ontwikkeld. Bestaan er synergieën tussen die vergelijkingstools?

De heer Christian Leysen (Open Vld) beaamt dat de CREG een orgaan is van het Parlement, ook al worden de directieleden benoemd door de regering. Gezien de vele opdrachten van de CREG is het belangrijk dat er een actieve dialoog is met de Kamer. De verschillende voorstellen die hierover werden gemaakt moeten goed overwogen worden, afhankelijk van het gewenste ritme en de gewenste thema's.

De CREG heeft enorm veel hooi op de vork genomen, hetgeen ook van hen werd gevraagd, maar op welke belangrijkste zaken mag zij eind volgend jaar worden afgerekend? Welke zijn het meest uitdagend, het meest cruciaal? De spreker geeft aan dat hij, in het kader van een bredere discussie binnen de Commissie, het graag eens zou hebben over wie nu precies wat doet in het energiebeleid.

Vervolgens wens de heer Leysen te vernemen in hoeverre de CREG haar interne organisatie reeds op punt heeft. Door de aanslepende benoeming van de directieleden was er intern grote onzekerheid en kende de CREG een zeer moeilijke periode. Zal er ook aandacht worden gegeven aan *people management*? In welke mate is dat proces nog bezig?

Het energiebeleid zal meer en meer op Europees niveau gestalte krijgen. Hoeveel tijd kan de CREG daaraan besteden en welke prioriteit geeft zij daaraan?

B. Réponses de la CREG

Mme Ilse Tant, directrice de la direction administrative de la CREG, remercie les membres de la commission pour leurs nombreuses questions et le vif intérêt qu'ils portent manifestement à la CREG. Elle ajoute qu'elle se concentrera sur les questions portant sur le budget.

Coûts supplémentaires

Plusieurs enchères seront organisées à partir de 2025. Le coût le plus important pour la CREG, c'est la validation des enchères par l'auditeur. L'an dernier, on estimait que cela représenterait deux fois le coût d'une enchère (114.000 euros). Aujourd'hui, le coût global s'élève à 171.000 euros. En combinant les deux, une optimisation a pu être faite. Donc, bien que des enchères multiples réduisent le coût individuel d'une enchère, le coût global augmentera toujours de manière limitée.

Les coûts les plus importants sont supportés dans le cadre des recours contre l'*Intermediate Price Cap* du (plafonnement des prix intermédiaires – IPC). Pour ce poste, le budget a été doublé, passant de 150.000 à 300.000 euros. C'est surtout Engie qui attaque systématiquement l'IPC. La CREG envisage de reprendre le contrôle à long terme en adaptant éventuellement la réglementation de manière à ne plus devoir systématiquement faire face à ces recours.

Le gros poste de coûts se situe au niveau d'Elia, qui doit également organiser effectivement l'enchère. Il représente plusieurs fois les coûts qui incombent à la CREG.

Frais de déplacement

Les déplacements sont aussi limités que possible et ne sont donc effectués que lorsqu'ils sont vraiment utiles. Aujourd'hui toutefois, la CREG n'a pas de politique formelle en matière de frais de déplacement. C'est toujours l'option la moins chère qui est choisie. C'est donc une bonne suggestion de formaliser cette politique dans le cadre des RH. L'oratrice fait également référence au budget de mobilité, qui encourage les collaborateurs à préférer la mobilité douce à la voiture.

Nouvelles missions

L'année est toujours en cours et le budget n'a donc pas encore été clôturé. Un rapport annuel sera envoyé à la Chambre par rapport à la clôture des comptes. Ce rapport contiendra les chiffres par rapport à la consommation

B. Antwoorden van de CREG

Mevrouw Ilse Tant, directeur Administratieve directie van de CREG, bedankt de leden van de commissie voor de vele vragen en de duidelijk grote interesse in de CREG. Ze geeft aan zich te zullen focussen op de vragen rond het budget.

Extra kosten

Vanaf 2025 zullen er meerdere veilingen worden georganiseerd. De grootste kostprijs voor de CREG is de validatie van de veilingen door de auditeur. Vorig jaar was ingeschat dat dit twee keer de afzonderlijke kosten van een veiling (114.000 euro) zou bedragen. Toch zien vandaag een totale kostprijs van 171.000 euro. Door de twee samen te nemen, kon een optimalisatie worden verwezenlijkt. Hoewel er dus in geval van meerdere veilingen, per veiling gerekend, een kostendaling is, zal er in het geheel genomen wel steeds een beperkte kostenverhoging zijn.

De grootste kosten vallen in het kader van de beroepen tegen de *Intermediate Price Cap* (IPC). Hiervoor werd het budget verdubbeld, van 150.000 naar 300.000 euro. Het is hoofdzakelijk Engie die de IPC systematisch aanvalt. Er wordt gekeken om dat op de lange termijn terug onder controle te brengen door eventueel de regelgeving aan te passen, zodat de CREG die beroepen niet systematisch meer moeten ondergaan.

De echt grote kostenpost zit bij Elia, die de veiling ook effectief moet gaan organiseren. Dat is een veelvoud van de kosten die bij de CREG in aanmerking komen.

Verplaatsingskosten

Er worden zo weinig mogelijk verplaatsingen gemaakt, dus alleen als het echt nuttig is. Op vandaag is er echter geen formeel beleid rond verplaatsingskosten. Er wordt stevast gekozen voor de goedkoopste optie. Het is dus een goede suggestie om, vanuit HR, dit beleid te formaliseren. De spreekster verwijst verder naar het mobiliteitsbudget, dat de medewerkers aanstuurt om meer de zachte mobiliteit te verkiezen in plaats van de wagen.

Nieuwe opdrachten

Het jaar loopt nog en de rekeningen werden dan ook nog niet afgesloten. Het jaarlijkse verslag met de definitieve rekeningen, waarin de cijfers zullen staan over de besteding van het vorig jaar toegekende budget, zal

du budget qui a été alloué l'année passée. Evidemment, le solde éventuel sera remboursé à l'administration.

Surprofits et recours

Il y a pour le moment six recours qui sont en cours. Trois acteurs du marché ont attaqué le formulaire de déclaration qui a été établi par la CREG pour les deux périodes. Donc trois fois deux recours. Il y a eu un arrêt récent de la Cour des marchés sur la première période, qui a mené à quelques questions préjudicielles récentes à la Cour européenne.

Frais opérationnels

La baisse de coût de l'énergie sur le marché n'a pas réellement eu un impact sur les frais opérationnels. Par rapport à tout ce qui était mesures de crise, il y a eu du travail jusqu'en juin de cette année, puis est venue la surcharge de travail lié aux surprofits. Il y a donc eu, en ce qui concerne le personnel et les moyens budgétaires, une continuité et une répartition de la charge de travail sur toute l'année.

Surprofits

La CREG est actuellement occupée avec les déclarations pour la deuxième période: vérifier les déclarations et faire les calculs. Une partie sera proposée au SPF Économie pour la fin de l'année. Une autre partie concerne les débiteurs des centrales nucléaires qui sont soumis à la contribution de la répartition et pour qui la CREG aura des données provisoires pour la fin de l'année. Les propositions à cet effet seront soumises à l'administration pour fin février.

Pour 2024, l'institution devra donc encore disposer des plateformes IT et des licences qui ont été développées. Les consultants IT, qui ont été engagés pour développer les plateformes, doivent aussi être disponibles en 2024 pour fournir des informations. Il faut également payer les licences pour l'application sur les surprofits. Le budget prévoit pour cela un budget de 206.250 euros.

Un deuxième gros poste, ce sont les coûts par rapport à tous les avis et les recours juridiques concernant les surprofits. Six recours ont été entamés, mais les décisions ou les prélèvements spécifiques risquent d'être attaqués. La CREG ne sera peut-être pas mis en cause directement, mais elle est déjà interrogée par rapport aux chiffres, au calcul et aux argumentations. Il y a donc

aan de Kamer worden bezorgd. Het spreekt voor zich dat het eventuele saldo aan de diensten zal worden teruggestort.

Overwinsten en beroepen

Er lopen momenteel zes beroepen. Drie betrokken marktactoren hebben het aangifteformulier aangevochten dat de CREG voor beide periodes had opgemaakt. Het gaat bijgevolg om twee beroepen per actor. Het recente arrest van het Marktenhof over de eerste periode heeft geleid tot enkele recente prejudiciële vragen aan het Europees Hof.

Werkingskosten

De daling van de energieprijzen op de markt heeft niet echt een impact op de werkingskosten gehad. De werkzaamheden met betrekking tot de crisismaatregelen, waar de CREG tot in juni van dit jaar mee bezig was, gingen over in extra werk naar aanleiding van de overwinsten. Op het vlak van inzet van personeel en budgettaire middelen was de werklast dan ook stabiel gespreid over het hele jaar.

Overwinsten

De CREG is momenteel bezig met de aangiften voor de tweede periode, meer bepaald met de verificatie ervan en met de berekeningen. Een deel zal tegen het einde van het jaar aan de FOD Economie worden voorgelegd. Een ander deel betreft de schuldenaars uit de kerncentralesector, die aan de repartitiebijdrage zijn onderworpen. Over die groep zal de CREG tegen het einde van het jaar voorlopige gegevens hebben. De voorstellen hiervoor zullen tegen eind februari aan de administratie worden voorgelegd.

Voor 2024 dient de instantie dus verder te beschikken over de ontwikkelde IT-platformen en -licenties. Om die platformen te ontwikkelen werden er IT-consultants aangesteld, die ook in 2024 beschikbaar moeten zijn om informatie te verstrekken. Ook de licenties voor de IT-applicatie die in het kader van de werkzaamheden betreffende de overwinsten wordt gebruikt, moeten worden betaald. In de begroting wordt daarvoor in een budget van 206.250 euro voorzien.

De kosten in verband met juridische adviezen en beroepen vormen een tweede grote begrotingspost voor de overwinsten. Er werden zes beroepen ingesteld, maar de beslissingen of de specifieke toeslagen dreigen eveneens te worden aangevochten. De CREG zal misschien niet rechtstreeks aansprakelijk worden gesteld, maar nu reeds krijgt de instantie vragen over de cijfers,

un support de la CREG à donner à l'administration par rapport à ces questions juridiques sur les surprofits.

La CREG avait déjà des difficultés à trouver une consultance externe sur le marché et ne compte, pour l'année 2024, plus utiliser des consultants externes pour travailler sur les surprofits.

Les détails sur l'utilisation du budget 2023 – jusqu'à début novembre – pour les surprofits sont repris dans les slides. Il faut encore ajouter à cela un montant de 600.000 euros qui sera probablement facturé pour la fin de l'année. Ceci permet de calculer le solde qui doit être remboursé à l'administration.

Prolongation des centrales nucléaires

Pour l'instant, la CREG n'a pas encore tous les éléments. La CREG n'est impliquée dans la discussion des contrats qui sont négociés avec Engie que de manière indirecte, via sa compétence d'avis pour des questions ad hoc. Si ces contrats n'octroient à la CREG aucun accès aux informations, la CREG ne pourra pas exercer de contrôle. Ce contrôle est provisoirement décrit comme des contrôles sur le *rémunération agreement*, le mécanisme et les flux financiers, ou encore le développement et l'évolution du *strike price*.

L'implication de la CREG aujourd'hui concerne vraiment ces missions de conseil au gouvernement pour anticiper une mission de contrôle. Des missions de contrôle seront bien évidemment formalisées par après. C'est pour cela que la CREG demande des moyens supplémentaires pour pouvoir renforcer l'expertise nucléaire. Pour l'instant, il n'y a qu'un ETP qui travaille sur les questions nucléaires au sein de la CREG.

Business as usual

L'augmentation de 6 % est liée à l'indexation des frais de personnel. D'autre part, il y a également un coût supplémentaire de 143.000 euros, directement lié à la charge de travail exceptionnelle résultant des mesures de crise, étant donné qu'un certain nombre de collaborateurs au sein du service financier ont été fortement mis sous pression et ont donc été temporairement secondés par des consultants externes.

de la calculatie en de argumentatie. Dat zorgt ervoor dat de CREG de overheidsdiensten ondersteuning moet bieden bij het beantwoorden van die juridische vragen over de overwinsten.

Aangezien de CREG in het verleden reeds moeilijkheden ondervond bij het aantrekken van consultants op de markt van de externe consultancy, is de instantie van plan om in 2024 niet langer een beroep te doen op externe consultants voor de werkzaamheden inzake de overwinsten.

Op de slides is gedetailleerde informatie te vinden over de wijze waarop het budget voor 2023 aan de werkzaamheden inzake overwinsten werd besteed. De informatie is tot begin november bijgewerkt. Er moet nog een bedrag van 600.000 euro aan worden toegevoegd, dat waarschijnlijk tegen het einde van het jaar zal worden gefactureerd. Op basis daarvan kan het aan de overheid terug te betalen saldo worden berekend.

Verlenging van de exploitatieduur van de kerncentrales

Momenteel beschikt de CREG nog niet over alle elementen. De CREG is enkel zijdelings, via haar raadgevende bevoegdheid voor ad hoc vragen betrokken bij de bespreking van de overeenkomsten die met Engie worden onderhandeld. Indien die overeenkomsten de CREG geen toegang verlenen tot informatie, zal de CREG geen toezicht kunnen uitoefenen. Dat toezicht wordt voorlopig omschreven als toezicht op de *remuneration agreement*, op het financiële mechanisme en de financiële stromen, evenals op de ontwikkeling en de evolutie van de *strike price*.

De manier waarop de CREG vandaag is betrokken, komt in feite neer op het adviseren van de regering als voorbereiding op een toekomstige toezichtsovername. De toezichtsovernames zullen uiteraard pas achteraf worden geformaliseerd. Dat verklaart waarom de CREG bijkomende middelen voor de uitbreiding van zijn nucleaire expertise vraagt. Momenteel buigt slechts één vte binnen de CREG zich over nucleaire kwesties.

Business as usual

De stijging van 6 procent is te wijten aan de invloed van de indexatie op de personeelskosten. Anderzijds zijn bijkomende kosten ten belope van 143.000 euro rechtstreeks gelinkt aan de uitzonderlijke werklast als gevolg van de crisismaatregelen, omdat een aantal mensen bij de dienst financiën serieus onder druk kwamen te staan, en waardoor werd voorzien in de tijdelijke versterking van externe consultants.

Un autre coût supplémentaire important concerne l'informatique, et plus particulièrement l'audit sur la sécurité informatique, pour lequel un budget supplémentaire de 150.000 euros a été prévu. Il est important de réaliser régulièrement un tel audit. Différentes administrations et organisations sont régulièrement mises sous pression à cause de cyberattaques. Un tel audit permet donc également de prendre des mesures, comme la mise en œuvre de garanties supplémentaires et d'un plan de communication au cas où un tel incident se produirait malgré tout.

Il y a aussi la hausse des coûts due à l'augmentation prévue des recours dans le cadre du CRM. Compte tenu de l'enchère T-1 qui aura lieu l'année prochaine et à laquelle participera une grande partie des centrales existantes, lesquelles demanderont très probablement une dérogation à l'IPC, d'autres recours suivront également.

Gestion (du personnel)

Une vision à long terme est importante et concerne non seulement le travail que la CREG accomplira, mais aussi la culture interne: il faut partir d'ambitions et de valeurs communes, qui devraient contribuer à renforcer la cohésion au sein de l'équipe de la CREG. Le comité de direction souhaite évidemment y œuvrer, de manière participative, donc dans le cadre d'une approche pas uniquement *top-down*, mais un peu aussi *bottom-up*. L'ambition est également d'aménager des espaces communs où les collègues peuvent boire un café ensemble et échanger des informations de manière informelle. Les *teambuildings* sont également importants pour renforcer l'esprit d'équipe au sein de la CREG.

Mme Tant s'étonne à propos des lettres anonymes, dont elle n'a pas connaissance. Si c'est le cas, la direction ne peut qu'être attentive aux préoccupations du personnel et, si possible, prendre des mesures pour améliorer la collaboration et la culture au sein de la CREG.

Dans le cadre de la gestion du personnel, plusieurs recrutements étaient planifiés l'an dernier. L'ancien comité de direction s'est montré prudent à juste titre, car il ne voulait pas anticiper certaines décisions qui incomberaient au nouveau comité de direction. Par conséquent, un certain nombre de recrutements n'ont pas été effectués.

Il y a des postes à pourvoir au niveau de la direction technique, mais la présidence aussi doit être reconstituée pratiquement à partir de zéro. Il y a là des postes vacants, ce qui provoque un certain nombre de glissements en interne. Compte tenu des collaborateurs qui partent à

Een andere belangrijke bijkomende kost heeft betrekking tot IT, en meer bepaald de *IT security* audit, waar in een extra budget voorzien is van 150.000 euro. Het is belangrijk om regelmatig zo'n audit te doen. Verschillende administraties en organisaties worden regelmatig onder druk gezet in het kader van cyberaanvallen. Dergelijke audit laat dus ook toe maatregelen te nemen, zoals het opzetten van bijkomende verzekeringen en een communicatieplan voor het geval dat er toch een dergelijk incident zou plaatsvinden.

Verder is er ook de kostenstijging te wijten aan de voorziene toename van de beroepen in het kader van het CRM. Gelet op de T-1 veiling die er volgend jaar aankomt en waar een groot deel van de bestaande centrales aan zal deelnemen die hoogstwaarschijnlijk een afwijking op de IPC zullen vragen, zullen daar ook bijkomende beroepen op volgen.

(People) Management

Een langetermijnvisie is belangrijk en heeft niet enkel betrekking op het werk dat de CREG zal gaan doen, maar heeft ook betrekking op de interne cultuur: vertrekken van gemeenschappelijke ambities en waarden, die moeten leiden tot de versterking van de cohesie binnen het team van de CREG. Daar wil het directiecomité zeker aan werken, op een participatieve manier. Dus niet *top-down*, maar ook een stukje *bottom-up*. Verder is er de ambitie om gemeenschappelijke ruimtes in te richten waar collega's samen een koffie kunnen drinken en op een informele manier informatie kunnen uitwisselen. Ook *teambuildings* zijn belangrijk om de teamgeest binnen de CREG te versterken.

Mevrouw Tant is verrast van de anonieme brieven, waar ze geen weet van heeft. Als dat zo is, kan men vanuit het management alleen maar aandachtig zijn naar de bezorgdheden van het personeel en waar mogelijk maatregelen nemen die de samenwerking en de cultuur binnen de CREG kunnen verbeteren.

In het kader van *people management* stonden vorig jaar een heel aantal aanwervingen gepland. Het vorige directiecomité is daar terecht voorzichtig mee omgesprongen, omdat men niet wou anticiperen op bepaalde beslissingen die aan het nieuwe directiecomité toekwamen. Hierdoor werden een aantal versterkingen niet uitgevoerd.

Er is een tekort bij de technische directie, maar ook het voorzitterschap moet eigenlijk zo goed als van nul worden opgebouwd. Daar zijn openstaande functies, die leiden tot een aantal interne verschuivingen. Rekening houdend met het feit dat er mensen met pensioen gaan

la retraite et de ceux qui quittent la CREG, six à sept nouveaux recrutements seront nécessaires l'an prochain.

M. Koen Locquet, président du comité de direction de la CREG, rejoint le discours de Mme Tant sur l'organisation interne et la cohésion. Il ajoute qu'un dossier était prêt l'an dernier concernant un éventuel déménagement vers un bâtiment plus fonctionnel et plus moderne, sur un seul niveau, mais compte tenu de la période de transition dans laquelle se trouvait le Comité de direction, il a été décidé, vu l'importance de la décision, que cette dernière devait revenir au nouveau comité de direction. Actuellement, les membres du personnel sont répartis sur cinq étages, ce qui ne favorise pas toujours la collaboration ou les contacts. Un certain nombre de locaux ont déjà été réorganisés ces dernières années, compte tenu du télétravail. Des bureaux multifonctionnels ont été aménagés et équipés d'écrans vidéo, permettant à plusieurs personnes de travailler ensemble.

Indépendance

L'orateur indique que, vu la longue collaboration, il est connu qu'ils ne sont pas des personnes agressives. En outre, on ne peut pas être tenu responsable de ce que d'autres écrivent. Les membres du comité de direction sont loyaux envers le parlement, le gouvernement, les parties prenantes et les administrations. Ils essaient toujours de faire leur travail correctement, et ce de manière indépendante. Il est vrai toutefois qu'ils auraient difficilement pu continuer à travailler dans les circonstances de la période écoulée. Le principe de gestion en bon père de famille a été appliqué, ce qui signifie qu'aucune nouvelle initiative n'a été prise et qu'aucun recrutement n'a été effectué.

En conséquence de ce qui précède, M. Locquet s'est même trouvé, lors de sa nomination comme président, pendant quelques semaines, sans assistant(e) de direction, et avec seulement un collaborateur à la présidence. L'une des priorités pour 2024 est donc de renflouer la CREG et de la préparer aux défis qui l'attendent.

IBPT

M. Locquet admet que cette année aussi, les choses ne se sont pas très bien passées. Cela est dû au fait qu'il y a beaucoup de travail et qu'il y a trop peu de collaborateurs pour s'en charger. Le sujet reste toutefois à l'ordre du jour. La priorité a été donnée aux choses que la CREG devait faire réglementairement, comme la collaboration avec l'autorité de la concurrence pour laquelle il existe une disposition réglementaire dans un arrêté royal, et le respect de l'accord de coopération

en anderen de CREG verlaten, zullen er volgend jaar zes à zeven nieuwe aanwervingen nodig zijn.

De heer Koen Locquet, voorzitter van het Directiecomité van de CREG, sluit zich aan bij het discours van mevrouw Tant met betrekking tot de interne organisatie en samenhang. Hij voegt daaraan toe dat er vorig jaar al een kant-en-klaar dossier was om eventueel te verhuizen naar een functioneler, moderner gebouw op één niveau, maar gelet op de overgangperiode waarin het Directiecomité zich bevond, werd beslist, gelet op de belangrijkheid ervan, dat dit een beslissing was die toekwam aan het nieuwe directiecomité. Momenteel zitten de personeelsleden verdeeld over vijf verdiepingen, hetgeen niet altijd de samenwerking of het contact bevordert. Een aantal ruimtes werden afgelopen jaren, gelet op het telewerk, al anders georganiseerd. Er werden multifunctionele bureaus ingericht waar meerdere mensen kunnen samenzitten en waar videoschermen beschikbaar zijn.

Onafhankelijkheid

De spreker geeft aan dat, gelet op de jarenlange samenwerking, geweten is dat zij geen agressieve mensen zijn. Bovendien kan men niet instaan voor hetgeen anderen schrijven. De leden van het directiecomité zijn loyaal ten aanzien van het Parlement, ten aanzien van de regering, ten aanzien van de stakeholders en ten aanzien van de administraties. Zij proberen altijd correct hun werk te doen en dit op een onafhankelijke wijze. Wel is het zo dat het niet evident was om in de omstandigheden van de afgelopen periode verder te werken. Het principe van de goede huisvader werd gehanteerd, waardoor geen nieuwe initiatieven werden genomen en geen indienstnemeningen werden gerealiseerd.

Als gevolg van voorgaande bevond de heer Locquet zich bij zijn aanstelling als voorzitter zelfs gedurende enkele weken zonder directieassistent(e), en slechts met één enkele medewerker op het voorzitterschap. Een van de prioriteiten voor 2024 is dan ook om de CREG opnieuw te bemannen en haar klaar te stomen voor de uitdagingen die haar te wachten staan.

BIPT

De heer Locquet geeft toe dat het er ook dit jaar niet van gekomen is. Dat heeft te maken met het vele werk en het te weinige aantal mensen om het op zich te nemen. Het blijft echter op de agenda staan. De prioriteit werd gelegd op de zaken die de CREG reglementair moest doen, zoals de samenwerking met de mededingingsautoriteit waarvoor een reglementaire bepaling is opgenomen in een KB, en het respecteren van de samenwerkingsovereenkomst met de FSMA.

avec la FSMA. En ce qui concerne l'IBPT, il n'existe pas de tels textes et la collaboration se passe sur une base strictement volontaire.

RegulaE.Fr

RegulaE.Fr est une organisation reconnue et financée par la Commission européenne, qui regroupe les régulateurs francophones du monde entier. Elle organise des échanges d'informations et des formations. Dans ce cadre, la CREG, par manque de personnel et de temps, ne fournit qu'un effort minimal. Elle a reçu un certain nombre de délégations et les a invitées à fournir des explications sur certains points.

Collaboration avec le parlement

Il revient au parlement d'en décider, mais le comité de direction de la CREG est à la disposition du parlement et est prêt à examiner de quelle manière des suggestions peuvent être réalisées. La CREG prévoit en tout cas d'organiser après les élections un contact informel à la CREG avec les membres de la commission et leurs collaborateurs, comme cela s'est aussi déjà fait par le passé. Les membres de la commission seront invités pour une demi-journée à la CREG, laquelle présentera le contexte et le contenu de ses activités.

Financement des coûts d'investissement

L'orateur souhaite faire une remarque importante à ce sujet. Dès lors qu'il y a des interventions publiques, qu'un plafond est imposé ou qu'il y a l'une ou l'autre réglementation à prendre en compte, cela pourrait être considéré comme une aide d'État. Bien que cela ne soit pas interdit en soi, il faut dans ce cas notifier à la Commission européenne.

Après la crise, l'ACER a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de changer quoi que ce soit au modèle de marché. Alors qu'au départ, elle ne voulait même pas en discuter, elle a aujourd'hui évolué et des discussions sont bien en cours afin d'examiner de quelle manière le modèle de marché existant peut être amélioré. Onze axes de travail ont été listés: un sur les consommateurs *retail*, un sur la gouvernance et neuf autres qui sont des améliorations techniques à apporter au modèle existant. Malheureusement, rien ne changera donc fondamentalement. Après 25 ans de libéralisation, une réflexion devrait au moins avoir lieu, sur les avantages et les inconvénients, les réalisations et les éventuelles lacunes.

En 25 ans, le monde a changé en matière d'énergie. Alors qu'au début le marché était ouvert, il a connu de plus en plus d'interventions régulatrices de

Voor wat betreft de contacten met het BIPT bestaat er geen dergelijke tekst en gebeurt de samenwerking op strikt vrijwillige basis.

RegulaE.Fr

RegulaE.Fr is een organisatie, erkend en gefinancierd door de Europese Commissie, van Franstalige regulatoren over de hele wereld. Er wordt uitwisseling gedaan van informatie en er worden vormingen gegeven. In dat kader doet de CREG, wegens een gebrek aan mensen en tijd, slechts een minimale inspanning. Een aantal delegaties werd ontvangen en er werd gevraagd om over een aantal items een toelichting te krijgen.

Samenwerking met het Parlement

Het is aan het Parlement om hierover te beslissen, maar het directiecomité van de CREG staat ter beschikking van het Parlement en is bereid om te bekijken op welke wijze suggesties kunnen gerealiseerd worden. In elk geval is de CREG van plan om na de verkiezingen een informeel contact te organiseren met de leden van de Commissie en hun medewerkers, bij de CREG zoals dit ook in het verleden is gebeurd. De leden van de Commissie zullen voor een halve dag worden uitgenodigd bij de CREG, die de context en de inhoud van haar werkzaamheden zal toelichten.

Financiering investeringskosten

De spreker wenst hierover een belangrijke bedenking te maken. Wanneer er tussenkomsten zijn vanuit de overheid, of er een *cap* wordt gelegd, of er op één of andere wijze reglementair wordt opgetreden, kan dat mogelijk worden gekwalificeerd als staatssteun. Hoewel zulks niet per se verboden is, moet in dat geval genotifieerd worden aan de Europese Commissie.

Naar aanleiding van de crisis had ACER gesteld dat er geen reden was om iets te wijzigen aan het marktmodel. Hoewel zij er eerst zelfs niet over wilden discussiëren, is men nu al een stap verder en is er wel een discussie lopende om te bekijken op welke wijze het bestaande marktmodel kan verbeterd worden. Er werden elf werkpunten opgesomd: één over de retailconsument, één over de governance en negen andere zijn technische verbeteringen aan het bestaande model. Helaas zal er dus niks fundamenteel wijzigen. Na 25 jaar liberalisering zou er op zijn minst een denkoefening moeten plaatsvinden van de pros en de contra's en van de realisaties en de eventuele tekortkomingen.

De wereld is op 25 jaar op het vlak van energie toch wel veranderd. Daar waar in het begin de markt werd opengemaakt, zijn er geleidelijk aan meer en meer regulerende

la Commission européenne, sous la forme d'objectifs à atteindre en matière d'énergies renouvelables, de diminution des émissions de CO₂, de réduction de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, etc. Un débat est également lancé dans le cadre de l'intégration des différents vecteurs énergétiques (gaz, électricité, hydrogène, biogaz, etc.), de l'intégration des réseaux ou des GRT, etc. Il est évident que ce n'est pas du jour au lendemain que cela se traduira dans l'un ou l'autre texte de loi, mais il est important que la discussion soit lancée.

Mission surprofits

Si on considère les dépenses de 2023, la CREG terminera l'année avec environ 2,2 à 2,3 millions d'euros sur un budget de 4.118.000 euros. Cela représente environ 1,8 à 1,9 million d'euros de moins que ce qui avait été prévu, et ce pour plusieurs raisons.

Avec environ 2 millions d'euros de dépenses et des recettes estimées à environ 1 milliard d'euros, on arrive à des frais d'administration de 0,2 %, sans tenir compte des recours. Aucune entreprise ne pourrait exécuter les tâches que la CREG réalise à si bon compte. Ces tâches supplémentaires à exécuter dans des délais incroyablement stricts ont un impact sur les conditions de travail et sur les tâches que la CREG peut réaliser. Des priorités devaient être posées.

Pourquoi? Même si les moyens financiers ont été mis à disposition, la CREG est tenue de respecter la législation en matière de marchés publics. En ce qui concerne l'IT, la CREG a recouru à un contrat-cadre existant de l'autorité fédérale pour pouvoir agir très vite. Une seule entreprise a répondu. Il n'y avait donc pas beaucoup de choix. En ce qui concerne le marché public pour un consultant en matière de PPA (contrats d'achat d'électricité), personne n'a répondu. En ce qui concerne les consultants économiques ayant une expérience dans le domaine de l'énergie, il n'y a eu qu'une seule réponse dans le cadre d'une adjudication européenne. La CREG s'est toutefois séparée d'une partie des consultants, n'étant pas satisfaite de la qualité de son travail.

Compte tenu des délais serrés et du constat évoqué précédemment, la CREG n'a eu d'autre choix que d'apporter sa propre expertise. Lors des périodes les plus intenses, 15 des 70 membres du personnel y ont travaillé, au détriment d'autres tâches, bien entendu.

M. Locquet souligne que cette période a été très difficile. Il décrit les circonstances difficiles dans lesquelles l'outil IT a été créé, pour lequel il a été travaillé de deadline en deadline, jusqu'à la mise en œuvre finale, dans

acties gekomen van de Europese Commissie, onder de vorm van targets voor hernieuwbaar doelstellingen en voor de CO₂-emissiereductie, het minder afhankelijk worden van fossiele brandstoffen en dergelijke meer. Er is ook een debat dat zich op gang trekt in het kader van de integratie van de verschillende energievectoren (gas, elektriciteit, waterstof, groen gas enzovoort), de integratie van de netwerken of de TSO's, enzovoort. Uiteraard zal dat niet van vandaag op morgen zijn beslag krijgen in een of andere wettekst, maar het is belangrijk dat de discussie zich op gang trekt.

Overwinsten

Als men kijkt naar de uitgaven voor 2023, zal de CREG het jaar afronden op ongeveer 2,2 à 2,3 miljoen euro van het budget van 4.118.000 euro. Dat is grosso modo zo'n 1,8 à 1,9 miljoen euro minder dan begroot, en wel om diverse redenen.

Indien men rond de 2 miljoen euro uitgaven heeft, en men schat dat de inkomsten rond de 1 miljard euro zouden zijn, dan komt men, zonder rekening te houden met de beroepen, op een administratiekost van 0,2 %. Geen enkel bedrijf zou de taken die de CREG uitvoert zo goedkoop kunnen uitvoeren. Deze bijkomende taken uit te voeren binnen de ongelooflijk strikte deadlines hebben een impact op de arbeidsomstandigheden en op de taken die de CREG kan uitvoeren. Prioriteiten moesten gesteld worden.

Waarom? Zelfs indien de financiële middelen ter beschikking werden gesteld, is de CREG verplicht de wetgeving inzake overheidsopdrachten te respecteren. Wat IT betreft, werd een beroep gedaan op een bestaand raamcontract van de federale overheid om heel snel te kunnen ageren. Slechts één bedrijf heeft gereageerd, dus er was niet veel keuze. Op de overheidsopdracht voor een consultant inzake PPA's (stroomafnameovereenkomsten) heeft niemand gereageerd. Wat economische consultants met ervaring in energie betreft, kwam er op een Europese aanbesteding één reactie. Wegens onvoldoende kwaliteit werd onderweg afscheid genomen van een deel van de consultancy.

Gelet op de scherpe deadlines en bovenstaande vaststelling, kon de CREG niet anders dan haar eigen expertise daarop zetten. Op de drukste momenten waren vijftien van de 70 personeelsleden hiermee bezig, hetgeen uiteraard ten koste gaat van andere taken.

De heer Locquet benadrukt dat het een hele zware periode is geweest, en omschrijft de moeilijke omstandigheden waarin de IT-tool tot stand is gekomen, waarbij gewerkt werd van deadline naar deadline, tot de

des conditions réelles. Il conclut que cette approche ne peut pas être répétée.

Coûts de la mission surprofits

Les coûts s'élèvent actuellement à:

- IT: 1,556 million d'euros;
- soutien administratif: 60.000 euros;
- actions judiciaires: 165.000 euros;
- aide juridique: 229.000 euros;
- consultance économique: 300.000 euros.

Paquet décarbonisation

Tout le monde attend ce paquet, évidemment pour découvrir ce qu'il contiendra en matière d'hydrogène. La Belgique dispose déjà d'une loi sur l'hydrogène et la CREG recevra bientôt, nous l'espérons, un ou plusieurs dossiers lui demandant de certifier un GRT. En effet, la CREG suit de très près la législation européenne. Lorsque la certification se fait au niveau belge sur la base de la loi belge, il n'est actuellement pas nécessaire de la notifier au niveau européen, étant donné qu'il n'y a pas de réglementation à ce niveau. Une fois que la directive/le règlement sur le paquet européen de décarbonisation de l'hydrogène et du gaz aura été adopté(e), la CREG devra vérifier si les exigences imposées par la législation belge correspondent à celles qui seront définies au niveau européen.

Lettres anonymes

M. Locquet confirme qu'il n'est pas au courant de l'existence de ces lettres. Il assure que le précédent comité de direction a veillé à l'opérationnalisation d'un comité de concertation de base (CCB), que les syndicats sont actifs et que des contacts réguliers ont lieu avec eux. Il n'a dès lors pas constaté d'abus ni entendu de plaintes au cours des dernières années. De nombreuses initiatives ont été prises en faveur du personnel: introduction du télétravail, plan de mobilité, etc. La CREG est à l'écoute des propositions des collaborateurs et les contacts sont bons au sein du BOC.

Présidence européenne

Un premier contact a eu lieu avec l'administration début novembre pour s'enquérir des priorités de la présidence belge, qui ne sont apparemment pas encore fixées définitivement. Le gouvernement doit encore trancher. La CREG a en tout cas proposé ses services

uiteindelijke *real life* implementatie. Hij besluit dat die aanpak niet voor herhaling vatbaar is.

Kosten overwinsten

De kosten bedragen momenteel:

- IT: 1,556 miljoen euro;
- administratieve ondersteuning: 60.000 euro;
- rechtszaken: 165.000 euro;
- juridische bijstand: 229.000 euro;
- economische consultancy: 300.000 euro.

Decarbonisatiepakket

Iedereen zit op dit pakket te wachten, natuurlijk om te ontdekken wat de inhoud zal zijn inzake waterstof. België heeft al een wet inzake waterstof en binnenkort zal de CREG hopelijk een of meerdere dossiers ontvangen met de vraag om een TSO te certifiëren. Het is zo dat CREG de Europese wetgeving van heel dichtbij opvolgt. Daar waar de certificering op Belgisch niveau gebeurt op basis van de Belgische wet, hoeft er omwille van het feit dat er op dit moment op Europees niveau geen regelgeving is, niet op dat niveau genotifieerd te worden. Zodra de richtlijn/verordening rond het Europees waterstof en gas/decarbonisatiepakket er zal zijn, zal de CREG moeten kijken of de eisen die in de Belgische wetgeving staan, overeenkomen met de eisen die op het Europese niveau zullen worden bepaald.

Anonieme brieven

De heer Locquet bevestigt niet op de hoogte te zijn van dergelijke brieven. Hij verzekert de aanwezigen dat het vorige directiecomité geijverd heeft voor de operationalisering van een basisoverlegcomité (BOC), dat de vakbonden actief zijn en dat er regelmatige contacten zijn met hen. Hij heeft de laatste jaren dan ook geen wanbeleid kunnen vaststellen of klachten gehoord. Tal van initiatieven werden genomen ten voordele van het personeel: invoeren van telewerk, het mobiliteitsplan enzovoort. Er wordt geluisterd naar de voorstellen van de mensen en er is een goed contact binnen het BOC.

Europees voorzitterschap

Begin november vond een eerste contact plaats met de administratie om zich te informeren in het kader van de prioriteiten van het Belgische Voorzitterschap, die blijkbaar nog niet in beton zijn gegoten. Dat moet nog definitief afgeklopt worden binnen de regering. De CREG

(workshop/présentation) pour d'éventuelles activités dans le cadre de l'offshore ou de l'hydrogène, compte tenu de son expertise en la matière.

Priorités pour 2024

Il va de soi que la priorité absolue, c'est de terminer le travail entamé dans le cadre des surprofits. Par ailleurs, la CREG continuera à surveiller le marché dans la foulée de la crise énergétique et à assurer la mise en œuvre et le suivi des mesures européennes. Dans un certain nombre de dossiers, la Belgique a été proactive et s'est, par exemple, déjà conformée aux obligations européennes en matière de stockage par le biais d'un système réglementé. La CREG suit également la plateforme commune d'achat de gaz au niveau européen.

Plan de communication

La CREG va bien entendu communiquer dans le cadre du CREG scan. Le fait que lorsque la CREG communique à ce sujet, la consultation du CREG scan augmente est d'ailleurs un signal positif. Le CREG scan n'est toutefois que la partie émergée de l'ensemble du projet. La base de données en est le fondement. De nombreuses informations peuvent en être extraites, ce que la CREG fait déjà à l'heure actuelle par le biais des publications qu'elle transmet. La CREG examinera dans quelle mesure il est possible d'améliorer la communication à ce sujet.

CREG scan

Mme Sigrid Jourdain, directrice du contrôle des prix et des comptes de la CREG, fait remarquer que la consultation du CREG scan a fortement diminué cette année, évidemment par rapport à 2022, qui avait connu une forte augmentation. Finalement, on se retrouve aujourd'hui plus ou moins à un niveau normal.

Chaque mois, les données du CREG scan sont mises à jour. Grâce à l'automatisation – prévue pour début 2024 – de la collecte des informations sur les prix en provenance des fournisseurs, les données seront plus rapidement disponibles dans le CREG scan. La CREG disposera donc de plus de temps pour faire des analyses et donner des avertissements aux utilisateurs.

La grande valeur ajoutée du CREG scan, c'est la qualité des données et l'exhaustivité. C'est aussi une source publique, évidemment. De nouveaux projets sont en cours et seront réalisés l'année prochaine. La grande nouveauté, c'est le CREG scan qui sera disponible et qui fera l'objet d'une large campagne de communication plus ciblée.

heeft in elk geval zijn diensten aangeboden (workshop/presentatie) voor eventuele activiteiten in het kader van offshore of waterstof, gelet op de expertise ter zake.

Prioriteiten 2024

Uiteraard is het succesvol beëindigen van het werktarief in het kader van de overwinsten de grootste prioriteit. Verder zal de CREG de markt in de nasleep van de energiecrisis blijven monitoren en zal zij de Europese maatregelen implementeren en opvolgen. Voor een aantal zaken is België proactief geweest en heeft zij bijvoorbeeld dankzij een gereguleerd systeem reeds voldaan aan de Europese verplichtingen inzake stockage. De CREG volgt ook het gemeenschappelijk platform voor de aankoop van gas op Europees niveau op.

Communicatieplan

Uiteraard zal er worden gecommuniceerd in het kader van de CREG Scan. Het is trouwens een positief teken dat wanneer erover wordt gecommuniceerd, de consultatie van de CREG Scan ook naar omhoog gaat. De CREG Scan is echter maar het topje van het hele project. De database is de basis daarvan. Uit de database kan heel veel informatie worden gehaald, wat de CREG op dit moment eigenlijk al doet via de publicaties die zij verzorgt. Er zal worden onderzocht in welke mate daar beter kan rond worden gecommuniceerd.

CREG Scan

Mevrouw Sigrid Jourdain, directeur Controle op de prijzen en de rekeningen van de CREG, merkt op dat de consultatie van de CREG Scan dit jaar sterk is gedaald, uiteraard wel ten opzichte van het jaar 2022, dat een grote stijging kende. Uiteindelijk zit men nu ongeveer terug op een normaal niveau.

Elke maand is er een actualisatie van de data van de CREG Scan. Door de voor begin 2024 geplande automatisatie van de aanlevering van alle prijsinformatie van de leveranciers, zullen de data sneller beschikbaar zijn in de CREG Scan. Er zal daardoor meer tijd vrijkomen om analyses te maken en waarschuwingen te geven aan de gebruikers.

De CREG Scan biedt een grote toegevoegde waarde dankzij de kwaliteit van de gegevens en de exhaustiviteit. Het is uiteraard ook een publiek raadpleegbare bron. Nieuwe projecten zijn aan de gang en nog andere zullen volgend jaar worden gerealiseerd. De grote nieuwigheid is de CREG Scan die beschikbaar zal zijn en waarover een grootschalige communicatiecampagne zal worden gevoerd.

La CREG a toute une base de données importante sur tous les produits qui existent sur le marché pour les consommateurs résidentiels et les PME. Cette base de données est vraiment une mine d'or qui devrait être exploitée au mieux. L'objectif sera de faire en sorte d'utiliser la base de données existante. La question d'aller chercher d'autres données supplémentaires viendra dans deuxième temps.

Comme il y aura une automatisation, il y aura du temps qui sera libéré pour les conseillers de la CREG pour émettre des recommandations. Il serait éventuellement aussi envisagé d'étendre les études au niveau plus macroéconomique pour analyser l'impact des prix sur, par exemple, l'inflation, en collaboration avec d'autres parties prenantes fédérales tels que le bureau du plan ou Statbel. Sur base de cette collaboration, aussi avec des universités dans le cadre de doctorats, des analyses plus poussées pourraient être réalisées, notamment en tenant compte des différentes évolutions, tels que le déploiement des compteurs intelligents, les contrats dynamiques ou encore les évolutions au niveau européen.

Mme Jourdain propose donc de revenir l'année prochaine pour refaire un état des lieux du CREG scan et pour alors proposer d'autres projets visant une utilisation encore plus optimale des bases de données existantes.

Il existe des synergies avec les régulateurs régionaux, qui consistent à appliquer une méthode uniforme sur le calcul des prix.

Financements alternatifs

L'État pourrait subsidier des investissements, ce qui éviterait alors d'inclure les montants subsidiés dans l'actif régulé et ce qui limitera mécaniquement les amortissements et les charges de financement à faire supporter par les tarifs de transport.

Par contre, ce sont des montants très importants et qui crèveront alors potentiellement fortement au budget de l'État.

Méthodologie tarifaire Elia/Fluxys

Une consultation publique a démarré le 23 novembre pour la méthodologie tarifaire d'Elia. Ensuite, Fluxys sera informée le 8 décembre. La méthodologie tarifaire pour le gaz naturel sera adaptée selon la procédure établie, à savoir une première concertation avec le gestionnaire, suivie d'une consultation publique.

De CREG beschikt over een aanzienlijke databank met daarin alle producten die de markt te bieden heeft voor huishoudelijke verbruikers en kmo's. Die databank is een echte goudmijn die zo goed mogelijk zou moeten worden benut. Het is dus de bedoeling ervoor te zorgen dat de bestaande databank wordt gebruikt. Het zoeken naar andere bijkomende gegevens zal pas een volgende stap zijn.

Dankzij de toekomstige automatisering zullen de adviseurs van de CREG over meer tijd beschikken om aanbevelingen uit te brengen. Eventueel zou ook kunnen worden overwogen om de studies uit te breiden naar een meer macro-economisch niveau, teneinde de weerslag van de prijzen op bijvoorbeeld de inflatie te onderzoeken. Dat zou kunnen gebeuren in samenwerking met andere federale stakeholders, zoals het Planbureau of Statbel. Dergelijke samenwerking, waarbij in het kader van doctoraten ook universiteiten zouden kunnen worden betrokken, zou diepgaandere analyses mogelijk maken, die meer bepaald rekening houden met verschillende evoluties, zoals de uitrol van intelligente tellers, de dynamische contracten of de evoluties op Europees niveau.

Mevrouw Jourdain stelt daarom voor dat ze volgend jaar terugkomt met een nieuwe stand van zaken over de CREG Scan en met een presentatie van nieuwe projecten met het oog op een nog betere aanwending van de bestaande databanken.

Er is synergie met de gewestelijke regulatoren, die erin bestaat dat voor de berekening van de prijzen een uniforme methode wordt gehanteerd.

Alternatieve financiering

De Staat zou investeringen kunnen subsidiëren, waardoor de gesubsidieerde bedragen niet in de gereguleerde activa zouden moeten worden opgenomen, hetgeen de door de transporttarieven te dragen afschrijvingen en financieringslasten automatisch zou beperken.

Het gaat wel om heel aanzienlijke bedragen die mogelijk zwaar zouden doorwegen op de staatsbegroting.

Tariefmethodologie Elia/Fluxys

Er wordt een openbare raadpleging voor de tariefmethodologie Elia gestart op 23 november; vervolgens wordt op 8 december Fluxys geïnformeerd. De tariefmethodologie inzake aardgas zal volgens de vastgestelde procedure worden aangepast, zijnde eerst overleg met de beheerder, gevolgd door een openbare raadpleging.

Groupe de travail sur les plaintes

Le groupe de travail se réunit une fois par trimestre et la synthèse de la concertation est envoyée au ministre, mais pas à la CREG.

Contrôle des intermédiaires sur le marché retail

M. Laurent Jacquet, directeur Fonctionnement technique du marché de l'électricité et du marché du gaz de la CREG, affirme qu'il y a effectivement de nouvelles compétences au niveau de la CREG. Un label de qualité a été mis en place pour les comparateurs tarifaires, mais aussi pour les intermédiaires, notamment ceux qui réalisent des achats groupés. Une directive européenne, qui prévoit toute une série de règles à suivre en matière de comparaison des prix, a été transposée l'année dernière.

La CREG a collaboré et pris des initiatives vis-à-vis du cabinet pour transposer les dispositions de la Charte actuelle dans un arrêté Royal, qui est actuellement en cours de finalisation, notamment sur base de l'avis du Conseil d'État. Nous aurons donc bientôt une base légale forte pour gérer tout ce qui est comparaison, tarif et intermédiaire.

Au niveau des comparateurs tarifaires, il y en avait deux qui ont été labellisés jusqu'il y a quelques mois. Ils sont dans une période transitoire où il n'y a plus de label valable. Dès que cette législation sera entrée en vigueur, la CREG prendra le temps d'analyser les dossiers qui vont devoir rentrer. En tout cas, il semblait inopportun de réaliser une nouvelle labellisation temporaire sur la base de la Charte actuelle qui est inutile et lourde pour tout le monde, aussi bien pour le demandeur que pour le régulateur. C'est donc quelque chose qui devrait rentrer dans l'ordre en 2024.

En ce qui concerne les achats groupés, il y a au moins un achat groupé qui est intéressé pour obtenir le nouveau label, puisque depuis quelques mois, son label a expiré.

CRM et l'étude d'adéquation et de flexibilité d'Elia

La CREG considère que les enchères qui sont prévues aujourd'hui, à savoir T-4, T-1 et dans le futur T-2, seraient de nature à garantir la sécurité d'approvisionnement. Bien sûr, la CREG continuera de remplir ses missions et de veiller non seulement à la sécurité d'approvisionnement, mais aussi à l'impact et au coût pour le consommateur, sachant que le rôle de la CREG en matière de sécurité

Werkgroep klachten

De werkgroep komt een keer per kwartaal samen en de samenvatting van het overleg wordt aan de minister opgestuurd, maar niet aan de CREG.

Toezicht op de tussenpersonen op de retailmarkt

De heer Laurent Jacquet, directeur Technische werking van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt van de CREG, verklaart dat de CREG er inderdaad een aantal nieuwe bevoegdheden heeft bijgekregen. Er werd een kwaliteit-label in het leven geroepen voor de prijsvergelijkers, maar ook voor de tussenpersonen, meer bepaald die welke zich toeleggen op groepsaankopen. Een Europese richtlijn met een heel aantal regels inzake prijsvergelijking werd vorig jaar in Belgisch recht omgezet.

De CREG heeft met het kabinet samengewerkt en initiatieven genomen om de bepalingen van het huidige charter om te zetten in een koninklijk besluit waaraan thans de laatste hand wordt gelegd. Die omzetting gebeurt onder meer op basis van het advies van de Raad van State. Binnenkort zal men dus over een stevige wettelijke basis beschikken voor het beheer van alles wat te maken heeft met vergelijking, tarieven en tussenpersonen.

Tot voor enkele maanden hadden twee prijsvergelijkers een label. Ze zitten nu in een overgangperiode zonder geldig label. Zodra deze wetgeving invoege zal treden zal de CREG de tijd nemen om zich over de in te dienen dossiers te buigen. Het leek in elk geval geen goed idee om een nieuwe tijdelijke labelprocedure op basis van het huidige Charter op gang te brengen. Een dergelijke procedure is immers voor iedereen omslachtig en zwaar, zowel voor de aanvrager als voor de regulator. Een en ander zou dus in 2024 in orde moeten komen.

Wat groepsaankopen betreft, is er minstens één dergelijk initiatief dat belangstelling heeft voor het nieuwe label, omdat het vorige label sinds enkele maanden is verstreken.

Het CRM en de adequacy- en flexibiliteitsstudie van Elia

De CREG is van oordeel dat de geplande veilingen (T-4, T-1 en in de toekomst T-2) de bevoorradingszekerheid kunnen waarborgen. Uiteraard zal de CREG haar opdrachten blijven vervullen en blijven waken over de bevoorradingszekerheid, maar ook over de gevolgen en de kosten voor de consument, in de wetenschap evenwel dat de rol van de CREG inzake bevoorradingszekerheid

d'approvisionnement se limite à des tâches bien précises de remise d'avis et de propositions à faire.

En ce qui concerne les enchères CRM, il y en aura deux l'année prochaine. Une T-1, pour laquelle la CREG n'entrevoit pas trop de problèmes de capacité. En effet, 3800 mégawatts n'ont pas participé à l'enchère de 2021 (T-4) et pourraient participer à l'enchère T-1 de l'année prochaine, en plus de la gestion de la demande et des batteries. Autrement dit, la concurrence devrait jouer à plein régime.

L'autre enchère est celle du T-4, où il y a un besoin plus significatif. La CREG a des interrogations sur l'évolution future de la demande d'électricité prévue dans l'étude d'adéquation et de flexibilité d'Elia. Elia prévoit une forte électrification, notamment pour l'industrie mais aussi pour le transport et le chauffage. Cela semble très volontariste, sachant qu'aujourd'hui, la consommation a encore baissé. Nous sommes à 80 TWh alors que Elia prévoyait 83 TWh pour cette année. Selon Elia, nous devrions atteindre en 2035.131 TWh, ce qui semble vraiment très important. Il semble que la ministre a suivi le message de la CREG, du moins pour l'enchère T-1. Pour l'enchère T-4 de 2028-2029, elle a pris une option entre celle d'Elia et celle de la CREG.

Pour l'enchère T-2 en 2025, un processus légal est en cours pour modifier la loi. Ensuite viendra un arrêté Royal concernant le volume et la méthodologie.

Pour toutes ces enchères de l'année prochaine, il faudrait aussi déterminer le volume. Les règles de fonctionnement devraient également être adaptées. Il y a donc encore pas mal de travail pour la CREG à ce sujet.

Evaluation de la crise

Pendant la crise, la CREG a été présente d'une part avec ses études, ses analyses approfondies des (causes de l') augmentations des prix, et d'autre part avec ses propositions de solutions tels que les tarifs sociaux étendus. L'évaluation de la crise se traduit dans tout ce que la CREG fait en matière de CRM pour l'électricité.

La CREG travaille aussi au niveau du gaz: pour l'hiver qui vient de commencer, nous devrions avoir une situation nettement améliorée par rapport à celle de l'hiver dernier. Les capacités de stockage sont à 95 % remplies en Europe. Il y a là de quoi couvrir un quart de la demande de gaz européenne, rien qu'avec ses stockages remplis. Il y a également eu le switch des flux de l'Est vers l'Ouest. Seul un hiver très rude pourrait donner des problèmes d'approvisionnement. L'impact

beperkt is tot welomlijnde taken op het vlak van het uitbrengen van adviezen en voorstellen.

Volgend jaar zullen twee CRM-veilingen plaatsvinden. De eerste is een T-1-veiling waarvoor de CREG weinig capaciteitsproblemen verwacht. Een capaciteit van 3.800 megawatt heeft immers niet deelgenomen aan de veiling van 2021 (T-4) en zou dus samen met het vraagbeheer en de batterijen in aanmerking kunnen komen voor de T-1-veiling van volgend jaar. De concurrentie zou met andere woorden volop kunnen spelen.

De tweede veiling is een T-4-veiling, waarbij de vraag groter zal zijn. De CREG plaatst vraagtekens bij de toekomstige evolutie van de vraag naar elektriciteit die aan bod komt in de adequacy- en flexibiliteitsstudie van Elia. Elia gaat uit van een grote mate van elektrificatie, meer bepaald bij de industrie, maar ook voor vervoer en verwarming. Dat lijkt een heel voluntaristische visie, wetende dat het verbruik nog verder is gedaald. België zit aan 80 TWh, terwijl Elia voor dit jaar uitging van 83 TWh. Volgens Elia zou België tegen 2035 aan 131 TWh zitten, wat echt heel veel lijkt. Blijkbaar heeft de minister veeleer het standpunt van de CREG is gevolgd, althans voor de T-1-veiling. Voor de T-4-veiling van 2028-2029 kiest ze voor de middenweg tussen het standpunt van Elia en dat van de CREG.

Met het oog op de T-2-veiling van 2025 is een wetgevend proces aan de gang om de wet te wijzigen. Vervolgens komt er een koninklijk besluit betreffende het volume en de methodologie.

Voor al die veilingen van volgend jaar zal ook het volume moeten worden vastgesteld. Bovendien zouden de werkingsregels moeten worden aangepast. De CREG heeft wat dat betreft dus nog veel werk voor de boeg.

Evaluatie van de crisis

Tijdens de crisis is de CREG aanwezig geweest met studies en grondige analyses van de (oorzaken van de) prijsstijgingen, alsook met voorstellen voor oplossingen, zoals het verruimd sociaal tarief. De evaluatie van de crisis wordt meegenomen in alles wat de CREG doet op het gebied van het CRM voor elektriciteit.

De CREG richt zich ook op de toestand op de gasmarkten: de situatie zou komende winter veel beter moeten zijn dan vorige winter. De opslagcapaciteit in Europa is voor 95 % gevuld. Daarmee kan aan een kwart van de Europese vraag naar gas worden voldaan, alleen al met de gevulde opslagcapaciteit. Er werd ook overgeschakeld naar gas uit het westen in plaats van uit het oosten. Alleen een erg barre winter zou tot problemen met de bevoorrading kunnen leiden. De weerslag voor België

pour la Belgique serait plutôt au niveau des prix, plutôt que du côté de la sécurité d'approvisionnement.

Tarifs Fluxys

Les tarifs ont été approuvés en mai 2023 et sont publiés depuis la même date pour rentrer en vigueur au 1^{er} janvier 2024 pour la période 2024-2027.

Méthodologie tarifaire hydrogène

Dès que le nouvel opérateur du réseau de transport sera désigné, la CREG se mettra au travail pour établir une méthodologie tarifaire, ce qui aboutira à des tarifs d'utilisation du futur réseau.

Budget communication

Le budget de communication n'a effectivement peu été utilisé, puisque le service communication au niveau de la CREG n'avait pas tous les moyens nécessaires. Vu la réduction du comité de direction à trois, voire à deux personnes, M. Jacquet affirme que le CREG n'a pas voulu s'engager en recrutant du personnel ou en dépensant de l'argent, notamment dans des études et des plans de communication. Tout cela est prévu pour l'année 2024.

Il y a par contre bien eu des communications ciblées vers les consommateurs, notamment au niveau de la part des contrats fixes et des contrats variables sur le marché. La CREG a constaté une baisse de parts des contrats fixes, qui remonte progressivement, plus les mois passent. Elle a également fait des recommandations sur le potentiel d'économie, pour alerter les consommateurs sur les centaines d'euros qu'ils peuvent économiser en comparant les prix et en changeant si nécessaire de contrat.

La CREG a aussi chiffré l'écart de prix moyen entre les contrats à prix fixe et les contrats à prix variable: environ 200 euros pour l'électricité et jusqu'à 300 euros ces derniers mois pour le gaz naturel. Pendant l'été, les consommateurs souhaitant un budget sécurisé, moyennant une prime de risque, ont été orientés vers des contrats à prix fixe.

Synergies avec les comparateurs de prix

Les comparateurs régionaux et le CREG scan sont tout à fait complémentaires, dans le sens où il faut d'abord que le consommateur fasse un CREG scan pour situer où se trouve son contrat par rapport au moins cher et au plus cher du marché. Une fois, par exemple, qu'il voit

zal zich dan vooral op prijsniveau laten voelen dan op niveau van de bevoorradingszekerheid.

De tarieven van Fluxys

De tarieven werden goedgekeurd in mei 2023 en werden op dezelfde datum bekendgemaakt, om vervolgens op 1 januari 2024 in werking te treden voor de periode 2024-2027.

Tariefmethodologie waterstof

Zodra de nieuwe beheerder van het transmissienet is aangewezen, zal de CREG aan de slag gaan om een tariefmethodologie op te stellen, hetgeen moet leiden tot tarieven voor het gebruik van het toekomstige net.

Communicatiebudget

Het communicatiebudget werd inderdaad weinig gebruikt, aangezien de communicatiedienst van de CREG niet over alle nodige middelen beschikte. De heer Jacquet stelt dat aangezien het directiecomité werd teruggebracht tot drie of zelfs maar twee personen, de CREG geen extra personeel in dienst wilde nemen of geld wilde uitgeven, met name aan studies en aan communicatieplannen. Er zijn echter voornemens voor 2024.

Voorts zij erop gewezen dat wel degelijk gericht werd gecommuniceerd ten aanzien van de consumenten, in het bijzonder over het marktaandeel van de vaste en variabele contracten. De CREG heeft een daling van het aandeel van de vaste contracten vastgesteld, gevolgd door een geleidelijke stijging naarmate de maanden verstrijken. Ze heeft ook aanbevelingen gedaan over mogelijke besparingen, waarbij de consumenten erop werden gewezen dat ze honderden euro's kunnen besparen door de prijzen te vergelijken en indien nodig van contract te veranderen.

De CREG heeft ook het gemiddelde prijsverschil tussen de contracten tegen een vaste dan wel variabele prijs berekend: ongeveer 200 euro voor elektriciteit en in de afgelopen maanden tot 300 euro voor aardgas. Tijdens de zomer sloten de consumenten die graag een gevoel van zekerheid hebben inzake hun budget, tegen een risicopremie, vaker een vast contract af.

Synergieën met de prijsvergelijkers

De gewestelijke vergelijkers en de CREG Scan vullen elkaar goed aan, in die zin dat de consumenten eerst een CREG Scan moeten doen om te zien hoe hun contract zich verhoudt tot het goedkoopste en het duurste op de markt. Wanneer ze dan bijvoorbeeld vaststellen dat hun

qu'il est du côté des prix les plus chers, et s'il décide de changer de contrat parce que l'économie potentielle montré par le CREG scan est suffisante, il peut utiliser un comparateur de prix qui va lui donner le classement du mois entre le prix le moins cher et le plus cher du marché.

Baisse des prix

Les prix ont effectivement baissé, mais cela n'a pas d'impact à la baisse sur les tâches de la CREG: les études monitoring et les études prix continuent. La CREG a publié récemment une étude sur les prix négatifs constaté sur le marché qui pénalise les producteurs d'électricité renouvelable. Des recommandations ont été adressées aux consommateurs, puisque des contrats dynamiques pourraient être impactées par ces prix négatifs sous la forme de prix négatifs d'injection de la production photovoltaïque des prosumers.

Des recommandations ont également été émis par rapport au niveau européen. Les analyses montrent que depuis la crise, même si les prix sont redescendus, ils restent très volatils. Parfois, dans la même journée, comme par exemple en début de mois de novembre, il y a un delta de 150 euros par MWh entre les heures creuses de la journée et les heures de pointe.

Surveillance des marchés

Les constats de la CREG sont envoyés et il y a une communication régulière avec le ministre. Concrètement, la CREG a fait des audits de monitoring, des analyses en matière d'approvisionnement électrique au niveau du CRM et au niveau du gaz, des réunions régulières avec le SPF et également le cabinet de la ministre.

Norme énergétique

La CREG a rendu son avis, comme prévu par la loi. Il concluait que, pour les ménages et les PME, il y avait peu de préoccupations importantes. Les prix sont dans la moyenne européenne. Par contre, pour les entreprises de taille plus importante, il y avait un souci de compétitivité, mais uniquement pour les entreprises électro-intensives en Région wallonne. Selon la CREG, sur base des constats au premier janvier, les restes des entreprises étaient en compétition équivalente par rapport à l'étranger.

La CREG a suggéré dans son avis plusieurs actions. La première, c'est de continuer à suivre les évolutions à l'étranger, notamment au niveau des tarifs de transport. La deuxième, était de collaborer à la définition de ce qu'on appelle une entreprise électro-intensive: qui

contract eerder duur is en ze beslissen van contract te veranderen omdat de mogelijke besparing op grond van de CREG Scan voldoende wordt geacht, kunnen ze een prijsvergelijker gebruiken die hun het maandoverzicht zal verstrekken van de goedkoopste en de duurste contracten op de markt.

Prijzdaling

De prijzen zijn inderdaad gedaald, maar dat heeft niet geleid tot minder taken voor de CREG, aangezien de monitoringstudies en de prijsstudies worden voortgezet. De CREG heeft onlangs een studie uitgebracht over de negatieve prijzen op de markt, die de producenten van hernieuwbare elektriciteit bestraffen. Gelet op de mogelijke weerslag van die negatieve prijzen op dynamische contracten kregen de consumenten aanbevelingen; een negatieve injectieprijs zou immers betekenen dat de prosumers geld moeten betalen om de productie van hun zonnepanelen op het net te injecteren.

Er werden ook aanbevelingen gedaan op Europees niveau. Uit de analyses blijkt dat de prijzen sinds de crisis weliswaar zijn gedaald, maar dat ze erg volatiel blijven. Soms is er op eenzelfde dag, zoals begin november, een verschil van 150 euro per MWh tussen de dal- en piekuren.

Markttoezicht

De bevindingen van de CREG worden meegedeeld en er is regelmatig contact met de minister. *In concreto* heeft de CREG monitoringaudits uitgevoerd, alsook analyses van de elektriciteitsbevoorrading op het niveau van het CRM en van gas. Bovendien werd er regelmatig vergaderd met de FOD en met het kabinet van de minister.

Energienorm

Zoals bepaald bij wet heeft de CREG advies uitgebracht. Ze kwam tot de conclusie dat er voor de huishoudens en de kmo's weinig grote problemen rijzen. De prijzen sluiten aan bij het Europese gemiddelde. Voor de grotere bedrijven is er enige bezorgdheid inzake het concurrentievermogen, maar dan alleen voor de elektro-intensieve bedrijven in het Waals Gewest. Volgens de CREG concurreren de overige bedrijven, op grond van de vaststelling op 1 januari, op gelijke voet met de andere landen.

De CREG heeft in haar advies meerdere acties voorgesteld. Ten eerste zou men de ontwikkelingen in het buitenland in de gaten moeten blijven houden, met name op het gebied van de transporttarieven. Ten tweede zou moeten worden bepaald wat onder 'een elektro-intensief

consomme beaucoup d'électricité et/ou de gaz, avec un impact important sur le coût de sa production industrielle.

Dans ce cadre-là, la CREG a aussi collaboré à la consultation qui est lancée jusqu'au 28 novembre par la DG Énergie. C'est notamment sur base des résultats de cette consultation que l'étape suivante prendra forme, à savoir une adaptation légale. Cela fait le lien avec la troisième recommandation de l'avis, notamment de mettre en œuvre au niveau de la loi les adaptations nécessaires de manière à répondre le plus vite possible à une détérioration de la situation compétitive des entreprises belges.

Pour conclure, M. Jacquet précise que la CREG a veillé à ce que les tarifs d'Elia en 2024 n'augmentent pas, et ce pour tous les consommateurs, dont les entreprises. À l'étranger par contre, les tarifs vont augmenter (ou même doubler) aux Pays-Bas, en Allemagne ou encore en France. La Belgique aura donc une certaine marge de manœuvre, de manière à pouvoir disposer d'une analyse complète en début milieu d'année, de façon à prendre les bonnes décisions avec toute l'objectivité nécessaire.

C. Répliques

M. Bert Wollants (N-VA) déclare qu'il faudra voir comment certaines choses s'organiseront au fur et à mesure que les plans adaptés ou la méthode de travail adaptée de la CREG seront clarifiés.

M. Jacquet pourrait-il préciser ce qu'il voulait dire lorsqu'il évoquait l'importance des 131 TWh dans le cadre des prévisions d'Elia concernant l'évolution de la consommation d'électricité? Veut-il dire que "ce montant est très important", ou que "ce montant est tout de même très important par rapport à ce qu'il prévoirait lui-même"?

M. Jacquet a également évoqué la problématique qu'il constate uniquement chez les gros consommateurs en Wallonie. Mais un certain nombre d'entreprises flamandes ont signalé qu'elles avaient également des problèmes, certainement par rapport à la situation en France et en Allemagne. M. Wollants pense qu'il faut bien réfléchir à la manière de résoudre ce problème de compétitivité. Certains pays feront un peu moins bien que nous, certains autres feront beaucoup mieux que nous, mais si des investissements doivent être faits, ces entreprises se tourneront naturellement en premier lieu vers des pays comme la France et l'Allemagne, et dans une bien moindre mesure vers la Belgique.

bedrijf' dient te worden begrepen, namelijk een bedrijf dat veel elektriciteit en/of gas verbruikt, met een aanzienlijke weerslag op de kosten van zijn industriële productie.

In dat verband heeft de CREG ook meegewerkt aan de door het DG Energie gelanceerde raadpleging tot 28 november. Met name op grond van de resultaten van die raadpleging zal de volgende stap worden uitgewerkt: een aanpassing van de wetgeving. Dat sluit aan bij de derde aanbeveling van het advies, namelijk dat de nodige wetswijzigingen moeten worden doorgevoerd, opdat zo snel mogelijk kan worden gereageerd op een verslechtering van de concurrentiesituatie van de Belgische ondernemingen.

Tot slot verduidelijkt de heer Jacquet dat de CREG erop heeft toegezien dat de tarieven van Elia in 2024 voor geen enkele verbruikerscategorie stijgen, dus ook niet voor de ondernemingen. In het buitenland, namelijk in Nederland, Duitsland en Frankrijk, zullen de tarieven daarentegen wel stijgen, en zelfs verdubbelen. Dat geeft België dus enige speelruimte om halverwege het jaar over een volledige analyse te beschikken en op grond daarvan met de nodige objectiviteit de juiste beslissingen te nemen.

C. Replieken

De heer Bert Wollants (N-VA) geeft aan dat er nog verder zal moeten worden gekeken hoe een aantal zaken zich zullen organiseren naarmate de aangepaste plannen of de aangepaste manier van werken van het CREG duidelijker worden.

Kan de heer Jacquet verduidelijken wat hij bedoelde toen hij verwees naar het belang van de 131 TWh in het kader van de voorspellingen van Elia rond de evolutie van het elektriciteitsverbruik. Bedoelt hij dat "die hoeveelheid" zeer belangrijk is, of dat "die hoeveelheid toch wel zeer groot is in verhouding tot wat hij zelf zou voorspellen"?

De heer Jacquet verwees eveneens naar de problematiek die hij enkel ziet bij grootverbruikers in Wallonië. Nochtans hebben een aantal Vlaamse bedrijven net zo goed aangegeven dat er problemen zijn, zeker in verhouding tot de situatie die zich voordoet in Frankrijk en Duitsland. De heer Wollants is van mening dat men toch eens goed zal moeten kijken naar hoe men met die competitiviteit zal omspringen. Sommige landen zullen nog iets slechter zijn dan wij, andere zullen het veel beter doen, maar als er investeringen moeten worden gedaan, dan zullen die bedrijven natuurlijk in de eerste plaats kijken naar landen zoals Frankrijk en Duitsland en in veel mindere mate naar België.

L'orateur conclut qu'en tout état de cause, la ministre viendra bientôt présenter son projet de loi en la matière au parlement et qu'il sera alors possible d'en discuter avec elle.

M. Mathieu Bihet (MR) souhaite encore des précisions concernant la présidence tournante de l'Union européenne et la concertation de la CREG en la matière.

D. Réponses complémentaires

Concernant la présidence belge, *M. Koen Locquet* précise qu'il y a eu un contact avec le SPF Économie, DG Energie, afin de mettre les compétences, le know-how et l'expérience de la CREG à disposition, si cela est estimé utile. L'administration a expliqué qu'elle sait évidemment déjà plus ou moins quelles sont les priorités, mais que celles-ci ne sont pas encore gravées en béton. Évidemment, ce n'est pas à la CREG de dévoiler les priorités, puisqu'elles peuvent encore être le sujet d'une discussion ou d'une approbation au sein du gouvernement. La CREG aura de toute façon ses activités avec l'organisation européenne des régulateurs (CEER) et l'agence européenne ACER, et elle verra encore si d'autres choses pourront être organisées pendant ces six mois de présidence belge.

M. Laurent Jacquet rappelle qu'au niveau de la priorité de la Présidence belge au premier semestre de l'année prochaine, il y a des discussions en cours par rapport au *market design*. Vu le déblocage au niveau du Conseil européen, le trilogue a commencé. Dans ce cadre, la CREG apporte au quotidien un soutien au SPF mais aussi à la représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne, afin que ce nouveau paquet européen — avec le *market design*, mais aussi avec tout ce qui est suivi du fonctionnement des marchés, REMIT, *contract for differences*, PPA, et cetera — puisse être une réalisation importante de la Présidence belge.

L'orateur précise que concernant ses propos sur les 131 TWh, il voulait bien accentuer la grandeur du montant, dont il faut se réjouir. Cela veut dire que la Belgique va électrifier massivement son économie et qu'elle pourra atteindre plus vite ses objectifs de réduction de 15 % des gaz à effet de serre.

Concernant les électro-intensifs, le constat de la CREG est basée sur une "photo" prise au début de l'année, au mois de janvier, qui est la base de référence légale. La "photo" peut être depuis quelques temps un peu périmée. Effectivement, depuis lors, des mesures ont été annoncées en France et en Allemagne. La CREG est en train de se documenter là-dessus. Il faut pourtant

De spreker besluit dat de minister binnenkort hoe dan ook met haar wetsontwerp ter zake naar het Parlement zal komen en dat hierover dan verder zal kunnen worden gediscussieerd.

De heer Mathieu Bihet (MR) vraagt bijkomende toelichting over het roterende voorzitterschap van de Europese Unie en over het overleg van de CREG ter zake.

D. Bijkomende antwoorden

Wat het Belgische voorzitterschap betreft, verduidelijkt *de heer Koen Locquet* dat er contact is geweest met de FOD Economie, DG Energie, teneinde de vaardigheden, de knowhow en de ervaring van de CREG ter beschikking te stellen, indien zulks nuttig wordt geacht. De administratie heeft aangegeven dat ze uiteraard al min of meer weet wat de prioriteiten zijn, maar dat die nog niet definitief zijn vastgelegd. Het is uiteraard niet aan de CREG om de prioriteiten kenbaar te maken, aangezien ze nog het onderwerp kunnen zijn van bespreking of van goedkeuring binnen de regering. De CREG zal in elk geval samenwerken met de Europese organisatie van reguletoeren (CEER) en met het Europese agentschap ACER, en zal bekijken of er andere zaken kunnen worden georganiseerd tijdens die zes maanden van het Belgische voorzitterschap.

De heer Laurent Jacquet herinnert eraan dat er besprekingen gaande zijn om *market design* op de agenda te plaatsen als een van de prioriteiten van het Belgische voorzitterschap tijdens het eerste semester van volgend jaar. Dankzij de deblokking in de Europese Raad kon de dialoog beginnen. In dat verband biedt de CREG permanent ondersteuning aan de FOD, maar ook aan de permanente vertegenwoordiging van België bij de Europese Unie, opdat dit nieuwe Europese pakket, met daarin *market design*, maar ook alles wat te maken heeft met de follow-up van de marktwerking, REMIT, *contracts for differences*, PPA enzovoort, een gewichtige verwezenlijking van het Belgische voorzitterschap kan zijn.

Wat zijn uitspraken over 131 TWh betreft, verduidelijkt de spreker dat hij de verheugende omvang van het bedrag wou benadrukken. Dit betekent immers dat België zijn economie massaal gaat elektrificeren en sneller zijn streefdoel zal bereiken om de uitstoot van broeikasgassen met 15 % te verminderen.

Wat de elektro-intensieve ondernemingen betreft, is de vaststelling van de CREG gestoeld op een "foto" die is genomen in het begin van het jaar, in januari. Die foto is de grondslag van de wettelijke referentie. De foto kan ondertussen al enigszins achterhaald zijn. Sindsdien hebben Frankrijk en Duitsland immers maatregelen aangekondigd. De CREG wint hierover thans inlichtingen

bien faire la distinction entre “sont-elles annoncées” et “vont-elles un jour entrer en œuvre”? Un autre point est “sont-elles réellement opérationnelles” et “impactent-elles directement les entreprises”?

Pour conclure, M. Jacquet rappelle que toutes ces mesures doivent aussi recevoir l’approbation de la Commission européenne, qui, parfois, peut réformer certains mécanismes un petit peu trop volontaristes en matière d’aide d’État.

III. — VOTE SUR LE BUDGET

M. Christian Leysen (Open Vld), président, soumet au vote le budget 2024 de la CREG pour un montant de 22.725.062 euros (missions “Surprofits” et “Nucléaire” comprises).

Les membres de la commission approuvent ce budget à l’unanimité.

Le résultat du vote nominatif est le suivant:

Ont voté pour:

N-VA: Bert Wollants,

Ecolo-Groen: Kim Buyst, Samuel Cogolati,
Séverine de Laveleye,

PS: Özlem Özen, Mélissa Hanus,

MR: Mathieu Bihet,

cd&v: Leen Dierick,

Open Vld: Christian Leysen,

Vooruit: Kris Verduyckt.

Ont voté contre:

Nihil.

in. Wel moet een onderscheid worden gemaakt tussen de aankondiging van maatregelen en de vraag of ze ooit daadwerkelijk ten uitvoer worden gelegd. Een ander punt zijn de vragen of de maatregelen inderdaad operationeel zijn en of ze rechtstreeks weerslag op de ondernemingen hebben.

Tot slot herinnert de heer Jacquet eraan dat alle maatregelen eveneens moeten worden goedgekeurd door de Europese Commissie, die soms bepaalde mechanismen kan hervormen die wat te voortvarend zijn op het vlak van staatssteun.

III. — STEMMING OVER DE BEGROTING

De heer Christian Leysen (Open Vld), voorzitter, legt de CREG-begroting voor 2024, ten bedrage van 22.725.062 euro (met inbegrip van de opdracht inzake overwinsten en de opdracht inzake het nucleair), ter stemming voor.

De leden van de commissie keuren de begroting eenparig goed.

Resultaat van de naamstemming:

Hebben voorgestemd:

N-VA: Bert Wollants;

Ecolo-Groen: Kim Buyst, Samuel Cogolati,
Séverine de Laveleye;

PS: Özlem Özen, Mélissa Hanus;

MR: Mathieu Bihet;

cd&v: Leen Dierick;

Open Vld: Christian Leysen;

Vooruit: Kris Verduyckt.

Hebben tegengestemd:

Nihil.

Se sont abstenus:

Nihil.

Les rapporteurs,

Kim Buyst
Bert Wollants

Le président,

Christian Leysen

Annexes:

1. Budget 2024 de la CREG;
2. Note de politique générale 2024 de la CREG (FR);
3. Note de politique générale 2024 de la CREG (NL);
4. Budget et note de politique générale 2024: slides de la présentation (FR+NL).

Hebben zich onthouden:

Nihil.

De rapporteurs,

Kim Buyst
Bert Wollants

De voorzitter,

Christian Leysen

Bijlagen:

1. Begroting van de CREG voor het jaar 2024;
2. Beleidsnota 2024 van de CREG (FR);
3. Beleidsnota 2024 van de CREG (NL);
4. Begroting en algemene beleidsnota voor het jaar 2024: slides (FR+NL).

Budget CREG 2024

Rubrique	Description	Budget 2024	Budget 2023 approuvé (Incl. Hydrogène)	Budget 2024 / budget 2023	Budget 2024 / budget 2023	Description	Budget 2024 / budget 2023	Budget 2024 / budget 2023
Rubriek	Beschrijving							
Frais de personnel	Rémunérations et charges	15.784.671	15.308.555	476.116	3,1%	Wedden en lasten		
Personneelskosten	Politique de mobilité durable	558.099	-5.953	-23.070	-1,1%	Duurzame mobiliteitsbeleid		
	Frais de recrutement	69.210	92.280	143.000	-25,0%	Aanwervingskosten		
	Personnel intérimaire	143.000	0	132.500	0,0%	Interimpersoneel		
	Formations, séminaires	132.500	132.500	590.093	3,7%	Opleidingen, seminars		
	Jetons présence	16.687.481	16.097.387	0	0,0%	Presentiegeld		
Cons. Consultatif		0	0	0	0,0%			
Adviesraad		0	0	0	0,0%			
	S-totaal "Frais de personnel"	16.687.481	16.097.387	590.093	3,7%	S-totaal "Personneelskosten"		
Experts extérieurs	Etudes extérieures Comité Direction (consultants et avocats)	1.079.703	888.710	190.993	21,5%	Externe studies Directie Comité (consultanten en advocaten)		
Externe experten	Service de communication	100.000	100.000	0	0,0%	Externe studies Adviesraad		
	Serv. ext. (réviseur, traduct, secret soc,...)	175.000	150.000	25.000	16,7%	Communicatiedienst		
	Recours décisions CREG et frais procédures	137.745	135.045	2.700	2,0%	Ext. Diensten (revisor, vertaler, sociaal secret.)		
		485.000	335.000	150.000	44,8%	Beroep beslis. CREG + rechtsplegingsvergoed.		
		1.977.448	1.608.755	368.693	22,9%			
Fonctionnement	Loyer bâtiment, parkings + charges	1.109.409	1.066.332	43.077	4,0%	Huur lokalen, parking en gemeenschap. lasten		
Werking	Entretien locaux et sécurité bâtiment	147.650	145.100	2.550	1,8%	Onderhoud lokalen en veiligheid gebouw		
	Maintenance générale et informatique	387.476	327.120	60.356	18,5%	Algemene + informatica maintenance		
	Documentation	222.000	158.125	63.875	40,4%	Documentatie		
	Téléphonie, poste, courrier express	22.860	22.600	260	1,2%	Telefoon, GSM, Post, express delivery		
	Fournitures de bureau	9.000	9.000	0	0,0%	Kantoorbehoeften		
	Frais de réunions et de représentation	116.660	104.194	12.466	12,0%	Vergaderings- en representatiekosten		
	Frais de déplacements	85.000	80.000	5.000	6,3%	Reiskosten		
	Frais d'affiliation	52.075	48.850	3.225	6,6%	Lidgeld aan verenigingen		
	Frais divers	23.690	22.150	1.540	7,0%	Diverse kosten		
	Assurances	135.788	129.448	6.340	4,9%	Verzekeringen		
	Taxes	204.075	171.050	33.025	19,3%	Taksen		
	Investissements	2.515.683	2.283.969	231.714	10,1%	Investeringen		
Financiële lasten	Charges financières diverses	231.000	230.500	500	0,2%	Andere		
		7.200	6.850	350	5,1%			
		7.200	6.850	350	5,1%			
	S-totaal "Frais de fonctionnement"	4.731.331	4.130.074	601.257	17,9%	S-totaal "werkingskosten"		
	BUDGET CREG BAU (Hydrogène inclus)	21.418.812	20.227.461	1.191.351	5,9%	BUDGET CREG BAU (Incl. Waterstof)		
Mission Surprofits		1.106.250	4.118.512	-3.012.262	-73,1%	Opdracht Overwinsten		
Mission Nucléaire		200.000				Opdracht Nucléaire		
TOTAL BUDGET 2024		22.725.062	24.345.973	-1.620.911	-6,7%	TOTAAL BUDGET 2024		

— CREG —

Commissie voor de Regulering
van de Elektriciteit en het Gas

Beleidsnota

(Z)2663

26 oktober 2023

Algemene beleidsnota voor het jaar 2024

Opgesteld in uitvoering van artikel 25, § 5, derde lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

Niet-vertrouwelijk

CREG - Nijverheidsstraat 26-38, 1040 Brussel, België
T +32 2 289 76 11 - www.creg.be

INHOUDSOPGAVE

INHOUDSOPGAVE.....	2
INLEIDING	5
1. METHODOLOGIE.....	7
2. AS NR. 1: GELIBERALISEERDE ACTIVITEITEN.....	8
2.1. THEMA 1: TOEZICHT OP DE PRIJZEN	9
2.1.1. Doelstellingen van de CREG.....	9
2.1.2. Uit te voeren activiteiten.....	9
2.1.3. Lijst van deliverables voor het jaar 2024.....	12
2.2. THEMA 2: TOEZICHT HOUDEN OP DE WERKING VAN DE GROOT- EN KLEINHANDELSMARKTEN	14
2.2.1. Doelstellingen van de CREG.....	14
2.2.2. Uit te voeren activiteiten.....	17
2.2.3. Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	20
2.3. THEMA 3: BESCHERMEN VAN DE BELANGEN VAN ALLE BELGISCHE CONSUMENTEN	20
2.3.1. Doelstellingen van de CREG.....	20
2.3.2. Uit te voeren activiteiten.....	21
2.3.3. Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	24
2.4. THEMA 4: BEVORDEREN VAN DE SAMENWERKING MET OVERHEDEN EN ANDERE INSTANTIES IN BELGIË	27
2.4.1. Doelstellingen van de CREG.....	27
2.4.2. Uit te voeren activiteiten.....	27
2.4.3. Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	33
2.5. THEMA 5: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU	36
2.5.1. Doelstellingen van de CREG.....	36
2.5.2. Uit te voeren activiteiten.....	38
2.5.3. Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	41
3. AS NR. 2: GEREGULEERDE ACTIVITEITEN.....	43
3.1. THEMA 6: WAARBORGEN VAN EEN ADEQUATE EN DOELTREFFENDE WERKING VAN DE NETTEN EN HUN BEHEERDER IN HET BELANG VAN HUN GEBRUIKERS	44
3.1.1. Doelstellingen van de CREG.....	44
3.1.2. Uit te voeren activiteiten.....	54
3.1.3. Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	62
3.2. THEMA 7: ONTWIKKELEN VAN NETWERKCODES EN CONTROLE VAN HUN CORRECTE TOEPASSING	64
3.2.1. Doelstellingen van de CREG.....	64
3.2.2. Uit te voeren activiteiten.....	67

3.2.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	68
3.3.	THEMA 8: VASTSTELLEN VAN DE NETTARIEVEN (<i>EX ANTE</i> EN <i>EX POST</i>).....	69
3.3.1.	Doelstellingen van de CREG.....	69
3.3.2.	Uit te voeren activiteiten.....	72
3.3.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	73
3.4.	THEMA 9: ONTWIKKELING EN OMKADERING VAN DE MARKTEN VAN DE ONDERSTEUNENDE DIENSTEN (ELEKTRICITEIT).....	74
3.4.1.	Doelstellingen van de CREG.....	74
3.4.2.	Uit te voeren activiteiten.....	76
3.4.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	78
3.5.	THEMA 10: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU	79
3.5.1.	Doelstellingen van de CREG.....	79
3.5.2.	Uit te voeren activiteiten.....	80
3.5.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	84
3.6.	THEMA 11: REGULEREN VAN DE WATERSTOFMARKT	86
3.6.1.	Doelstellingen van de CREG.....	86
3.6.2.	Uit te voeren activiteiten.....	87
3.6.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	92
4.	AS NR. 3: INTEGRATIE VAN DE HERNIEUWBARE ENERGIEBRONNEN EN TOENEMENDE FLEXIBILITEITSBEHOEFTEEN	94
4.1.	THEMA 12: BEVORDEREN VAN EEN MAXIMALE UITBOUW VAN FLEXIBILITEIT OP DE BELGISCHE MARKT	95
4.1.1.	Doelstellingen van de CREG.....	95
4.1.2.	Uit te voeren activiteiten.....	97
4.1.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	99
4.2.	THEMA 13: OPVOLGEN VAN DE ONTWIKKELINGEN OP HET GEBIED VAN BEVOORRADINGSZEKERHEID EN DE OPERATIONELE VEILIGHEID.....	100
4.2.1.	Doelstellingen van de CREG.....	100
4.2.2.	Uit te voeren activiteiten.....	100
4.2.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	103
4.3.	THEMA 14: REGULEREN VAN DE <i>OFFSHORE</i> -ENERGIEMARKT	108
4.3.1.	Doelstellingen van de CREG.....	108
4.3.2.	Uit te voeren activiteiten.....	109
4.3.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024	110
4.4.	THEMA 15: BEVORDEREN VAN INNOVATIE IN HET BELANG VAN DE EINDCONSUMENT	111
5.	OPDRACHT IN HET KADER VAN DE WET TOT INVOERING VAN EEN PLAFOND OP DE MARKTINKOMSTEN VAN ELEKTRICITEITSPRODUCTEN	113
5.1.1.	Doelstellingen van de CREG.....	113

5.1.2.	Uit te voeren activiteiten.....	114
5.1.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024.....	114
6.	INTERNE ORGANISATIE, DUURZAME ONTWIKKELING EN COMMUNICATIE.....	115
6.1.	INTERNE ORGANISATIE.....	115
6.1.1.	Visie van de CREG.....	115
6.1.2.	Uit te voeren activiteiten.....	115
6.1.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024.....	117
6.2.	DUURZAME ONTWIKKELING.....	118
6.2.1.	Doelstellingen van de CREG.....	118
6.2.2.	Uit te voeren activiteiten.....	118
6.2.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024.....	120
6.3.	COMMUNICATIE.....	121
6.3.1.	Visie van de CREG.....	121
6.3.2.	Uit te voeren activiteiten.....	121
6.3.3.	Lijst van <i>deliverables</i> voor het jaar 2024.....	123
	BIJLAGE: LIJST VAN AFKORTINGEN.....	125

INLEIDING

In deze beleidsnota zet de CREG, in overeenstemming met de transparantieplichtingen, de doelstellingen, activiteiten en acties uiteen voor 2024. Dit gebeurt in een transversaal perspectief dat de uitdagingen van **de energietransitie**, de **bescherming van alle Belgische verbruikers** en de behartiging van het **algemeen belang** centraal stelt in de bezorgdheden van de CREG.

Na een historische stijging in 2022, in het bijzonder door geopolitieke spanningen, evolueerden de energieprijzen minder sterk in 2023. Dit betekent niet dat deze crisis geen schadelijke gevolgen meer heeft.

Daarom blijft ook in 2024 de **versterkte monitoring** van de elektriciteits- en aardgasmarkten op mondiaal, Europees en nationaal vlak één van de absolute prioriteiten van de CREG. Die opvolging heeft betrekking op zowel de dynamiek van vraag en aanbod op de groothandelsmarkten, de vorming en de volatiliteit van de prijzen, als op de gevolgen voor de goede werking van de groot- en kleinhandelsmarkten en de wisselwerking ervan. De CREG zal met de nieuwe kennis die voortvloeit uit die monitoring, de overheid en de marktpelers blijven informeren om de transparantie te verhogen en hun vertrouwen in de markt te behouden. Als het nodig en mogelijk is, zal de CREG maatregelen voorstellen om de koopkracht van de gezinnen en de competitiviteit van de ondernemingen te beschermen.

De CREG zal, eerder dan aan dringende crisismaatregelen, bijzondere aandacht besteden aan de **meer structurele maatregelen**. Die namen de Europese autoriteiten om onze economieën te beschermen tegen het risico van buitensporige facturen, in het kader van de **versnelling van de energietransitie**, de vermindering van de **energieafhankelijkheid** van de Europese Unie van aardgasproducenten buiten de EU-27 en de **hervorming van de Europese elektriciteitsmarkt**. Ook in 2024 gaat de CREG **actief meewerken** met het Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators (ACER) en de Raad van Europese energieregulators (CEER) van de Europese Unie om beste praktijken te blijven uitwisselen. Daarnaast garandeert deze samenwerking ook een verdere opvolging en bijdrage aan de lopende Europese ontwikkelingen, alsook de bevordering van een beter begrip en de toepassing van die ontwikkelingen op Europees en nationaal niveau.

De Europese context opent de weg naar een energietoekomst met een grotere rol voor hernieuwbare energie, waaronder nieuwe gassen zoals waterstof, en naar de vermindering van de afhankelijkheid van fossiele energiebronnen. In die context blijft de CREG haar **expertise** ten dienste stellen van de overheidsinstanties, in het bijzonder van het federaal parlement, rekening houdend met haar wettelijke opdrachten en de strategische richtsnoeren op vlak van energie die het federale parlement en de federale regering hebben vastgelegd. De CREG blijft ter beschikking om haar inzichten te delen, om te anticiperen op de gevolgen voor de verschillende partijen en om voorstellen te doen.

Daarnaast zijn er nog andere activiteiten die een belangrijk deel uitmaken van het werkprogramma van de CREG voor het jaar 2024. Naast haar verschillende gereguleerde activiteiten, zal de CREG samenwerken met de bevoegde instanties aan alle andere strategische dossiers op Belgisch niveau, zoals de nucleaire problematiek, de ontwikkeling van *offshore* windenergie, de ontwikkeling en implementatie van een wettelijk kader voor nieuwe gassen waaronder waterstof en de ontwikkeling van de flexibiliteit van de markten. Tot slot zal de CREG eveneens de maatregelen en initiatieven opvolgen om een dynamische regulering te waarborgen, meer bepaald met het oog op de ontwikkeling van een reguleringskader dat bevorderlijk is voor investeringen en voor de ontwikkeling van nieuwe technologieën die bijdragen tot de energietransitie.

Zonder afbreuk te doen aan de overige activiteiten zullen de eerder genoemde engagementen des te belangrijker zijn voor de CREG aangezien **België** van 1 januari tot 30 juni 2024 **de Raad van de Europese Unie voorzit**. De CREG zal rekening houden met de actieprioriteiten vastgelegd door België en houdt zich ter beschikking om samen te werken met de bevoegde autoriteiten.

De CREG werkt altijd in een geest van **constructieve dialoog** en zal ook in 2024 al haar acties en verwezenlijkingen uitvoeren door gebruik te maken van alle synergiën die een actieve samenwerking kunnen bieden met de autoriteiten, operatoren, marktspelers en stakeholders op Belgisch, Europees en internationaal niveau. Die samenwerking beoogt een kwalitatieve regulering die zo dicht mogelijk aanleunt bij de uiteenlopende situaties.

Ten slotte blijft het verstrekken van **voldoende middelen** essentieel voor de goede uitvoering van de opdrachten van de CREG maar ook voor de uitvoering van mogelijks bijkomende bevoegdheden zoals het geval was door de wet van 11 juli 2023 betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen of de wet van 16 december 2022 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot invoering van een plafond op marktinkomsten van elektriciteitsproducenten. In het verlengde van de aanzienlijke werklast die zij op zich heeft genomen voor de vastlegging van de overwinsten, zal de CREG hiervoor het virtuele platform dat zij daarvoor heeft ontwikkeld actief houden om de overheidsdiensten te ondersteunen bij vragen en/of mogelijke beroepen in de loop van 2024.

Tot slot zal het werkprogramma van de CREG voor het jaar 2024 worden uitgevoerd onder leiding van het nieuwe directiecomité van de CREG dat sinds 27 september 2023 voltallig en in functie is. Met een volledig effectief voorzitterschap kan de CREG onder andere haar externe vertegenwoordiging en haar samenwerking met een veelheid aan stakeholders versterken.

Op 26 oktober 2023 keurde het directiecomité van de CREG deze beleidsnota goed.

1. METHODOLOGIE

Overeenkomstig de elektriciteitswet moet de CREG elk jaar een beleidsnota opstellen. Deze nota bevat een beschrijving van de thema's waaraan de CREG zal werken, zowel op korte als op middellange termijn. Deze nota is gericht op de identificatie van de doelstellingen waarvoor de CREG activiteiten zal uitvoeren.

Net zoals in 2023, zijn er ook in 2024 activiteiten waaruit duidelijk te leveren prestaties voortkomen en waarvoor een indicatieve uitvoeringstermijn kan worden vastgelegd. Deze 'deliverables' worden per doelstelling en chronologisch opgesomd, met vermelding van de uitvoeringstermijn. De realisatie van elke deliverable is telkens gebaseerd op de synergie van bevoegdheden eigen aan elke directie van de CREG. Het behelst tevens een aanzienlijke en moeilijk kwantificeerbare voorbereidende werklust (bv. procedure voor raadpleging van de marktspelers, behandeling van de vertrouwelijkheid, ...). In dit opzicht weerspiegelt het opgestelde overzicht van de deliverables niet noodzakelijk de daadwerkelijke onderliggende werklust voor de CREG.

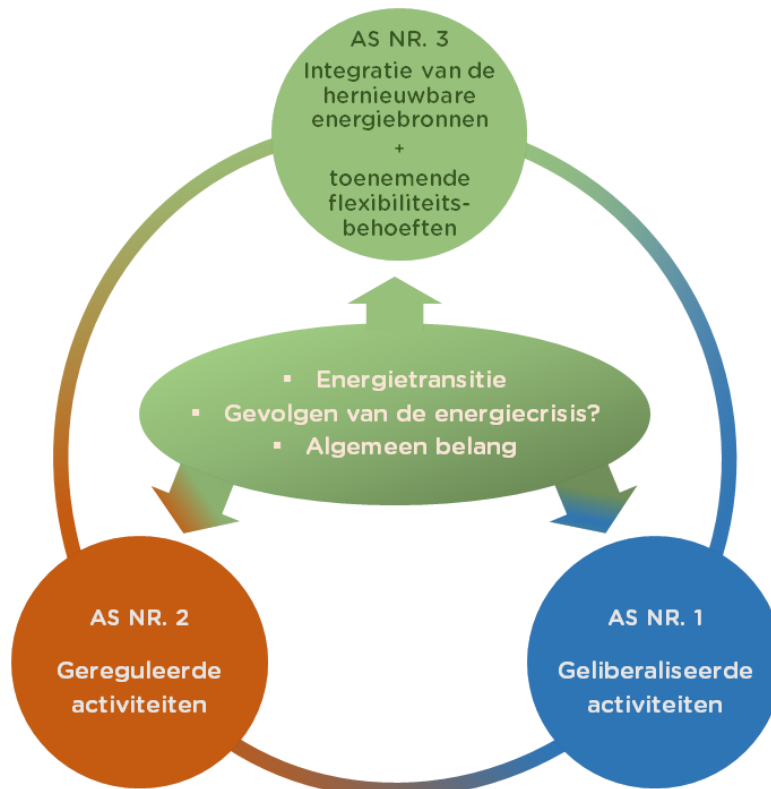
Andere activiteiten vormen dan weer een werk op langere termijn en kunnen gespreid zijn in de tijd. Het is dan ook mogelijk dat een aantal van de voor 2024 vastgelegde doelstellingen zullen terugkomen in de beleidsnota's van latere jaren, net zoals een aantal doelstellingen of activiteiten reeds opgenomen werden in eerdere beleidsnota's.

Bijkomend zal de CREG bijdragen aan de opstelling van het werkprogramma van de CEER en ACER en aan de verwezenlijking van de deliverables die erin vermeld staan. Aangezien de exacte en precieze inhoud van het werkprogramma van CEER en ACER op het ogenblik van het opstellen van deze nota nog niet duidelijk is, is het geheel van deliverables die op dit gebied moeten worden verwezenlijkt door de CREG niet noodzakelijk opgenomen in de beleidsnota van de CREG.

De CREG zal in 2024 werken aan alle doelstellingen van haar beleidsnota, maar het is evenwel van belang om rekening te houden met elementen zoals de verdere evolutie van de wetgeving, de tijd die nodig is voor overleg met de betrokken actoren of de periode die de markt nodig heeft om te reageren op het nieuwe wettelijke kader of zich eraan aan te passen. Het is dan ook mogelijk dat bepaalde activiteiten en deliverables worden uitgesteld omwille van specifieke vragen die kunnen geformuleerd worden of omwille van een specifieke evolutie in de sector.

Langetermijndoelstellingen geven, binnen een vastgelegd kader, de richting aan waarin het energiesysteem verwacht wordt te evolueren.

Om de taak en voornoemde doelstellingen te ondersteunen en tot een goed eind te brengen, zijn er drie strategische assen geïdentificeerd en dit vanuit het oogpunt van hun complementariteit en onderlinge versterking.



2. AS NR. 1: GELIBERALISEERDE ACTIVITEITEN

De geliberaliseerde activiteiten inzake productie, invoer/uitvoer en levering van elektriciteit en gas moeten, hoewel onderhevig aan mededinging, door de CREG onderworpen worden aan een *monitoring* om een efficiënte en duurzame werking van de markten te bevorderen.

De CREG beschikt hier slechts over een **beperkte beslissingsbevoegdheid**, maar zij voert een controle uit en kan voorstellen doen aan de instanties teneinde de belangen en behoeften van de consumenten beter te verdedigen.

Deze *monitoring*opdracht heeft betrekking op:

- de vorming van de groothandelsprijzen en de prijzen die worden gefactureerd aan de verschillende categorieën van verbruikers;
- de werking van de elektriciteits- en gasbeurzen - met inbegrip van productie en invoer/uitvoer, openstelling voor concurrentie en ontwikkeling van de elektriciteits- en gasmarkten.

Bovendien zal de CREG, vooral in de uitzonderlijke context van stijgende energieprijzen, bijzondere aandacht besteden aan de bescherming van de belangen van alle consumenten, van de allergrootste tot de meest kwetsbare, inclusief kmo's en zelfstandigen.

2.1. THEMA 1: TOEZICHT OP DE PRIJZEN

2.1.1. Doelstellingen van de CREG

In het kader van haar bevoegdheid van toezicht op de groot- en kleinhandelsprijzen, wil de CREG een beter overzicht geven van:

- de nieuwe evoluties op de retailmarkt;
- de samenstelling van de energieprijzen;
- de vorming van de groothandelsprijzen en eventuele concurrentieverstoring;
- de evolutie van de diverse componenten van de energieprijzen;
- de verhouding tussen de energieprijzen in België en in de buurlanden;
- de onderliggende redenen achter de vastgestelde ontwikkelingen om er algemene conclusies uit te trekken en eventueel aanbevelingen te formuleren.

Gezien de oorlog in Oekraïne de context nog steeds sterk beïnvloedt, zouden de prijzen op de groothandelsmarkten in 2024 nog kunnen stijgen. De CREG blijft daarom een versterkte monitoring van de prijzen uitvoeren en blijft ervoor zorgen dat de informatie naar de consument transparant is om zijn vertrouwen te behouden.

Rekening houdend met de integratie van de Belgische elektriciteits- en gasmarkt in de Europese regionale markten, zal het toezicht van de CREG op de prijzen tevens betrekking hebben op de supranationale fundamentele elementen die deze markten aandrijven.

Om haar opdracht op het vlak van het toezicht op de prijsvorming op de groot- en kleinhandelsenergiemarkt te vervullen, zal de CREG haar databanken, die een volledig beeld geven van de bestaande elektriciteits- en aardgasproducten voor huishoudelijke verbruikers en kmo's (types producten, samenstelling en berekening van de commodity prijzen, marktaandelen op leveranciers- en productniveau, ...), blijven updaten en desgevallend verder ontwikkelen. In dit kader zal de CREG ook (aangekondigde) vernieuwingen die een impact hebben op de energiemarkt, opvolgen en analyseren. Tevens zullen de bestaande databanken voor internationale prijsvergelijkingen verder aangevuld en geoptimaliseerd worden.

De CREG is eveneens belast met opdrachten in het kader van de levensduurverlenging van de kerncentrale Tihange 1 en de berekening van de winstmarge van de kerncentrales die onderworpen zijn aan de repartitiebijdrage. De CREG zal ook aandachtig de beslissingen van de regering opvolgen i.v.m. de verlenging van de twee reactoren Tihange 3 en Doel 4 en zal ter beschikking blijven voor alle nieuwe opdrachten die haar in dit kader worden toevertrouwd.

2.1.2. Uit te voeren activiteiten

- *Permanent toezicht op de elektriciteits- en gasprijzen*

Wat betreft de elektriciteits- en gasprijzen op de groot- en kleinhandelsmarkten in België zal de CREG:

- de vastgestelde evoluties en hun onderliggende oorzaken analyseren;
- de CREG Scan, die een overzicht geeft van alle bestaande elektriciteits- en aardgasproducten voor particulieren en kmo's, maandelijks updaten;

- de vernieuwde versie van de methodologie toepassen voor de vergelijking van de kleinhandelsprijzen voor elektriciteit en aardgas in België (en de drie regio's) en in de buurlanden;
 - op haar website periodiek:
 - o een boordtabel publiceren met daarin de evolutie van de Belgische groot- en kleinhandelsmarkt voor elektriciteit en gas. Deze boordtabel zal onder meer de evolutie (over een periode van 3 maanden) van een reeks kerncijfers van de energiemarkt bevatten;
 - o infografieken publiceren voor particulieren, kmo's en zelfstandigen die per regio een overzicht geven van o.a. de actieve leveranciers, de bestaande producten en de besparingspotentiëlen;
 - o grafieken publiceren voor particulieren en voor kmo's en zelfstandigen die per regio de opbouw van de totale energieprijs weergeven, alsook de evolutie van de energieprijs¹ in België versus de buurlanden (Nederland, Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk) voor zowel de zuivere energiecomponent als voor de totale energieprijs;
 - o op semestriële basis een analyse publiceren met een internationale energieprijvergelijking tussen België, haar gewesten (Vlaams Gewest, Waals Gewest en Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en de buurlanden (Nederland, Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk). De grafieken geven een overzicht van de evolutie van de totaalprijs en de verschillende componenten van een gemiddelde jaarfactuur voor energie, voor zowel particulieren als voor kmo's en zelfstandigen;
 - de voornaamste evoluties op de markt van elektriciteitscontracten met dynamische tarifiering opvolgen, met inbegrip van de offertes op de markt en hun impact op de facturen van de verbruikers, in het bijzonder de volatiliteit van de prijzen. De CREG zal hierover een jaarlijks verslag publiceren zoals voorzien in de wet van 23 oktober 2022 houdende wijziging van de wet 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en houdende omzetting van de richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU;
 - aan het begin van het jaar een stand van zaken publiceren van de groothandelsmarkt voor elektriciteit en aardgas met vermelding van de opmerkelijke feiten van het afgelopen jaar;
 - een monitoringverslag publiceren betreffende de evolutie van de prijs op de groothandelsmarkt voor elektriciteit voor het voorgaande jaar. De CREG zal hierin voornamelijk de belangrijkste verschillen ten opzichte van de voorgaande jaren en de onverwachte gebeurtenissen aanduiden.
- *Maandelijks/Trimestrieel verslag over de evolutie van de prijzen van individuele producten op de kleinhandelsmarkt ten opzichte van de groothandelsprijzen.*

Omwille van de prijsstijgingen op de groothandelsmarkten, heeft de federale regering in oktober 2021 aan de CREG gevraagd een versterkte monitoring uit te voeren en maatregelen te nemen om de transparantie te vergroten. Deze zijn inderdaad noodzakelijk om het vertrouwen van alle consumenten te behouden.

¹ De energieprijs is de globale factuurprijs voor elektriciteit of gas.

In dit verband zal de CREG ook in 2024 en zolang als nodig, een maandelijks/trimestrieel verslag publiceren over de evolutie van de prijzen van individuele producten op de kleinhandelsmarkt in vergelijking met de groothandelsprijzen.

Dit verslag zal een overzicht van het huidige aanbod op de elektriciteits- en aardgasmarkt en de evolutie van de energiecomponent van de verschillende producten voor huishoudens geven. Het zal worden opgesteld in de context en de relevantie van de sterkere volatiliteit van de energiemarkten en zal voornamelijk de volgende elementen bevatten: de voornaamste vaststellingen van de maand, overzicht van de offertes, evolutie van de groothandelsmarkten op basis van een aantal vaak gebruikte indexeringsparameters en evolutie van de kleinhandelsmarkt en de prijzen van de verschillende individuele producten.

➤ *Studie met betrekking tot de prijzen op de Belgische aardgasmarkt in 2023*

De studie over de prijzen op de Belgische aardgasmarkt die jaarlijks wordt uitgevoerd, zal de prijzen en kosten analyseren op het niveau van invoer, doorverkoop en levering aan de eindklant (huishoudelijke verbruikers, bedrijven en industrieën) en aan de elektriciteitscentrales.

➤ *Verslag met betrekking tot de verhouding tussen de kosten en prijzen op de Belgische aardgasmarkt in 2023*

Als er misbruik zou worden vastgesteld in het kader van de studie vermeld in de vorige alinea, zal de CREG een verslag publiceren over de verhouding tussen de kosten en de prijzen op de Belgische aardgasmarkt in 2023.

➤ *Oprachten in het kader van de levensduurverlenging van de kerncentrale Tihange 1 en de berekening van de winstmarge van de kerncentrales onderworpen aan een repartitiebijdrage*

Overeenkomstig artikel 4/1 van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie (hierna: "wet op de kernuitstap") en de Conventie Tihange 1 beschikt de CREG over een opdracht inzake de verificatie van de marge, die dient als basis van de berekening van de jaarlijkse vergoeding.

Deze verificatieopdracht zal in 2024 worden uitgevoerd voor de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2023. De CREG zal de diverse componenten bestuderen van het verschil tussen, enerzijds, de opbrengst uit de elektriciteitsverkoop en, anderzijds, het geheel van de werkelijke kosten verbonden aan de exploitatie van de centrale, vermeerderd met een vergoeding tot dekking van de kost van het project voor levensduurverlenging en de negatieve marge van voorgaande jaren. De CREG brengt hierover verslag uit in haar rapport aan de minister van Energie.

Ingevolge de wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de repartitiebijdrage (hierna: "wet van 11 april 2003") wordt de CREG in 2024 belast met een bijzondere jaarlijkse opdracht.

De CREG moet immers, voor 30 juni 2024, op basis van de bepalingen opgenomen in bijlage van de bovenvermelde wet een advies overmaken over de winstmarge van de kerncentrales Doel 4, Tihange 2 en Tihange 3. Dit advies wordt overgemaakt aan de minister van Energie, aan de Algemene Directie Energie zoals beschreven in artikel 2, 28° van de elektriciteitswet en aan de kernexploitanten en de vennootschappen zoals vastgelegd in artikel 24, § 1 van de wet van 11 april 2003.

Verder zal de CREG, indien de minister van Energie dit vraagt, de verbintenis verifiëren die de Belgische Staat heeft aangegaan in verband met de verlenging van de exploitatieduur van de kerncentrales

Tihange 1, Doel 1 en Doel 2 zoals beschreven in het besluit C-2017-1516 van de Europese Commissie van 17 maart 2017.

Tot slot zal de CREG ter beschikking blijven van de regering voor alle nieuwe aanvragen en bevoegdheden die ze zal krijgen als gevolg van de beslissing om de levensduur van de twee reactoren Tihange 3 en Doel 4 na 2025 te verlengen.

➤ *Opvolging van de distributienettarieven*

Niettegenstaande de regionalisering van de distributienettarieven op 1 juli 2014, zal de CREG de evolutie hiervan in de drie gewesten blijven opvolgen zodat deze nettarieven en haar onderliggende componenten, kunnen worden opgenomen in de totale prijs voor de verschillende categorieën van verbruikers.

Sinds 2008 maakt de CREG op jaarbasis een studie over de componenten van de elektriciteits- en aardgasprijzen. Daaruit blijken belangrijke inzichten in de evolutie van de specifiek samenstellende delen van deze prijs voor de eindgebruiker. In dit kader stelt de CREG een databank op die voor de drie regio's de distributienettarieven in detail opvolgt.

De CREG zal ook de regionale maatregelen opvolgen die een impact hebben op de wijze waarop energie aan de verbruiker wordt gefactureerd in het licht van de evoluties inzake dynamische prijzen, slimme meters, capaciteitstarieven enzovoort. Ze zal bijzondere aandacht besteden aan de eventuele gevolgen van deze maatregelen voor de federale componenten van de factuur.

Om een gepaste opvolging van de evolutie van de distributienettarieven mogelijk te maken, zal de CREG binnen Forbeg actief samenwerken met de gewestregulatoren.

➤ *Opvolging en controle van de minimumeisen voor gas- en elektriciteitsrekeningen en factuurinformatie*

De CREG zal onder andere de *fuel mix* en de groenrapportering van de drie gewesten van het land in samenwerking met de leveranciers en de regionale regulatoren opvolgen.

2.1.3. Lijst van deliverables voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
2.1.2.	Toepassing van de vernieuwde versie van de methodologie voor de vergelijking van de kleinhandelsprijzen voor elektriciteit en aardgas in België (en de drie regio's) en in de buurlanden	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Grafieken: 1) opbouw totale energieprijz in 3 Belgische gewesten, alsook 2) evolutie energieprijz en totale prijs in België en de buurlanden	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen

2.1.2.	Boordtabel van de evolutie van de groot- en kleinhandelsmarkt voor elektriciteit en gas in België	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Maandelijks/Trimestrieel verslag over de evolutie van de prijzen van individuele producten op de kleinhandelsmarkt in verhouding tot de groothandelsprijzen	Maandelijks/Trimestrieel	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Actualisering van de CREG Scan	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Infografieken voor particulieren en kmo's	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Studie over de componenten van de elektriciteits- en aardgasprijzen	Q2-Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen - Opvolging van de distributietarieven
2.1.2.	Rapport in het kader van de verificatieopdracht overeenkomstig de wet op de kernuitstap en de Conventie Tihange 1	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Advies betreffende de winstmarge van de industriële productie door splijting van kernbrandstoffen door de centrales onderworpen aan de repartitiebijdrage (Doel 4, Tihange 2 en Tihange 3)	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Studie met betrekking tot de prijzen op de Belgische aardgasmarkt in 2023	Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Bij de vaststelling van misbruik met betrekking tot de prijzen toegepast op de Belgische aardgasmarkt: Verslag met betrekking tot de verhouding tussen de kosten en prijzen op de Belgische aardgasmarkt in 2023	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Opvolgingsverslag van de voornaamste evoluties op de markt	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten –

	van de elektriciteitscontracten met dynamische tarifiering, met inbegrip van de offertes op de markt en de impact ervan op de facturen van de verbruikers (zoals de elektriciteitsrichtlijn ² voorziet)		Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Opdracht van verificatie van de verbintenis van de Belgische staat ten gevolge van de verlenging van de exploitatieduur van de kerncentrales Tihange 1, Doel 1 en Doel 2 (op vraag van de minister van Energie)	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen
2.1.2.	Opvolging en controle van de minimumeisen voor aardgas- en elektriciteitsrekeningen en factuurinformatie	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen

2.2. THEMA 2: TOEZICHT HOUDEN OP DE WERKING VAN DE GROOT- EN KLEINHANDELSMARKTEN

2.2.1. Doelstellingen van de CREG

- *Algemene doelstelling op het gebied van toezicht op de werking van de groot- en kleinhandelsmarkten*

Via dit toezicht dat gedocumenteerd wordt in haar jaarlijkse rapporten, wenst de CREG alert te blijven voor de evolutie van de markt.

Naast haar terugkerende studies zal de CREG eventuele grondigere *ad hoc* onderzoeken uitvoeren over de groothandelsmarkten. Bijvoorbeeld in de volgende gevallen:

- restrictieve mededingingspraktijken;
- marktmanipulatie of een poging daartoe;
- niet-tijdige en/of niet-doeltreffende openbaarmaking van voorwetenschap;
- misbruik van voorkennis;
- schending van Europese en nationale regelgeving.

De CREG zal eveneens een grondige analyse maken van de belangrijke gebeurtenissen die een impact op de groot- en kleinhandelsmarkt hebben.

De CREG zal in het bijzonder de liquiditeit en de prijsvorming opvolgen van de groothandelsmarkten voor aardgas en elektriciteit. Bij relatieve schaarste van het aanbod, leidend tot hogere energieprijzen, zal de CREG de oorzaken nagaan en desgevallend passende maatregelen voorstellen.

² Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019.

De CREG zal meer bepaald de volgende doelstellingen nastreven:

- voor wat betreft elektriciteit:

De CREG zal de volgende aspecten van de groothandelsmarkt voor elektriciteit analyseren:

- de elektriciteitsproductie, meer bepaald de evolutie van de productie, de beschikbare marktcapaciteit en de combinatie van de gebruikte technologieën;
- het elektriciteitsverbruik, meer bepaald de evolutie van het totale verbruik, de evolutie van het verbruik op het distributienet en de evolutie van het industriële verbruik;
- de uitwisselingen van elektriciteit en de korte- en lang termijnmarkten;
- de interconnecties met de buurlanden;
- de actieve vermogensreserves en de *balancing*;
- het beheer van nood, *black-out* of hersteltoestanden van het net met toepassing van de Europese netcode 2017/2196 "*emergency and restoration*";
- de risicobereidheid in de elektriciteitssector in toepassing van EU-verordening 2019/941, in samenwerking met DG Energie die hier de lead heeft;
- de afhankelijkheid van gas, zowel wat de betrouwbaarheid van de gasvoorziening voor de productie van elektriciteit, als de vorming van de elektriciteitsprijs betreft;
- in het geval van elektriciteitsschaarste kan de CREG genoodzaakt zijn om specifieke toezichtopdrachten uit te voeren.

- voor wat betreft aardgas:

Wat betreft de aspecten van de groothandelsmarkt voor gas, zal de CREG de volgende aspecten analyseren:

- het gasaanbod op de markt en de nodige liquiditeit om de goede marktwerking te verzekeren;
- de reorganisatie ("*reshuffling*") van de gasstromen omwille van de progressieve vermindering van de afhankelijkheid van Europa van geïmporteerd gas;
- de gasleveranciers (importeurs) (met name de diversificatie van bronnen en het gedrag en de soliditeit van leveranciers, rekening houdend met de huidige dynamiek op de groothandelsmarkten);
- de grensoverschrijdende gastransacties en (bidirectionele) interconnecties met aangrenzende netwerken;
- het gasverbruik en rationeel gebruik (zie de vermindering van het verbruik in het kader van de uitbreiding van EU-verordening 2022/1369);
- de omschakeling van L-gas naar H-gas (die volgens de huidige planning eind 2024 afgerond moet zijn);
- de beschikbaarheid en het gebruik van transportcapaciteit en de raming, indien nodig, van de behoefte aan nieuwe investeringen en/of het hergebruik van bestaande infrastructuur, bijvoorbeeld voor het vervoer van waterstof in plaats van aardgas;
- de integratie van de markten en de prijsconvergentie;

- het beheer van incidenten en noodsituaties;
- LNG;
- de opslag;
- de netbalancing;
- de decarbonisering en de integratie van de energiesectoren (elektriciteit en gas);
- de projecten voor de injectie van groene gassen³ in het gasvervoersnet;
- de energietransitie en het hergebruik van de infrastructuur, met inbegrip van de LNG-infrastructuur voor duurzame molecules.

➤ *Specifieke doelstelling voor toezicht in het kader van de REMIT-verordening*

De Verordening (EU) nr. 1227/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de integriteit en transparantie van de groothandelsmarkt voor energie (hierna "REMIT-verordening"), heeft een Europees kader gecreëerd op het gebied van transparantie en integriteit voor de groothandelsmarkt. Dit om de werking ervan te verbeteren en in voorkomend geval vastgestelde misbruiken (marktmanipulatie, poging tot marktmanipulatie, niet-doeltreffende openbaarmaking van voorwetenschap, gebrek aan publicatie van deze informatie of misbruik van voorkennis) te bestraffen. De doelstelling bestaat er dus in om elk gedrag te ontmoedigen dat kan leiden tot oneerlijke concurrentie en het vertrouwen van de actoren op de energiemarkt kan schaden. Deze regelgeving wordt momenteel herzien. De CREG zal de wijzigingen blijven opvolgen. Na de goedkeuring zal de CREG ervoor zorgen dat de marktspelers goed geïnformeerd zijn over de wijzigingen in de REMIT-verordening. Daarnaast zal de praktische implementatie van de nieuwe regelgeving op Europees niveau worden besproken en de CREG zal aan deze besprekingen deelnemen.

Overeenkomstig de Belgische wetgeving tot tenuitvoerlegging van de REMIT-verordening staat de CREG in voor het toezicht op en de controle van de handel in energieproducten bestemd voor de groothandel, zoals bedoeld in deze verordening, met inachtneming van de respectieve bevoegdheden van de Belgische Mededingingsautoriteit (hierna "BMA") en de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (hierna "FSMA").

De CREG beschikt over een sanctiebevoegdheid in het geval van schendingen van de bepalingen van de REMIT-verordening die betrekking hebben op misbruik van voorkennis, het gebrek aan publicatie van voorwetenschap of marktmanipulatie. Aangezien er over deze bevoegdheid bepaalde juridische onzekerheden zijn, zal de CREG zich blijven inspannen om het betreffende juridische kader te optimaliseren.

Bij de uitoefening van haar opdrachten werkt de CREG op nationaal niveau samen met de BMA en de FSMA door de informatie, die nodig en relevant is voor de goede uitvoering van de REMIT-verordening, uit te wisselen en mee te delen. Zij verzekert hierbij de vertrouwelijkheid van de informatie.

Bovendien zal de CREG blijven samenwerken met de nationale energieregulators in de buurlanden in het geval van waarnemingen met een transnationale impact. De CREG zal de samenwerking versterken met alle Europese nationale regulators en ACER door deel te nemen aan werkgroepen.

³ Onder 'groen gas' verstaat men biomethaan (biogas), waterstof geproduceerd aan de hand van hernieuwbare elektriciteit, synthetisch aardgas.

Teneinde de belangen van de Belgische consumenten te beschermen, blijft de CREG bovendien een proactieve rol spelen om beter inzicht te krijgen in de werking van de groothandelsmarkten in West-Europa.

2.2.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Algemene activiteiten op het gebied van toezicht op de werking van de groot- en kleinhandelsmarkten*

De CREG zal verzoeken van stakeholders en/of marktspelers behandelen en zal de belangrijke of interessante gebeurtenissen met gevolgen voor de groot- en kleinhandelsmarkt voor energie grondig analyseren.

De CREG zal de betrokken stakeholders en/of marktspelers op regelmatige basis op de hoogte houden van de resultaten van haar analyses van de groothandelsmarkt. Indien nodig zal zij maatregelen voorstellen om een einde te maken aan eventuele anomalieën of schendingen van de Europese en federale regelgeving die zij zou vastgesteld hebben. In sommige gevallen kan de CREG een boete opleggen aan de betrokken stakeholder(s).

Wanneer een inbreuk op de artikelen 3, 4 of 5 van de REMIT-verordening⁴ vastgesteld wordt, zal de CREG maatregelen treffen om dergelijk gedrag te corrigeren en/of zal zij sancties opleggen in overeenstemming met artikel 18 van REMIT, artikel 31 van de elektriciteitswet en artikel 20/2 van de gaswet.

De CREG zal meer bepaald volgende taken uitvoeren:

- voor wat betreft elektriciteit:

De CREG zal bijzondere aandacht besteden aan het fysisch gebruik van de interconnectoren, de commerciële uitwisselingen en de prijsvorming op de markten met diverse tijdshorizonten (lange termijn, *day-ahead*, *intraday* en *balancing*).

De CREG zal ook aandacht hebben voor de prijsvorming bij de aankoop van balanceringscapaciteit door de transmissienetbeheerder.

De CREG zal ook de wenselijkheid onderzoeken om – op eigen initiatief en/of op basis van specifieke verzoeken van stakeholders en/of marktspelers – studies te publiceren met betrekking tot belangrijke gebeurtenissen (bv. de inwerkingtreding van nieuwe methodologieën gericht op bij het organiseren van de verschillende markten). De CREG zal haar expertise en vaardigheden op dit vlak blijven versterken.

- voor wat betreft aardgas:

De CREG zal bijzondere aandacht besteden aan de gaslevering (zowel op het niveau van volumes als prijzen), de beschikbaarheid en het gebruik van transportcapaciteit, de marktintegratie en prijsconvergentie tussen de markten en het fysisch gebruik van de infrastructuren. De CREG gaat de toekomst van de rol van gas en de gasinfrastructuur, met inbegrip van de LNG-infrastructuur, meer en meer bekijken vanuit het perspectief van een progressieve vermindering van de afhankelijkheid door Europa van Russisch gas, van een koolstofarme economie en van de energietransitie. Dat betekent dat er bijzondere aandacht zal besteed worden aan de ontwikkeling van een vervoersnet van waterstof als groene energievectoren en aan projecten voor de injectie van groen gas in het net (bv. biomethaan).

⁴ Verordening (EU) nr. 1227/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de integriteit en transparantie van de groothandelsmarkt voor energie.

Daarnaast zal de CREG eveneens de projecten van *Power-to-gas* opvolgen die een fysieke integratie van de elektriciteits- en gasector mogelijk moeten maken. Wat LNG betreft, zal de CREG de projecten van de Zeebrugse terminal voor het vervoer van waterstofdragers en de ontwikkeling van Bio LNG opvolgen.

➤ *Specifieke activiteiten in het geval van (risico op) elektriciteitsschaarste*

De CREG zal verhoogd toezicht houden op de evolutie van de prijzen in het geval van (risico op) elektriciteitsschaarste. De beschikbare commerciële importcapaciteit, het dagelijkse aanbod van hernieuwbare energie op de Belgische markt en de vooruitzichten met betrekking tot de vraag worden in voorkomend geval geanalyseerd. Dit onder meer in het kader van de toepassing van de verordening (EU) 2019/941 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende risicoparaatheid in de elektriciteitssector en tot intrekking van Richtlijn 2005/89/EG. De taken van de CREG werd immers uitgebreid naar aanleiding van de goedkeuring van de verordening (EU) 2019/941 in het kader van het *Clean Energy Package*.

De CREG speelt een specifieke rol bij de toepassing van de Europese netwerkcode inzake de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnetwerk (Verordening (EU) 2017/2196). Systeembeheer moet op een passende en effectieve wijze worden gewaarborgd in noodtoestanden, *black-out* of hersteltoestand van het net. Daarbij mogen de opschorting van marktactiviteiten en daarmee samenhangende processen pas in laatste instantie gebeuren. Duidelijke, objectieve en geharmoniseerde voorwaarden voor opschorting en herstel na de opschorting van markttransacties voor energie, moeten worden opgesteld door de transmissiesysteembeheerder en worden goedgekeurd door de CREG.

De CREG staat ook ter beschikking van de bevoegde instanties om in de toekomst haar knowhow te verstrekken inzake verantwoordelijkheden bij afschakelingen of om een meer gedetailleerde definitie te geven van de criteria van het betreffende koninklijk en ministerieel besluit.

➤ *Toezicht op de kleinhandelsmarkt voor elektriciteit en aardgas: correlatie tussen het aanbod en de samenstelling van de portefeuilles van de leveranciers (marktaandeel)*

De analyse van de kleinhandelsmarkten voor elektriciteit en aardgas kan bijdragen tot een beter inzicht in de wijze waarop elektriciteits- en aardgasleveranciers de consumenten benaderen en hun klantenportefeuilles opbouwen en differentiëren. De CREG volgt de evolutie van de productportefeuilles van de verschillende leveranciers verder op tot op het niveau van de gewesten en zal haar analyses updaten. De CREG zal alle nodige gegevens verzamelen en deze verwerken in haar databanken voor huishoudelijke verbruikers, kmo's en zelfstandigen.

➤ *Specifieke activiteiten in het kader van de REMIT-verordening*

De CREG zal verder gaan met het registreren van de nieuwe marktspelers die transacties uitvoeren, opdat ze nadien de gegevens zou kunnen doorspelen aan ACER. Daarnaast zal de CREG ook de reeds geregistreerde actoren blijven opvolgen om het inschrijvingsregister van de marktspelers in België up-to-date te houden. De CREG zal de registratiegegevens op regelmatige basis controleren om erop toe te zien dat ze worden bijgewerkt in functie van de door ACER gestelde eisen.

De CREG zal de marktspelers op de hoogte brengen van de evoluties van de REMIT-verordening en de verplichtingen die eruit voortvloeien. Zij zal hun lokaal aanspreekpunt blijven voor elke vraag over de toepassing van de REMIT-verordening.

De CREG zal ingaan op onderzoeksvragen van ACER in het kader van vermoede inbreuken op de REMIT-verordening, alsook op alle klachten van marktspelers die zich door mogelijks marktmisbruik benadeeld achten. Indien de CREG in het kader van deze onderzoeken uitvoeringsproblemen ondervindt, zal zij dit melden aan de wetgever. De CREG zal onderzoeken afronden en de kwaliteit ervan handhaven om zo haar verplichtingen in het kader van de REMIT-verordening, met inachtneming van de reglementering betreffende de bescherming van het privéleven (namelijk GDPR⁵), na te komen.

Desgevallend zal de CREG informatieve nota's voor de marktspelers opstellen over onderzoeken van verdachte transacties die werden gerapporteerd in het kader van de REMIT-verordening of over marktgedrag in atypische situaties.

De CREG ontvangt de gegevens die ACER heeft verzameld. De CREG zal de kwaliteit van de gegevens controleren door geldigheidstesten uit te voeren. Om de verwerking van de gegevens te vergemakkelijken en marktmisbruik op te sporen, zou de CREG zich een IT-tool kunnen aanschaffen. De door ACER ontvangen gegevens kunnen tevens worden gebruikt door de CREG, zodra ze geanonimiseerd en/of geconsolideerd zijn.

In het kader van de samenwerking met de nationale regulatoren van de buurlanden zal de CREG, met inachtneming van artikel 15 van de REMIT-verordening⁶, samen met de Nederlandse⁷ en Luxemburgse⁸ regulatoren toezicht blijven houden op het JAO⁹. Bovendien zal de CREG de toepassing van dat artikel 15 voor de Belgische transmissienetbeheerders verder analyseren. Sinds de Brexit is de CREG verantwoordelijk voor de naleving van artikel 15 door Interconnector. De CREG zal contact opnemen met Ofgem voor de opvolging van dit dossier.

De CREG zal ook deelnemen aan de jaarlijkse vergadering van de werkgroep van de CWE-zone waarbij de nationale regulatoren van de buurlanden (Frankrijk, Nederland, Duitsland, Groothertogdom Luxemburg) en Oostenrijk zullen samenkomen om ervaringen en kennis over gezamenlijke problemen uit te wisselen.

De CREG zal de samenwerking met alle Europese nationale regulatoren en ACER voortzetten door deel te nemen aan de verschillende werkgroepen en door gebruik te maken van de beveiligde communicatiekanalen om informatie door te spelen. De CREG zal middelen vrijmaken om een actieve rol te kunnen spelen in de uitwerking van richtlijnen van ACER bestemd voor de marktspelers ter verduidelijking van de interpretatie van de REMIT-verordening.

⁵ Verordening gegevensbescherming: verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

⁶ Artikel 15 - Verplichtingen van personen die beroepshalve transacties tot stand brengen.

"Personen die beroepshalve transacties in voor de groothandel bestemde energieproducten tot stand brengen en een redelijk vermoeden hebben dat een transactie in strijd is met artikel 3 of 5, stellen de nationale regulerende instantie daarvan onverwijld in kennis.

Personen die beroepshalve transacties met betrekking tot voor de groothandel bestemde energieproducten tot stand brengen, stellen doeltreffende maatregelen en procedures vast, en houden deze ook in stand, om inbreuken op de bepalingen van de artikelen 3 en 5 op te sporen."

⁷ Autoriteit Consument en Markt.

⁸ Institut Luxembourgeois de Régulation.

⁹ Joint Allocation Office.

2.2.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
2.2.2.	Nota over de opvallende evoluties op de groothandelsmarkten voor elektriciteit en aardgas in 2023	Q1	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groothandelsmarkt
2.2.2.	Studie over de aardgaslevering aan grote industriële klanten in België in 2023	Q2 of Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groothandelsmarkt
2.2.2.	Studie over de elektriciteitsbelevering van grote industriële klanten	Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groothandelsmarkt
2.2.2.	Verzamelen en verwerken van de data van de productportefeuilles leveranciers actief op de energiemarkten voor huishoudelijke verbruikers, zelfstandigen en kmo's (marktaandeelen)	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groot- en kleinhandelsmarkt
2.2.2.	Periodieke informatie over de resultaten van de analyses van de groothandelsmarkt	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groot- en kleinhandelsmarkt
2.2.2.	Uitvoering van analyses met betrekking tot opmerkelijke gebeurtenissen op de Belgische groothandelsmarkten voor energie	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groothandelsmarkt
2.2.2.	Onderzoeken van gesignaleerde verdachte transacties in het kader van de REMIT-verordening en opstellen van informatieve nota's voor de marktspelers	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de werking van de groot- en kleinhandelsmarkt

2.3. THEMA 3: BESCHERMEN VAN DE BELANGEN VAN ALLE BELGISCHE CONSUMENTEN

2.3.1. Doelstellingen van de CREG

Voor een goede werking van de energiemarkt is het belangrijk dat alle partijen die actief zijn op deze markt, kunnen beschikken over duidelijke en correcte informatie.

De CREG Scan, een tool ontworpen door de CREG en online sinds 2017, speelt in op die behoefte. De CREG Scan is geen klassieke prijsvergelijkingswebsite. Met de CREG Scan kan de consument zijn elektriciteits- en/of aardgascontract vergelijken met alle contracten op de markt, ook met groepsaankopen en slapende contracten. De CREG Scan is op die manier complementair aan bestaande prijsvergelijkingswebsites, die enkel actieve energieproducten vergelijken.

De CREG zal in 2024 verder blijven werken aan het waarborgen van de informatiestroom naar de consumenten via haar website en nieuwsbrieven. Ze zal hiervoor haar databanken verder aanvullen en ontwikkelen. De CREG Scan wordt eveneens te beschikking gesteld via een webapp. De automatisering van de gegevensverzameling voor de databanken van de CREG zal, voor wat de gegevens van de leveranciers betreft, in het eerste deel van 2024 verder gefinaliseerd worden. Deze databanken centraliseren alle relevante data over leveranciers, producten, prijzen en marktaandelen. Ze vormen de basis voor een aantal terugkerende publicaties en tools (bijvoorbeeld: CREG Scan, infografieken) en ad-hoc-analyses (bijvoorbeeld: samenstelling productportefeuilles leveranciers) van de CREG.

De overzichten van alle elektriciteits- en aardgasprijzen (boordtabellen, ...) en het akkoord “*De consument in de vrijgemaakte elektriciteits- en gasmarkt*” zijn evenzeer tools die blijvend bijdragen tot de doelstellingen van de CREG op het gebied van consumentenbescherming.

De CREG zal specifieke maatregelen inzake energie blijven opvolgen, in het bijzonder de maatregelen in het belang van kwetsbare verbruikers en om de energiearmoede in het algemeen te bestrijden.

2.3.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Waarborgen van de informatiestroom naar de consument*

De identificatie van de informatiebehoeften van de consumenten is een absolute prioriteit binnen de CREG. Gezien de complexiteit van de energiemarkt is het daarbij belangrijk dat een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen verschillende categorieën van consumenten, met elk hun eigen informatiebehoeften. De CREG zal de informatie voor consumenten daarom verder blijven opsplitsen en verfijnen, bijvoorbeeld aan de hand van specifieke publicaties en informatiecampagnes.

In 2024 zal de CREG rond volgende zaken blijven werken:

- duidelijke, leesbare en toegankelijke informatietools voorstellen die online op de website van de CREG kunnen worden gebruikt;
- informatie blijven verzamelen bedoeld voor de CREG Scan die huishoudelijke verbruikers, kmo's en zelfstandigen in staat stelt om hun contracten te vergelijken met het huidige marktaanbod;
- toegankelijke infografieken creëren over de markt, bestemd voor huishoudelijke verbruikers, kmo's en zelfstandigen;
- een overzicht geven van alle elektriciteits- en gasprijzen die van toepassing zijn op huishoudelijke klanten, kmo's en zelfstandigen en de evolutie ervan;
- de samenstelling en de evolutie van de productportefeuilles per leverancier verder opvolgen;
- op recurrente basis grafieken publiceren waarin de opbouw van de energieprijzen in de Belgische gewesten wordt weergegeven, alsook de evolutie van de energieprijzen en de totale energieprijzen van de voorbije 13 maanden voor België en de buurlanden;
- de semestriële analyse updaten met een internationale vergelijking van de elektriciteits- en aardgasprijzen tussen België, de gewesten (Vlaams, Waals en Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en de buurlanden (Nederland, Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk). De grafieken geven een overzicht van de evolutie van de totaalprijs en de verschillende componenten van een gemiddelde jaarfactuur voor energie, zowel voor huishoudelijke verbruikers als voor kmo's en zelfstandigen;
- de kerncijfers van de energiemarkt jaarlijks actualiseren en publiceren.

➤ *Een overzicht geven van alle producten op de kleinhandelsmarkt voor elektriciteit en aardgas*

De CREG Scan onderscheidt zich van bestaande online prijsvergelijkers en vormt er tegelijkertijd een aanvulling op. De bestaande online prijsvergelijkers bieden de consument immers een gedetailleerd overzicht van het huidige aanbod op de energiemarkt. Historische producten, slapende producten of verlengingsproducten, worden niet in de resultaten weergegeven. Het is voor de consument dan ook zo goed als onmogelijk om in te schatten of het product, waarvoor hij in het verleden heeft gekozen, ook vandaag nog interessant is.

De CREG Scan stelt de consument in staat om na te gaan hoe zijn contract zich verhoudt tot het huidige marktaanbod. Dit betekent dat hij beter op de hoogte is van de specifieke positie van zijn energiecontract en laat hem toe om, indien nodig, een betere keuze te maken. Sinds de lancering midden februari 2017 hebben honderdduizenden bezoekers gebruikgemaakt van de CREG Scan. Deze webapplicatie biedt de consument duidelijke, leesbare en nuttige informatie zodat hij beter ingelicht is en volop zijn rol kan spelen op de vrijgemaakte gas- en elektriciteitsmarkt.

De CREG Scan geeft een overzicht van alle producten op de kleinhandelsmarkt. Dit betekent zowel actieve producten, producten aangeboden via groepsaankopen, verlengingsproducten als slapende producten.

➤ *Kwetsbare verbruikers*

De CREG zal erop toezien dat leveranciers de openbaredienstverplichtingen en de maatregelen ter bescherming van de meest kwetsbare verbruikers (beschermd en gedropte klanten) verder blijven toepassen. Zij zal desgevallend maatregelen voorstellen om de bestaande regelgeving te verbeteren.

Net zoals bij huishoudelijke verbruikers, kmo's en zelfstandigen zal de CREG zorgen voor een goede communicatie van de informatie en de diensten in verband met kwetsbare verbruikers die zij aanbiedt, onder meer door:

- verder te gaan met de berekening en de driemaandelijke publicatie van de sociale tarieven voor elektriciteit, aardgas en warmte (sinds het 3e kwartaal 2022), evenals een verklarende nota over de berekening van deze sociale tarieven;
- te blijven samenwerken aan de controle van het mechanisme voor het sociaal tarief "warmte" dat op 1 juli 2022 in werking is getreden¹⁰;
- toe te zien op de controle en goedkeuring van de vorderingen "sociale tarieven" elektriciteit, aardgas en warmte¹¹. Het gaat om de terugbetaling aan de betrokken leverancier van het verschil tussen het normaal tarief¹² en het sociaal tarief via een fonds dat door de CREG wordt beheerd¹³. Als gevolg van de tijdelijke uitbreiding van de doelgroep van de rechthebbenden

¹⁰ Koninklijk besluit van 6 juni 2022 tot vaststelling van sociale maximumprijzen voor de levering van warmte aan beschermd residentiële afnemers.

¹¹ Koninklijke besluiten van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de elektriciteitsbedrijven en de aardgasondernemingen en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan.

¹² Sinds 2012 is het normale tarief de som van de referentie-energiecomponent (om de drie maanden berekend en gepubliceerd door de CREG t.e.m. 31 maart 2023 en elke maand vanaf 1 april 2023) en de nettatarieven.

¹³ "Het fonds ten gunste van de residentiële beschermd klanten bedoeld in artikel 21ter, eerste lid, 5°, van de wet, bestemd voor de financiering van de kost die resulteert uit de toepassing van sociale tarieven voor de levering van elektriciteit aan residentiële beschermd klanten", zoals gedefinieerd in artikel 1, 6° van het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de elektriciteitsbedrijven en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan. Sinds 1 januari 2022 gebeurt de financiering

van de sociale tarieven met de rechthebbenden van de verhoogde tegemoetkoming (RVT)¹⁴ tussen 1 februari 2021 en 30 juni 2023 zal de CREG toezien op de controle en goedkeuring van de vorderingen "sociale tarieven" m.b.t. de RVT-klanten;

- een jaarlijks monitoringverslag te publiceren betreffende de uitbreiding van de toepassing van de sociale tarieven elektriciteit en aardgas voor de rechthebbenden van de verhoogde tegemoetkoming na afloop van de jaarlijkse controleprocedure;
- toe te zien op de controle en goedkeuring van de eventuele ad-hoc-vorderingen die waren voorzien door de federale wetgeving, zoals de vorderingen "basispakket";
- aan de distributienetbeheerders de gegevens te blijven verschaffen die nodig zijn voor de berekening van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas aan de niet-beschermde eindverbruikers van wie het leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier.

➤ *Werkgroep "Energiearmoede"*

Om de bepalingen van het Europees recht inzake energiearmoede in Belgisch recht om te zetten, heeft de CREG, samen met de FOD Economie, in het najaar van 2020 het initiatief genomen om de voornaamste spelers met expertise rond dit thema bijeen te brengen. Daarbij wordt rekening gehouden met de problematiek van de strijd tegen energiearmoede en het proactieve beleid ter bescherming van de consumenten, met inbegrip van kwetsbare consumenten, zoals vermeld in het regeerakkoord.

In functie van de richtsnoeren die de overheidsinstanties hebben bepaald naar aanleiding van de werkzaamheden gerealiseerd in 2020 en 2021, zou de CREG, samen met de FOD Economie, deze werkgroep reactiveren en haar werk verder coördineren, indien nodig.

➤ *Energienorm*

Gezien de bepalingen m.b.t. de energienorm in de gas- en elektriciteitswetten werden ingevoegd, zullen de vier Belgische energieregulators (BRUGEL, CREG, CWaPE en VREG) ten laatste tegen 15 mei 2024 een vergelijkende studie uitvoeren over de elektriciteits- en aardgasprijzen in België en de buurlanden (Duitsland, Frankrijk, Nederland en het Verenigd Koninkrijk).

Op basis van deze studie zal de CREG, ten laatste tegen 1 juli 2024, de minister een advies overmaken met aanbevelingen om de koopkracht van de huishoudens en het concurrentievermogen van de Belgische bedrijven te beschermen.

van de verschillende door de CREG beheerde fondsen, waaronder het fonds beschermde klanten, door middel van accijnzen en niet langer door de federale bijdrage.

¹⁴ Overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 januari 2021 tot aanvulling van de lijst beschermde residentiële afnemers bedoeld in artikel 15/10, § 2/2, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en in artikel 20, § 2/1, eerste lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de aardgasondernemingen en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan en het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de elektriciteitsbedrijven en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan.

➤ Warmtepompnorm

Gelet op de bepalingen inzake de warmtepompnorm in de gas- en elektriciteitswet, zal de CREG uiterlijk op 15 mei 2024 een analyse publiceren van de verhouding tussen de kostprijs van verwarming met een warmtepomp en andere duurzamere technologieën en de kostprijs van verwarming met fossiele brandstoffen (aardgas, stookolie, propaan in bulk en steenkool).

Op basis van deze studie en de studie over de energienorm (zie hierboven) zal de CREG uiterlijk op 1 juli 2024 aan de minister van Energie een advies uitbrengen met aanbevolen maatregelen om de rendabiliteit van duurzamere technologieën, waaronder warmtepompen, te vrijwaren en te bevorderen. Deze aanbevelingen hebben betrekking op de kostencomponenten van de energiefactuur, in het bijzonder deze die onder de federale energiebevoegdheid vallen.

➤ Beheer van de fondsen

De wijziging van het mechanisme van financiering van de door de CREG beheerde fondsen (financiering door de accijnzen i.p.v. de federale bijdrage) is op 1 januari 2022 in werking getreden. De CREG vraagt de nodige bedragen voor de financiering van de fondsen rechtstreeks op bij de FOD Financiën alvorens ze worden doorgestort naar de begunstigden. Op die manier zal de CREG de fondsen bestemd voor de financiering van bepaalde federale openbare dienstverplichtingen in 2024 blijven beheren.

Ook al is de federale bijdrage in 2022 verdwenen, toch zal de CREG - indien nodig en na controle - zorgen voor de terugbetaling aan ondernemingen die aan hun klanten kortingen hebben toegekend op de federale bijdrage elektriciteit en aardgas door middel van de degressiviteit en/of vrijstellingen die de internationale instellingen overeenkomstig de wet genieten. Dit voor zover het gaat om de federale bijdrage geheven op het elektriciteitsverbruik tot 31 december 2021.

De CREG zal, op dezelfde manier, toezien op de correcte toepassing van totale of gedeeltelijke vrijstellingen van de federale bijdrage aardgas voor de hoeveelheden aardgas die zijn afgenomen tot 31 december 2021 via het aardgastransmissienet of via een directe leiding met het oog op de productie van elektriciteit die in het elektriciteitsnet geïnjecteerd wordt. Tot slot zal de CREG a posteriori de bedragen voor de federale bijdrage elektriciteit controleren die de elektriciteitsondernemingen nog in 2023 bij de CREG hebben opgevraagd via de certificeringen van hun revisoren die ze ons in 2024 zullen hebben doorgegeven.

Indien nieuwe door de CREG te beheren fondsen zouden gecreëerd worden bij koninklijk besluit in overeenstemming met de bestaande wetgeving, zal de CREG deze beheren.

De *offshore* bijdrage is ook in 2022 afgeschaft. Toch zal de CREG, voor het elektriciteitsverbruik tot 31 december 2021, als dat nodig is en na controle, de terugbetaling, aan elektriciteitsondernemingen verzekeren die aan hun klanten degressiviteit op de offshore toeslag hebben toegekend.

Tot slot zal de CREG haar juridische en economische competenties blijven aanbieden aan de overheid in het kader van de analyse van dossiers die verband houden met de fondsen die ze beheert.

2.3.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
2.3.2.	Infografieken van de energiemarkt	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten - Waarborgen

			van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Update CREG Scan	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Grafieken: 1) opbouw totale energieprijis in 3 Belgische regio's, alsook 2) evolutie energieprijis en totale prijs in België en de buurlanden	Maandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Toezicht op de prijzen – Waarborgen van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Actualisatie en publicatie van de kerncijfers van de energiemarkt	Q2	Geliberaliseerde activiteiten - Waarborgen van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Publicatie van een analyse met de internationale vergelijking van de semestriële prijzen van elektriciteit en aardgas tussen de drie gewesten, België en de buurlanden voor gezinnen, zelfstandigen en kmo's	Q2-Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Publicatie van de actualisering van de studie over een internationale vergelijking van elektriciteits- en aardgasprijzen voor huishoudelijke, professionele en grote industriële verbruikers (in samenwerking met de drie andere regulatoren)	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten - Waarborgen van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Publicatie van de warmtepompstudie	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten - Waarborgen van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Advies over de energienorm en de warmtepomppnorm	1 juli 2024	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten - Waarborgen van de informatiestroom naar de consument
2.3.2.	Controle en goedkeuring van de vorderingen "sociale tarieven" voor elektriciteit, aardgas en	Q2-Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de

	warmte (voor "klassieke" en "RVT" beschermde klanten)		belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Controle en goedkeuring van de vorderingen "basispakket"	Q2-Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Controle van de tarieven van gedropte klanten voor elektriciteit en aardgas die zijn berekend door de DNB's op basis van de gegevens die zijn verstrekt door de CREG voor elk kwartaal	Driemaandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Berekening en publicatie van de sociale tarieven voor elektriciteit, aardgas en warmte voor elk kwartaal en opstelling van een nota daarover	Driemaandelijks	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Berekening en publicatie van de referentie-energiecomponenten voor elektriciteit, aardgas en warmte voor elke maand en opstelling van een nota over de kosten van de oude en nieuwe berekeningsmethoden	Maandelijks voor de berekening en de publicatie / Driemaandelijks voor de nota	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Publiceren van een monitoringverslag betreffende de uitbreiding van de toepassing van de sociale tarieven elektriciteit en aardgas voor de rechthebbenden van de verhoogde tegemoetkoming	Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Regularisatie, samen met de distributienetbeheerders, van de saldi 2023 van de federale bijdrage elektriciteit 2021	2024 (bij de afsluiting van de rekeningen van de DNB's)	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten
2.3.2.	Opvolging en voortzetting van de WG "energiearmoede" samen met de FOD Economie, op basis van de door de bevoegde ministers bepaalde richtsnoeren	<i>Ad hoc</i>	Geliberaliseerde activiteiten – Beschermen van de belangen van alle Belgische consumenten

2.4. THEMA 4: BEVORDEREN VAN DE SAMENWERKING MET OVERHEDEN EN ANDERE INSTANTIES IN BELGIË

2.4.1. Doelstellingen van de CREG

In het kader van haar bevoegdheden, haar prerogatieven en haar onafhankelijkheid zal de CREG zowel op regionaal als nationaal niveau de bestaande samenwerkingen versterken ten voordele van het algemeen belang van alle consumenten klein tot groot.

In 2024 plant de CREG, net zoals de vorige jaren, om voldoende tijd te besteden aan geregelde contacten met de verschillende betrokken Belgische instellingen om te leren van hun ideeën op het gebied van de werking van de energiemarkt en de toekomstige evolutie ervan.

Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan de Adviesraad Gas en Elektriciteit (ARGE) die de spelers van de Belgische energiesector samenbrengt en die essentieel is voor de bevordering van een positieve, open en oprechte dialoog die noodzakelijk is voor de goede werking van de energiemarkt.

De CREG verbindt zich ertoe om transparant te zijn en deze informatie op haar website te publiceren wanneer deze contacten geformaliseerd worden via een samenwerkingsakkoord of een protocolakkoord.

De Belgische instellingen en andere stakeholders waarmee de CREG uitgebreide contacten wenst te (blijven) onderhouden zijn onder andere:

- het federaal parlement;
- de federale regering;
- de gewestelijke parlementen en gewestelijke regeringen;
- de FOD Economie (en meer bepaald de Algemene Directie Energie);
- de Belgische Mededingingsautoriteit (BMA);
- de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA);
- het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT);
- de Federale Ombudsdienst voor Energie (FOE);
- de Regie der Gebouwen;
- het Federaal Planbureau;
- de Adviesraad Gas en Elektriciteit (ARGE);
- het Forum van Belgische reguleatoren voor elektriciteit en gas (Forbeg);
- de universiteiten en hogescholen.

2.4.2. Uit te voeren activiteiten

De samenwerking met de verschillende openbare stakeholders zal in 2024 meer bepaald als volgt verlopen:

➤ *Federaal parlement en federale regering*

Rekening houdend met haar onafhankelijkheid en in het belang van de consument, zal de CREG steun verlenen aan de besluitvorming door de federale instanties. Zij zal haar raadgevende taak uitvoeren, in het bijzonder via adviezen, voorstellen, studies en diverse simulaties, maar ook via deelname aan werkgroepen m.b.t. materies die onder haar bevoegdheid vallen en waarvoor zij over expertise beschikt. Dit moet bijdragen aan de verdere uitwerking van het Belgische energiebeleid.

De CREG zal ook deelnemen aan hoorzittingen en zittingen van de commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers waarvoor ze uitgenodigd wordt. Daar zal ze haar expertise verschaffen en steun verlenen voor specifieke thema's.

Om het parlement zo goed mogelijk te informeren, zal de CREG in 2024 minstens één keer de leden van de Kamercommissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat uitnodigen voor een ruime en informele informatiesessie om hun kennis over thema's van de sector te versterken.

Tot slot zal het directiecomité van de CREG, in het najaar 2024, haar begroting voor 2025, vergezeld van haar beleidsnota voor 2025 voorstellen.

➤ *Gewestelijke parlementen en gewestelijke regeringen*

De CREG zal een antwoord verstrekken op eventuele verzoeken tot inlichtingen en tot hoorzittingen door de gewestelijke parlementen en regeringen over onderwerpen die betrekking hebben op haar bevoegdheden.

➤ *Andere bevoegde Belgische openbare instanties*

- FOD Economie – Algemene Directie Energie

De CREG zal met inachtneming van de geldende regels zorgen voor optimaal overleg met de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie.

Rekening houdend met de ervaring die is opgedaan tijdens de implementatie van het *Clean Energy for All Europeans package* van de Europese Commissie, zal de CREG samenwerken met de Algemene Directie Energie voor de omzetting van nieuwe Europese regelgeving die zal leiden tot een aanpassing van het *market design* voor elektriciteit, waterstof en koolstofvrije gassen of, breder, de werking van de energiemarkten in navolging van de uitwerking van het *"Fit for 55"-package*. Deze nieuwe regelgeving past in het kader van de *Green Deal* en zal onder meer betrekking hebben op waterstof, energie uit hernieuwbare bronnen, energie-efficiëntie, offshore windenergie, mobiliteit en de geïntegreerde werking van de elektriciteits- en gasmarkten. De CREG zal, onder de vorm van adviezen of tekstwijzigingen, haar opmerkingen geven over de voorstellen tot omzetting of implementatie die aan haar zijn voorgelegd.

De CREG zal ook blijven meewerken aan het opvolgingscomité van het CRM (capaciteitsvergoedingsmechanisme), een groep bestaande uit de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, Elia, het kabinet van de minister van Energie en de CREG. De Algemene Directie Energie coördineert het opvolgingscomité dat tot doel heeft de implementatie van het CRM, ingevoegd in de Belgische wetgeving door de wet van 22 april 2019, te faciliteren. Indien nodig zal de CREG in 2024 haar medewerking aan de Algemene Directie Energie blijven verlenen met betrekking tot mogelijke aanpassingen, correcties en/of verduidelijkingen van het technisch reglement.

In uitvoering van artikel 15/13 van de gaswet zal de CREG actief samenwerken met de Algemene Directie Energie. Voor het jaar 2024 wordt een samenwerking verwacht in het kader van het jaarlijkse

*monitoring*rapport inzake de bevoorradingszekerheid op het gebied van aardgas (elke twee jaar). Er zal verder worden samengewerkt met het oog op de realisatie van specifieke taken die zullen worden opgelegd door de verordening (EU) nr. 2017/1938 en de nieuwe initiatieven die zijn genomen om het hoofd te bieden aan de herschikkingen van de aardgasvoorziening. Een van deze taken gaat over de update van de risicoanalyse in de nieuwe context van de gasbevoorrading in Europa die de basis bevat van een update van het preventief actieplan en een noodplan¹⁵. Volgens deze verordening moeten deze plannen zowel op nationaal als op regionaal niveau worden uitgewerkt, samen met in deze verordening bepaalde groepen landen. Deze verordening verplicht ook om een solidariteitsmechanisme tussen buurlanden te ontwikkelen en toe te passen in geval van een noodgeval om de continuïteit van de levering van beschermde klanten in de zin van de verordening mogelijk te maken.

In dit kader werkt de CREG nauw samen met de Algemene Directie Energie, die hiervoor bevoegd is, en met Fluxys Belgium, om alle bepalingen van de verordening en de nieuwe initiatieven uit te voeren die genomen zijn om het hoofd te bieden aan de nieuwe aardgasbevoorradingssituatie die voortkomt uit geopolitieke ontwikkelingen na de Russische invasie van Oekraïne,.

De CREG zal speciale aandacht blijven schenken aan de begeleiding van de overgang van L-gas naar H-gasbevoorrading, opdat de integratie van de twee markten in een H-gasmarkt op een efficiënte manier gebeurt en opdat de werking van de gasmarkt met zo weinig mogelijk belemmeringen zou worden geconfronteerd. Volgens de huidige planning moet de L-gasbevoorrading in België tegen eind 2024 overgeschakeld zijn op H-gas.

In 2024 zal de CREG, via vergaderingen en door informatie uit te wisselen, blijven samenwerken met de Algemene Directie Energie in het kader van de wijziging van koninklijke besluiten betreffende de toekenning van individuele vergunningen voor de levering van aardgas en elektriciteit. Het doel is de huidige koninklijke besluiten die respectievelijk van 2001 en 2003 dateren, aan te passen aan de geldende Belgische en Europese wetgeving en bepaalde bepalingen te verduidelijken om rekening te houden met de praktijkervaring en een grotere harmonisering van teksten.

- FOD Economie – Algemene Directie Economische Inspectie

In 2024 zal de CREG verder meewerken aan de taskforce Klachten die in 2022 werd opgericht op vraag van de federale minister van Energie. Deze werkgroep, samengesteld uit de Algemene Directie Economische inspectie, de federale Ombudsdienst voor Energie en de CREG, komt elk kwartaal samen en deelt haar klachtenstatistieken aan de hand van een aan de minister verstuurd nota.

- Belgische Mededingingsautoriteit (BMA)

In uitoefening van haar toezicht- en controleopdrachten zoals voorzien in de REMIT-verordening en in het algemene kader van de opdrachten vervat in artikelen 23, 23bis en 23ter van de elektriciteitswet en in artikelen 15/14, 15/14bis en 15/14ter, § 3 van de gaswet, zal de CREG actief samenwerken met de BMA.

Aldus zal de CREG onder meer bij de BMA aangifte moeten doen van:

- elk anti-competitief gedrag of elke oneerlijke handelspraktijk waar de CREG kennis van neemt en die een weerslag heeft of zou kunnen hebben op een goed werkende elektriciteits- of aardgasmarkt in België;

¹⁵ Voor 2024 zullen de concrete deliverables voornamelijk afhangen van nieuwe ontwikkelingen en vereisten die in de 'Gas Coordination Group' van de Europese Commissie zullen worden opgevolgd.

- de afwezigheid van een aanvaardbare verhouding tussen de aangeboden prijzen en de kosten van een elektriciteits- of aardgasbedrijf, evenals alle eventuele misbruiken van een machtspositie.

Daarnaast kan de CREG ook, gelet op de wet van 21 juli 2021, gepubliceerd op 3 september 2021 in het Belgisch Staatsblad, zelf maatregelen opleggen.

In geval van anti-competitief gedrag of oneerlijke handelspraktijken die een weerslag hebben (of kunnen hebben), kan de CREG zelf maatregelen inzake transparantie opleggen, met name maatregelen overeenkomstig artikel 31 van de Elektriciteitswet of maatregelen die noodzakelijk en proportioneel zijn om oneerlijke handelspraktijken of anti-competitief gedrag met een gevolg voor de goede werking van de elektriciteitsmarkt te voorkomen.

De CREG kan ter zake onder andere maatregelen opleggen die het belemmeren van de toegang tot de markt verbieden.

De CREG kan onder andere maatregelen opleggen die verbieden om:

- 1° abnormaal hoge prijzen te hanteren;
- 2° voorwaarden op te leggen die de toegang tot de markt belemmeren;
- 3° afbraakprijzen te hanteren die de mededinging beperken.

De CREG kan ter zake maatregelen nemen die van toepassing zijn op alle gas- en elektriciteitsbedrijven actief in België.

Tot slot is er de algemene samenwerking tussen de CREG en de BMA die geformaliseerd is d.m.v. een koninklijk besluit¹⁶, waarin de samenwerking tussen beide instanties, de uitwisseling van (o.m. vertrouwelijke) informatie en de samenwerkingsprocedures geregeld worden. In uitvoering van dit koninklijk besluit werd sinds 2018 een meer systematische samenwerking tussen de CREG en de BMA opgezet, onder meer onder de vorm van jaarlijkse vergaderingen met het oog op overleg en algemene informatie-uitwisseling tussen beide instanties.

Deze systematische samenwerking tussen de CREG en de BMA zal in 2024 verdergezet worden en één of meerdere overlegvergaderingen tussen beide instanties zullen met het oog daarop georganiseerd worden in functie van de te behandelen onderwerpen.

Tijdens de laatste jaarlijkse overlegvergadering werd onder andere gesproken over het opzetten van een beveiligd kanaal voor het delen van de informatie die nodig is voor de samenwerking tussen de twee instellingen. Dit zou in 2024 kunnen geïmplementeerd worden.

- Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA)

Bij de uitoefening van haar toezicht- en controleopdrachten in het kader van de toepassing van de REMIT-verordening, zal de CREG samenwerken met de FSMA en, in voorkomend geval en overeenkomstig het in 2017 ondertekende protocolakkoord, onderling de informatie uitwisselen die nodig is voor de goede uitvoering van de REMIT-verordening. In de loop van 2023 werden de CREG en de FSMA meermaals uitgenodigd om hun mening te geven aan de Belgische vertegenwoordiging op Europees niveau over de aanpassing van de REMIT-reglementering en het financieel reglement. Dit zal desgevallend ook in 2024 worden verdergezet.

¹⁶ Koninklijk besluit van 3 december 2017 betreffende de samenwerking tussen de Commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas en de Belgische Mededingingsautoriteit.

Naar aanleiding van een sanctie die vernietigd werd door het Marktenhof¹⁷, heeft de FSMA een juridische expertenwerkgroep opgericht met verschillende regulatoren (CREG, BNB, BIPT, BMA, GBA en zichzelf) om beroepsprocedures te onderzoeken. In 2024 zal dit intersectoraal regulatorenoverleg worden verdergezet.

Wanneer de CREG in het kader van haar toezicht- en controlefunctie informatie ontvangt van andere autoriteiten, zal zij hetzelfde niveau van vertrouwelijkheid waarborgen als de autoriteit die de informatie levert, overeenkomstig de elektriciteitswet en de gaswet.

De CREG zal de FSMA raadplegen over specifieke onderwerpen in verband met de financiële markten, indien ze met vragen op dit vlak wordt geconfronteerd:

- Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT)

De CREG zal haar samenwerking met het BIPT in 2024 voortzetten, minstens via het hierboven vermeld intersectoraal regulatorenoverleg.

- Federale Ombudsdienst voor Energie (FOE)

Terwijl de CREG op vrijwillige basis zal doorgaan met het behandelen van vragen en klachten van verbruikers, ondernemingen, advocaten, consultants, onderzoekers, studenten, administraties of internationale instanties, zal ze in 2024 verder samenwerken met de bevoegde federale en gewestelijke diensten in het kader van de behandeling van klachten en vragen over energie.

Bovendien zal de CREG in 2024 verder meewerken aan de taskforce klachten die in 2022 werd opgericht op vraag van de federale minister van Energie. Zoals eerder vermeld, komt deze werkgroep, die is samengesteld uit de Algemene Directie Economische inspectie, de federale Ombudsdienst voor Energie en de CREG, elk kwartaal samen en deelt haar klachtenstatistieken mee aan de federale minister van Energie.

Zoals sinds 2011 reeds het geval is, zal de CREG tevens haar statistieken over klachten overmaken aan de FOE in het kader van de jaarlijkse rapporteringsverplichtingen van de FOE aan de Europese Commissie.

- Regie der Gebouwen

De CREG zal de bijstand die zij tijdens de laatste tien jaar aan de Regie der Gebouwen verstrekte, voortzetten en zal haar expertise vrijwillig ter beschikking blijven stellen van deze instelling in het kader van de door haar af te sluiten leveringscontracten voor gas en elektriciteit.

- Federaal Planbureau

De CREG blijft samenwerken met het Federaal Planbureau en dit onder meer in het kader van het *monitoring*verslag over de bevoorradingszekerheid dat wordt opgesteld door DG Energie.

➤ *Adviesraad Gas en Elektriciteit (ARGE)*

De CREG zal deelnemen aan de vergaderingen van de diverse werkgroepen en de plenaire vergadering en haar kennis en expertise blijven verlenen.

¹⁷ FSMA won echter haar beroep tegen deze nietigverklaring.

➤ *Forum van Belgische regulatoren voor elektriciteit en gas (Forbeg)*

De CREG zal een actieve rol blijven spelen binnen Forbeg (regulatorenplatform met als deelnemers, de CREG en de gewestelijke energieregulatoren) en desgevallend initiatieven nemen om gemeenschappelijke reacties en antwoorden te formuleren aan zowel Europese, federale als gewestelijke instanties. Elke regulator neemt beurtelings zes maanden het voorzitterschap op zich. In 2024 wordt het voorzitterschap waargenomen door respectievelijk de VREG en de CWaPE.

In 2024 zal de CREG tevens het voorzitterschap van de werkgroepen "Informatie-uitwisseling", "Europa" en "Distributiesystemen" verder op zich nemen.

De CREG zal in 2024 ook zorgen voor de coördinatie en opstelling van het Nationaal Rapport van België aan de Europese Commissie, met inbegrip van de desbetreffende indicatoren. Het nationale rapport dat de CREG, in haar hoedanigheid van nationale reguleringsinstantie elk jaar aan de Europese Commissie dient over te maken conform de bepalingen van de gas¹⁸- en de elektriciteitsrichtlijn¹⁹, zal opgesteld worden in samenwerking met de gewestregulatoren voor die aspecten die binnen hun bevoegdheden vallen.

De CREG zal tevens de bijdragen en commentaren, m.b.t. de verschillende vragenlijsten en/of initiatieven die gestuurd worden vanuit de ACER/CEER, verzamelen en coördineren. Zo zal de CREG onder meer de input en antwoorden voor de indicatoren, die de basis vormen van het jaarlijks ACER CEER *Market Monitoring Report*, voor zowel het *Retail and Consumer Protection Volume* als voor de *Roadmap questionnaire to Well-Functioning Retail Energy Market*, samen met de gewestregulatoren, coördineren.

In 2024 zal de CREG, in het kader van de werkzaamheden van de werkgroep "Distributiesystemen":

- de gewestregulatoren informeren over de activiteiten van de *Distribution Systems working group* van de CEER;
- de informatie-uitwisseling tussen de Belgische en Europese regulatoren bevorderen;
- het verzamelen en consolideren van de Belgische gegevens met betrekking tot de *deliverables* van deze CEER-werkgroep en meer bepaald in het kader van onder andere de "*paper on incentives in regulatory frameworks with a focus on OPEX-CAPEX neutrality*" en het "*report on facilitation and challenges of decentralised energy, energy sharing and energy communities with special focus on (residential) rooftop solar PV*" verzorgen.

De CREG zal in navolging van eerdere publicaties²⁰, de nodige informatie en initiatieven delen met de gewestregulatoren, opdat nationale evoluties, indicatoren en beleidskeuzes inzake hernieuwbare energiebronnen blijvend kunnen opgevolgd worden binnen Forbeg en dit binnen de Europese context.

De vier Belgische (federale en gewestelijke) energieregulatoren publiceren elk jaar een gezamenlijk verslag betreffende de ontwikkeling van de gas- en elektriciteitsmarkten in België. De CREG neemt de coördinatie van deze gezamenlijke publicatie voor haar rekening.

¹⁸ Art. 41 (1e) richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG.

¹⁹ Art. 59 (1i) richtlijn 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

²⁰ "[CEER Public Document on Tendering procedures for RES in Europe](#)" en "[CEER Status Review of Renewable Support](#)".

De dossiers die Europees ter discussie voorliggen, worden door de CREG opgevolgd en de informatie wordt met de gewestregulators gedeeld, zodat de CREG de Belgische bekommernissen en belangen binnen CEER en ACER (zie ook thema's 2.5 en 3.5) zo goed mogelijk kan verdedigen.

De CREG neemt actief deel aan de overige werkgroepen binnen Forbeg, zoals de werkgroepen "Elektriciteit", "Gas", "Tarieven", "Strategie", "Hernieuwbare energiebronnen" en "Consumenten, voorgezeten door een van de gewestregulators.

In 2024 zal verder structureel overleg plaatsvinden over tariefkwesties. De federale tariefstructuur en de geregionaliseerde tariefmethodologieën zullen elkaar blijven beïnvloeden, waardoor een goede informatiedoorstroming van essentieel belang is. Dat geldt ook voor beslissingen waarbij de Europese netwerkcodes worden toegepast die een impact hebben op diverse bevoegdheidsniveaus. Bijzondere aandacht zal gaan naar het streven naar een blijvende coherentie tussen de gewestelijke technische reglementering voor de beheerder van de plaatselijke transmissienetten enerzijds, en de federale tarifaire bevoegdheid voor deze netten met een transmissiefunctie anderzijds.

In het bijzonder zullen de vier regulators in 2024, voor de vijfde opeenvolgende keer, een studie publiceren waarin de prijzen van de verschillende componenten van de factuur, voor de huishoudens en de bedrijven van verschillende sectoren, worden vergeleken tussen België - in zijn totaliteit en voor elk van de drie gewesten- en de buurlanden (cf. studie die reeds vermeld werd onder punt 2.3.).

De CREG zal in haar jaarlijks activiteitenverslag een beknopt verslag publiceren van haar activiteiten en haar overleg met de gewestregulators zodat de nationale activiteiten zo goed mogelijk worden weergegeven.

➤ *Universiteiten en hogescholen*

De CREG blijft samenwerken met universiteiten en hogescholen en zal participeren in colloquia betreffende de energiemateries die door hen georganiseerd worden. De CREG zal tevens, op verzoek, deelnemen aan wetenschappelijke activiteiten van universiteiten en hogescholen.

Daarnaast zal de CREG, net als de vorige jaren, ook in 2024 twee eindschrijfties (één van een student uit een hogeschool/universiteit van de Fédération Wallonie Bruxelles en één van een student uit een hogeschool/universiteit van de Vlaamse gemeenschap) die direct verband houden met de energiesector, ondersteunen via het toekennen van de "CREG-prijs".

2.4.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
2.4.2.	Verzending van de klachtenstatistieken van de CREG naar de FOE	Q1	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Verzending van de klachtenstatistieken (van de FOE, de IE en de CREG) naar de minister	Q1, Q2, Q3, Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België

2.4.2.	Publicatie van de actualisering van de studie over een internationale vergelijking van elektriciteits- en aardgasprijzen voor huishoudelijke, professionele en grote industriële verbruikers	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Opstelling en kennisgeving van het Nationaal Rapport van België	Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Jaarlijks activiteitenverslag en vergelijkend verslag van de doelstellingen en de verwezenlijkingen van de CREG	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Jaarlijks activiteitenverslag van Forbeg geïntegreerd in het jaarlijks activiteitenverslag van de CREG	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Publicatie van het gezamenlijk verslag betreffende de ontwikkeling van de gas- en elektriciteitsmarkten in België	Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Kennisgeving van de algemene beleidsnota voor 2025 aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers	Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Presentatie van de begroting voor het jaar 2025 aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers	Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Bijdragen leveren aan vragenlijsten en publicaties gelinkt aan verschillende initiatieven van de ACER/CEER	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Deelname aan vergaderingen van de CREG, de FSMA, de BNB, het BIPT, de BMA en de GBA over overkoepelende thema's van de regulatoren evenals aan de juridische werkgroep die is opgericht tussen deze regulatoren	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België

2.4.2.	Organisatie van overlegvergadering(en) met BMA (minstens eenmaal per jaar)	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Planning en organisatie van de Forbegwerkgroep “Informatie-uitwisseling”	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Planning en organisatie van de Forbegwerkgroep “Europa”	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Planning en organisatie van de Forbegwerkgroep “Distributiesystemen”	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	De samenwerking verderzetten met de Algemene Directie Energie in het kader van de wijziging van de koninklijke besluiten betreffende de toekenning van vergunningen voor de levering van elektriciteit en aardgas	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met overheden en andere instanties in België
2.4.2.	Blijven samenwerken met universiteiten en hogescholen en deelnemen aan colloquia betreffende de energiesector en, op verzoek, deelnemen aan wetenschappelijke activiteiten van universiteiten en hogescholen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met universiteiten en hogescholen
2.4.2.	De “CREG-prijs” organiseren voor twee eindwerken die verband houden met de energiesector	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Bevorderen van de samenwerking met universiteiten en hogescholen

2.5. THEMA 5: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU

2.5.1. Doelstellingen van de CREG

Door de verdere ontplooiing van verschillende Europese strategieën en nieuwe wetgevende initiatieven, maken alle 27 Lidstaten binnen de Europese Unie verder werk van de Green Deal²¹, die voor het eerst werd voorgesteld op 11 december 2019. Om de uiteindelijke doelstellingen te bereiken, dienen alle economieën binnen de Europese Unie hun steentje bij te dragen, niet in het minst de energiesector.

2023 stond in het teken van de nationale maatregelen die tijdelijk door de EU-lidstaten werden ingevoerd om de gevolgen van onder meer de hoge energieprijzen voor de consument te verzachten. De Europese Commissie is in continu overleg met alle stakeholders om de stijgende behoefte aan een nieuw regelgevend energiekader, inclusief staatssteun, te consolideren met de recent aangescherpte milieudoelstellingen.

Voor 2024 hanteert de CREG als leidraad de middellange termijnmaatregelen die door de Europese Commissie in het REPowerEU plan²² en het pakket "Fit for 55"²³ zijn voorgesteld en die een fundamentele impact hebben op het bestaande energiesysteem. Het betreft meer specifiek maatregelen voor het faciliteren van de diversificatie van energiebronnen, de integratie van bijkomende energie-efficiëntie en de ingrepen om de impact van de energietransitie bij te sturen. De CREG neemt dan ook de daaruit voortvloeiende uitdagingen voor de markt op en wenst op deze wijze deel uit te maken van de oplossing die leidt naar een koolstofneutrale toekomst.

Hiertoe zal de CREG haar nauwe samenwerking en overleg voortzetten met ACER, de CEER, de Europese Commissie en de reguleringsinstanties van de lidstaten van de Europese Unie en deze van derde landen.

De marktgeoriënteerde thema's waaraan de CREG aandacht zal besteden, zijn de volgende: de praktische toepassing van de REMIT-verordening (zie ook thema 2.2), het permanent toezicht en monitoring van de markten, de uitbouw van een waterstof- en koolstofarme gasmarkt, de ondersteuning en bescherming van de rechten van de energieconsumenten en de uitvoering van de nieuwe wetgevende initiatieven in uitvoering van het Europees gedefinieerde REPowerEU plan, zoals bediscussieerd op basis van het "Fit for 55"-package, het "Hydrogen & gas decarbonisation" package en de nieuwe *Electricity Market Design*.

- *Specifieke doelstellingen van de CREG binnen het Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators (ACER)*²⁴

Binnen ACER zal de CREG de integratie van de Europese markten verder blijven nastreven met als gemeenschappelijke doelstelling de oprichting, ontwikkeling en/of implementatie van:

- het toezichtskader op de groothandelsmarkt voor energie voor het opsporen en vermijden van uitwisselingen op basis van voorkennis en marktmanipulatie;

²¹ Een Europese Green Deal | Europese Commissie (europa.eu).

²² REPowerEU: affordable, secure and sustainable energy for Europe | European Commission (europa.eu).

²³ Fit for 55: Delivering on the proposals (europa.eu).

²⁴ https://www.acer.europa.eu/en/The_agency/Mission_and_Objectives/Pages/default.aspx.

- een gecontroleerde en transparante energiemarkt om consumenten billijke, kostengeoriënteerde prijzen te bieden die oneerlijke praktijken verbiedt en om de markspelers correcte prijssignalen²⁵ te geven;
- het Europees regelgevend kader en de nieuwe legislatieve teksten in het kader van de *Green Deal (Fit for 55 package, Gaspacage)*, rekening houdend met de toekomst van gas bij een koolstofarm beleid;
- de *Target Models voor elektriciteit en gas*, in het bijzonder de Europese netwerkcodes, rekening houdend met de onzekerheid inzake de toekomstige bevoorrading en vraag naar energie en de verdere integratie van hernieuwbare bronnen;
- het *Clean Energy Package* door de uitwisseling van ervaringen bij het zoeken naar antwoorden bij de toepassing van de minimumdoelstelling van 70% grensoverschrijdende capaciteit in combinatie met de opening die wordt gecreëerd voor *redispatching* in de elektriciteitssector;
- de promotie en ondersteuning van bevoorradingszekerheid (zie thema 13), met inbegrip van de ontwikkeling van vervoerscapaciteiten, om een antwoord te bieden op de 'reshuffling' van de invoerstromen van gas als gevolg van de progressieve vermindering van invoer van aardgas vanuit Rusland naar Europa en van de toegenomen bevoorrading via LNG.

➤ *Specifieke doelstellingen van de CREG binnen de Raad van Europese Energieregulatoren (CEER)*

De CEER ondersteunt de werking en de ontwikkeling van een competitieve, doeltreffende en duurzame Europese interne energiemarkt²⁶. Haar werk vormt een aanvulling op het werk van ACER en beoogt dezelfde doelen. ACER richt zich evenwel op de taken die het moet uitvoeren met het oog op de Europese wetgeving, terwijl de CEER zich buigt over de regulering van energie in de brede zin waarbij ook andere aspecten aan bod komen dan interne marktgerichte wettelijke en reglementaire aspecten door meer de nadruk te leggen op de rol en belangen van de verbruikers.

Net zoals bij ACER zal de CREG in 2024 een actieve rol blijven spelen binnen de CEER om een transparante en competitieve vrije markt te bevorderen. De aandacht van de CREG zal prioritair uitgaan naar:

- de stijgende actieve betrokkenheid van de verbruiker in de ontwikkeling van de energiemarkt, de impact van de digitalisering op dit proces, alsook naar de stijgende volatiliteit van de prijzen en de elektrificatie;
- de versterking van de consumentenbescherming om hen toe te laten actief deel te nemen aan de energiemarkten, waarvoor binnen de CEER een visie voor 2030 werd ontwikkeld;
- de interactie tussen de groot- en kleinhandelsmarkt waarbinnen de rol van de distributie- en de transmissienetbeheerder wijzigen waardoor er een meer permanente opvolging en beoordeling van de efficiëntie noodzakelijk is;
- de ondersteuning van de internationale relaties met regulatoren binnen en buiten Europa om ervaringen uit te wisselen in het zoeken naar antwoorden op de groeiende interactie van de Europese interne energiemarkt met zijn buurmarkten;

²⁵ In het bijzonder door de effecten van een verstoring van de markt als gevolg van *redispatching*acties te minimaliseren: <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Notes/Z1707annex.pdf>https://www.acer.europa.eu/en/The_agency/Mission_and_Objectives/Pages/default.aspx.

²⁶ https://www.ceer.eu/documents/104400/3733481/CEER_Statutes-EN_2015-09-15.pdf/c688187c-ab7c-a737-0c52-4eef4f0446d.

- de energietransitie (met inbegrip van de toekomst van aardgas en de aardgasinfrastructuur bij een koolstofarm beleid) in overeenstemming met de *Green Deal*.

2.5.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Europese en internationale deelname en vertegenwoordiging*

Net zoals voorheen zal de CREG in de praktijk de werking van de CEER (en van ACER) blijven ondersteunen en, op verzoek, in haar lokalen vergaderingen van de werkgroepen, seminars of algemene vergaderingen blijven organiseren.

Specifiek in de eerste helft van 2024, tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Raad, zal de CREG alle leden van CEER en ACER uitnodigen voor een algemene vergadering en een raad van regulatoren door haar georganiseerd in België.

De CREG blijft in 2024 een actieve rol spelen binnen de CEER door het vicevoorzitterschap van de organisatie te verzekeren, alsook het voorzitterschap van het *Legal Affairs Committee* (LAC), het vicevoorzitterschap van de *Gas Working Group* (GWG) en het co-voorzitterschap van de *Liquefied Natural Gas Workstream*. Binnen ACER neemt de CREG in de werkgroepen en *taskforces* een positie in die haar in staat stelt een zekere invloed uit te oefenen op de uitgevoerde analyses en de aanbevelingen ervan. Zo is de CREG belast met het vicevoorzitterschap van de Gas Werkgroep (AGWG), het voorzitterschap van de CACM en FCA *Task Force*, het voorzitterschap van het EB *Task Force* en het vicevoorzitterschap van het *Legal Expert Network* (LEN).

➤ *Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulatoren (ACER)*

ACER werkt het jaarlijkse monitoringrapport uit betreffende de werking van de groothandelsmarkt voor elektriciteit en aardgas, de kleinhandelsmarkt voor elektriciteit en aardgas en de consumenten. De CREG zal in het kader hiervan de vereiste Belgische gegevens verstrekken.

ACER houdt toezicht op de *trading* in groothandelsenergieproducten en de werking en transparantie van verschillende marktsegmenten. Gevallen van mogelijk marktmisbruik zullen worden geïdentificeerd en gemeld aan de CREG die verantwoordelijk is voor het onderzoek en de uitvoeringsmaatregelen in België.

Voor het overige zal de CREG er voortdurend op toezien dat de vragenlijsten die ACER overmaakt, zo nauwkeurig mogelijk beantwoord, binnen de gestelde termijnen teruggestuurd worden. Dit kan enkel voor zover de CREG tijdig alle informatie kan verzamelen wanneer zij zich moet richten tot andere instellingen of organismen. Deze vragenlijsten, opgesteld binnen de verschillende *Task Forces* worden omwille van de energietransitie en de uitbreiding van de wettelijke taken steeds groter, maar vormen immers de basis voor talrijke verwezenlijkingen (deliverables) van deze instantie.

➤ *Raad van Europese energieregulatoren (CEER)*

De CREG zal actief betrokken blijven bij opleidingsactiviteiten die de CEER organiseert. Enerzijds zal ze van deze trainingsfaciliteiten gebruik maken om haar eigen personeel op te leiden, anderzijds zal zij ook een actieve rol blijven spelen bij het opstellen van de programma's van de trainingen en optreden als docent tijdens verschillende trainingsprogramma's.

In 2024 zal de CEER nationale reguleringsinstanties verder begeleiden met het oog op hun assessment van de nationale markten aan de hand van de (metrische) indicatoren die zijn vastgelegd in de *Position Paper on Well-functioning Retail Energy Markets* en gedefinieerd zijn in het gelijknamige handboek. Er

zal met name nagegaan worden of de metrische indicatoren moeten aangepast of aangevuld worden met statistieken op basis van de recente wetgeving.

Bovendien zal de CREG meewerken aan de ontwikkeling van regulatoire innovaties in het kader van de integratie van de elektriciteits- en gasector en ontwikkelingen op het vlak van *offshore* hernieuwbare energie en waterstof. Verschillende energievectoren kunnen elkaar aanvullen voor bepaalde diensten zoals energieopslag en -vervoer, waar de ene de andere kan vervangen. De convergentiezones dienen afgetast en de regulatoire uitdagingen in kaart gebracht te worden.

Voor het overige zal de CREG, in het kader van de talrijke vragenlijsten overgemaakt door CEER, er voortdurend op toezien dat die zo nauwkeurig mogelijk worden beantwoord en binnen de gestelde termijnen worden beantwoord (voor zover de CREG tijdig alle informatie kan verzamelen wanneer zij zich moet richten tot andere instellingen of organismen). Deze vragenlijsten, die zijn opgesteld binnen de verschillende Werkgroepen/*Work Streams*, vormen immers de basis voor talrijke verwezenlijkingen (*deliverables*) van deze instantie.

➤ *Europese Commissie*

De CREG zal formele en informele contacten onderhouden met de Europese Commissie en de betrokken Europese stakeholders. Zij doet dit met als doel om op de hoogte te blijven van de recente ontwikkelingen en relevante toekomstige initiatieven voor de goede uitoefening van haar reguleringsoopdrachten en de verdere realisatie van een ééngemaakte markt, zoals beoogd in de Europese regelgeving. Raadplegingen en deelnemingsverzoeken van Europese instellingen, zoals de Europese Commissie of het Europees Parlement, zullen in de mate van het mogelijke, via ACER of de CEER, een nauwkeurig antwoord krijgen.

Om het werk van de Europese Commissie te kunnen opvolgen, blijft de CREG zich inzetten binnen de *European Policy Unit* van de CEER, om relevante studies, mededelingen en andere publicaties van de Europese Commissie te analyseren en te bespreken. In 2024 zal meer nadruk gelegd worden op de implementatie van de wetgevingstesten zoals voorgesteld in het *“Fit for 55”-package*, de ontwikkelingen inzake hernieuwbare en koolstofneutrale gassen en de consolidatie van de maatregelen genomen om de gevolgen van de hoge energieprijzen voor de consument te verzachten. Het werk dat de CREG op dit gebied uitvoert, zal gebeuren in samenwerking met de gewestregulators voor materies die onder hun bevoegdheid vallen en in samenwerking met andere federale instanties.

In het kader van de promotie en ondersteuning van energiezekerheid (zie thema 13), stelt de CREG zich ten dienste van de bevoegde instantie, met advies en expertise over de energiemarkten. Daartoe zal zij deelnemen als tweede permanente vertegenwoordiger van België naast de Algemene Directie Energie, aan de *Gas Coordination Group* en, op rechtstreekse uitnodiging van de Europese Commissie, aan de *Electricity Coordination Group* als nationale reguleringsinstantie. Voor elektriciteit staat hierbij, in 2024, de update van de taken van de verordening (EU) nr. 2019/941 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende risicoparaatheid in de elektriciteitssector en tot intrekking van Richtlijn 2005/89/EG²⁷ op de agenda evenals initiatieven om het hoofd te bieden aan de nieuwe uitdagingen voor elektriciteit in de energietransitie. Voor aardgas gaat de bespreking over de update van de taken van de verordening (EU) nr. 2017/1938²⁸. Deze verordening geeft nieuwe taken aan de CREG (en aan alle *National Regulatory Authorities*), waaronder een analyse van de impact op de marktwerking van preventieve niet-marktinstrumenten die op vraag van de Europese Commissie moeten gerealiseerd worden om de gasbevoorradingzekerheid te garanderen. Bovendien zullen de

²⁷ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/DOC/?uri=CELEX:52016PC0862&from=EN>.

²⁸ Verordening (EU) nr. 994/2010 van het Europees Parlement en de Raad betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gaslevering en houdende intrekking van Richtlijn 2004/67/EG van de Raad.

activiteiten in 2024 in grote mate bepaald worden door de geopolitieke gevolgen van de Russische inval in Oekraïne en de afhankelijkheid van aardgas die in de *Gas Coordination Group* van de Europese Commissie zullen worden opgevolgd.

In het kader van de verlenging van deze activiteiten zal de CREG ook in 2024 actief deelnemen aan de fora voorgezeten door de Europese Commissie van gas, elektriciteit, consumenten en infrastructuur.

➤ *Andere Europese nationale reguleringsinstanties*

De CREG zal een nauwe samenwerking nastreven met de reguleringsinstanties van de buurlanden om kennis en informatie uit te wisselen over de werkingsregels van de groothandelsmarkten, de manieren van prijsbepaling en de bescherming van de consument.

Deze bilaterale samenwerkingen kunnen de vorm aannemen van informele vergaderingen of leiden tot de ondertekening van een protocolakkoord (*Memorandum of Understanding*). De CREG streeft ernaar om jaarlijks minstens één bilaterale vergadering te organiseren met één reguleringsinstantie van een buurland en met de instanties waarmee zij in het verleden een protocolakkoord heeft afgesloten.

In het kader van de BREXIT zal de CREG de verdere praktische gevolgen voor de toekomstige regulering van de aardgas- en elektriciteitsinterconnectoren met het Verenigd Koninkrijk van nabij opvolgen. Hiertoe neemt zij deel aan de discussiegroepen en *Task Forces* opgericht door de bevoegde overheden en collega-regulators om de consequenties van deze Brexit voor de energiebelangen van België aan te pakken.

➤ *European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas (EASEE-gas)*

In 2024 behoudt de CREG het statuut van buitengewoon lid van EASEE-gas, (*European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas*), een vereniging die de gasindustrie in haar geheel (van producenten tot eindverbruikers) vertegenwoordigt en die de praktijken voor het vereenvoudigen en stroomlijnen van het fysisch transport van en de handel in gas promoot. Dankzij haar statuut binnen deze vereniging zal de CREG de kans hebben om de werken hiervan te evalueren tijdens de Algemene Vergadering.

➤ *OESO Netwerk van Economische Regulators (OESO - NER)*

Ten behoeve van de verdere internationale uitstraling van regulators, zal de CREG in 2024 meewerken aan het OESO Netwerk van Economische Regulators (NER)²⁹. Het NER is een open en uniek forum dat de dialoog promoot tussen regulators in de wereld uit verschillende sectoren. Hierbij wordt op zoek gegaan naar de vereisten nodig om als regulator de uitdagingen voor de toekomst aan te kunnen.

➤ *Franstalig netwerk van de energieregulators (RegulaE.Fr)*

Dit netwerk wil onder andere het delen van informatie en goede praktijken inzake energieregulering en de technische samenwerking tussen regulators bevorderen, de coördinatie met internationale opleidingsprogramma's verzekeren en de samenwerking tussen haar leden stimuleren.

²⁹ <http://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/ner.htm>.

De CREG neemt deel aan de activiteiten van dit netwerk sinds de oprichting ervan in november 2016. In dit kader neemt de CREG deel aan de vergaderingen van het overlegcomité van het netwerk, werkt ze samen met het permanent secretariaat van het netwerk aan de organisatie van verschillende evenementen (workshops, algemene vergaderingen, andere formele ontmoetingen, ...) en staat ze het communicatiecomité van het netwerk bij.

Sinds 2018 geniet RegulaE.Fr steun van het directoraat-generaal Internationale Samenwerking en Ontwikkeling (DEVCO) van de Europese Commissie voor de organisatie van haar werkzaamheden en ontmoetingen. In 2020 werd een strategisch partnerschap van vier jaar gesloten tussen de Faciliteit voor Technische Bijstand (TAF) die de Europese Commissie heeft opgericht en RegulaE.Fr.

De CREG zal ook in 2024 aan de activiteiten van RegulaE.Fr deelnemen.

2.5.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
2.5.2.	Deelname aan de activiteiten van RegulaE.fr	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Evaluatie aan de hand van metrische indicatoren vastgelegd in de <i>Position Paper on Well-functioning Retail Energy Markets</i> en gedefinieerd in het gelijknamige handboek	Q3	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Ondersteunen van de CEER en ACER in het kader van hun werking en de vertegenwoordiging van deze organisaties	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het vicevoorzitterschap waarnemen van de CEER	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het voorzitterschap van het <i>Legal Affairs Committee</i> (LAC) en het vicevoorzitterschap van het <i>Legal Expert Network</i> (LEN) waarnemen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het vicevoorzitterschap waarnemen van de CEER en ACER Gas Working Group	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het voorzitterschap van de <i>CACM en FCA Task Force waarnemen</i>	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau

2.5.2.	Het voorzitterschap van de EB Task Force waarnemen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het vicevoorzitterschap van de <i>Liquified Natural Gas Workstream</i> waarnemen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Als geassocieerd lid de werkzaamheden van <i>EASEE-gas (European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas)</i> opvolgen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Deelnemen aan het OESO Netwerk van Economische Regulatoren (NER)	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	De juridische analyses, Europese <i>benchmarking</i> oefeningen en <i>monitoring</i> van de energiemarkten vormgeven binnen de CEER en ACER	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het aanleveren van de Belgische bijdrage voor de <i>monitoring</i> rapporten betreffende de werking van de groot- en kleinhandelsmarkten voor elektriciteit en aardgas	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	De ontwikkelingen van de Belgische gasmarkt in het kader van een koolstofarm beleid en de energietransitie opvolgen en vergemakkelijken	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	De regulatoire innovaties voor de integratie van de elektriciteits- en gasector en de ontwikkelingen op het vlak van <i>offshore</i> hernieuwbare energie en waterstof opvolgen en vergemakkelijken	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Bijdragen aan vragenlijsten toegezonden door ACER en de CEER, zowel voor wat betreft de redactie als het beantwoorden ervan	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Organiseren, deelnemen aan en beheren van de door CEER georganiseerde opleidingsactiviteiten	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau

2.5.2.	Ingaan op raadplegingen en deelnemingsverzoeken van Europese instellingen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Bijdragen en deelnemen aan de opvolging van de <i>priority issues</i> binnen de <i>European Policy Unit</i> van de CEER	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Deelnemen aan de <i>Electricity Coordination Group</i> en de <i>Gas Coordination Group</i> vergaderingen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Actief deelnemen aan de fora over gas, elektriciteit, consumenten en infrastructuur	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Bilaterale vergaderingen houden met de reguleringsautoriteit van de buurlanden om kennis en informatie uit te wisselen	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Opvolging en deelname aan discussiegroepen met de bevoegde overheden en collega-regulators om de regulatoire consequenties van Brexit aan te pakken	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	In voorkomend geval, marktmisbruik identificeren op basis van het toezicht op <i>trading</i> activiteiten in groothandelsenergieproducten	2024	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau
2.5.2.	Het uitnodigen van alle leden van CEER en ACER voor een CEER GA & ACER BoR in België	Q2	Geliberaliseerde activiteiten – Samenwerken met instanties op Europees en internationaal niveau

3. AS NR. 2: GEREGULEERDE ACTIVITEITEN

Binnen de energiesector maken elektriciteit en gas deel uit van de netwerkindustrieën: zij hebben intrinsiek behoefte aan een specifiek netwerk om de eindverbruiker te bereiken. De permanente behoefte aan een dergelijke netinfrastructuur zorgt ervoor dat het beheer van de netten een activiteit is die een aanzienlijk kapitaal vereist en die bovendien een langetermijnvisie vergt voor de planning, de bouw en het gebruik ervan. Om dezelfde redenen gaat deze activiteit gepaard met een wettelijk monopolie. In deze tijden van energietransitie op Europees niveau is de nood aan investeringen bijzonder hoog. Daarom moet een passend antwoord gevonden worden op de sterk stijgende vraag

met betrekking tot financieringsnoden en moet er nagedacht worden over de uitwerking van een kader voor anticipatieve investeringen. Bovendien worden er industriële oplossingen ontwikkeld om aan de eisen van het Klimaatplan te beantwoorden, met in het bijzonder de ontwikkeling van vraagbeheer en opslag van elektriciteit, methanisering voor aardgas en waterstof. De CREG zal deze ontwikkelingen en de impact ervan op de netwerken die in België gereguleerd worden, opvolgen.

De transmissienetten voor elektriciteit en aardgas zijn niet alleen belangrijk voor de bevoorrading, maar eveneens voor de ontwikkeling van de mededinging en voor de goede werking van de vrije markt, zowel op nationaal als op Europees niveau. Deze strategische opdracht is essentieel voor het verzekeren van efficiënte prijzen en diensten evenals om openbare dienstverplichtingen voor de transmissienetnetbeheerder te omkaderen, die via tarieven en toeslagen verrekend worden.

De CREG zal er bijzondere aandacht aan besteden in het kader van haar reguleringsbevoegdheden: opvolging van de investeringen van de netbeheerders inzake vervoer (voor gas), LNG en opslag, bepaling (*ex ante*) van de tarieven voor het gebruik van het net, controle van de rekeningen van de transmissienetbeheerders, goedkeuring van de regels voor toegang tot en werking van de markten van de ondersteunende diensten, controle van de vereisten inzake ontvlechting (*unbundling*), certificering, onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de netbeheerders, enzovoort. In de lijn met de regulatoire periodes 2016-2019 en 2020-2023 heeft de CREG in haar tariefmethodologie 2024-2027 een belangrijk aantal stimulansen voorzien om de netbeheerder ertoe aan te zetten strategische keuzes te maken die de werking van de markt verbeteren en/of een gunstige impact hebben voor de gebruiker.

De resultaten verkregen sinds het begin van de regulering via stimulansen tonen het belang ervan aan om de gebruikers een optimale werking van de netwerken te verzekeren.

Naast deze activiteit oefent de CREG een controle uit op het beheer van de transmissienetten en speelt zij de rol van toezichthouder op het gebied van niet-discriminerende aansluiting en toegang, transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van het net.

De CREG ziet er tevens op toe dat de transmissienetten op adequate wijze worden ontwikkeld, overeenkomstig de doelstellingen van het algemeen beleid voor energie en de Europese integratie, de energie-efficiëntie en de integratie van de (decentrale) productie en opslag van elektriciteit die afkomstig is van hernieuwbare energiebronnen.

Meer algemeen hecht de CREG, net zoals in het verleden, bijzonder veel belang aan de scheiding tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten en meer bepaald aan de afwezigheid van kruissubsidiëring tussen deze twee soorten activiteiten rekening houdend met de wetgevende initiatieven op Europees niveau in verband met waterstof.

Tot slot zullen de investeringen en marktkoppelingsactiviteiten, de investeringen in “met waterstof compatibele” infrastructuur (anticipatieve investeringen) en *retrofitting* worden geanalyseerd in het kader van de energietransitie.

3.1. THEMA 6: WAARBORGEN VAN EEN ADEQUATE EN DOELTREFFENDE WERKING VAN DE NETTEN EN HUN BEHEERDER IN HET BELANG VAN HUN GEBRUIKERS

3.1.1. Doelstellingen van de CREG

De doelstellingen van de CREG met betrekking tot de werking van de netten en hun beheerder zijn gegroepeerd rond de volgende elementen:

- de ontvlechting van de eigendomsstructuren ("*unbundling*") en certificering van de netbeheerders;
- de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de netbeheerders, financiële deelnemingen die een negatieve invloed kunnen hebben op de onafhankelijkheid van de netbeheerder of de uitoefening van taken die hem door de elektriciteits- en gaswet zijn toevertrouwd;
- de afwezigheid van kruissubsidies;
- de integratie van de elektriciteits- en gasmarkten en dit op Belgisch, regionaal en/of Europees niveau³⁰;
- het toezicht op de investeringen van de transmissienetbeheerders;
- het komen tot een optimale financiële structuur van de netbeheerder;
- de verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten;
- de bevordering van innovatie;
- de doeltreffendheid van de methodologieën en processen toegepast om de netveiligheid te garanderen;
- het behalen van de doelstellingen betreffende decarbonisering, energietransitie en de integratie van het energiesysteem;
- niet-discriminerende toegang tot het net verzekeren;
- daadwerkelijke uitvoering van de in de in de waterstofwet vervatte voorschriften en toezicht op de naleving ervan.

➤ *Ontvlechting van de eigendomsstructuren (ownership unbundling) en certificering van de netbeheerders*

De CREG zal haar taken op het gebied van toezicht met het oog op een voortdurende naleving van de vereisten over *unbundling* door de transmissienetbeheerders, met name Elia Transmission Belgium, Fluxys Belgium en Interconnector Limited (in samenwerking met OFGEM), verder uitoefenen.

Binnen dit kader kan de CREG overeenkomstig de elektriciteitswet en de gaswet een certificeringsprocedure openen in vier situaties:

- 1) wanneer een kandidaat-netbeheerder de CREG hierom verzoekt;
- 2) in geval van kennisgeving door de netbeheerder van een transactie die een nieuwe evaluatie verantwoordt van de manier waarop hij zich schikt naar de vereisten inzake *unbundling*;
- 3) op eigen initiatief, wanneer zij kennis heeft van het feit dat een voorziene wijziging in de eigendom of invloed uitgeoefend op de netbeheerder een overtreding kan inhouden van de bepalingen inzake onafhankelijkheid, onpartijdigheid en vertrouwelijkheid of wanneer zij redenen heeft om te geloven dat een dergelijke overtreding kan zijn gepleegd;
- 4) op een met redenen omkleed verzoek van de Europese Commissie.

³⁰ Ter herinnering: de Belgische en Luxemburgse gasmarkten zijn al geïntegreerd.

De wet van 8 juli 2015 heeft in de gaswet een Afdeling III in Hoofdstuk IV ingevoegd, genoemd “*Afdeling III: Gemeenschappelijke balanceringsonderneming*”. In het kader van deze wijziging heeft de wetgever niet geopteerd voor een certificering van deze gemeenschappelijke onderneming, maar heeft zij in de plaats daarvan een ander regulerend kader uitgewerkt waarbij de CREG bevoegd is voor:

- 1) De voorafgaande goedkeuring van de “nalevingsfunctionaris”, die aan te duiden is door de gemeenschappelijke onderneming. Deze functionaris dient strikte voorwaarden van onafhankelijkheid en beroepsbekwaamheid na te leven. De CREG beschikt over de bevoegdheid om instructie te geven aan de gemeenschappelijke onderneming om de nalevingsfunctionaris, in geval van gebrek aan onafhankelijkheid of beroepsbekwaamheid, te ontheffen uit zijn functie.
- 2) Een advies te verstrekken over het nalevingsprogramma dat door de gemeenschappelijke onderneming moet worden opgesteld en nageleefd. Elke inbreuk door de gemeenschappelijke onderneming op het nalevingsprogramma moet door de nalevingsfunctionaris aan de CREG worden meegedeeld zodat de CREG met toepassing van de gaswet gepast kan optreden.

Met toepassing van de Verordening (EU) 2022/1032 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2022 tot wijziging van Verordeningen (EU) 2017/1938 en (EG) nr. 715/2009 wat betreft gasopslag, zal de CREG ervoor zorgen dat de certificeringsvereisten te allen tijde worden nageleefd door de opslagsysteembeheerder van België, zijnde Fluxys Belgium NV.

➤ *Onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de netbeheerders*

De doelstelling die door de CREG wordt nagestreefd, is het zich vergewissen van de naleving door de netbeheerders van de wettelijke bepalingen die op hen van toepassing zijn op het gebied van onafhankelijkheid en onpartijdigheid. Zij zal bijzonder aandachtig zijn bij de aanstelling van bestuurders binnen de raden van bestuur van de transmissienetbeheerders (TNB).

Dat geldt ook voor de eventueel door de TNB beoogde participaties in ondernemingen die in de toekomst een rol als producent of leverancier zouden kunnen spelen, zelfs als dat nu nog niet het geval is: er moet vermeden worden dat een dergelijke participatie tot een minder objectieve houding zou leiden ten aanzien van de betrokken onderneming.

➤ *Opvolging en aanmoediging van de evolutie naar de integratie van de elektriciteits- en gasmarkten*

• Voor wat betreft de elektriciteitsmarkt:

In 2024 zal de CREG meewerken aan de integratie van de Europese groothandelsmarkten door toe te zien op de werking van de stroomgebaseerde marktkoppeling in de *Core* capaciteitsberekenningsregio. Deze stroomgebaseerde marktkoppeling werd in 2022 geïmplementeerd en is één van de hoekstenen van de éénvormige *day-ahead* markt in Europa en vormt het belangrijkste project in de tenuitvoerlegging van de CACM Verordening. Na de succesvolle implementatie van de stroomgebaseerde marktkoppeling voor de *day-ahead* markt in de *Core*-regio, zal de CREG haar focus deels verschuiven naar de goedkeuring en de implementatie van een capaciteitsberekennings- en allocatiemethode in het *intraday*-tijdsbestek, waar het niet-discriminerende karakter dient te worden verzekerd en de beschikbare capaciteiten dienen te worden gemaximaliseerd.

Daarnaast zal de CREG toezien op de verdere coördinatie tussen Elia en de andere transmissiesysteembeheerders en het ontwikkelen van geharmoniseerde regels voor de berekening van de (grensoverschrijdende) transmissiecapaciteiten, de toegang tot de capaciteiten en het beheer van congesties. Dit zal gebeuren binnen het kader van de CACM, FCA, EB en SO Verordeningen in samenwerking met de andere betrokken regulerende instanties en ACER.

De regionale implementatie van de CACM, FCA, EB en SO Verordeningen worden op verschillende niveaus opgevolgd door de CREG: in het kader van de *Core* capaciteitsberekeningsregio en - voor de verbinding met het Verenigd Koninkrijk - op bilaterale wijze met Ofgem. Deze marktintegratie heeft plaats binnen verschillende tijdshorizonten: van de langere termijn (FCA Verordening) over de *day-ahead* en *intraday* markten (CACM Verordening) en de balanceringsmarkten (EB Verordening) tot de real-time met betrekking tot de harmonisering van de operationele veiligheidsvereisten (SO Verordening).

De CREG zal verder toezien op de status van de interconnectie met het Verenigd Koninkrijk in de context van de Brexit en de toepassing van het handelsakkoord tussen het Verenigd Koninkrijk en de Europese Unie. In het bijzonder zal de CREG bijdragen aan de discussies tussen de transmissienetbeheerders, ACER, de Europese Commissie en de betrokken regulerende instanties met betrekking tot het ontwikkelen en goedkeuren van een nieuw handelsregime die de bepalingen in het handelsakkoord respecteert.

Naast de ontwikkeling, de goedkeuring en implementatie van de CACM-, FCA-, EB- en SO-verordeningen, zal de CREG haar taken opnemen zoals beschreven in Hoofdstuk III van Verordening (EU) 2019/943³¹, deel van de *Clean Energy Package* (CEP). In het bijzonder zal de CREG waken over de correcte implementatie en toepassing van de bepalingen met betrekking tot de toegang tot de (grensoverschrijdende) transmissiecapaciteiten en het beheer van de congesties in de gekoppelde netwerken.

Omdat de elektriciteitswet deze opdracht prioritair aan de netbeheerder heeft toegekend, zal de CREG de stappen die gaan in de richting van een betere integratie van de elektriciteitsmarkt blijven ondersteunen, zo nodig via passende aanmoedigingsmechanismen.

De CREG benadrukt het belang van de integratie van de markten voor de transmissie van elektriciteit, Daarom heeft de CREG in 2022, na overleg met Elia, de doelstellingen vastgelegd die Elia voor de tarifaire periode 2024-2027 moet behalen in het kader van de voorziene stimulans voor de verhoging van de interconnectiecapaciteit die ter beschikking wordt gesteld in de Belgische regelzone zoals beoogd door de tariefmethodologie. In 2024 zal de CREG dan ook de verhoging van de interconnectiecapaciteit die ter beschikking wordt gesteld in de *Core*-zone opvolgen, met als performantie-indicator de beschikbare commerciële capaciteit ("RAM-waarde") op de actieve *critical branch* door voornamelijk rekening te houden met de uren met een hoge netto-belasting van het Elia-net. Daarnaast wordt in deze stimulans rekening gehouden met de capaciteiten die door Elia voor grensoverschrijdende handel in de *intraday*markt ter beschikking worden gesteld. De CREG is ervan overtuigd dat de inspanningen van de Europese transmissienetbeheerder (TNB's), met het oog op verdere marktintegratie, eveneens gunstige effecten hebben voor de Belgische netgebruikers. Daarom houdt de CREG bij de kalibrering en bij de toekenning van voornoemde stimulansen ook voor een gedeelte rekening met de inspanningen van de andere transmissienetbeheerders van de *Core*-zone.

De CREG zal er verder over waken dat de niveaus van de grensoverschrijdende transmissiecapaciteiten die door Elia ter beschikking worden gesteld, in lijn zijn met de bepalingen in Verordening (EU) 2019/943. In het bijzonder zal de CREG erop toezien dat de grensoverschrijdende capaciteiten minimaal 70% bereiken en, indien nodig, opvolgen in welke situaties deze minimale waarde niet kan

³¹ Verordening (EU) nr. 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit.

worden gehaald omwille van operationele veiligheidsredenen en dit overeenkomstig de beslissingen ter zake van ACER. Hiertoe zal de CREG de voorwaarden bepalen in haar beslissing over een derogatie van deze verplichting voor 2024, conform artikel 16, (9). De CREG zal bovendien toezien op de correcte en efficiënte toepassing van de wettelijke bepalingen hieromtrent, zowel deze in de Verordening (EU) 2019/943 als in haar beslissingen.

Om verdere grensoverschrijdende Europese projecten en in het bijzonder *Projects of Common Interest* te promoten, maakte de CREG in meerdere beslissingen (waaronder deze van 7 juli 2016³²) duidelijk dat de netbeheerder voor bepaalde investeringsprojecten onder bepaalde voorwaarden op een hogere vergoeding kon rekenen. De voorwaarden daartoe zijn opgenomen in de methodologie en de criteria voor de evaluatie van investeringen in elektriciteits- en gasinfrastructuur en de hiermee gepaard gaande grotere risico's (zie thema 8).

- Voor wat betreft de aardgasmarkt:

De CREG ondersteunt de integratie van de verschillende marktplaatsen voor handel in aardgas in Europa.

Om deze integratie te bevorderen, voorziet Verordening (EU) nr. 984/2013³³ in een reeks hervormingen inzake de toewijzing van de vervoerscapaciteit aan grensoverschrijdende interconnectiepunten. Deze gezamenlijke capaciteit wordt ter beschikking gesteld van de gebruikers van het net via veilingen. Voor de praktische organisatie van veilingen van de capaciteit doet Fluxys Belgium een beroep op het capaciteitsplatform PRISMA.

Daarnaast is een grensoverschrijdende optimalisering van de capaciteitsberekeningen in interconnectiepunten vereist zodat het mogelijk is om een maximale hoeveelheid capaciteitsdiensten voor te stellen. Verder moet het vervoersnetwerk beantwoorden aan de vereisten van de Verordening (EU) nr. 2017/1938 betreffende de bi-directionaliteit van de interconnecties en beantwoorden aan de infrastructuurstandaard 'N-1' opdat er voldoende vervoerscapaciteit zou zijn, ook bij uitval van de belangrijkste vervoersinfrastructuur. De omschakeling van L-gasklanten naar H-gas vereist de garantie van geschikte capaciteitsdiensten voor de *shippers* om vlot de bevoorrading te kunnen herschikken.

De beheerders van het vervoersnet Creos Luxembourg en Fluxys Belgium, en hun respectievelijke regulatoren ILR en CREG, hebben het project BeLux-zone, de eerste integratie van de aardgasmarkten van twee lidstaten in de Europese Unie, in 2015 gelanceerd. Aan het begin van de BeLux-zone in 2015 is Fluxys Belgium opgetreden als commerciële balanceringsoperator. Dit in afwachting van een aantal reglementaire en wettelijke maatregelen die moesten genomen worden vooraleer Balansys, de gemeenschappelijke balanceringsonderneming deze rol op zich kon nemen.

Met de goedkeuring van het nalevingsprogramma door ACER en alle reglementaire documenten (*Balancing Agreement*, *Balancing Code* en *Balancing Program*) van Balansys door ILR en de CREG, treedt Balansys sinds 1 juni 2020 op als de volwaardige commerciële balanceringsoperator van de markt voor de BeLux-zone.

Creos Luxembourg en Fluxys Belgium zullen beheerders blijven van hun respectieve netten. De CREG zal dit project in 2024 blijven opvolgen en evalueren.

³² Beslissing (A)160707-CDC-1480 tot vaststelling van de methodologie en de criteria voor de evaluatie van investeringen in elektriciteits- en gasinfrastructuur en de daarbij horende grotere risico's, 7 juli 2016.

³³ Verordening (EU) nr. 984/2013 van de Commissie van 14 oktober 2013 tot vaststelling van een netcode met betrekking tot capaciteitstoewijzingsmechanismen in gastransmissiesystemen en tot aanvulling van Verordening (EG) nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad.

De CREG zal in ieder geval toezien op het evenwicht tussen kosten en baten van de projecten voor grensoverschrijdende integratie en op het aantonen van een zeker belang voor de Belgische en Europese markten, alsook voor de eindverbruiker.

De CREG zal tevens aandacht hebben voor de evolutie van de gashandelsplaats ZTP (Zeebrugge *Trading Point*) en de prijsrelatie met de handelsplaatsen TTF (*Title Transfer Facility*) in Nederland, PEG in Frankrijk en THE (*Trading Hub Europe*) in Duitsland.

In 2024 zal de CREG ook het dossier van de opslag aandachtig opvolgen, gelet op de Verordening (EU) nr. 2022/1032 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2022 tot wijziging van Verordeningen (EU) 2017/1938 en (EG) nr. 715/2009 wat betreft gasopslag dewelke in werking is getreden op 1 juli 2022. Die nieuwe verordening verplicht de lidstaten om hun opslagsites voor gas te vullen. Ter verwezenlijking van deze vuldoelstellingen, en voor zover de maatregelen de bevoegdheden van de nationale regulerende instantie betreffen, is de CREG verantwoordelijk voor het nemen van die maatregelen. De CREG zal eveneens de aanpassingen die nodig zijn van het SSA/ACS en SP, in overleg met de beheerder en na consultatie van de markt, doorvoeren.

De CREG keurde op 16 juli 2021 het nieuwe opslagmodel, dat tot stand kwam na overleg met de marktpartijen, goed en zal in 2024 de evolutie van de Europese opslagmarkt - en van de Belgische opslagmarkt in het bijzonder - van nabij blijven opvolgen.

Eind juni 2021 concludeerde de Europese Commissie dat het mechanisme voor de regulering van de opslag van aardgas dat Frankrijk sinds 2017 toepast, in overeenstemming is met de EU-regels inzake staatssteun. De maatregel zal bijdragen tot de zekerheid en de diversificatie van de energiebevoorrading in Frankrijk, zonder de concurrentie onrechtmatig te vervalsen. Voorts heeft Frankrijk zich ertoe verbonden om vóór eind 2024 bij de commissie een verslag in te dienen met informatie over de gevolgen van de maatregel voor de concurrentie. Het model en de tarifiering van de opslaginstallatie in Loenhout, beheerd door Fluxys Belgium, zouden geen gevolgen mogen ondervinden van deze conclusie van de Europese Commissie.

In 2022 werd de gaswet aangepast om Fluxys Belgium toe te laten om opslagcapaciteit voor gas onder het gereguleerd tarief te verkopen.

In 2024 zal de CREG de ontwikkeling van de LNG-terminal van Zeebrugge en de verschillende diensten die worden ontwikkeld om te voldoen aan de marktbehoeften, van nabij opvolgen.

In 2022 werd de tarifaire methode voor het vervoer, de opslag en LNG-activiteiten voor de regulatoire periode 2024-2027 vastgesteld. Deze methode voorziet stimulansen om de CO₂-productie en de methaanuitstoot te beperken. Ze voorziet eveneens de mogelijkheid om investeringen die dienen om de congestie op de interconnectiepunten met de buurlanden te verminderen door de hogere inkomsten van de veilingpremies te financieren. Deze investeringen zullen ook kunnen dienen voor het vervoer van waterstof.

Op basis van deze nieuwe tariefmethode keurde de CREG in mei 2023 de transmissietarieven voor 2024-2027 goed. Voor het eind van 2023 zullen ook de opslagtarieven op deze basis worden goedgekeurd. In 2024 zal de CREG erop toezien dat deze tarieven evenredig zijn en op niet-discriminerende wijze worden toegepast.

➤ *Toezicht op de investeringen van de transmissienetbeheerders*

Omwille van de aanzienlijke vermindering van de Russische gasstromen zijn de gewoonlijke aardgasstromen van oost naar west omgekeerd, wat aanleiding geeft tot congesties op de interconnectiepunten. De Russische gasbevoorrading naar Duitsland werd immers sterk verminderd waardoor dat land steeds meer gas uit het westen moet invoeren (voornamelijk uit Nederland en België), en dit in tegenstelling tot vroeger. Er lopen projecten, onder andere op niveau van Fluxys Belgium, om te investeren in de ontubing waar nodig van de vTn-rTr-leiding om de congestie op

bepaalde interconnectiepunten weg te nemen. De CREG steunt deze versterkingen met inachtneming van het toepasselijk regulatorisch kader en indien nodig de vereiste van 'compatibel met waterstof'.

Een efficiënte en effectieve realisatie van investeringen van de transmissie-netbeheerders is onontbeerlijk om de bevoorradingszekerheid en de liquiditeit van de Belgische markt te waarborgen. Deze opdracht heeft niet enkel betrekking op de Belgische binnenlandse markt, maar ook op de samenwerking met de buurlanden, aangezien België een belangrijk transitland is en zich bevindt op het kruispunt tussen alle andere grote nationale markten. Voor elektriciteit worden daarom niet enkel de resultaten van de Belgische netbeheerder gebruikt voor de berekening van de stimulansen voor de netbeheerder, maar ook de resultaten van de CWE-zone. De CREG zal belang hechten aan deze samenwerking binnen de beoogde structuren en met de bevoegde instanties.

Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan het feit dat nieuwe investeringen verenigbaar moeten zijn met het vervoer van waterstof. Met zijn *European Clean Hydrogen Alliance* zet Europa sterk in op deze energievectoren als een van de middelen om tegen 2050 koolstofneutraal te zijn. Deze aandacht voor waterstof is nog versterkt in het RepowerEU-actieplan van de Europese Commissie. Dat plan legt een doelstelling vast van 10 miljoen ton nationale productie van hernieuwbare waterstof en 10 miljoen ton invoer tegen 2030, ter vervanging van aardgas, steenkool en olie in industrieën en vervoerssectoren die moeilijk koolstofvrij te maken zijn. Om de waterstofmarkt te versnellen, zouden de medewetgevers hogere subdoelstellingen voor specifieke sectoren moeten overeenkomen. Er is ook 200 miljoen euro uitgetrokken voor onderzoek en de Europese Commissie verbindt zich ertoe de evaluatie van de eerste grote projecten van gemeenschappelijk Europees belang tegen de zomer van 2022 af te ronden. Het is de bedoeling om tegen 2030 drie grote invoer-/waterstofcorridors te ontwikkelen, waarvan er één op het Noordzeegebied zal zijn gericht. De CREG zal de daaruit voortvloeiende ontwikkeling van de vervoersinfrastructuur onderzoeken.

➤ *Verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten*

De activiteiten die gericht zijn op een verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteit van de transmissienetten, worden ondersteund door de opstelling van nieuwe nationale en Europese regelgeving en zijn voornamelijk gebaseerd op het toezicht op en de voortdurende opvolging van de werking van de markt.

De verbeteringen die gericht zijn op het aanbod en het gebruik van de transmissienetten, worden nader in detail besproken in onderstaande rubriek die betrekking heeft op de integratie van de markten, voor wat de regionale activiteiten betreft (*Core* voor elektriciteit of CWE, CEE en NWE voor gas). De verbeteringen die op Europees niveau aangebracht werden aan het aanbod en het gebruik van de transmissienetten, worden uiteengezet bij sectie 3.2 hieronder met betrekking tot de ontwikkeling en de implementatie van de netwerkcodes.

De CREG wenst zowel de elektriciteits- als de gasmarkt op regelmatige basis op de hoogte te stellen van de talrijke implicaties en gevolgen van de Europese verordeningen en richtlijnen die al dan niet zijn omgezet met betrekking tot transparantie, REMIT en de financiële wereld. In het kader van de transparantieverordening heeft de CREG sinds 1 januari 2020 een stimulans om de kwaliteit van de gegevens te verbeteren, zowel op het niveau van de transmissie-netbeheerder voor elektriciteit als op het niveau van het transparantieplatform van ENTSO-E. Om dit te bereiken heeft de CREG volledigheid- en coherentietests ingevoerd om ervoor te zorgen dat de gegevens die door de marktpelers worden gebruikt van de hoogst mogelijke kwaliteit zijn en coherent zijn met de door Elia gepubliceerde gegevens en het transparantieplatform. De resultaten van deze incentive zullen in 2024 in een rapport gepubliceerd worden.

- Voor wat betreft de elektriciteitsmarkt:

Zoals hiervoor reeds vermeld in het deel “Opvolging en aanmoediging van de evolutie naar de integratie van de elektriciteits- en gasmarkten”, zal de CREG in 2024 toezicht houden op, en in voorkomend geval noodzakelijke beslissingen nemen over, de implementatie van verbeteringen met betrekking tot de transparantie van de koppeling van de markten in lijn met de bepalingen van de EB, FCA- en CACM-verordeningen. De CREG zal blijven toezien op een periodieke en gestructureerde interactie tussen de transmissiesysteembeheerders en de marktdeelnemers met betrekking tot het verlenen van de nodige transparantie van de marktkoppelingsprocessen.

De CREG ziet samen met de Europese instanties toe op de indiening en publicatie van fundamentele informatie³⁴ door de houders van deze brongegevens die actief zijn in België en op de terbeschikkingstelling ervan aan de marktspelers overeenkomstig de geldende Europese en Belgische bepalingen.

De CREG benadrukt het belang van de kwaliteit van de gegevens voor de transmissie van elektriciteit. Daarom heeft ze in 2023, na overleg met Elia, de doelstellingen vastgelegd die de transmissienetbeheerder (TNB) voor de tarifaire periode 2024-2027 moet behalen in het kader van de voorziene stimulans voor de verhoging van de kwaliteit van de door de TNB ter beschikking gestelde en gepubliceerde gegevens.

In 2024 zal de CREG de prestatie-indexen op basis van hiervoor ontwikkelde geldigheidstesten nauw opvolgen.

- Voor wat betreft de gasmarkt:

De CREG waakt over het behoud van het informatieniveau, ondanks het feit dat Europese platformen bepaalde taken van de transmissienetbeheerders overnemen. In het kader hiervan is zij uitdrukkelijk geïnteresseerd in de voortzetting van de ontwikkeling van het Centraal-Europese transparantieplatform van ENTSO-G³⁵, dat wordt beschouwd als een essentiële aanvullende maatregel tegen de congestie in Europa.

Bovendien worden transparantie en informatie verzorgd via verschillende kanalen:

- 1) Het Balansys-platform geeft informatie aan de markt over de geaggregeerde *balancing*positie van individuele netwerkgebruikers en de systeempositie.
- 2) Het PRISMA-platform geeft informatie over aanbod van capaciteit op interconnectiepunten (IP's).
- 3) Het EDP-platform van Fluxys Belgium geeft informatie over gebruik van capaciteit op IP's die niet opgenomen zijn in Prisma.
- 4) Het CMP-rapport (“*Congestion Management Procedure*”) geeft informatie over de eventuele congesties op IP's.

Er zullen aanvullende acties worden ondernomen teneinde de beschikbare capaciteiten, de toegang en het transparantieniveau van de opslaginstallaties en LNG-terminals te verbeteren. Voor wat betreft

³⁴ Fundamentele gegevens voor elektriciteit is informatie over de capaciteit en het gebruik van installaties voor de productie, het verbruik en de transmissie van elektriciteit, met inbegrip van geplande of niet-geplande onbeschikbaarheden van de genoemde installaties, in overeenstemming met artikel 6 tot 17 van de verordening (EU) nr. 543/2013 van de commissie. Fundamentele gegevens voor gas is de informatie over de capaciteit en het gebruik van infrastructuur voor het vervoer van aardgas, met inbegrip van de geplande en niet-geplande onbeschikbaarheid van de genoemde infrastructuur in overeenstemming met paragraaf 3.3-1) en 3.3-5) van bijlage I van de verordening (EG) nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad.

³⁵ Verordening (EG) nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de voorwaarden voor de toegang tot aardgastransmissienetten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1775/2005.

opslag gebeurt de concrete invulling in het kader van de initiatieven die op Europees niveau lopende zijn binnen de CEER-werkgroep GST WS. Wat LNG betreft, vallen deze acties onder de initiatieven van de *LNG Work Stream* van de CEER.

In alle gevallen zal de compatibiliteit tussen aanbod en gebruik van de capaciteit in verhouding tot de marktvraag, de CREG helpen om het ENTSO-G Europese tienjarige ontwikkelingsplan van het net en de samenhang met het (indicatieve) Nationale Ontwikkelingsplan van Fluxys Belgium (inclusief Fluxys LNG) te evalueren. Dit teneinde de energietransitie, de noodzakelijke interconnecties, de bevoorradingszekerheid en de liquiditeit van de Belgische markt te waarborgen in de context van de huidige geopolitieke toestand. Deze opdracht heeft dus niet enkel betrekking op de Belgische binnenlandse markt, maar ook op de samenwerking met de buurlanden, wetende dat België een belangrijk transitland is en zich tussen alle andere grote gasmarkten bevindt. In het kader van de adviserende bevoegdheid van de CREG op het gebied van de toekenning van transportvergunningen voor de bouw en exploitatie van individuele transmissie-installaties wordt een minutieuze opvolging gepland.

➤ *Innovatie bevorderen*

Aangezien de netbeheerders steeds meer uitdagingen moeten aangaan als gevolg van de energietransitie, het Klimaatplan en de uitdagingen van de huidige geopolitieke toestand, moeten ze hun creativiteit gebruiken om nieuwe processen en technieken te vinden om veilige en efficiënte netten te verzekeren.

Bovendien vereist onder andere de Elektriciteitsverordening (EU) 943/2019 dat consumenten, inclusief diegenen op laagspanningsniveau, deel zouden moeten kunnen nemen aan de groothandelsmarkten voor energie, inclusief balanceringsmarkten. Het verder verlagen van barrières voor toetreding tot deze markten en het nog efficiënter maken van de prijsvorming op deze markten vereist ook de toepassing van innovatieve ideeën en oplossingen.

Bijgevolg heeft de CREG een stimulans in de tariefmethodologieën opgenomen om de transmissienetbeheerder (TNB) ertoe aan te zetten om onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten te lanceren en tot een goed einde te brengen. Om in aanmerking te kunnen komen in de stimulans, moet er aangetoond worden dat deze projecten vanuit het oogpunt van de netgebruikers en de verbruikers in het algemeen een meerwaarde vormen.

In het kader van de tariefverslagen zal de CREG de inspanningen van de transmissienetbeheerders inzake innovatie controleren, zowel op het vlak van de kosten als op het vlak van concrete realisaties ten voordele van de verbruikers.

Daarnaast volgt de CREG, in het kader van de energietransitie en de decarbonisering via werkgroepen, de specifieke projecten van de netbeheerder in drie domeinen:

- uitstootvermindering;
- waterstof (en de vervoersvectoren ervan zoals ammoniak en methanol);
- biomethaan.

Deze ontwikkelingen gaan trouwens verder dan het strikte kader van de huidige regulering en deze werkgroepen werken samen met andere stakeholders zoals bijvoorbeeld de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, gas.be enzovoort, in het bijzonder voor de aspecten van de specificaties van het vervoerde gas.

➤ *Waarborgen van de toegang tot de transmissienetten en dit op niet-discriminerende wijze*

• Voor wat betreft de elektriciteitsmarkt:

In 2022 heeft de CREG de eerste versie van de gedragscode voor elektriciteit vastgesteld³⁶. Die code bevat de voorwaarden voor de aansluiting op en de toegang tot het transmissienet (op voorstel van Elia) en de methodes voor de berekening en vastlegging van de voorwaarden wat betreft de verwerving van ondersteunende diensten en de toegang tot grensoverschrijdende infrastructuur, met inbegrip van de procedures voor de toewijzing van capaciteit en het beheer van congesties.

In 2024 voorziet de CREG wijzigingen aan deze gedragscode, enerzijds om artikel 8, § 1/1, van de wet van 23 oktober 2022 uit te voeren (deze wet heeft met name artikel 12quinquies van de elektriciteitswet opgeheven en in artikel 8, § 1/1 een nieuw regime ingevoerd voor de aankoop van ondersteunende diensten), en anderzijds om de bepalingen met betrekking tot de aansluiting op en toegang tot het net te ontwikkelen om zo goed mogelijk te beantwoorden aan de huidige behoeften van de markt. De CREG en Elia hebben al punten geïdentificeerd die moeten worden aangepast.

Wat onder andere de aansluiting, toegang, evenwichtsverantwoordelijkheid, programmeringsverantwoordelijkheid en verantwoordelijkheid voor de planning van de onbeschikbaarheden (project ICAROS) betreft, zal er in 2024 voortgewerkt moeten worden aan de uitwerking van typeovereenkomsten. Dit omwille van onder meer de grotere vereisten inzake flexibiliteit, de implementatie van Europese netwerkcodes en de aanpassing aan de gedragscode.

In het kader van haar bevoegdheden zal de CREG deze typeovereenkomsten goedkeuren door bijzondere aandacht te besteden aan het evenwichtige en niet-discriminerende karakter ervan en aan de vereisten verbonden aan de betrouwbaarheid, de veiligheid en de efficiëntie van het transmissienet.

• Voor wat betreft de gasmarkt:

In 2022, ingevolge het arrest van het Europese Hof van Justitie van 3 december 2020 (C-767/19) en de daaropvolgende wijziging van de gaswet, heeft de CREG de gedragscode aardgas vastgesteld die volgende zaken bevat:

- de voorwaarden voor de aansluiting op het vervoersnet en de toegang ertoe, alsook voor de toegang tot de opslaginstallatie voor aardgas en de LNG-installatie;
- de voorwaarden inzake de verstrekking van balanceringsdiensten;
- de voorwaarden inzake de toegang tot grensoverschrijdende infrastructuur, inclusief de procedures voor de toewijzing van capaciteit en congestiebeheer.

Voor wat betreft het transport van gas zal de CREG de verdere evolutie van het marktmodel, dat in 2012 werd ingevoerd en reeds meerdere malen werd aangepast, blijven opvolgen.

De commercialisering van de beschikbare opslagcapaciteit blijft een bijzonder aandachtspunt. In samenspraak met de beheerder van de opslaginstallatie wordt onderzocht welke initiatieven kunnen genomen worden op het vlak van diversificatie van diensten en productaanbod rekening houdend met bestaande en wellicht hernieuwde verplichtingen opgelegd door Europa in het kader van de bevoorradingszekerheid.

³⁶ Gelet op de wet van 21 juli 2021, rekening houdend met het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 3 december 2020 waarbij de Belgische Staat wordt veroordeeld wegens onjuiste omzetting van richtlijn 2009/72/EG, en met toepassing van artikel 11, § 2.

Bijkomend werden de regulatoire documenten (opslagcontract en toegangsreglement voor opslag) aangepast in uitvoering van de *Repower* regelgeving³⁷ inzake het te volgen opslagtraject en vullingsverplichtingen voor de opslaggebruiker.

Het marktmodel met betrekking tot de Interconnector werd vastgelegd in de door de CREG goedgekeurde regulatoire documenten met name het transportcontract IAA (*Interconnector Access Agreement*) en de toegangscode IAC (*Interconnector Access Code*).

Deze documenten worden jaarlijks aangepast in functie van de ontwikkelingen en evoluties op de gasmarkt en het aanbod van nieuwe vervoersdiensten aan de netgebruikers door Interconnector. Sinds 2020 is de CREG ook bevoegd om jaarlijks de financiële afrekening van de activiteiten van Interconnector goed te keuren.

3.1.2. Uit te voeren activiteiten

Vanuit een algemeen standpunt oefent de CREG de controle uit op de regels voor de toegang van derden tot netten voor elektriciteits- en gastransmissie, opslag van gas en LNG. De CREG waakt erover dat deze regels transparant en niet-discriminerend zijn, de liquiditeit van de markt bevorderen en nieuwe marktspelers aantrekken. Daarnaast controleert de CREG tevens de optimale werking van de markt inzake transmissiecapaciteiten.

➤ *Unbundling en certificering van de netbeheerders*

De CREG zal haar specifieke toezichttaken voortzetten met het oog op de voortdurende naleving van de vereisten inzake *unbundling* door de transmissienetbeheerders. Voor de elektrische interconnectie Nemo Link zal er op een gelijkaardige manier gewerkt worden.

Vooreerst zal de CREG eventuele kennisgevingen door de transmissienetbeheerders met betrekking tot geplande transacties onderzoeken waarvoor de naleving van de vereisten inzake *unbundling* opnieuw moet geëvalueerd worden of, indien nodig, zal de CREG, bij gebreke aan kennisgeving, op eigen initiatief een procedure tot ingebrekestelling van de netbeheerder opstarten.

Het toezicht neemt ook de vorm aan van een controle van de permanente naleving van de vereisten van de *unbundling* bij kennisgevingen van nieuwe mandaten van bestuurders van de transmissienetbeheerders en/of van de jaarlijkse verslaggeving door de transmissienetbeheerders aan de CREG waaruit blijkt dat zij de wettelijke bepalingen met betrekking tot de vereisten inzake *unbundling* hebben nageleefd.

Zoals hiervoor vermeld, zal de CREG, indien nodig, een certificeringsprocedure (her)openen op basis van de analyse van de kennisgevingen, verslagen enzovoort of indien zij hiertoe een met redenen omkleed verzoek van de Europese Commissie ontvangt.

Met betrekking tot de gemeenschappelijke onderneming Balansys voor de gasmarktintegratie BE-LUX zal de CREG erover waken dat de nalevingsfunctionaris permanent de vereisten van onafhankelijkheid en beroepsbekwaamheid naleeft.

Met betrekking tot het opslagsysteembeheer zal de CREG met toepassing van de Verordening (EU) nr. 2022/1032 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2022 tot wijziging van Verordeningen

³⁷ Regulation (EU) 2022/1032 of the European Parliament and of the Council of 29 June 2022 amending Regulations (EU) 2017/1938 and (EC) No 715/2009 with regard to gas storage.

(EU) nr. 2017/1938 en (EG) nr. 715/2009 wat betreft gasopslag, de daarin beschreven certificeringsprocedure toepassen.

➤ *Waarborgen van de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de netbeheerders*

In 2024 zal de CREG kennisnemen van de jaarlijkse activiteitenverslagen van de *Corporate Governance Comités* van de netbeheerders voor het jaar 2023 en van de jaarlijkse verslagen van de personen die binnen de voornoemde ondernemingen verantwoordelijk zijn voor de opvolging van de nalevingsregels op het gebied van niet-discriminatie, opgelegd aan het personeel ("*compliance officer*") voor het jaar 2023.

Naast de controle van de naleving van de vereisten op het gebied van *unbundling* en certificering, ziet de CREG erop toe dat de netbeheerders voldoen aan de wettelijke bepalingen inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid, zoals beoogd door de elektriciteitswet en de gaswet, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan. In het geval van een inbreuk zal de CREG de nodige maatregelen treffen.

De benoeming van onafhankelijke bestuurders van de netbeheerders is onderworpen aan een eensluidend advies van de CREG betreffende hun onafhankelijkheid.

In geval van kennisgeving van een benoeming van andere bestuurders en/of leden van de directiecomités van de netbeheerders en van de opname van nieuwe functies of mandaten door bestuurders en leden van de directiecomités van de netbeheerders, zal de CREG tevens toezien op de naleving van de ontvlechtingvereisten en desgevallend van andere vereisten inzake onafhankelijkheid. De CREG zal in het kader van de benoemingen van bestuurders en de controle van hun onafhankelijkheid contact nemen met het *Corporate Governance Comité* van de betrokken netbeheerder in geval van vragen over het verloop van de procedure en in het kader van de uitwisseling van informatie.

➤ *Opvolging en aanmoediging van de integratie van de elektriciteits- en gasmarkten*

De CREG zal de evoluties met het oog op een nauwere integratie van de gas- en elektriciteitsmarkten blijven opvolgen en vergemakkelijken.

• Voor wat betreft elektriciteit :

De methode voor het berekenen en toewijzen van de grensoverschrijdende capaciteiten in de *Core* capaciteitsberekeningsregio werd in 2019 vastgelegd door ACER. In 2024 zal de CREG, samen met de andere betrokken reguleringsinstanties de stroomgebaseerde marktkoppeling in de *Core* regio verder en nauwgezet blijven opvolgen. De lancering van deze koppeling gebeurde in juni 2022.

Na de succesvolle implementatie van de stroomgebaseerde marktkoppeling voor de *day-ahead* markt in de *Core*-regio, zal de CREG haar focus deels verschuiven naar de goedkeuring en de implementatie van een capaciteitsberekenings- en allocatiemethode in het *intraday* tijdsbestek, waar het niet-discriminerende karakter dient te worden verzekerd en de beschikbare capaciteiten dienen te worden gemaximaliseerd.

Als gevolg van de inwerkingtreding van de Verordening (EU) 2019/943 – die deel uitmaakt van het *Clean Energy Package* – zal de CREG verdere beslissingen dienen te nemen inzake de toegang tot de grensoverschrijdende infrastructuur, de berekening van de interconnectiecapaciteiten en het gebruik en de coördinatie van remediërende maatregelen om congestie te verlichten. Deze beslissingen dienen individueel of in samenspraak met andere regulerende instanties, of door ACER, genomen te worden.

De CREG zal er, in 2024, in het bijzonder op toezien dat de methoden die gelinkt zijn aan het gebruik en de coördinatie van remediërende maatregelen (inclusief dure maatregelen zoals *redispatching* en *countertrading*) en de regionale coördinatie van operationele veiligheid, verder geïmplementeerd en goedgekeurd worden in samenspraak met de andere regulerende instanties.

In 2024 blijft de CREG aan de transmissienetbeheerder belangrijke stimulansen toekennen die in verhouding staan tot de gerealiseerde indicatoren voor de marktintegratie.

- Voor wat betreft aardgas:

De integratie van de Belgische en Luxemburgse aardgasmarkt op 1 oktober 2015 was een Europese primeur tussen twee lidstaten. Dit project heeft veel praktische kennis opgeleverd om dergelijke grensoverschrijdende integraties te realiseren. Het is steeds de bedoeling geweest om dit project als een pionier te beschouwen en opportuniteiten te blijven evalueren voor een verdere integratie met andere aangrenzende aardgasmarkten waar momenteel trouwens ook evaluaties worden uitgevoerd. De CREG volgt deze evoluties aandachtig op en werkt samen met betrokkenen om verdere mogelijkheden tot integratie te analyseren.

In het kader hiervan zal de CREG de volgende dossiers opvolgen:

- de overgang van de infrastructuur van L-gas naar H-gas door ervoor te zorgen dat de overschakeling gebeurt met zo weinig mogelijk belemmeringen teneinde een zo efficiënt mogelijke H-gasmarkt te waarborgen. Volgens de huidige planning zal de Belgische markt tegen eind 2024 volledig zijn overgeschakeld op H-gas;
- de grensoverschrijdende integratie van de balanceringszones met aandacht voor de kosten-batenanalyse van de projecten waaruit een voordeel blijkt voor zowel de Belgische en de Europese markten als de consumenten;
- de evaluatie van de vervoerscapaciteiten om een antwoord te bieden op de 'reshuffling' van de invoerstromen van gas als gevolg van de progressieve vermindering van gas van Rusland naar Europa; de investeringen en marktkoppelingsactiviteiten, investeringen in "met waterstof compatibele" infrastructuur en *retrofitting*.

➤ *Toezicht op de investeringen van de transmissienetbeheerders*

In de komende jaren zal de CREG het technisch-economische toezicht op het investeringsbeleid van de transmissienetbeheerder voortzetten en dit zowel *ex ante* als *ex post* voor wat betreft aardgas. Ze zal ook het technisch-economische toezicht op het federaal ontwikkelingsplan van het elektriciteitstransmissienet voortzetten. Dit plan wordt opgesteld door transmissienetbeheerder Elia in samenwerking met de Algemene Directie Energie en het Federaal Planbureau. Sinds 2021 neemt de CREG ook deel aan het overlegcomité dat belast is met de opstelling van het federaal ontwikkelingsplan voor de periode 2024-2034. Zo kan de CREG bij de ontwikkeling ervan tussenkomen in de eerste stappen. In 2024 zal de CREG blijven deelnemen aan de werkzaamheden in dat kader.

Daarnaast zal de CREG ook de uitvoering van de *Projects of common interest*" (hierna "PCI") (zie thema 10) in overeenstemming met de Europese Verordening (EU) nr. 2022/869³⁸ en *important projects of common European interest* (IPCEI) in de waterstofsector opvolgen³⁹.

³⁸ Verordening (EU) 2022/869 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2022 betreffende richtsnoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 715/2009, (EU) 2019/942 en (EU) 2019/943, en Richtlijnen 2009/73/EG en (EU) 2019/944, en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 347/2013.

³⁹ <https://economie.fgov.be/nl/themas/energie/energietransitie/belangrijk-project-van>.

In 2024 zal de CREG:

- blijven deelnemen aan de *Task Force* Infrastructure van ACER en de Europese regionale Werkgroepen (HI West, *NSI West Electricity* en *NSOG*) voor de selectie van en het toezicht op de PCI's;
- de uitvoering van andere ondersteuningsmaatregelen op Europees niveau opvolgen;
- overleg plegen (desgevallend met de regulatoren van de buurlanden) voor de implementatie van een kosten-batenanalyse ("*cost-benefit analysis – CBA*") en een grensoverschrijdende kostenallocatie ("*cross-border cost allocation – CBCA*").

- Voor wat de investeringen van de transmissienetbeheerder (TNB) elektriciteit betreft:

In 2024 blijft de CREG de verwezenlijking opvolgen van de voorziene investeringen om de netinfrastructuur te versterken. Er zal bijzondere aandacht besteed worden aan de opvolging van projecten die invloed hebben op de interconnectiecapaciteit en projecten die opgenomen zijn in de stimulansen voor de verbetering van de prestaties van de elektriciteitstransmissienetbeheerder in de tarifaire periode 2024-2027.

De CREG zal ook bijzondere aandacht besteden aan twee grote projecten ("Ventilus" en "Boucle du Hainaut") voor de versterking van het interne hoogspanningsnet die het mogelijk moeten maken om onder meer de elektriciteit van de windmolens op zee te vervoeren.

Deze monitoring van de investeringen zal onder andere gebeuren in het kader van de specifieke stimulansen voor investeringen voor de periode 2024-2027 waarvoor de CREG in 2023 een beslissing⁴⁰ genomen heeft. Deze stimulansen zijn voor de netbeheerder belangrijk en moedigen een grotere efficiëntie aan in het monitoringproces van de investeringsportefeuille.

- Wat de investeringen van de transmissienetbeheerder (TNB) aardgas betreft:

In 2024 blijft de CREG de verwezenlijking opvolgen van de voorziene investeringen in vervoerinstallaties om de infrastructuur te versterken. Er zal bijzondere aandacht besteed worden aan de opvolging van projecten die invloed hebben op de interconnectiecapaciteit en projecten die opgenomen zijn in de stimulansen voor de verbetering van de prestaties van de beheerders in de tarifaire periode 2024-2027.

De CREG zal ook bijzondere aandacht besteden aan twee grote projecten ("Opwijk-Desteldonk" en "Desteldonk-Zeebrugge") voor de versterking van het interne vervoersnet die het tevens mogelijk moeten maken om meer hoogcalorisch aardgas, maar in de toekomst ook waterstof te vervoeren.

Deze monitoring van de investeringen zal onder andere gebeuren in het kader van de specifieke stimulansen voor investeringen voor de periode 2024-2027 waarvoor de CREG eind 2022 een beslissing genomen heeft⁴¹.

⁴⁰ Beslissing (B)658E/80 van 9 februari 2023 over de modaliteiten voor het bepalen van de stimulansen om de prestaties van de beheerder van het transmissienet voor elektriciteit in de loop van de regulatoire periode 2024-2027 te verbeteren.

⁴¹ Beslissing (B)656G/49 van 22 december 2022 over de finale modaliteiten van de bepaling van de stimulansen voor Fluxys Belgium en Fluxys LNG in de periode 2024-2027

➤ *Monitoring van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten*

De CREG zal in 2024 monitoringstudies publiceren over de werking van de groothandelsmarkt voor elektriciteit en gas in België (cf. Thema 2) waarbij de volgende elementen naar voor worden geschoven:

- elektriciteitsproductie, meer bepaald de evolutie van de productie, de geïnstalleerde capaciteit, de combinatie van de gebruikte technologieën en de marktaandelen van de verschillende marktspelers;
- afname van elektriciteit op het transmissienet;
- commerciële en fysische uitwisselingen van elektriciteit;
- interconnecties met de buurlanden;
- compensatie van de onevenwichten;
- levering van aardgas;
- grensoverschrijdende handel in aardgas;
- aardgasverbruik;
- energietransitie en de rol van nieuwe groene gassen;
- marktintegratie en prijsconvergentie;
- LNG;
- opslag;
- balancering.

Met het oog hierop zal de CREG de marktspelers en netbeheerders gericht ondervragen met behulp van vragenlijsten. Dit proces komt elk jaar terug. Ter aanvulling en op basis van de conclusies zullen eventueel gerichte acties worden ondernomen, bijvoorbeeld door samen te werken met de bevoegde instanties op het gebied van mededinging.

In 2024 zal de CREG zich blijven inspannen en indien nodig zich nog meer inspannen op het gebied van markt*monitoring* in het kader van het Derde Energiepakket, het *Clean Energy Package*, het *'Fit For 55'* *package* en de huidige geopolitieke toestand.

Zij zal in haar *monitoring*studies bijzondere aandacht besteden aan:

- transparantie en werking van de geïnterconnecteerde elektriciteits- en aardgasmarkt;
- toezicht op de mededingingsgraad en beperkingen inzake mededinging (in voorkomend geval zal zij samenwerken met de mededingingsautoriteiten);
- de investeringen voorzien voor de infrastructuur van het net;
- de evaluatie van het verslag van Elia en Fluxys Belgium over de grensoverschrijdende handel;
- het vervolgverslag over de termijnen voor de uitvoering van de aansluitingen en herstellingen op het elektriciteitstransmissienet;
- de congestieregels en de toepassing van de restrictieve bepalingen in de leveringscontracten voor elektriciteit en aardgas;
- de toegang tot de opslaginstallaties van aardgas;

- de toegang tot LNG-infrastructuur;
- monitoring van de regels ter bescherming van de eindverbruiker.

De CREG zal bovendien de beschikbaarheid blijven controleren van de fundamentele gegevens⁴² en de gegevens van de transacties voor alle marktspelers. Indien nodig, zal zij de lijst van gegevens die relevant zijn voor de marktspelers en die openbaar moeten worden gemaakt, uitbreiden.

Om de kwaliteit en de beschikbaarheid van de marktgegevens te waarborgen, heeft de CREG een tarifaire stimulans uitgewerkt voor de periode 2020-2023 naar aanleiding van de vaststelling dat de transmissienetbeheerders (TNB's) en transparantieplatformen inconsistente gegevens hebben gepubliceerd. Deze stimulans wordt voortgezet en uitgebreid naar realtime voor de tariefperiode 2024-2027. Deze inconsistente gegevens werden vastgesteld door de studie die in 2017 werd uitgevoerd over de correcte toepassing door transmissienetbeheerders voor aardgas en elektriciteit van de Europese verordeningen nr. 715/2009⁴³, nr. 714/2009⁴⁴ en nr. 543/2013⁴⁵ en de interacties en de complementariteit met de Europese verordeningen en richtlijnen in het bijzonder met betrekking tot REMIT⁴⁶ en MiFID II⁴⁷ op het gebied van energie. De studie zal worden bijgewerkt. Daarbij zal de nadruk gelegd worden op de coherentie en de juistheid van de gegevens tussen transparantieplatformen en gegevens van de Belgische transmissienetbeheerders en de presentatie van de eerste resultaten van de stimulans. Bovendien zal de CREG contact onderhouden met ENTSO-E over de kwaliteit van de gegevens via vergaderingen van de werkgroep van ENTSO-E⁴⁸ die zich bezighoudt met transparantie. De CREG zal trouwens andere regulatoren verzoeken om mee te werken rond de juistheid van de gegevens die de transparantie op de markt binnen de CWE-regio verzekeren.

- Voor wat betreft de elektriciteitsmarkt:

In 2024 zal de CREG toezicht houden op de ontwikkelingen van marktmechanismen met het oog op een doeltreffend gebruik van de transmissienetten. Deze taak zal onder meer betrekking hebben op de verbeteringen die op regionaal niveau (*Core*) moeten worden aangebracht aan het koppelingsmechanisme gebaseerd op stromen en aan de installatie van een *intraday* mechanisme voor de regionale markt.

⁴² Fundamentele gegevens voor elektriciteit is informatie over de capaciteit en het gebruik van installaties voor de productie, het verbruik en de transmissie van elektriciteit, met inbegrip van geplande of niet-geplande onbeschikbaarheden van de genoemde installaties, in overeenstemming met artikel 6 tot 17 van de verordening (EU) nr. 543/2013 van de commissie. Fundamentele gegevens voor gas is de informatie over de capaciteit en het gebruik van infrastructuur voor het vervoer van aardgas, met inbegrip van de geplande en niet-geplande onbeschikbaarheid van de genoemde infrastructuur in overeenstemming met paragraaf 3.3-1) en 3.3-5) van bijlage I van de verordening (EG) nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad.

⁴³ Verordening nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de voorwaarden voor de toegang tot aardgastransmissienetten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1775/2005.

⁴⁴ Verordening nr. 714/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de voorwaarden voor toegang tot het net voor grensoverschrijdende handel in elektriciteit en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1228/2003.

⁴⁵ Verordening nr. 543/2013 van de Commissie van 14 juni 2013 betreffende de toezending en publicatie van gegevens inzake de elektriciteitsmarkten en houdende wijziging van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 714/2009 van het Europees Parlement en de Raad.

⁴⁶ Verordening (EU) nr. 1227/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de integriteit en transparantie van de groothandelsmarkt voor energie.

⁴⁷ Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, tot wijziging van de Richtlijnen 85/611/EEG en 93/6/EEG van de Raad en van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 93/22/EEG van de Raad.

⁴⁸ ENTSO-E Transparency User Group (ETUG).

De CREG zal ook de eventuele aanvragen tot vrijstelling van de gelijkstroomverbindingen overeenkomstig verordening nr. 2019/943 bestuderen⁴⁹. Tot op heden is er geen enkele aanvraag tot vrijstelling voorzien. De CREG zal ook de tijd controleren die de netbeheerder nodig heeft om verbindingen en herstellingen uit te voeren. De CREG zal waken over de terbeschikkingstelling van een geharmoniseerd en gemakkelijk te begrijpen formaat voor de verbruiksgegevens en de toegang ertoe.

In samenwerking met ACER en de nationale Europese energieregulators van de andere lidstaten zal de CREG haar inspanningen voortzetten op het gebied van de uitwisseling van informatie die relevant is op Europees niveau.

Zij zal bovendien de procedures inzake de beperkingen van de grensoverschrijdende capaciteiten door transmissienetbeheerders evalueren.

- Voor wat betreft de gasmarkt:

De CREG zal waken over het behoud van het niveau van informatieverstrekking, ondanks het feit dat Europese platformen bepaalde taken van de transmissienetbeheerders overnemen. In het kader hiervan is zij uitdrukkelijk geïnteresseerd in de voortzetting van de ontwikkeling van het Centraal-Europese transparantieplatform van ENTSO-G⁵⁰. De oprichting hiervan werd beschouwd als een essentiële aanvullende maatregel tegen congestie in Europa. In januari 2015 heeft ACER een eerste verslag inzake CMP-toezicht ("*Congestion Management Procedure*") gepubliceerd met de steun van de NRA's ("*National Regulatory Authority*"). Binnen de Europese Unie is de tenuitvoerlegging van de CMP nog niet voltooid. Jaarlijks wordt er een monitoringstudie uitgevoerd. Op dit ogenblik is er voor België geen enkele tekortkoming vastgesteld.

In 2024 zal de CREG de initiatieven opvolgen die gericht zijn op de bouw van nieuwe installaties die het capaciteitsaanbod beïnvloeden.

Ook zullen volgende initiatieven in 2024 de aandacht van de CREG vereisen:

- de optimalisatie van het operationele beheer van de vervoersnetten in België (zowel voor H-gas als voor L-gas);
- de aanpassingen van het vervoersnet die nodig zijn voor het vervoer van nieuwe gassen (biomethaan, waterstof);
- het hergebruik van de gasinfrastructuur in een beleid van decarbonisering en energietransitie;
- de koppeling hiervan met de onontbeerlijke investeringen;
- de projecten die goedgekeurd en lopend zijn voor een grensoverschrijdende samenwerking;
- eventuele nieuwe initiatieven voor een grensoverschrijdende integratie van het beheer met de vervoersnetten van de buurlanden.

In het kader van de adviesbevoegdheid van de CREG op het gebied van de toekenning van transportvergunningen voor de bouw en exploitatie van individuele vervoersinstallaties, wordt een minutieuze opvolging verzekerd.

⁴⁹ Verordening (EU) nr. 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit.

⁵⁰ Verordening (EG) nr. 715/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de voorwaarden voor de toegang tot aardgastransmissienetten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1775/2005.

- *Waarborgen van de toegang tot de transmissienetten en dit op niet-discriminerende wijze*
 - Voor wat betreft de elektriciteitsmarkt:

De gedragscode voor elektriciteit voorziet dat de CREG type-overeenkomsten goedkeurt voor de aansluiting, de toegang, balanceringsverantwoordelijkheid, programmeringsverantwoordelijkheid, verantwoordelijkheid voor de planning van de onbeschikbaarheden, de levering van ondersteunende diensten, voor de uitwisseling van informatie met elektriciteitsleveranciers en leveranciers van ondersteunende diensten, evenals voor de samenwerking met beheerders van een publiek distributienet (inclusief het akkoord bedoeld in artikel 40, § 7 van de Europese richtsnoer SO GL). Deze bepalingen zijn overgeheveld uit het federaal technisch reglement dat sinds 2019 deze goedkeuringsbevoegdheid voorzag. Sindsdien heeft de CREG haar goedkeuringsbevoegdheid op voorstel van Elia uitgeoefend voor een aantal van de bovenvermelde type-overeenkomsten, in overeenstemming met de geldende wettelijke bepalingen.

De CREG verwacht in 2024 vanwege Elia het voorstel van de type-aansluitingsovereenkomst alsook voorstellen met het oog op de aanpassing van bepaalde, andere typeovereenkomsten goedgekeurd tijdens de periode 2020-2023, ter goedkeuring. De CREG zal eveneens aandachtig zijn en actief samenwerken met Elia om wenselijke aanpassingen aan de type-overeenkomsten door te voeren, met name de type-overeenkomst voor de balanceringsverantwoordelijke, op basis van de opgedane ervaring over de financiële uitdagingen waarmee de balanceringsverantwoordelijken (en de leveranciers waarmee ze verbonden zijn) geconfronteerd worden in de huidige moeilijke marktsituatie. De CREG verwacht eveneens een voorstel tot wijziging van de type-overeenkomst voor hersteldiensten ter verbreding van de markt voor black-startdiensten.

Daarnaast zal de CREG in 2024 haar adviesbevoegdheid verder uitoefenen met betrekking tot de aanvragen voor het toekennen door de minister van Energie van de hoedanigheid van beheerder van een gesloten industrieel net voor het gedeelte uitgebaat op een nominale spanning hoger dan 70kV.

De ontwikkeling van het marktmodel, voornamelijk wat betreft de productie, de *balancing*, de ondersteunende diensten en de groothandelsmarkt, maar ook op het niveau van tarieven, wordt van nabij opgevolgd door de CREG. Zo kan de ontwikkeling van sommige mechanismen worden voortgezet teneinde een meer uitgesproken "marktgerichtheid" te bekomen. Dit proces en de werken die eruit voortkomen, zullen worden geharmoniseerd met de andere Europese regulatoren rekening houdend met de beslissingen van de Europese instanties.

Net als in 2023 zal de CREG in 2024 bijdragen tot de creatie en opstelling van een nieuwe netcode, die tot doel heeft de toegang tot de balanceringsmarkten voor "*demand response*" te vergemakkelijken.

- Voor wat betreft de gasmarkt:

Voor wat betreft het transport van aardgas wordt het marktmodel, van toepassing sinds 2012, verder verfijnd en aangepast. Sindsdien heeft de CREG immers de opeenvolgende aangepaste versies van de belangrijkste voorwaarden voor toegang tot het vervoersnet op voorstel van Fluxys Belgium en na consultatie van de marktpartijen, goedgekeurd. De CREG zal erop toezien dat in 2024 de aanpassingen aan het marktmodel worden uitgevoerd en dit in overleg met de marktpartijen.

Vanaf 1 juli 2020 is de balancering van de geïntegreerde Belux marktzone de verantwoordelijkheid van Balansys. Fluxys Belgium zal verder instaan voor het aanbod van vervoersdiensten aan de netgebruikers. Een belangrijk punt van aandacht wordt hierbij de opvolging van de kredietwaardigheid van de netgebruikers en het voorkomen van fraude. In 2021 werd de *Know Your Customer Policy* geïmplementeerd. De CREG zal de resultaten hiervan verder opvolgen in 2024.

Wat het transport van aardgas tussen het Verenigd Koninkrijk en België via de Interconnector-pijpleiding betreft, heeft de CREG op 1 maart 2018 het door Interconnector ingediende voorstel goedgekeurd. Dat heeft betrekking op de gewijzigde toegangsovereenkomst met Interconnector, het

gewijzigd toegangsreglement van Interconnector en de gewijzigde gebruikersovereenkomst, die de impliciete toewijzing van capaciteit mogelijk hebben gemaakt. Interconnector zal in 2024 zijn productaanbod verder afstemmen op de markt en de aangepaste en gewijzigde belangrijke voorwaarden. Interconnector zal m.a.w. het toegangscontract (IAA) en de toegangscode (IAC), na raadpleging van de marktspelers, aan de CREG ter goedkeuring voorleggen.

Sinds de liberalisering van de energiemarkt is opslag een concurrentiële activiteit. De opslagsite in Loenhout concurreert met andere opslagsites in Noordwest-Europa. Naarmate de aardgasmarkten evolueerden naar liquide markten en de prijzen losgekoppeld werden van de olieprijs, werd de verkoop van opslagcapaciteit steeds meer afhankelijk van de zomer-winter spreads op de gasmarkt. De CREG keurde op 16 juli 2021 het nieuwe opslagmodel goed en zal van nabij de implementatie ervan opvolgen.

In samenwerking met de nationale regulatoren zal de CREG in 2024 binnen de GST WS (*Gas Storage work stream*) van de CEER blijven onderzoeken welke bijdrage de opslag kan leveren aan de bevoorradingszekerheid⁵¹.

In 2024 zal de CREG de activiteiten van de LNG-terminal van Zeebrugge blijven opvolgen. In dit kader zal ze bijzondere aandacht besteden aan de naleving van de algemene voorwaarden die van toepassing zijn op de LNG-terminal van Zeebrugge.

De CREG zal bovendien werken aan de evolutie van het regulatorisch kader m.b.t. de diensten die moeten ontwikkeld worden in het kader van het *Decarbonisation Package*. Fluxys LNG zal die diensten moeten ontwikkelen, in een markt met concurrentie op Europees niveau. Deze diensten zullen eveneens moeten ontwikkeld worden parallel met de vervoersdiensten die ook in het kader van het *Decarbonisation Package* zullen ontstaan. De verdere ontwikkeling van de automatische *truck loading* diensten zal ook moeten gebeuren in afwachting van de indienststelling van de vier nieuwe laadkaaien.

Bovendien zal de rol van de LNG-terminal van Zeebrugge ook moeten worden onderzocht in het licht van de bevoorradingszekerheid in Europa. De impact van de huidige geopolitieke toestand en de uitbreiding van de behoeften aan LNG zouden er immers voor kunnen zorgen dat de diensten op een andere manier moeten ingezet worden.

Er zal in 2024 ook gewerkt worden rond de aspecten met betrekking tot de rol van LNG in het kader van de energietransitie.

3.1.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
3.1.2.	Eensluidend advies binnen de dertig kalenderdagen na de kennisgeving van de benoeming van onafhankelijke bestuurders van de transmissienetbeheerders	2024	Gereguleerde activiteiten – Onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de TNB
3.1.2.	Actualisering van de studie over de transparantie door de nadruk te leggen op de problematiek van de kwaliteit van de gegevens gepubliceerd door Elia	2024	Gereguleerde activiteiten-Verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van

⁵¹Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on an EU strategy for liquefied natural gas and gas storage 16 Feb 2016.

	Transmission Belgium en de resultaten van de stimulans hiertoe		de capaciteiten van de transmissienetten
3.1.2.	Adviezen over de aanvragen voor het toekennen van de hoedanigheid van beheerder van een gesloten industrieel net (elektriciteit)	2024 (op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Waarborgen van de toegang tot de gesloten industriële netten
3.1.2.	Beslissingen betreffende de typecontracten voor de aansluiting, de toegang, de evenwichtsverantwoordelijken, de ondersteunende diensten, de programmeringsverantwoordelijke, de verantwoordelijke voor de planning van de onbeschikbaarheden, de samenwerking met beheerders van een openbaar distributienet evenals het akkoord bedoeld in artikel 40, § 7 van de Europese richtlijn SOGL (elektriciteit)	2024 (op voorstel van de beheerder van het transmissienet voor elektriciteit)	Gereguleerde activiteiten – Toegang tot het transmissienet waarborgen
3.1.2.	Toezicht en besluiten met betrekking tot de implementering van de regionale mechanismen voor gecoördineerde berekening van capaciteiten op <i>day-ahead</i> en <i>intraday</i> (elektriciteit)	<i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten
3.1.2.	Beslissingen betreffende de gecoördineerde implementatie (op Europees of regionaal niveau) van de CACM-, FCA-, EB- en SO-verordeningen	<i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Verbetering van transparantie, aanbod en gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten
3.1.2.	Beslissingen m.b.t. aanpassingen van de belangrijkste voorwaarden van Fluxys Belgium en Balansys en van het gasvervoersmodel	<i>Ad hoc</i> (op vraag van de TNB)	Gereguleerde activiteiten – Toegang tot het transmissienet en de verbetering van de transparantie waarborgen
3.1.2.	Beslissingen betreffende de aanpassing van de belangrijkste voorwaarden van Interconnector	<i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Toegang tot het transmissienet en de verbetering van de transparantie waarborgen
3.1.2.	Beslissingen m.b.t. aanpassingen van de belangrijkste voorwaarden van Fluxys Belgium voor de opslag	2024	Gereguleerde activiteiten – Toegang tot de opslaginstallatie van

			Loenhout en verbetering van de transparantie
--	--	--	--

3.2. THEMA 7: ONTWIKKELEN VAN NETWERKCODES EN CONTROLE VAN HUN CORRECTE TOEPASSING

3.2.1. Doelstellingen van de CREG

➤ Europese netwerkcodes

De oprichting van een eengemaakte markt op Europees niveau is een belangrijke doelstelling van het Europese energiebeleid. Een van de middelen om dit te bereiken, bestaat uit het aannemen van diverse netwerkcodes en richtlijnen (in het Engels "*Network Codes*" en "*Guidelines*"). De CREG heeft in het kader van ACER actief deelgenomen aan de opstelling van deze regels op Europees en regionaal niveau. Hierdoor kan zij anticiperen en de toepassing ervan op Belgisch, regionaal en Europees niveau beter voorbereiden.

Voor elektriciteit zal de CREG in 2024 verder werken aan de afstemming op de regels beschreven in verordening (EU) 2019/943 en de opvolging van de correcte toepassing van de regels op het gebied van:

- capaciteitstoewijzing en congestiebeheer, ook CACM GL ("*Capacity Allocation and Congestion Management Guideline*") genoemd⁵². De CREG zal haar expertise verder ter beschikking stellen in het kader van de discussies met betrekking tot het wetgevend proces voor de herziening van de CACM GL;
- capaciteitstoewijzing op lange termijn, ook FCA GL ("*Forward Capacity Allocation Guideline*") genoemd, in werking getreden op 17 oktober 2016. De CREG zal haar expertise verder ter beschikking stellen in het kader van de eventuele discussies met betrekking tot het wetgevend proces voor de herziening van de FCA GL;
- *balancing* van het elektriciteitssysteem, ook EB GL ("*Electricity Balancing Guideline*") genoemd, in werking getreden op 18 december 2017. De CREG zal haar expertise inbrengen in eventuele discussies over het wetgevingsproces voor de herziening van de EB GL;
- vereisten voor producenten, ook RfG-netcode ("*Requirements for Generators*") genoemd, in werking getreden op 17 mei 2016;
- aansluiting van verbruikers, ook DCC ("*Demand Connection Code*") genoemd, in werking getreden op 7 september 2016;
- hoogspanningsgelijkstroomssystemen, ook HVDC-netcode ("*High Voltage Direct Current*") genoemd, in werking getreden op 28 september 2016;
- de noodtoestand en de heropbouw van het elektriciteitsnet, ook ER-netcode ("*Emergency and Restoration*") genoemd, in werking getreden op 18 december 2017;
- beheer van elektriciteitstransmissiesystemen, ook SO GL ("*System Operation Guideline*") genoemd, in werking getreden op 14 september 2017. De CREG zal haar expertise

⁵² Deze regels zijn op 15 augustus 2015 in werking getreden.

inbrengen in eventuele discussies over het wetgevingsproces voor de herziening van de SO GL;

- cybersecurity van de grensoverschrijdende elektriciteitsstromen, ook NCCS ('Network Code Cybersecurity') genoemd die binnenkort in werking zal treden.

Daarnaast zal de CREG bijdragen aan de discussies over de ontwikkeling van een nieuwe netcode met betrekking tot de ontwikkeling van vraagrespons.

De correcte toepassing van de richtsnoeren inzake "*system operation*" (SO GL) en de richtsnoeren m.b.t. *balancing* (EB GL) zal opgevolgd worden door de deelname van de CREG aan de projecten in verband met het ontwerp, de realisatie en de exploitatie van de internationale coördinatieplatformen. België werkt mee aan projecten met betrekking tot de implementatie van vier Europese platformen. Het eerste betreft de veilingen van FCR-capaciteit waar harmonisatie van dienstvereisten op het niveau van FCR-samenwerking wordt besproken. Het tweede gaat over de compensatie van onevenwichten van RFP-blokken tussen transmissienetbeheerders terwijl dit platform geleidelijk zal worden geïntegreerd in het PICASSO-platform. De twee laatste betreffen de veilingen m.b.t. offertes voor de activering van respectievelijk aFRR (project PICASSO) en mFRR (project MARI). De CREG volgt deze projecten op in het kader van een Europese samenwerking van de betrokken nationale regulatoren die noodzakelijk is om gemeenschappelijke beslissingen over de implementatie van deze platformen te organiseren, met toepassing van de richtlijn betreffende het evenwicht. In 2024 verwacht de CREG dat Elia aan alle vier platformen zal deelnemen.

Wat aardgas betreft, legt de Europese netwerkkode inzake het capaciteitsaanbod (NC CAM), goedgekeurd op 15 april 2013 en in werking getreden op 1 november 2015, als norm de veiling vast van de grensoverschrijdende gegroepeerde capaciteit. De samenwerking en de ontwikkeling van het PRISMA-platform, dat is opgezet om te beantwoorden aan de vereisten van de NC CAM, zal door de CREG in 2024 verder worden opgevolgd binnen de daartoe opgerichte RAG (*Regulatory Advisory Group*) in overleg met de andere Europese regulatoren. De CREG zal er eveneens prioritaire aandacht aan besteden gelet op de aanpassingen in de Europese wetgeving inzake aardgas ten gevolge van het aangenomen *Clean Energy Package* en in het kader van de huidige geopolitieke situatie.

Sinds 1 mei 2016 is de netwerkkode inzake de interoperabiliteit van gas en gegevensuitwisseling (NC INT) van toepassing. In 2024 zal de CREG de implementatie ervan opvolgen.

De CREG heeft, in het kader van ACER, actief meegewerkt aan de uitwerking van de Europese netcode over cybersecurity van de grensoverschrijdende elektriciteitsstromen die binnenkort in werking zal treden. Zodra de lidstaten deze netcode hebben aangenomen, zal de CREG de implementatie ervan opvolgen en de taken uitvoeren die haar zullen worden toegewezen in samenwerking met de andere bevoegde instanties inzake cybersecurity.

➤ *Gedragscode elektriciteit en gedragscode aardgas*

Meer algemeen zal de CREG haar opdracht uitvoeren inzake de controle op de toepassing van de gedragscode voor elektriciteit met bijzondere aandacht voor de uitwerking van de ondersteunende diensten en de compensatie van de netverliezen en van de gedragscode voor aardgas. Verder zal zij erop toezien dat de gas- en elektriciteitsondernemingen deze respectieve regels naleven.

- Gedragscode elektriciteit:

De CREG is, sinds 1 september 2022, bevoegd om een gedragscode op te stellen zoals bedoeld in artikel 11, § 2 van de elektriciteitswet. Deze gedragscode bevat de voorwaarden voor de aansluiting op en de toegang tot het transmissienet en de methoden voor het berekenen of vastleggen van de voorwaarden

inzake het verstrekken van ondersteunende diensten en toegang tot de grensoverschrijdende infrastructuur, inclusief de procedures voor de toewijzing van capaciteit en congestiebeheer.

De eerste versie van de gedragscode beoogt immers in eerste instantie een opsplitsing te verwezenlijken ten aanzien van het koninklijk besluit van 22 april 2019 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, en dit in uitvoering van de wet van 21 juli 2021 die het wettelijke kader ter zake in de elektriciteitswet heeft gewijzigd. Deze opsplitsing is nodig om conformiteit met de Europese regelgeving te verzekeren.

Er werden echter wijzigingen aangebracht ten opzichte van de bepalingen uit het huidige technisch reglement (koninklijk besluit van 22 april 2019), in het bijzonder in verband met de "gedeelde aansluitingen", de "substantiële modernisering" en de "procedure voor de eenzijdige opzegging van de aanduiding als toegangshouder en evenwichtsverantwoordelijke in geval van wanbetaling".

Dit neemt niet weg dat de gedragscode van de CREG inhoudelijk verder zal moeten evolueren om een gepast antwoord te bieden op de noden van de markt, bv. om een gepast kader te bieden voor aansluitingen met flexibele toegang. Indien er, in het bijzonder als gevolg van de behoeften van de markt, verdere aanpassingen aan de gedragscode elektriciteit en/of het technisch reglement nodig of wenselijk zijn in 2024, zal de CREG wijzigingen aan de gedragscode elektriciteit aanbrenge, waar nodig op voorstel van de transmissienetbeheerder, en wat betreft het technisch reglement, overleg plegen met de Algemene Directie Energie en desgevallend een advies geven over de voorgestelde aanpassingen aan het technisch reglement.

- Gedragscode aardgas:

Krachtens de wet van 21 juli 2021, die op 3 september 2021 in het Belgisch Staatsblad werd gepubliceerd, werd artikel 15/5undecies, § 1, van de gaswet gewijzigd. Met deze wetswijziging wil de wetgever een antwoord bieden op het arrest van het Europees Hof van Justitie van 3 december 2020.

Voortaan is het niet meer de Koning, maar wel de CREG die bevoegd is om de voorwaarden voor de aansluiting op en de toegang tot de vervoersnetten en de LNG-installaties, overeenkomstig artikel 15/5undecies, § 1 vast te stellen.

Bijgevolg heeft de CREG een gedragscode aardgas opgesteld met:

- 1) de voorwaarden voor de aansluiting op het vervoersnet en voor de toegang ertoe, alsook voor de toegang tot de opslaginstallatie voor aardgas en tot de LNG-installatie;
- 2) de voorwaarden inzake de verstrekking van balanceringsdiensten;
- 3) de voorwaarden inzake de toegang tot grensoverschrijdende infrastructures, inclusief de procedures voor de toewijzing van capaciteit en congestiebeheer.

Concreet wil dit zeggen dat de gedragscode van 23 december 2010⁵³ is opgeheven en vervangen door de beslissing van de CREG van 31 augustus 2022 tot vaststelling van een gedragscode voor aardgas, in overeenstemming met artikel 15/5undecies, § 1, van de gaswet.

⁵³ Koninklijk besluit van 23 december 2010 betreffende de gedragscode inzake de toegang tot het aardgasvervoersnet, de opslaginstallatie voor aardgas en de LNG-installatie en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2001 betreffende de algemene voorwaarden voor de levering van aardgas en de toekenningvoorwaarden van de leveringsvergunningen voor aardgas.

3.2.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Controle van de Europese netwerkcodes*

De CREG zal ten volle samenwerken met de andere Europese regulatoren via specifieke werkgroepen (gecoördineerd door de Werkgroep Elektriciteit – zie hierboven) teneinde beslissingen te nemen die verband houden met de implementering van de netwerkcodes. De CREG zal toezicht houden op de implementering van de mechanismen en processen die bij deze verschillende netwerkcodes horen.

De CREG zal onder meer aandacht schenken aan de besprekingen op Europees niveau op het gebied van de harmonisering van de tariefstructuren voor elektriciteitstransmissie in Europa. In tegenstelling tot de gasmarkt wordt er op de elektriciteitsmarkt momenteel enkel een tarifaire *scoping* uitgevoerd. Als gevolg van de goedkeuring van het *Clean Energy Package* heeft ACER de opdracht gekregen om de gemeenschappelijke tarifaire principes en de *Best Practices* in het kader van de mogelijke latere harmonisering van de tarieven te bepalen. Sinds 2019 heeft de CREG actief meegewerkt aan de werkzaamheden over dit thema in het kader van de *Task Force Infrastructure* van ACER. Deze werkzaamheden hebben tot nu toe geleid tot twee verslagen over de tariefmethodologieën voor het vervoer en de distributie in Europa⁵⁴. De werkzaamheden zullen in 2024 worden voortgezet om te leiden tot geharmoniseerde aanbevelingen inzake tariefmethodologie.

De CREG is bovendien aanwezig en actief in het kader van het toezicht op en de uitwerking van alle netwerkcodes via AGWG⁵⁵ en AEWG⁵⁶.

In het kader van de samenwerking met betrekking tot het PRISMA-platform en de ontwikkeling ervan, blijft de CREG met het oog hierop voorzitter van de reguleringsadviesraad van PRISMA.

Wat betreft de Europese netwerkcodes elektriciteit RfG, DCC, HVDC zal de CREG de daarin vervatte nieuwe bevoegdheden uitoefenen zoals beslissingen nemen over eventuele afwijgingsverzoeken en over gevallen van substantiële modernisering van installaties.

Wat betreft de Europese netwerkcodes gas NC CAM, NC BAL, NC TAR en NC INT zal de CREG de verdere ontwikkelingen opvolgen en toezien op de implementatie ervan voor wat betreft de Belgische aardgasmarkt.

➤ *Gedragscode elektriciteit en gedragscode aardgas*

• Gedragscode elektriciteit:

De CREG zal toezien op de toepassing van de regels in de gedragscode elektriciteit inzake voorwaarden voor de aansluiting op het transmissienet, de toegang tot het transmissienet, de aanschaf van ondersteunende diensten en de toegang tot grensoverschrijdende infrastructures, met inbegrip van de capaciteitstoewijzing en het congestiebeheer.

De CREG zal de gedragscode op regelmatige basis aanpassen zodat de regels erin goed blijven beantwoorden aan de behoeften van de elektriciteitsmarkt.

De CREG zal eveneens bijdragen aan de evolutie van het technisch reglement en een advies geven over de eventuele voorgestelde aanpassingen om het te laten evolueren.

⁵⁴ ACER Practice Report on Transmission Tariff Methodologies in Europe; december 2019; en ACER Report on Distribution Tariff Methodologies in Europe; februari 2021.

⁵⁵ AGWG: *Agency Gas Working Group*.

⁵⁶ AEWG: *Agency Electricity Working Group*.

- Gedragscode aardgas:

De CREG zal de toepassing blijven controleren van de regels die zijn vastgelegd in de gedragscode. In elk geval zal de basis van deze regels en de principes op structurele wijze worden geëvalueerd. Indien nodig worden ze gewijzigd in overleg met alle marktspelers voorafgaand aan de definitieve goedkeuring door de CREG.

In die zin zal de CREG, in overeenstemming met de wet van 21 juli 2021 die gepubliceerd werd in het Staatsblad op 3 september 2021, de opvolging van de implementatie van de gedragscode voor aardgas verzekeren die de voorwaarden voor de aansluiting op en de toegang tot de vervoernetten en de LNG-installaties, overeenkomstig artikel 15/5*undecies*, § 1, van de gaswet, vaststelt.

- Gaswet:

De CREG zal de goede implementatie van de gaswet monitoren.

3.2.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
3.2.2.	Actief deelnemen aan de bijwerking van de aanbevelingen in het kader van ACER over gemeenschappelijke principes voor de tariefmethodologieën voor de transmissie en distributie van elektriciteit	2024	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de netcodes
3.2.2.	Talrijke beslissingen van de CREG, in voorkomend geval gecoördineerd met andere Europese en regionale regulatoren (<i>Core</i>), over de netwerkcodes CACM, FCA, <i>Balancing</i> , <i>Grid Connection</i> en <i>System Operations</i> en verordening 2019/943	2024 (volgens de timing vastgelegd door de netwerkcodes)	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de netcodes
3.2.2.	Opvolging van de implementatie NC CAM, BAL, INT + CMP via de jaarlijkse publicatie van 4 rapporten binnen ACER WG. Actieve bijdrage van de CREG aan het opstellen van deze rapporten	2024	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de netcodes
3.2.2.	Beslissing omtrent de aanpassingen van de belangrijkste voorwaarden van Fluxys Belgium (vervoer en opslag), Fluxys LNG, Balansys en Interconnector	2024	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de netcodes
3.2.2.	Desgevallend advies over een aanpassing van het technisch reglement	<i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste

			toepassing van de netcodes
3.2.2.	Opvolging van de implementatie van de gedragscode en, beslissing tot aanpassing	2024/ <i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de netcodes

3.3. **THEMA 8: VASTSTELLEN VAN DE NETTARIEVEN (*EX ANTE* EN *EX POST*)**

3.3.1. **Doelstellingen van de CREG**

De doelstellingen van de CREG met betrekking tot de vastlegging van de nettarieven zijn gegroepeerd rond de volgende elementen:

- toezicht op de correcte toepassing van de tariefmethodologie en de beslissingen nemen die hieruit voortvloeien of die onontbeerlijk blijken;
- de investeringen in het net analyseren, opvolgen en ondersteunen, rekening houdend met de energietransitie.

Deze doelstellingen worden hierna uiteengezet.

➤ *Toezicht op de correcte toepassing van de tariefmethodologie en de beslissingen nemen die hieruit voortvloeien of die onontbeerlijk blijken*

- Voor wat betreft elektriciteit:

De tariefmethodologie geldt voor de regulatoire periode 2024-2027. Ze blijft gebaseerd op de volgende uitgangspunten:

- 1) de noodzaak om efficiënte investeringen te realiseren;
- 2) de toekenning van een afdoende vergoeding voor de in het net geïnvesteerde kapitalen;
- 3) het treffen van gepaste stimuleringsmaatregelen om de doeltreffendheid en de kwaliteit van de verleende dienst, de integratie van de markt en onderzoek en ontwikkeling te waarborgen;
- 4) de kostenbeheersing via de evaluatie van de redelijkheid van de door de nettarieven gedekte kosten;
- 5) de transparantie bij de doorberekening van de kosten aan de netgebruikers dankzij een tariefstructuur die afhangt van de door de netbeheerder verleende diensten.

Gedurende de volledige regulatoire periode worden voortdurend inspanningen geleverd in het kader van deze beginselen en zal er een intensieve tarifaire controle worden uitgeoefend.

Omdat de impact ervan erg belangrijk is, herhaalt de CREG hierna de stimulansen die in 2024 in werking zullen treden voor de transmissie van elektriciteit:

- een stimulans om de "beheersbare kosten" onder controle te houden die onder andere afhankelijk is van de daadwerkelijk uitgevoerde investeringen;
- twee stimulansen om de "beïnvloedbare kosten" onder controle te houden (de kosten van de reserves van de regeling van het evenwicht en de kosten van de aankoop van energieblokken op lange termijn om de netverliezen te compenseren);
- drie stimulansen om de marktintegratie te bevorderen;
- drie stimulansen om de continuïteit van de bevoorrading te bevorderen;
- een stimulans ter bevordering van onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten. Deze stimulans bestaat uit twee luiken, een luik in verband met de kapitaalsubsidies voor vernieuwende projecten en een luik afhankelijk van het onderzoeks- en ontwikkelingsplan dat aan de CREG ter goedkeuring is voorgelegd;
- discretionaire stimulansen van de CREG om het netevenwicht te bevorderen.

De opvolging van de stimulansen houdt in dat de CREG elk jaar van de regulatoire periode verschillende taken heeft met als belangrijkste taak de controle van de jaarlijkse tariefverslagen. Deze acties zijn opgenomen in deel "3.3.2. Uit te voeren activiteiten".

- Voor wat betreft aardgas:

De CREG zal de overgang van L-gas naar H-gas van nabij opvolgen, waarbij erover wordt gewaakt dat de kosten redelijk blijven en het recuperatiesysteem van deze kosten billijk is. De CREG zal eveneens de nodige controle uitoefenen op de eventuele aanpassingen van de nettariëfstructuren die nodig blijken in het kader van de Europese harmonisatie van de nettariëven. In dit kader zal de CREG bijzondere aandacht besteden aan de toepassing van deze regelgeving met betrekking tot de grensoverschrijdende infrastructuur, zoals de internationale verbinding tussen Zeebrugge en Bacton (Verenigd Koninkrijk) die wordt geëxploiteerd door Interconnector. Alle wijzigingen die de CREG aanbrengt in de regulatoire basisdocumenten, zullen worden overlegd met de marktspelers.

In 2023 heeft de CREG de tarieven voor de periode 2024-2027 goedgekeurd op basis van de nieuwe tariefmethode 2024-2027 die in juni 2022 op de website van de CREG werd gepubliceerd. Afgezien van de inflatie zijn deze tarieven in lijn met het verleden.

➤ *Analyse, opvolging en ondersteuning van de investeringen in het net*

Op het gebied van de investeringen in de internationale verbindingen en de uitbouw van de transmissienetten voor elektriciteit en gas, zal zowel *ex ante* als *ex post* bijzondere aandacht worden besteed aan de geplande projecten, aan de relevantie ervan en aan hun concrete realisatie door de netbeheerders.

In de Europese context zal de CREG vanzelfsprekend rekening houden met eventuele stimuleringsmaatregelen om te waarborgen dat de investeringen van Europees belang worden gerealiseerd. De CREG zal in voorkomend geval de nodige tarifaire maatregelen treffen om de realisatie ervan in de hand te werken.

De CREG zal bijzondere aandacht besteden aan de voorbereiding van het volgende Europese investeringsplan (*Ten-Year Network Development Plan 2024*⁵⁷). De focus ligt hierbij op de zogenaamde energietransitieprojecten, inclusief de anticipatieve investeringen, waarbij de evoluties van het bijhorende regulatoire kader besproken in de werkgroepen van ACER mee in rekening zullen genomen

⁵⁷ Afkorting: TYNDP 2024.

worden. De CREG zal eveneens investeringen monitoren en de samenhang met het nationaal investeringsplan controleren.

- Voor wat betreft elektriciteit:

Met betrekking tot investeringen is het uiterst belangrijk dat de middelen zo efficiënt mogelijk gebruikt worden en dat prioritaire projecten op de juiste manier worden gekozen. Een bijzonder aandachtspunt voor de hele regulatoire periode en dus ook voor 2024 zal betrekking hebben op de beheersing van de uitgaven en de aanvaarding door het publiek van grote infrastructuurprojecten.

Men moet ook beseffen dat de voorziene investeringsportefeuille steeds meer betrekking heeft op investeringen die verband houden met de energietransitie, zowel in België als in Europa. De meeste projecten vallen onder federale of regionale investeringsplannen, waarvan de goedkeuringsbevoegdheid bij de respectieve instanties ligt en passen binnen het *Ten-year network development plan* en het Europees beleid ter zake.

De voornaamste doelstelling van de CREG is dat de investeringen die goedgekeurd zijn door de overheidsinstanties, gerealiseerd worden en een technisch-economische optimalisering nastreven.

- Voor wat betreft aardgas:

In het kader van haar opdracht om de investeringen in het net op te volgen, te analyseren en te ondersteunen, zal de CREG:

- de integratie van aardgaszones bevorderen om hun liquiditeit te vergroten en de transmissie van aardgas te vergemakkelijken;
- het goede verloop van de omschakeling van L-gas (lage calorische waarde) naar H-gas (hoge calorische waarde) verzekeren;
- de realisatie van investeringen en vervangingen verzekeren om te kunnen tegemoetkomen aan de vraag naar aardgas en de veiligheid van het vervoersnet te kunnen waarborgen ook ten opzichte van onze buurlanden, vooral na de omkering van de dominante gasstromen in Noordwest-Europa als gevolg van de oorlog in Oekraïne;
- de toekomstige rol van aardgas en de gasinfrastructuur in de duurzame energiemix en in het bijzonder het vervoer van blauw en groen gas identificeren en kalibreren;
- toezien op de competitiviteit van het vervoer van aardgas in België, rekening houdend met de grensoverschrijdende interconnecties zoals bv. van de Interconnector;
- zorgen dat het nieuwe opslagmodel voor aardgas verder wordt geïmplementeerd en aangepast in uitvoering van de gasverordening (EU) 2022/1032;
- de ontwikkeling en de bevordering van aan vloeibaar aardgas (LNG) gekoppelde activiteiten verzekeren;
- het goede verloop van de nieuwe diensten aan de terminal voor vloeibaar aardgas (LNG) garanderen;
- de correcte en tijdige implementatie van de Europese netwerkcode met betrekking tot de harmonisatie van de tariefstructuren voor het vervoer van aardgas waarborgen;
- bijzondere aandacht besteden aan de projecten in verband met waterstof.

3.3.2. Uit te voeren activiteiten

- *Toezicht op de correcte toepassing van de tariefmethodologie en de beslissingen nemen die hieruit voortvloeien of die in de praktijk onontbeerlijk blijken*

- Voor wat betreft elektriciteit:

In 2024 zal de CREG:

- een beslissing nemen over het tariefverslag 2023 van Elia. Net zoals de voorgaande jaren zal de CREG de toepassing van de transmissietarieven, de rechtvaardiging van de kosten en het niet toepassen van kruissubsidiëring door de netbeheerder controleren. Deze beslissing zal eveneens de resultaten analyseren die Elia heeft behaald in het kader van de regulering met stimulansen;
- desgevallend een beslissing nemen over het door Elia ingediende aangepaste tariefvoorstel betreffende de tarieven en toeslagen voor de andere openbare dienstverplichtingen in 2025;
- na raadpleging van Elia de door Elia in 2025 te verwezenlijken doelstellingen vaststellen in het kader van de aan de CREG overgelaten stimuleringsmaatregel zoals bedoeld in artikel 27 van de tariefmethodologie, samen met de bedragen in verband met de verwezenlijking van deze doelstellingen binnen de vastgestelde termijnen.

- Voor wat betreft aardgas:

In 2024 zal de CREG:

- een beslissing nemen over het tariefverslag 2023 van Fluxys Belgium, Fluxys LNG en Interconnector. Net zoals de voorgaande jaren zal de CREG de toepassing van de tarieven, de rechtvaardiging van de kosten, de halfjaarlijkse rekeningen, de exploitatiesaldi van de voorgaande boekjaren en het niet toepassen van kruissubsidiëring door de netbeheerder controleren; indien in 2024 een jaarlijkse aanpassing van de tariefbeslissing onontbeerlijk blijkt, zal de CREG een nieuwe tariefbeslissing nemen in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke bepalingen.

- *Analyse, opvolging en ondersteuning van de investeringen in het net*

- Voor wat betreft elektriciteit:

Aangezien de kapitaalkosten (Capex) in deze activiteitensector ook een motor van de vergoeding van de netbeheerder zijn, zal de CREG zich in 2024 blijven inspannen om de investeringsportefeuille en de operationele kosten (Opex) die eruit voortvloeien te controleren.

De CREG zal de redelijkheid van de vergoedingen/compensaties onderzoeken in het kader van onderzoeken tot schadeloosstelling en schadevergoeding met betrekking tot de grote infrastructuurprojecten. Ze verzekert terwijl dat de infrastructuurprojecten goed worden uitgevoerd. Deze doelstelling zal worden uitgevoerd via een proactieve opvolging van de vordering van de projecten en de controle van de *ex post* uitgaven.

De CREG heeft stimuleringsmaatregelen ten voordele van Elia uitgewerkt om tijdig vier investeringen te doen die in de Belgische en Europese context belangrijk zijn om in het bijzonder de

bevoorradingszekerheid van België te verhogen⁵⁸. De CREG zal de rapportering van Elia opvolgen die voorzien was in het kader van de stimulansen voor de investeringen en de vereiste beslissingen nemen in het kader van de beslissing over het tariefverslag van Elia.

- Voor wat betreft aardgas:

De projecten van 2024 voor de CREG in verband met de regulering van Fluxys Belgium, Fluxys LNG en Interconnector zijn de volgende:

- de opvolging qua kostencontrole van de overgang van de vervoersinfrastructuur van L-gas naar H-gas;
- verder meewerken aan de denkoefening over van de rol van aardgas (en/of biogas) naar de toekomst toe: mededeling van de objectieve feiten en gegevens in verband met aardgas in het algemeen, en het transport ervan in het bijzonder, om op die manier bij te dragen aan het debat over de energiemix en de energietransitie;
- interesse tonen voor projecten die Fluxys Belgium of de toekomstige waterstofvervoersnetbeheerder kan voorstellen voor het vervoer van waterstof onder gemengde of pure vorm, de installatie van *Power-to-X* en het vervoer van CO₂ in het kader van de European Clean Hydrogen Alliance van de Europese Commissie;
- deelnemen aan de uitwerking van een regulatorisch kader voor de markt van waterstof;
- investeringen in vervoerfaciliteiten blijven stimuleren door gebruik te maken van de rekening voor de opbouw van "veilingpremies" om de congestie op de *entry*- en *exit*punten van het netwerk te verminderen in overeenstemming met het NC TAR;
- ervoor zorgen dat deze nieuwe investeringen compatibel zijn met het transport van waterstof om te anticiperen op de ontwikkeling van de waterstofmarkt en deze te stimuleren.

3.3.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
3.3.2.	Een nieuwe waarde vaststellen voor de kleine aanpassing en/of neutraliseringsheffing van Balansys	Q1	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Opvolging en analyse van projecten van Elia in het kader van stimulansen voor de bevordering van het evenwicht van het net in 2024	Q1-Q4	Geliberaliseerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Controle van het tariefverslag voor 2023 (Elia; <i>ex post</i>)	Q2	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven

⁵⁸ Deze investeringen zijn opgenomen in beslissing (B)658E/80 van 9 februari 2023.

3.3.2.	Beslissing met betrekking tot de vaststelling van de te verwezenlijken doelstellingen in 2025 in het kader van de stimulans voor de bevordering van het netevenwicht zoals bedoeld in artikel 27 (discretionaire stimulans) van de tariefmethodologie	Q2	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Controle van de jaarlijkse tariefverslagen (Fluxys Belgium), met inbegrip van de beslissing over de saldi van de beheersbare en niet-beheersbare kosten	Q2	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Controle van de jaarlijkse tariefverslagen, met inbegrip van de beslissing over de saldi (Fluxys LNG)	Q2	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Controle van het tariefverslag van Interconnector	Q2	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Toezicht houden op de correcte toepassing van de tariefmethodologie (elektriciteit)	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Toezicht houden op de correcte toepassing van de tariefmethodologie (aardgas)	Q2-Q3	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven
3.3.2.	Beslissing over het voorstel van Elia over de waarden van de tarieven van de openbare dienstverplichtingen (ODV's) en toeslagen voor het jaar 2025	<i>Ad hoc</i>	Gereguleerde activiteiten – Vaststellen van de nettarieven

3.4. **THEMA 9: ONTWIKKELING EN OMKADERING VAN DE MARKTEN VAN DE ONDERSTEUNENDE DIENSTEN (ELEKTRICITEIT)**

3.4.1. **Doelstellingen van de CREG**

De CREG ondersteunt de ontwikkeling van de specifieke markten voor de ondersteunende diensten. Zo kan hun bijdrage aan het beheer van het elektriciteitssysteem gebeuren in optimale technisch-economische omstandigheden en kan er een maximaal aantal spelers deelnemen, zowel op het gebied van productie, het beheer van de vraag als de opslag van elektriciteit.

Voor wat betreft de reservetypes voor balancering (FCR, aFRR en mFRR) zal de CREG in 2024 verder streven naar de Europese integratie van deze ondersteunende balanceringsdiensten, een veralgemening van de kortetermijnproducten en de openstelling van de reserveproducten voor balancering voor nieuwe hulpmiddelen, zoals de vraag, de kleinschaligere productie, met inbegrip van de decentrale en intermitterende productie, en de batterijen.

Deze ontwikkelingen, die ernaar streven om de levering van deze diensten technologisch neutraal te laten plaatsvinden en diensten te contracteren dicht bij de leveringsperiode, maken deel uit van een

strategie die op Europees en nationaal niveau werd ontwikkeld in overleg met alle marktspelers en waarvan de implementatie over meerdere jaren loopt.

De inwerkingtreding van de Europese platformen voor de uitwisseling van aFRR en mFRR in de loop van 2022 en 2023, met een mogelijkheid tot uitstel van toetreding tot en met 2024, is hierbij een belangrijke mijlpaal waaraan de CREG heeft meegewerkt. Na aansluiting van Elia op deze Europese platformen zal de CREG de bijbehorende baten en kosten monitoren.

In uitvoering van de wet van 13 juli 2017⁵⁹ blijft de CREG werken aan de uitbreiding van de toepassing van het mechanisme voor energieoverdracht op de aFRR-markt en op de laagspanning. Ze zal de werking evalueren van de mechanismen die al in 2022 werden goedgekeurd. Ze zal ook de realisatie van de opdracht voor het beheer van vraagflexibiliteitsgegevens met een energieoverdracht door de transmissienetbeheerder blijven controleren.

Binnen het kader van de energietransitie en de consumentgerichte ontwikkeling van de elektriciteitsmarkten bepaald binnen de CEP, werkt de CREG aan het verminderen van de obstakels voor deelname aan energiebalanceringsmarkten. De CREG zal hiervoor enerzijds evoluties op gewestelijk niveau, die de markttoegang moeten vergemakkelijken en toelaten, opvolgen en anderzijds op Europees en federaal niveau streven naar een aanpassing van de marktregels, daar waar nodig. Concreet zal de CREG in 2024 de nieuwe regels van de aFRR-reservemarkt evalueren die in 2023 in werking zijn getreden, ter ondersteuning van de deelname van nieuwe, flexibele eenheden. Bovendien zal de CREG actief blijven werken, binnen de *Electricity Balancing Task Force*, aan de uitwerking van een netcode in het kader van artikel 59.1(e) CEP om de actieve deelname van de vraag te bevorderen, met inbegrip van de regels voor de aggregatie, de opslag van energie en het beheer van de vraag.

Sinds de stijging van de gasprijzen sinds juli 2021, zijn de reservatiekosten voor de aankoop van FRR-reserves ook sterk gestegen. Meer bepaald zijn de aankoopkosten van aFRR-reserves in 2022 ten opzichte van 2020 met een factor zeven gestegen. Daarom zal de CREG in 2024 net zoals in 2022 en 2023 aandacht besteden aan de evaluatie van de FRR-dimensioneringsregels, met als doel, desgevallend, de stijging van aankoopkosten voor aFRR-reserves zoveel mogelijk te beperken. Deze verbeteringen kunnen onder andere het efficiënter gebruik van onbalansnetting en het prijs-elastisch maken van de aFRR-noden op basis van de gemeten FRCE-kwaliteit omvatten. De CREG zal besprekingen voeren met ACER om één of meer van haar beslissingen aan te passen zodat eventuele verbeteringen kunnen aangebracht worden. Daarenboven zal de CREG verder de obstakels voor de deelname aan de aFRR-balanceringsmarkt proberen te verminderen, zodat niet-gasgestookte eenheden effectief kunnen concurreren met bestaande eenheden. Daarnaast plant de CREG maatregelen om de cybersecurity te verhogen, met oog op de toepassing van een goede trade-off tussen enerzijds verhoging van de vereisten die van toepassing zijn op eenheden of groepen die reserves leveren, en anderzijds de vermindering van de belemmeringen om aan de markt deel te nemen.

Reflectie over de black-startdienst en de dienst voor de regeling van de spanning en de reactieve energie (gestart in 2018 in het kader van discretionaire stimulansen) die als doel hadden te komen tot nieuwe efficiënte marktmechanismen, leidden tot verschillende voorstellen om de standaardcontracten van Elia te wijzigen. Toch zijn er nog nieuwe voorstellen van typecontracten noodzakelijk om de volledige implementatie van de toekomstige veranderingen van het *design* in de komende jaren mogelijk te maken. Deze marktmechanismen moeten Elia toelaten om over de nodige middelen te beschikken om dit te realiseren en dit tegen de laagste prijzen. In 2024 zal de CREG toezien op de goede toepassing en de evolutie van de typecontracten (om de resterende toekomstige

⁵⁹ Wet van 13 juli 2017 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op de verbetering van de vraagflexibiliteit en van de opslag van elektriciteit, B.S., bl. 73467 -73469.

wijzigingen van het *design* te implementeren rekening houdend met de mogelijke evoluties van de bepalingen in de elektriciteitswet inzake de procedures voor aankoop van niet-frequentiegerelateerde ondersteunende diensten), de goede werking van de marktmechanismen en het niet manifest onredelijke karakter van de prijzen.

3.4.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *De markt van de ondersteunende balanceringsdiensten ontwikkelen en omkaderen*

In het kader van de methodologie voor de vaststelling van de volumes van de aFRR- en mFRR-reserve zal de CREG de regels met betrekking tot het evenwicht, de volumes en de kosten van de ondersteunende diensten blijven evalueren en indien nodig aanpassen. In het bijzonder in het kader van de hoge gasprijzen die worden vastgesteld, zal de CREG extra aandacht schenken aan het optimaliseren van de noden van aFRR-reserves in functie van de FRCE-kwaliteit en de kosten om deze aFRR-reserves aan te kopen.

In 2024 zal de CREG de door Elia ingediende voorstellen met betrekking tot de aanpassing van de marktwerkingsregels voor de compensatie van de kwartieronevenwichten, analyseren en desgevallend goedkeuren (balancing).

De CREG zal eveneens de opvolging waarborgen van de beslissingen uit het verleden, waarvan het effect in 2024 begint of aanhoudt.

Voorts zal de CREG de resultaten van de kortetermijnveilingen voor de FCR-, aFRR-, en mFRR-reserves analyseren wat de beschikbaarheid van de ingediende biedingen en de aangeboden prijzen betreft.

In 2024 zal de CREG als waarnemer blijven deelnemen aan zowel de activiteiten van de *Working Group Balancing* van de *User's Group* van Elia met betrekking tot de ontwikkeling van de marktregels voor de compensatie van de kwartieronevenwichten en als aan haar *Task Force "ICAROS"* betreffende de aanpassing van het CIPU-concept aan de nieuwe Europese netwerkcodes en de uitbreiding ervan tot de decentrale vraagmiddelen.

De CREG zal ook bilaterale vergaderingen met de verschillende marktspelers houden. Het doel daarvan is de coherentie te verzekeren tussen de toekomstige evoluties van de balanceringsmarkten en de verwachtingen van de marktspelers.

De CREG volgt ook de actuele initiatieven gericht op de realisatie van de Europese integratie inzake evenwichtssystemen, door onder andere deel te nemen aan de *Task Force Electricity Balancing* van ACER voor wat de implementatie van de EB GL (netcode) op Europees niveau betreft. De gevolgen van de inwerkingtreding van de beslissingen genomen in het kader van een Europese netwerkcode met betrekking tot de balancing, zullen de komende jaren verder opgevolgd en ondersteund worden door de CREG. Het gaat daarbij onder meer over de goedkeuring van nieuwe regels ter zake⁶⁰, de implementatie van internationale platformen voor de reservering van primaire reservecapaciteit (FCR) en de activering van energiebiedingen betreffende de secundaire en tertiaire reserves (aFRR en mFRR) en voor de *netting* van de onevenwichten tussen RFP-blokken. Er tekenen zich eveneens op het gebied van het evenwicht en van het ontwerp van de elektriciteitsmarkt nog andere uitdagingen af:

- de komst van nieuwe spelers op de productiemarkt en hun deelname aan de ondersteunende diensten;

⁶⁰ Voorstel van nieuwe regels ("*Terms and conditions*") door de netbeheerder die goedgekeurd moeten worden door de regulator op nationaal niveau en van die welke voorgesteld werden door de betrokken netbeheerders en goedgekeurd moeten worden door de betrokken regulatoren op internationaal niveau.

- de deelname van de vraag aan de ondersteunende diensten en de verschillende groothandelsmarkten;
- de continue harmonisatie van verschillende regels en mechanismen om het elektriciteitssysteem in Europa te balanceren.

Concreet zal de CREG actief meewerken aan de uitwerking van een netcode in het kader van de actieve deelname van de vraag met inbegrip van de regels over aggregatie, de opslag van energie en het beheer van de vraag.

In de loop van het jaar 2024 zal de CREG de uitvoering van de projecten door Elia verifiëren en, indien nodig, bevorderen, rekening houdend met beslissing 658E/79 over de stimulans ter bevordering van het systeemevenwicht in 2024.

➤ *De dienst voor het beheer van de spanning en de reactieve energie*

In 2022 heeft de CREG de nieuwe versie van de voorwaarden, met inbegrip van het typecontract, over de rol van de *voltage service provider*⁶¹ die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2023, goedgekeurd. De CREG heeft echter denkoefeningen gevraagd over verschillende punten van het typecontract en heeft (in het kader van de stimulansen voor de bevordering van het systeemevenwicht in 2023) een nieuwe studie gevraagd over het ontwerp van de dienst voor het beheer van de spanning en de reactieve energie om de kosten ervan te verminderen terwijl de beschikbaarheid van voldoende regelvermogen wordt verzekerd. De studie zal duidelijk maken of er in 2024 maatregelen nodig zijn.

In 2024 zal de CREG, in het geval Elia een offerteaanvraag voor de levering van de dienst in 2025 organiseert, het al dan niet manifest onredelijke karakter evalueren van de prijs van de offertes. Indien nodig zal de CREG beslissingen opstellen die een openbare dienstverplichting opleggen aan een leverancier van de reactieve vermogensdienst overeenkomstig artikel 30 van de wet van 23 oktober 2022 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

➤ *Toepassing van de Europese netcode Emergency and Restoration en de hersteldiensten*

De CREG ziet toe op de toepassing van verordening (EU) nr. 2017/2196 van de Commissie van 24 november 2017 tot vaststelling van een netcode voor de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnet.

In 2023 heeft de CREG de nieuwe versie van de type-overeenkomst voor hersteldiensten⁶² alsook een eerste versie van de aanbestedingsprocedures voor hersteldiensten voor de periode 2024-2026 goedgekeurd. De CREG heeft echter met aandrang haar vraag aan Elia herhaald om alles in het werk te stellen om het toekomstige ontwerp van de black-startdienst zoveel als technisch en efficiënt mogelijk aan te passen om de deelname eraan zo ruim mogelijk open te stellen. Hiertoe verwacht de CREG van Elia een nieuw voorstel voor de type-overeenkomst voor hersteldiensten en van de aanbestedingsprocedures voor hersteldiensten van toepassing van 2027 te ontvangen ten laatste begin 2024.

⁶¹ De vorige versie van de voorwaarden met betrekking tot de rol van *voltage service provider* (of T&C VSP) werd in 2021 door de CREG goedgekeurd voor de periode van 1 januari 2022 tot 31 december 2022.

⁶² De vorige versie van de voorwaarden om op te treden als aanbieder van hersteldiensten op contractbasis, met inbegrip van de typeovereenkomst voor hersteldiensten, werd in 2020 door de CREG goedgekeurd voor de periode 2021-2023.

Op verzoek van de minister van Energie zal de CREG in 2024 eveneens een advies geven over wijzigingen van het systeembeschermingsplan, het herstelplan en het testplan die de minister van Energie moet goedkeuren op voorstel van de transmissienetbeheerder. Deze plannen maken deel uit van de Europese netcode *Emergency and Restoration*.

3.4.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
3.4.2.	<i>Ex-post</i> verslag aan ACER over het gebruik van de congestie-inkomsten van de netbeheerder van het jaar 2023	Q1	As: Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de Europese regulering
3.4.2.	Beslissing over het voorstel van Elia over het gebruik van de congestie-inkomsten in 2025	Q1	As: Gereguleerde activiteiten – Ontwikkeling en controle van de juiste toepassing van de Europese regulering
3.4.2.	Desgevallend, verslag over de offertes voor de dienst voor de regeling van de spanning en de reactieve energie in 2025	Q3	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen
3.4.2.	Desgevallend, verslag over de offertes voor de black-startdienst vanaf 2027	Q3	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen
3.4.2.	Op vraag van de minister van Energie advies geven over wijzigingen van het systeembeschermingsplan en het herstelplan bedoeld in de Europese netcode <i>Emergency and Restoration</i>	2024	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen – Toepassing van de netcode <i>Emergency and Restoration</i>
3.4.2.	Desgevallend, advies geven over het testplan van de transmissienetbeheerder	2024	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen – Toepassing van de netcode <i>Emergency and Restoration</i>
3.4.2.	Beslissing omtrent de vraag tot goedkeuring van de evaluatiemethode voor en de bepaling van het vermogen van de FCR-, aFRR- en mFRR-reserve voor	<i>Ad hoc</i> (hangt af van de datum van indiening)	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen

	2023 of het equivalent ervan als gevolg van nieuwe Europese netwerkcodes	van het voorstel van Elia)	
3.4.2.	Beslissingen omtrent het eventuele voorstel van de transmissienetbeheerder met betrekking tot de aanpassing van de werkingsregels van de markt in verband met de compensatie van de kwartieronevenwichten (balancing) met inbegrip van die betreffende de modaliteiten en voorwaarden voor de levering van balanceringsdiensten	<i>Ad hoc</i> (waarschijnlijk verschillen de beslissingen per jaar waarvan de data afhangen van de data waarop Elia de voorstellen indient)	Gereguleerde activiteiten – De markt van de ondersteunende diensten ontwikkelen en omkaderen

3.5. THEMA 10: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU

3.5.1. Doelstellingen van de CREG

Het gereguleerd kader van vandaag vindt haar grondslag in de bepalingen van het Derde Energiepakket en het *Clean Energy Package* die respectievelijk in werking zijn getreden in 2009 en 2019. Vanwege de hoge energieprijzen ingevolge de oorlog in Oekraïne, zijn in 2023 aanpassingen uitgewerkt aan het elektriciteitsmarktmodel door de Europese instanties die in 2024 dienen geïmplementeerd te worden. De CREG zal niet nalaten om de Belgische overheid, indien nodig, te adviseren om tot een zo efficiënt mogelijke regulering van de geïntegreerde interne energiemarkt te komen. De CREG zal daartoe ook haar eigen regulatoire documenten desgevallend aanpassen en op Europees niveau nauw blijven samenwerken met ACER en de andere regulatoren zowel binnen de CEER- als de ACER-structuur.

Tegelijkertijd blijft de Europese Commissie strijden tegen de klimaatverandering en de impact op het milieu. Op basis van de nieuwe groeistrategie voor de Europese Unie, i.e. de Europese *Green Deal*, moet het wetgevend kader voor de energiesector aangepast worden, in het bijzonder ingevolge het *'Fit for 55' package*⁶³ en het wetgevend pakket voor waterstof en koolstofvrij gas⁶⁴. Hierbij worden niet alleen de doelstellingen inzake energie-efficiëntie, broeikasgasuitstoot en het aandeel van hernieuwbare bronnen in de energiemix scherper gesteld, maar wordt ook een doorgedreven aanpassing van het wetgevend kader van aardgas met het oog op hernieuwbare (in het bijzonder waterstof) en koolstofvrije gassen vooropgesteld.

Van de Europese thema's inzake regulering waaraan de CREG in 2024 bijzondere aandacht zal besteden, vermelden we de verwezenlijking van de eengemaakte interne energiemarkt met o.a. de verdere implementatie van de netwerkcodes en de richtsnoeren, de ontwikkeling van geïntegreerde energienetwerken voor het vervoer van hernieuwbare energie en koolstofvrij gas, de integratie van de

⁶³ Communication of the EC 'Fit for 55': delivering the EU's 2030 Climate Target on the way to climate neutrality.

⁶⁴ Hydrogen and decarbonised gas market package (europa.eu).

regionale markten (zie ook thema 7), de opvolging en de analyse van projecten van algemeen belang (*Projects of Common Interest - PCI*) binnen het kader van de richtsnoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur, de controle van de door ENTSO-E en ENTSO-G tienjarige ontwikkelingsplannen en de uitbouw van het verdere wetgevend kader rond de *offshore* hernieuwbare energieproductie.

De CREG zal in het kader hiervan toezien op de uitwerking van de volgende drie principes:

- 1) De efficiënte en duurzame investeringen die passen in het door Europa uitgewerkte kader voor de energietransitie: bij het opstellen van de principes voor het marktmodel moeten de activiteiten van de CREG het mogelijk maken doeltreffende investeringssignalen te geven om een veilige, duurzame en in de toekomst betaalbare voorziening te waarborgen. Bovendien moet de activiteit van de regulator duidelijk aansluiten op de ontwikkeling van de geïntegreerde markten door het elimineren van drempels die de introductie van hernieuwbare energie belemmeren. Het regelgevend kader en de politieke oriëntatie moeten de markt in de mogelijkheid stellen doeltreffend tegemoet te komen aan de gewenste klimaat- en milieudoelstellingen.
- 2) De efficiënte en transparante werking van het energiesysteem: de consument is gebaat bij het doeltreffende gebruik van de bestaande en toekomstige infrastructuur binnen het volledige geïntegreerde systeem (netten en productie/belasting). De regelgevende omkadering moet het goede signaal geven voor een economische verdeling en een doeltreffende exploitatie.
- 3) De competitieve markten die werken in het belang van alle consumenten: de creatie van competitieve markten zou meer doeltreffende resultaten moeten opleveren voor de consumenten (door de facturen te verlagen). De vooropgestelde energietransitie dient een sociaal rechtvaardige en betaalbare transitie te zijn, waarbij ongelijkheid en energiearmoede dient opgevolgd en vermeden te worden. Goed werkende groothandelsmarkten zijn belangrijk voor een goede werking van de kleinhandelsmarkten. De concurrentie moet op die manier rekening houden met alle termijnen, marktsegmenten en producten.

Deze drie principes zouden de basis moeten vormen van elke beslissing betreffende het beleid waaraan de CREG deelneemt.

De CREG zal in 2024 een actieve rol spelen binnen ACER en de CEER ter bevordering van een stabiel en efficiënt regelgevend kader in het belang van de consument.

3.5.2. Uit te voeren activiteiten

➤ Governance en regulator kader

Binnen de CEER en meer bepaald de *Regulatory Benchmarking Work Stream* (RBM WS) worden gewoonlijk alle aspecten van de *governance* van NRA's geanalyseerd. In 2024 zal de CREG verder meewerken aan de uitwisseling van ervaringen tussen regulatoren en belanghebbenden over instrumenten en processen voor een dynamische regelgeving binnen het gereguleerd kader. Dit is een doorlopend werk en bestaat uit het produceren van presentaties en diverse papers en waarover de Europese Commissie op 25 juli 2023 een *Staff Working Document* heeft gepubliceerd⁶⁵. In diezelfde context zal een verdere opvolging gebeuren van de toekomstige verordeningen en richtlijnen die de Europese Commissie zal produceren.

⁶⁵ [Staff Working Document on Guidance on regulatory sandboxes, testbeds, and living labs in the EU, with a focus section on energy.](#)

Tevens zal de CREG in 2024 meewerken aan een Europese analyse van de onafhankelijkheid van energieregulators. Dat gaat hand in hand met het vergelijken van de taken en plichten van de verschillende nationale regulators: hun middelen, hun verantwoordelijkheden, ... De regelgevingsmodellen op nationaal niveau verschillen namelijk aanzienlijk en energieregulators krijgen steeds meer (diverse) taken via EU- en nationale wetgeving. De CREG hoopt hieruit meer inzicht te putten hoe ze in dit verband met haar onafhankelijkheid dient om te gaan.

De CREG zal ook meewerken aan een document dat zal uitgewerkt worden binnen de CEER, waarbij de bijkomende taken die de meest recente Europese regelgeving aan de Nationale Energieregulators (heeft) toegekend of zal toekennen.

In 2024 zal voor zowel elektriciteit als gas rekening moeten gehouden worden met wijzigingen aan het marktdesign. Voor de aardgasmarkt blijft het integreren van gassen uit hernieuwbare bronnen, zoals waterstof en koolstofarme gassen, een prioriteit, terwijl er specifiek voor waterstof een marktmodel dient uitgewerkt te worden (zie thema 11).

Voor de elektriciteitsmarkt staat de implementatie van de nieuwe netwerkcode inzake *cyber security* op de agenda, terwijl de netwerkcode voor flexibiliteit uit vraagbeheer zal gefinaliseerd worden. Bijkomend dienen de voorstellen geïmplementeerd te worden om de lange termijnmarkt te ondersteunen, om de consument te beschermen tegen een te grote volatiliteit van de prijzen en hem te helpen de juiste contractkeuzes te maken.

Het werk dat de CREG op dit gebied verricht, wordt gecoördineerd met de gewestregulators voor zover de materies onder hun bevoegdheid vallen en met de overige bevoegde autoriteiten op federaal niveau.

➤ *Richt snoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur*

De CREG zal blijven werken aan een efficiënte energie-infrastructuur die het vrije verkeer van energie over de grenzen heen en het transport van energie afkomstig van nieuwe en koolstofneutrale energiebronnen waarborgt, waardoor niet alleen de handel in energie, maar ook de bevoorradingszekerheid worden verbeterd. Met het oog op de realisatie van de doelstellingen inzake koolstofvrije economie en energietransitie zal de CREG verder werken aan de integratie van de elektriciteits- en gasector.

De CREG zal de *North-South Interconnections (NSI) West Gas Regional Group*, de *North-South Interconnections (NSI) West Electricity Regional Group* van de Europese Commissie blijven steunen in het kader van de implementatie en de controle van de TEN-E-verordening (verordening 2022/869⁶⁶) en de selectie en *monitoring* van projecten van gemeenschappelijk belang. Daarnaast zal de CREG ook verder de werkzaamheden van de *North Seas Energy Cooperation (NSEC)* van de betrokken lidstaten en de Europese Commissie opvolgen en actief participeren in de samenwerking met de Algemene Directie Energie in de *North Seas Energy Cooperation Support Group 1 "Hybrid and joint projects"* en *Support Group 4 "Delivering 2050"* (deze laatste met focus op de "*challenges ahead to 2050*") die er deel van uitmaken.

In deze context en met name wat betreft de Belgische PCI's die focussen op offshore investeringen en op nieuwe investeringen die helpen de toekomstige bevoorradingscrisis aan te pakken en dus toekomstbestendig zijn, zal de CREG blijven deelnemen aan de verschillende Europese regionale werkgroepen. Deze werkgroepen verstrekken adviezen met betrekking tot de selectie en de

⁶⁶ Verordening (EU) 2022/869 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2022 betreffende richtsnoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 715/2009, (EU) 2019/942 en (EU) 2019/943, en Richtlijnen 2009/73/EG en (EU) 2019/944, en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 347/2013.

monitoring van de PCI's teneinde de projecten die het algemeen belang dienen, te ondersteunen. De CREG zal bovendien de invoering van de (grensoverschrijdende) ondersteuningsmaatregelen op Europees niveau opvolgen. Zij overlegt hiervoor met de regelgevende instanties van de buurlanden voor wat betreft de uitwerking van een eventuele grensoverschrijdende toewijzing van investeringskosten voor projecten die over de grenzen heen netto baten opleveren. Deze beslissingen worden gebaseerd op een grensoverschrijdende kosten-batenanalyse. Ook wordt erop toegezien dat er geen belemmeringen voor potentiële investeringen worden gecreëerd en dat bestaande worden weggewerkt.

➤ *Optimalisatie van de werking, de controle en het aanbod van transmissiecapaciteiten in de infrastructuren*

Wat elektriciteit betreft, zal bijzondere aandacht worden besteed aan de toepassing van de nieuwe voorschriften inzake de toegang tot en de optimalisatie van het gebruik van de grensoverschrijdende infrastructuur. Net als in 2023 zal de CREG haar inspanningen met betrekking tot de implementatie van de richtsnoeren, volgend uit de verordening (EU) nr. 2019/943 verderzetten, namelijk:

- de “marktgerichte” richtsnoeren:
 - CE 2015/1222: *Capacity Allocation & Congestion management (CACM)*, inwerkingtreding op 24 juli 2015;
 - CE 2016/1719: *Forward Capacity Allocation (FCA)*, inwerkingtreding op 26 september 2016;
 - CE 2017/2195: *Electricity Balancing (EB GL)*, inwerkingtreding op 23 november 2017.
- de richtsnoer en de netwerkcode inzake “Operations”:
 - CE 2017/1485: *System operations (SO GL)*, inwerkingtreding op 2 augustus 2017;
 - CE 2017/2196: *Emergency and Restoration (E&R)*, inwerkingtreding op 18 december 2017.
- de netwerkcodes inzake “Connection”:
 - CE 2016/631: *Requirements for Generators (RfG)*, inwerkingtreding op 14 april 2016;
 - CE 2016/1447: *High Voltage Direct Current (HVDC)*, inwerkingtreding op 26 augustus 2016;
 - CE 2016/1388: *Demand Connection Code (DCC)*, inwerkingtreding op 14 april 2016.

De coördinatie met de andere regulatoren, ACER, de transmissienetbeheerders en de benoemde elektriciteitsmarktbeheerders volgt rechtstreeks uit de bepalingen van de richtsnoeren, de netwerkcodes en de Verordening (EU) 2019/942 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 tot oprichting van een Agentschap van de Europese Unie voor de samenwerking tussen energieregulators (herschikking).

Alle wijzigingen die de CREG aanbrengt in de regulatoire basisdocumenten en die hun oorsprong vinden in relevante discussies binnen het Europees kader dienen continu te worden overlegd met de marktspelers. Het betreft meer bepaald:

- De opvolging van de eventuele aanpassing van het marktmodel en de mogelijke gevolgen ervan voor het gebruik van de interconnecties. Het capaciteitsaanbod wordt hoofdzakelijk beïnvloed door het toegepaste marktmodel en de wisselwerking met de aangrenzende netten.

De ontwerpvoorstellen kaderen in de CACM, FCA en EB GL richtsnoeren en de CREG streeft ernaar te zorgen dat de voorstellen conform zijn met de Europese richtlijnen, in het bijzonder met verordening (EU) 2019/943. De controle gebeurt op basis van rapporten van transmissienetbeheerders en/of energiebeurzen, externe studies en eigen analyses op basis van monitoringdata.

- In het kader van de werkzaamheden binnen ACER, neemt de CREG deel aan de controle van de NEMO's (Nominated Electricity Market Operators, cf. artikel 4, (1), van verordening (EU) nr. 2015/1222), in het bijzonder voor wat betreft de operationele en boekhoudkundige scheiding van hun gereguleerde en commerciële activiteiten.
- Waar de methodologieën en voorwaarden volgend uit de richtsnoeren (CACM, FCA, EB en SO) reeds zijn goedgekeurd, zal de CREG in samenspraak met de andere betrokken regulerende instanties en ACER toezien op de effectieve implementatie ervan. De inwerkingtreding in overeenstemming met de reeds goedgekeurde methodologieën en voorwaarden is immers een noodzakelijke stap in het tot stand komen van de ééngemaakte elektriciteitsmarkten.
- De implementatie van de bepalingen in de verordening (EU) 2019/943, in het bijzonder de artikelen 14 tot en met 17 met betrekking tot het toegang tot het net en congestiebeheer. De CREG zal in het bijzonder toezien op de naleving van de verplichting om een minimale capaciteit van 70% van de interconnectiecapaciteit ter beschikking van de marktdeelnemers te stellen en zal hiertoe, in nauw overleg met Elia, de andere regulerende instanties en ACER, de bepalingen in artikel 16, achtste en negende lid, implementeren.
- In het kader van de implementatie van de SO GL voor de CREG, om de projecten en de implementatie van de methodologieën op te volgen, waaronder: de uitwisseling van gegevens en informatie inzake veiligheid tussen transmissienetbeheerders, distributienetbeheerders, netgebruikers en regionale coördinatoren, het opstellen van gemeenschappelijke netwerkmodellen voor de gecoördineerde analyses van de veiligheid van het net en het gebruik van zogenaamde remediërende acties, het behoud van de kwaliteit van de frequentie en de evaluatie van de regionale *adequacy* opvolgen.

De CACM Verordening omvat een reeks bepalingen met betrekking tot de aanwijzing, de *monitoring* en de eventuele intrekking van de aanwijzing van NEMO's. In toepassing van het Koninklijk Besluit van 2005⁶⁷ is niet de CREG, die een adviserende rol heeft, maar de Minister voor Energie bevoegd voor deze zaken. De CREG zal, net als in 2023, haar medewerking verlenen aan ACER in het kader van de herziening van de CACM Verordening. In dit kader werd ACER gevraagd om, in samenwerking met de regulerende instanties, een aanbeveling op te stellen waarin beargumenteerde wijzigingen aan de CACM Verordening worden voorgesteld. Deze is opgesteld en gepubliceerd op 20 december 2021. De CREG zal haar expertise in deze materie delen met de FOD Economie, ter ondersteuning van het verdere wetgevende proces dat door de Europese Commissie wordt georganiseerd. De CREG zal ook met ACER samenwerken aan een toekomstige herziening van de FCA-regelgeving, waarvoor ACER gevraagd zou kunnen worden om in 2024 een aanbeveling uit te brengen met gemotiveerde wijzigingsvoorstellen.

➤ *Gasplatform*

De CREG neemt, in coördinatie met de Algemene Directie Energie en Fluxys Belgium, deel aan de regelmatige vergaderingen georganiseerd binnen het Benelux-secretariaat met als doel de internationale coördinatie van de conversie van L-gas naar H-gas in de betrokken landen (België,

⁶⁷ Koninklijk Besluit van 20 oktober 2005 met betrekking tot de oprichting en de organisatie van een Belgische markt voor de uitwisseling van energieblokken.

Duitsland, Frankrijk en Nederland). Deze coördinatievergaderingen zijn belangrijk voor een internationale afstemming van de nodige acties in de verschillende landen. Bovendien beschouwen de betrokken Nederlandse instanties het Gasplatform als het internationale forum om de recente ontwikkelingen en beleidsacties ten aanzien van de L-gasproductie in Nederland te melden aan de L-gas afnemende landen. De CREG levert vooral input met betrekking tot de vrijwaring van de marktwerking tijdens de uitfasering van L-gas en een zo efficiënt mogelijk verloop om tot een geïntegreerde aardgasmarkt te komen die nog enkel bestaat uit één gaskwaliteit (H-gas). België heeft in 2021 in dit platform aangekondigd dat de volledige omschakeling van de Belgische aardgasmarkt tegen eind 2024 zal gebeurd zijn. De doorvoer van L-gas van België naar Frankrijk zal echter doorgaan zolang de Franse markt transmissiecapaciteit nodig heeft en volgens het huidige tijdschema niet later dan 2030.

Deze activiteiten worden in 2024 voortgezet en zelfs uitgebreid met bijkomende activiteiten die hun oorsprong vinden in de herziene SoS-regulering (EU) nr. 2017/1938 die onder meer de uitwerking oplegt van regionale risicoanalyses, preventieve actieplannen en noodplannen en in eventuele output van het nieuw Europees gemeenschappelijk energieaankoopplatform⁶⁸.

3.5.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
3.5.2.	De coördinatie tussen regulatoren, transmissienetbeheerders en benoemde elektriciteitsmarktbeheerders bevorderen en de implementatie van de CACM-richtsnoer via goedgekeurde voorwaarden of methodologieën verzekeren	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Meewerken in het kader van de herziening van de FCA-richtsnoer aan een aanbeveling met beargumenteerde wijzigingsvoorstellen.	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	De coördinatie tussen regulatoren en transmissienetbeheerders bevorderen en de implementatie van de FCA-richtsnoer via goedgekeurde voorwaarden of methodologieën verzekeren	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	De implementatie van de EB GL via goedgekeurde voorwaarden of methodologieën verzekeren	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Al dan niet samenwerken met de instanties op Europees en internationaal niveau, afhankelijk van geval tot geval

⁶⁸ [First meeting of EU Energy Purchase Platform \(europa.eu\)](https://europa.eu).

3.5.2.	De implementatie van de SO GL via goedgekeurde voorwaarden of methodologieën verzekeren	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Al dan niet samenwerken met de instanties op Europees en internationaal niveau, afhankelijk van geval tot geval
3.5.2.	De implementatie van de netwerkcode E&R via goedgekeurde voorwaarden of methodologieën verzekeren	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Bijdragen tot de implementatie van de netwerkcodes RfG, HVDC en DCC	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Bijdragen tot de implementatie van de netwerkcode inzake cyber security	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Bijdragen aan de uitwerking van de netwerkcode voor flexibiliteit uit vraagbeheer	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Binnen de <i>North Seas Energy Cooperation (NSEC)</i> van de Europese Commissie deelnemen aan de <i>NSEC Support Group 1 “Hybrid and joint projects”</i> en <i>Support Group 4 “Delivering 2050”</i> (in samenwerking met de Algemene Directie Energie) en bijdragen tot de <i>deliverables</i> ervan	Q1-Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	De invoering van de (grensoverschrijdende) ondersteuningsmaatregelen op Europees niveau volgen	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Binnen CEER samenwerken om ervaringen uit te wisselen over instrumenten en processen van dynamische regulering	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Opvolging van en bijdrage tot de CEER analyse over de onafhankelijkheid van energieregulatoren in de Europese Unie	Q4	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Opvolging van de toekomstige verordeningen en richtlijnen op het gebied van energie die de Europese Commissie zal ontwikkelen, in het	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de

	bijzonder met betrekking tot de update van de gas- en elektriciteitsmarkt		instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Deelnemen aan de <i>Hydrogen Interconnections in Western Europe</i> (HI West) <i>Regional Group</i> en de <i>North-South Interconnections (NSI) West Electricity Regional Group</i> van de Europese Commissie	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Opvolging van initiatieven gericht op de bouw van nieuwe voorzieningen die het aanbod van vervoerscapaciteit beïnvloeden	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Opvolging van het ontwerp en de implementatie van het marktmodel voor het gebruik van de interconnecties met de buurlanden	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Toezicht houden op de effectieve implementatie van de reeds goedgekeurde methodologieën en voorwaarden volgend uit de richtsnoeren (CACM, FCA, EB en SO)	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Toezicht houden op de naleving van de verplichting om een minimale capaciteit van 70% van de interconnectiecapaciteit	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerking met de instanties op Europees en internationaal niveau
3.5.2.	Deelnemen aan de vergaderingen van het gasplatform binnen het Benelux-secretariaat met als doel de internationale coördinatie van de conversie van L-gas naar H-gas in de betrokken landen (België, Duitsland, Frankrijk en Nederland)	2024	Gereguleerde activiteiten – Samenwerken met de instanties op Europees en internationaal niveau

3.6. THEMA 11: REGULEREN VAN DE WATERSTOFMARKT

3.6.1. Doelstellingen van de CREG

De wet van 11 juli 2023 betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen (hierna: “H2-wet”) werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 25 juli 2023. De H2-wet is in werking getreden 10 dagen na publicatie in het Belgisch Staatsblad, hetzij op 4 augustus 2023.

Met deze wet voert de Belgische Staat een regelgevend kader in voor het vervoer van waterstof per pijpleiding.

De H2-wet legt de procedure en voorwaarden vast voor de aanduiding van een gereguleerde waterstofvervoersnetbeheerder voor het Belgisch grondgebied. Deze beheerder zal onder meer verantwoordelijk zijn voor:

- het opstellen en uitvoeren van een netontwikkelingsplan in samenwerking met de Algemene Directie Energie en het Planbureau;
- een investeringsprogramma voor de waterstofvervoersinfrastructuur;
- het verlenen van een open en niet-discriminerende toegang tot het waterstofvervoersnet aan gereguleerde tarieven;
- het garanderen van de kwaliteit van de waterstof die via dit netwerk zal worden vervoerd.

Daarnaast bepaalt de H2-wet het vergunningskader en het beheerregime waaraan deze beheerder zal worden onderworpen, evenals een bijzonder regime van toepassing op reeds bestaande waterstofvervoersnetten.

De H2-wet legt ook de rechten en verplichtingen van de waterstofvervoersnetbeheerder vast, alsook de taken en bevoegdheden van de CREG als regulerende instantie.

Tot slot, verwijst de H2-wet naar uitvoeringsbesluiten en de beslissingen te nemen door de CREG in opmaak van onder meer de gedragscode, de tariefmethodologie en de procedure voor de uitwerking van het netontwikkelingsplan.

De doelstellingen van de CREG met betrekking het reguleren van de Belgische waterstofmarkt zijn gegroepeerd rond de volgende elementen:

- de certificering van de waterstofvervoersnetbeheerder;
- een advies over het netontwikkelingsplan dat tweejaarlijks wordt opgesteld door de waterstofvervoersnetbeheerder;
- het verstrekken van adviezen over diverse ontwerpen van koninklijke en ministeriële besluiten die de ontwikkeling van een Belgische waterstofmarkt mogelijk maakt;
- het vaststellen van een marktmodel in overleg met de betrokken marktpartijen;
- het vaststellen van een gedragscode die een objectieve en niet-discriminerende toegang verschaft tot het waterstofvervoersnet;
- het vastleggen van een tariefmethodologie en de beslissingen nemen die hieruit voortvloeien;
- het beheer van bestaande waterstofnetten wanneer zij zijn toevertrouwd aan een onafhankelijke beheerder.

De CREG vestigt de aandacht op het feit dat de H2-wet van kracht is geworden vóór de definitieve totstandkoming van het “gaspakage”⁶⁹. Dit betekent concreet dat de taken die de CREG in de loop van het jaar 2024 zal uitvoeren, mogelijks herzien zullen moeten worden nadat het “gaspakage” van kracht is geworden en/of na omzetting van het gaspakage in nationale wetgeving.

3.6.2. Uit te voeren activiteiten

- *Certificering en aanwijzing van de waterstofnetbeheerder*
 - *Beslissing over de certificeringsaanvraag*

⁶⁹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2021%3A804%3AFIN&qid=1640001545187>

Binnen een termijn van negentig werkdagen te rekenen vanaf de datum van publicatie van de wet in het Belgisch Staatsblad, kan iedere onderneming zijn kandidatuur indienen om gecertificeerd te worden als waterstofvervoersnetbeheerder.

Na het verstrijken van deze termijn, beslist de CREG binnen de zestig werkdagen over de certificeringsaanvraag.

De CREG is vervolgens bevoegd de permanente naleving van de certificeringsvereisten te controleren.

- *Advies over evaluatiecriteria voor de aanwijzing*

Binnen een termijn van negentig werkdagen te rekenen vanaf de datum van publicatie van deze wet in het Belgisch Staatsblad, kan iedere onderneming zijn kandidatuur indienen om te worden aangewezen als waterstofvervoersnetbeheerder.

Na het verstrijken van deze termijn, deelt de CREG binnen de zestig werkdagen aan de Algemene Directie Energie haar advies over de evaluatiecriteria voor de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder door de minister van Energie, mee.

- *Advies over een voorstel van koninklijk besluit betreffende de criteria voor het toekennen van waterstofvervoersvergunningen*

In de loop van het jaar 2024 kan de Algemene Directie Energie aan de CREG vragen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de criteria voor het toekennen van waterstofvervoersvergunningen.

- *Advies over een voorstel van koninklijk besluit betreffende de procedure voor het toekennen van vergunningen voor de bouw en het beheer van waterstofvervoersinstallaties*

In de loop van het jaar 2024 kan de Algemene Directie Energie aan de CREG vragen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de toekenning van vergunningen voor de bouw en het beheer van waterstofvervoersinstallaties.

- *Advies over een voorstel van koninklijk besluit de criteria en een vereenvoudigde procedure voor de toekenning van een waterstofvervoersvergunning aan de waterstofvervoersnetbeheerder*

In afwijking van het koninklijk besluit betreffende enerzijds de criteria voor het toekennen van waterstofvervoersvergunningen en anderzijds de procedure voor het toekennen van vergunningen voor de bouw en het beheer van waterstofvervoersinstallaties, kan de Koning bij besluit de criteria en een vereenvoudigde procedure voor de toekenning van een waterstofvervoersvergunning aan de waterstofvervoersnetbeheerder vaststellen. Weliswaar in het geval dat de waterstofvervoersnetbeheerder de exploitatie of de eigendom overneemt van pijpleidingen waarvoor reeds een geldige vervoersvergunning bestaat, met inbegrip van vervoersvergunningen toegekend overeenkomstig artikelen 3 tot 7 van de gaswet. Zo kunnen deze pijpleidingen verder worden uitgebaat voor het vervoer van waterstof of herbestedemd worden voor het vervoer van waterstof, op basis van de in die vergunning opgenomen bepalingen.

In de loop van 2024 kan de Algemene Directie Energie aan de CREG vragen een advies te verstrekken over dit ontwerp van koninklijk besluit.

➤ *Voorstel voor het verlenen van waterstofvervoersvergunningen betreffende de uitbreiding van bestaande waterstofnetten*

De CREG is bevoegd om voor bestaande waterstofnetten, op basis van de procedures beschreven in artikel 5, §§ 1 en 2 van de H2-wet, een voorstel tot het verlenen van waterstofvervoersvergunningen voor de uitbreiding van bestaande waterstofnetten te richten tot de minister.

➤ *Advies over een koninklijk besluit betreffende de procedure voor het verlenen van waterstofvervoersvergunningen in verband met uitbreiding van bestaande waterstofnetten*

Alvorens de CREG een voorstel tot het verlenen van waterstofvervoersvergunningen voor de uitbreiding van bestaande waterstofnetten kan richten tot de minister, is de opmaak van een koninklijk besluit vereist dat de procedure vastlegt hoe de minister dit besluit kan nemen. Dit voorstel van koninklijk besluit moet aan de CREG worden voorgelegd voor advies.

In de loop van 2024 kan de Algemene Directie Energie aan de CREG vragen een advies te verstrekken over dit ontwerp van koninklijk besluit.

➤ *Advies over het netontwikkelingsplan*

De waterstofvervoersnetbeheerder is verplicht om elke twee jaar een netontwikkelingsplan op te stellen. Het netontwikkelingsplan dekt een periode van minstens tien jaar en wordt opgesteld in samenwerking met de Algemene Directie Energie en het Federaal Planbureau, en desgevallend na overleg met de andere waterstofvervoersnetbeheerders teneinde rekening te houden met hun bestaande infrastructuur en geplande investeringen.

De H2-wet bepaalt niet uitdrukkelijk wanneer de waterstofvervoersnetbeheerder voor het eerst een netontwikkelingsplan moet opstellen. Wel is het zo dat één van de vereisten inzake certificering van de kandidaat-waterstofvervoersnetbeheerder is dat de kandidaat moet aantonen dat hij in staat is de taken als waterstofvervoersnetbeheerder uit te voeren. Eén van deze taken is de opmaak van een netontwikkelingsplan.

De CREG is bijgevolg van oordeel dat het eerste voorstel van een netontwikkelingsplan voor advies aan de CREG zal moeten worden voorgelegd gelijktijdig met het indienen van de kandidatuur-waterstofvervoersonderneming, minstens in de loop van 2024.

➤ *Toegang tot het waterstofvervoersnet*

De CREG zal in overleg met de betrokken marktpartijen de principes van het marktmodel bepalen en vastleggen.

Op voorstel van de waterstofvervoersnetbeheerder, stelt de CREG op basis van de vastgelegde principes voor het marktmodel, een gedragscode vast betreffende de toegang tot het waterstofvervoersnet, inclusief de standaardcontracten.

De CREG zal na certificering en na aanwijzing door de minister van de waterstofvervoersnetbeheerder deze laatste in de loop van 2024 uitnodigen om een voorstel van gedragscode bij de CREG in te dienen.

➤ *Gereguleerde tarieven*

De CREG stelt na openbare raadpleging een tariefmethodologie vast.

Op voorstel van de waterstofvervoersnetbeheerder keurt de CREG de tarieven van toepassing op het waterstofvervoersnet goed.

- *Advies over de toepassing van verschillende kwaliteitsnormen die de waterstofvervoersnetbeheerder kan toepassen op beperkte delen van het waterstofvervoersnet dat hij beheert*

De Algemene Directie Energie kan aan de CREG een advies vragen over een ontwerp van ministerieel besluit in afwijking van waterstofkwaliteitsnormen vastgesteld met toepassing van artikel 17, eerste lid, van de H2-wet.

- *Advies over aansluitingen en verbeteringen*

De Algemene Directie Energie kan aan de CREG een advies vragen over een ontwerp van ministerieel bevel om de waterstofvervoersnetbeheerder te verplichten aansluitingen of verbeteringen aan te brengen die de minister noodzakelijk acht, voor zover deze economisch verantwoord zijn of indien een afnemer zich ertoe verbindt de extra kosten te dragen.

- *Advies over de subsidies voor de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet*

Op vraag van de Algemene Directie Energie stelt de CREG een advies op over de subsidieaanvraag van de waterstofvervoersnetbeheerder voor de ontwikkeling van het waterstofvervoersnet.

➤ *Bestaande waterstofnetten*

- *Advies over de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet*

Binnen de zestig werkdagen, nadat een eigenaar van een bestaand waterstofnet een verzoek tot aanwijzing als onafhankelijk waterstofvervoersnetbeheerder over zijn bestaand waterstofnet heeft ingediend bij de minister, verleent de CREG hierover een advies aan de Algemene Directie Energie.

- *Vaststelling van het tijdstip en de voorwaarden van overdracht*

Wanneer een eigenaar van een bestaand waterstofnet, die over een geldige waterstofvervoersvergunning beschikt, contact opneemt met de waterstofvervoersnetbeheerder teneinde hem te laten aanwijzen als onafhankelijke beheerder, onderhandelen de partijen te goeder trouw over het tijdstip en de voorwaarden van de overdracht. Wanneer partijen binnen een redelijke termijn geen overeenkomst bereiken, bepaalt de CREG, na raadpleging van de Algemene Directie Energie, het tijdstip en de voorwaarden van overdracht.

- *Vaststelling van een methodologie voor de berekening van de waarde voor opname in de gereguleerde activabasis*

In geval van een aankoop door de waterstofvervoersnetbeheerder van een pijpleiding waarvoor reeds een geldige vervoersvergunning bestaat, met inbegrip van de overeenkomstig artikel 3 tot 7 van de gaswet verleende vervoersvergunningen, en met het oog op het verder beheer van het vervoer van waterstof of met het oog op de herbesteding voor het vervoer van waterstof, stelt de CREG binnen het jaar na de inwerkingtreding van de H2-wet een methodologie vast voor de berekening van de waarde voor opname in de gereguleerde activabasis van de waterstofvervoersnetbeheerder.

- *Goedkeuring investeringen van bestaande waterstofnetten*

De CREG keurt de door de onafhankelijke beheerder geplande investeringen betreffende de bestaande waterstofnetten waarover de onafhankelijke beheerder het beheer uitoefent, goed.

De toepasselijke financiële regelingen betreffende deze investeringen worden eveneens goedgekeurd door de CREG.

- *Vaststellen van een methodologie voor de berekening van een billijke vergoeding*

Wanneer de waterstofvervoersnetbeheerder is aangewezen als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet, heeft de eigenaar van het bestaand waterstofnet voor het gebruik van deze installatie recht op een billijke vergoeding. Deze billijke vergoeding wordt door de waterstofvervoersnetbeheerder betaald.

Voor de berekening van deze billijke vergoeding stelt de CREG een methodologie vast die de toegestane inkomsten bepaalt die nodig zijn om de veiligheid en de kwaliteit van het bestaand waterstofnet te garanderen en die de rendementsdrempel voor de gereguleerde activabasis vastlegt.

- *Samenwerking met de Belgische Mededingingsautoriteit*

In het kader van haar taken betreffende bestaande waterstofnetten en voor zover de waterstofvervoersnetbeheerder is aangewezen als een onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet, is de CREG gehouden nauw samen te werken met de Belgische Mededingingsautoriteit

voor de controle op de naleving door de eigenaar van het bestaande waterstofnet van zijn verplichtingen bedoeld in artikel 23, § 2, van de H2-wet.

3.6.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As - Doelstelling
3.6.2.	Beslissing certificeringsaanvraag	Q1 2024	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies evaluatiecriteria	Q1 2024	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies koninklijk besluit betreffende criteria voor het toekennen van waterstofvervoersvergunningen	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies koninklijk besluit betreffende de procedure voor het toekennen van vergunningen voor de bouw en het beheer van waterstofvervoersinstallaties	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies Koninklijk besluit betreffende criteria en vereenvoudigde procedure voor het toekennen van een waterstofvergunning	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies Koninklijk besluit betreffende voor het verlenen van waterstofvervoersvergunning en voor de uitbreiding van bestaande waterstofnetten	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Voorstel betreffende verlenen van waterstofvervoersvergunning voor uitbreiding bestaande waterstofnetten	Ad hoc	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies Koninklijk besluit betreffende de procedure voor het verlenen van waterstofvervoersvergunning voor uitbreiding bestaande waterstofnetten	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt

3.6.2.	Advies netontwikkelingsplan	2024	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststellen van een marktmodel	2024 - 2025	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststellen van een gedragscode betreffende toegang en standaardcontracten	2024 -2025	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststelling tariefmethodologie	2024 - 2025	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Goedkeuring tarieven	Ad hoc (na vaststelling van de tariefmethodologie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies over kwaliteitsnormen	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies over aansluitingen en verbeteringen	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies over subsidieaanvraag voor ontwikkeling waterstofvervoersnet	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag van de minister)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Advies aanwijzing waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder	Ad hoc (binnen 40 kalenderdagen op vraag Algemene Directie Energie)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststellen tijdstip en overdracht bestaand waterstofnet	Ad hoc (binnen een redelijke termijn)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststellen methodologie voor berekening van de waarde voor opname in de gereguleerde activabasis in geval van een aankoop door de waterstofvervoersnetbeheerder van een pijpleiding	Ad hoc (2024)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt

3.6.2.	Goedkeuring investeringen bestaande waterstofnetten	Ad hoc (na aanwijzing onafhankelijke beheerder)	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Vaststellen methodologieberekening billijke vergoeding	Binnen redelijke termijn na aanwijzing onafhankelijke beheerder	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt
3.6.2.	Samenwerking Belgische Mededingingsautoriteit	Ad hoc	Gereguleerde activiteiten – Regulering van de waterstofmarkt

4. AS NR. 3: INTEGRATIE VAN DE HERNIEUWBARE ENERGIEBRONNEN EN TOENEMENDE FLEXIBILITEITSBEHOEFTE

De energietransitie is momenteel een internationale, Europese en nationale prioriteit. Deze transitie dringt zich op als een dringend en onontbeerlijk antwoord op de huidige en toekomstige uitdagingen op het gebied van energie, rekening houdend met de huidige geopolitieke toestand en de klimaatdoelstellingen.

Deze transitie bestaat in de overgang van een “traditioneel” centraal energiesysteem gebaseerd op fossiele brandstoffen naar een meer gedecentraliseerd systeem dat meer en meer gebaseerd is op hernieuwbare energiebronnen, met een grote diversiteit en een geringe voorspelbaarheid. Dit noodzaakt een aanzienlijke gedragswijziging, teneinde de potentiële energiebesparingen te benutten en meer energie-efficiëntie te verwezenlijken. Dat is noodzakelijk om de Europese Unie minder afhankelijk te maken van fossiele energiebronnen, in het bijzonder om de bevoorrading van Russische fossiele brandstof ruim vóór 2030 stop te zetten gelet op de actuele geopolitieke context.

Op grond van de klimaatwet⁷⁰ (met de doelstelling om de netto broeikasgasemissies uiterlijk in 2030 met ten minste 55% te verminderen ten opzichte van 1990) en de aangescherpte objectieven in het “Fit for 55” wetgevend pakket voor een energie-efficiëntiewinst tegen 2030 (van minstens 40,5% voor primair energieverbruik en 38% voor finaal energieverbruik in vergelijking met de in 2007 vastgestelde EU-referentiescenario prognoses⁷¹ en voor een aandeel van minstens 42,5% in 2030 (idealiter 45%) hernieuwbare energie in de Europese energiemix⁷²), werkt België aan de overgang naar een steeds meer decentrale (en lokale) energieproductie op basis van hernieuwbare bronnen en dit met alle gevolgen die dit inhoudt voor het systeem en het elektriciteitsnet in België.

Rekening houdend met haar bevoegdheden en prerogatieven zal de CREG voormelde onderwerpen van dichtbij blijven volgen, zowel op Europees als op nationaal niveau. Ook zal ze desgevallend initiatieven en de nodige maatregelen voorstellen overeenkomstig de beleidsoptie, op zowel Europees als nationaal niveau, waarbij rekening gehouden wordt met de belangen van alle consumenten

⁷⁰ https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/law_nl.

⁷¹ [Energy efficiency directive \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/energy/energy-efficiency-directive).

⁷² [Renewable energy directive \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/energy/renewable-energy-directive).

Voorts zal de CREG in het kader van de energietransitie ook specifieke aandacht besteden aan duurzaamheid en duurzame ontwikkeling. In het bijzonder zal er gewerkt worden aan het stapsgewijs implementeren en integreren van de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen (SDG's) van de Verenigde Naties (VN), en de subdoelstellingen die geselecteerd werden als de meest relevante voor zowel de beleidsdomeinen die binnen haar bevoegdheden vallen als met betrekking tot haar operationele werking.

4.1. THEMA 12: BEVORDEREN VAN EEN MAXIMALE UITBOUW VAN FLEXIBILITEIT OP DE BELGISCHE MARKT

4.1.1. Doelstellingen van de CREG

Hoewel de variabiliteit en onzekerheid intrinsieke eigenschappen zijn van elk energiesysteem, gaat de integratie van vaak intermitterende hernieuwbare energiebronnen (met inbegrip van groen gas zoals biogas/methaan, waterstof, synthetisch aardgas), gepaard met een toenemende flexibiliteitsbehoefte en dit zowel aan de aanbodzijde als aan de vraagzijde.

De flexibiliteit speelt op verschillende punten: de vraag, de opslag of de productie.

➤ *Vraagflexibiliteit*

In een systeem waarin de intermitterende productiemiddelen sterk toenemen, zouden de prijsspieken en -dalingen kunnen worden uitgevlakt en de operationele netveiligheid en de bevoorradingszekerheid van het systeem en/of de incompressibiliteit van het systeem verhoogd. Dit door een verhoging van de flexibiliteit van de vraag, met positieve gevolgen op de werking van de markt. Daarom acht de CREG deelname van de vraag aan de verschillende elektriciteitsmarkten belangrijk. Conform artikel 23, § 1, 5^o *bis* van de elektriciteitswet dient de CREG bovendien alle redelijke maatregelen te nemen om vraagzidemiddelen, zoals de actieve deelname van de vraag, aan te moedigen om op dezelfde wijze als de productiemiddelen deel te nemen aan de groothandelsmarkt. De wet van 13 juli 2017 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op de verbetering van de vraagflexibiliteit en van de opslag van elektriciteit, kende de CREG bevoegdheden toe met betrekking tot de energieoverdracht. De uitoefeningsmodaliteiten hiervan werden bepaald en geïmplementeerd op de markten van de tertiaire reserve en de strategische reserve, via de beslissing 1677⁷³ van 15 maart 2018. Daarnaast werd een nieuw regime, dat van toepassing is op contracten die de afwijking tussen de nominatie en de reële positie van de eindafnemer valoriseren, goedgekeurd via de beslissing 1677/2 van 27 maart 2020. In 2021 is de toepassing van de energieoverdracht bovendien uitgebreid naar de *day-ahead*- en *intraday*markten.

Richtlijn 944/2019 voorziet de nieuwe concepten van actieve afnemers (artikel 15) en energiegemeenschappen van burgers (artikel 16), die beiden het recht hebben om hun flexibiliteit te valoriseren via alle elektriciteitsmarkten (*day-ahead*, *intraday*, en *balancing*). Onder voorbehoud van de goedkeuring van het nodige wettelijke kader in 2023, zal de CREG bijdragen tot de implementatie van het concept "energiedelen" tussen eindafnemers aangesloten op het transmissienet. Indien nodig zal ze ook bijdragen leveren tot de invoering van een bijkomende financiële compensatiemethode waarbij de meting van het verbruik in het kader van de energieoverdracht wordt gecorrigeerd.

⁷³ Beslissing houdende uitvoering van artikel 19*bis*, §§ 3 tot 5 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, om de energieoverdracht mogelijk te maken.

Naast het continu blijven faciliteren van de directe toegang tot de elektriciteitsmarkten voor afnemers geconnecteerd op het transportniveau, zal de CREG verder samenwerken met de regionale regulatoren om de (in)directe toegang tot elektriciteitsmarkten voor afnemers, geconnecteerd aan het laagspanningsnet, toe te laten.

Desgevallend, en op voorstel van de netbeheerder, legt de CREG na overleg met de bevoegde regionale instanties, de regels vast voor de organisatie van energie-overdracht via een dienstverlener van flexibiliteit. Het voorstel van de netbeheerder wordt opgesteld na raadpleging van de marktspelers.

➤ *Opslag*

Wat betreft de opslag vindt de CREG dat de opkomst van de nieuwe opslagtechnologieën moet worden gemonitord om zo enerzijds de liquiditeit van de markten van de ondersteunende diensten te verbeteren en anderzijds om de integratie van de intermitterende productie in het systeem te vergemakkelijken. De CREG zal het thema opslag en de evoluties terzake in de wetgeving van kortbij blijven volgen. Bovendien moet er blijvend aandacht worden besteed aan de ontwikkelingen inzake opslag van gas en andere vormen van energie.

➤ *Productie*

Wat betreft het aanbod, moet er uiteraard voldoende productiecapaciteit beschikbaar zijn, maar deze moet eveneens voldoende snel ter beschikking kunnen worden gesteld om (al dan niet voorziene) sterke schommelingen van de vraag en/of de productie voldoende te compenseren. Deze terbeschikkingstelling vereist doorgaans een snelle productievaryatie van de eenheid, de mogelijkheid om de eenheid snel afwisselend te starten en te stoppen, en een groot en stabiel werkingsbereik van de eenheid.

➤ *Adequate prijssignalen*

Een prijssignaal dat de reële waarde van elektriciteit vertegenwoordigt, is een belangrijk element voor de ontwikkeling van flexibiliteitsoplossingen door de markt. Dit wordt gerealiseerd door een correcte werking van de markt (transparantie, mededinging, non-discriminatie, ...) die het mogelijk maakt dat de toekomstige markten (jaarlijkse, trimestriële, maandelijkse, *day-ahead* en *intraday*) de waarde van elektriciteit in realtime zo goed mogelijk weerspiegelen (*balancing*).

Daarvoor heeft de CREG het *scarcity pricing* mechanisme al verschillende jaren bestudeerd, d.w.z.

- de mogelijke creatie van een reservemarkt in realtime op basis van een *operational reserve demand curve* (ORDC). Het gebruik van een ORDC is beter dan een inflexibele vraagcurve omdat ze het feit weerspiegelt dat het nut van een MW bijkomende reserve daalt in functie van het aantal MW gecontracteerde reserve;
- de impliciete co-optimalisatie van de energiemarkt in realtime met deze reservemarkt in realtime, wat als gevolg zou hebben dat de energieprijis de reservehoeveelheid die in het systeem beschikbaar is weerspiegelt. Dit *scarcity pricing* mechanisme is te verkiezen boven de component *alpha*, die momenteel wordt toegevoegd aan de onevenwichtsprijs omdat het de verkrijging van een optimale dispatch van de middelen in real time niet verhindert, wat de kost voor de verbruikers vermindert.

Daartoe zal de CREG overwegen Elia te vragen om de berekening van de onevenwichtsprijs te herzien om deze meer in lijn te brengen met de Europese signalen, zoals het geval zal zijn voor de prijzen van de evenwichtsdiensten na aansluiting op de Europese platformen. Een dergelijke herziening van de berekening van de onevenwichtsprijs zal een effectieve *backpropagation* van het prijssignaal mogelijk

maken. Om zo adequaat mogelijke prijssignalen te kunnen geven, zal de CREG Elia ook vragen om een objectieve evaluatie van de alfa-component. Tot slot zal de CREG de belemmeringen voor de deelname aan de balanceringsmarkten blijven identificeren en wegwerken.

De CREG zal ook actief deelnemen aan besprekingen op Europees niveau over de invoering van een gelijkaardig mechanisme van co-optimalisatie van de energie en de reserves in *day-ahead*. Het gebruik van een co-optimaliseringsmechanisme zou vermijden dat de marktspelers de energieprijzen zouden moeten voorspellen als ze een bod doen op de reservemarkt. Het voordeel daarvan zou zijn dat de door de marktspelers gevraagde risicopremie als ze een bod op de reservemarkt doen, zou worden geschrapt. Deze risicopremie is des te hoger omdat de elektriciteits- en gasprijzen volatiel zijn.

Bovendien maakt de implementatie van de energieoverdracht in de *balancing*diensten het mogelijk om een prijs te koppelen aan de activering van vraagmiddelen waardoor een betere prijsvorming bevordert wordt.

In dit kader zal de CREG zich bovendien blijven inzetten voor een zo efficiënt mogelijke implementatie van de bepalingen van het *Clean Energy Package*, onder meer om verstoringen van de markt te vermijden. De CREG zal er in het bijzonder op toezien dat het structurele gebruik van de *redispatching*, om interne congesties op te lossen of te garanderen dat de streefwaarden van voor de markt beschikbare capaciteiten (d.w.z. de standaard streefwaarde van 70% of de waarde bepaald in een nationaal actieplan) de markt niet verstoren.

In 2024 zal de CREG ook actief deelnemen aan de besprekingen over de mogelijke herziening van de biedzones. Deze biedzones dienen correct te worden gedefinieerd omwille van de volgende drie redenen:

- verzekeren dat er zoveel mogelijk grensoverschrijdende capaciteit beschikbaar is, wat de kosten voor de consumenten vermindert omdat de minst dure eenheden kunnen draaien. De gunstige impact is des te groter in geval van schaarste in het systeem;
- een transparantere en juistere toewijzing van de grensoverschrijdende beschikbare capaciteiten garanderen;
- de markt een prijssignaal geven dat aangeeft op welke plaats nieuwe capaciteiten moeten worden geïnstalleerd, wat de toekomstige investeringsbehoeften in het net zou moeten verminderen.

4.1.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Aanmoedigen van meer flexibiliteit op de elektriciteitsmarkt*

In 2024 zal de CREG de flexibiliteit op verschillende vlakken blijven aanmoedigen.

Op het gebied van vraagflexibiliteit zal ze de bevoegdheden uitoefenen die haar toegekend werden door de wet van 13 juli 2017⁷⁴. In dat kader zal de CREG:

- indien nodig de implementatie van de regels voor de organisatie van de energieoverdracht evalueren;
- de formule toepassen voor het bepalen van de standaard overdrachtprijs voor het geval de onderhandelingen tussen de marktspelers na raadpleging van deze laatste, niet het gewenste resultaat zouden opleveren;

⁷⁴ Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op de verbetering van de vraagflexibiliteit en van de opslag van elektriciteit.

- de uitoefening van de opdracht voor het beheer van flexibiliteitsgegevens van de vraag met een energieoverdracht door de netbeheerder controleren;
- indien nodig, een beslissing nemen over de goedkeuring van een wijziging van de werkingsregels van de energieoverdracht en de overeenkomst die Elia en de aanbieder moeten opstellen evenals een beslissing over de aanpassingen aan de *Terms & Conditions* BRP die Elia zal voorleggen;
- de omzetting van Richtlijn 944/2019 naar nationale wetgeving opvolgen, waar relevant;
- samenwerken met de gewestelijke instanties om de (in)directe toegang tot elektriciteitsmarkten voor afnemers die op het distributienet zijn aangesloten, in het bijzonder op laagspanning, toe te laten.

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de wijziging van de wet van 13 juli 2017 die momenteel wordt opgesteld, zal de CREG:

- de werkingsregels vaststellen voor de verdeling van energie tussen eindafnemers aangesloten op het transmissienet (energiepools en verdeling van de bevoorrading);
- de regels vaststellen die de eindafnemers aangesloten op het transmissienet toelaten om, in het kader van de overdracht van energie, te kiezen voor een financiële vergoeding van hun leverancier via een correctie op de meting van hun verbruik.

De CREG dient ook de nodige wijzigingen van de gereguleerde contracten en het regulatorisch kader goedkeuren.

De CREG zal de ontwikkeling van de markt van de opslagtechnologieën voor elektriciteit blijven volgen, onder meer technologieën die met beperkte en snel uitvoerbare investeringen toelaten om op korte termijn een efficiënt antwoord kunnen bieden op de snelle toename van de behoeften van het systeem op het gebied van ondersteunende diensten.

De CREG zal nauwlettend toezien op de ontwikkeling van de Europese regelgeving in verband met de al dan niet specifieke status van de opslag als geïntegreerd hulpmiddel voor de markten om de goede werking ervan te waarborgen in het kader van de energietransitie.

In 2024 zal de CREG blijven streven naar een hervorming van de berekening van de onevenwichtsprijs om de Belgische marktspelers in staat te stellen om alle kansen te grijpen die zich voordoen in het Europese systeem (met inbegrip van het belang om een mechanisme van *scarcity pricing* toe te passen). Deze analyse zal gebeuren in het licht van:

- de recente hoge energieprijzen op de elektriciteitsmarkt;
- de verhoging van de kost van de reserves;
- de stijging van de onevenwichtskosten van de BRP's.

➤ *Aanmoedigen van meer flexibiliteit op de aardgasmarkt*

Om de nodige gascentrales voor flexibiliteit van de elektriciteitsmarkt ter beschikking te hebben, moet ook de flexibiliteit op de aardgasmarkt zelf worden verbeterd. Dit proces houdt in dat er op de markt capaciteitsproducten op korte en lange termijn moeten ontwikkeld en voorgesteld worden, een vlotte toegang tot het net moet worden gewaarborgd en opslaginfrastructuur moet worden voorzien. De opvolging van de projecten voor de injectie van groene gassen in het gasvervoersnet past binnen dit kader. In 2024 zal de CREG de initiatieven en de ontwikkelingen rond deze projecten door de stakeholders, in het bijzonder de netbeheerder, blijven opvolgen.

4.1.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
4.1.2.	Desgevallend, beslissing nemen betreffende een aanvraag tot goedkeuring van de regels van de energieoverdracht met het oog op de implementatie ervan op de aFRR-markt	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Bevorderen van een maximale uitbouw van de flexibiliteit op de Belgische markt
4.1.2.	Beslissing nemen betreffende de goedkeuring van wijzigingen aan de <i>Terms & Conditions</i> BRP	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Bevorderen van een maximale uitbouw van de flexibiliteit op de Belgische markt
4.1.2.	Desgevallend, beslissingen nemen betreffende de aanvragen tot aanpassing van de formule voor de bepaling van de standaardoverdrachtprijs	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Bevorderen van een maximale uitbouw van de flexibiliteit op de Belgische markt
4.1.2.	Desgevallend, beslissing nemen over de werkingsregels voor energie-uitwisseling	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Bevorderen van een maximale uitbouw van de flexibiliteit op de Belgische markt
4.1.2.	Desgevallend, beslissing nemen over de regelingen voor financiële compensatie voor andere mechanismen voor energieoverdracht dan de bestaande	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Bevorderen van een maximale uitbouw van de flexibiliteit op de Belgische markt

4.2. THEMA 13: OPVOLGEN VAN DE ONTWIKKELINGEN OP HET GEBIED VAN BEVOORRADINGSZEKERHEID EN DE OPERATIONELE VEILIGHEID

4.2.1. Doelstellingen van de CREG

De CREG zal de Algemene Directie Energie (de bevoegde instantie op het gebied van bevoorradingszekerheid krachtens de wet van 8 januari 2012) ondersteunen bij de uitoefening van haar wettelijke taken wat betreft de bevoorradingszekerheid. Hiervoor zal ze met de Algemene Directie Energie samenwerken en overleggen.

Bovendien zal de CREG, in overeenstemming met de geldende wetgeving, de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid op de elektriciteits- en gasmarkt en de operationele veiligheid van het elektriciteits- en gassysteem waarborgen en haar rapporterings- en analysetaken op zich nemen.

In het kader van de implementatie van een vergoedingsmechanisme voor de capaciteit en de organisatie van de veilingen van 2024 en 2025 zal de CREG haar voorstel-, advies-, controle- en beslissingsbevoegdheden uitoefenen die haar werden toegekend door de Belgische wet⁷⁵ en door de verordening (EU) nr. 2019/943. De CREG zal ook verder actief deelnemen aan de opvolgingscomités en de werkgroepen en het kabinet van de minister van Energie alle nodige technische ondersteuning bieden.

Wat de gasbevoorradingszekerheid betreft, werkt de CREG nauw samen met de Algemene Directie Energie voor de toepassing van de SoS-verordening (EU) nr. 2017/1938⁷⁶. Het betreft met name de ontwikkeling van de risicoanalyses, preventieve actieplannen en noodplannen en dit zowel op nationaal niveau als op regionaal niveau. Deze activiteiten zullen in 2024 worden voortgezet. Ook bij de ontwikkeling van een solidariteitsmechanisme voor de uitwisseling van aardgas met de buurlanden, om beschermde afnemers te kunnen blijven bevoorraden in geval van crisis, is de CREG nauw betrokken. De CREG zal hierbij ook actief deelnemen aan discussies binnen de structuren van CEER en ACER.

Aangezien het mechanisme inzake de strategische reserve slechts tot 31 maart 2022 de goedkeuring van de Europese Commissie heeft gekregen, beperken de taken van de CREG zich verder tot zaken die verband houden met de tweejaarlijkse toereikendheidsstudie en het proces voor de goedkeuring van de daarmee verband houdende kosten.

4.2.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Op de elektriciteitsmarkt*

De Europese netcode voor de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnet die de operationele veiligheid van het elektriciteitssysteem regelt (netstabiliteit), trad in werking in december 2017⁷⁷. De CREG is verantwoordelijk voor de controle op de toepassing van deze netwerkkode.

⁷⁵ Wet van 22 april 2019 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, teneinde een capaciteitsvergoedingsmechanisme in te stellen.

⁷⁶ Hieronder worden ook de complementaire crisisverordeningen voor aardgas begrepen: Verordening (EU) 2022/1032, Verordening (EU) 2022/1369, Verordening (EU) 2022/2576 en Verordening (EU) 2022/2578.

⁷⁷ Verordening (EU) 2017/2196 van de Commissie van 24 november 2017 tot vaststelling van een netcode voor de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnet: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/?uri=CELEX:32017R2196>.

Inmiddels werd er in 2019 een andere gerelateerde Europese verordening over de risicoparaatheid in de elektriciteitssector gepubliceerd⁷⁸. De bevoegde minister wordt op nationaal niveau aangeduid als de “bevoegde instantie”. Deze is verantwoordelijk voor de in deze verordening aan de bevoegde instantie toegewezen taken, zoals dit het geval is voor de gelijkaardige verordening voor aardgas (verordening (EU) nr. 2017/1938). De verordening kent ook specifieke taken toe aan de nationale energieregulator. Hieronder volgt een opsomming van die taken.

Met toepassing van deze verordening zal de CREG onder meer met de Algemene Directie Energie samenwerken (en dit op vraag van de minister van Energie als “bevoegde instantie”) rond de risicobeoordeling inzake bevoorradingszekerheid, inzake elektriciteit. Deze beoordeling omvat, onder andere, een advies over de methodologie voor identificatie van regionale elektriciteitscrisisscenario's en de identificatie van de meest relevante elektriciteitscrisisscenario's.

Deze oefening wordt vervolgens minstens om de vier jaar herhaald. Betreffende de identificatie van de nationale elektriciteitscrisisscenario's moet de bevoegde instantie onder meer de CREG raadplegen.

Voor de opstelling van de methodologie voor de beoordeling van de kortetermijn- en seizoensgebonden toereikendheid zal ENTSO-E onder meer ACER raadplegen.

Voor de opstelling van het risicoparaatheidsplan moet de bevoegde instantie onder meer de CREG raadplegen. Deze oefening moet eveneens om de vier jaar herhaald worden.

De verordening bepaalt dat wanneer een elektriciteitscrisis zich voordoet, de bevoegde instantie overlegt met de CREG voor de opstelling van het *ex-post* evaluatie rapport.

Op het gebied van elektriciteit zal de CREG in 2024 ook de volgende taken op zich nemen:

- in voorkomend geval zal de CREG haar volledige medewerking verlenen aan het tweejarige verslag met betrekking tot de bevoorradingszekerheid dat de Algemene Directie Energie moet opstellen in samenspraak met de CREG;
- ze zal desgevallend meewerken aan de prospectieve studie die door de Algemene Directie Energie om de vier jaar dient te worden opgesteld;
- ze zal toezien op de investeringen in de productiecapaciteit om de bevoorradingszekerheid te waarborgen;
- ze zal kennisnemen van de definitieve of tijdelijke uitdienstnemingen van de productie-installaties;
- ze zal actief meewerken aan de finalisering van de uitwerking en de implementatie van het capaciteitsvergoedingsmechanisme en haar competenties in het kader hiervan uitoefenen;
- ze zal de ontwikkelingen op Europees niveau met betrekking tot het capaciteitsvergoedingsmechanisme en het beheer van crisissituaties tussen aangrenzende landen (DG ENER) opvolgen;
- in voorkomend geval zal ze een advies verstrekken met betrekking tot het koninklijk besluit dat de procedure uitwerkt voor de voorafgaande informatieplicht voor tijdelijke uitdienstnames;

⁷⁸ Verordening (EU) 2019/941 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende risicoparaatheid in de elektriciteitssector en tot intrekking van Richtlijn 2005/89/EG: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/ALL/?uri=CELEX:32019R0941>.

- ze zal in 2024 de eventuele wijzigingen van de voorwaarden om op te treden als aanbieder van hersteldiensten op contractbasis goedkeuren;
- ze zal, op vraag van de minister van Energie, een advies geven over het systeembeschermingsplan en het herstelplan, evenals desgevallend het testplan van de transmissienetbeheerder dat de minister van Energie moet goedkeuren op voorstel van de transmissienetbeheerder. Deze plannen maken deel uit van de netwerkcode over de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnet;
- voor het *scarcity pricing* mechanisme (zie punt 4.1.2., Thema 11) zal de CREG samen met Elia de nodige werkzaamheden uitvoeren voor een eventuele implementatie zodra er een implementatiebeslissing zal zijn genomen. Deze werkzaamheden houden onder andere beslissingen in over mechanismen waarop de implementatie van *scarcity pricing* een impact heeft;
- wat het capaciteitsvergoedingsmechanisme betreft, zal de CREG in 2024:
 - o desgevallend werkingsregels opstellen op basis van het door de netbeheerder ingediende voorstel;
 - o desgevallend een beslissing nemen betreffende de aanpassingen aan het door de netbeheerder ingediende standaard capaciteitscontract;
 - o een voorstel van referentiescenario voor de T-1- en T-4-veilingen formuleren;
 - o een voorstel van intermediaire waarden voor de T-1- en T-4-veilingen formuleren;
 - o een advies maken over het verslag van de netbeheerder betreffende de waarden van de parameters van de veilingen die in de loop van het jaar moeten worden georganiseerd;
 - o een voorstel van parameters formuleren voor de bepaling van de capaciteit die in het kader van de veilingen moet worden gekocht;
 - o een beslissing nemen over elk aanvraagdossier met het oog op het in aanmerking komen voor een meerjarencontract;
 - o een beslissing nemen over elk aanvraagdossier met het oog op afwijking van het intermediair prijsplafond;
 - o de regelmatigheid van verschillende operaties (prekwalificatie, preveiling, veilingen) die leiden tot de selectie van capaciteitsbiedingen controleren;
 - o (bijlagen bij) overeenkomsten goedkeuren tussen netbeheerders voor de deelname van indirecte buitenlandse capaciteit.

In 2024 zal de CREG bovendien actief blijven deelnemen aan opvolgingscomités en werkgroepen voor de operationele implementatie van het capaciteitsvergoedingsmechanisme en er daarbij op toezien dat ze in overeenstemming is met de bepalingen van het *Clean Energy Package*.

➤ *Op de aardgasmarkt*

In uitvoering van artikel 15/13, § 1 van de gaswet stelt de Algemene Directie Energie jaarlijks, in samenwerking met het Federaal Planbureau en in samenspraak met de CREG, een verslag op over de opvolging van de bevoorradingszekerheid. De CREG zal daaraan meewerken.

De CREG zal in 2024 met de Algemene Directie Energie samenwerken aan analyses/ plannen bedoeld in verordening (EU) nr. 2017/1938⁷⁹. Zo zal ze, in toepassing van de verordening (EU) nr. 2017/1938, met de Algemene Directie Energie samenwerken voor de opstelling van de risico-evaluatie inzake de zekerheid van de aardgasvoorziening en voor de analyse van de solidariteitsmaatregelen die nog versterkt zijn in het door de Europese Raad goedgekeurde reductieplan⁸⁰. Deze oefening wordt minstens om de vier jaar herhaald. De CREG zal eveneens meewerken aan het preventief actieplan en het noodplan.

Verder voorziet de voormelde verordening dat de Europese Commissie om een effectbeoordeling van de preventieve, niet-marktgebaseerde maatregelen (gevolgen voor de nationale gasmarkt, mededinging op nationaal vlak en gevolgen voor de interne markt) kan verzoeken waaraan de CREG zal meewerken.

Voor zover de voorziene maatregelen in verordening (EU) 2022/1032 opdrachten en bevoegdheden van de nationale reguleringsinstantie zijn, neemt de CREG haar verantwoordelijkheid om de nodige maatregelen te nemen om de doelstellingen van het vullen van de ondergrondse gasopslaginstallatie te behalen. Samen met Fluxys Belgium analyseert de CREG de ontwikkeling van een vraagresponsdienst (DSR - *Demand Side Response*). Deze dienst beoogt het faciliteren van vrijwillige vraagrespons tegen een vergoeding voor eindafnemers direct verbonden aan het gasvervoersnet. Mogelijk wordt hiervoor een specifiek platform opgezet. Indien België met aardgastekorten kampt en er internationale solidariteit wordt gevraagd, kan op die manier ook zolang mogelijk aardgas ter beschikking gesteld worden op een marktgebaseerde manier en dit met name voor de beschermde afnemers.

Tot slot blijft de CREG zowel voor gas als voor elektriciteit haar databanken aanvullen om de Belgische markt te volgen.

4.2.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Eind-datum	As – Doelstelling
4.2.2.	Beslissing betreffende de werkingsregels van het CRM	Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Desgevallend, beslissing over de wijziging van het standaard capaciteitscontract	Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Beslissing houdende goedkeuring van bijlagen bij overeenkomsten tussen	Q1-Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare

⁷⁹ Verordening (EU) 2017/1938 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2017 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gasleveringszekerheid en houdende intrekking van Verordening (EU) nr. 994/2010.

⁸⁰ Verordening (EU) 2022/1369 van de Raad van 5 augustus 2022 inzake gecoördineerde maatregelen ter reductie van de gasvraag.

	netbeheerders voor de deelname van indirecte buitenlandse capaciteit		energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Advies over de parameters van de vraagcurven	Q1	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Voorstel van parameters voor de bepaling van de aan te kopen capaciteiten	Q1	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Desgevallend, akkoorden sluiten met NRA's uit de buurlanden over de controle van de naleving van de investeringsdrempels en de administratieve boetes voor het afdwingen van niet-beschikbaarheidsboetes in het kader van de deelname van buitenlandse capaciteiten aan het Belgische CRM - voortgangsrapport	Q1	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Overleg met Elia over de hypothesen en basisscenario's en de gebruikte methodologie voor de tweejaarlijkse analyse betreffende de behoeften van het Belgische elektriciteitssysteem inzake <i>adequacy</i> en flexibiliteit van het land over tien jaar	Q4	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Beslissing over de herziening van de vormvereisten van een aanvraag tot afwijking van de intermediaire prijsplafonds	Q1	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Beslissingen met betrekking tot de aanvragen tot afwijking van de intermediaire prijsplafonds	Q2-Q3	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Beslissing over procedures voor het controleren van de beschikbaarheid en beschikbaarheidstests	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>

4.2.2.	Controle van de door Elia uitgevoerde berekening van de grensoverschrijdende capaciteiten	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Voorstel van gegevens en hypothesen voor het referentiescenario voor elke veiling	Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Voorstel van tussentijdse waarden (CONE, X-factor, WACC) in samenwerking met Elia	Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Onderzoek van investeringsdossiers en beslissing van rangschikking van capaciteiten in capaciteitscategorieën	Q2-Q3	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Controle van de prekwificatie-, preveiling- en veilingprocedures	Q2-Q3-Q4	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Beslissing betreffende de raming van de kost van de ODV strategische reserve en CRM	Q4	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Beslissing betreffende de reële kost van de ODV strategische reserve en CRM	Q2	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Deelnemen aan vergaderingen van het opvolgingscomité en vergaderingen van WG adequacy	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Desgevallend deelnemen aan werkgroepen van ACER over methodologieën voor de evaluatie van de toereikendheid, de betrouwbaarheidsnorm en de	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>

	grensoverschrijdende deelname aan de CRM		
4.2.2.	Opvolgen van de definitieve of tijdelijke uitdienstnemingen van de installaties voor de productie van elektriciteit	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	De ontwikkelingen op Europees niveau met betrekking tot het vergoedingsmechanisme van de capaciteit (DG COMP – overheidssteun, beslissingen met betrekking tot de capaciteitsmechanismen in het buitenland) en het gemeenschappelijke beheer van crisissituaties tussen aangrenzende landen (DG ENER) volgen	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Desgevallend een advies verstrekken over het koninklijk besluit dat de procedure uitwerkt voor de voorafgaande informatieplicht voor tijdelijke uitdienstnemingen van installaties voor de productie van elektriciteit	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Samen met Elia de nodige werkzaamheden uitvoeren voor een eventuele implementatie van de signalen van schaarste als de implementatiebeslissing is genomen	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Samenwerken met de bevoegde instantie aan de beoordeling van de risico's voor de bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Desgevallend een antwoord op de wettelijk voorziene raadpleging van de bevoegde instantie betreffende de	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen

	identificatie van de nationale elektriciteitscrisisscenario's overmaken		van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Desgevallend een antwoord op de wettelijk voorziene raadpleging van de bevoegde instantie voor de opstelling van een risicoparaatheidsplan overmaken (dit betreft een oefening die ten minste om de vier jaar wordt herhaald)	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	In geval van een elektriciteitscrisis, overleggen met de bevoegde instantie voor de opstelling van het <i>ex-post</i> evaluatierapport	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Overleggen met de Algemene Directie Energie in het kader van haar jaarlijks verslag (samen met het Federaal Planbureau) over de opvolging van de bevoorradingszekerheid in de aardgassector	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Met de Algemene Directie Energie samenwerken aan alle analyses/alle plannen bedoeld in verordening (EU) nr. 2017/1938	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Samenwerken met de Algemene Directie Energie voor de opstelling van de risico-evaluatie voor de zekerheid van de aardgasvoorziening (deze oefening wordt minstens om de vier jaar herhaald)	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Samenwerken met de Algemene Directie Energie voor de opstelling van het preventief actieplan (aardgas) (deze	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen

	oefening wordt minstens om de vier jaar herhaald)		van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Uitvoeren van de effectbeoordeling van de preventieve, niet-marktgebaseerde maatregelen (gevolgen voor de nationale gasmarkt, mededinging op nationaal vlak en de gevolgen voor de interne markt) in de aardgassector op verzoek van de Europese Commissie	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Gecoördineerde besluiten inzake bidirectionele vervoerscapaciteit voor aardgas op basis van een voorstel/verzoek van Fluxys Belgium NV goedkeuren	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Zowel voor gas als voor elektriciteit, haar databanken aanvullen om de Belgische markt te volgen	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid
4.2.2.	Een DSR-dienst (<i>Demand Side Response</i>) ontwikkelen in samenwerking met Fluxys Belgium	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Volgen van de ontwikkelingen op het gebied van bevoorradingszekerheid en operationele veiligheid

4.3. THEMA 14: REGULEREN VAN DE OFFSHORE-ENERGIEMARKT

4.3.1. Doelstellingen van de CREG

In 2024 zal de CREG haar wettelijke taken blijven vervullen om de offshore-markt te reguleren. De CREG neemt eveneens de taken op zich die haar werden toevertrouwd in het kader van het ondersteuningsmechanisme voor de opwekking van elektriciteit en de aansluiting van offshore-windmolenparken in overeenstemming met de elektriciteitswet en het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen (hierna "koninklijk besluit van 16 juli 2002").

De CREG zal voortgaan met het beheren van de databank van de garanties van oorsprong die werd ingesteld bij koninklijk besluit van 30 juli 2013. De uitgereikte garanties kunnen niet lokaal gebruikt worden en zijn dus enkel van nut als rekeninghouders ze naar andere domeinen kunnen transfereren. Om dit te blijven mogelijk maken, zal de CREG haar lidmaatschap bij de *Association of Issuing Bodies* (hierna "AIB") verderzetten. Dit vergt een actieve inbreng onder de vorm van deelname aan algemene vergaderingen en werkgroepen, verrichten van audits en tests, aanleveren van statistieken, enz. Als de IT-vereisten van AIB verscherpt worden, dan zullen de systemen van de CREG mee moeten evolueren. Ten tijde van het schrijven van dit verslag heeft de dienstverlener het contract, voor het onderhoud en ontwikkeling van het register, beëindigd en is er een contract gesloten met een nieuwe dienstverlener om te migreren naar een nieuw register.

Aangezien de federale regering beslist heeft om nieuwe zeegebieden open te stellen voor elektriciteitsproductie heeft de CREG meegewerkt aan de opstelling van een strategische nota aan de ministerraad om een mededingingsmechanisme in te voeren. In 2019 werd de elektriciteitswet aangepast om de kavels voor toekomstige offshore-windproductie toe te kennen na een mededingingsprocedure. In 2024 zal de CREG met de bevoegde autoriteiten blijven samenwerken om nieuwe wetgeving hierover uit te werken. De CREG neemt deel aan de Taskforce Offshore (met vertegenwoordigers van de FOD, de minister van Energie en de minister van Noordzee) om het wettelijk en regulatorisch kader van de tweede offshore zone uit te werken.

Op Europees niveau zal de CREG eveneens haar samenwerking op regulatorisch vlak voortzetten met andere Noordzee-lidstaten en de Europese Commissie in het kader van de *North Seas Energy Cooperation* (hierna "NSEC") en ook inzake elk nieuw initiatief van de Europese Commissie in dit domein (zie sectie 3.5.).

4.3.2. Uit te voeren activiteiten

De CREG zal, indien nodig, advies verlenen met betrekking tot eventuele verzoeken of voorstellen tot wijziging, verlenging, uitbreiding of overdracht van domeinconcessies of voorstellen tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 formuleren.

Zoals hiervoor aangegeven zal de CREG eveneens meewerken aan de uitwerking van het wettelijke kader met het oog op de implementatie van een mededingingsmechanisme in het kader van de toekenning van toekomstige *offshore* concessies.

Daarnaast zal de CREG zich ook bezighouden met enkele recurrente taken zoals:

- het beheer van garanties van oorsprong (met inbegrip van het geval per geval bestuderen van verzoeken tot registratie, toekenning en overdrachten);
- de maandelijkse controle van de netto offshore windenergieproductie en de toekenning van hieraan gekoppelde groenestroomcertificaten;
- de maandelijkse berekening van de minimum aankoopprijs van de groenestroomcertificaten (conform het koninklijk besluit van 16 juli 2002) op basis van de verschillende geldende ondersteuningssystemen en rekening houdende met het mechanisme van negatieve uren;
- de goedkeuring van de correctiefactor die in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van de minimumprijs per domeinconcessie;
- de toepassing van het systeem van voorschotten en afrekeningen voor de ondersteuning voor de domeinconcessies *Northwester 2*, *Mermaid* en *Seastar*;

Ook zal de CREG de evoluties op technisch, financieel en juridisch vlak blijven opvolgen voor *offshore* windenergie.

4.3.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
4.3.2.	Berekening van de minimum aankoopprijs van de groenestroomcertificaten	Maandelijks	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Controle van de netto <i>offshore</i> windenergieproductie en de toekenning van hieraan gekoppelde groenestroomcertificaten	Maandelijks (binnen de 3 maanden na de aanvraag)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Uitvoering van het systeem van voorschotten en afrekeningen voor de ondersteuning voor de parken Mermaid, Seastar en Northwester 2	Verschillende malen /jaar	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Berekening van de betalingsverplichting van de <i>offshore</i> parken aan Elia bij negatieve minimumprijzen	Maandelijks	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Evaluatie van de kost van de openbare dienstverplichting voor de financiering van de aankoop van federale groenestroomcertificaten	Een keer/jaar (deadline 1 november)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Het saldo van de kosten van de openbare dienstverplichting voor de financiering van de aankoop van federale groenestroomcertificaten bepalen	Een keer/jaar (deadline 1 juni)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Goedkeuring van de correctiefactor die in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van de minimumprijs per domeinconcessie	2024	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt

4.3.2.	Adviezen met betrekking tot eventuele wijzigingen of eventuele overdrachten van domeinconcessies	<i>Ad hoc</i> (op vraag van de Algemene Directie Energie)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Toekenning en overdracht van de garanties van oorsprong	<i>Ad hoc</i> (binnen de maand na de aanvraag)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Registratie van de houders van garanties van oorsprong	<i>Ad hoc</i> (binnen de 3 maanden na de aanvraag)	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt
4.3.2.	Adviezen en voorstellen verlenen voor de uitwerking van de mededingingsprocedure voor de toekenning van de tweede <i>offshore</i> zone en de uitbreiding van het <i>Modular Offshore Grid</i>	<i>Ad hoc</i>	Energietransitie, integratie van de hernieuwbare energiebronnen en hogere flexibiliteitsbehoeften – Reguleren van de <i>offshore</i> energiemarkt

4.4. THEMA 15: BEVORDEREN VAN INNOVATIE IN HET BELANG VAN DE EINDCONSUMENT

De CREG zal alle redelijke maatregelen blijven treffen om de vraagzijdemiddelen, zoals vraagrespon, aan te moedigen om net zoals de productiemiddelen, deel te nemen aan de groothandelsmarkt.

In 2024 blijft de CREG verder werken om de belemmeringen voor de ontwikkeling van het vraagbeheer weg te nemen en voor een gelijk speelveld te zorgen.

Samen met Fluxys Belgium werkt de CREG aan de ontwikkeling van een vraagresponsdienst (DSR - *Demand Side Response*). Deze dienst moet het mogelijk maken dat eindafnemers direct verbonden aan het gasvervoersnet, makkelijk toegang krijgen tot de aardgasmarkt. Bijkomend zal dit platform mogelijk gebruikt kunnen worden in het geval dat België, in het kader van de bevoorradingszekerheid, een beroep moet doen op het noodplan.

De overgang naar een actievere deelname van de vraag, die voornamelijk wordt bevorderd op Europees niveau, betreft alle verbruiksprofielen. Gezien de retailmarkt zich nog in een pril stadium bevindt wat betreft het actieve vraagbeheer, zal de CREG de ontwikkeling van de problematiek omtrent slimme meters – in het algemene kader van de intelligente netten – de dynamische energietarifiering en de individuele en collectieve verandering van leverancier van dichtbij blijven volgen. De CREG zal hieromtrent eveneens blijven overleggen met de gewestregulators. Binnen de CEER of ACER pleit de CREG voor een afdoende bescherming van de kleine consument met inbegrip van de meest kwetsbare consumenten.

In het kader van de energietransitie zal de markt eveneens een aantal technologische uitdagingen moeten overwinnen om te kunnen voldoen aan de behoeften op het gebied van flexibiliteit. De energietransitie wordt bijgevolg ondersteund door innovatie, ook al blijft de impact ervan per definitie moeilijk voorspelbaar.

De CREG meent dat innoverende technologieën in grote mate kunnen bijdragen tot de vereiste flexibiliteit. De CREG zal bijgevolg nauwlettend aandacht blijven besteden aan initiatieven om elektriciteit in gas om te zetten (*power-to-gas*) en in het bijzonder aan initiatieven met betrekking tot de opslag van elektriciteit aan de hand van competitieve producten zoals batterijen. Binnen dit kader worden ook de recente ontwikkelingen rond elektrische voertuigen en de ontwikkeling van waterstof en methanisering opgevolgd.

De CREG zal eveneens de ontwikkelingen volgen wat betreft de opslag van aardgas en erop toezien dat de nieuwe diensten, zoals *Fast Cycle Storage* (beperkte injectietijd) economisch verantwoord zijn en daadwerkelijk kunnen bijdragen tot de verbetering van de huidige situatie, niet enkel in België maar in heel Europa. De EU-verordening 2022/1032 van 29 juni 2022 bepaalt dat opslaginstallaties in elke lidstaat op 1 november ten minste 90% moeten zijn gevuld en dit met tussentijdse streefdoelen. De CREG heeft in samenspraak met Fluxys Belgium en in overleg met de marktpelers daartoe de regulatoire documenten aangepast. De CREG zal de evolutie van de regelgeving m.b.t. verplichtingen voor opslaginstallaties blijven opvolgen in 2024.

De CREG gaat er ook van uit dat de transmissienetbeheerders een rol kunnen spelen in deze innovatie. Enerzijds kunnen ze innoverende balanceringsproducten voorstellen waarop de marktpelers kunnen reageren en anderzijds kunnen ze zelf innoverende technologieën toepassen bij het intelligente beheer van het net. Om het belang van innovatieprojecten die een efficiënter beheer van het net nastreven en aldus gunstig zijn voor de gebruikers van het Belgische net te benadrukken, heeft de CREG hiervoor de in thema 6 vermelde stimulansen voorzien. Het betreft onder andere een stimulans ter bevordering van onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten voor de regulatoire periode 2024-2027.

De CREG zal de prestaties van de transmissienetbeheerder eveneens evalueren op het vlak van de ontwikkeling van een slim net gericht op energie-efficiëntie en de integratie van energie afkomstig van verschillende bronnen, op basis van een beperkt aantal indicatoren. De CREG zal om de twee jaar een nationaal rapport over deze aanbevelingen publiceren.

De CREG zal in het algemeen de innoverende ontwikkelingen en oplossingen blijven volgen en indien nodig in het kader van haar wettelijke taken de invoering ervan op de energiemarkt aanmoedigen. Ze zal er eveneens op toezien dat ze daadwerkelijk een toegevoegde waarde hebben voor de doeltreffende werking van de markten, in het belang van de eindconsument.

Op de *downstreammarkten* zullen technologische innovaties en de verdere digitalisering ervoor zorgen dat het productaanbod van de leveranciers zal worden aangepast. De CREG heeft als taak om de consument hierover correct en transparant te blijven informeren.

Tot slot geeft de CREG, via de publicatie van maandelijkse infografieken, de consumenten een beknopt overzicht van de belangrijkste evoluties in de energiemarkt. Er wordt ook ad hoc stilgestaan bij interessante vaststellingen op de energiemarkten. In dit kader besteedt ze ook bijzondere aandacht aan nieuwe en innoverende toepassingen.

Over het algemeen zal de CREG erop toezien dat de belangen van de consumenten zo goed mogelijk worden beschermd.

5. OPDRACHT IN HET KADER VAN DE WET TOT INVOERING VAN EEN PLAFOND OP DE MARKTINKOMSTEN VAN ELEKTRICITEITSPRODUCTEN

5.1.1. Doelstellingen van de CREG

Met de wet van 16 december 2022⁸¹ heeft de federale wetgever de verordening (EU) 2022/1854 van de Raad van 6 oktober 2022 betreffende een noodinterventie in verband met de hoge energieprijzen gedeeltelijk uitgevoerd. Deze wet organiseert meer bepaald een heffing ten voordele van de staat op het surplus aan inkomsten van bepaalde elektriciteitsproducenten. In het kader van deze heffing belast deze wet de CREG met de volgende opdrachten:

- het model van de aangifte schuldenaars en het formaat van de toe te zenden stukken vaststellen;
- de door de schuldenaars ingediende aangiften controleren;
- indien nodig de informatie opvragen die nodig is om de door de schuldenaars ingediende aangiften te controleren;
- een voorstel van heffing voor elke schuldenaar formuleren en naar de Federale Overheidsdienst Economie verzenden;
- met de Federale Overheidsdienst Economie overleggen in geval van een onvolledige aanvraag tot terugbetaling van een schuldenaar om hem te laten weten welke gegevens en documenten ontbreken.

In het kader van deze nieuwe opdrachten keurde de CREG in 2023 twee beslissingen goed over het model van aangifte dat de schuldenaars van de heffing moesten indienen⁸². De CREG heeft ook een informaticasysteem uitgewerkt om de schuldenaars hun aangiften te laten indienen en de dossiers in zekere mate te automatiseren. Daarna heeft ze de aangiften van de schuldenaars geanalyseerd en gecontroleerd. Ze heeft ook contact opgenomen met een aantal schuldenaars om de informatie die nodig was voor de behandeling van hun dossiers te vervolledigen. Tot slot heeft ze een voorstel van heffing opgemaakt voor alle schuldenaars, voor wat betreft de periode van 1 augustus 2022 tot en met 31 december 2022. Voor de periode van 1 augustus 2022 tot en met 31 december 2022 is er sprake van meer dan 400 schuldenaars (waarvan een aantal geen aangifte heeft ingediend) en ca 900 installaties. Over de twee hierboven vermelde beslissingen van de CREG loopt trouwens een beroep bij het Marktenhof. De CREG volgt deze gerechtelijke procedures dan ook op.

⁸¹ Wet van 16 december 2022 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot invoering van een plafond op marktinkomsten van elektriciteitsproducenten, BS 22 december 2022, 98819.

⁸² Beslissing (B)2511 van 28 februari 2023 en beslissing (B)2559 van 6 juli 2023 over het model van aangifte in te dienen door de schuldenaars van de heffing ingevoerd in het kader van het plafond op de marktinkomsten van elektriciteitsproducenten <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Decisions/B2511NL.pdf> en <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Decisions/B2559NL.pdf>.

5.1.2. Uit te voeren activiteiten

De CREG zal het voorstel van de door de vermoedens 1 en 2 beoogde schuldenaars verschuldigde heffing voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 juni 2023 voorlopig opstellen tegen ten laatste 28 februari 2024. Het definitief voorstel zal door de CREG worden opgesteld uiterlijk op het tijdstip waarop zij ter kennis wordt gebracht van de jaarlijkse vergoeding of van de repartitiebijdrage voor het jaar 2023. De CREG zal de beroepen tegen de beslissingen, die ze heeft genomen in het kader van de plafonnering van de marktinkomsten van de elektriciteitsproducenten, opvolgen.

De wet voorziet dat de Federale Overheidsdienst Economie, nadat de CREG de voorstellen van heffing heeft overgemaakt, het bedrag van de verschuldigde heffing dient te bepalen en de betalingsverzoeken aan de schuldenaars dient over te maken. Vervolgens dient de Federale Overheidsdienst Financiën de verschuldigde bedragen in te vorderen. Aangezien de CREG een belangrijke rol heeft gespeeld in de stappen vóór de tussenkomst van de Federale Overheidsdiensten Economie en Financiën en hierdoor de dossiers van de schuldenaars grondig kent, is ze van plan de Federale Overheidsdiensten Economie en Financiën bij te staan als dat nodig zou zijn. In geval van betwisting van de betalingsverzoeken door schuldenaars, wil ze ook met de Federale Overheidsdiensten samenwerken om een efficiënte opvolging van de dossiers te verzekeren.

De CREG is bovendien van plan om de gegevens van de schuldenaars minimum 5 jaar bij te houden. Artikel 22^{quater}, § 2, laatste lid van de elektriciteitswet voorziet immers dat de vordering van de heffing verjaart vijf jaar na het moment waarop ze invorderbaar is geworden. In 2024 zal de CREG het informaticaplatform, dat gecreëerd was in het kader van de heffing en meer bepaald de “productieomgeving” ervan, actief houden.

5.1.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	Doel
5.1.2.	Plafonnering van de marktinkomsten van elektriciteitsproducenten (voorlopig en definitief voorstel van de door de vermoedens 1 en 2 beoogde schuldenaars verschuldigde heffing voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 juni 2023 en opvolging van de beroepen)	2024	Opdracht in het kader van de wet tot invoering van een plafond op marktinkomsten van elektriciteitsproducenten
5.1.2.	Bijstand bij de vastlegging van het bedrag van de heffing, de kennisgeving van de betalingsverzoeken, de vordering van de verschuldigde bedragen en/of betwistingen van de betalingsverzoeken	<i>Ad hoc</i> (op eventueel verzoek van de Federale Overheidsdiensten Economie en Financiën)	Opdracht in het kader van de wet tot invoering van een plafond op marktinkomsten van elektriciteitsproducenten
5.1.2.	Informaticaplatform actief houden	Heel het jaar 2024	Opdracht in het kader van de wet tot invoering van een plafond op

			marktinkomsten van elektriciteitsproducenten
--	--	--	--

6. INTERNE ORGANISATIE, DUURZAME ONTWIKKELING EN COMMUNICATIE

6.1. INTERNE ORGANISATIE

6.1.1. Visie van de CREG

➤ *Doelstellingen op het gebied van interne werking*

De CREG is een kenniscentrum dat dankzij onder andere het actieve beheer van competenties en kennis, zowel op individueel niveau als op collectief niveau, haar missies kan volbrengen.

➤ *Doelstellingen op het gebied van IT*

De CREG zal verder toezien op de performantie van haar computernetwerk, rekening houdend met de behoeften waaraan het moet voldoen, in het bijzonder betreffende de continuïteit en de veiligheid van de ICT-infrastructuur, het back-upstelsel, de toepassing van haar communicatiebeleid en de implementatie van de REMIT-verordening. Het intranet zal verder geactualiseerd en geoptimaliseerd worden.

➤ *Doelstellingen op het gebied van human resources*

De CREG zal in 2024 verder werken aan de ontwikkeling van een geïntegreerd HR-beleid. De nadruk wordt hierbij gelegd op persoonlijke ontwikkeling in overeenstemming met een "lerende organisatie" die steunt op een dynamisch talentmanagement. Verder bouwend op wat in de voorbije jaren is gerealiseerd, zal de CREG ook in 2024 blijvend aandacht besteden aan de individuele ontwikkelingstrajecten van haar medewerkers.

De CREG zal eveneens verder de (wettelijke) initiatieven, studies en evoluties blijven opvolgen op het vlak van o.m. duurzame mobiliteit en hybride werken.

In het algemeen zal de nodige ondersteuning geboden worden voor het realiseren van de organisatiedoelstellingen.

6.1.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Activiteiten op het gebied van interne werking*

Het huishoudelijk reglement van het directiecomité van de CREG, opgesteld in 2015 en gewijzigd in 2017 in het bijzonder met betrekking tot de behandeling van vertrouwelijke gegevens, kan desgevallend worden herzien indien de nood zich stelt.

➤ *Activiteiten op het gebied van ICT*

De ICT-infrastructuur van de CREG wordt continu bewaakt ter waarborging van de performantie/continuïteit, de beveiliging en de back-up.

Op gebied van performantie/continuïteit zullen enkele applicaties die momenteel nog met verouderde technologie werken vernieuwd worden. De CREG zal daarbij opteren voor de recentere en moderne technologieën. In 2024 zal de CREG de ICT-infrastructuur verder onderhouden en erop toezien dat gebruik gemaakt wordt van de recentste technologie.

De beveiliging van het netwerk zal verder opgevolgd en verhoogd worden waar nodig. Zo zal o.a.

- het systeem dan enkel gevalideerde computers van de CREG toelaat op het interne netwerk van de CREG zal verder geconfigureerd en beheerd worden;
- voorzien worden in nieuwe portables die het mogelijk maken om aan te melden via ‘*face recognition*’ en *fingerprint*;
- het monitoring systeem voor de portables, opgezet in 2022, verder opgevolgd en uitgewerkt worden. Dit monitoring systeem maakt het mogelijk om vanop afstand de status van de portables na te gaan, software te (de)installeren, encryptie op te zetten, blokkeren en leegmaken portable in geval van diefstal;
- de nieuwe antivirusapplicatie ter beveiliging van de servers en portables, aangekocht in 2023 zal verder opgevolgd en up-to-date gehouden worden;
- in 2023 zijn de applicaties CRM en CREG Scan aangepast conform de bestaande nieuwe security vereisten. De security van deze applicaties zal verder up-to-date gehouden worden;
- een Informatiebeveiliging Managementsysteem (ISMS) opgezet worden waarin de veiligheidsrisico's worden beschreven alsook hoe de bedrijfskritische informatie van de CREG kan beschermd worden.

De beveiliging van het ICT-netwerk wordt dagelijks opgevolgd. De nodige acties worden ondernomen zodat de beveiliging van de CREG ICT-infrastructuur gewaarborgd blijft. Een dagelijkse back-up van de verschillende ICT-systemen is gegarandeerd.

In 2022 heeft de CREG haar systeem voor videoconferenties vernieuwd. Het nieuwe systeem maakt gebruik van de meest moderne technologieën voor het beheer en de organisatie van hybride vergaderingen. Het videoconferentiesysteem zal in 2024 verder gebruikt en indien nodig uitgebreid worden.

Het CREGnet (het intranet van de CREG) zal in 2024 verder uitgebreid worden uitgaande van de behoeften van de organisatie (zie verder in dit punt).

In het kader van de REMIT-verordening heeft ACER in 2017 de *security policies* goedgekeurd. Dit betekent de aanschaf of ontwikkeling van een applicatie voor het downloaden en raadplegen van de vertrouwelijke REMIT-data. Op vraag van ACER is een *monitoringtool* geïmplementeerd die continu de REMIT-omgeving controleert en meldingen stuurt in geval van anomalieën, pogingen tot *hacking*, ... Deze *monitoringtool* zal in 2024 continu worden opgevolgd met speciale aandacht voor een tijdige installatie van updates gezien het beveiligingsbelang van deze functionaliteit.

De *security policies* zijn in 2022 nog eens in de aandacht gebracht bij de REMIT-users. Dit zal in 2024 herhaald worden zodanig dat de REMIT-users zich bewust blijven van de *security policies*. De CRM applicatie (het IT-platform dat voor het CRM werd ontwikkeld) is in productie sinds medio 2021 en zal in 2024 verder gebruikt worden. Gezien de aard en de confidentialiteit van de CRM gegevens zal de beveiliging van de ICT-infrastructuur van de CREG verder opgevolgd en verhoogd worden waar nodig.

➤ *Activiteiten op het gebied van human resources*

De ontwikkelingstrajecten van de medewerkers op het vlak van kennis en competenties worden verder opgevolgd, bijgestuurd of aangevuld waar nodig. Opleidingen (o.m. interne trainingen, *group of peer coaching*, externe opleidingen,...) worden in functie van de noden voorzien. Kennisoverdrachttrajecten zullen worden aangevat in het kader van pensioneringen.

Het systeem van duurzame mobiliteit dat in 2021 werd geïmplementeerd en waarbij alle werknemers ervoor kunnen kiezen om een deel van hun loonpakket te gebruiken voor “groenere” vervoersoplossingen (elektrische of hybride voertuigen, fiets of openbaar vervoer) wordt in 2024 verder opgevolgd en geëvalueerd in het licht van eventuele bijkomende wettelijke initiatieven en evoluties inzake duurzame mobiliteit. Hierbij wordt steeds rekening gehouden met het feit dat het systeem kostenneutraal moet zijn voor de CREG.

In april 2022 werd de geactualiseerde policy inzake telewerken van toepassing. CREG-medewerkers hebben hierdoor de mogelijkheid om telewerk te combineren met werken op kantoor binnen een duidelijk afsprakenkader. Door deze nieuwe manier van samenwerken is blijvend aandacht nodig voor het uitwerken van een gepaste omkadering en het verfijnen van begeleidende maatregelen (o.m. aanpassen CREG-infrastructuur, voorzien van ICT-materiaal voor de inrichting van de telewerkplek van de CREG-medewerkers, communicatie, ...).

6.1.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
6.1.2.	<i>Monitoring</i> van het CREG-netwerk en van de ICT-infrastructuur	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Interne organisatie
6.1.2.	Opvolging en evaluatie van lopende HR-trajecten	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Interne organisatie
6.1.2.	Opvolging van de implementatie van het mobiliteitsbeleid	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Interne organisatie
6.1.2.	Wijziging van het huishoudelijk reglement	<i>Ad hoc</i> (als er problemen zijn vastgesteld)	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Interne organisatie

6.2. DUURZAME ONTWIKKELING

6.2.1. Doelstellingen van de CREG

De CREG heeft haar acties in het kader van de energietransitie en de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen duurzaam verankerd.

Een interne werkgroep “Duurzame Ontwikkeling” werd in 2020 opgezet met het oog op het uitwerken van een systematisch duurzaamheidsbeleid. In 2021 werd vervolgens een reeks interactieve en extern begeleide SDG-workshops georganiseerd o.m. om de CREG medewerkers vertrouwd te maken met Agenda 2030 en de Verenigde Naties van Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen. Daarbij werd de kernoefening gemaakt om die *Sustainable Development Goals* (SDG’s) te identificeren die het meest relevant zijn voor de CREG. Dit resulteerde in de volgende SDGS, die door de CREG-medewerkers bottom-up, geïdentificeerd werden als de meest relevante SDG’s voor de CREG:

- SDG 7: ‘Betaalbare en duurzame energie’ (lead-SDG)
- SDG 1: ‘Geen armoede’
- SDG 9: ‘Industrie, innovatie en infrastructuur’
- SDG 12: ‘Verantwoorde consumptie en productie’
- SDG 13: ‘Klimaatactie’
- SDG 16: ‘Vrede, justitie en sterke publieke diensten’ (transversaal)
- SDG 17: ‘Partnerschap om doelstellingen te bereiken’ (transversaal)

Zo werden naast één ‘lead’-SDG, vier “core”-SDG’s en twee transversale, flankerende doelstellingen geselecteerd, (waarbij de vraag m.b.t. welke SDG’s de grootst mogelijke impact zou kunnen hebben bepalend was).

Op basis daarvan werden in 2021-2022 door de interne werkgroep een eerste CREG-duurzaamheidsplan opgesteld en drie strategische duurzaamheidsdoelstellingen (SDD’s) geformuleerd, met name:

- SDD-1: Faciliterende rol in het ondersteunen van een duurzame energietransitie, zowel op nationaal als Europees niveau
- SDD-2: Transitie naar decarbonisatie: bijdragen aan inspanningen naar klimaatneutraliteit (“*decarbonization challenge*”)
- SDD-3: CREG als belangrijke speler voor de bescherming van consumenten en “*consumer empowerment*” op het vlak van energie.

6.2.2. Uit te voeren activiteiten

De CREG zal de stappen uit het “SDG-kompas” volgen in het kader van de implementatie van de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen op het niveau van haar acties.



De eerste stap van SDG-implementatie gids, het “educatie-luik” werd in 2021 gezet d.m.v. de interne “*Start-to-SDG*” opleiding. De tweede stap werd ook aangevat met het identificeren van de voornaamste SDG’s voor de CREG en vastleggen van de *lead*-, *core*- en transversale SDG’s. In parallel werd en zal ook het “educatie-luik” intern voor de hele CREG verdergezet worden met het oog op het verder aanleren en zich eigen maken van de SDG’s door alle CREG-medewerkers.

In dit kader werd in 2022 een eerste CREG-duurzaamheidsactieplan voor de periode 2022-2023 opgesteld (als specifieke deliverable voor 2022) waarin drie strategische duurzaamheidsdoelstellingen specifiek voor de CREG geïdentificeerd werden (zie bovenvermelde SDD’s) evenals een reeks concrete duurzaamheidsacties. Verder werd in 2022 een eerste model uitgewerkt voor een specifiek, digitaal duurzaamheidsluik in het “CREG-dossieroverzicht” ter integratie van de drie SDD’s in het dagdagelijkse werk van de CREG. Begin 2024 zal een tweede intern duurzaamheidsactieplan (voor de periode 2024-2025) ter goedkeuring voorgelegd worden aan het directiecomité van de CREG. In dit kader zal onder meer dit eerste model van specifiek duurzaamheidsluik in het « CREG-dossieroverzicht » geëvalueerd worden en waar nodig aangepast of verfijnd worden met het oog op de praktische toepassing van de SDD’s van de CREG en de invoering van passende rapportering over duurzame ontwikkeling.

In 2024 zal gewerkt worden aan de uitvoering van specifieke duurzaamheidsacties voorzien in dit tweede CREG-duurzaamheidsplan. Meer in het bijzonder zal gefocust worden op de verdere uitwerking en toepassing van een eerste « *Greening Action Plan* » op het vlak van de interne operationele werking, met het oog op het verkleinen van de CO₂-voetafdruk van de CREG. Verder werkte de interne werkgroep Duurzame Ontwikkeling in 2023 ook een interne educatie- en sensibiliserings- communicatiereeks uit om de CREG-medewerkers nog meer vertrouwd te maken met Agenda 2030, de SDG’s en de CREG-SDDs op een dynamische manier (ter uitvoering van etappe 1 van het SDG-kompas), dewelke in 2024 zal worden voortgezet. Daarin zullen bovenvermelde SDG’s en CREG SDD’s aan bod komen en is er ook ruimte voor actuele duurzaamheidsthema’s.

Het uiteindelijke doel is de geselecteerde SDG’s stapsgewijs te integreren en verder uit te bouwen in de werking van de CREG (op intern, operationeel vlak) en de uitvoering van haar taken en werkzaamheden op meer strategisch vlak.

6.2.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
6.2.2.	Een <i>Greening Action Plan</i> op het vlak van de interne operationele werking, met het oog op het verkleinen van de CO ₂ -voetafdruk van de CREG, verder uitwerken en implementeren	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Duurzame ontwikkeling
6.2.2.	Evalueren, waar nodig aanpassen/verfijnen en verder implementeren van het specifieke en digitale luik over duurzaamheid in het "CREG-dossieroverzicht" om de drie SDD's te integreren in de uitvoering van haar taken en activiteiten.	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Duurzame ontwikkeling
6.2.2.	Verderzetten van de interne educatie- en sensibiliserings- communicatiereeks (via 2-maandelijkse intranet-flashes) om de CREG medewerkers nog meer vertrouwd te maken met Agenda 2030, de SDG's en de CREG-SDDs op een dynamische manier (ter uitvoering van etappe 1 van het SDG-kompas)	2024-2025	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Duurzame ontwikkeling
6.2.2.	Uitvoeren van de specifieke acties vervat in het tweede CREG-duurzaamheidsplan met duurzaamheidsdoelstellingen en acties voor de periode 2024-2025	2024-2025	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Duurzame ontwikkeling

6.3. COMMUNICATIE

6.3.1. Visie van de CREG

➤ *Doelstellingen op het gebied van interne communicatie*

Interne communicatie is essentieel om de banden te onderhouden tussen medewerkers en tussen de werkgever en haar werknemers, des te meer in de huidige context waarin telewerk een prominente plaats heeft gekregen. Ze moet het eveneens mogelijk maken de waarden van de CREG te ondersteunen, te versterken en te delen. Interne communicatie moet toelaten om een gemeenschappelijke visie te delen, te informeren over realisaties en voortgang, aan te moedigen, samenwerken te faciliteren en gedrag op basis van deze waarden te stimuleren. Zo is intranet een middel om de interne communicatie binnen de CREG te behouden en te bevorderen.

De doelstellingen op het vlak van interne communicatie zijn:

- medewerkers informeren;
- uitwisseling van informatie en samenwerking mogelijk maken;
- banden tussen medewerkers onderhouden en
- teamgeest stimuleren.

➤ *Doelstellingen op het gebied van externe communicatie*

Met haar website beantwoordt de CREG beter aan de verwachtingen van elke doelgroep. Als publieke dienstverlenende organisatie maakt zij het makkelijker voor de eindverbruiker, zowel groot als klein, om toegang te krijgen tot de informatie die hij of zij nodig heeft over de energiesector. Er is via de website ook ingezet op meer transparantie voor energieprofessionals. Iedere doelgroep moet op een snelle en efficiënte manier toegang krijgen tot de informatie die hij of zij zoekt.

Deze informatie wordt gepromoot via het uitsturen van regelmatige nieuwsbrieven en *ad-hoc* persberichten.

De CREG versterkt ook haar aanwezigheid op sociale netwerken om een ruimer publiek te bereiken.

De CREG wordt regelmatig gecontacteerd door journalisten van nationale en internationale media. Op dit vlak houdt zij eraan om tijdig de correcte informatie door te geven over haar publicaties en/of binnen het kader van haar bevoegdheden.

6.3.2. Uit te voeren activiteiten

➤ *Activiteiten op het gebied van interne communicatie*

Intranet is een middel om de interne communicatie binnen de CREG vorm te geven en te bevorderen. CREGnet is een tool die belangrijker is geworden omwille van de evolutie van de organisatie als instelling en de wijze van samenwerken. De CREG zal zich blijven inspannen voor een verder optimalisatie van deze communicatietool en er de nodige aandacht aan besteden binnen het interne communicatiebeleid.

Een *workflow* of werkstroom is een herhaalbaar werkpatroon binnen een organisatie. Het beschrijft de stappen die medewerkers in een vaste volgorde moeten zetten om een vooraf bepaald doel te bereiken. Denk daarbij aan de aanvraag van vakantie, een vergaderzaal of een vertaling, het

terugvorderen van kosten, de agendering van punten op het directiecomité of de samenwerking aan een dossier, studie, ... Om deze werkstromen, vanaf elke locatie, efficiënter te laten verlopen is het belangrijk dat de CREG verder investeert in de digitalisering, automatisering, standaardisatie, verbetering en vereenvoudiging ervan:

- standaardisatie betekent dat de werkprocessen voor iedereen duidelijk, eenvoudig, gestructureerd en dus hetzelfde zijn;
- digitaliseren van fysieke documenten en papieren processen laat toe dat alle gegevens altijd en overal toegankelijk zijn en digitaal kunnen verwerkt worden;
- automatiseren betekent het vervangen van handmatige door automatische processen die minder arbeidsintensief zijn en risico's op (procedure)fouten verminderen (bv. geijkte invulformulieren die gestructureerd duidelijke gegevens vragen in plaats van mails).

Omdat er steeds een meerwaarde moet zijn aan een digitaliserings- en automatiseringsproject, gebeurde er in 2023 een grondige oplijsting van alle werkprocessen. Om het risico te vermijden dat bestaande processen en analoge werkwijzen zomaar ongewijzigd overgenomen worden in digitale vorm, moet de CREG de werkprocessen verder analyseren en kritisch bekijken waar er verbetering en vereenvoudiging mogelijk is door overbodige stappen af te schaffen.

Het is ook mogelijk dat bepaalde documenten blijven bestaan op papier, omdat deze werkwijze bijvoorbeeld handiger, gebruiksvriendelijker en goedkoper is, of omdat de digitalisering ervan een lagere prioriteit heeft voor de CREG.

Met het nieuwe hybride werken is het uitermate belangrijk om aandacht te blijven besteden aan interne verbondenheid. De CREG lanceerde al enkele initiatieven om ervoor te zorgen dat medewerkers tijdens het thuis- of hybride werken betrokken en verbonden blijven met elkaar, het werk en de organisatie. Ook in 2024 wil de CREG de formele en informele contacten tussen de medewerkers binnen de organisatie verder stimuleren met gelijkaardige initiatieven vanuit de CREG en haar medewerkers.

Het overlegplatform, dat startte tijdens de COVID-periode onder de vorm van het coronateam (een zeer nauwe samenwerking tussen de diensten HR, Onthaal, Communicatie, Logistiek en ICT) bewees ondertussen meermaals zijn nut. Dit platform wordt in 2024 verdergezet en geoptimaliseerd teneinde de interne samenwerking te versterken door kennis en informatiedeling op permanente basis.

Om het hoofd te kunnen bieden aan toekomstige uitdagingen en om de communicatie met de medewerkers nog efficiënter en intensiever te laten verlopen, zal werk gemaakt worden van het verder structureren van de interne communicatie als pijler van een goed werkende, moderne instelling waarvan de personeelsleden het kloppend hart vormen.

➤ *Activiteiten op het gebied van externe communicatie*

Via haar nieuwsbrieven bereikt de CREG telkens duizenden lezers. De publicatie van de studies, beslissingen en andere akten van de CREG, alsook de organisatie van openbare raadplegingen en workshops wordt ondersteund door middel van regelmatige nieuwsbrieven en *ad-hoc* persberichten.

De CREG zal erop letten dat ze op haar website informatie publiceert die aangepast is aan de doelpublieken van haar analyses, berichten, mededelingen, enz. Publicaties bestemd voor energieprofessionals zijn technischer en zijn minder vulgariserend dan publicaties bestemd voor het "grote publiek".

Daarnaast zal worden gezocht naar aangepaste communicatiekanalen om informatie tot bij de consument te brengen (kerncijfers, infografieken, boordtabellen, organisatie van seminars/opleidingen voor de actoren op het terrein over energiekwesties, ...).

De CREG versterkt ook haar aanwezigheid op sociale netwerken om een ruimer publiek te bereiken.

Ze heeft de voorbije jaren verschillende sensibiliseringscampagnes gerealiseerd inzake energieprijzen en de CREG Scan en zal deze aanpak verderzetten.

Met respect voor vertrouwelijkheid beantwoordt ze, vragen van journalisten die verband houden met haar competenties of publicaties.

Naast het feit dat communicatie in de maatschappij en dus ook bij de CREG alsmear aan belang wint, heeft de energiecrisis ook een enorme impact gehad op zowel de interne als de externe communicatie. Nooit eerder vertrok zoveel informatie naar consumenten en journalisten. Voor elke doelgroep bestaat, zoals hierboven opgesomd, een specifieke aanpak qua communicatie, het geen meer (maat)werk vereist. Om de kwaliteit van het geleverde werk en het ermee gepaard gaande vertrouwen in de CREG te blijven waarborgen ten aanzien van alle stakeholders, zal verder geïnvesteerd worden in het zo goed mogelijk afstemmen van de interne op de externe communicatie en omgekeerd. Hiervoor zullen desgevallend aanpassingen gebeuren aan de communicatiestructuur waarbij participatie een belangrijke rol speelt.

6.3.3. Lijst van *deliverables* voor het jaar 2024

<i>Deliverable</i>	Beschrijving	Einddatum	As – Doelstelling
6.3.2.	Structureren van de communicatie om de contacten met de medewerkers en de buitenwereld efficiënt en maximaal te laten verlopen	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Organiseren en stimuleren van verbindende initiatieven	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Het beheren en optimaliseren van een intranet (informatief)	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Aanpassing interne communicatiestructuur zodat een zo groot mogelijke afstemming van de interne en externe communicatie plaats vindt	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Zoeken naar geschikte consumentgerichte communicatievormen	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Regelmatige publicatie van nieuwsbrieven en persberichten	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling

			en communicatie – Communicatie
6.3.2.	Beantwoorden van vragen van journalisten	2024	Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie – Communicatie

////

Voor de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas:

Ilse TANT
Directeur

Sigrid JOURDAIN
Directeur

Laurent JACQUET
Directeur

Koen LOCQUET
Voorzitter van het Directiecomité

Niet-vertrouwelijk

124/128

BIJLAGE: LIJST VAN AFKORTINGEN

ACER	Agency for the Cooperation of Energy Regulators
ACM	Autoriteit Consument & Markt (Nederland)
AEWG	Agency Electricity Working Group (ACER)
aFFR	Automatic Frequency Restoration Reserves
AGWG	Agency Gas Working Group (ACER)
AIB	Association of Issuing Bodies
ARGE	Adviesraad Gas en Elektriciteit
ARP	Access Responsible Party
AV	Algemene Vergadering
BA	Balancing Agreement
BBL	Balgzand Bacton Line
BC	Balancing Code
BEUC	Bureau Européen des Unions de Consommateurs (Europese kantoor van alle consumentenbonden)
BIPT	Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie
BMA	Belgische Mededingingsautoriteit
BoR	Board of Regulators
BP	Balancing Programme
BRP	Balancing Responsible Party
BRUGEL	Brusselse Regulator voor de gas- en elektriciteitsmarkt
CACM	Capacity Allocation and Congestion Management
CAPEX	Capital Expenditure
CAPM	Capital Asset Pricing Model
CBA	Cost-Benefit Analysis
CBCA	Cross-Border Cost Allocation
CEE	Central East Europe
CEER	Council of European Energy Regulators
CEP	Clean energy for all Europeans Package
CIPU	Contract for the Injection of Production Units
CMP	Congestion Management Procedures
CNG	Compressed Natural Gas
CoBA	Coordinated Balancing Areas
Core	CWE & CEE
CREG	Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas
CRM	Capacity remuneration mechanism
CWaPE	Commission wallonne pour l'Énergie
CWE	Central West Europe
DA	Day-ahead
DC	Direct current
DCC	Demand Connection Code
DSR	Demand Side Response
DEVCO	Directoraat-generaal Internationale Samenwerking en Ontwikkeling van de Europese Commissie
DG COMP	Directorate-General for Competition (Europese Commissie)
DG ENER	Directorate-General for Energy (Europese Commissie)

DNB	Distributienetbeheerder
DSO	Distribution system operator
EASEE-gas	European Association for the Streamlining of Energy Exchange-Gas
EB GL	Electricity Balancing Guideline
EDP	Electronic Data Platform
Elcom	Commission fédérale de l'électricité (Zwitserland)
EIP	Energy Infrastructure Package
ENTSO-E	European Network of Transmission System Operators for Electricity
ENTSO-G	European Network of Transmission System Operators for Gas
EPU	European Policy Unit
E&R	Emergency and Restoration
FCA	Forward Capacity Allocation
FCR	Frequency Containment Reserve
FOD Economie	Federale Overheidsdienst Economie
FOE	Federale Ombudsdienst voor Energie
Forbeg	Forum van Belgische energieregulators voor elektriciteit en gas
FP TF	Future Policy Task Force
FRCE	Frequency Restoration Control Error
FRR	Frequency Restoration Reserves
FSMA	Financial Services and Markets Authority
GBA	Gegevensbeschermingsautoriteit
GST WS	Gas Storage Work stream
GWG	Gas Working Group
HR	Human Resources
HVDC	High Voltage Direct Current
IAA	Interconnector Access Agreement
IAC	Interconnector Access Code
ICT	Information and Communication Technology
ID	Intraday
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILR	Institut Luxembourgeois de Régulation
IP	Interconnectiepunten
IPCEI	Important projects of common European interest
ITC	Inter-TSO compensation
JAO	Joint Allocation Office
KMO	Kleine en middelgrote onderneming (in de zin van de elektriciteitswet en de gaswet)
LAC	Legal Affairs Committee
LEN	Legal Expert Network
LNG	Liquefied Natural Gas
MEDREG	Mediterranean Energy Regulators
mFFR	Manual Frequency Restoration Reserves
MiFID	Markets in Financial Instruments Directive
MIG	Market Implementation Guide
MOG	Modular Offshore grid
MRC	Multi Regional Coupling
NBB	Nationale Bank van België

NBP	National Balancing Point
NC	Network Code
NC BAL	Network Code Balancing
NC CAM	Network code Capacity Allocation Method
NCCS	Network Code Cybersecurity
NC ER	Network Code Emergency and Restoration
NC HVDC	Network Code on requirements for grid connection of High Voltage Direct Current-connected power park modules
NC INT	Network code Interoperability
NC RfG	Network Code on Requirements for grid connection of Generators
NC TAR	Network code on rules regarding harmonised transmission tariff structures for gas
NCG	NetConnect Germany
NEMO	Nominated Electricity Market Operators
NER	Network of Economic Regulators
NordREG	Organisation for the Nordic energy regulators
NRA	National Regulatory Authority
NSEC	North Seas Energy Cooperation
NSI	North-South Interconnections
NSOG	Northern Seas Offshore Grid
NWE	North West European Region
OESO	Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling
OFGEM	Office of Gas & Electricity Markets (Verenigd Koninkrijk)
OPEX	Operational expenditure
ORDC	Operational Reserve Demand Curve
ODV	Openbare dienstverplichting
PCI	Project of Common Interest
PEER	Partnership for the Enforcement of European Rights
PEG	Points virtuels d'Échanges de Gaz
PLEF	Pentalateral Energy Forum
PST	Phase-shifting Transformer
PWS	Procedure Workstream
R1	Primaire reserve
R2	Secundaire reserve
R3	Tertiaire reserve
RAG	Regulatory Advisory Group
RegulaE.Fr	Franstalig netwerk van Franstalige energieregulators
REMIT	Regulation (EU) no.1227/2011 of the European Parliament and of the Council of 25 October 2011 on wholesale Energy Market Integrity and Transparency
RfG	Requirement for Generators
RFP	Réglage Fréquence-Puissance
RMB WS	Regulatory Benchmarking Work Stream
RVT	Rechthebbenden van de Verhoogde Tegemoetkoming
SDD	Strategische duurzaamheidsdoelstelling
SDG	Duurzame Ontwikkelingsdoelstelling
SDR	Strategic Demand Reserve
SO GL	System Operation Guideline
SoS	Gas Security of Supply

SP	Storage Program
SSA/ACS	Standard Storage Agreement/Access Code Storage
TEN-E	Trans-European Networks for Energy
TEP	Third Energy Package
THE	Trading Hub Europe
TNB	Transmissienetbeheerder
TOE	Transfer of Energy
TSO	Transmission System Operator
TTF	Title Transfer Facility
TYNDP	Ten-Year Network Development Plan
VREG	Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt
VTN	Versterking Transport Netwerk
ZTP	Zeebrugge Trading Point

The logo for the Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) features the letters 'CREG' in a bold, white, sans-serif font. A horizontal white line extends from the left side of the 'C' across the top of the page.

Commission de Régulation
de l'Électricité et du Gaz

Note de politique générale

(Z)2663

26 octobre 2023

Note de politique générale pour l'année 2024

Réalisée en application de l'article 25, § 5, alinéa 3, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Non-confidentiel

CREG - rue de l'Industrie 26-38, 1040 Bruxelles, Belgique
T +32 2 289 76 11 - www.creg.be

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	5
1. MÉTHODOLOGIE.....	7
2. AXE N°1 : ACTIVITÉS LIBÉRALISÉES	8
2.1. THÈME 1 : EXERCER UNE SURVEILLANCE DES PRIX.....	9
2.1.1. Objectifs de la CREG	9
2.1.2. Activités à réaliser	9
2.1.3. Liste des livrables pour l'année 2024	12
2.2. THÈME 2 : EXERCER UNE SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS DE GROS ET DE DÉTAIL	14
2.2.1. Objectifs de la CREG	14
2.2.2. Activités à réaliser	16
2.2.3. Liste des livrables pour l'année 2024	19
2.3. THÈME 3 : PROTÉGER LES INTÉRÊTS DE TOUS LES CONSOMMATEURS BELGES.....	20
2.3.1. Objectifs de la CREG	20
2.3.2. Activités à réaliser	21
2.3.3. Liste des livrables pour l'année 2024	24
2.4. THÈME 4 : PROMOUVOIR LA COOPÉRATION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ET AUTRES INSTANCES EN BELGIQUE.....	26
2.4.1. Objectifs de la CREG	26
2.4.2. Activités à réaliser	27
2.4.3. Liste des livrables pour l'année 2024	33
2.5. THÈME 5 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL.....	35
2.5.1. Objectifs de la CREG	35
2.5.2. Activités à réaliser	37
2.5.3. Liste des livrables pour l'année 2024	40
3. AXE N°2 : ACTIVITÉS RÉGULÉES.....	42
3.1. THÈME 6 : GARANTIR UN FONCTIONNEMENT ADÉQUAT ET EFFICACE DES RÉSEAUX ET DE LEUR GESTIONNAIRE DANS L'INTÉRÊT DE LEURS UTILISATEURS	43
3.1.1. Objectifs de la CREG	43
3.1.2. Activités à réaliser	52
3.1.3. Liste des livrables pour l'année 2024	61
3.2. THÈME 7 : DÉVELOPPER ET CONTRÔLER LA BONNE APPLICATION DES CODES DE RESEAU	62
3.2.1. Objectifs de la CREG	62
3.2.2. Activités à réaliser	65
3.2.3. Liste des livrables pour l'année 2024	66

3.3.	THÈME 8 : FIXER LES TARIFS DE RÉSEAU (<i>EX ANTE</i> ET <i>EX POST</i>)	67
3.3.1.	Objectifs de la CREG	67
3.3.2.	Activités à réaliser	70
3.3.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	71
3.4.	THÈME 9 : DÉVELOPPER ET ENCADRER LES MARCHÉS DES SERVICES AUXILIAIRES (ÉLECTRICITÉ).....	72
3.4.1.	Objectifs de la CREG	72
3.4.2.	Activités à réaliser	74
3.4.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	76
3.5.	THÈME 10 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL.	77
3.5.1.	Objectifs de la CREG	77
3.5.2.	Activités à réaliser	78
3.5.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	82
3.6.	THÈME 11 : RÉGULATION DU MARCHÉ DE L'HYDROGÈNE	84
3.6.1.	Objectifs de la CREG	84
3.6.2.	Activités à réaliser	85
3.6.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	89
4.	AXE N°3 : INTÉGRATION DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES ET BESOINS DE FLEXIBILITÉ CROISSANTS.....	91
4.1.	THÈME 12 : ENCOURAGER UN RENFORCEMENT MAXIMAL DE LA FLEXIBILITÉ SUR LE MARCHÉ BELGE	92
4.1.1.	Objectifs de la CREG	92
4.1.2.	Activités à réaliser	94
4.1.3.	Liste de livrables pour l'année 2024.....	96
4.2.	THÈME 13 : SUIVRE LES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET DE SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE	96
4.2.1.	Objectifs de la CREG	96
4.2.2.	Activités à réaliser	97
4.2.3.	Liste de livrables pour l'année 2024.....	100
4.3.	THÈME 14 : RÉGULER LE MARCHÉ D'ÉNERGIE <i>OFFSHORE</i>	105
4.3.1.	Objectifs de la CREG	105
4.3.2.	Activités à réaliser	106
4.3.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	106
4.4.	THÈME 15 : PROMOUVOIR L'INNOVATION DANS L'INTÉRÊT DU CONSOMMATEUR FINAL.....	108
5.	MISSION DANS LE CADRE DE LA LOI INTRODUISANT UN PLAFOND SUR LES RECETTES ISSUES DU MARCHÉ DES PRODUCTEURS D'ÉLECTRICITÉ.....	110
5.1.1.	Objectifs de la CREG	110
5.1.2.	Activités à réaliser	111

5.1.3.	Liste de livrables pour l'année 2024.....	111
6.	ORGANISATION INTERNE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET COMMUNICATION	112
6.1.	ORGANISATION INTERNE	112
6.1.1.	Vision de la CREG.....	112
6.1.2.	Activités à réaliser	112
6.1.3.	Liste de livrables pour l'année 2024.....	114
6.2.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	115
6.2.1.	Objectifs de la CREG	115
6.2.2.	Activités à réaliser	115
6.2.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	117
6.3.	COMMUNICATION.....	117
6.3.1.	Vision de la CREG.....	117
6.3.2.	Activités à réaliser	118
6.3.3.	Liste des livrables pour l'année 2024	120
	ANNEXE : LISTE DES ABRÉVIATIONS	121

INTRODUCTION

Conformément aux obligations de transparence auxquelles la CREG est soumise, la présente note de politique générale étaye les objectifs, les activités et les actions qui seront poursuivis au cours de l'année 2024, et ce dans une perspective transversale qui met au cœur des préoccupations de la CREG les enjeux liés à la **transition énergétique**, à la **protection des consommateurs belges**, toutes tailles confondues, et à la défense de l'**intérêt général**.

Si l'évolution des prix de l'énergie a connu des moments d'accalmie en 2023, après leur renchérissement historique en 2022 à la suite de tensions géopolitiques notamment, nul ne peut garantir que les effets préjudiciables de cette crise appartiennent définitivement au passé.

C'est la raison pour laquelle le **monitoring renforcé** des marchés de l'électricité et du gaz naturel au niveau mondial, européen et national continuera à figurer parmi les priorités absolues de la CREG en 2024, que ce suivi concerne les dynamiques de l'offre et de la demande sur les marchés de gros, la formation et la volatilité des prix, les conséquences sur le bon fonctionnement des marchés de gros et de détail et leur interrelation. La CREG veillera à en tirer les enseignements et à en informer les autorités publiques, de même que les acteurs du marché afin d'accroître la transparence et préserver leur confiance dans le marché. Le cas échéant, elle proposera, dans la mesure du possible, des mesures appropriées à mettre en œuvre en vue de protéger le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises.

Une attention particulière sera également accordée aux **mesures plus structurelles** (plutôt qu'urgentes en cas de crise), adoptées par les autorités européennes pour protéger nos économies contre le risque de factures excessives, dans le cadre d'une **accélération de la transition énergétique**, de la réduction de la **dépendance énergétique** de l'Union européenne à l'égard de producteurs de gaz naturel situés en dehors de l'UE-27 et de la **réforme du marché européen de l'électricité**. Par sa **participation active** au sein de l'agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) et du Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER), la CREG aura l'occasion, comme par le passé, d'échanger les bonnes pratiques, de suivre et de contribuer aux développements européens en cours et de promouvoir une meilleure compréhension/application de ceux-ci tant au niveau européen que national.

C'est dans ce contexte européen, ouvrant la voie à un avenir énergétique fondé sur un rôle accru des énergies renouvelables, dont les nouveaux gaz comme l'hydrogène, et sur la diminution de la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles, que la CREG continuera à mettre au service des autorités publiques son **expertise** dans le respect de ses missions légales et des orientations stratégiques en matière d'énergie élaborées par le Parlement fédéral et le Gouvernement fédéral. Elle se tiendra à la disposition des autorités publiques, en particulier du Parlement fédéral, pour toutes demandes visant à comprendre la situation, à anticiper les conséquences pour les différentes parties et sera force de proposition.

Outre ce qui précède, d'autres activités pèseront dans le programme de travail de la CREG pour l'année 2024. A cet égard, et en sus de ses diverses activités régulées, la CREG collaborera avec les autorités compétentes, notamment pour l'ensemble des autres dossiers stratégiques au niveau belge tels qu'entre autres, la question du nucléaire, le développement de l'énergie éolienne offshore, le développement et l'implémentation d'un cadre légal pour les nouveaux gaz en ce compris l'hydrogène et le développement de la flexibilité des marchés. Enfin, les mesures et initiatives pouvant être mises en place afin d'assurer une régulation dynamique, notamment en vue de favoriser un cadre régulateur

propice aux investissements et au développement des nouvelles technologies contribuant à la transition énergétique feront également l'objet d'un suivi par la CREG.

Sans préjudice des autres activités, détaillées ci-après, les engagements précités seront d'autant plus importants pour la CREG que la **Belgique** assumera, du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, la **présidence du Conseil de l'Union européenne**. La CREG veillera à s'inscrire dans les priorités d'action identifiées par la Belgique et se tiendra disposée à collaborer avec les autorités compétentes.

Engagée depuis plusieurs années dans une démarche de **dialogue constructif**, la CREG mènera l'ensemble de ses actions et des réalisations en tirant profit de toutes les synergies qu'une coopération active avec les autorités, opérateurs, acteurs et parties prenantes, peut offrir tant sur la scène belge qu'européenne et internationale. Cette initiative traduit la volonté de proposer une régulation de qualité, adaptée au plus près des réalités plurielles rencontrées.

Enfin, la mise à disposition de **ressources suffisantes** reste indispensable à la bonne exécution des missions de la CREG, y compris des compétences additionnelles susceptibles de lui être accordées, comme ce fut le cas par exemple par la loi du 11 juillet 2023 relative au transport d'hydrogène par canalisations ou de la loi du 16 décembre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité. A cet égard, dans la continuité de la charge de travail conséquente entreprise par la CREG pour la détermination des surprofits, la CREG aura la charge de maintenir en activité la plateforme virtuelle qu'elle a développée à cette fin afin de soutenir les administrations publiques dans le cadre des questions et/ou recours susceptibles de se manifester au courant de l'année 2024.

Enfin, l'exécution du programme de travail de la CREG 2024 sera pilotée par le nouveau comité de direction de la CREG, au complet dans sa composition et en fonction depuis le 27 septembre 2023. Dorénavant dotée d'une présidence pleinement effective, la CREG pourra ainsi notamment renforcer sa représentation extérieure et sa collaboration avec une multitude de stakeholders.

La présente note de politique générale a été approuvée par le comité de direction de la CREG le 26 octobre 2023.

1. MÉTHODOLOGIE

Conformément à la loi électricité, la CREG doit établir chaque année une note de politique générale. La présente note de politique générale décrit aussi bien les thèmes à court terme qu'à moyen terme sur lesquels la CREG travaillera. Elle vise à identifier les objectifs pour lesquels la CREG réalisera des activités.

Tout comme pour l'année 2023, certaines activités constituent des livrables clairement identifiables pour l'année 2024 et pour lesquels un délai de réalisation indicatif peut être précisé. Ces livrables sont repris, par objectif et chronologiquement, en indiquant le délai de réalisation. La réalisation de chaque livrable repose, à chaque fois, sur la synergie des compétences propres à chaque direction de la CREG. Elle implique également une charge de travail préparatoire non négligeable (par ex. : procédure de consultation des acteurs de marché, traitement de la confidentialité, ...) et difficilement quantifiable. En ce sens, l'inventaire dressé des livrables ne reflète pas nécessairement la charge de travail réelle sous-jacente de la CREG.

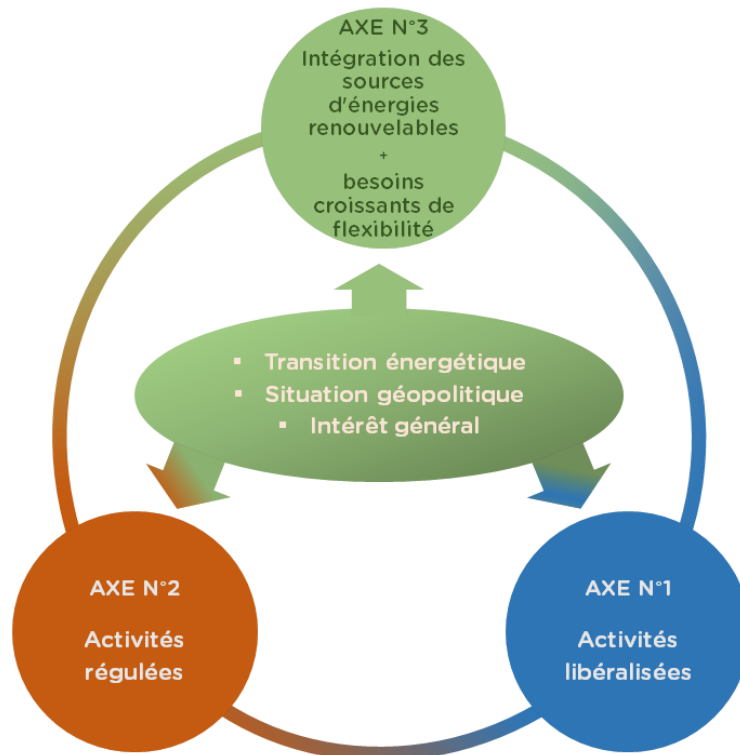
D'autres activités, quant à elles, représentent un travail à plus long terme et peuvent s'étaler dans le temps. Il est donc possible que certains des objectifs fixés pour 2024 reviennent dans les notes de politique générale suivantes, tout comme certains objectifs ou activités ont déjà été inclus dans des notes de politique générale antérieures.

Pour le surplus, la CREG contribuera à la rédaction du programme de travail du CEER et de l'ACER ainsi qu'à la réalisation des livrables qui y sont mentionnés. En raison d'une absence de visibilité au moment de la rédaction de la présente note quant au contenu exact et précis du programme de travail du CEER et de l'ACER, l'ensemble des livrables qui devront être réalisés par la CREG en la matière n'est pas nécessairement repris dans la présente note de politique générale.

La CREG travaillera, en 2024, à l'ensemble des objectifs de sa note de politique générale. Néanmoins, il importera de tenir compte d'éléments tels qu'entre autres, l'évolution progressive de la législation, le temps nécessaire pour la concertation avec les acteurs concernés ou encore la période dont le marché a besoin pour réagir ou s'adapter au nouveau cadre légal. Certaines activités et certains livrables sont ainsi susceptibles d'être postposés au regard de demandes spécifiques qui pourraient être formulées ou d'une évolution sectorielle particulière.

Les objectifs à long terme donnent, dans un cadre défini, la direction dans laquelle le système énergétique est attendu à évoluer.

Pour soutenir et mener à bien la mission et les objectifs précités, trois axes stratégiques ont été identifiés et cela dans une optique de complémentarité et de renforcements mutuels.



2. AXE N°1 : ACTIVITÉS LIBÉRALISÉES

Les activités libéralisées de production, d'importation-exportation et de fourniture d'électricité et de gaz, bien que soumises à la concurrence, doivent faire l'objet d'un *monitoring* de la CREG de manière à promouvoir un fonctionnement efficace et durable des marchés. La CREG ne dispose que d'un **pouvoir de décision limité**, mais elle exerce un contrôle et peut soumettre des propositions aux autorités visant à mieux défendre les intérêts et les besoins des consommateurs.

Cette mission de *monitoring* a trait :

- à la formation des prix de gros et des prix facturés aux différentes catégories de consommateurs ; et
- au fonctionnement des bourses de l'électricité et du gaz - y compris la production et les importations/exportations, l'ouverture à la concurrence et le développement des marchés de l'électricité et du gaz.

Par ailleurs, d'autant plus dans le contexte exceptionnel de hausse des prix de l'énergie, la CREG sera particulièrement vigilante à veiller à la protection des intérêts de tous les consommateurs, des plus grands jusqu'aux plus vulnérables, en passant par les PME et les indépendants.

2.1. THÈME 1 : EXERCER UNE SURVEILLANCE DES PRIX

2.1.1. Objectifs de la CREG

Dans le cadre de sa mission de contrôle des prix sur le marché de gros et de détail, la CREG vise à fournir un meilleur aperçu :

- des nouveaux développements sur le marché de détail ;
- de la composition des prix de l'énergie ;
- de la formation des prix de gros et la présence éventuelle de distorsions ;
- de l'évolution des diverses composantes des prix de l'énergie ;
- du rapport entre les prix de l'énergie en Belgique et ceux des pays voisins ; et
- des raisons sous-jacentes aux évolutions constatées afin de tirer des conclusions globales et de formuler éventuellement des recommandations.

Etant donné le contexte encore fortement influencé par la guerre en Ukraine, une hausse des prix sur les marchés de gros pourrait encore se produire en 2024. La CREG continuera à assurer une surveillance renforcée des prix et à veiller au renforcement de la transparence des informations envers le consommateur afin de préserver sa confiance.

Compte tenu de l'intégration du marché belge de l'électricité et du gaz dans les marchés régionaux européens, la surveillance des prix exercée par la CREG portera également sur les composantes fondamentales supranationales qui constituent les éléments moteurs de ces marchés.

De plus, la CREG poursuivra, dans le cadre de sa mission de contrôle des prix sur le marché de gros et de détail, la mise à jour et le développement éventuel de ses bases de données, qui fournissent une image complète des produits de l'électricité et du gaz naturel existants (types de produits, composition et calcul des prix des matières premières, parts de marché des fournisseurs et des produits, ...) pour les consommateurs résidentiels et les PME. Dans ce cadre, la CREG assurera le suivi et l'analyse des nouveautés (annoncées), qui auront un impact sur le marché de l'énergie. De même, les bases de données existantes seront complétées et optimisées dans le cadre des comparaisons internationales des prix.

La CREG est également chargée de missions dans le cadre de la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Tihange 1 et du calcul de la marge bénéficiaire des centrales nucléaires, qui sont soumises à une contribution de répartition. Elle suivra également attentivement les décisions du gouvernement liées à la prolongation des deux réacteurs Tihange 3 et Doel 4 et se tiendra à sa disposition pour toutes les nouvelles missions qui lui seraient confiées à cet égard.

2.1.2. Activités à réaliser

- *Surveillance permanente des prix de l'électricité et du gaz*

En ce qui concerne les prix de l'électricité et du gaz sur les marchés de gros et de détail en Belgique, la CREG :

- analysera les évolutions observées et les causes sous-jacentes à ces évolutions ;
- mettra à jour mensuellement le CREG Scan, qui fournit un aperçu de tous les produits d'électricité et de gaz naturel existants pour les particuliers et les PME ;

- appliquera la version actualisée de la méthodologie visant à la comparaison des prix de détail d'électricité et de gaz naturel en Belgique (et dans les trois régions) et dans les pays voisins ;
 - publiera périodiquement sur son site Internet :
 - o un tableau de bord de l'évolution des marchés de gros et de détail de l'électricité et du gaz en Belgique. Ce tableau de bord illustrera notamment l'évolution (sur une période de trois mois) d'une série de chiffres-clefs du marché de l'énergie ;
 - o des infographies pour les particuliers, les PME et les indépendants fournissant, par région, un aperçu des fournisseurs actifs, des produits existants et des potentiels d'économies ;
 - o des graphiques à destination des particuliers, des PME et des indépendants illustrant, par région, la structure du prix total de l'énergie ainsi que l'évolution du prix de l'énergie¹ en Belgique par rapport aux pays limitrophes (Pays-Bas, France, Allemagne, Royaume-Uni), tant pour la seule composante énergie que pour le prix total de l'énergie ;
 - o sur une base semestrielle, une analyse reprenant une comparaison internationale des prix de l'énergie entre la Belgique, ses régions (Région flamande, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale) et ses pays voisins (Pays-Bas, France, Allemagne et Royaume-Uni). Les graphiques donnent un aperçu de l'évolution du prix total ainsi que des différentes composantes d'une facture énergétique annuelle moyenne, tant pour les particuliers que pour les PME et les indépendants ;
 - assurera un suivi des principales évolutions sur le marché des contrats d'électricité à tarification dynamique, y compris les offres sur le marché et leur impact sur les factures des consommateurs, en particulier le niveau de volatilité des prix, et publiera un rapport annuel à cet égard tel que le prévoit la loi du 23 octobre 2022 portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant transposition de la Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE ;
 - publiera, en début d'année, un état des lieux du marché de gros de l'électricité et du gaz naturel reprenant les faits marquants de l'année écoulée ;
 - publiera un rapport de surveillance concernant l'évolution du prix sur le marché de gros de l'électricité pour l'année précédente. La CREG s'attachera à identifier spécifiquement les principales différences par rapport aux années précédentes, ainsi que les événements inattendus.
- *Rapport mensuel/trimestriel sur l'évolution des prix des produits individuels sur le marché de détail par rapport aux prix de gros.)*

Compte tenu de la hausse des prix sur les marchés de gros, le gouvernement fédéral a demandé à la CREG en octobre 2021 d'exercer une surveillance renforcée et de prendre des mesures pour accroître la transparence. Celles-ci sont en effet nécessaires afin de préserver la confiance de tous les consommateurs.

Dans ce cadre, la CREG publiera encore en 2024 et aussi longtemps que nécessaire un rapport mensuel/trimestriel sur l'évolution des prix des produits individuels sur le marché de détail par rapport aux prix de gros.

¹ Le prix de l'énergie est le prix de la facture globale pour l'électricité ou pour le gaz.

Ce rapport donnera un aperçu de l'offre actuelle sur les marchés de l'électricité et du gaz naturel ainsi que de l'évolution de la composante énergétique des différents produits destinés aux ménages. Il sera élaboré dans le contexte et la pertinence de la volatilité accrue des marchés de l'énergie et comprendra principalement les éléments suivants: les principaux constats du mois, l'aperçu des offres, l'évolution des marchés de gros sur la base d'un certain nombre de paramètres d'indexation couramment utilisés et l'évolution du marché de détail et des prix des différents produits individuels.

➤ *Etude relative aux prix pratiqués sur le marché belge du gaz naturel en 2023*

L'étude relative aux prix pratiqués sur le marché belge du gaz naturel effectuée annuellement analysera les prix et les coûts au niveau de l'importation, de la revente et de la fourniture au client final (particuliers, entreprises et industries) et aux centrales électriques.

➤ *Rapport relatif à la relation entre les coûts et les prix sur le marché belge du gaz naturel en 2023*

Au cas où un abus serait constaté dans le cadre de l'étude mentionnée à l'alinéa précédent, la CREG publiera un rapport relatif à la relation entre les coûts et les prix sur le marché belge du gaz naturel en 2023.

➤ *Missions dans le cadre de la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Tihange 1 et du calcul de la marge bénéficiaire des centrales nucléaires qui sont soumises à une contribution de répartition*

Conformément à l'article 4/1 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité (ci-après : « loi de sortie du nucléaire ») et à la Convention Tihange 1, la CREG dispose d'une mission de vérification de la marge, qui sert de base au calcul de la redevance annuelle.

Cette mission de vérification sera accomplie en 2024 pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023. La CREG examinera les diverses composantes de la différence entre, d'une part, le produit de la vente d'électricité et, d'autre part, l'ensemble des charges réelles liées à l'exploitation de la centrale, majorées d'une rémunération destinée à couvrir le coût du projet de prolongation de la durée d'exploitation et la marge négative des années précédentes. La CREG rendra compte de ce point dans son rapport au ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

A la suite de la modification de la loi du 11 avril 2003 sur la contribution de répartition (ci-après : « loi du 11 avril 2003 »), la CREG est chargée d'une mission spéciale annuelle en 2024.

Ainsi, la CREG doit, pour le 30 juin 2024, remettre un avis sur la marge bénéficiaire des centrales nucléaires de Doel 4, Tihange 2 et Tihange 3 sur la base des dispositions visées en annexe de la loi susmentionnée. Cet avis est remis au ministre ayant l'énergie dans ses attributions, à la Direction générale de l'énergie visée à l'article 2, 28°, de la loi électricité et aux exploitants nucléaires et aux sociétés visés à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 11 avril 2003.

Par ailleurs, en cas de demande en ce sens du ministre ayant l'énergie dans ses attributions, la CREG vérifiera l'engagement de l'État belge pris dans le cadre de la prolongation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires de Tihange 1, Doel 1 et Doel 2, tel que décrit dans la décision C-2017-1516 de la Commission européenne du 17 mars 2017.

Enfin, la CREG continuera à se tenir à la disposition du gouvernement pour toutes les nouvelles demandes et compétences qui lui seraient assignées suite à la décision de prolonger la durée de vie des deux réacteurs Tihange 3 et Doel 4 au-delà de 2025.

➤ *Surveillance des tarifs de distribution*

Nonobstant la régionalisation des tarifs de distribution au 1^{er} juillet 2014, la CREG continuera de suivre l'évolution de ceux-ci dans les trois régions, de manière à pouvoir les intégrer, ainsi que leurs composantes sous-jacentes, dans le prix total pour les diverses catégories de consommateurs.

Depuis 2008, la CREG réalise chaque année une étude sur les composantes des prix de l'électricité et du gaz naturel, qui fournit des informations importantes quant à l'évolution des éléments constitutifs spécifiques de ce prix pour l'utilisateur final. Dans ce cadre, la CREG constitue une base de données qui suit en détail les tarifs des réseaux de distribution dans les trois régions.

Dans le même ordre d'idée, la CREG assurera un suivi des mesures régionales de nature à impacter la manière dont le consommateur se voit facturer son énergie, au vu des évolutions en matière de prix dynamiques, de compteurs intelligents, de tarifs de capacité, ... Elle sera particulièrement attentive aux éventuelles incidences de ces mesures sur les composantes fédérales de la facture.

Afin d'assurer un suivi adéquat de l'évolution des tarifs de distribution, la CREG coopérera activement avec les régulateurs régionaux au sein du Forbeg.

➤ *Suivi et contrôle des exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation du gaz et de l'électricité*

La CREG suivra notamment le *fuel mix* et le rapportage vert des trois régions du pays en collaboration avec les fournisseurs et les régulateurs régionaux.

2.1.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe – Objectif
2.1.2.	Application de la version actualisée de la méthodologie visant à la comparaison des prix de détail d'électricité et de gaz naturel en Belgique (et dans les trois régions) et dans les pays voisins	2024	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Graphiques : 1) structure du prix total de l'énergie dans les trois régions belges ainsi que 2) évolution du prix de l'énergie et du prix total en Belgique et dans les pays voisins	Mensuelle	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Tableau de bord de l'évolution des marchés de gros et de détail de l'électricité et du gaz en Belgique	Mensuelle	Activités libéralisées – surveillance des prix

2.1.2.	Rapport mensuel/trimestriel sur l'évolution des prix des produits individuels sur le marché de détail par rapport aux prix de gros	Mensuelle/Trimestrielle	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Actualisation du CREG Scan	Mensuelle	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Infographies pour les particuliers et les PME	Mensuelle	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Étude sur les composantes des prix de l'électricité et du gaz naturel	Q2-Q3	Activités libéralisées – surveillance des prix - surveillance des tarifs de distribution
2.1.2.	Rapport dans le cadre de la mission de vérification conformément à la loi sur la sortie du nucléaire et à la Convention Tihange 1	Q2	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Avis relatif à la marge de profitabilité de la production industrielle d'électricité par fission de combustibles par les centrales soumises à la contribution de répartition (Doel 4, Tihange 2 et Tihange 3)	Q2	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Etude relative aux prix pratiqués sur le marché belge du gaz naturel en 2023	Q3	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	En cas de constat d'abus en ce qui concerne les prix pratiqués sur le marché belge du gaz naturel : Rapport relatif à la relation entre les coûts et les prix sur le marché belge du gaz naturel en 2023	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Rapport de suivi des principales évolutions sur le marché des contrats d'électricité à tarification dynamique, y compris les offres sur le marché et leur impact sur les factures des consommateurs (comme le prévoit la directive Electricité ²)	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – surveillance des prix
2.1.2.	Mission de vérification de l'engagement pris par l'Etat belge à la suite de la prolongation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires Tihange 1,	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – surveillance des prix

² Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019.

	Doel 1 et Doel 2 (sur demande de la ministre de l'Énergie)		
2.1.2.	Suivi et contrôle des exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation du gaz naturel et de l'électricité	2024	Activités libéralisées – surveillance des prix

2.2. THÈME 2 : EXERCER UNE SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS DE GROS ET DE DÉTAIL

2.2.1. Objectifs de la CREG

➤ *Objectif général en matière de surveillance du fonctionnement des marchés de gros et de détail*

A travers cette surveillance, étayée dans ses rapports annuels, la CREG souhaite rester attentive à l'évolution du marché.

Au-delà de ses études récurrentes, la CREG réalisera d'éventuelles enquêtes *ad hoc* plus approfondies portant sur les marchés de gros. Par exemple dans les cas suivants :

- pratiques restrictives de la concurrence ;
- manipulation du marché ou tentative de manipulation du marché ;
- divulgation tardive et/ou inadéquate d'informations privilégiées ;
- délit d'initié ; ou
- violation des réglementations européennes et nationales.

La CREG analysera également en profondeur les événements importants impactant le marché de l'énergie de gros et de détail.

En particulier, la CREG surveillera la liquidité et la formation des prix sur le marché de gros du gaz naturel et de l'électricité. En cas de pénurie relative de l'offre entraînant une hausse des prix de l'énergie, la CREG en examinera les causes et proposera des mesures appropriées le cas échéant.

Plus spécifiquement, la CREG poursuivra les objectifs suivants :

- en ce qui concerne l'électricité :

La CREG analysera les aspects suivants du marché de gros de l'électricité :

- la production d'électricité, plus spécifiquement l'évolution de la production, la capacité de marché disponible et la combinaison des technologies implémentées ;
- la consommation d'électricité, plus spécifiquement l'évolution de la consommation totale, l'évolution de la consommation sur le réseau de distribution et l'évolution de la consommation industrielle ;
- les échanges d'électricité et les marchés à court et à long terme ;
- les interconnexions avec les pays voisins ;

- les réserves de puissance active et le *balancing* ;
 - la gestion des états d'urgence, de panne généralisée (« *black-out* ») et de reconstitution du réseau en application du Code de réseau européen 2017/2196 « *emergency and restoration* » ;
 - la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité en application du règlement européen 2019/941, en collaboration avec la DG Energie qui a le lead dans ce dossier ;
 - la dépendance au gaz tant en ce qui concerne la fiabilité de l'approvisionnement en gaz pour la production d'électricité que la formation du prix de l'électricité ;
 - en cas de pénurie d'électricité, la CREG pourrait être amenée à poursuivre des missions spécifiques de surveillance.
- en ce qui concerne le gaz naturel :

Concernant les aspects du marché de gros du gaz, la CREG analysera les aspects suivants :

- l'offre de gaz sur le marché et la liquidité nécessaire afin d'assurer le bon fonctionnement du marché ;
- la réorganisation (« *reshuffling* ») des flux de gaz en raison de la réduction progressive de la dépendance de l'Europe au gaz russe ;
- les fournisseurs (importateurs) de gaz (notamment la diversification de sources et le comportement ainsi que la solidité des fournisseurs en tenant compte de la dynamique actuelle sur les marchés de gros) ;
- les transactions transfrontalières de gaz et les interconnexions (bi-directionnelles) avec les réseaux adjacents ;
- la consommation de gaz et l'utilisation rationnelle (voir la réduction de consommation selon l'extension du règlement UE 2022/1369) ;
- la conversion du marché de gaz L vers le gaz H (dont l'achèvement est prévu d'ici la fin de 2024) ;
- la disponibilité et l'utilisation de la capacité de transport, et l'évaluation, si nécessaire, des besoins de nouveaux investissements et/ou le « *repurposing* » de l'infrastructure actuelle pour par exemple le transport de l'hydrogène au lieu du gaz naturel ;
- l'intégration des marchés et la convergence des prix ;
- la gestion des incidents et situations d'urgence ;
- le GNL ;
- le stockage ;
- l'équilibrage du réseau ;
- la décarbonisation et l'intégration des secteurs énergétiques (électricité et gaz) ;
- les projets d'injection de gaz verts³ dans le réseau de transport de gaz ; et

³ Par 'gaz vert', on entend le biométhane (le biogaz), l'hydrogène produit à partir d'électricité d'origine renouvelable et le gaz naturel synthétique.

- la transition énergétique et la réutilisation de l'infrastructure, en ce compris l'infrastructure GNL pour des molécules durables.

➤ *Objectif spécifique de surveillance dans le cadre du règlement REMIT*

Le règlement (UE) n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie (ci-après, « règlement REMIT ») a créé un cadre européen en matière de transparence et d'intégrité pour le marché de gros afin d'améliorer le fonctionnement et, le cas échéant, de sanctionner les abus constatés (manipulation de marché, tentative de manipulation du marché, divulgation inadéquate d'informations privilégiées, absence de publication de ces informations ou délit d'initié). L'objectif consiste donc à décourager tout comportement susceptible d'entraîner une concurrence déloyale et d'affecter la confiance des acteurs du marché de l'énergie. Ce règlement est actuellement en cours de révision. La CREG continuera d'en suivre les modifications. Une fois adopté, la CREG veillera à ce que les acteurs de marché soient bien informés des évolutions qui auront été apportées au règlement REMIT. De plus, l'implémentation pratique du nouveau règlement sera discutée au niveau européen et la CREG participera aux discussions.

Conformément à la législation belge mettant en œuvre le règlement REMIT, la CREG doit surveiller et contrôler les échanges commerciaux de produits énergétiques de gros au sens dudit règlement, dans le respect des compétences respectives de l'Autorité belge de la concurrence (ci-après, « ABC ») et de l'Autorité des services et marchés financiers (ci-après, « FSMA »).

En cas d'infractions aux dispositions du règlement REMIT portant sur le délit d'initié, l'absence de publication d'informations privilégiées ou la manipulation de marché, la CREG dispose d'un pouvoir de sanction. Ce pouvoir étant sujet à certaines faiblesses juridiques, la CREG continuera ses efforts pour optimiser le cadre juridique y afférent.

Dans l'exercice de ses missions, la CREG coopère, au niveau national, avec l'ABC et la FSMA en échangeant et en communiquant l'information nécessaire et pertinente à la bonne exécution du règlement REMIT tout en garantissant la confidentialité des informations.

En outre, la CREG continuera à coopérer avec les régulateurs énergétiques des pays limitrophes en cas d'observations ayant un impact transnational. Elle intensifiera aussi la collaboration avec tous les régulateurs nationaux européens et l'ACER en participant aux groupes de travail. Par ailleurs, afin de protéger les intérêts des consommateurs belges, la CREG continuera à jouer un rôle proactif pour mieux comprendre le fonctionnement des marchés de gros en Europe de l'Ouest.

2.2.2. Activités à réaliser

➤ *Activités générales en matière de surveillance du fonctionnement des marchés de gros et de détail*

La CREG traitera toutes les demandes des parties prenantes et/ou des acteurs du marché et analysera en profondeur les événements importants ou intéressants impactant le marché de l'énergie de gros et de détail.

La CREG informera, périodiquement, les parties prenantes concernées et/ou acteurs du marché des résultats de ses analyses du marché de gros. Si nécessaire, elle prendra l'initiative de leur proposer des mesures pour mettre un terme à d'éventuelles anomalies ou infractions à la réglementation

européenne et fédérale qu'elle aurait constatées. Dans certains cas, une sanction est susceptible d'être imposée par la CREG à la partie prenante concernée.

Dans le cas où elle viendrait à constater une infraction aux articles 3, 4 ou 5 du règlement REMIT⁴, la CREG prendra des mesures visant à corriger le comportement inapproprié et/ou imposera des sanctions conformément à l'article 18 du règlement REMIT et aux articles 31 de la loi électricité et 20/2 de la loi gaz.

Plus spécifiquement, la CREG réalisera les tâches suivantes :

- en ce qui concerne l'électricité :

La CREG accordera une attention particulière à l'utilisation physique des interconnexions, aux échanges commerciaux et à la formation des prix sur les marchés à divers horizons de temps (long terme, *day-ahead*, *intraday* et *balancing*).

La CREG sera également attentive à la formation des prix en cas d'achat de capacité d'équilibrage par le gestionnaire de réseau de transport.

La CREG examinera également l'opportunité de publier - de sa propre initiative et/ou le cas échéant, à la suite de demandes spécifiques des parties prenantes et/ou des acteurs du marché - des études concernant des événements importants (par ex. l'entrée en vigueur des nouvelles méthodologies visant à organiser les différents marchés). La CREG continuera à renforcer son expertise et ses compétences dans ce domaine.

- en ce qui concerne le gaz naturel :

La CREG accordera une attention particulière à la fourniture de gaz (tant au niveau des volumes qu'au niveau des prix), à la disponibilité et l'utilisation de la capacité de transport, à l'intégration des marchés et à la convergence des prix entre ces marchés ainsi qu'à l'utilisation physique des infrastructures. La CREG va de plus en plus examiner l'avenir du rôle du gaz ainsi que l'infrastructure de gaz, en ce compris l'infrastructure GNL, dans un contexte d'une réduction progressive de la dépendance de l'Europe au gaz russe, de décarbonisation et de transition énergétique. Une attention toute particulière sera portée au développement d'un réseau de transport d'hydrogène comme vecteur d'énergie verte et aux projets d'injection de gaz vert dans le réseau (par exemple du biométhane). La CREG suivra également les projets de *Power-to-gas* qui devront offrir la possibilité d'une intégration physique du secteur de l'électricité et du gaz. En ce qui concerne le GNL, la CREG suivra les projets du terminal de Zeebrugge relatifs à l'acheminement de vecteurs d'hydrogène, ainsi que le développement du GNL Bio.

➤ *Activités spécifiques en cas de (risque de) pénurie d'électricité*

La CREG exercera une surveillance accrue de l'évolution des prix en cas de (risque de) pénurie d'électricité. La capacité d'importation commerciale mise à la disposition du marché, l'offre quotidienne d'énergie renouvelable sur le marché belge et les prévisions relatives à la demande seront, le cas échéant, analysées et ce, notamment dans le cadre de l'application du règlement (UE) 2019/941 du Parlement européen et du conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de

⁴ Règlement n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie.

l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE. La CREG voit, en effet, ses tâches accrues en la matière à la suite de l'adoption de ce règlement (UE) 2019/941 dans le cadre du *Clean Energy Package*.

La CREG joue un rôle spécifique dans l'application du code de réseau européen sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique (règlement (UE) 2017/2196). La gestion du système doit être assurée de manière appropriée et efficace dans les états d'urgence, de panne généralisée (« *black-out* ») ou de reconstitution du réseau. La suspension des activités de marché et des processus qui y sont liés ne peuvent avoir lieu qu'en dernier recours. Des conditions claires, objectives et harmonisées de suspension et de reconstitution consécutives à la suspension des transactions énergétiques du marché doivent être établies par le gestionnaire du réseau de transport et approuvées par la CREG.

La CREG est également à la disposition des autorités compétentes pour apporter son savoir-faire en matière de responsabilités en cas de coupures ou pour définir plus en détail les critères de l'arrêté royal et de l'arrêté ministériel y relatif.

- *Surveillance du marché de détail de l'électricité et du gaz naturel : corrélation de l'offre avec la composition des portefeuilles des fournisseurs (parts de marché)*

L'analyse des marchés de détail de l'électricité et du gaz naturel peut contribuer à une meilleure compréhension de la manière dont les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel approchent les consommateurs, construisent et différencient leurs portefeuilles de clients. La CREG continuera à suivre l'évolution des portefeuilles de produits des différents fournisseurs jusqu'au niveau des régions et actualisera ses analyses précédentes. La CREG recueillera toutes les données nécessaires et les traitera dans ses bases de données pour les clients résidentiels, les PME et les indépendants.

- *Activités spécifiques dans le cadre du règlement REMIT*

La CREG continuera à enregistrer les nouveaux acteurs de marché qui entreprennent des transactions pour qu'ils puissent ensuite déclarer les données à l'ACER, et à suivre les mises à jour des acteurs déjà enregistrés afin d'actualiser le registre d'enregistrement des acteurs de marché en Belgique. La CREG contrôlera périodiquement les données d'enregistrement afin de veiller à leur mise à jour en fonction des exigences posées par l'ACER.

La CREG informera les acteurs de marché des évolutions de la réglementation REMIT et des obligations qui en découleront pour eux. Elle restera leur interlocuteur local pour toute question relative à l'application du règlement REMIT.

La CREG répondra aux demandes d'investigation de l'ACER portant sur des infractions présumées au règlement REMIT, ainsi qu'à toutes les plaintes émanant d'acteurs du marché s'estimant lésés par un abus de marché. Si la CREG rencontre des problèmes de mise en œuvre dans le cadre de ces investigations, elle en informera le législateur. La CREG mènera à bien les investigations et selon un niveau de qualité constant, de manière à respecter les obligations découlant du règlement REMIT et dans le respect des prescrits de la réglementation relative à la protection de la vie privée (notamment le RGPD⁵).

⁵ Règlement général sur la protection des données : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Le cas échéant, la CREG réalisera des notes informatives pour les acteurs de marché relatives à des enquêtes sur des transactions suspectes rapportées dans le cadre du règlement REMIT ou sur des comportements de marché lors de situations atypiques.

La CREG reçoit les données collectées par l'ACER. La CREG veillera à la qualité des données en réalisant des tests de validité. Afin de faciliter le traitement des données et détecter les abus de marché, la CREG pourrait se doter d'un outil informatique. Les données reçues par l'ACER pourront également bénéficier à la CREG, une fois les données anonymisées et /ou consolidées.

Dans le cadre de la coopération avec les régulateurs nationaux limitrophes, la CREG continuera, dans le respect de l'article 15 du règlement REMIT⁶, la surveillance du JAO⁷ avec les régulateurs néerlandais⁸ et luxembourgeois⁹. De plus, la CREG approfondira l'analyse de l'application dudit article 15 pour les gestionnaires des réseaux de transport belges. Depuis le Brexit, la CREG est en charge du respect de l'article 15 par Interconnector. La CREG prendra contact avec Ofgem pour le suivi de ce dossier.

La CREG participera également à la réunion annuelle du groupe de travail de la zone CWE qui rassemblera les régulateurs nationaux limitrophes (France, Pays-Bas, Allemagne, Grand-Duché de Luxembourg) ainsi qu'autrichien, afin d'échanger leurs expériences et connaissances sur les problématiques communes.

La CREG poursuivra la collaboration avec tous les régulateurs nationaux européens et l'ACER en participant aux différents groupes de travail et en utilisant les canaux sécurisés de communication de transmission des informations. La CREG déploiera des ressources afin de jouer un rôle actif dans l'élaboration des lignes directrices d'ACER à destination des acteurs du marché afin de clarifier l'interprétation du règlement REMIT.

2.2.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
2.2.2.	Note relative aux évolutions marquantes sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz naturel en 2023	Q1	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros
2.2.2.	Étude sur la fourniture en gaz naturel des grands clients industriels en Belgique en 2023	Q2 ou Q3	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros
2.2.2.	Étude sur la fourniture en électricité des grands clients industriels	Q4	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros
2.2.2.	Collecte et traitement des données des portefeuilles de produits des fournisseurs actifs sur les marchés de l'énergie pour les résidentiels, les	2024	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros et de détail

⁶ Article 15 - Obligations des personnes organisant des transactions à titre professionnel
« Toute personne organisant des transactions sur des produits énergétiques de gros à titre professionnel avertit sans délai l'autorité de régulation nationale si elle a des raisons de suspecter qu'une transaction pourrait enfreindre les articles 3 ou 5. Les personnes organisant des transactions sur des produits énergétiques de gros à titre professionnel établissent et conservent des dispositions et des procédures efficaces pour déceler les infractions à l'article 3 ou 5. ».

⁷ Joint Allocation Office.

⁸ Autoriteit Consument en Markt.

⁹ Institut Luxembourgeois de Régulation.

	indépendants et les PME (parts de marché)		
2.2.2.	Information périodique portant sur les résultats des analyses du marché de gros	2024	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros et de détail
2.2.2.	Réalisation d'analyses relatives aux événements marquants sur les marchés de gros de l'énergie en Belgique	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros
2.2.2.	Enquêter sur les transactions suspectes rapportées dans le cadre du règlement REMIT et réalisation de notes informatives pour les acteurs de marché	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – surveillance du fonctionnement du marché de gros et de détail

2.3. THÈME 3 : PROTÉGER LES INTÉRÊTS DE TOUS LES CONSOMMATEURS BELGES

2.3.1. Objectifs de la CREG

Aux fins d'un bon fonctionnement du marché de l'énergie, il est essentiel que toutes les parties actives sur ce marché puissent disposer d'informations claires et correctes.

Le CREG Scan, mis en ligne en 2017, est un outil conçu par la CREG, qui vise à répondre à ces préoccupations. Le CREG Scan n'est pas un site Internet de comparaison des prix comme les autres. En effet, il permet au consommateur de comparer son contrat d'électricité et/ou de gaz naturel avec l'ensemble des contrats existant sur le marché, y compris les achats groupés et les contrats dormants. En ce sens, il est complémentaire aux autres sites de comparaison des prix, qui comparent uniquement les produits d'énergie actifs.

La CREG continuera en 2024 à transmettre des informations aux consommateurs via son site Internet et ses bulletins d'informations. À cette fin, elle continuera à développer et compléter ses bases de données. Le CREG Scan sera également disponible via une application Web. L'automatisation de la collecte des données pour les bases de données de la CREG sera finalisée, en ce qui concerne les données des fournisseurs, dans la première partie de l'année 2024. Ces bases de données centralisent toutes les données pertinentes sur les fournisseurs, les produits, les prix et les parts de marché. Elles constituent la base de plusieurs publications récurrentes, d'outils (par exemple : CREG Scan, infographies) et d'analyses *ad hoc* (par exemple : composition des portefeuilles de produits des fournisseurs) de la CREG.

Les vues d'ensemble des prix de l'électricité et du gaz naturel (tableaux de bord, ...) ainsi que l'Accord « *Le Consommateur dans le marché libéralisé de l'électricité et du gaz* » sont autant d'outils qui contribuent aux objectifs de la CREG en matière de protection des consommateurs.

La CREG continuera à suivre les mesures spécifiques adoptées en matière énergétique et tout particulièrement celles en faveur des consommateurs vulnérables et visant à lutter contre la précarité énergétique en général.

2.3.2. Activités à réaliser

➤ *Garantir le flux d'informations vers le consommateur*

L'identification des besoins d'informations des consommateurs est une priorité absolue pour la CREG. Vu la complexité du marché de l'énergie, il est important dans ce cadre de distinguer clairement les différentes catégories de consommateurs, ayant chacune leurs propres besoins d'information. La CREG continuera donc de ventiler et affiner les informations à destination des consommateurs, par le biais, par exemple, de publications et de campagnes d'information spécifiques.

En 2024, la CREG continuera à s'attacher à :

- proposer des outils d'information clairs, lisibles et accessibles pouvant être utilisés en ligne sur le site Internet de la CREG ;
- poursuivre la collecte d'informations afin d'alimenter le CREG Scan, qui permet aux consommateurs résidentiels, aux PME et aux indépendants de comparer leurs contrats avec l'offre actuelle du marché ;
- créer des infographies accessibles relatives au marché et destinées aux consommateurs résidentiels, aux PME et aux indépendants ;
- fournir une vue d'ensemble des prix de l'électricité et du gaz appliqués aux clients résidentiels, aux PME et aux indépendants ainsi que de leur évolution ;
- assurer un suivi de la composition et de l'évolution des portefeuilles de produits par fournisseur ;
- publier, de manière récurrente, des graphiques illustrant la structure du prix de l'énergie dans les régions belges ainsi que l'évolution du prix de l'énergie et du prix total de l'énergie au cours des treize derniers mois en Belgique et dans les pays voisins ;
- actualiser l'analyse semestrielle reprenant une comparaison internationale des prix de l'électricité et du gaz naturel entre la Belgique, ses régions (Région flamande, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale) et ses pays voisins (Pays-Bas, France, Allemagne et Royaume-Uni). Les graphiques donnent un aperçu de l'évolution du prix total ainsi que des différentes composantes d'une facture énergétique annuelle moyenne, tant pour les clients résidentiels, que les PME et les indépendants ;
- actualiser et publier annuellement les chiffres-clefs du marché de l'énergie.

➤ *Fournir un aperçu de tous les produits disponibles sur le marché de détail de l'électricité et du gaz naturel*

Le CREG Scan se distingue des comparateurs de prix en ligne existants et les complète simultanément. Les comparateurs de prix en ligne existants fournissent au consommateur un aperçu détaillé de l'offre actuelle sur le marché de l'énergie. Les produits historiques, dormants ou issus de prolongation, ne figurent pas dans les résultats. Dès lors, il est pratiquement impossible pour le consommateur d'évaluer si le produit, pour lequel il a opté dans le passé, reste compétitif aujourd'hui.

Le CREG Scan permet au consommateur de vérifier comment son contrat se comporte par rapport à l'offre actuelle du marché. Cela signifie qu'il est mieux informé de la position spécifique de son contrat d'énergie et lui permettra, le cas échéant, de faire un meilleur choix. Depuis sa mise en ligne à la mi-février 2017, des centaines de milliers de visiteurs ont utilisé le CREG Scan. Cette application en ligne fournit au consommateur des informations lui permettant d'être mieux renseigné grâce à des

informations claires, lisibles et utiles et de jouer ainsi pleinement son rôle sur le marché libéralisé de l'électricité et du gaz.

Le CREG Scan offre un aperçu de tous les produits sur le marché de détail, ce qui englobe tant les produits actifs, les produits proposés par le biais d'achats groupés, les produits de prolongation que les produits dormants.

➤ *Consommateurs vulnérables*

La CREG veillera à ce que les fournisseurs continuent d'appliquer les obligations de service public et les mesures de protection des consommateurs les plus vulnérables (clients protégés et drossés). Au besoin, elle proposera des mesures visant à améliorer la réglementation existante.

Tout comme pour les consommateurs résidentiels, les PME et les indépendants, la CREG veillera à communiquer au sujet des informations et des services qu'elle fournit en lien avec les consommateurs vulnérables, notamment :

- en continuant à calculer et à publier, tous les trois mois, les tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz naturel et, depuis le 3^e trimestre 2022, la chaleur, ainsi qu'une note explicative détaillant le calcul desdits tarifs sociaux ;
- en continuant à collaborer au contrôle du mécanisme pour le tarif social « chaleur » entré en vigueur le 1^{er} juillet 2022¹⁰ ;
- en veillant au contrôle et à l'approbation des créances « tarifs sociaux » électricité, gaz naturel et chaleur¹¹. Il s'agit du remboursement au fournisseur concerné de la différence entre le tarif normal¹² et le tarif social par l'intermédiaire d'un fonds géré par la CREG¹³. En conséquence de l'élargissement temporaire du groupe cible des ayants-droits aux tarifs sociaux aux bénéficiaires de l'intervention majorée (dits « BIM ») entre le 1^{er} février 2021 et le 30 juin 2023¹⁴, la CREG veillera au contrôle et à l'approbation des créances « tarifs sociaux » relatives à la clientèle BIM ;
- en publiant, un rapport annuel de monitoring concernant l'extension de l'application des tarifs sociaux électricité et gaz naturel aux bénéficiaires de l'intervention majorée à l'issue de la procédure annuelle de contrôle ;

¹⁰ Arrêté royal du 6 juin 2022 fixant les prix maximaux sociaux pour la fourniture de chaleur aux clients résidentiels protégés

¹¹ Arrêtés royaux du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises d'électricité et de gaz naturel et les règles d'intervention pour leur prise en charge.

¹² Depuis 2012, le tarif normal est la somme de la composante énergétique de référence (calculée et publiée par la CREG tous les trois mois jusqu'au 31 mars 2023 et tous les mois depuis le 1^{er} avril 2023) et des tarifs de réseau.

¹³ "Le fonds au bénéfice des clients protégés résidentiels visé à l'article 21ter, alinéa 1er, 5°, de la loi, destiné au financement du coût résultant de l'application du tarif social pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels", tel que défini à l'article 1, 6°, de l'Arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises d'électricité et les règles d'intervention pour leur prise en charge. Depuis le 1^{er} janvier 2022, le financement des différents fonds gérés par la CREG dont le fonds clients protégés s'effectue par les Accises et non plus par la cotisation fédérale.

¹⁴ Conformément à l'arrêté royal du 28 janvier 2021 complétant la liste des clients protégés résidentiels visée à l'article 15/10, § 2/2, alinéa 1er, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et à l'article 20, § 2/1 alinéa 1er, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant modification de l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises de gaz naturel et les règles d'intervention pour leur prise en charge ainsi que de l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises d'électricité et les règles d'intervention pour leur prise en charge.

- en veillant au contrôle et à l'approbation des éventuelles créances ad hoc mises en place au travers de la réglementation fédérale telles que les créances « forfait de base » ; et
- en continuant à transmettre aux gestionnaires du réseau de distribution les données nécessaires pour le calcul des prix maximum pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux consommateurs finals non protégés dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur.

➤ *Groupe de travail « Précarité Énergétique »*

Afin de transposer les dispositions de droit européen en matière de précarité énergétique en droit belge, tout en tenant compte des enjeux de la lutte contre la précarité énergétique et de la politique proactive de la protection des consommateurs, y compris vulnérables, tels que mentionnés dans l'accord du gouvernement, la CREG, en collaboration avec le SPF Économie, a pris l'initiative à l'automne 2020 de rassembler les principaux acteurs disposant d'une expertise sur cette thématique.

En fonction des orientations qui seront retenues par les autorités publiques suite aux travaux réalisés en 2020 et 2021, la CREG, en collaboration avec le SPF Economie, réactivera ce groupe de travail et poursuivra, le cas échéant, la coordination de ses travaux.

➤ *Norme énergétique*

Vu les dispositions relatives à la norme énergétique dans les lois gaz et électricité, les quatre régulateurs belges de l'énergie (BRUGEL, la CREG, la CWaPE et la VREG) publieront au plus tard le 15 mai 2024 une étude comparative des prix de l'électricité et du gaz naturel observés en Belgique et dans les pays voisins (Allemagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni).

Sur la base de cette étude, au plus tard le 1^{er} juillet 2024, la CREG remettra à la ministre de l'Énergie un avis reprenant ses recommandations en vue de protéger le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises belges.

➤ *Norme relative aux pompes à chaleur*

Vu les dispositions relatives à la norme relative aux pompes à chaleur introduite en 2023 dans la loi électricité, la CREG publiera au plus tard le 15 mai 2024 une analyse sur le rapport entre le coût du chauffage à l'aide d'une pompe à chaleur et d'autres technologies plus durables et le coût du chauffage à l'aide de combustibles fossiles (gaz naturel, mazout de chauffage, propane en vrac et charbon).

Sur la base de cette étude et de celle sur la norme énergétique (voir ci-dessus), au plus tard le 1^{er} juillet 2024, la CREG remettra à la ministre de l'Énergie un avis accompagné de recommandations de mesures à prendre afin de sauvegarder et de promouvoir la rentabilité des technologies plus durables, y compris les pompes à chaleur. Ces recommandations portent sur les composantes du coût de la facture énergétique, notamment celles qui relèvent de la compétence fédérale en matière d'énergie.

➤ *Gestion des fonds*

La modification du mécanisme d'alimentation des fonds gérés par la CREG (financement par les accises à la place de la cotisation fédérale) a pris effet au 1^{er} janvier 2022. Les besoins nécessaires au financement de chaque fonds sont ainsi appelés par la CREG directement auprès du SPF Finances avant d'être reversés au profit de ses bénéficiaires. La CREG continuera ainsi à assurer, en 2024, la gestion des fonds destinés au financement de certaines obligations de service public fédérales.

Même si la cotisation fédérale a disparu en 2022, la CREG continuera à assurer, si nécessaire et après contrôle, le remboursement des entreprises ayant accordé à leurs clients des ristournes sur la cotisation fédérale électricité et gaz naturel par le biais de la dégressivité et/ou des exonérations dont les institutions internationales bénéficient conformément à la législation et ce, pour autant qu'il s'agisse de cotisation fédérale prélevée sur des consommations d'électricité jusqu'au 31 décembre 2021.

De la même façon, la CREG veillera à l'application correcte des exonérations totales ou partielles de la cotisation fédérale gaz naturel appliquées aux quantités de gaz naturel prélevées jusqu'au 31 décembre 2021 du réseau de transport du gaz naturel ou d'une conduite directe, destinées à produire de l'électricité qui est injectée sur le réseau électrique. Enfin, la CREG vérifiera a posteriori la pertinence des montants liés à la cotisation fédérale électricité, encore réclamés à la CREG en 2023 par les entreprises d'électricité grâce aux certifications de leurs réviseurs qu'elles nous auront transmises en 2024.

Si de nouveaux fonds à gérer par la CREG devaient être créés par arrêté royal conformément à la législation existante, la CREG en assurera la gestion.

La surcharge *offshore* a également disparu en 2022. Cependant, pour les consommations d'électricité jusqu'au 31 décembre 2021, la CREG veillera aussi à assurer, si nécessaire et après contrôle, le remboursement, des entreprises d'électricité ayant accordé à leurs clients une dégressivité sur la surcharge *offshore*.

Enfin, la CREG continuera à proposer aux autorités ses compétences juridiques et économiques dans le cadre de l'analyse de dossiers relatifs aux fonds dont elle a la gestion.

2.3.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
2.3.2.	Infographies du marché de l'énergie	Mensuelle	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges - Garantir le flux d'informations vers le consommateur
2.3.2.	Mise à jour du CREG Scan	Mensuelle	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Graphiques : 1) structure du prix total de l'énergie dans les trois régions belges ainsi que 2) évolution du prix de l'énergie et du prix total en Belgique et dans les pays voisins	Mensuelle	Activités libéralisées – surveillance des prix - Garantir le flux d'information vers le consommateur
2.3.2.	Actualisation et publication des chiffres-clés du marché de l'énergie	Q2	Activités libéralisées – Garantir le flux d'information vers le consommateur
2.3.2.	Publication d'une analyse reprenant une comparaison internationale des prix semestriels de l'électricité et du gaz naturel entre les trois	Q2-Q4	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges

	régions, la Belgique et les pays voisins pour les clients résidentiels, les indépendants et les PME		
2.3.2.	Publication de l'actualisation de l'étude concernant une comparaison internationale des prix de l'électricité et du gaz naturel pour les clients résidentiels, professionnels et les grands clients industriels (en collaboration avec les trois autres régulateurs)	Q2	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges - Garantir le flux d'informations vers le consommateur
2.3.2.	Publication de l'étude pompe à chaleur	Q2	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges - Garantir le flux d'informations vers le consommateur
2.3.2.	Avis sur la norme énergétique et la norme pompe à chaleur	1 ^{er} juillet 2024	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges - Garantir le flux d'informations vers le consommateur
2.3.2.	Contrôle et approbation des créances « tarifs sociaux » électricité, gaz naturel et chaleur (pour la clientèle protégée « classique » et la clientèle protégée « BIM »)	Q2-Q4	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Contrôle et approbation des créances « forfait de base »	Q2-Q4	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Contrôle des tarifs clients droppés électricité et gaz naturel calculés par les GRD sur la base des données fournies par la CREG pour chaque trimestre	Trimestrielle	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Calcul et publication des tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz naturel et la chaleur pour chaque trimestre et rédaction d'une note à ce sujet	Trimestrielle	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Calcul et publication des composantes énergie de référence pour l'électricité, le gaz naturel et la chaleur pour chaque mois et	Mensuelle pour le calcul et la publication /	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges

	rédaction d'une note trimestrielle à ce sujet reprenant le coût induit par l'ancienne et la nouvelle méthode de calcul	Trimestrielle pour la note	
2.3.2.	Publication d'un rapport de monitoring de l'extension de l'application des tarifs sociaux électricité et gaz naturel aux bénéficiaires de l'intervention majorée	Q4	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Régularisation, avec les gestionnaires des réseaux de distribution, des soldes 2023 de la cotisation fédérale électricité 2021	2024 (à la clôture des comptes des GRD)	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges
2.3.2.	Suivi et poursuite des travaux du GT « Précarité énergétique », en collaboration avec le SPF Economie, sur la base des orientations définies par les ministres compétents	<i>Ad hoc</i>	Activités libéralisées – protéger les intérêts de tous les consommateurs belges

2.4. THÈME 4 : PROMOUVOIR LA COOPÉRATION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ET AUTRES INSTANCES EN BELGIQUE

2.4.1. Objectifs de la CREG

Dans le cadre de ses compétences, de ses prérogatives et de son indépendance, la CREG renforcera, tant au niveau régional que national, les coopérations existantes au bénéfice de l'intérêt général des consommateurs, quelle que soit leur taille.

En 2024, la CREG a l'intention, tout comme elle l'a fait ces dernières années, de consacrer suffisamment de temps aux contacts réguliers avec les diverses institutions belges concernées pour bénéficier de leur point de vue en matière de fonctionnement du marché de l'énergie et de son évolution à venir.

Une attention particulière sera portée au Conseil Consultatif du Gaz et de l'Electricité (CCGE) qui rassemble les acteurs du secteur énergétique belge et qui est essentiel pour promouvoir un dialogue positif, ouvert et franc, nécessaire à un bon fonctionnement du marché de l'énergie.

La CREG s'engage à être transparente et à publier ces informations sur son site Internet, à chaque fois que ces contacts se formaliseront via un accord de coopération ou un protocole d'accord.

Les institutions belges et autres intervenants avec lesquels la CREG souhaite (continuer à) entretenir des contacts étendus sont notamment :

- le Parlement fédéral ;
- le Gouvernement fédéral ;
- les Parlements régionaux et Gouvernements régionaux ;

- le SPF Economie (et plus particulièrement, la Direction générale de l'énergie) ;
- l'Autorité Belge de la Concurrence (ABC) ;
- l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) ;
- l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) ;
- le Service fédéral de Médiation de l'Énergie (SME) ;
- la Régie des Bâtiments ;
- le Bureau fédéral du Plan ;
- le Conseil Consultatif du Gaz et de l'Électricité (CCGE) ;
- le Forum des régulateurs belges de l'électricité et du gaz (Forbeg) ; et
- les Universités et Ecoles supérieures.

2.4.2. Activités à réaliser

Plus spécifiquement, la collaboration avec les différents intervenants publics se poursuivra au cours de l'année 2024 de la manière suivante :

➤ *Parlement fédéral et gouvernement fédéral*

Tout en tenant compte de son indépendance et de l'intérêt des consommateurs, la CREG fournira son soutien à la prise de décision des autorités fédérales. Elle remplira sa mission de conseil par le biais notamment d'avis, de propositions, d'études, de simulations diverses, mais également via sa participation à des groupes de travail dans les matières relevant de sa compétence et pour lesquelles elle dispose d'une expertise afin de contribuer à la poursuite de l'élaboration de la politique énergétique belge.

La CREG participera également aux auditions et séances des commissions de la Chambre des représentants auxquelles elle est invitée. A cette occasion, elle apportera son expertise et appui sur des thématiques spécifiques.

Aux fins d'informer au mieux le Parlement, la CREG invitera les membres de la Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat pour une séance d'échange approfondie et informelle au moins une fois en 2024 de telle manière à pouvoir approfondir des thématiques du secteur.

Enfin, le comité de direction de la CREG présentera, à l'automne 2024, son budget pour l'année 2025, accompagné de sa note de politique générale pour l'année 2025.

➤ *Parlements régionaux et Gouvernements régionaux*

La CREG répondra aux éventuelles demandes de renseignements et d'auditions émanant des Parlements et Gouvernements régionaux et ayant trait aux thématiques relevant de ses compétences.

➤ *Autres instances publiques belges compétentes*

- SPF Économie – Direction générale de l'Énergie

La CREG veillera à une concertation optimale avec la Direction générale de l'Énergie du Service Public Fédéral Économie dans le respect des règles en vigueur.

Compte tenu de l'expérience acquise lors de la mise en œuvre du paquet « *Clean Energy for All Europeans* » de la Commission européenne, la CREG coopérera avec la Direction générale de l'Énergie à la transposition de nouvelles réglementations européennes conduisant à une adaptation du *market design* pour l'électricité, l'hydrogène et les gaz sans carbone ou, plus largement, du fonctionnement des marchés de l'énergie suite à l'élaboration du paquet « *Fit for 55* ». Ces nouvelles réglementations s'inscrivent dans le cadre du *Green Deal* et porteront sur l'hydrogène, l'énergie produite à partir de sources renouvelables, l'efficacité énergétique, l'énergie éolienne *offshore*, la mobilité et le fonctionnement intégré des marchés de l'électricité et du gaz. La CREG se prononcera sur les propositions de transposition ou de mise en œuvre qui lui sont soumises, sous forme d'avis ou de modifications de textes.

La CREG continuera également à participer activement au comité de suivi du CRM (mécanisme de rémunération de capacité), un groupe composé du SPF Économie (plus précisément la Direction générale de l'Énergie), d'Elia, du cabinet de la ministre de l'Énergie et de la CREG. Le comité de suivi est coordonné par la Direction générale de l'Énergie. L'objectif du comité de suivi est de faciliter la mise en œuvre du CRM, qui a été intégré à la législation belge par la loi du 22 avril 2019. Si nécessaire, en 2024, la CREG continuera à collaborer avec la Direction générale de l'Énergie à d'éventuelles adaptations, corrections et/ou clarifications du règlement technique.

En exécution de l'article 15/13 de la loi gaz, la CREG coopérera activement avec la Direction générale de l'Énergie. Pour l'année 2024, une coopération dans le cadre du rapport de surveillance de la sécurité d'approvisionnement en matière de gaz naturel est attendue (tous les deux ans). De plus, la collaboration continuera afin d'exécuter les tâches spécifiques imposées par le règlement (UE) n° 2017/1938 et les nouvelles initiatives prises pour faire face aux réalignements de l'approvisionnement en gaz naturel. Une de ces tâches concerne la mise à jour de l'analyse des risques dans le nouveau contexte de l'approvisionnement de gaz en Europe qui jette les bases d'une mise à jour du plan d'action de prévention et d'un plan d'urgence¹⁵. Selon ce règlement, ces plans doivent être élaborés tant au niveau national que régional, à savoir avec des groupes de pays pré-identifiés dans le règlement. Ce même règlement impose également la mise sur pied et l'application d'un mécanisme de solidarité entre pays voisins en cas d'urgence gazière afin de permettre la continuité de la fourniture des clients protégés au sens du règlement.

Dans ce cadre, la CREG travaille en étroite collaboration avec la Direction générale de l'Énergie, compétente en la matière, et Fluxys Belgium, afin de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions du règlement et les nouvelles initiatives prises pour faire face à la nouvelle situation d'approvisionnement en gaz naturel qui découle des développements géopolitiques après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La CREG continuera à apporter une attention particulière à l'accompagnement de la transition dans l'approvisionnement de gaz L en gaz H, afin que l'intégration des deux marchés en un marché de gaz H se réalise d'une manière efficace et que le fonctionnement du marché du gaz soit le moins entravé

¹⁵ Pour 2024, les livrables concrets dépendront principalement des nouveaux développements et exigences qui seront suivis au sein du 'Gas Coordination Group' de la Commission.

possible. Le calendrier actuel prévoit que toute la consommation de gaz L en Belgique passera au gaz H d'ici la fin 2024.

En 2024, la CREG poursuivra sa collaboration, au travers de réunions et d'échanges d'informations, avec la Direction générale de l'Energie dans le cadre de la modification des arrêtés royaux relatifs aux conditions d'octroi des autorisations de fourniture de gaz naturel et d'électricité. Les objectifs sont la mise en conformité des arrêtés royaux actuels qui datent respectivement de 2001 et 2003, avec la législation belge et européenne en vigueur, la clarification de certaines dispositions pour tenir compte de l'expérience de terrain et une plus grande harmonisation des textes.

- SPF Économie – Direction générale de l'Inspection économique

En 2024, la CREG poursuivra sa participation à la *task force* Plaintes créée en 2022, à la demande de la ministre fédérale de l'Energie. Ce groupe de travail, composé de la DG Inspection économique, du Service fédéral de médiation de l'Energie et de la CREG, se réunit chaque trimestre et partage ses statistiques de plaintes au travers d'une note envoyée à la ministre.

- Autorité belge de la concurrence (ABC)

En exerçant sa mission de surveillance et de contrôle prévue dans le règlement REMIT ainsi que dans le cadre général des missions organisées aux articles 23, 23bis et 23ter de la loi électricité et aux articles 15/14, 15/14bis et 15/14ter, § 3, de la loi gaz, la CREG coopèrera activement avec l'ABC.

Ce faisant, il appartiendra entre autres à la CREG de dénoncer à l'ABC :

- tout comportement anticoncurrentiel ou toute pratique commerciale déloyale dont la CREG prend connaissance et qui a un effet ou susceptible d'avoir un effet sur un marché de l'électricité ou de gaz naturel performant en Belgique ; et
- l'absence de rapport raisonnablement justifié entre les prix offerts par une entreprise d'électricité ou gaz naturel et les coûts de l'entreprise, ainsi que tout éventuel abus d'une position dominante.

En outre, vu la loi du 21 juillet 2021, publiée au Moniteur belge du 3 septembre 2021, la CREG peut désormais imposer elle-même des mesures dans les cas précités.

En cas de comportement anticoncurrentiel ou de pratiques commerciales déloyales ayant (ou pouvant avoir) des répercussions, la CREG peut désormais imposer elle-même des mesures en matière de transparence, à savoir des mesures prises conformément à l'article 31 de la loi électricité ou des mesures qui seraient nécessaires et proportionnées afin de prévenir les pratiques commerciales déloyales ou les comportements anticoncurrentiels ayant ou pouvant avoir des répercussions sur le bon fonctionnement du marché de l'électricité.

La CREG peut à cet égard imposer, entre autres, des mesures interdisant l'entrave à l'accès au marché.

La CREG peut aussi, entre autres, imposer des mesures portant sur l'interdiction :

- 1° de pratiquer des prix anormalement élevés ;
- 2° d'imposer des conditions qui entravent l'accès au marché ;
- 3° de pratiquer des prix d'éviction restreignant la concurrence.

La CREG peut prendre des mesures à cet égard qui s'appliquent à toutes les entreprises d'électricité et de gaz actives en Belgique.

Enfin, il y a la collaboration générale entre la CREG et l'ABC formalisée au moyen d'un arrêté royal¹⁶ qui régit la coopération entre les deux autorités, l'échange d'informations (notamment confidentielles) et les procédures de collaboration. Depuis 2018, en exécution de cet arrêté royal, une collaboration plus systématique a été instituée entre la CREG et l'ABC, notamment sous la forme de réunions annuelles aux fins d'une concertation et d'un échange général d'informations entre les deux instances.

Cette collaboration systématique entre la CREG et l'ABC sera poursuivie en 2024 et à cette fin une ou plusieurs réunions de concertation seront organisées entre les deux autorités selon les sujets à traiter.

Lors de la dernière réunion de concertation annuelle, il a entre autres été discuté de mettre en place un canal sécurisé pour partager l'information nécessaire au travail en commun entre les deux institutions. Ceci pourrait être mis en place au cours de l'année 2024.

- Autorité des services et marchés financiers (FSMA)

En exerçant sa mission de surveillance et de contrôle dans le cadre de l'application du règlement REMIT, la CREG coopèrera avec la FSMA et échangera, le cas échéant réciproquement, les informations nécessaires à la bonne exécution du règlement REMIT, conformément au protocole d'accord signé en 2017. Durant l'année 2023, la CREG et la FSMA ont été à plusieurs reprises invitées à donner leurs points de vue à la représentation belge au niveau européen au sujet de l'adaptation du règlement REMIT et des règlements financiers. Elles seront sans doute également invitées à le faire en 2024.

Suite à une sanction qui a été annulée par la Cour des marchés¹⁷, la FSMA a mis sur pied un groupe de travail d'experts juridiques réunissant différents régulateurs (CREG, BNB, IBPT, ABC, APD et elle-même) afin d'examiner les procédures de recours. Cette concertation intersectorielle des régulateurs se poursuivra en 2024.

Lorsque la CREG recevra des informations de la part d'autres autorités dans le cadre de sa fonction de surveillance et de contrôle, elle garantira le même niveau de confidentialité que celui auquel est tenue l'autorité qui fournit les informations, conformément à la loi électricité et la loi gaz.

La CREG consultera la FSMA sur des questions spécifiques ayant trait aux marchés financiers, si elle se trouve confrontée à des questions en la matière.

- Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)

La CREG poursuivra sa collaboration avec l'IBPT en 2024, au moins au travers des réunions multi-régulateurs intersectorielles évoquées ci-avant.

- Service fédéral de Médiation de l'Energie (SME)

Tout en continuant à traiter sur une base volontaire les questions et plaintes qui lui sont adressées par des consommateurs, des entreprises, des avocats, des consultants, des chercheurs, des étudiants, des administrations ou des instances internationales, la CREG poursuivra en 2024 son travail de soutien aux services fédéraux et régionaux compétents pour le traitement des plaintes et des questions en matière d'énergie.

¹⁶ Arrêté royal du 3 décembre 2017 concernant la coopération entre la Commission de régulation de l'électricité et du gaz et l'Autorité belge de la concurrence.

¹⁷ La FSMA a toutefois gagné son recours contre cette décision d'annulation.

Par ailleurs, en 2024, la CREG poursuivra sa participation au groupe de travail Plaintes créé en 2022, à la demande de la ministre fédérale de l'Énergie. Tel que mentionné supra, ce groupe de travail, composé de la Direction générale de l'Inspection économique, du Service fédéral de médiation de l'Énergie et de la CREG, se réunit chaque trimestre et partage ses statistiques de plaintes au travers d'une note envoyée à la ministre fédérale de l'Énergie.

La CREG continuera également, comme elle le fait depuis 2011, à transmettre ses statistiques de plaintes au SME dans le cadre des obligations annuelles de rapportage de ce dernier à la Commission européenne.

- Régie des Bâtiments

La CREG poursuivra l'assistance qu'elle a fournie à la Régie des Bâtiments pendant ces dix dernières années et continuera à mettre volontairement son expertise à la disposition de cette institution dans le cadre de ses contrats à venir de fourniture de gaz et d'électricité.

- Bureau fédéral du Plan

La CREG continuera de collaborer avec le Bureau fédéral du Plan, notamment dans le cadre du rapport de *monitoring* sur la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel qui est établi par la Direction générale de l'Énergie.

➤ *Conseil Consultatif du Gaz et de l'Électricité (CCGE)*

La CREG participera aux réunions des divers groupes de travail et à la réunion plénière, et continuera à prêter son concours et son expertise.

➤ *Forum des régulateurs belges du gaz et de l'électricité (Forbeg)*

La CREG continuera à jouer un rôle actif au sein du Forbeg (plateforme de régulateurs réunissant la CREG et les régulateurs régionaux de l'énergie) et, au besoin, à prendre des initiatives pour formuler des réactions et réponses communes tant aux instances européennes et fédérales que régionales. La présidence est assurée alternativement par chaque régulateur durant six mois. En 2024, la présidence sera assurée respectivement par la VREG et la CWaPE.

En 2024, la CREG continuera également à assurer la présidence des groupes de travail « Échange d'informations », « Europe » et « Systèmes de distribution ».

La CREG assurera, également en 2024, la coordination et la rédaction du rapport national de la Belgique à la Commission européenne, en ce compris les indicateurs qui s'y rapportent. Le rapport national que la CREG, en tant qu'instance de régulation nationale, doit transmettre chaque année à la Commission européenne, conformément aux dispositions des directives gaz¹⁸ et électricité¹⁹ sera rédigé, en collaboration avec les régulateurs régionaux pour les aspects qui rentrent dans leurs compétences.

La CREG collectera et coordonnera également les contributions et commentaires relatifs aux différents questionnaires et/ou initiatives envoyés ACER/CEER. Ainsi, la CREG coordonnera, avec les régulateurs

¹⁸ Art. 41 (1e) Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE.

¹⁹ Art. 59 (1i) directive 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

régionaux, les contributions et réponses aux indicateurs qui forment la base, d'une part, du ACER-CEER *Market Monitoring Report*, tant pour le *Retail* que le *Consumer Protection Volume* et, d'autre part, du *Roadmap questionnaire to Well-Functioning Retail Energy Market*.

En 2024, dans le cadre des travaux du groupe de travail « Systèmes de distribution », la CREG :

- informera les régulateurs régionaux des activités du *Distribution Systems working group* du CEER ;
- facilitera l'échange d'informations entre les régulateurs belges et européens ;
- veillera à collecter et consolider les données belges concernant les livrables de ce groupe de travail du CEER, en particulier dans le cadre du « *paper on incentives in regulatory frameworks with a focus on OPEX-CAPEX neutrality* » et du « *report on facilitation and challenges of decentralised energy, energy sharing and energy communities with special focus on (residential) rooftop solar PV* ».

Suite aux publications précédentes²⁰, la CREG partagera les informations et les initiatives nécessaires avec les régulateurs régionaux afin que les évolutions, indicateurs et choix politiques nationaux en matière d'énergies renouvelables puissent continuer à être suivis au sein du Forbeg, et cela dans un contexte européen.

Chaque année, les quatre régulateurs belges (fédéral et régionaux) de l'énergie publient un rapport commun portant sur l'évolution des marchés de l'électricité et du gaz en Belgique. La CREG assure la coordination de cette publication commune.

Les dossiers en discussion au niveau européen seront suivis par la CREG qui partagera l'information avec les régulateurs régionaux afin d'offrir l'opportunité à la CREG de défendre les préoccupations et les intérêts belges au sein du CEER et de l'ACER (voir aussi thèmes 2.5 et 3.5).

La CREG participera activement aux autres groupes de travail au sein de Forbeg, , présidés par un des régulateurs régionaux, tels que : « Électricité », « Gaz », « Tarifs », « Stratégie », « Sources d'énergie renouvelables » et « Consommateurs ».

Une concertation structurelle aura lieu en 2024 sur les matières tarifaires. La structure tarifaire fédérale et les méthodologies tarifaires régionalisées continueront à s'influencer réciproquement, raison pour laquelle un bon échange d'information est essentiel. Il en va de même pour les décisions prises en raison des codes de réseau européens, qui ont un impact sur différents niveaux de compétence. Une attention particulière ira au maintien de la cohérence entre la réglementation technique régionale pour le gestionnaire de réseau de transport local et la compétence tarifaire fédérale pour ces réseaux assurant un rôle de transport.

Plus particulièrement, les quatre régulateurs publieront en 2024, pour la cinquième fois consécutive, une étude dans laquelle les prix des différentes composantes de la facture seront, pour les ménages et les entreprises de différents secteurs, comparés entre la Belgique - dans sa globalité et pour chacune des trois régions – et les pays voisins (cf. étude déjà mentionnée supra au point 2.3.).

Dans son rapport annuel d'activités, la CREG publiera un rapport succinct portant sur ses activités et sa concertation avec les régulateurs régionaux et ce, afin d'illustrer au mieux les activités nationales.

²⁰ ["CEER Public Document on Tendering procedures for RES in Europe"](#) et ["CEER Status Review of Renewable Support"](#).

➤ *Universités et écoles supérieures*

La CREG continuera de collaborer avec des universités et écoles supérieures et participera à des colloques sur des questions énergétiques qu'elles organiseront. Elle participera également à des activités scientifiques d'universités et d'écoles supérieures, si la demande en est formulée.

En parallèle, la CREG soutiendra, en 2024, comme les années précédentes, deux travaux de fin d'études (l'un d'un étudiant inscrit dans une haute école/université de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'autre d'un étudiant inscrit dans une haute école/université de la Communauté flamande) en rapport direct avec le secteur de l'énergie, via l'attribution du « Prix CREG ».

2.4.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
2.4.2.	Envoi des statistiques de plaintes de la CREG au SME	Q1	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Envoi des statistiques de plaintes (du SME, de l'IE et de la CREG) à la ministre	Q1, Q2, Q3, Q4	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Publication de l'actualisation de l'étude concernant une comparaison internationale des prix de l'électricité et du gaz naturel pour les clients résidentiels, professionnels et les grands clients industriels	Q2	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et les autres instances en Belgique
2.4.2.	Réalisation et communication du Rapport national de la Belgique	Q3	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Rapport annuel d'activités et rapport comparatif des objectifs et des réalisations de la CREG	Q2	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Rapport d'activités annuel du Forbeg intégré dans le rapport annuel d'activités de la CREG	Q2	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Publication du rapport conjoint sur l'évolution des marchés du gaz et de l'électricité en Belgique	Q3	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Communication de la note de politique générale pour l'année 2025 à la Chambre des représentants	Q4	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Présentation du budget pour l'année 2025 à la Chambre des représentants	Q4	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec

			les pouvoirs publics et les autres instances en Belgique
2.4.2.	Apporter une contribution aux questionnaires et publications dépendant des différentes initiatives de l'ACER/du CEER	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et les autres instances en Belgique
2.4.2.	Participation à des réunions entre la CREG, la FSMA, la BNB, l'IBPT, l'ABC et l'APD sur des thèmes transversaux aux régulateurs ainsi qu'au groupe de travail juridique créé entre ces régulateurs	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Organisation de réunion(s) de concertation avec l'ABC (au moins une fois par an)	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Planning et organisation du groupe de travail « Échange d'informations » du Forbeg	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Planning et organisation du groupe de travail « Europe » du Forbeg	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Planning et organisation du groupe de travail « Systèmes de distribution » du Forbeg	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Poursuivre la collaboration avec la Direction générale de l'Energie dans le cadre de la modification des arrêtés royaux relatifs aux conditions d'octroi des autorisations de fourniture d'électricité et de gaz naturel	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les pouvoirs publics et autres instances en Belgique
2.4.2.	Poursuivre la collaboration avec des universités et écoles supérieures et la participation à des colloques concernant le secteur de l'énergie, ainsi que participer à des activités scientifiques d'universités et d'écoles supérieures, en cas de demande	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les universités et les écoles supérieures
2.4.2.	Organiser le « Prix CREG » pour deux travaux de fin d'étude en lien avec le secteur de l'énergie	2024	Activités libéralisées – promouvoir la collaboration avec les universités et les écoles supérieures

2.5. THÈME 5 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

2.5.1. Objectifs de la CREG

Grâce à la poursuite du développement de diverses stratégies européennes et de nouvelles initiatives législatives, les 27 États membres de l'Union européenne continuent de travailler sur le *Green Deal*²¹, qui a été proposé pour la première fois le 11 décembre 2019. Pour atteindre les objectifs finaux, toutes les économies de l'Union européenne doivent jouer leur rôle, et en particulier le secteur de l'énergie.

L'année 2023 a été dominée par les mesures nationales introduites temporairement par les États membres pour atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie sur les consommateurs, entre autres. La Commission européenne consulte constamment toutes les parties prenantes pour consolider le besoin croissant d'un nouveau cadre réglementaire pour l'énergie, y compris les aides d'État, avec les objectifs environnementaux récemment renforcés.

Pour 2024, la CREG est guidée par les mesures à moyen terme proposées par la Commission européenne dans le plan REPowerEU²² et le paquet « *Fit for 55* »²³, qui ont un impact fondamental sur le système énergétique existant. Plus précisément, il s'agit de mesures visant à faciliter la diversification des sources d'énergie, l'intégration d'une efficacité énergétique supplémentaire et les interventions visant à corriger l'impact de la transition énergétique. La CREG relève donc les défis qui en découlent pour le marché et souhaite ainsi faire partie de la solution menant à un avenir neutre en carbone.

A cette fin, la CREG poursuivra sa coopération et sa concertation étroites avec l'ACER, le CEER, la Commission européenne et les autorités de régulation des États membres de l'Union européenne et celles de pays tiers.

Les thèmes orientés vers le marché sur lesquels la CREG se penchera sont les suivants : l'application pratique du règlement REMIT (voir aussi le thème 2.2), la surveillance et le monitoring permanents des marchés, la création d'un marché de l'hydrogène et du gaz à faible teneur en carbone, le soutien et la protection des droits des consommateurs d'énergie et l'implémentation des nouvelles initiatives législatives en application du plan REPowerEU défini par l'Europe, tel que discuté sur la base du paquet « *Fit for 55* », du paquet « *Hydrogen & gas decarbonisation* » et du nouveau *Electricity Market Design*.

- *Objectifs spécifiques de la CREG au sein de l'Agence pour la collaboration entre régulateurs énergétiques (ACER)*²⁴

Au sein de l'ACER, la CREG poursuivra l'intégration des marchés européens avec pour objectif commun la création, le développement et/ou la mise en œuvre :

- du cadre de surveillance du marché de gros de l'énergie pour détecter et éviter des échanges sur la base d'informations privilégiées et la manipulation de marché ;

²¹ Un pacte vert pour l'Europe | Commission européenne (europa.eu).

²² REPowerEU: une énergie abordable, sûre et durable pour l'Europe | Commission européenne (europa.eu).

²³ Fit for 55: Delivering on the proposals (europa.eu).

²⁴ https://www.acer.europa.eu/en/The_agency/Mission_and_Objectives/Pages/default.aspx.

- d'un marché de l'énergie contrôlé et transparent, afin de fournir aux consommateurs des prix équitables orientés en fonction des coûts et interdisant les pratiques abusives et de fournir aux acteurs du marché des signaux de prix corrects²⁵ ;
- du cadre réglementaire européen et des nouveaux textes législatifs dans le cadre du *Green Deal (Fit for 55 package, Gaspacage)*, tout en tenant compte de l'avenir du gaz dans le contexte d'une politique de décarbonisation (le paquet « hydrogène et gaz à faible teneur en carbone ») ;
- des *Target Models* pour l'électricité et le gaz, en particulier des codes de réseau européens, compte tenu de l'incertitude quant au futur de l'approvisionnement et de la demande en énergie et la poursuite de l'intégration des sources renouvelables ;
- du *Clean Energy Package*, en échangeant ses expériences dans la recherche des réponses à l'application de l'objectif minimal de 70% de capacité transfrontalière en combinaison avec l'ouverture créée pour le *redispatching* dans le secteur de l'électricité ;
- la promotion et le soutien de la sécurité énergétique (voir thème 13), y compris le développement des capacités de transport pour répondre au '*reshuffling*' des flux d'importation de gaz résultant de la réduction progressive de l'importation du gaz naturel de la Russie vers l'Europe et de l'augmentation de l'approvisionnement en GNL.

➤ *Objectifs spécifiques de la CREG au sein du Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER)*

Le CEER soutient le fonctionnement et le développement d'un marché intérieur européen de l'énergie compétitif, efficace et durable²⁶. Son travail complète celui de l'ACER, en visant les mêmes buts, étant entendu que l'ACER se concentre sur les missions qu'elle doit accomplir au regard de la législation européenne, tandis que le CEER se penche sur la régulation de l'énergie au sens large, en ce compris d'autres aspects que les seuls aspects légaux et réglementaires orientés sur le marché interne en mettant plus l'accent sur le rôle et les intérêts des consommateurs.

Tout comme pour l'ACER, la CREG continuera, en 2024, à jouer un rôle actif au sein du CEER afin de promouvoir un marché libre transparent et compétitif. La CREG accordera une attention prioritaire :

- à la participation de plus en plus active du consommateur dans le développement du marché de l'énergie et à l'impact de la numérisation dans ce processus, ainsi qu'à l'augmentation de la volatilité des prix et l'électrification ;
- au renforcement de la protection des consommateurs afin de leur donner la possibilité de participer activement aux marchés de l'énergie, pour lesquels une vision 2030 a été développée au sein du CEER ;
- à l'interaction entre le marché de gros et de détail, dans laquelle les rôles du gestionnaire du réseau de distribution et du réseau de transport évoluent, ce qui engendre la nécessité d'une plus grande régularité dans le suivi et l'évaluation de l'efficacité ;
- au soutien des relations internationales avec les régulateurs au sein et à l'extérieur de l'Europe, afin d'échanger des expériences dans la recherche de réponses à l'interaction croissante du marché énergétique interne européen avec les marchés voisins ;

²⁵ En particulier, en minimisant les effets de la perturbation du marché causée par les actions de *redispatching* :

<https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Notes/Z1707annex.pdf>.

²⁶ https://www.ceer.eu/documents/104400/3733481/CEER_Statutes-EN_2015-09-15.pdf/c688187c-ab7c-a737-0c52-4eef4f0446d.

- à la transition énergétique (en ce compris l'avenir du gaz naturel et l'infrastructure de gaz naturel dans une politique de décarbonisation) conformément au *Green Deal*.

2.5.2. Activités à réaliser

➤ *Participation et représentation européennes et internationales*

Comme par le passé, la CREG continuera, dans la pratique, à soutenir le fonctionnement du CEER (et de l'ACER) et à organiser, sur demande, des réunions des groupes de travail, des séminaires ou des réunions d'ordre général, dans ses locaux.

Plus spécifiquement, au cours du premier semestre 2024, pendant la présidence belge du Conseil européen, la CREG invitera tous les membres du CEER et de l'ACER à une assemblée générale et à un conseil des régulateurs, qu'elle organisera en Belgique.

En 2024, la CREG continuera de jouer un rôle actif au sein du CEER en assurant la vice-présidence de l'organisation, la présidence du *Legal Affairs Committee* (LAC), la vice-présidence du *Gas Working Group* (GWG) et la co-présidence du *Liquified Natural Gas Workstream*. Au sein d'ACER, la CREG occupe, dans les groupes de travail et les *task forces*, une position qui lui permet d'avoir un certain impact sur les analyses effectuées et leurs recommandations. Ainsi, la CREG assure la vice-présidence du Groupe de travail Gaz (AGWG), la co-présidence du CACM et du FCA *Task Force* ainsi que la co-présidence du *Legal Expert Network* (LEN).

➤ *Agence pour la collaboration entre régulateurs énergétiques (ACER)*

L'ACER élabore le rapport annuel de *monitoring* concernant le fonctionnement du marché de gros de l'électricité et du gaz naturel, du marché de détail de l'électricité et du gaz ainsi que des consommateurs. La CREG fournira les données belges requises dans ce cadre.

L'ACER surveille les activités de *trading* des produits énergétiques de gros et le fonctionnement et la transparence au sein des différents segments de marché. Les cas de possibles abus de marché seront identifiés et notifiés à la CREG, laquelle est responsable de l'enquête et des mesures d'exécution en Belgique.

Pour le reste, la CREG veillera en permanence à répondre aux questionnaires transmis par l'ACER avec un maximum de précision et à les renvoyer dans les délais impartis (pour autant que la CREG puisse collecter en temps utile l'ensemble des informations si elle doit s'adresser à d'autres institutions ou organismes). Ces questionnaires développés au sein des *Task Forces* d'ACER, qui ne cessent d'augmenter en raison de la transition énergétique et l'extension des tâches légales, constituent, en effet, la base de nombreux livrables fournis par cette instance.

➤ *Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER)*

La CREG continuera à être active dans le cadre des activités de formation organisées par le CEER. D'une part, elle en tirera profit pour former son propre personnel ; d'autre part, elle sera également activement impliquée dans la rédaction des programmes de formation et interviendra en qualité de formateur dans les différents programmes de formation.

En 2024, le CEER poursuivra la guidance des autorités de régulation nationales en vue de leur *assessment* des marchés nationaux à l'aide d'indicateurs (métriques) identifiés dans le *Position Paper on Well-functioning Retail Energy Markets* et définis dans le manuel du même nom. En particulier, il

sera examiné si les indicateurs métriques doivent être ajustés ou complétés par des statistiques basées sur la récente législation.

En outre, la CREG participera au développement d'innovations réglementaires dans le cadre de l'intégration du secteur de l'électricité et du gaz ainsi que les développements sur le plan de l'énergie renouvelable *offshore* et l'hydrogène. Différents vecteurs d'énergie peuvent être complémentaires dans certains services tels que le stockage et le transport d'énergie, une énergie pouvant y remplacer l'autre. Les zones de convergence doivent être explorées et les défis réglementaires identifiés.

Pour le surplus, la CREG veillera, en permanence, pour ce qui concerne les nombreux questionnaires transmis par le CEER, à y répondre avec un maximum de précision et à les renvoyer dans les délais impartis (pour autant que la CREG puisse collecter en temps utile l'ensemble des informations si elle doit s'adresser à d'autres institutions ou organismes). Ces questionnaires, rédigés au sein des différents groupes de travail/*Work Streams* où la CREG collabore activement, constituent en effet la base de nombreuses réalisations (*livrables*) de cette instance.

➤ *Commission européenne*

La CREG entretiendra des contacts informels et formels avec la Commission européenne et les acteurs européens concernés. Elle le fait pour rester informée des évolutions récentes et des initiatives futures pertinentes pour le bon exercice de ses missions réglementaires et l'avènement d'un marché unique, tel que prévu dans la réglementation européenne. Des consultations et des requêtes de participation émanant d'institutions européennes, comme la Commission européenne ou le Parlement européen, recevront dans toute la mesure du possible, via l'ACER ou le CEER, une réponse précise.

Afin de suivre les travaux de la Commission européenne, la CREG continuera à s'investir au sein de la *European Policy Unit* du CEER afin d'analyser et de discuter des études, communications et autres publications pertinentes de la Commission européenne. En 2024, l'accent sera davantage mis sur la mise en œuvre des textes législatifs tels que proposés dans le paquet "*Fit for 55*", les développements en matière de gaz renouvelables et de gaz neutres en carbone et la consolidation des mesures prises pour atténuer les effets, entre autres, des prix élevés de l'énergie sur le consommateur. Le travail réalisé par la CREG en la matière se fera de manière coordonnée avec les régulateurs régionaux pour les matières qui relèvent de leurs compétences et en collaboration avec les autres instances fédérales.

Dans le cadre de la promotion et du soutien de la sécurité énergétique (voir aussi le thème 13), la CREG se met au service de l'autorité compétente, par ses conseils et son expertise des marchés de l'énergie. À cette fin, elle participera en tant que deuxième représentant permanent de la Belgique, aux côtés de la Direction générale de l'Energie, au *Gas Coordination Group* et, sur invitation directe de la Commission européenne, à l'*Electricity Coordination Group* en qualité d'autorité de régulation nationale. Pour ce qui concerne l'électricité, la mise à jour en 2024 des tâches du règlement (UE) n° 2019/941 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation des risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE²⁷, est à l'ordre du jour ainsi que les initiatives prises pour faire face aux nouveaux enjeux de l'électricité dans la transition énergétique. Pour ce qui concerne le gaz naturel, la discussion portera sur la mise à jour des tâches du règlement (UE) n°2017/1938²⁸. Ce règlement confie de nouvelles tâches à la CREG (et à toutes les instances nationales de régulation), dont une analyse d'impact sur le fonctionnement du marché des mécanismes préventifs non axés sur le marché à réaliser à la demande de la Commission européenne et ce, pour garantir l'approvisionnement en gaz. Par ailleurs, les activités en 2024 dépendront en

²⁷ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/DOC/?uri=CELEX:52016PC0862&from=EN>.

²⁸ Règlement (UE) n° 994/2010 du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant la directive 2004/67/CE du Conseil.

grande partie de l'impact géopolitique de l'invasion russe en Ukraine et de la dépendance de gaz naturel qui seront suivis au sein du *Gas Coordination Group* de la Commission européenne.

Dans le prolongement de ces activités, la CREG participera aussi activement, en 2024, aux forums relatifs au gaz, à l'électricité, aux consommateurs, et aux infrastructures présidées par la Commission européenne.

➤ *Autres autorités de régulation nationales européennes*

La CREG cherchera à renforcer sa collaboration avec les autorités de régulation des pays voisins afin d'échanger les connaissances et les informations relatives aux règles de fonctionnement des marchés de gros, aux modes de fixation des prix et à la protection du consommateur.

Ces collaborations bilatérales pourront prendre la forme de réunions informelles ou mener à la signature d'un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*). La CREG a pour objectif de tenir annuellement, au moins, une réunion bilatérale avec une instance de régulation d'un pays voisin ainsi qu'avec les instances avec lesquelles elle a conclu un protocole d'accord dans le passé.

Dans le cadre du BREXIT, la CREG suivra de près les conséquences pratiques sur la réglementation future des interconnexions de gaz naturel et d'électricité avec le Royaume-Uni. Elle participera à cette fin aux groupes de discussions et aux groupes de travail institués par les autorités compétentes et les collègues régulateurs afin de défendre les conséquences de ce « Brexit » sur les intérêts énergétiques de la Belgique.

➤ *European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas (EASEE-gas)*

En 2024, la CREG conservera le statut de membre-associé d'EASEE-gas (*European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas*), une association représentant l'industrie gazière dans son ensemble (des producteurs aux consommateurs finals) et qui promeut des pratiques visant à simplifier et à harmoniser le transport physique et les échanges de gaz. Grâce notamment à son statut au sein de cette association, la CREG aura l'opportunité d'évaluer les travaux de celle-ci lors de son assemblée générale.

➤ *Réseau OCDE des régulateurs économiques (OCDE - NER)*

Afin de renforcer le rayonnement international des régulateurs, la CREG participera en 2024 au réseau OCDE des régulateurs économiques (NER)²⁹. Le NER est un forum inclusif et unique promouvant le dialogue entre régulateurs issus de différents secteurs et pays. Il s'agit entre autres d'identifier les exigences nécessaires pour faire face, en tant que régulateur, aux défis de demain.

➤ *Réseau francophone des régulateurs de l'énergie (RegulaE.Fr)*

Ce réseau a entre autres pour mission de promouvoir le partage d'informations et de bonnes pratiques en matière de régulation de l'énergie, faciliter la coopération technique entre régulateurs, assurer la coordination avec les programmes de formation internationaux et encourager la collaboration entre ses membres.

²⁹ <http://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/ner.htm>.

La CREG participe aux activités de ce réseau depuis son lancement en novembre 2016. Dans ce cadre, la CREG participe aux réunions du comité de coordination du réseau, collabore avec le secrétariat permanent du réseau dans l'organisation des différents événements (ateliers de travail, assemblées générales, autres rencontres formelles, ...) et appuie le comité de communication du réseau.

Depuis 2018, RegulaE.Fr bénéficie du soutien de la Direction générale du développement international et de la coopération (DEVCO) de la Commission européenne dans l'organisation de ses travaux et de ses rencontres. Un partenariat stratégique de quatre ans a été établi en 2020 entre la Facilité d'Assistance Technique (TAF), mise en place par la Commission européenne, et RegulaE.Fr.

La CREG poursuivra en 2024 sa participation aux activités de RegulaE.Fr.

2.5.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe – Objectif
2.5.2.	Participation aux activités de RegulaE.fr	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Evaluation à l'aide d'indicateurs métriques identifiés dans le <i>Position Paper on Well-functioning Retail Energy Markets</i> et définis dans le manuel du même nom	Q3	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Soutien au CEER et à l'ACER, dans leur fonctionnement et dans la représentation de ces organisations	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la vice-présidence du CEER	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la présidence du <i>Legal Affairs Committee</i> (LAC) et la vice-présidence du <i>Legal Expert Network</i> (LEN)	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la vice-présidence du <i>Gas Working Group</i> du CEER et de l'ACER	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la présidence du <i>CACM et FCA Task Force</i>	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la présidence de la EB Task Force	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Assurer la vice-présidence de la <i>Liquified Natural Gas Workstream</i>	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international

2.5.2.	En tant que membre associé, suivi des activités de l' <i>EASEE-gas (European Association for the Streamlining of Energy Exchange-gas)</i>	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Participation au réseau OCDE des régulateurs économiques (NER)	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Concrétisation des analyses juridiques, des exercices de <i>benchmarking</i> européen et du <i>monitoring</i> des marchés de l'énergie au sein du CEER et de l'ACER	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Fournir la contribution belge aux rapports de surveillance portant sur le fonctionnement des marchés de gros et de détail de l'électricité et du gaz naturel	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Suivi et facilitation des développements du marché belge du gaz dans le cadre d'une politique de décarbonisation et de transition énergétique	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Suivi et facilitation des innovations réglementaires pour l'intégration des secteurs de l'électricité et du gaz ainsi que des développements sur le plan de l'énergie renouvelable <i>offshore</i> et de l'hydrogène	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Contribution aux nombreux questionnaires transmis par l'ACER et le CEER, en participant à leur rédaction et en y répondant	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Organisation, participation et gestion des différentes activités de formation organisées par le CEER	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Réponse aux consultations et requêtes de participation émanant d'institutions européennes	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Contribution et participation au suivi des questions prioritaires au sein de la <i>European Policy Unit</i> du CEER	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Participation aux réunions de l' <i>Electricity Coordination Group</i> et du <i>Gas Coordination Group</i>	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Participation active aux forums relatifs au gaz, à l'électricité, aux consommateurs et aux infrastructures	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international

2.5.2.	Tenue de réunions bilatérales avec l'autorité de régulation des pays voisins afin d'échanger la connaissance et l'information	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Suivi et participation à des groupes de discussion avec les autorités compétentes et les autres autorités de régulation afin d'étudier les conséquences du Brexit sur le plan de la régulation	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Le cas échéant, identification des abus de marché sur la base de la surveillance des activités de <i>trading</i> des produits énergétiques de gros	2024	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international
2.5.2.	Invitation de tous les membres du CEER et de l'ACER à la CEER GA et au ACER BOR en Belgique	Q2	Activités libéralisées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international

3. AXE N°2 : ACTIVITÉS RÉGULÉES

Au sein du secteur de l'énergie, l'électricité et le gaz font partie des industries de réseau : ils ont intrinsèquement besoin d'un réseau spécifique pour atteindre le consommateur final. Le besoin permanent d'une telle infrastructure de réseau fait de la gestion des réseaux une activité nécessitant d'importants capitaux et qui demande, en outre, une vision à long terme pour la planification, la construction et l'utilisation. Pour ces mêmes raisons, cette activité va de pair avec un monopole légal. A l'heure de la transition énergétique européenne, le besoin d'investissements est particulièrement important, et il est nécessaire de trouver une réponse adéquate à la forte croissance de la demande des besoins de financement et de réfléchir à élaborer un cadre pour des investissements anticipatifs. Par ailleurs, des solutions industrielles se développent pour répondre aux exigences du Plan Climat avec notamment le développement de la gestion de la demande, du stockage de l'électricité, de la méthanisation pour le gaz naturel et de l'hydrogène. La CREG suivra ces développements et leurs impacts sur les réseaux qui font l'objet d'une régulation en Belgique.

Les réseaux de transport d'électricité et de gaz naturel sont non seulement importants pour l'approvisionnement, mais également pour le développement de la concurrence et le bon fonctionnement du marché libre, tant au niveau national qu'europpéen. Cette mission stratégique est essentielle pour garantir des prix et services efficaces ainsi que pour encadrer les obligations de service public imposées aux gestionnaires du réseau de transport et qui sont imputées via les tarifs et prélèvements.

La CREG prêtera une attention particulière aux activités de réseau dans le cadre de ses compétences de régulation : suivre les investissements des gestionnaires du réseau de transport tant en matière de transport que (pour le gaz) de GNL et de stockage, fixer (*ex ante*) les tarifs pour l'utilisation du réseau, contrôler les comptes des gestionnaires de réseau de transport, approuver les règles d'accès et de fonctionnement des marchés des services auxiliaires, contrôler les exigences de dissociation (*unbundling*), de certification, d'indépendance et d'impartialité des gestionnaires de réseau, etc. En ligne avec les périodes réglementaires 2016-2019 et 2020-2023, la CREG a prévu un nombre important d'incitants dans sa méthodologie tarifaire 2024-2027 afin d'encourager le gestionnaire de réseau à

faire des choix stratégiques qui améliorent le fonctionnement du marché et/ou qui ont un impact favorable pour le consommateur.

Les résultats obtenus depuis le début de la régulation incitative démontrent son importance pour garantir aux utilisateurs un fonctionnement optimal des réseaux.

En parallèle à cette activité, la CREG exerce un contrôle sur la gestion des réseaux de transport et joue le rôle de surveillant sur le plan d'un raccordement et accès non discriminatoire, de la transparence, de l'offre et de l'utilisation des capacités du réseau.

La CREG veillera aussi à ce que les réseaux de transport soient développés de manière adéquate, conformément aux objectifs de la politique énergétique globale et d'intégration européenne, de l'efficacité énergétique et de l'intégration de la production (décentralisée) et du stockage d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables.

D'une manière générale, la CREG accordera, comme par le passé, une importance particulière à la séparation entre les activités régulées et non régulées, et plus spécifiquement à l'absence de subsides croisés entre ces deux types d'activités, tout en tenant compte des initiatives législatives au niveau européen en rapport avec l'hydrogène.

Enfin, les investissements et les activités de couplage de marché, les investissements en infrastructures « hydrogène compatible » (investissements anticipatifs) et *retrofitting* seront analysés dans le cadre de la transition énergétique.

3.1. THÈME 6 : GARANTIR UN FONCTIONNEMENT ADÉQUAT ET EFFICACE DES RÉSEAUX ET DE LEUR GESTIONNAIRE DANS L'INTÉRÊT DE LEURS UTILISATEURS

3.1.1. Objectifs de la CREG

Les objectifs de la CREG relatifs au fonctionnement des réseaux et de leur gestionnaire s'articulent autour des éléments suivants :

- la dissociation des structures de propriété (« *unbundling* ») et la certification des gestionnaires de réseau ;
- l'indépendance et l'impartialité des gestionnaires de réseau, des participations financières susceptibles d'avoir une influence négative sur l'indépendance du gestionnaire du réseau ou sur l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi électricité et la loi gaz ;
- l'absence de subsides croisés ;
- l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz, tant au niveau belge qu'au niveau régional et/ou européen³⁰ ;
- la surveillance des investissements des gestionnaires de réseau de transport ;
- la mise en œuvre d'une structure financière optimale du gestionnaire de réseau ;
- l'amélioration de la transparence, de l'offre et de l'utilisation des capacités des réseaux de transport ;

³⁰ Pour rappel, l'intégration des marchés belges et luxembourgeois du gaz a déjà été réalisée.

- la promotion de l'innovation ;
- l'efficacité des méthodologies et des processus appliqués pour garantir la sécurité du réseau ;
- la réalisation des objectifs concernant la décarbonisation, la transition énergétique et l'intégration du système énergétique ;
- la garantie d'un accès non discriminatoire au réseau ;
- la mise en œuvre efficace et le contrôle du respect des dispositions contenues dans la loi sur l'hydrogène.

➤ *Dissociation des structures de propriété (ownership unbundling) et de certification des gestionnaires de réseau*

La CREG veillera à poursuivre ses tâches en matière de surveillance en vue du respect permanent des exigences d'*unbundling* par les gestionnaires de réseau de transport, à savoir Elia Transmission Belgium, Fluxys Belgium et Interconnector Limited (en collaboration avec l'OFGEM)

Dans ce cadre, la CREG pourra ouvrir, conformément à la loi électricité et à la loi gaz, une procédure de certification dans quatre cas de figure :

- 1) lorsqu'un candidat gestionnaire du réseau en fait la demande à la CREG ;
- 2) en cas de notification de la part du gestionnaire du réseau d'une transaction justifiant une réévaluation de la manière dont il se conforme aux exigences d'*unbundling* ;
- 3) de sa propre initiative, lorsqu'elle a connaissance du fait qu'une modification prévue des pouvoirs ou de l'influence exercée sur le gestionnaire du réseau risque d'entraîner une infraction aux dispositions en matière d'indépendance, d'impartialité et de confidentialité, ou lorsqu'elle a des motifs de croire qu'une telle infraction a pu être commise; ou encore ;
- 4) sur demande motivée de la Commission européenne.

La loi du 8 juillet 2015 a inséré une section III, au chapitre IV de la loi gaz, intitulée « *Section III : Entreprise commune d'équilibrage* ». Dans le cadre de cette modification de la loi gaz, le législateur n'a pas opté pour une certification de l'entreprise commune, préférant élaborer un autre cadre réglementaire en vertu duquel la CREG est compétente pour :

- 1) l'approbation préalable du « cadre chargé du respect des engagements » à désigner par l'entreprise commune. Ce cadre devra respecter de strictes conditions d'indépendance et de capacités professionnelles. La CREG est compétente pour donner instruction à l'entreprise commune de démettre le cadre en cas de manquement en matière d'indépendance ou de capacités professionnelles ; et
- 2) rendre un avis sur le programme d'engagements qui devra être établi et respecté par l'entreprise commune. Toute infraction par l'entreprise commune au programme d'engagements doit être signalée à la CREG par le cadre chargé du respect des engagements, de sorte que cette dernière puisse intervenir de manière adéquate en application de la loi gaz.

En application du règlement (UE) 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) n° 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz, la CREG veillera au respect permanent des exigences de certification par le gestionnaire de réseau de stockage belge, à savoir Fluxys Belgium SA.

➤ *Indépendance et impartialité des gestionnaires de réseau*

L'objectif poursuivi par la CREG est de s'assurer du respect par les gestionnaires de réseau de leurs obligations légales en matière d'indépendance et d'impartialité. Elle sera notamment attentive lors de la désignation d'administrateurs au sein des conseils d'administration des gestionnaires de réseau de transport (GRT).

Il en va de même pour les éventuelles participations qu'envisage de prendre le GRT dans des entreprises qui pourraient jouer un rôle de producteur ou de fournisseur dans l'avenir, même si ce n'est pas encore le cas actuellement: il faut éviter qu'une telle participation n'entraîne une attitude moins objective vis-à-vis de l'entreprise concernée.

➤ *Suivi et encouragement de l'évolution vers l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz*

• En ce qui concerne le marché de l'électricité :

En 2024, la CREG contribuera à l'intégration des marchés de gros européens en supervisant l'opération du couplage des marchés fondé sur les flux dans la région de calcul de la capacité *Core*. Ce couplage des marchés fondé sur les flux a été mis en œuvre en 2022. Il est l'une des pierres angulaires du marché unique journalier en Europe et constitue le principal projet de la mise en œuvre du règlement CACM. Après la mise en œuvre réussie du couplage de marché basé sur la puissance pour le marché *day-ahead* dans la région *Core*, la CREG se concentrera en partie sur l'adoption et la mise en œuvre d'une méthode de calcul et d'allocation de la capacité pour l'échéance infrajournalière, où le caractère non discriminatoire doit être garanti et les capacités disponibles doivent être maximisées.

En outre, la CREG veillera à la poursuite de la coordination entre Elia et les autres gestionnaires de réseau de transport et à l'élaboration de règles harmonisées pour le calcul des capacités de transport (transfrontalières), l'accès aux capacités et la gestion de la congestion. Cela se fera dans le cadre des règlements CACM, FCA, EB et SO en coopération avec les autres autorités de régulation concernées et l'ACER.

La mise en œuvre régionale des règlements CACM, FCA, EB et SO est suivie à différents niveaux par la CREG : dans le cadre de la région de calcul de la capacité *Core* et - pour l'interconnexion avec le Royaume-Uni - de manière bilatérale avec Ofgem. Cette intégration des marchés se fait à différentes échéances : du long terme (règlement FCA) au *real-time* concernant l'harmonisation des exigences de sécurité d'exploitation (règlement SO), en passant par les marchés journaliers et infra-journaliers (règlement CACM) et par les marchés d'équilibrage (règlement EB).

La CREG continuera à suivre le statut de l'interconnexion avec le Royaume-Uni dans le contexte du Brexit et de l'application de l'accord commercial conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. En particulier, la CREG contribuera aux discussions entre les gestionnaires de réseaux de transport (GRT), l'ACER, la Commission européenne et les autorités de régulation compétentes en ce qui concerne le développement et l'approbation d'un nouveau régime d'échange qui respecte les dispositions de l'accord commercial.

Outre l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre des règlements CACM, FCA, EB et SO, la CREG assumera ses tâches telles que décrites au chapitre III du règlement (UE) 2019/943³¹, qui fait partie du *Clean Energy Package* (CEP). En particulier, la CREG veillera à la mise en œuvre et à l'application correctes des dispositions relatives à l'accès aux capacités de transport (transfrontalières) et à la gestion de la congestion dans les réseaux interconnectés.

³¹ Règlement (UE) 2019/943 du parlement Européen et du conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité.

Etant donné que la loi électricité a confié cette mission en priorité au gestionnaire de réseau, la CREG continuera à soutenir les démarches tendant à améliorer l'intégration du marché de l'électricité, si nécessaire à l'aide de mécanismes incitatifs adéquats.

Pour souligner l'importance de l'intégration des marchés pour le transport de l'électricité, la CREG a fixé, en 2022, après concertation avec Elia, les objectifs à atteindre par Elia pour la période tarifaire 2024-2027, dans le cadre de l'incitant prévu à l'augmentation de la capacité d'interconnexion mise à disposition dans la zone de réglage belge qui est prévu par la méthodologie tarifaire. En 2024, la CREG suivra donc l'augmentation de la capacité d'interconnexion mise à disposition dans la zone *Core* (avec comme indicateur de performance, la capacité commerciale disponible (valeur 'RAM') sur la branche critique active, en tenant principalement compte des heures avec une charge nette élevée au niveau du réseau d'Elia. En outre, cette incitant tient compte des capacités fournies par Elia pour le négoce transfrontalier sur le marché *intraday*. La CREG est convaincue que les efforts des GRT européens visant à poursuivre l'intégration des marchés produisent également des effets bénéfiques sur les utilisateurs de réseau belges. C'est pourquoi, lors du calibrage et de l'attribution des incitants susmentionnés, la CREG tient également compte en partie des efforts des autres GRT de la zone *Core*.

La CREG veillera également à ce que les niveaux de capacités de transport transfrontalières mises à disposition par Elia soient conformes aux dispositions du règlement (UE) 2019/943. En particulier, la CREG veillera à ce que les capacités transfrontalières atteignent au moins 70% et surveillera, le cas échéant, dans quelles situations, pour des raisons de sécurité d'exploitation cette valeur minimale ne peut être atteinte, et cela conformément aux décisions concernées d'ACER. A cette fin, la CREG déterminera les conditions dans sa décision concernant la dérogation à cette obligation pour 2024, conformément à l'article 16, (9). La CREG veillera également à l'application correcte et efficace des dispositions légales en la matière, tant celles contenues dans le règlement (UE) 2019/943 que dans ses décisions.

Afin de promouvoir d'autres projets européens transfrontaliers et en particulier les *Projects of Common Interest*, la CREG a spécifié dans plusieurs décisions (en particulier celle du 7 juillet 2016³²) que le gestionnaire de réseau pouvait sous certaines conditions bénéficier d'une rémunération supérieure dans le cadre de certains projets d'investissement : les conditions y afférentes figurent dans la méthodologie et dans les critères utilisés pour évaluer les investissements dans l'infrastructure d'électricité et de gaz et les risques plus élevés associés (voir thème 8).

- En ce qui concerne le marché du gaz naturel :

La CREG soutient l'intégration des diverses places de marché des échanges de gaz naturel en Europe.

Pour promouvoir cette intégration, le règlement (UE) n° 984/2013³³ prévoit une série de réformes concernant l'attribution de capacité de transport aux points d'interconnexion transfrontaliers. Cette capacité commune est mise à la disposition des utilisateurs du réseau sous la forme d'une vente aux enchères. Pour l'organisation pratique des enchères de capacité, Fluxys Belgium fait appel à la plateforme de capacité PRISMA.

En parallèle, une optimisation transfrontalière des calculs de capacité aux points d'interconnexion est requise pour qu'il soit possible de proposer une quantité maximale de services de capacité. Par ailleurs, le réseau de transport doit répondre aux exigences du règlement (UE) n° 2017/1938 en ce qui concerne

³² Décision (A)160707-CDC-1480 fixant la méthodologie et les critères utilisés pour évaluer les investissements dans l'infrastructure d'électricité et de gaz et les risques plus élevés auxquels ils sont soumis, 7 juillet 2016.

³³ Règlement 984/2013 de la Commission du 14 octobre 2013 relatif à l'établissement d'un code de réseau sur les mécanismes d'attribution des capacités dans les systèmes de transport de gaz naturel et complétant le règlement (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil.

le fonctionnement bidirectionnel des interconnexions et du respect de la norme d'infrastructure « N-1 », afin que la capacité de transport soit suffisante, même en cas d'indisponibilité des principales infrastructures de transport. Pour une conversion réussie des clients du gaz L au gaz H, des services de capacité appropriés doivent être garantis pour les *shippers* afin de pouvoir réajuster facilement l'approvisionnement.

Les gestionnaires du réseau de transport Creos Luxembourg et Fluxys Belgium, ainsi que leurs régulateurs respectifs ILR et la CREG, ont lancé la zone BeLux en 2015, établissant la toute première intégration du marché du gaz entre deux États membres de l'Union européenne. Au début de la zone BeLux en 2015, Fluxys Belgium a agi en tant qu'opérateur d'équilibrage commercial dans l'attente d'un certain nombre de mesures réglementaires et légales à franchir avant que Balansys, l'entreprise commune d'équilibrage, ait pu assumer ce rôle.

Avec l'approbation du programme d'engagements par l'ACER et de tous les documents réglementaires (*Balancing Agreement, Balancing Code et Balancing Program*) relatifs à Balansys par l'ILR et la CREG, Balansys agit depuis le 1er juin 2020 comme l'opérateur d'équilibrage commercial à part entière du marché pour la zone BeLux.

Creos Luxembourg et Fluxys Belgium resteront gestionnaires de leurs réseaux respectifs. La CREG continuera à suivre et à évaluer ce projet en 2024.

En tout état de cause, la CREG veillera à l'équilibre entre les coûts et les bénéfices des projets d'intégration transfrontalière et à la démonstration d'un intérêt certain pour les marchés belge et européen, ainsi que pour le consommateur final.

La CREG sera également attentive à l'évolution du site d'échange du gaz ZTP (*Zeebrugge Trading Point*) et à la corrélation des prix avec les places de négoce TTF (*Title Transfer Facility*) aux Pays-Bas, PEG en France et THE (*Trading Hub Europe*) en Allemagne.

En 2024, la CREG suivra également attentivement le dossier du stockage, eu égard au règlement (UE) n° 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) n° 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz, entré en vigueur le 1er juillet 2022. Ce nouveau règlement oblige les États membres à remplir leurs sites de stockage de gaz. Afin d'atteindre ces objectifs, et pour autant que les mesures relèvent des compétences de l'autorité de régulation nationale, la CREG est responsable de la prise de ces mesures. La CREG procédera également aux adaptations nécessaires du SSA/ACS et du SP en concertation avec le gestionnaire et après consultation du marché.

Le 16 juillet 2021, la CREG a approuvé le nouveau modèle de stockage qui a émergé suite à la concertation avec les acteurs du marché et continuera à suivre, en 2024, de près l'évolution du marché européen du stockage et du marché belge du stockage en particulier.

Fin juin 2021 la Commission européenne a conclu que le mécanisme de régulation du stockage de gaz naturel mis en œuvre par la France depuis 2017 était conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État. La mesure contribuera à la sécurité et à la diversification de l'approvisionnement énergétique en France, sans fausser indûment la concurrence. En outre, la France s'est engagée à soumettre à la Commission un rapport avant la fin de l'année 2024, contenant des informations sur l'incidence de la mesure, sur la concurrence. Le modèle et la tarification de l'installation de stockage à Loenhout, gérée par Fluxys Belgium, ne devraient pas être impactés par cette conclusion de la Commission européenne.

En 2022, la loi gaz a été adaptée pour permettre à Fluxys Belgium de vendre des capacités de stockage de gaz en-dessous du tarif régulé.

En 2024, la CREG suivra de près le développement du terminal GNL de Zeebruges et les divers services qui sont en développement afin de répondre aux besoins du marché.

En 2022, la méthode tarifaire pour le transport, le stockage et les activités GNL pour la période régulatoire 2024-2027 a été fixée. Cette méthode prévoit des incitants pour réduire la production de CO₂ et les émissions de méthane. Elle prévoit également la possibilité de financer, par des surplus de revenus générés par les primes d'enchères, des investissements servant à diminuer la congestion aux points d'interconnexion avec les pays voisins. Ces investissements seront compatibles avec le transport d'hydrogène.

Sur base de cette nouvelle méthode tarifaire, la CREG a approuvé en mai 2023 les tarifs de transport 2024-2027. Les tarifs de stockage seront également approuvés sur cette base avant la fin de l'année 2023. En 2024, la CREG veillera à ce que ces tarifs soient proportionnés et appliqués de manière non-discriminatoire.

➤ *Surveillance des investissements des gestionnaires de réseau de transport*

En raison des réductions considérables des flux de gaz russe, les flux habituels de gaz de l'Est vers l'Ouest se sont inversés, provoquant des congestions aux points d'interconnexion. En effet, l'approvisionnement de gaz russe vers l'Allemagne a été diminué fortement obligeant l'Allemagne à importer de plus en plus de gaz venant de l'Ouest (principalement des Pays-Bas et de la Belgique), a contrario des situations antérieures. Des projets sont en cours, notamment au niveau de Fluxys Belgium, pour investir dans le dédoublement, si nécessaire, d'un tronçon de la canalisation vTn-rTr pour décongestionner certains points d'interconnexion. La CREG soutient ces renforcements en respectant le cadre régulatoire applicable et l'exigence de l'« hydrogène compatible » le cas échéant.

Une réalisation efficace et efficiente des investissements des gestionnaires de réseau de transport est indispensable pour garantir la sécurité d'approvisionnement et la liquidité du marché belge. Cette mission vise non seulement le marché belge interne, mais porte également sur la coopération avec les pays voisins, dans la mesure où la Belgique est un important pays de transit et se situe au carrefour entre tous les autres grands marchés nationaux. En électricité, c'est la raison pour laquelle sont utilisés pour le calcul des incitants pour le gestionnaire de réseau, non seulement les résultats du gestionnaire de réseau belge, mais aussi ceux de la zone CWE. La CREG attachera une importance certaine à cette coopération, au sein des structures prévues, et avec les autorités compétentes.

Une attention particulière sera apportée au fait que les nouveaux investissements doivent être compatibles au transport d'hydrogène. En effet, l'Europe, dans son *Alliance européenne pour un hydrogène propre* (ci-après, « *Clean Hydrogen Alliance* »), mise beaucoup sur ce vecteur d'énergie comme un des moyens pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050. Cet accent sur l'hydrogène a encore été renforcé dans le plan d'action *RepowerEU* de la Commission européenne qui fixe un objectif de 10 millions de tonnes de production nationale d'hydrogène renouvelable et de 10 millions de tonnes d'importations d'ici 2030, pour remplacer le gaz naturel, le charbon et le pétrole dans les industries et les secteurs des transports difficiles à décarboner. Pour accélérer le marché de l'hydrogène, des sous-objectifs accrus pour des secteurs spécifiques devraient être convenus par les co-législateurs. Un financement supplémentaire de 200 millions d'euros est également réservé à la recherche et la Commission européenne s'engage à achever l'évaluation des premiers projets importants d'intérêt européen commun d'ici l'été 2022. L'objectif est de développer d'ici 2030 trois grands corridors d'importation/d'hydrogène dont un orienté vers la zone de la mer du Nord. La CREG examinera le développement de l'infrastructure de transport qui en découle.

➤ *Amélioration de la transparence, de l'offre et de l'utilisation des capacités des réseaux de transport*

Les activités ayant pour but d'améliorer la transparence, l'offre et l'utilisation de la capacité des réseaux de transport sont soutenues par l'élaboration de nouvelles réglementations nationales et européennes et reposent principalement sur le *monitoring* et le suivi continu du fonctionnement du marché.

Les améliorations visant l'offre et l'utilisation des réseaux de transport sont détaillées à la rubrique relative à l'intégration des marchés, reprise ci-dessus, pour ce qui concerne les activités régionales (*Core* pour l'électricité ou *CWE*, *CEE* et *NWE* pour le gaz). Les améliorations apportées au niveau européen à l'offre et à l'utilisation des capacités de transports réalisées sont détaillées à la section 3.2 ci-dessus relative au développement et à la mise en œuvre des codes de réseau.

La CREG souhaite informer sur une base régulière les marchés tant électrique que gazier sur les nombreuses implications et conséquences des règlements européens et des directives européennes, transposés ou non encore transposés, relatifs à la transparence, à REMIT et au monde financier. Dans le cadre du règlement sur la transparence, depuis le 1^{er} janvier 2020, la CREG a mis sur pied un incitant afin d'améliorer la qualité des données, tant au niveau du gestionnaire de transport d'électricité qu'au niveau de la plateforme de transparence d'ENTSO-E. Pour ce faire, la CREG a mis en place des tests de complétude et de consistance afin que les données sur lesquelles se basent les acteurs de marché soient de la meilleure qualité possible et cohérentes avec les données publiées par Elia et la plateforme de transparence. Durant l'année 2024, une note reprendra les résultats de cet incitant.

- En ce qui concerne le marché de l'électricité :

En 2024, comme déjà indiqué dans la section « *Suivi et encouragement de l'évolution vers l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz* » ci-dessus, la CREG surveillera et prendra, le cas échéant, les décisions nécessaires à la mise en place d'améliorations relatives à la transparence du couplage des marchés en ligne avec les dispositions des règlements EB, FCA et CACM. La CREG continuera à veiller à l'interaction périodique et structurée entre les gestionnaires de réseau de transport et les acteurs du marché afin d'assurer la transparence nécessaire des processus de couplage de marchés.

La CREG veille, avec les autorités européennes, à la soumission et à la publication des données fondamentales³⁴ par les détenteurs initiaux de données actifs en Belgique et à leur mise à disposition aux acteurs de marché conformément aux dispositions européennes et belges applicables.

Pour souligner l'importance de la qualité des données sur le transport de l'électricité, la CREG a fixé, en 2023, après concertation avec Elia, les objectifs à atteindre par le gestionnaire du réseau de transport (GRT) pour la période tarifaire 2024-2027, dans le cadre de l'incitant prévu à l'augmentation de la qualité des données transmises et publiées par le GRT.

En 2024, la CREG suivra de près les indices de performances sur la base des tests de validité développés à cette fin.

³⁴ Les données fondamentales pour l'électricité concernent les informations relatives à la capacité et à l'utilisation des installations de production, de consommation et de transport de l'électricité, y compris les indisponibilités prévues ou imprévues desdites installations, conformément aux articles 6 à 17 du règlement (UE) no 543/2013 de la Commission. Les données fondamentales pour le gaz concernent les informations relatives à la capacité et à l'utilisation des infrastructures de transport du gaz naturel, y compris l'indisponibilité prévue et imprévue desdites infrastructures conformément aux paragraphes 3.3-1) et 3.3-5) de l'annexe I du règlement (CE) no 715/2009 du Parlement européen et du Conseil.

- En ce qui concerne le marché du gaz :

La CREG veille au maintien du niveau d'information, en dépit du fait que les plateformes européennes reprennent certaines tâches des gestionnaires de réseau de transport. Dans ce cadre, elle s'intéressera expressément à la poursuite du développement de la plateforme centrale européenne de transparence d'ENTSO-G³⁵, considérée comme une mesure complémentaire essentielle contre la congestion en Europe.

En plus, la transparence et les informations sont assurées par divers canaux :

- 1) La plateforme Balansys fournit au marché des informations sur la position d'équilibrage agrégée des utilisateurs de réseau individuels et la position du système ;
- 2) La plateforme PRISMA fournit des informations sur l'offre de capacité aux Points d'Interconnexion (PI) ;
- 3) La plateforme EDP de Fluxys Belgium fournit des informations sur l'utilisation de la capacité aux PI qui ne figurent pas dans PRISMA ;
- 4) Le rapport de surveillance CMP (« *Congestion Management Procedure* ») fournit des informations sur les éventuelles congestions aux PI.

Des actions complémentaires seront menées afin d'améliorer les capacités disponibles, l'accès et le niveau de transparence des installations de stockage et des terminaux GNL. En ce qui concerne le stockage, cela se fera dans le cadre des initiatives en cours au niveau européen au sein du groupe de travail GST WS du CEER. En ce qui concerne le GNL, ces actions s'inscriront dans le cadre des initiatives du *LNG Work Stream* du CEER.

Dans tous les cas, la compatibilité entre l'offre et l'utilisation de la capacité par rapport à la demande du marché aidera la CREG à évaluer le plan décennal européen d'ENTSO-G de développement du réseau et la cohérence avec le Plan (indicatif) de Développement National de Fluxys Belgium (y compris Fluxys LNG) afin de garantir la transition énergétique, les interconnexions nécessaires, la sécurité d'approvisionnement et la liquidité du marché belge dans le contexte de la situation géopolitique actuelle. Cette mission vise donc non seulement le marché belge interne, mais concerne aussi la coopération avec les pays voisins, sachant que la Belgique est un important pays de transit et se situe entre tous les autres grands marchés du gaz. Dans le cadre de la compétence consultative de la CREG en matière d'octroi des autorisations de transport pour la construction et l'exploitation d'installations de transport individuelles, un suivi minutieux est prévu.

➤ *Promouvoir l'innovation*

Etant donné les défis croissants portés par la transition énergétique, le Plan Climat et les défis de la situation géopolitique actuelle, les gestionnaires de réseau doivent faire preuve de créativité de manière à trouver des nouveaux processus et nouvelles techniques pour assurer des réseaux sûrs, efficaces et efficients.

En outre, le règlement électricité (UE) 943/2019 exige notamment que les consommateurs, y compris ceux à basse tension, puissent participer aux marchés de gros de l'énergie, marchés d'équilibrage inclus. Pour réduire davantage les barrières à l'entrée et rendre la formation des prix sur ces marchés encore plus efficace, il faut également appliquer des idées et des solutions innovantes.

³⁵ Règlement (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel et abrogeant le règlement (CE) n° 1775/2005.

La CREG a, dès lors, mis en place un incitant dans les méthodologies tarifaires afin de pousser le gestionnaire du réseau de transport (GRT) à lancer et mener à terme des projets de recherche et développement. Ces projets, pour être pris en compte dans l'incitant doivent démontrer leur plus-value du point de vue des utilisateurs du réseau et des consommateurs en général.

Dans le cadre des rapports tarifaires, la CREG contrôlera les efforts en matière d'innovation des GRT, tant au niveau des coûts que des réalisations concrètes au bénéfice des consommateurs.

En outre, dans le cadre de la transition énergétique et de la décarbonisation, la CREG suit, au travers de groupes de travail, les projets spécifiques du gestionnaire de réseau dans trois domaines particuliers :

- réduction des émissions
- hydrogène (et ses vecteurs de transport tels que l'ammoniac et le méthanol)
- biométhane

Ces développements dépassent d'ailleurs le cadre strict de la régulation actuelle et ces groupes de travail collaborent avec d'autres parties prenantes comme par exemple, la Direction générale Energie et gas.be, notamment pour ce qui concerne les aspects liés aux spécifications du gaz transporté.

➤ *Garantir l'accès non discriminatoire aux réseaux de transport*

- En ce qui concerne le marché de l'électricité :

En 2022, la CREG a établi³⁶ la première version du code de bonne conduite pour l'électricité. Celui-ci contient les conditions en ce qui concerne le raccordement et l'accès au réseau de transport (sur proposition d'Elia), et les méthodes pour le calcul ou la détermination des conditions en ce qui concerne la dispense de services auxiliaires et l'accès à l'infrastructure transfrontalière, en ce compris les procédures pour l'attribution de capacité et la gestion des congestions.

En 2024, la CREG prévoit des modifications à ce code de bonne conduite, d'une part pour implémenter l'article 8, §1^{er}/1, de la loi du 23 octobre 2022 (cette loi a notamment abrogé l'article 12quinquies de la loi électricité et instauré à l'article 8, §1^{er}/1, un nouveau régime pour l'achat des services auxiliaires), et d'autre part pour faire évoluer les dispositions relatives au raccordement et à l'accès au réseau en vue de répondre de manière la plus adéquate possible aux besoins actuels du marché. La CREG et Elia ont déjà identifié des points qui nécessitent une adaptation.

En ce qui concerne notamment le raccordement, l'accès, la responsabilité d'équilibre, la responsabilité de la programmation et la responsabilité de la planification des indisponibilités (projet iCAROS), l'élaboration des contrats types y relatifs devra être poursuivie en 2024 en raison notamment des plus grandes exigences en matière de flexibilité, de la mise en œuvre des codes de réseau européens, et de l'adaptation en fonction du code de bonne conduite.

³⁶ Vu la loi du 21 juillet 2021, tenant compte de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 3 décembre 2020 condamnant l'État belge pour avoir transposé de manière incorrecte la directive 2009/72/CE, et en application de l'article 11, § 2.

Dans le cadre de ses compétences, la CREG approuvera ces contrats types en veillant particulièrement à leur caractère équilibré et non-discriminatoire et aux impératifs liés à la fiabilité, à la sécurité et à l'efficacité du réseau de transport.

- En ce qui concerne le marché du gaz:

En 2022, suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 3 décembre 2020 (C-767/19) et la modification de la loi gaz qui a suivi, la CREG a adopté le code de bonne conduite pour le gaz naturel. Celui-ci contient :

- les conditions de raccordement au réseau de transport et d'accès à celui-ci, ainsi que l'accès à l'installation de stockage de gaz naturel et à l'installation de GNL ;
- les conditions de fourniture de services d'équilibrage ;
- et les conditions d'accès aux infrastructures transfrontalières, y compris les procédures d'attribution des capacités et de gestion de la congestion.

En ce qui concerne le transport du gaz, la CREG continuera de suivre l'évolution du modèle de marché qui a été introduit en 2012 et modifié plusieurs fois depuis.

La commercialisation de la capacité de stockage disponible reste un point d'attention particulier. En concertation avec le gestionnaire de l'installation de stockage, les initiatives qui peuvent être prises sur le plan de la diversification des services et de l'offre de produit seront examinées, en tenant compte des obligations de remplissage existantes et éventuellement renouvelées, imposées par l'Europe dans le cadre de la sécurité d'approvisionnement.

En outre, les documents réglementaires (contrat de stockage et règlement d'accès pour le stockage) ont été adaptés en exécution de la réglementation REPower³⁷ concernant le trajet de stockage à suivre et des obligations de remplissage pour l'utilisateur du stockage.

Le modèle de marché relatif à Interconnector a été défini dans les documents réglementaires approuvés par la CREG, à savoir le contrat de transport IAA (*Interconnector Access Agreement*) et le code d'accès IAC (*Interconnector Access Code*).

Ces documents sont adaptés chaque année en fonction des développements et des évolutions du marché du gaz et de l'offre de nouveaux services de transport aux utilisateurs du réseau par Interconnector. Depuis 2020, la CREG est également compétente pour approuver chaque année le décompte financier des activités d'Interconnector.

3.1.2. Activités à réaliser

D'une manière générale, la CREG exerce le contrôle sur les règles d'accès des tiers aux réseaux de transport d'électricité et de gaz, du stockage du gaz et du GNL. La CREG veille à ce que ces règles soient transparentes et non discriminatoires, qu'elles favorisent la liquidité du marché et qu'elles attirent de nouveaux acteurs de marché. En parallèle, la CREG contrôle aussi le fonctionnement optimal du marché des capacités de transport.

³⁷ Règlement (UE) 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) n° 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz.

➤ *Unbundling et certification des gestionnaires de réseau*

La CREG poursuivra ses tâches spécifiques de surveillance dans l'optique d'un respect permanent des exigences d'*unbundling* de la part des gestionnaires des réseaux de transport. Une approche similaire s'appliquera pour l'interconnexion électrique Nemo Link.

La CREG examinera tout d'abord d'éventuelles notifications émanant des gestionnaires du réseau de transport concernant des transactions prévues en raison desquelles le respect des exigences d'*unbundling* doit être réévalué, ou, si nécessaire, en l'absence de notification, lancera d'initiative une procédure de mise en demeure du gestionnaire du réseau.

La surveillance prend également la forme d'un contrôle du respect permanent des exigences de l'*unbundling* lors de notifications de nouveaux mandats d'administrateurs du GRT et/ou des comptes rendus annuels des gestionnaires du réseau de transport à la CREG, dans lequel ils démontrent qu'ils ont respecté les dispositions légales relatives aux exigences d'*unbundling*.

Comme signalé ci-dessus, la CREG (r)ouvrira, si nécessaire, une procédure de certification sur la base de l'analyse des notifications, comptes rendus et autres reçus ou si elle reçoit une demande motivée de la Commission européenne à cette fin.

Concernant l'entreprise commune Balansys pour l'intégration du marché du gaz BeLux, la CREG veillera à ce que le cadre chargé du respect des engagements se conforme à tout moment aux conditions d'indépendance et aux capacités professionnelles.

En ce qui concerne la gestion du réseau de stockage, en application du règlement (UE) n° 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) n° 2017/1938 et (CE) n° 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz, la CREG appliquera la procédure de certification qui y est décrite.

➤ *Garantir l'indépendance et l'impartialité des gestionnaires de réseau*

En 2024, la CREG prendra connaissance, d'une part, des rapports d'activités annuels des comités de *Corporate Governance* des gestionnaires de réseau pour l'année 2023, et d'autre part des rapports annuels des personnes responsables au sein des entreprises précitées du suivi des règles d'engagement en matière de non-discrimination imposées au personnel (« *compliance officer* ») pour l'année 2023.

En plus du contrôle du respect des exigences en matière d'*unbundling* et de certification, la CREG veillera ainsi à ce que les gestionnaires de réseau satisfassent aux dispositions légales en matière d'indépendance et d'impartialité, telles que prévues par la loi électricité et la loi gaz, ainsi que leurs arrêtés d'exécution. La CREG prendra les mesures nécessaires en cas d'infraction.

La nomination d'administrateurs indépendants de gestionnaires de réseau est soumise à l'avis conforme de la CREG au sujet de leur indépendance.

En cas de notification de nomination d'autres administrateurs et/ou de membres des comités de direction des gestionnaires de réseau et de la prise de nouvelles fonctions ou mandats par des administrateurs et membres des comités de direction des gestionnaires de réseau, la CREG veillera également au respect des exigences de dissociation et, le cas échéant, d'autres exigences en matière d'indépendance. Dans le cadre des nominations des administrateurs et du contrôle de leur indépendance, la CREG contactera le comité de gouvernance d'entreprise du gestionnaire de réseau concerné en cas de questions sur le déroulement de la procédure et dans le cadre de l'échange d'informations.

➤ *Suivi et encouragement de l'évolution vers l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz*

La CREG continuera à suivre et à faciliter les évolutions en vue d'une intégration plus étroite des marchés de l'électricité et du gaz.

- En ce qui concerne l'électricité :

La méthode de calcul et d'allocation des capacités transfrontalières dans la région de calcul de la capacité *Core* a été définie par l'ACER en 2019. En 2024, la CREG, en collaboration avec les autres autorités de régulation concernées, continuera à surveiller l'opération du couplage des marchés fondé sur les flux dans la région *Core*. Le lancement de ce couplage a été effectué en juin 2022.

Après la mise en œuvre réussie du couplage de marché basé sur la puissance pour le marché *day-ahead* dans la région *Core*, la CREG se concentrera en partie sur l'adoption et la mise en œuvre d'une méthode de calcul et d'allocation de la capacité pour l'échéance intrajournalière, où le caractère non discriminatoire doit être garanti et les capacités disponibles doivent être maximisées.

Suite à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2019/943 - qui fait partie du *Clean Energy Package* - la CREG devra prendre de nouvelles décisions concernant l'accès aux infrastructures transfrontalières, le calcul des capacités d'interconnexion et l'utilisation et la coordination des mesures correctives pour réduire la congestion. Ces décisions devront être prises individuellement ou en concertation avec d'autres autorités de régulation, ou par l'ACER.

En 2024, la CREG veillera notamment à ce que les méthodes liées à l'utilisation et à la coordination de mesures correctives (y compris les mesures coûteuses telles que le *redispatching* et le *countertrading*) et la coordination régionale de la sécurité d'exploitation soient implémentées en concertation avec les autres autorités de régulation.

En 2024, la CREG continuera à attribuer au gestionnaire du réseau de transport d'importants incitants proportionnels aux indicateurs réalisés pour l'intégration du marché.

- En ce qui concerne le gaz naturel :

L'intégration du marché du gaz belge et luxembourgeois au 1^{er} octobre 2015 fut une première européenne entre deux États membres. Lors de ce projet, d'importantes connaissances pratiques ont été acquises concernant la réalisation de telles intégrations transfrontalières. L'objectif a toujours consisté à considérer ce projet comme un pionnier du genre et à continuer d'évaluer les possibilités de poursuivre l'intégration aux autres marchés du gaz voisins, qui font d'ailleurs actuellement aussi l'objet d'évaluations. La CREG suit attentivement ces évolutions et analyse de nouvelles possibilités d'intégration avec les parties intéressées.

Dans ce cadre, la CREG suivra les dossiers suivants :

- le passage de l'infrastructure du gaz L au gaz H, en veillant à ce que la transition se fasse avec le moins d'entraves possibles afin de garantir un marché du gaz H le plus efficace possible. Selon le calendrier actuel, le marché belge sera complètement passé au gaz H d'ici fin 2024 ;
- l'intégration transfrontalière des zones d'équilibrage, en étant attentive à l'analyse coûts/bénéfices des projets qui démontrent un avantage pour les marchés belge et européen ainsi que pour les consommateurs ;
- l'évaluation des capacités de transport pour répondre au « *reshuffling* » des flux d'importation de gaz résultant de la réduction progressive du gaz de la Russie vers l'Europe ; et

- les investissements et les activités de couplage de marché, les investissements en infrastructures « hydrogène compatible » et *retrofitting*.

➤ *Surveillance des investissements des gestionnaires de réseau de transport*

Durant les prochaines années, la CREG poursuivra la surveillance techno-économique de la politique d'investissement du gestionnaire de réseau de transport, tant *ex ante* qu'*ex post*, pour ce qui est du gaz naturel. La CREG poursuivra également la surveillance techno-économique du Plan de développement fédéral du réseau de transport d'électricité. Ce plan est établi par le gestionnaire de réseau de transport d'électricité Elia en collaboration avec la Direction générale de l'Énergie et le Bureau fédéral du Plan. Début 2021, la CREG a intégré le comité de concertation en charge de l'élaboration du plan de développement fédéral pour la période 2024-2034. Cela permet à la CREG d'intervenir dès les premières étapes d'élaboration. En 2024, la CREG continuera à participer aux travaux qui sont réalisés dans ce cadre.

La CREG suivra également l'exécution des Projets d'intérêt commun (en anglais, « *Project of common interest* », ci-après « *PCI* ») (voir thème 10) conformément au règlement européen n°2022/869³⁸ et des Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) notamment dans le secteur de l'hydrogène³⁹.

En 2024, la CREG :

- continuera à participer à la *Task Force* Infrastructure d'ACER ainsi qu'aux groupes de travail régionaux européens (HI West, NSI *West Electricity* et NSOG) pour la sélection et la surveillance des PCI ;
- suivra l'exécution des autres mesures de soutien au niveau européen ; et
- se concertera - le cas échéant, avec les régulateurs des pays voisins - pour la mise en œuvre d'une analyse coûts/bénéfices (« *cost-benefit analysis – CBA* ») ainsi que pour une affectation transfrontalière des coûts (« *cross-border cost allocation – CBCA* »).

- En ce qui concerne plus spécifiquement les investissements du GRT d'électricité :

En 2024, la CREG continuera à suivre la réalisation des investissements prévus pour renforcer l'infrastructure du réseau. Une attention spécifique sera portée au suivi des projets qui ont une influence sur la capacité d'interconnexion et des projets repris dans les incitants destinés à l'amélioration des performances du gestionnaire du réseau de transport d'électricité au cours de la période tarifaire 2024-2027.

La CREG portera également une attention particulière à deux grands projets (« Ventilus » et « Boucle du Hainaut ») de renforcement du réseau à haute tension interne et qui doivent notamment permettre le transport de l'électricité produite par les éoliennes en mer.

Ce *monitoring* des investissements sera notamment réalisé dans le cadre des incitants spécifiques pour les investissements pour la période 2024-2027, à propos desquels la CREG a pris une décision⁴⁰ en

³⁸ Règlement (UE) 2022/869 du Parlement et du Conseil du 30 mai 2022 concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes, modifiant les règlements (CE) n° 715/2009, (UE) 2019/942 et (UE) 2019/943 et les directives 2009/73/CE et (UE) 2019/944, et abrogeant le règlement (UE) n° 347/2013.

³⁹ <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/transition-energetique/projet-important-dinteret>.

⁴⁰ Décision (B)658E/80 du 9 février 2023 sur les modalités de détermination des incitants destinés à l'amélioration des performances du gestionnaire du réseau de transport d'électricité au cours de la période réglementaire 2024-2027.

2023. Ces incitatifs sont substantiels pour le gestionnaire de réseau et encouragent un renforcement de l'efficacité du processus de suivi du portefeuille d'investissement.

- En ce qui concerne les investissements du GRT de gaz naturel :

En 2024, la CREG continuera à suivre la réalisation des investissements prévus dans les installations de transport pour renforcer l'infrastructure. Une attention particulière sera accordée au suivi des projets qui ont une influence sur la capacité d'interconnexion et des projets repris dans les incitatifs à l'amélioration des prestations des gestionnaires pour la période tarifaire 2024-2027.

La CREG accordera également une attention particulière à deux grands projets (« Opwijk-Desteldonk » et « Desteldonk-Zeebrugge ») visant à renforcer le réseau de transport interne et permettre de transporter plus de gaz naturel à haut pouvoir calorifique, ainsi qu'à l'avenir de l'hydrogène.

Ce suivi des investissements se fera, entre autres, dans le cadre des incitatifs spécifiques à l'investissement pour la période 2024-2027 au sujet desquels la CREG s'est prononcée fin 2022⁴¹.

- *Monitoring de la transparence, de l'offre et de l'utilisation des capacités des réseaux de transport*

La CREG publiera, en 2024, des études portant sur le *monitoring* du fonctionnement du marché de gros de l'électricité et du gaz en Belgique (voir thème 2), mettant en avant les éléments suivants :

- la production d'électricité, plus spécifiquement l'évolution de la production, la capacité installée, la combinaison des technologies implémentées et les parts de marché des différents acteurs ;
- le prélèvement de l'électricité sur le réseau de transport ;
- les échanges d'électricité, tant physiques que commerciaux ;
- les interconnexions avec les pays voisins ;
- la compensation des déséquilibres ;
- la fourniture de gaz naturel ;
- l'échange transfrontalier de gaz naturel ;
- la consommation de gaz naturel ;
- la transition énergétique et le rôle des nouveaux gaz verts ;
- l'intégration des marchés et la convergence des prix ;
- le GNL ;
- le stockage ; et
- l'équilibrage.

À cette fin, la CREG interrogera de manière ciblée les acteurs de marché et les gestionnaires de réseau à l'aide de questionnaires d'informations. Ce processus est récurrent chaque année. En complément,

⁴¹ Décision (B)656G/49 du 22 décembre 2022 sur les modalités finales de détermination des incitatifs pour Fluxys Belgium et Fluxys LNG au cours de la période 2024-2027.

et en fonction des conclusions, des actions ciblées pourront être entreprises, par exemple, en coopérant avec les autorités compétentes en matière de concurrence.

En 2024, la CREG poursuivra et intensifiera, le cas échéant, ses efforts sur le plan du *monitoring* du marché dans le cadre du Troisième Paquet Energie, du *Clean Energy Package*, le *Fit-For-55 package* et de la situation géopolitique actuelle.

Elle accordera, dans ses études de *monitoring*, une attention particulière :

- à la transparence et au fonctionnement du marché interconnecté de l'électricité et du gaz naturel ;
- à la surveillance du degré de concurrence et aux restrictions en matière de concurrence (la CREG coopérera, le cas échéant, avec les autorités de la concurrence) ;
- aux investissements prévus pour l'infrastructure du réseau ;
- à l'évaluation du rapport d'Elia et de Fluxys Belgium sur les échanges transfrontaliers ;
- à la suite de l'élaboration du rapport sur les délais pour l'exécution des connexions et réparations sur le réseau de transport d'électricité ;
- aux règles de congestion et à l'application des dispositions restrictives dans les contrats de livraison d'électricité et du gaz naturel ;
- à l'accès aux installations de stockage de gaz naturel ;
- à l'accès aux infrastructures GNL ; et
- au *monitoring* des règles de protection du consommateur final.

La CREG continuera, en outre, à contrôler la disponibilité des données fondamentales⁴² et des données des transactions pour tous les acteurs du marché. Si nécessaire, elle élargira la liste des données pertinentes pour les acteurs du marché et qui doivent être rendues publiques.

Pour assurer la qualité et la disponibilité des données au marché, la CREG a établi un incitant tarifaire pour la période 2020-2023 à la suite de l'identification de données inconsistantes publiées par les gestionnaires de réseau de transport (GRT) et les plateformes de transparence. Cet incitant se poursuit et s'étend au temps réel pour la période tarifaire 2024-2027. Ces données inconsistantes ont été détectées par l'étude réalisée en 2017 sur l'application correcte des règlements européens n°715/2009⁴³, n°714/2009⁴⁴ et n°543/2013⁴⁵ par les gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel et d'électricité et sur les interactions et complémentarités avec les règlements et directives

⁴² Les données fondamentales pour l'électricité concernent les informations relatives à la capacité et à l'utilisation des installations de production, de consommation et de transport de l'électricité, y compris les indisponibilités prévues ou imprévues desdites installations, conformément aux articles 6 à 17 du règlement (UE) no 543/2013 de la Commission. Les données fondamentales pour le gaz concernent les informations relatives à la capacité et à l'utilisation des infrastructures de transport du gaz naturel, y compris l'indisponibilité prévue et imprévue desdites infrastructures conformément aux paragraphes 3.3-1) et 3.3-5) de l'annexe I du règlement (CE) no 715/2009 du Parlement européen et du Conseil.

⁴³ Règlement n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel et abrogeant le règlement (CE) no 1775/2005.

⁴⁴ Règlement n° 714/2009 du Parlement européen et du conseil du 13 juillet 2009 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité et abrogeant le règlement (CE) no 1228/2003.

⁴⁵ Règlement 543/2013 de la Commission du 14 juin 2013 concernant la soumission et la publication de données sur les marchés de l'électricité et modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 714/2009 du Parlement européen et du Conseil.

européennes relatives notamment à REMIT⁴⁶ et MiFID II⁴⁷ dans le domaine de l'énergie. Une mise à jour de l'étude sera réalisée en l'orientant sur la cohérence et l'exactitude des données entre les plateformes de transparences et les données des gestionnaires de transport belges ainsi que sur la présentation des résultats suivants de l'incitant. De plus, la CREG participera aux échanges avec ENTSO-E sur la qualité de données par le biais des réunions du groupe de travail d'ENTSO-E⁴⁸ consacré à la transparence. La CREG invitera d'ailleurs d'autres régulateurs à la rejoindre dans son travail sur l'exactitude des données garantissant la transparence du marché au sein de la région CWE.

- En ce qui concerne le marché de l'électricité :

En 2024, la CREG supervisera les développements de mécanismes de marché en vue d'une utilisation efficace des réseaux de transports. Cette tâche comprendra notamment les améliorations à apporter au niveau régional (*Core*) au mécanisme de couplage basé sur les flux et la mise en place d'un mécanisme de marché régional en infrajournalier.

La CREG étudiera aussi les éventuelles demandes d'exonération des connexions en courant continu, conformément au règlement n° 2019/943⁴⁹. A ce jour, aucune demande d'exonération n'est prévue. La CREG contrôlera aussi le temps dont le gestionnaire du réseau a besoin pour réaliser les liaisons et les réparations. La CREG veillera à la mise à disposition d'un format harmonisé et facilement compréhensible pour les données de consommation et l'accès à celles-ci.

En coopération avec l'ACER et les régulateurs nationaux de l'énergie des autres Etats membres, la CREG poursuivra ses efforts dans le domaine de l'échange d'informations pertinentes au niveau régional européen.

La CREG évaluera en outre les procédures concernant les limitations des capacités transfrontalières par les gestionnaires du réseau de transport.

- En ce qui concerne le marché du gaz :

La CREG veillera au maintien du niveau de fourniture d'informations, en dépit du fait que les plateformes européennes reprennent certaines tâches des gestionnaires de réseau de transport. Dans ce cadre, elle s'intéressera expressément à la poursuite du développement de la plateforme centrale européenne de transparence ENTSO-G⁵⁰. L'instauration de cette plateforme était considérée comme une mesure complémentaire essentielle contre la congestion en Europe. En janvier 2015, l'ACER a publié un premier rapport de surveillance CMP (« *Congestion Management Procedure* ») avec le soutien des NRA (« *National Regulatory Authority* »). Au sein de l'Union européenne, la mise en œuvre du CMP n'est pas encore finalisée. Une étude de suivi est réalisée tous les ans. Aucun manquement n'a été, pour l'heure, constaté pour la Belgique.

En 2024, la CREG suivra les initiatives relatives à la construction de nouvelles installations influençant l'offre de la capacité.

⁴⁶ Règlement (UE) n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie.

⁴⁷ Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil.

⁴⁸ ENTSO-E Transparency User Group (ETUG).

⁴⁹ Règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité.

⁵⁰ Règlement (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel et abrogeant le règlement (CE) n° 1775/2005.

Les initiatives ultérieures nécessiteront également l'attention de la CREG en 2024 :

- l'optimisation de la gestion opérationnelle des réseaux de transport en Belgique (tant pour le gaz H que pour le gaz L) ;
- les adaptations de réseau de transport nécessaires afin d'accepter de nouveaux gaz (biométhane, hydrogène) ;
- la réutilisation de l'infrastructure gaz dans une politique de décarbonisation et de transition énergétique, le couplage de ceux-ci avec les investissements indispensables ;
- les projets approuvés et en cours pour une coopération transfrontalière ; et
- les éventuelles nouvelles initiatives pour une intégration transfrontalière de la gestion avec les réseaux de transport des pays voisins.

Dans le cadre de la compétence consultative de la CREG en matière d'octroi des autorisations de transport pour la construction et l'exploitation d'installations de transport individuelles, un suivi minutieux est assuré.

➤ *Garantir l'accès aux réseaux de transport et ce, de manière non discriminatoire*

- En ce qui concerne le marché de l'électricité :

Le code de bonne conduite pour l'électricité prévoit que la CREG approuve les contrats types pour le raccordement, l'accès, la responsabilité d'équilibrage, la responsabilité de programmation, la responsabilité de planification des indisponibilités, la fourniture de services auxiliaires, l'échange d'informations avec les fournisseurs d'électricité et les fournisseurs de services auxiliaires ainsi que la coopération avec les gestionnaires d'un réseau public de distribution (y compris l'accord visé à l'article 40, § 7 de la ligne directrice européenne SO GL). Ces dispositions ont été transférées du règlement technique fédéral qui prévoyait cette compétence d'approbation depuis 2019. Depuis lors, la CREG a exercé sa compétence d'approbation sur proposition d'Elia pour un certain nombre des contrats types précités, conformément aux dispositions légales applicables.

En 2024, la CREG s'attend à recevoir d'Elia, pour approbation, la proposition de contrat type de raccordement ainsi que des propositions visant à modifier certains autres contrats types approuvés durant la période 2020-2023. La CREG sera attentive et collaborera activement avec Elia pour apporter les adaptations souhaitables aux contrats types, notamment au contrat type du responsable d'équilibre, sur la base de l'expérience acquise concernant les défis financiers auxquels sont confrontés les responsables d'équilibre (et les fournisseurs avec lesquels ils sont liés) dans la difficile situation actuelle du marché. La CREG attend également une proposition de modification du contrat type de services de réparation afin d'élargir le marché des services *black-start*.

En 2024, la CREG continuera par ailleurs à exercer sa compétence d'avis sur les demandes d'attribution, par le ministre ayant l'énergie dans ses attributions, de la qualité de gestionnaire de réseau industriel fermé pour la partie exploitée à une tension nominale supérieure à 70kV.

Le développement du modèle de marché, principalement en ce qui concerne la production, le *balancing*, les services auxiliaires et le marché de gros, mais aussi au niveau des tarifs, est suivi de près par la CREG de manière à ce que le développement de certains mécanismes puisse se poursuivre afin d'obtenir une « orientation marché » plus prononcée. Ce processus et les travaux qui en découlent seront harmonisés avec les autres régulateurs européens en tenant compte des décisions prises par les instances européennes.

Comme en 2023, la CREG contribuera en 2024 à la création et la rédaction d'un nouveau code de réseau qui a pour but de faciliter l'accès de la « *demande response* » aux marchés d'équilibrage.

- En ce qui concerne le marché du gaz :

En ce qui concerne le transport du gaz naturel, le modèle de marché, applicable depuis 2012, sera affiné et adapté. Depuis cette date, la CREG a, en effet, approuvé les versions successivement adaptées des principales conditions d'accès au réseau de transport, sur proposition de Fluxys Belgium et après consultation des acteurs du marché. La CREG veillera à ce que les adaptations du modèle de marché soient mises en œuvre en 2024, et ce, en concertation avec les acteurs du marché.

Depuis le 1^{er} juillet 2020, l'équilibrage de la zone de marché intégrée BelLux est sous la responsabilité de Balansys. Fluxys Belgium continuera à offrir des services de transport aux utilisateurs du réseau. Le suivi de la solvabilité des utilisateurs du réseau et la prévention de la fraude constitueront des points d'attention. En 2021, la *Know Your Customer Policy* a été mise en œuvre. La CREG continuera à suivre les résultats de cette politique en 2024.

En ce qui concerne le transport du gaz naturel entre le Royaume-Uni et la Belgique via le *pipeline Interconnector*, la CREG a approuvé le 1^{er} mars 2018 la proposition soumise par Interconnector (UK) de contrat d'accès conclu avec Interconnector (UK), de règlement d'accès d'Interconnector (UK) et de contrat d'utilisateur du système modifiés, rendant ainsi possible l'allocation implicite de la capacité. En 2024, Interconnector continuera d'adapter son offre de produits en fonction du marché et soumettra à l'approbation de la CREG les conditions principales adaptées et modifiées, à savoir le contrat d'accès Interconnector (IAA) et le code d'accès Interconnector (IAC), après consultation des acteurs du marché.

Depuis la libéralisation du marché de l'énergie, le stockage est devenu une activité concurrentielle. Le site de stockage de Loenhout est en concurrence avec d'autres sites de stockages en Europe du Nord-Ouest. À mesure que les marchés du gaz naturel ont évolué vers des marchés liquides et que les prix ont été découplés des prix du pétrole, la vente de capacités de stockage est devenue de plus en plus dépendante des *spreads* été/hiver sur le marché du gaz. La CREG a approuvé le nouveau modèle de stockage le 16 juillet 2021 et en assurera le suivi de près.

En collaboration avec les régulateurs nationaux, la CREG continuera, en 2024, à examiner au sein du GST WS (*Gas Storage work stream*) du CEER la contribution que pourrait fournir le stockage à la sécurité d'approvisionnement⁵¹.

En 2024, la CREG continuera à suivre les activités du terminal GNL de Zeebrugge. Dans ce cadre, elle sera particulièrement attentive au respect des conditions générales qui s'appliquent aux activités du terminal GNL de Zeebrugge.

La CREG travaillera, en outre, sur l'évolution du cadre réglementaire relatif aux services à développer dans le cadre du *Decarbonisation Package*, services que Fluxys LNG développera, sachant que lesdits services à fournir par Fluxys LNG le sont dans un marché où la concurrence sera présente au niveau européen. Ces services seront à développer en parallèle avec les services de transport qui verront le jour également dans le cadre du *Decarbonisation Package*. La poursuite du développement des services automatiques de *truck loading* devra également avoir lieu en prévision de la mise en service des quatre nouvelles baies de chargement.

⁵¹ *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on an EU strategy for liquefied natural gas and gas storage 16 Feb 2016.*

En outre, le rôle du terminal GNL de Zeebrugge devra être examiné sous l’angle de la sécurité d’approvisionnement en Europe. Plus spécifiquement, l’impact de la situation géopolitique actuelle et l’extension des besoins en GNL pourraient amener à un redéploiement des services.

Les aspects liés au rôle du GNL dans le cadre de la transition énergétique feront également l’objet des travaux en 2024.

3.1.3. Liste des livrables pour l’année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
3.1.2.	Avis conforme dans les 30 jours calendrier à dater de la notification de la nomination des administrateurs indépendants des gestionnaires de réseau de transport	2024	Activités régulées – indépendance et impartialité des GRT
3.1.2.	Mise à jour de l’étude relative à la transparence en l’orientant sur la problématique de la qualité des données publiées par Elia Transmission Belgium et des résultats de l’incitant relatif à cet effet	2024	Activités régulées – amélioration de la transparence, de l’offre et de l’utilisation des capacités des réseaux de transport
3.1.2.	Avis sur les demandes d’attribution de la qualité de gestionnaire d’un réseau industriel fermé (électricité)	2024 (sur demande de la Direction générale de l’Energie)	Activités régulées – garantir l’accès aux réseaux fermé industriel
3.1.2.	Décisions relatives aux contrats types de raccordement, d’accès, des responsables d’équilibre, des services auxiliaires, de responsable de la programmation, de responsable de la planification des indisponibilités, de collaboration avec les gestionnaires de réseau public de distribution, ainsi que l’accord visé à l’article 40, paragraphe 7 de la ligne directrice européenne SOGL (électricité)	2024 (sur proposition du gestionnaire du réseau de transport d’électricité)	Activités régulées – garantir l’accès au réseau de transport
3.1.2.	Surveillance et décisions relatives à la mise en œuvre des mécanismes régionaux de calcul coordonné des capacités en <i>day-ahead</i> et <i>intraday</i> (électricité)	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – amélioration de la transparence, de l’offre et de l’utilisation des capacités des réseaux de transport
3.1.2.	Décisions relatives à la mise en œuvre coordonnée (au niveau européen ou régional) des règlements CACM, FCA, EB et SO	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – amélioration de la transparence, de l’offre et de l’utilisation des capacités des réseaux de transport
3.1.2.	Décisions relatives aux adaptations des conditions principales de Fluxys Belgium	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – garantir l’accès au réseau de transport

	et de Balansys, et du modèle de transport gazier	(à la demande du GRT)	et amélioration de la transparence
3.1.2.	Décisions relatives à l'adaptation des conditions principales d'Interconnector	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – garantir l'accès au réseau de transport et amélioration de la transparence
3.1.2.	Décisions relatives aux adaptations des conditions principales de Fluxys Belgium pour ce qui concerne le stockage	2024	Activités régulées – garantir l'accès à l'installation de stockage Loenhout et amélioration de la transparence

3.2. THÈME 7 : DÉVELOPPER ET CONTRÔLER LA BONNE APPLICATION DES CODES DE RESEAU

3.2.1. Objectifs de la CREG

➤ *Les codes de réseau européens*

La création d'un marché unique au niveau européen est un objectif important de la politique énergétique européenne. Un des moyens permettant d'y parvenir consiste à adopter divers codes de réseau et lignes directrices (en anglais, « Network Codes » et « Guidelines »). La CREG a participé activement, dans le cadre de l'ACER, à l'élaboration de ces règles au niveau européen et régional. Elle peut ainsi anticiper et mieux préparer leur application attendue au niveau belge, régional et européen.

Pour ce qui relève de l'électricité, la CREG poursuivra en 2024 l'harmonisation aux règles figurant dans le règlement (UE) 2019/943 et l'application correcte des règles en matière :

- d'attribution de capacité et de gestion de la congestion, encore appelées CACM GL (« *Capacity Allocation and Congestion Management Guideline* »)⁵². La CREG continuera d'apporter son expertise dans le cadre des discussions relatives au processus législatif de révision du CACM GL ;
- d'allocation de la capacité à long terme, encore appelées FCA GL (« *Forward Capacity Allocation Guideline* »), entrées en vigueur le 17 octobre 2016. La CREG continuera d'apporter son expertise dans le cadre des discussions éventuelles sur le processus législatif de révision du FCA GL ;
- d'équilibre du système de l'électricité, encore appelées EB GL (« *Electricity Balancing Guideline* »), entrées en vigueur le 18 décembre 2017. La CREG apportera son expertise dans le cadre des discussions éventuelles sur le processus législatif de révision du EB GL ;
- d'exigences relatives aux générateurs, encore appelées code réseau RfG (« *Requirements for Generators* ») entrées en vigueur le 17 mai 2016 ;
- de raccordement de la demande, encore appelées DCC (« *Demand Connection Code* ») entrées en vigueur le 7 septembre 2016 ;

⁵² Ces règles sont entrées en vigueur le 15 août 2015.

- de raccordement des systèmes en courant continu en haute tension, encore appelées code réseau HVDC (« *High Voltage Direct Current* »), entrées en vigueur le 28 septembre 2016 ;
- de l'état d'urgence et la reconstruction du réseau électrique, encore appelées code réseau ER (« *Emergency and Restoration* »), entrées en vigueur le 18 décembre 2017 ;
- de gestion du réseau de transport de l'électricité, encore appelées SO GL (« *System Operation Guideline* »), entrées en vigueur le 14 septembre 2017. La CREG apportera son expertise dans le cadre des discussions éventuelles sur le processus législatif de révision du SO GL ;
- de cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité, encore appelées NCCS ("Network Code Cybersecurity"), qui entreront prochainement en vigueur.

De plus, la CREG contribuera aux discussions liées au développement d'un nouveau code de réseau au sujet du développement de la réponse de la demande.

L'application correcte de la ligne directrice relative au « *system operation* » (SO GL) et des lignes directrices relatives à l'équilibre (EB GL) sera suivie par la participation de la CREG aux projets de conception, de réalisation et d'exploitation des plateformes internationales de coordination. La Belgique participe aux projets relatifs à la mise en œuvre de quatre plateformes européennes. La première d'entre elles concerne les enchères de capacité de FCR où une harmonisation des exigences du service au niveau de la coopération FCR est en cours de discussion. La deuxième concerne la compensation entre GRT des déséquilibres des blocs RFP alors que cette plateforme sera progressivement intégrée dans la plateforme PICASSO. Les deux dernières concernent les enchères relatives aux offres d'activation respectivement d'aFRR (projet PICASSO) et de mFRR (projet MARI). Ces projets font l'objet d'un suivi de la CREG dans le cadre d'une collaboration européenne entre les régulateurs nationaux concernés, nécessaire pour organiser les décisions communes sur la mise en œuvre de ces plateformes, en application de la ligne directrice relative à l'équilibre. En 2024, la CREG s'attend à ce qu'Elia participe à ces quatre plateformes.

Pour ce qui relève du gaz naturel, le code de réseau européen concernant l'offre de capacité (NC CAM), approuvé le 15 avril 2013 et entré en vigueur le 1^{er} novembre 2015, fixe comme norme la vente aux enchères de la capacité transfrontalière groupée. La collaboration concernant la plateforme PRISMA et son développement, qui a été mise en place pour répondre aux exigences du NC CAM, continuera à faire l'objet d'un suivi par la CREG en 2024 au sein du RAG (*Regulatory Advisory Group*) créé à cet effet, en concertation avec les autres régulateurs européens. La CREG y attachera une attention prioritaire également, compte tenu des adaptations apportées à la législation européenne sur le gaz naturel à la suite de l'adoption du *Clean Energy Package* et dans le cadre de la situation géopolitique actuelle.

Depuis le 1^{er} mai 2016, le code de réseau en matière d'interopérabilité du gaz et d'échanges de données (NC INT) est d'application. En 2024, la CREG en suivra la mise en œuvre.

La CREG a participé activement, dans le cadre de l'ACER, à l'élaboration du code de réseau européen sur la cybersécurité des flux transfrontaliers d'électricité qui entrera prochainement en vigueur. Une fois que celui-ci aura été adopté par les Etats membres, la CREG en suivra la mise en œuvre et exécutera les tâches qui lui auront été assignées, en coopération avec les autres autorités compétentes en matière de cybersécurité.

➤ *Code de bonne conduite électricité et code de bonne conduite gaz naturel*

D'une manière générale, la CREG exercera sa mission de contrôle de l'exécution du code de bonne conduite électricité avec une attention particulière sur l'implication des services auxiliaires et de la

compensation des pertes réseaux, ainsi que du code de bonne conduite gaz naturel. Aussi, elle veillera à ce que les entreprises d'électricité et de gaz observent ces règles respectives.

- Code de bonne conduite électricité :

Depuis le 1^{er} septembre 2022, la CREG est habilitée à établir un code de bonne conduite tel que visé à l'article 11, § 2 de la loi électricité. Ce code de bonne conduite comprend les conditions de raccordement et d'accès au réseau de transport et les méthodes de calcul ou de détermination des conditions de fourniture de services auxiliaires et d'accès aux infrastructures transfrontalières, y compris les procédures d'allocation de la capacité et de gestion de la congestion.

La première version du code de bonne conduite vise principalement à réaliser une scission par rapport à l'arrêté royal du 22 avril 2019 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci, et ceci en exécution de la loi du 21 juillet 2021 qui a modifié le cadre juridique en la matière dans la loi électricité. Cette scission est nécessaire pour assurer la conformité avec la réglementation européenne.

Des modifications par rapport aux dispositions incluses dans le règlement technique actuel (arrêté royal du 22 avril 2019) ont néanmoins été apportées notamment quant aux « raccordements partagés », à la « modernisation substantielle » et à la « procédure de résiliation unilatérale de la désignation en qualité de détenteur d'accès et de responsable d'équilibre en cas de non-paiement ».

Il n'en demeure pas moins que le contenu du code de bonne conduite de la CREG devra évoluer afin d'apporter une réponse appropriée aux besoins du marché, par ex. pour offrir un cadre approprié à l'accès flexible. Si, notamment suite à ces besoins du marché, d'autres adaptations au code de bonne conduite électricité et/ou au règlement technique sont nécessaires ou souhaitables en 2024, la CREG apportera des changements au code de bonne conduite électricité, là où c'est nécessaire sur proposition du gestionnaire du réseau de transport, et en ce qui concerne le règlement technique, la CREG se concertera avec la Direction générale de l'Energie et, le cas échéant, rendra un avis sur les adaptations proposées au règlement technique.

- Code de bonne conduite gaz naturel :

En vertu de la loi du 21 juillet 2021, publiée au Moniteur belge du 3 septembre 2021, l'article 15/5undecies, § 1^{er}, de la loi gaz a été modifié. Par cette modification de la loi, le législateur vise à répondre à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 3 décembre 2020.

Désormais, ce n'est plus le Roi mais la CREG qui est habilitée à déterminer les conditions de raccordement et d'accès aux réseaux de transport et aux installations de GNL, conformément à l'article 15/5undecies, § 1^{er}.

La CREG a ainsi établi un code de bonne conduite gaz naturel concernant :

- 1° les conditions de raccordement au réseau de transport et d'accès à celui-ci, ainsi que d'accès à l'installation de stockage de gaz naturel et à l'installation de GNL ;
- 2° les conditions de la prestation de services d'équilibrage ;
- 3° les conditions de l'accès aux infrastructures transfrontalières, y compris les procédures d'attribution des capacités et de gestion de la congestion.

Concrètement, cela signifie que le code de bonne conduite du 23 décembre 2010⁵³ est abrogé et remplacé par la décision de la CREG du 31 août 2022 établissant un code de bonne conduite gaz naturel, conformément à l'article 15/5undecies, § 1^{er} de la loi gaz.

3.2.2. Activités à réaliser

➤ *Contrôle des codes de réseau européens*

La CREG collaborera pleinement avec les autres régulateurs européens au travers de groupes de travail spécifiques (coordonnés par le Groupe de Travail Electricité – voir ci-dessus) en vue de prendre les décisions liées à la mise en œuvre des codes de réseau. La CREG supervisera la mise en œuvre des mécanismes et processus correspondants à ces divers codes de réseau.

La CREG sera notamment attentive aux discussions au niveau européen en matière d'harmonisation des structures tarifaires pour le transport d'électricité en Europe. Au contraire du marché du gaz, pour l'instant seul un *scoping* tarifaire a été réalisé sur le marché de l'électricité. A la suite de l'adoption du *Clean Energy Package*, ACER s'est vu attribuer une mission de détermination de principes tarifaires communs et de *Best Practices* dans le cadre d'une possible harmonisation tarifaire ultérieure. Depuis 2019, la CREG a activement participé aux travaux sur ce thème dans le cadre de la *Task Force Infrastructure* de l'ACER. Ces travaux ont jusqu'à présent mené à deux rapports sur les méthodologies tarifaires pour le transport et la distribution en Europe⁵⁴. Les travaux se poursuivront en 2024 pour mener à des recommandations harmonisées en matière de méthodologie tarifaire.

La CREG est, par ailleurs, présente et active dans le cadre de la surveillance et de l'élaboration de tous les codes de réseau via l'AGWG⁵⁵ et l'AEWG⁵⁶.

Dans le cadre de la collaboration concernant la plateforme PRISMA et de son développement, la CREG conservera la présidence du conseil consultatif régulateur de PRISMA.

S'agissant des codes de réseau européens électricité RfG, DCC, HVDC, la CREG exercera les nouvelles compétences qui y figurent, telles que la prise de décisions sur d'éventuelles demandes de dérogation et sur des cas de modernisation substantielle des installations.

S'agissant des codes de réseau européens gaz NC CAM, NC BAL, NC TAR en NC INT, la CREG en suivra les évolutions et veillera à leur mise en œuvre pour ce qui est du marché du gaz naturel en Belgique.

➤ *Code de bonne conduite électricité et code de bonne conduite gaz naturel*

- Code de bonne conduite électricité :

La CREG veillera à contrôler l'application des règles définies dans le code de bonne conduite électricité en matière de conditions de raccordement au réseau de transport, d'accès au réseau de transport,

⁵³ Arrêté royal du 23 décembre 2010 relatif au code de bonne conduite en matière d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel, à l'installation de stockage de gaz naturel et à l'installation de GNL et portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2001 relatif aux conditions générales de fourniture de gaz naturel et aux conditions d'octroi des autorisations de fourniture de gaz naturel.

⁵⁴ ACER Practice Report on Transmission Tariff Methodologies in Europe; Décembre 2019; et ACER Report on Distribution Tariff Methodologies in Europe; Février 2021.

⁵⁵ AGWG : *Agency Gas Working Group*.

⁵⁶ AEWG : *Agency Electricity Working Group*.

d'acquisition de services auxiliaires et d'accès aux infrastructures transfrontalières, y compris l'allocation des capacités et la gestion de la congestion.

La CREG adaptera le code de bonne conduite sur une base régulière pour que les règles qui y sont contenues continuent à répondre de manière adéquate aux besoins du marché de l'électricité.

La CREG contribuera également à l'évolution du règlement technique et remettra un avis sur les éventuelles adaptations proposées en vue de le faire évoluer.

- Code de bonne conduite gaz naturel :

La CREG continuera à contrôler l'application des règles définies dans le code de bonne conduite. Dans tous les cas, la base de ces règles et principes sera évaluée de manière structurelle et/ou, si nécessaire, sera modifiée en concertation avec tous les acteurs du marché avant son approbation finale par la CREG.

En ce sens, conformément à la loi du 21 juillet 2021 publiée au Moniteur le 3 septembre 2021, la CREG assurera le suivi de la mise en œuvre du code de bonne conduite pour le gaz naturel qui définit les conditions de raccordement et d'accès aux réseaux de transport et aux installations de GNL conformément à l'article 15/5undecies, § 1^{er}, de la loi gaz.

- Loi gaz :

La CREG assurera le *monitoring* de la bonne implémentation de la loi Gaz.

3.2.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	échéance	Axe – Objectif
3.2.2.	Participation active à la mise à jour des recommandations dans le cadre de l'ACER sur des principes communs concernant les méthodologies tarifaires pour le transport et la distribution d'électricité	2024	Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application des codes de réseau
3.2.2.	Nombreuses décisions de la CREG, le cas échéant, prises en coordination avec les autres régulateurs européens et régionaux (<i>Core</i>) concernant les codes de réseau CACM, FCA, <i>Balancing</i> , <i>Grid Connection</i> et <i>System Operations</i> et le règlement 2019/943	2024 (selon le timing défini par les codes de réseau)	Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application des codes de réseau
3.2.2.	Suivi de la mise en œuvre du NC CAM, BAL, INT + CMP via la publication annuelle de rapports au sein du WG de l'ACER. Contribution active de la CREG à l'établissement de ces rapports	2024	Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application des codes de réseau
3.2.2.	Décision relative aux adaptations des conditions principales de Fluxys Belgium (transport et stockage), Fluxys LNG, Balansys et Interconnector	2024	Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application des codes de réseau
3.2.2.	Avis, le cas échéant, relatif à une adaptation du règlement technique	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – Développer et

			contrôler la bonne application des codes de réseau
3.2.2.	Suivi de la mise en œuvre du code de bonne conduite et décision d'adaptation	2024/ <i>Ad hoc</i>	Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application des codes de réseau

3.3. THÈME 8 : FIXER LES TARIFS DE RÉSEAU (*EX ANTE ET EX POST*)

3.3.1. Objectifs de la CREG

Les objectifs de la CREG relatifs à la fixation des tarifs de réseau s'articulent autour des éléments suivants :

- surveiller la bonne application de la méthodologie tarifaire et prendre les décisions qui en découlent ou qui s'avèrent indispensables ;
- analyser, suivre et soutenir les investissements dans le réseau, tenant compte de la transition énergétique.

Ces objectifs sont exposés ci-après.

➤ *Surveiller la bonne application de la méthodologie tarifaire et prendre les décisions qui en découlent ou qui s'avèrent indispensables*

- En ce qui concerne l'électricité :

La méthodologie tarifaire s'applique pour la période réglementaire 2024-2027. Elle reste basée sur les principes suivants :

- 1) la nécessité de réaliser des investissements efficaces ;
- 2) l'octroi d'une rémunération suffisante pour les capitaux investis dans le réseau ;
- 3) l'adoption d'incitants adéquats pour garantir l'efficacité et la qualité du service fourni, l'intégration du marché ainsi que la recherche et développement ;
- 4) la maîtrise des coûts via l'évaluation du caractère raisonnable des coûts couverts par les tarifs de réseau ; et
- 5) la transparence de la répercussion des coûts sur les utilisateurs de réseau grâce à une structure tarifaire dépendant des services fournis par le gestionnaire de réseau.

Tout au long de la période réglementaire, des efforts continus sont fournis dans le cadre de ces principes et un contrôle tarifaire intensif est exercé.

Étant donné leur impact très important, la CREG rappelle ci-après les incitants qui seront en vigueur en 2024 pour le transport d'électricité :

- un incitant visant la maîtrise des « coûts gérables », qui est notamment fonction des investissements réellement effectués ;

- deux incitants visant la maîtrise des « coûts influençables » (les coûts des réserves de réglage de l'équilibre et les coûts liés à l'achat de blocs d'énergie effectués à long terme pour compenser les pertes de réseaux) ;
- trois incitants visant la promotion de l'intégration du marché ;
- trois incitants visant l'amélioration de la continuité de l'approvisionnement ;
- un incitant visant la promotion des projets de recherche et développement ; il comprend deux volets, le premier est lié aux subsides en capital reçus pour des projets innovants et le second étant fonction du Plan de recherche et développement soumis à l'approbation de la CREG ; et
- des incitants laissés à la discrétion de la CREG afin notamment de favoriser l'équilibre du système.

Le suivi des incitants implique diverses actions que la CREG doit réaliser au cours de chaque année de la période régulatoire dont la plus importante est le contrôle des rapports tarifaires. Ces actions sont reprises dans la section suivante « 3.3.2. Activités à réaliser ».

- En ce qui concerne le gaz naturel :

La CREG suivra de près le passage du gaz L au gaz H, en veillant à ce que les coûts restent raisonnables et que le système de récupération de ces coûts soit équitable. La CREG exercera également le contrôle requis sur les éventuelles adaptations des structures tarifaires de réseau qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de l'harmonisation européenne des tarifs de réseau. Dans ce cadre, la CREG portera une attention particulière à l'application de ces réglementations portant sur l'infrastructure transfrontalière, comme l'interconnexion entre Zeebrugge et Bacton (Royaume-Uni) exploitée par Interconnector. Toute modification apportée par la CREG aux documents réglementaires de base le sera en concertation avec les acteurs du marché.

En 2023, la CREG a approuvé les tarifs pour la période 2024-2027 sur la base de la nouvelle méthode tarifaire 2024-2027 publiée sur le site de la CREG en juin 2022. Mise à part l'inflation, ces tarifs sont dans la continuité du passé.

➤ *Analyser, suivre et soutenir les investissements dans le réseau*

Sur le plan des investissements dans les interconnexions et du renforcement des réseaux de transport d'électricité et de gaz, une attention particulière sera portée, tant *ex ante* qu'*ex post*, aux projets planifiés, à leur pertinence et à leur réalisation concrète par les gestionnaires de réseau.

Dans le contexte européen, la CREG tiendra naturellement compte des éventuelles mesures incitatives visant à garantir la réalisation en temps voulu des investissements d'intérêt européen. Le cas échéant, la CREG prendra les mesures tarifaires nécessaires pour assurer leur réalisation.

La CREG portera un intérêt particulier à la préparation du prochain plan d'investissement européen (*Ten-Year Network Development Plan 2024*⁵⁷). L'attention sera portée sur les projets dits de transition énergétique, en ce compris les investissements anticipatifs, à propos desquels les évolutions du cadre réglementaire y afférent seront prises en compte dans les discussions au sein des groupes de travail de l'ACER. La CREG effectuera également des tâches de *monitoring* des investissements et du contrôle de cohérence avec le plan d'investissement national.

⁵⁷ Abréviation : TYNDP 2024.

- En ce qui concerne l'électricité :

En matière d'investissements, il est très important que les ressources soient utilisées avec un maximum d'efficacité et que les projets prioritaires soient choisis correctement. Un point d'attention particulier pour l'ensemble de la période régulatoire, donc également pour 2024, portera sur la maîtrise des dépenses ainsi que l'acceptation par le public des grands projets d'infrastructure.

Il faut également avoir conscience du fait que le portefeuille d'investissement prévu porte de plus en plus sur des investissements liés à la transition énergétique, tant en Belgique qu'en Europe. La majeure partie des projets relèvent de plans d'investissement fédéraux ou régionaux, dont la compétence d'approbation réside auprès de ces autorités respectives et s'intègrent dans le *Ten-Year Network Development Plan* et la politique européenne en la matière.

La CREG a donc pour objectif principal que les investissements soient réalisés tels qu'approuvés par les autorités publiques et en visant l'optimum technico-économique.

- En ce qui concerne le gaz naturel :

Dans le cadre de sa mission de suivi, d'analyse et de soutien aux investissements dans le réseau, la CREG veillera à :

- stimuler l'intégration des zones de marché de gaz naturel pour augmenter leur liquidité et faciliter le transport de gaz naturel ;
- assurer le bon déroulement de la conversion du gaz L (valeur calorifique basse) vers le gaz H (valeur calorifique haute) ;
- assurer la réalisation d'investissement et de remplacement pour pouvoir répondre à la demande de gaz naturel et assurer la sécurité du réseau de transport également vis-à-vis de nos pays voisins, en particulier après l'inversion des flux gaziers dominants en Europe du Nord-Ouest à la suite de la guerre en Ukraine ;
- identifier et calibrer le rôle futur du gaz naturel et de l'infrastructure gaz dans le *mix* énergétique durable et plus particulièrement le transport de gaz bleus et verts ;
- veiller à la compétitivité du transport de gaz naturel en Belgique en tenant compte des interconnexions transfrontalières comme par exemple de l'Interconnector ;
- veiller à ce que le nouveau modèle de stockage du gaz naturel continue d'être mis en œuvre et adapté en application du règlement gaz (UE) 2022/1032 ;
- assurer le développement et la promotion des activités couplées liées au gaz naturel liquéfié (GNL) ;
- assurer le bon déroulement des nouveaux services au terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) ;
- assurer la mise en œuvre correcte et en temps utile du code de réseau européen sur l'harmonisation des structures tarifaires pour le transport du gaz naturel ;
- assurer une attention particulière aux projets liés au développement de l'hydrogène.

3.3.2. Activités à réaliser

➤ *Surveiller la bonne application de la méthodologie tarifaire et prendre les décisions qui en découlent ou qui s'avèrent indispensables en pratique*

- En ce qui concerne l'électricité :

En 2024, la CREG :

- prendra une décision sur le rapport tarifaire 2023 d'Elia. Comme pour les exercices précédents, la CREG exercera un contrôle sur l'application des tarifs de transport, la justification des coûts et l'absence d'application de subsides croisés par le gestionnaire du réseau. Cette décision analysera également les résultats atteints par Elia dans le cadre de la régulation incitative ;
- prendra, le cas échéant, une décision relative à la proposition tarifaire adaptée soumise par Elia et relative aux tarifs et surcharges pour les autres obligations de services public en 2025 ;
- fixera, après consultation d'Elia, les objectifs à atteindre par Elia en 2025 dans le cadre de l'incitant laissé à la discrétion de la CREG visé à l'article 27 de la méthodologie tarifaire ainsi que les montants liés à la réalisation de ces objectifs dans les délais impartis.

- En ce qui concerne le gaz naturel :

En 2024, la CREG :

- prendra une décision sur le rapport tarifaire 2023 de Fluxys Belgium, Fluxys LNG et Interconnector. Comme pour les exercices précédents, la CREG exercera un contrôle sur l'application des tarifs, la justification des coûts, les comptes semestriels, les soldes d'exploitation des exercices précédents et l'absence d'application de subsides croisés par le gestionnaire du réseau ; et
- si en 2024 une adaptation annuelle de la décision tarifaire s'avère indispensable, la CREG adoptera une nouvelle décision tarifaire, dans le respect des dispositions légales applicables.

➤ *Analyser, suivre et soutenir les investissements dans le réseau*

- En ce qui concerne l'électricité :

Étant donné que dans ce secteur d'activité les coûts en capital (*Capex*) sont également un moteur de la rémunération du gestionnaire de réseau, la CREG prévoit pour 2024 de maintenir ses efforts de contrôle sur le portefeuille d'investissement et les coûts opérationnels (*Opex*) qui en découlent.

La CREG examinera le caractère raisonnable ou non des indemnités/compensations accordées dans le cadre des demandes de dédommagement et d'indemnisation relatives aux grands projets d'infrastructure tout en assurant la bonne réalisation des projets d'infrastructure. Cet objectif sera réalisé via un suivi proactif de l'avancement des projets et le contrôle des dépenses *ex post*.

La CREG a mis en place des incitants au profit d'Elia en vue de la réalisation dans les temps prévus d'investissements qui sont importants dans le contexte belge et européen pour augmenter,

notamment, la sécurité d'approvisionnement de la Belgique⁵⁸. La CREG suivra les rapports d'Elia prévus dans le cadre des incitants sur les investissements et prendra les décisions requises à cet égard dans le cadre de la décision sur le rapport tarifaire d'Elia.

- En ce qui concerne le gaz naturel :

Les projets 2024 pour la CREG liés à la régulation de Fluxys Belgium, Fluxys LNG et Interconnector sont les suivants :

- suivre au niveau du contrôle des coûts le passage de l'infrastructure de transport de gaz L au gaz H ;
- continuer à contribuer à la réflexion du rôle du gaz naturel (et/ou du biogaz) à l'avenir en communiquant des faits objectifs et des données relatives au gaz naturel en général, et son transport en particulier, pour ainsi contribuer au débat du mix énergétique et de la transition énergétique ;
- s'intéresser aux projets potentiellement proposés par Fluxys Belgium ou le futur gestionnaire du transport d'hydrogène sous forme mélangée ou pure, d'installation de Power-to-X et de transport de CO2 dans le cadre de l'Alliance européenne pour un hydrogène propre de la Commission européenne ;
- participer à l'établissement d'un cadre réglementaire pour le marché de l'hydrogène ;
- continuer à stimuler des investissements dans les installations de transport en utilisant le compte de régularisation « primes d'enchères » pour diminuer la congestion aux points d'entrée et de sortie du réseau en conformité avec le NC TAR ;
- s'assurer que ces nouveaux investissements sont compatibles pour le transport d'hydrogène pour anticiper et stimuler le développement du marché de l'hydrogène.

3.3.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe – Objectif
3.3.2.	Fixer une nouvelle valeur pour le petit ajustement et/ou tarif de rééquilibrage de Balansys	Q1	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Suivi et analyse des projets menés par Elia dans le cadre des incitants à la promotion de l'équilibre du système en 2024	Q1-Q4	Activités libéralisées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Contrôle du rapport tarifaire relatif à 2023 (Elia ; <i>ex post</i>)	Q2	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Décision relative à la détermination des objectifs à atteindre en 2025 dans le cadre de l'incitant à la promotion de l'équilibre du système visé à l'article 27 (incitant discrétionnaire) de la méthodologie tarifaire	Q2	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Contrôle des rapports tarifaires annuels (Fluxys Belgium) y compris la décision sur les soldes des coûts gérables et non gérables	Q2	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau

⁵⁸ Ces investissements sont repris dans la décision (B)658E/80 du 9 février 2023.

3.3.2.	Contrôle des rapports tarifaires annuels y compris la décision sur les soldes (Fluxys LNG)	Q2	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Contrôle du rapport tarifaire d'Interconnector	Q2	Activités régulées – fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Veiller à la bonne application de la méthodologie tarifaire (électricité)	Q1-Q4	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Veiller à la bonne application de la méthodologie tarifaire (gaz naturel)	Q2-Q3	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau
3.3.2.	Décision relative à la proposition d'Elia sur les valeurs des tarifs des obligations de service public (OSP) et surcharges pour l'année 2025	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – Fixer les tarifs de réseau

3.4. THÈME 9 : DÉVELOPPER ET ENCADRER LES MARCHÉS DES SERVICES AUXILIAIRES (ÉLECTRICITÉ)

3.4.1. Objectifs de la CREG

La CREG soutient le développement des marchés spécifiques des services auxiliaires, de sorte que leur contribution à la gestion du système électrique puisse s'effectuer dans des conditions technico-économiques optimales et qu'un maximum d'acteurs puisse y participer, tant ceux de la production que ceux de la gestion de la demande et encore ceux actifs dans le stockage d'électricité.

En ce qui concerne les types de réserve d'équilibrage (FCR, aFRR et mFRR), la CREG poursuivra en 2024 l'intégration européenne de ces services auxiliaires d'équilibrage, la généralisation des produits court terme et l'ouverture des produits de réserve d'équilibrage à de nouvelles ressources, telles que la demande, la production de plus petite taille, y compris la production décentralisée et intermittente, et les batteries.

Ces évolutions, qui tendent à concevoir la fourniture de ces services de manière technologiquement neutre et la contractualisation des services plus proches de la période de fourniture, font partie d'une stratégie développée au niveau européen et national en concertation avec tous les acteurs de ces marchés, dont la mise en œuvre s'étend sur plusieurs années.

L'entrée en vigueur des plateformes européennes d'échange d'aFRR et mFRR, dans le courant des années 2022 et 2023, avec une possibilité de report de l'adhésion jusqu'en 2024, est une étape importante à laquelle la CREG a contribué. Après connexion d'Elia à ces plateformes européennes, la CREG surveillera les bénéfices et les coûts y associés.

En application de la loi du 13 juillet 2017⁵⁹, la CREG continue à travailler sur l'extension de l'application du mécanisme de transfert d'énergie au marché aFRR et à la basse tension. Elle évaluera le fonctionnement des mécanismes déjà approuvés en 2022. Elle continuera également à contrôler la réalisation par le gestionnaire du réseau de transport de sa mission de gestion des données de flexibilité de la demande impliquant un transfert d'énergie.

⁵⁹ Loi du 13 juillet 2017 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'améliorer la flexibilité de la demande et le stockage d'électricité, M.B., 19 juillet 2017, pp. 73467-73469.

Dans le cadre de la transition énergétique et du développement des marchés de l'électricité centrés sur le consommateur conformément au *CEP*, la CREG s'efforce de réduire les obstacles pour la participation aux marchés d'équilibrage de l'énergie. A cette fin, la CREG suivra les évolutions au niveau régional pour faciliter, permettre et suivre l'accès au marché, d'une part, et s'efforcera d'adapter les règles du marché si nécessaire au niveau européen et fédéral, d'autre part. Concrètement, en 2024, la CREG évaluera les nouvelles règles de marché de réserve aFRR, entrées en vigueur en 2023, pour soutenir la participation de nouvelles unités flexibles. De plus, la CREG continuera à travailler activement, au sein du *Electricity Balancing Task Force*, sur la rédaction d'un code de réseau dans le cadre de l'article 59.1(e) CEP afin de faciliter la participation active de la demande, y compris les règles pour l'agrégation, le stockage d'énergie et la gestion de la demande.

Depuis le début de l'augmentation des prix du gaz en juillet 2021, les coûts de réservation pour l'achat de réserves FRR ont également fortement augmenté. Plus précisément, les coûts d'achat des réserves aFRR ont été multipliés par sept en 2022 par rapport à 2020. Par conséquent, en 2024, comme en 2022 et 2023, la CREG s'attachera à évaluer les règles de dimensionnement des FRR, dans le but, le cas échéant, de limiter l'augmentation des coûts d'achat des réserves aFRR. Ces améliorations peuvent notamment inclure une utilisation plus efficace de la compensation des déséquilibres et le fait de rendre les besoins aFRR élastiques au prix sur la base de la qualité FRCE mesurée. La CREG discutera avec l'ACER dans le but d'adapter une ou plusieurs de ses décisions pour permettre l'application d'éventuelles améliorations. La CREG tentera de réduire encore les obstacles à la participation au marché d'équilibrage aFRR afin que les unités non alimentées au gaz puissent concurrencer efficacement les unités existantes. En outre, la CREG prévoit des mesures pour renforcer la cybersécurité en vue d'appliquer un bon compromis entre, d'une part, l'augmentation des exigences applicables aux unités ou groupes fournissant des réserves et, d'autre part, la réduction des obstacles à la participation au marché.

Les réflexions sur les services de *black-start* et de réglage de la tension et de l'énergie réactive (débutées en 2018 dans le cadre des incitants discrétionnaires), dont l'objectif était de parvenir à des nouveaux mécanismes de marché efficaces et efficients, ont mené à plusieurs propositions de modification des contrat types d'Elia. Néanmoins, de nouvelles propositions de contrat types sont encore nécessaires pour assurer l'implémentation totale des changements de *design* futurs dans les prochaines années. Ces mécanismes de marchés doivent permettre à Elia de disposer des ressources nécessaires pour réaliser cela et ce, aux prix les plus bas. En 2024, la CREG veillera à la bonne application et à l'évolution des contrats types (afin d'implémenter les changements restants du *design* en prenant en compte les évolutions possibles de la loi électricité relatives aux procédures d'achats des services auxiliaires non liés au réglage de la fréquence), au bon fonctionnement des mécanismes de marchés et au caractère non-manifestement déraisonnable des prix.

3.4.2. Activités à réaliser

➤ *Développer et encadrer le marché des services auxiliaires d'équilibrage*

Dans le cadre de la méthodologie de fixation des volumes de la réserve aFRR et mFRR, la CREG continuera à évaluer les règles concernant l'équilibre, les volumes et les coûts des services auxiliaires, et les adaptera si nécessaire. En particulier vu les prix du gaz élevés observés, la CREG accordera une attention supplémentaire à l'optimisation des besoins en réserves aFRR en fonction de la qualité du FRCE et des coûts d'achat de ces réserves aFRR.

En 2024, la CREG analysera et approuvera, le cas échéant, les propositions qu'Elia lui transmettra au sujet de l'adaptation des règles de fonctionnement du marché de la compensation des déséquilibres quart-horaires (équilibre).

De même, elle assurera le suivi des décisions prises dans le passé qui commenceront ou continueront à porter leur effet en 2024.

En outre, elle analysera les résultats des enchères à court terme pour les réserves FCR, aFRR et mFRR, tant en ce qui concerne la disponibilité des offres introduites que les prix offerts.

En 2024, la CREG continuera à participer en tant qu'observateur aux activités du *Working Group Balancing* du *User's Group* d'Elia concernant le développement des règles du marché de la compensation des déséquilibres quart-horaires et à sa *Task Force* « iCAROS » concernant l'adaptation du concept CIPU aux nouveaux codes de réseau européens et son extension aux ressources décentralisées et issues de la demande.

La CREG tiendra aussi des réunions bilatérales avec les différents acteurs de marché. Ces réunions auront pour but de s'assurer de la cohérence entre les évolutions futures des marchés de *balancing* et les attentes des acteurs de marché.

La CREG suit également les initiatives actuelles visant la réalisation de l'intégration européenne des systèmes en matière d'équilibre, notamment en participant à la *Task Force Electricity Balancing* d'ACER pour ce qui concerne la mise en œuvre de l'EB GL (Code réseau) au niveau européen. Les conséquences de la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre du code de réseau européen concernant l'équilibrage, notamment l'adoption de nouveaux règlements⁶⁰ en cette matière et la mise en place des plateformes internationales pour la réservation de la capacité de réserve primaire (FCR) et l'activation des offres d'énergie relatives aux réserves secondaires et tertiaires (aFRR et mFRR) ainsi que pour la *netting* des déséquilibres entre blocs RFP, continueront à être suivies dans les prochaines années et soutenues par la CREG notamment. En outre, d'autres défis se profilent également sur le plan de l'équilibre et de la conception du marché de l'électricité, à savoir :

- l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché de la production et leur participation aux services auxiliaires ;
- la participation de la demande aux services auxiliaires et aux différents marchés de gros ; et
- l'harmonisation continue de différentes règles et mécanismes pour équilibrer le système électrique en Europe.

⁶⁰ Proposition de nouvelles règles (« *Terms and conditions* ») par le gestionnaire du réseau, à approuver par le régulateur au niveau national et de celles proposées par les gestionnaires de réseau concernés et à approuver par les régulateurs concernés au niveau international.

Concrètement la CREG travaillera activement à la rédaction d'un code de réseau sur la participation active de la demande, y compris les règles sur l'agrégation, le stockage d'énergie et la gestion de la demande.

Tout au long de l'année 2024, la CREG vérifiera et, si nécessaire, facilitera la réalisation des projets par Elia, dans le respect de la décision 658^E/68 relative à l'incitant pour la promotion de l'équilibre du système en 2024.

➤ *Le service de gestion de la tension et de l'énergie réactive*

En 2022, la CREG a approuvé la nouvelle version des conditions, y compris le contrat type, relatives au rôle de *voltage service provider*⁶¹, applicables à partir du 1^{er} janvier 2023. La CREG a néanmoins demandé que des réflexions soient menées sur plusieurs points du contrat type et qu'une nouvelle étude soit réalisée (dans le cadre des incitants pour la promotion de l'équilibre du système en 2023) sur le design du service de gestion de la tension et de l'énergie réactive en vue d'en réduire les coûts tout en assurant la disponibilité d'une puissance de réglage suffisante. L'étude clarifiera les besoins éventuels des actions en 2024.

En 2024, dans le cas où Elia organise un appel d'offres pour la fourniture du service en 2025, la CREG évaluera le caractère manifestement déraisonnable ou non du prix des offres. Si nécessaire, la CREG rédigera des décisions imposant une obligation de service public à un fournisseur du service de puissance réactive suivant l'article 30 de la loi du 23 octobre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant transposition de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

➤ *Application du code de réseau européen Emergency and Restoration et les services de reconstitution*

La CREG veille à l'application du règlement (UE) 2017/2196 de la Commission du 24 novembre 2017 établissant un code de réseau sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique.

En 2023, la CREG a approuvé la nouvelle version du contrat type pour les services de reconstitution⁶² ainsi qu'une première version des procédures d'appel d'offres pour les services de reconstitution pour la période 2024-2026. La CREG a toutefois réitéré sa demande auprès d'Elia de tout mettre en œuvre pour adapter autant que possible, techniquement et efficacement, la conception future du service *black-start* afin d'ouvrir le plus largement possible la participation à ce service. A cette fin, la CREG s'attend à recevoir d'Elia, au plus tard début 2024, une nouvelle proposition de contrat type pour les services de reconstitution et de procédures d'appel d'offres pour les services de reconstitution applicables à partir de 2027.

A la demande de la ministre de l'énergie, la CREG donnera en 2024 un avis sur des modifications du plan de défense du réseau, du plan de reconstitution et du plan test que le ministre ayant l'énergie dans ses attributions doit approuver sur proposition du gestionnaire du réseau de transport. Ces plans font partie du code de réseau européen *Emergency and Restoration*.

⁶¹ La version précédente des termes et conditions relatives au rôle de *voltage service provider* (ou T&C VSP) a été approuvée par la CREG en 2021 pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

⁶² La version précédente des conditions pour agir en tant que prestataire de services de réparation sur une base contractuelle, y compris l'accord type pour les services de réparation, a été approuvée par la CREG en 2020 pour la période 2021-2023.

3.4.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
3.4.2.	Rapport <i>ex post</i> à l'ACER sur l'utilisation des revenus des congestions de l'année 2023 du gestionnaire du réseau	Q1	Axe : Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application de la régulation européenne
3.4.2.	Décision sur la proposition d'Elia sur l'utilisation des revenus de congestion en 2025	Q1	Axe : Activités régulées – Développer et contrôler la bonne application de la régulation européenne
3.4.2.	Le cas échéant, rapport sur les offres pour le service de réglage de la tension et de l'énergie réactive en 2025	Q3	Activités régulées – Développer et encadrer le marché des services auxiliaires
3.4.2.	Le cas échéant, rapport sur les offres pour le service de <i>black-start</i> à partir de 2027	Q3	Activités régulées – Développer et encadrer le marché des services auxiliaires
3.4.2.	A la demande de la ministre de l'énergie, avis sur des modifications du plan de défense du réseau et du plan de reconstitution, visés par le code de réseau européen <i>Emergency and Restoration</i>	2024	Activités régulées - Développer et encadrer le marché des services auxiliaires - Application du code de réseau <i>Emergency and Restoration</i>
3.4.2.	Avis, le cas échéant, sur le test plan du gestionnaire du réseau de transport	2024	Activités régulées - Développer et encadrer le marché des services auxiliaires- Application du code de réseau <i>Emergency and Restoration</i>
3.4.2.	Décision concernant la demande d'approbation de la méthode d'évaluation et de la détermination de la puissance de réserve FCR, aFRR et mFRR pour 2023 ou son	<i>Ad hoc</i> (dépend de la date d'introduction de la	Activités régulées – Développer et encadrer le marché des services auxiliaires

	équivalent à la suite des nouveaux Codes de réseaux européens	proposition d'Elia)	
3.4.2.	Décisions concernant la proposition éventuelle du gestionnaire du réseau de transport concernant l'adaptation des règles de fonctionnement du marché relatif à la compensation des déséquilibres quart-horaires (équilibre), y compris celles relatives aux modalités et conditions pour la fourniture des services d'équilibrage	<i>Ad hoc</i> (probablement plusieurs décisions sur l'année dont les dates dépendent des dates d'introduction des propositions par Elia)	Activités régulées – Développer et encadrer le marché des services auxiliaires

3.5. THÈME 10 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

3.5.1. Objectifs de la CREG

Le cadre régulé actuel trouve son fondement dans les dispositions du troisième Paquet Energie et dans le *Clean Energy Package*, respectivement entrés en vigueur en 2009 et 2019. En raison des prix élevés de l'énergie suite à la guerre en Ukraine, des ajustements au modèle de marché de l'électricité ont été élaborés en 2023 par les instances européennes, qui devront être mis en œuvre en 2024. La CREG ne manquera pas de conseiller les autorités belges si nécessaire afin de parvenir à une régulation du marché intérieur intégré de l'énergie aussi efficace que possible. La CREG devra, le cas échéant, également adapter ses propres documents réglementaires à cette fin et continuer à coopérer étroitement au niveau européen avec l'ACER et les autres régulateurs, tant au sein du CEER que de la structure d'ACER.

En parallèle, la Commission européenne continue de lutter contre le changement climatique et l'impact sur l'environnement. Sur base de la nouvelle stratégie de croissance de l'Union européenne, c'est-à-dire le *Green Deal* européen, le cadre législatif du secteur de l'énergie doit être adapté, en particulier le paquet *Fit for 55*⁶³ et le paquet législatif pour l'hydrogène et le gaz sans carbone⁶⁴. Non seulement les objectifs en matière d'efficacité énergétique, d'émissions de gaz à effet de serre et de part des sources renouvelables dans le mix énergétique sont renforcés, mais une adaptation en profondeur du cadre législatif du gaz naturel aux gaz renouvelables (particulièrement l'hydrogène) et décarbonés est également proposée.

Parmi les thèmes européens régulés auxquels la CREG prêtera toute son attention en 2024, citons la réalisation du marché intérieur de l'énergie unifié avec, entre autres, la poursuite de la mise en œuvre des codes de réseau et lignes directrices, le développement de réseaux d'énergie intégrés pour le transport d'énergies renouvelables et de gaz décarboné, l'intégration des marchés régionaux (voir également le thème 7), le suivi et l'analyse de projets (*Projets of Common Interest* ou *PCI*) d'intérêt général dans le cadre des orientations pour l'infrastructure énergétique transeuropéenne, le contrôle des plans de développement décennaux publiés par ENTSO-E et ENTSO-G et la poursuite de l'élaboration du cadre législatif relatif à la production d'énergies renouvelables *offshore*.

⁶³ [Fit for 55: Delivering on the proposals \(europa.eu\)](https://europa.eu).

⁶⁴ [Hydrogen and decarbonised gas market package \(europa.eu\)](https://europa.eu).

La CREG veillera dans ce cadre à la mise en œuvre des trois principes suivants :

- les investissements efficaces et durables en s’inscrivant dans le cadre élaboré par l’Europe pour la transition énergétique : le travail de la CREG doit permettre, lors de l’instauration des principes de modèle de marché, de créer des signaux d’investissements qui sont efficaces pour assurer un approvisionnement sûr, durable et abordable à l’avenir. De plus, l’activité du régulateur doit clairement s’inscrire dans le développement des marchés intégrés en éliminant les obstacles qui freinent l’introduction des énergies renouvelables. Le cadre réglementaire et l’orientation politique doivent apporter au marché la faculté de rencontrer efficacement les objectifs climatiques et environnementaux souhaités ;
- le fonctionnement efficace et transparent du système énergétique : les consommateurs bénéficient de l’utilisation efficace des infrastructures existantes et à venir dans l’ensemble du système intégré (réseaux et production/charge). Le cadre réglementaire doit donner le bon signal pour une répartition économique et une exploitation efficace par le biais du système ;
- les marchés compétitifs visant l’intérêt de tous les consommateurs : la mise en place de marchés compétitifs devrait engendrer des résultats plus efficaces (rendre les factures plus basses qu’il en aurait été autrement) pour les consommateurs. La transition énergétique proposée doit être une transition socialement juste et abordable, où les inégalités et la précarité énergétique doivent être suivies et évitées. Des marchés de gros fonctionnant correctement sont nécessaires à un fonctionnement adéquat des marchés de détail. La concurrence doit ainsi prendre en considération tous les délais, segments de marché et produits.

Ces trois principes devraient constituer les bases de chaque décision individuelle liée à la politique à laquelle la CREG participe.

La CREG jouera un rôle actif au sein de l’ACER et du CEER en 2024 pour promouvoir un cadre réglementaire stable et efficace dans l’intérêt du consommateur.

3.5.2. Activités à réaliser

➤ Gouvernance et cadre réglementaire

Au sein du CEER, et plus particulièrement du *Regulatory Benchmarking Work Stream* (RBM WS), une analyse est d’ordinaire réalisée en ce qui concerne les aspects de la gouvernance des NRA. En 2024, la CREG continuera à contribuer à l’échange d’expériences entre les régulateurs et les parties prenantes sur les instruments et les processus d’une régulation dynamique dans le cadre régulé. Il s’agit d’un travail continu qui consiste à produire des présentations et différents *papers* traitant de ce sujet et au sujet desquels la Commission européenne a publié un document de travail le 25 juillet 2023⁶⁵. Dans ce même contexte, un suivi des règlements et directives que la Commission européenne développera dans le futur en matière d’énergie sera assuré.

La CREG collaborera également à une analyse européenne de l’indépendance des régulateurs énergétiques en 2024. Cela va de pair avec une comparaison des tâches et fonctions des différents régulateurs nationaux : leurs ressources, leurs responsabilités, ... En effet, les modèles de régulation au niveau national diffèrent considérablement et les régulateurs de l’énergie se voient confier de plus

⁶⁵ [Staff Working Document on Guidance on regulatory sandboxes, testbeds, and living labs in the EU, with a focus section on energy.](#)

en plus de tâches (diverses) par le biais de la législation européenne et nationale. La CREG espère ainsi mieux comprendre comment elle doit gérer son indépendance dans ce contexte.

La CREG collaborera également à un document qui sera élaboré au sein du CEER, détaillant les tâches supplémentaires que les réglementations européennes les plus récentes ont attribuées ou attribueront aux régulateurs nationaux de l'énergie.

En 2024, des changements au design de marché devront être pris en compte tant pour l'électricité que pour les gaz. Pour le marché du gaz naturel, l'intégration des gaz provenant de sources renouvelables, comme l'hydrogène et des gaz décarbonés, reste une priorité, tandis qu'un nouveau modèle de marché spécifique à l'hydrogène doit être élaboré (voir thème 11).

S'agissant du marché de l'électricité, la mise en œuvre du nouveau code de réseau en matière de cybersécurité est à l'ordre du jour, tandis que le code de réseau pour la flexibilité de la gestion de la demande sera finalisé. En outre, les propositions visant à soutenir le marché à long terme, à protéger les consommateurs contre une trop grande volatilité des prix et à les aider à faire les bons choix de contrat doivent être mises en œuvre.

Le travail réalisé par la CREG en la matière se fait de façon coordonnée avec les régulateurs régionaux pour les matières qui relèvent de leurs compétences et avec les autres autorités compétentes au niveau fédéral.

➤ *Orientations pour l'infrastructure énergétique transeuropéenne*

La CREG continuera d'œuvrer à une infrastructure énergétique efficace, garantissant la libre circulation de l'énergie par-delà les frontières et le transport d'énergie à partir de nouvelles sources d'énergie neutres en carbone, améliorant ainsi non seulement le commerce de l'énergie mais aussi la sécurité d'approvisionnement. En vue d'atteindre les objectifs de décarbonisation et de transition énergétique, la CREG continuera à œuvrer à l'intégration du secteur de l'électricité et du gaz.

La CREG continuera de soutenir le *North-South Interconnections (NSI) West Gas Regional Group* et le *North-South Interconnections (NSI) West Electricity Regional Group* de la Commission européenne dans le cadre de la mise en œuvre et du contrôle du règlement TEN-E (règlement 2022/869⁶⁶) et de la sélection et du contrôle des projets d'intérêt commun. La CREG continuera également d'assurer le suivi des activités du *North Seas Energy Cooperation (NSEC)* des Etats membres concernés et de la Commission européenne. La CREG participera activement, en collaboration avec la Direction générale de l'Energie, au *North Seas Energy Cooperation Support Group 1 « Hybrid and joint projects »* et *Support Group 4 « Delivering 2050 »* (ce dernier mettant l'accent sur les défis à l'horizon 2050).

Dans ce contexte, et plus particulièrement en ce qui concerne les PCI belges qui se concentrent sur des investissements *offshore* et sur de nouveaux investissements qui contribuent à résoudre les futures crises d'approvisionnement et qui sont donc *future proof*, la CREG continuera de participer aux différents groupes de travail régionaux européens en la matière. Ces groupes de travail remettent des avis concernant la sélection et le *monitoring* des PCI afin de soutenir les projets servant l'intérêt général. De plus, la CREG assurera le suivi de l'instauration de mesures de support (transfrontalières) au niveau européen. À cette fin, elle se concertera avec les instances de régulation des pays voisins pour ce qui concerne l'élaboration d'une éventuelle attribution transfrontalière des coûts d'investissements pour les projets générant des profits transfrontaliers nets. Ces décisions se fondent

⁶⁶ Règlement (UE) 2022/869 du Parlement et du Conseil du 30 mai 2022 concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes, modifiant les règlements (CE) n° 715/2009, (UE) 2019/942 et (UE) 2019/943 et les directives 2009/73/CE et (UE) 2019/944, et abrogeant le règlement (UE) n° 347/2013.

sur une analyse coûts-bénéfices transfrontalière. On veillera aussi à ne pas instaurer des barrières pour des investissements potentiels et même, dans la mesure du possible, d'en supprimer.

➤ *Optimisation du fonctionnement, du contrôle et de l'offre des capacités de transport dans les infrastructures*

En ce qui concerne l'électricité, une attention particulière sera accordée à l'application des nouvelles réglementations concernant l'accès à l'infrastructure transfrontalière et l'optimisation de son utilisation. Comme en 2023, la CREG poursuivra ses efforts afférents à la mise en œuvre des lignes directrices résultant du règlement (UE) n°2019/943, à savoir :

- les lignes directrices orientées « Marché » :
 - CE 2015/1222 : *Capacity Allocation & Congestion management (CACM)*, entrée en vigueur le 24 juillet 2015 ;
 - CE 2016/1719 : *Forward Capacity Allocation (FCA)*, entrée en vigueur le 26 septembre 2016 ;
 - CE 2017/2195 : *Electricity Balancing (EB GL)*, entrée en vigueur le 23 novembre 2017 ;
- la ligne directrice et le code de réseau orientés « Operations » :
 - CE 2017/1485 : *System operations (SO GL)*, entrée en vigueur le 2 août 2017 ;
 - CE 2017/2196 : *Emergency and Restoration (E&R)*, entrée en vigueur le 18 décembre 2017 ;
- les codes de réseau orientés « Connection » :
 - CE 2016/631 : *Requirements for Generators (RfG)*, entrée en vigueur le 14 avril 2016 ;
 - CE 2016/1447 : *High Voltage Direct Current (HVDC)* entrée en vigueur le 26 août 2016 ;
 - CE 2016/1388 : *Demand Connection Code (DCC)* entrée en vigueur le 14 avril 2016.

La coordination avec les autres régulateurs, ACER et les gestionnaires de réseau de transport découle directement des dispositions des directives, des codes de réseau et du règlement (UE) 2019/942 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 instituant une Agence de l'Union européenne pour la Coopération des Régulateurs de l'Énergie (refonte).

Toutes les modifications apportées par la CREG aux documents réglementaires de base et qui trouvent leur origine dans des discussions pertinentes dans le cadre européen doivent être apportées en concertation permanente avec les acteurs du marché. Il s'agit notamment:

- du suivi de l'adaptation éventuelle du modèle de marché et des conséquences potentielles pour l'utilisation des interconnexions. L'offre de capacité est principalement influencée par le modèle de marché appliqué et par l'interaction avec les réseaux voisins. Les propositions de projets s'insèrent dans le cadre des lignes directrices CACM, FCA et EB GL et la CREG a pour objectif d'assurer que les propositions soient conformes aux directives européennes, en particulier le règlement (UE) 2019/943. Le contrôle est réalisé sur la base des rapports des gestionnaires du réseau de transport et/ou des bourses d'énergie, d'études externes et d'analyses propres menées en s'appuyant sur des données de contrôle ;
- dans le cadre des travaux menés au sein de l'ACER, pour la CREG de participer au contrôle des NEMO (*Nominated Electricity Market Operators*, cf. article 4, (1), du règlement (UE)

n° 2015/1222) et en particulier de la séparation opérationnelle et comptable de leurs activités régulées et commerciales ;

- là où les méthodologies et conditions résultant des lignes directrices (CACM, FCA, EB et SO) ont déjà été adoptées, la CREG contrôlera leur mise en œuvre effective en consultation avec les autres autorités de régulation concernées et l'ACER. En effet, l'entrée en vigueur et le respect des méthodologies et conditions déjà adoptées est une étape nécessaire à la réalisation des marchés uniques de l'électricité ;
- la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) 2019/943, en particulier les articles 14 à 17 sur l'accès au réseau et la gestion de la congestion. En particulier, la CREG contrôlera le respect de l'obligation de mettre à disposition des acteurs du marché une capacité minimale de 70% de la capacité d'interconnexion et, à cette fin, en étroite concertation avec Elia, les autres autorités de régulation ainsi qu'ACER, elle mettra en œuvre les dispositions de l'article 16, paragraphes 8 et 9 ;
- dans le cadre de la mise en œuvre de la ligne directrice SO GL, pour la CREG de suivre les projets et la mise en œuvre des méthodologies relatives - entre autres - à l'échange de données et informations entre gestionnaires du réseau de transport, gestionnaires des réseaux de distribution, utilisateurs du réseau et coordinateurs régionaux en matière de sécurité, à l'élaboration des modèles de réseaux communs, aux analyses de sécurité du réseau coordonnées et à l'utilisation des actions dites « remèdes », au maintien de la qualité de fréquence et à l'évaluation de l'adéquation régionale.

Le règlement CACM contient une série de dispositions relatives à la désignation, au *monitoring* et au retrait éventuel de la désignation de NEMO. Conformément à l'arrêté royal de 2005⁶⁷, ce n'est pas la CREG, qui a un rôle consultatif, mais la ministre de l'Énergie qui est compétente en la matière. De même qu'en 2023, la CREG collaborera avec l'ACER dans le cadre de la révision du règlement CACM. Dans ce contexte, il a été demandé à l'ACER, en collaboration avec les autorités de régulation, d'élaborer une recommandation proposant des modifications motivées du règlement CACM. Cette dernière a été élaborée et publiée le 20 décembre 2021. La CREG partagera son expertise en la matière avec le SPF Economie afin de soutenir la suite du processus législatif organisé par la Commission européenne. La CREG collaborera également avec l'ACER dans le cadre d'une future révision du règlement FCA, pour lequel une recommandation proposant des modifications motivées pourrait être demandée à l'ACER en 2024.

➤ *Plateforme gazière*

La CREG participe, en coordination avec la Direction générale de l'Énergie et Fluxys Belgium, à des réunions régulières organisées au sein du Secrétariat général Benelux dans le but d'assurer la coordination internationale de la conversion du gaz L vers le gaz H dans les pays concernés (Belgique, Allemagne, France et Pays-Bas). Ces réunions de coordination sont importantes en vue de l'harmonisation internationale des actions nécessaires dans les différents pays. Par ailleurs, les autorités néerlandaises concernées considèrent la plateforme gazière comme le forum international indiqué pour annoncer, aux pays consommateurs de gaz L, les évolutions et actions politiques récentes en matière de production de gaz L aux Pays-Bas. La CREG fournit essentiellement une contribution sur la préservation du fonctionnement de marché durant l'abandon progressif du gaz L et sur une transition aussi efficace que possible vers un marché du gaz naturel intégré qui ne propose plus qu'une seule qualité de gaz (gaz H). La Belgique a annoncé au sein de cette plateforme en 2021 que, selon le calendrier actuel, la conversion complète du marché belge sera réalisée d'ici fin 2024. Cependant, le

⁶⁷ Arrêté royal du 20 octobre 2005 relatif à la création et à l'organisation d'un marché belge pour l'échange de blocs d'énergie.

transit du gaz L de la Belgique vers la France continuera aussi longtemps que le marché français souscrit de la capacité de transport et, selon le calendrier actuel, au plus tard en 2030.

Ces activités seront poursuivies en 2024 et seront même élargies à d'autres activités qui trouvent leur origine dans le règlement révisé SoS (UE) n° 2017/1938, qui impose entre autres l'élaboration d'analyses de risques régionales, de plans d'actions préventifs, de plans d'urgence et dans les éventuels résultats de la nouvelle plateforme européenne d'achats communs d'énergie⁶⁸.

3.5.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
3.5.2.	Promouvoir la coordination entre les régulateurs, les gestionnaires des systèmes de transmission et les gestionnaires désignés du marché de l'électricité et garantir la mise en œuvre de la ligne directrice CACM via les conditions ou méthodologies approuvées	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Contribuer, dans le cadre de la révision de la ligne directrice FCA, à une recommandation avec des propositions de modifications motivées.	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Promouvoir la coordination entre les régulateurs et les gestionnaires des systèmes de transmission et garantir la mise en œuvre de la ligne directrice FCA via les conditions ou méthodologies approuvées	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Garantir la mise en œuvre des EB GL via les conditions ou méthodologies approuvées	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration ou non avec les instances au niveau européen et international, selon les cas
3.5.2.	Garantir la mise en œuvre des SO GL via les conditions ou méthodologies approuvées	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration ou non avec les instances au niveau européen et international, selon les cas
3.5.2.	Garantir la mise en œuvre du code réseau E&R via les conditions ou méthodologies approuvées	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Contribuer à la mise en œuvre des codes réseau RfG, HVDC et DCC	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international

⁶⁸ [Première réunion de la plateforme d'achats communs d'énergie de l'UE \(europa.eu\)](https://europa.eu).

3.5.2.	Contribuer à la mise en œuvre du code du réseau en matière de cybersécurité	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Contribuer au développement du code de réseau pour la flexibilité de la gestion de la demande	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Participer, au sein du <i>North Seas Energy Cooperation (NSEC)</i> de la Commission européenne, au <i>NSEC Support Group 1 « Hybrid and joint projects »</i> et <i>Support Group 4 « Delivering 2050 »</i> (en collaboration avec la Direction générale de l'énergie) et contribuer à ses livrables	Q1-Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Assurer le suivi de l'instauration de mesures (transfrontalières) de support au niveau européen	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Collaborer au sein du CEER à l'échange d'expérience sur les outils et processus de réglementation dynamique	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Suivi de, et contribution à, l'analyse du CEER sur l'indépendance des régulateurs de l'énergie dans l'Union européenne	Q4	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Assurer le suivi des règlements et directives que la Commission européenne développera dans le futur en matière d'énergie, en particulier s'agissant de la mise à jour du marché du gaz et de l'électricité	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Participer au <i>Hydrogen Interconnections in Western Europe (HI West) Regional Group</i> et au <i>North-South Interconnections (NSI) West Electricity Regional Group</i> de la Commission européenne	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Suivre les initiatives ciblant la construction de nouvelles installations ayant un impact sur l'offre en matière de capacité de transport	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Suivre le projet et la mise en œuvre du modèle de marché pour l'utilisation des interconnexions avec les pays voisins	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau

			européen et international
3.5.2.	Contrôler la mise en œuvre effective des méthodologies et conditions déjà approuvées résultant des lignes directrices (CACM, FCA, EB et SO)	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Contrôler le respect de l'obligation de mettre à disposition des acteurs du marché une capacité d'interconnexion minimale de 70%	2024	Activités régulées – collaboration avec les instances au niveau européen et international
3.5.2.	Participation aux réunions de la plateforme gazière au sein du Secrétariat général Benelux dans le but d'assurer la coordination internationale de la conversion du gaz L vers le gaz H dans les pays concernés (Belgique, Allemagne, France et Pays-Bas)	2024	Activités régulées – Collaborer avec les instances au niveau européen et international

3.6. THÈME 11 : RÉGULATION DU MARCHÉ DE L'HYDROGÈNE

3.6.1. Objectifs de la CREG

La loi du 11 juillet 2023 relative au transport d'hydrogène par canalisations (ci-après : « loi hydrogène ») a été publiée au Moniteur belge du 25 juillet 2023. La loi hydrogène est entrée en vigueur 10 jours après sa publication au Moniteur belge, soit le 4 août 2023.

Avec cette loi, l'État belge introduit un cadre réglementaire pour le transport d'hydrogène par canalisations.

La loi hydrogène établit la procédure et les conditions pour la désignation d'un gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène régulé pour le territoire belge. Ce gestionnaire sera entre autres responsable de la rédaction et de la mise en œuvre d'un plan de développement du réseau en collaboration avec la Direction générale de l'Énergie et le Bureau du Plan, d'un programme d'investissement pour l'infrastructure de transport d'hydrogène, la fourniture d'un accès ouvert et non discriminatoire au réseau de transport d'hydrogène à des tarifs régulés, et la garantie de la qualité de l'hydrogène qui sera transporté par ce réseau.

En outre, la loi hydrogène définit le cadre d'autorisation et le régime de gestion auxquels ce gestionnaire sera soumis, ainsi qu'un régime spécial applicable aux réseaux de transport d'hydrogène existants.

La loi hydrogène définit également les droits et obligations du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, ainsi que les tâches et compétences de la CREG en tant qu'autorité de régulation.

Enfin, la loi hydrogène renvoie aux arrêtés d'exécution et aux décisions à prendre par la CREG pour la rédaction, entre autres, du code de bonne conduite, de la méthodologie tarifaire et de la procédure d'élaboration du plan de développement du réseau.

Les objectifs de la CREG en matière de régulation du marché belge de l'hydrogène s'articulent autour des éléments suivants :

- la certification du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène ;

- un avis sur le plan de développement du réseau rédigé tous les deux ans par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène ;
- des avis rendus sur divers projets d'arrêtés royaux et ministériels rendant possible le développement d'un marché belge de l'hydrogène ;
- l'établissement d'un modèle de marché en concertation avec les acteurs du marché concerné ;
- l'établissement d'un code de bonne conduite assurant un accès objectif et non discriminatoire au réseau de transport d'hydrogène ;
- l'établissement d'une méthodologie tarifaire et la prise des décisions qui en découlent ;
- la gestion de réseaux d'hydrogène existants lorsqu'ils sont confiés à un gestionnaire indépendant.

La CREG attire l'attention sur le fait que la loi hydrogène est entrée en vigueur avant l'élaboration définitive du paquet gaz⁶⁹. Concrètement, cela signifie que les tâches que la CREG accomplira dans le courant de l'année 2024 pourraient devoir être révisées après l'entrée en vigueur du paquet gaz et/ou après la transposition du paquet gaz dans la législation nationale.

3.6.2. Activités à réaliser

➤ *Certification et désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène*

- *Décision sur la demande de certification*

Dans un délai de nonante jours ouvrables à compter de la date de publication de cette loi au Moniteur belge, toute entreprise peut introduire sa candidature pour être certifiée tant que gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

À l'expiration de ce délai, la CREG statue sur la demande de certification dans un délai de soixante jours ouvrables.

La CREG est ensuite habilitée à contrôler le respect permanent des exigences de certification.

- *Avis sur les critères d'évaluation pour la désignation*

Dans un délai de nonante jours ouvrables à compter de la date de publication de cette loi au Moniteur belge, toute entreprise peut introduire sa candidature pour être désignée en tant que gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

À l'expiration de ce délai, la CREG communique à la Direction générale de l'Énergie, dans un délai de 60 jours ouvrables, son avis sur les critères d'évaluation pour la désignation par le ministre du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

⁶⁹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2021%3A804%3AFIN&qid=1640001545187>.

- *Avis sur une proposition d'arrêté royal relatif aux critères d'octroi des autorisations de transport d'hydrogène*

Dans le courant de l'année 2024, la Direction générale de l'Énergie peut demander à la CREG de donner un avis sur un projet d'arrêté royal relatif aux critères d'octroi des autorisations de transport d'hydrogène.

- *Avis sur une proposition d'arrêté royal relatif à la procédure d'octroi d'autorisations pour la construction et la gestion des installations de transport d'hydrogène*

Dans le courant de l'année 2024, la Direction générale de l'Énergie peut demander à la CREG de donner un avis sur un projet d'arrêté royal relatif à l'octroi d'autorisations pour la construction et la gestion des installations de transport d'hydrogène.

- *Avis sur une proposition d'arrêté royal concernant les critères et la procédure simplifiée d'octroi d'une autorisation de transport d'hydrogène au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène*

Nonobstant l'arrêté royal concernant, d'une part, les critères d'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène et, d'autre part, la procédure d'octroi d'autorisations pour la construction et la gestion des installations de transport d'hydrogène, le Roi peut, par arrêté, établir les critères et une procédure simplifiée pour l'octroi d'une autorisation de transport d'hydrogène au gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène dans le cas où le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène reprend l'exploitation ou la propriété de canalisations pour lesquelles une autorisation de transport valide existe déjà, y compris les autorisations de transport octroyées conformément aux articles 3 à 7 de la loi gaz, afin que ces canalisations puissent continuer à être exploitées pour le transport d'hydrogène, ou puissent être réaffectées au transport d'hydrogène, sur la base des dispositions contenues dans cette autorisation.

Au cours de l'année 2024, la Direction générale de l'Énergie peut demander à la CREG de rendre un avis sur ce projet d'arrêté royal.

- *Proposition d'octroi d'autorisations pour le transport d'hydrogène dans le cadre de l'extension de réseaux d'hydrogène existants*

Pour les réseaux d'hydrogène existants, sur la base des procédures décrites à l'article 5, §§1^{er} et 2 de la loi hydrogène, la CREG est autorisée à soumettre au ministre une proposition d'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants.

- *Avis sur un arrêté royal relatif à la procédure d'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène dans le cadre de l'extension des réseaux d'hydrogène existants*

Avant que la CREG puisse soumettre au ministre une proposition d'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants, la rédaction d'un arrêté royal est nécessaire pour définir la procédure permettant au ministre de prendre cette décision. Cette proposition d'arrêté royal doit être soumise à la CREG pour avis.

Au cours de l'année 2024, la Direction générale de l'Énergie pourra demander à la CREG de donner un avis sur ce projet d'arrêté royal.

➤ *Avis sur le plan de développement du réseau*

Le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est tenu de rédiger un plan de développement du réseau tous les deux ans. Le plan de développement du réseau couvre une période d'au moins 10 ans et est établi en collaboration avec la Direction générale de l'Énergie et le Bureau fédéral du Plan, et si nécessaire après concertation avec les autres gestionnaires de réseau de transport d'hydrogène afin de tenir compte de leur infrastructure existante et des investissements prévus.

La loi hydrogène ne prévoit pas explicitement quand le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène doit rédiger un plan de développement du réseau pour la première fois. Toutefois, l'une des exigences de certification du candidat gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est qu'il doit démontrer sa capacité à exercer les tâches de gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. L'une de ces tâches consiste à rédiger un plan de développement du réseau.

La CREG est donc d'avis que la première proposition de plan de développement du réseau devra être soumise à l'avis de la CREG en même temps que l'introduction de la candidature de l'entreprise de transport d'hydrogène, au moins dans le courant de l'année 2024.

➤ *Accès au réseau de transport d'hydrogène*

La CREG déterminera et fixera les principes du modèle de marché en concertation avec les acteurs du marché concernés.

Sur proposition du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, la CREG rédige, sur la base des principes établis pour le modèle de marché, un code de bonne conduite relatif à l'accès au réseau de transport d'hydrogène, contrats types compris.

La CREG, après certification et désignation par le ministre du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, invitera ce dernier dans le courant de l'année 2024 à soumettre à la CREG une proposition de code de bonne conduite pour adoption.

➤ *Tarifs régulés*

La CREG établit une méthodologie tarifaire après consultation publique.

Sur proposition du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, la CREG approuve les tarifs applicables au réseau de transport d'hydrogène.

➤ *Avis sur l'application de différentes normes de qualité que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène peut appliquer à des parties limitées du réseau de transport d'hydrogène qu'il gère*

La Direction générale de l'Énergie peut demander l'avis de la CREG sur un projet d'arrêté ministériel dérogeant aux normes de qualité de l'hydrogène établies conformément à l'article 17, alinéa premier de la loi hydrogène.

➤ *Avis sur les raccordements et les améliorations*

La Direction générale de l'Énergie peut demander l'avis de la CREG sur un projet d'arrêté ministériel visant à obliger le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène à réaliser les raccordements ou les améliorations que le ministre estime nécessaires, pour autant qu'ils soient économiquement justifiés ou si un client s'engage à en supporter les coûts supplémentaires.

➤ *Avis sur les subventions pour le développement du réseau de transport d'hydrogène*

A la demande de la Direction générale de l'Énergie, la CREG rédige un avis sur la demande de subside du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène pour le développement du réseau de transport d'hydrogène.

➤ *Réseaux d'hydrogène existants*

- *Avis sur la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène en tant que gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant*

Dans un délai de 60 jours ouvrables après qu'un propriétaire d'un réseau d'hydrogène existant a introduit auprès du ministre une demande de désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène comme gestionnaire indépendant de son réseau d'hydrogène existant, la CREG rend un avis à ce sujet à la Direction générale de l'Énergie.

- *Détermination du moment et des conditions du transfert*

Lorsqu'un propriétaire d'un réseau hydrogène existant, qui possède une autorisation de transport d'hydrogène valide, contacte le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène pour qu'il soit désigné comme gestionnaire indépendant, les parties négocient de bonne foi sur le moment et les conditions du transfert. Si les parties ne parviennent pas à un accord dans un délai raisonnable, la CREG détermine, après concertation de la Direction générale de l'Énergie, le moment et les conditions du transfert.

- *Établissement d'une méthodologie de calcul de la valeur à inclure dans la base d'actifs réglementée*

En cas de rachat par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène d'une canalisation pour laquelle il existe déjà une autorisation de transport valide, y compris les autorisations de transport octroyées conformément aux articles 3 à 7 de la loi gaz, en vue de continuer à les exploiter pour le transport d'hydrogène ou pour les réutiliser pour le transport d'hydrogène, la CREG établit une méthodologie de calcul de la valeur à inclure dans la base d'actifs réglementée du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi hydrogène.

- *Approbation des investissements dans les réseaux d'hydrogène existants*

La CREG approuve les investissements prévus par le gestionnaire indépendant concernant les réseaux d'hydrogène existants dont le gestionnaire indépendant assure la gestion.

Les dispositions financières applicables concernant ces investissements sont également soumises à l'approbation de la CREG.

- *Établissement d'une méthodologie pour le calcul de la rémunération équitable*

Lorsque le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est désigné comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant, le propriétaire du réseau d'hydrogène existant a droit à une rémunération équitable pour l'utilisation de cette installation. Cette rémunération équitable est payée par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

Pour le calcul de cette rémunération équitable, la CREG établit une méthodologie qui détermine les recettes admissibles, nécessaires pour assurer la sécurité et la qualité du réseau, et qui définit le seuil de rentabilité des actifs réglementés.

- *Collaboration avec l'Autorité belge de la concurrence*

Dans le cadre de ses missions relatives aux réseaux d'hydrogène existants et pour autant que le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène ait été désigné comme gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant, la CREG est tenue de collaborer étroitement avec l'Autorité belge de la concurrence pour contrôler le respect par le propriétaire du réseau d'hydrogène existant de ses obligations visées à l'article 23, §2 de la loi hydrogène.

3.6.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe - Objectif
3.6.2.	Décision sur la demande de certification	Q1 2024	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur les critères d'évaluation	Q1 2024	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur l'arrêté royal relatif aux critères d'octroi des autorisations de transport d'hydrogène	<i>Ad hoc</i> (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur l'arrêté royal relatif à la procédure d'octroi d'autorisations pour la construction et la gestion des installations de transport d'hydrogène	<i>Ad hoc</i> (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur l'arrêté royal relatif aux critères et à la procédure simplifiée d'octroi d'une autorisation pour l'hydrogène	<i>Ad hoc</i> (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur l'arrêté royal relatif à l'octroi d'autorisations de transport d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants	<i>Ad hoc</i> (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Proposition relative à l'octroi d'une autorisation de transport d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur l'arrêté royal relatif à la procédure d'octroi d'une autorisation de transport	<i>Ad hoc</i> (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène

	d'hydrogène pour l'extension de réseaux d'hydrogène existants	Direction générale de l'Energie)	
3.6.2.	Avis sur le plan de développement du réseau	2024	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Établissement d'un modèle de marché	2024 - 2025	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Etablissement d'un code de bonne conduite sur l'accès et les contrats types	2024 -2025	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Etablissement de la méthodologie tarifaire	2024-2025	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Approbation des tarifs	Ad hoc (après établissement de la méthodologie tarifaire)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur les normes de qualité	Ad hoc (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur les raccordements et les améliorations	Ad hoc (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur la demande de subside pour le développement d'un réseau de transport d'hydrogène	Ad hoc (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande du ministre)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Avis sur la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène en tant que gestionnaire indépendant	Ad hoc (dans un délai de 40 jours calendrier à la demande de la Direction générale de l'Energie)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Détermination moment et transfert du réseau d'hydrogène existant	Ad hoc (dans un délai raisonnable)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Établissement d'une méthodologie pour le calcul de la valeur à inclure dans la base d'actifs réglementée en cas de rachat d'une canalisation par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène	Ad hoc (2024)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène

3.6.2.	Approbation des investissements dans les réseaux d'hydrogène existants	<i>Ad hoc</i> (après la désignation du gestionnaire indépendant)	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Établissement d'une méthodologie de calcul de la rémunération équitable	Dans un délai raisonnable après la désignation du gestionnaire indépendant	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène
3.6.2.	Collaboration avec l'autorité belge de la concurrence	<i>Ad hoc</i>	Activités régulées – Régulation du marché de l'hydrogène

4. AXE N°3 : INTÉGRATION DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES ET BESOINS DE FLEXIBILITÉ CROISSANTS

La transition énergétique fait actuellement partie des priorités internationales, européennes et nationales. Elle s'impose comme la réponse urgente et indispensable aux défis actuels et à venir, dans le domaine de l'énergie compte tenu de la situation géopolitique actuelle et des objectifs climatiques.

Cette transition consiste à passer d'un système énergétique « traditionnel » basé sur les combustibles fossiles vers un système plus centralisé basé de manière croissante sur les sources d'énergie renouvelables, caractérisées par une grande diversité et une faible prédictibilité. Cela nécessite un changement de comportement considérable dans le but d'exploiter le potentiel d'économies d'énergie et d'obtenir une meilleure efficacité énergétique, ce qui est nécessaire pour réduire la dépendance de l'Union européenne à l'égard des sources d'énergie fossile, en particulier pour arrêter l'approvisionnement en combustible fossile russe bien avant 2030 considérant la situation géopolitique actuelle.

En raison de la loi sur le climat⁷⁰, qui fixe l'objectif de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990, et des objectifs renforcés du paquet législatif "Fit for 55"⁷¹ concernant les gains d'efficacité énergétique d'ici à 2030 d'au moins 40,5 % pour la consommation d'énergie primaire et de 38 % pour la consommation d'énergie finale, par rapport aux projections du scénario de référence de l'UE établi en 2007, et pour une part d'au moins 42,5 % d'ici 2030 (idéalement 45 %) d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique européen⁷², la Belgique travaille à la transition vers une production d'énergie de plus en plus décentralisée (et locale) basée sur des sources renouvelables, avec toutes les implications que cela implique pour le système et le réseau d'électricité en Belgique.

Compte tenu de ses compétences et de ses prérogatives, la CREG continuera à suivre de près les sujets précités, tant au niveau européen que national, et à prendre, le cas échéant, des initiatives ou à

⁷⁰ https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/law_fr.

⁷¹ [Energy efficiency directive \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/energy/energy-efficiency-directive).

⁷² [Renewable energy directive \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/energy/renewable-energy-directive).

proposer les mesures nécessaires, conformément à l'option politique, tant au niveau européen que national, en tenant compte des intérêts de tous les consommateurs.

Dans le cadre de la transition énergétique, la CREG prêtera également une attention particulière à la durabilité et au développement durable. La CREG veillera particulièrement à mettre en œuvre et intégrer progressivement dans ses travaux et son fonctionnement opérationnel interne, les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), ainsi que les sous-objectifs qui ont été sélectionnés comme étant les plus pertinents tant pour les domaines d'action qui tombent dans son champ de compétence que ceux relatif à son fonctionnement opérationnel.

4.1. THÈME 12 : ENCOURAGER UN RENFORCEMENT MAXIMAL DE LA FLEXIBILITÉ SUR LE MARCHÉ BELGE

4.1.1. Objectifs de la CREG

Bien que la variabilité et l'incertitude soient des caractéristiques intrinsèques de tout système énergétique, l'intégration des sources d'énergie renouvelables souvent intermittentes (en ce compris le gaz vert, à savoir le biogaz/méthane, l'hydrogène, le gaz naturel synthétique) va de pair avec un besoin accru de flexibilité, tant du côté de l'offre que de la demande.

La flexibilité joue sur différents points, à savoir la demande, le stockage ou la production.

➤ *Flexibilité de la demande*

Dans un système où les ressources de production intermittentes augmentent de manière significative, les pics et les chutes de prix pourraient être atténués et la sécurité opérationnelle du réseau et la sécurité d'approvisionnement et/ou l'incompressibilité du système pourraient être améliorées. Ceci par une augmentation de la flexibilité de la demande, avec des effets positifs sur le fonctionnement du marché. Dès lors, la CREG estime important de favoriser la participation de la demande aux différents marchés de l'électricité.

En outre, la CREG est chargée, en vertu de l'article 23, § 1^{er}, 5^o *bis*, de la loi électricité, de prendre toutes les mesures raisonnables pour encourager les ressources portant sur la demande, telles que la participation active de la demande, à participer au marché de gros, au même titre que les ressources portant sur l'offre. La loi du 13 juillet 2017 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'améliorer la flexibilité de la demande et le stockage d'électricité confère des compétences à la CREG en matière de transfert d'énergie. Les modalités d'exercice ont été définies et mises en œuvre, pour ce qui concerne le transfert d'énergie, sur les marchés de la réserve tertiaire et de la réserve stratégique, par la décision 1677⁷³ du 15 mars 2018. A côté de cela, un nouveau régime applicable aux contrats valorisant l'écart entre la nomination et la position réelle du client final a été approuvé par la décision 1677/2 du 27 mars 2020. En 2021, l'application du transfert d'énergie a été étendue aux marchés *day-ahead* et *intraday*.

La directive 944/2019 prévoit les nouveaux concepts de clients actifs (article 15) et de communautés énergétiques citoyennes (article 16), qui ont tous deux le droit de valoriser leur flexibilité sur tous les marchés de l'électricité (journalier, infrajournalier et d'équilibrage). Sous réserve de l'adoption en 2023 du cadre légal nécessaire, la CREG contribuera à la mise en œuvre du concept de « partage d'énergie » entre les clients finaux raccordés au réseau de transport. Elle contribuera également, le cas échéant, à

⁷³ Décision portant exécution de l'article 19bis, §§ 3 à 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue de rendre possible le transfert d'énergie.

la mise en œuvre d'une modalité additionnelle de compensation financière via une correction de la mesure de la consommation dans le cadre du transfert d'énergie.

En plus de continuer à faciliter l'accès direct aux marchés de l'électricité pour les clients raccordés au niveau du transport, la CREG continuera à collaborer avec les régulateurs régionaux pour permettre l'accès (in)direct aux marchés de l'électricité des clients raccordés au réseau basse tension.

Le cas échéant, et sur proposition du gestionnaire de réseau, la CREG fixera après concertation avec les autorités régionales compétentes, les règles organisant le transfert de l'énergie par l'intermédiaire d'un opérateur de service de flexibilité. La proposition du gestionnaire du réseau est formulée après consultation des acteurs du marché.

➤ *Stockage*

En ce qui concerne le stockage, la CREG est d'avis qu'il convient de surveiller l'émergence des nouvelles technologies de stockage permettant, d'une part, une amélioration de la liquidité des marchés des services auxiliaires et d'autre part, un accompagnement de la production intermittente visant à faciliter son intégration dans le système. La CREG continuera à suivre la thématique du stockage et les évolutions législatives nécessaires. Par ailleurs, elle sera attentive au développement du stockage de gaz mais aussi d'énergie sous toutes ses formes.

➤ *Production*

En ce qui concerne l'offre, il faut bien entendu qu'une capacité de production suffisante soit disponible, mais également que cette dernière puisse être mise à disposition suffisamment vite pour suffisamment compenser de fortes fluctuations (prévues ou non) de la demande et/ou de la production. Cette mise à disposition requiert habituellement une grande vitesse de variation de la production de l'unité, la possibilité d'alterner de manière rapprochée les démarrages et les arrêts de l'unité, ainsi qu'une grande plage de fonctionnement stable de l'unité.

➤ *Signaux de prix adéquats*

Un signal prix qui représente la valeur réelle de l'électricité est un élément important pour le développement des solutions de flexibilité par le marché. Ceci est obtenu par un fonctionnement correct du marché (transparence, compétition, non-discrimination, ...) qui permet que les marchés futurs (annuels, trimestriels, mensuels, *day-ahead* et *intraday*) reflètent au mieux la valeur de l'électricité en temps réel (*balancing*).

A cette fin, depuis plusieurs années, la CREG a étudié le mécanisme de *scarcity pricing*, c'est-à-dire

- la possible introduction d'un marché des réserves en temps réel basé sur une courbe de demande de réserve opérationnelle (ORDC). L'utilisation d'une ORDC est préférable à une courbe de demande inflexible car elle reflète le fait que l'utilité d'un MW de réserve supplémentaire est décroissante en fonction du nombre de MW de réserve contracté ; et
- la co-optimisation implicite du marché de l'énergie en temps réel avec ce marché des réserves en temps réel, ce qui aurait pour conséquence que le prix de l'énergie reflète la quantité de réserve disponible dans le système. Ce mécanisme de *scarcity pricing* est préférable au composant alpha, actuellement ajouté au prix de déséquilibre car il n'empêche pas d'atteindre un *dispatch* optimal des ressources en temps réel, ce qui réduit le coût pour les consommateurs.

A cette fin, la CREG envisagera de demander à Elia de revoir le calcul du prix de déséquilibre afin de l'aligner davantage sur les signaux européens, comme ce sera le cas pour les prix des services d'équilibrage après connexion aux plateformes européennes. Une telle révision du calcul du prix de déséquilibre permettra une *backpropagation* efficace du signal de prix. Dans le but de donner des signaux de prix les plus adéquats possible, la CREG demandera à Elia une évaluation objective du composant alpha. Finalement, la CREG continuera à identifier et à supprimer des barrières à la participation aux marchés d'équilibrage.

La CREG participera aussi activement aux discussions au niveau européen sur la mise en place d'un mécanisme similaire de co-optimisation de l'énergie et des réserves en *day-ahead*. L'utilisation d'un mécanisme de co-optimisation éviterait que les acteurs du marché doivent prédire le prix de l'énergie lorsqu'ils font offre dans le marché des réserves. Cela aurait pour avantage de supprimer la prime de risque demandée par les acteurs du marché lorsqu'ils font offre dans le marché des réserves. Cette prime de risque est d'autant plus élevée que les prix de l'électricité et du gaz sont volatils.

Par ailleurs, la mise en place du transfert d'énergie dans les services de *balancing* permet d'associer un prix à l'activation des ressources issues de la demande, favorisant ainsi une meilleure formation des prix en cette matière.

La CREG continuera en outre à s'engager pour une mise en œuvre la plus efficace possible des dispositions du *Clean Energy Package*, notamment pour éviter des distorsions de marché. La CREG veillera en particulier à ce que l'utilisation structurelle du *redispatching* pour résoudre des congestions internes ou pour garantir les valeurs cibles de capacités disponibles pour le marché (c'est-à-dire la valeur cible de 70% par défaut ou celle définie dans un plan d'action national) ne distorde pas le marché.

En 2024, la CREG participera également activement aux discussions sur la révision potentielle des zones de dépôt des offres. Une définition adéquate des *bidding zones* est nécessaire pour trois raisons principales :

- assurer qu'un maximum de capacités transfrontalières soit disponible, ce qui réduit les coûts pour les consommateurs car les unités les moins chères peuvent tourner. L'impact bénéfique est encore plus grand en cas de rareté dans le système ;
- garantir une allocation plus transparente et plus juste des capacités transfrontalières disponibles ;
- fournir au marché un signal de prix indiquant à quel endroit de nouvelles capacités doit être installé, ce qui devrait réduire les besoins futurs d'investissement dans le réseau.

4.1.2. Activités à réaliser

➤ *Encourager une flexibilité accrue sur le marché de l'électricité*

En 2024, la CREG poursuivra son action selon plusieurs axes en vue d'encourager la flexibilité.

En matière de flexibilité de la demande, elle exercera les compétences qui lui sont dévolues par la loi du 13 juillet 2017⁷⁴. Dans ce cadre, la CREG :

- évaluera, le cas échéant, la mise en œuvre des règles organisant le transfert d'énergie ;

⁷⁴ Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'améliorer la flexibilité de la demande et le stockage d'électricité.

- appliquera la formule de détermination du prix de transfert par défaut dans le cas où la négociation n'aboutirait pas entre les acteurs du marché, après consultation de ces derniers ;
- contrôlera l'exercice de la mission de gestion des données de flexibilité de la demande impliquant un transfert d'énergie par le gestionnaire de réseau ;
- prendra, le cas échéant, une décision relative à l'approbation d'une modification des règles de fonctionnement du transfert d'énergie et du contrat à établir entre Elia et l'opérateur ainsi qu'une décision relative aux adaptations apportées au *Terms & Conditions* BRP qui lui seront soumis par Elia ;
- assurera le suivi de la transposition de la directive 944/2019 dans la législation nationale, là où c'est pertinent ;
- collaborera avec les autorités régionales pour faciliter et permettre l'accès (in)direct aux marchés de l'électricité pour les clients raccordés au réseau de distribution, en particulier à la basse tension.

Sous réserve de l'adoption de la modification de la loi du 13 juillet 2017 qui est en cours d'élaboration, la CREG établira les règles de fonctionnement du partage d'énergie entre les clients finaux raccordés au réseau de transport (communautés d'énergie et partage de fourniture) ainsi que les règles permettant aux clients finaux raccordés au réseau de transport, dans le cadre du transfert d'énergie, d'opter pour la compensation financière de leur fournisseur via une correction de la mesure de leur consommation. La CREG adoptera également les modifications requises aux contrats régulés et au cadre réglementaire.

La CREG continuera aussi à suivre l'évolution du marché des technologies de stockage de l'électricité, notamment celles qui permettent, sur la base d'investissements limités et d'une mise en service rapide des investissements, de répondre dans un délai court et de manière efficace à une augmentation rapide des besoins du système en matière de services auxiliaires.

La CREG restera attentive à l'évolution de la réglementation européenne concernant le statut – spécifique ou non – du stockage comme ressource intégrée dans les moyens mis à disposition des marchés pour assurer leur bon fonctionnement dans le cadre de la transition énergétique.

En 2024, la CREG continuera à poursuivre une réforme du calcul du prix de déséquilibre afin de permettre aux acteurs du marché belges de saisir toutes les opportunités qui se présenteraient dans le système européen (en ce compris l'intérêt d'appliquer un mécanisme de *scarcity pricing*). Cette analyse se fera à la lueur (i) des prix élevés actuellement observés sur le marché de l'électricité; (ii) de l'augmentation du coût des réserves; et (iii) de l'augmentation des coûts de déséquilibre des BRPs.

➤ *Encourager une plus grande flexibilité sur le marché du gaz naturel*

Pour disposer des centrales à gaz nécessaires à la flexibilité du marché de l'électricité, il faut également améliorer la flexibilité du marché du gaz naturel. Ce processus implique de développer et de proposer des produits de capacité à court et à long terme sur le marché, d'assurer un accès facile au réseau et de fournir une infrastructure de stockage. Le suivi des projets d'injection de gaz vert dans le réseau de transport de gaz s'inscrit dans ce cadre. En 2024, la CREG continuera à suivre les initiatives et les développements de ces projets par les parties prenantes, en particulier le gestionnaire de réseau.

4.1.3. Liste de livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
4.1.2.	Le cas échéant, décision relative à une demande d'approbation des règles de transfert d'énergie en vue de sa mise en œuvre sur le marché de l'aFRR	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Encourager un renforcement maximal de la flexibilité sur le marché belge
4.1.2.	Décision relative à l'approbation de modifications des <i>Terms & Conditions</i> BRP	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Encourager un renforcement maximal de la flexibilité sur le marché belge
4.1.2.	Le cas échéant, décisions relatives aux demandes d'adaptation de la formule de détermination du prix de transfert par défaut	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Encourager un renforcement maximal de la flexibilité sur le marché belge
4.1.2.	Le cas échéant, décision relative aux règles de fonctionnement pour l'échange d'énergie	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Encourager un renforcement maximal de la flexibilité sur le marché belge
4.1.2.	Le cas échéant, décision relative aux modalités de la compensation financière pour les mécanismes de transfert d'énergie autres que ceux existants	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Encourager un renforcement maximal de la flexibilité sur le marché belge

4.2. THÈME 13 : SUIVRE LES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET DE SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

4.2.1. Objectifs de la CREG

La CREG appuiera la Direction générale de l'énergie (l'autorité compétente en matière de sécurité d'approvisionnement depuis la loi du 8 janvier 2012) dans l'exercice de ses missions légales en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement. Dans ce cadre, elle collaborera et se concertera avec cette dernière.

En outre, conformément à la législation en vigueur, la CREG assurera le suivi des évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement sur le marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'en matière de sécurité opérationnelle du système d'électricité et de gaz et assumera ses tâches de régulation, de contrôle, de rapport et d'analyse.

Dans le cadre de la mise en place du mécanisme de rémunération de la capacité et de l'organisation des enchères de 2024 et de 2025, la CREG exercera ses compétences de proposition, d'avis, de contrôle et de décision conférées par la loi belge⁷⁵ et par le règlement (UE) n° 2019/943, participera activement aux comités de suivi et aux groupes de travail et apportera tout l'appui technique nécessaire au cabinet du ministre de l'Énergie.

En ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement en gaz, la CREG travaille en étroite collaboration avec la Direction générale de l'énergie quant à l'application du règlement SoS (UE) n° 2017/1938⁷⁶. Il s'agit entre autres de développer des analyses de risques, des plans d'action préventifs et des plans d'urgence, tant au niveau national que régional. Ces activités se poursuivront en 2024. La CREG est également impliquée de près dans le développement d'un mécanisme de solidarité pour les échanges de gaz naturel avec les pays voisins afin de continuer à pouvoir approvisionner les clients protégés en cas de crise. La CREG participera également activement aux discussions y relatives au sein du CEER et de l'ACER.

En matière de réserve stratégique, le mécanisme n'ayant reçu l'approbation de la Commission européenne que jusqu'au 31 mars 2022, les tâches de la CREG se limiteront aux matières liées à l'étude biennale d'adéquation et au processus d'approbation des coûts qui y sont liés.

4.2.2. Activités à réaliser

➤ *Sur le marché de l'électricité*

Le code de réseau européen, sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique, régissant la sécurité opérationnelle du système d'électricité (stabilité du réseau) est entré en vigueur en décembre 2017⁷⁷. La CREG est responsable du contrôle de l'application de ce code de réseau.

Entre-temps, un autre règlement européen y afférent sur le « *risk-preparedness* » dans le secteur de l'électricité a été publié en 2019⁷⁸. Le ministre compétent est désigné(e) sur le plan national comme l'« autorité compétente » responsable pour la mise en œuvre des missions attribuées à ladite autorité compétente par ce règlement, comme tel est le cas pour le règlement parallèle relatif au gaz naturel (règlement (UE) n° 2017/1938). Le règlement attribue également des tâches spécifiques au régulateur national de l'énergie. Dans ce cadre, la CREG dresse ci-dessous la liste de ses tâches.

En application de ce règlement, la CREG collaborera notamment avec la Direction générale de l'énergie (à la demande de l'autorité compétente, à savoir la ministre de l'Énergie) à l'évaluation des risques liés à la sécurité de l'approvisionnement en électricité. Il s'agit entre autres de donner un avis sur la méthodologie d'identification des scénarii régionaux de crise électrique et d'identifier les scénarii régionaux de crise électrique les plus pertinents.

Cet exercice sera ensuite répété au moins tous les quatre ans. S'agissant de l'identification des scénarii nationaux de crise électrique, l'autorité compétente doit notamment consulter la CREG.

⁷⁵ Loi de 22 avril 2019 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en œuvre d'un mécanisme de rémunération de capacité.

⁷⁶ Cela inclut les règlements complémentaires de crise pour le gaz naturel : Règlement (UE) 2022/1032, Règlement (UE) 2022/1369, Règlement (UE) 2022/2576 et Règlement (UE) 2022/2578.

⁷⁷ Règlement (UE) 2017/2196 de la Commission du 24 novembre 2017 établissant un code de réseau sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/?uri=CELEX:32017R2196>.

⁷⁸ Règlement (EU) 2019/941 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/ALL/?uri=CELEX:32019R0941>.

S'agissant de la rédaction de la méthodologie d'évaluation de l'adéquation à court terme et saisonnière, ENTSO-E devra notamment également consulter l'ACER.

S'agissant de la rédaction du plan de préparation aux risques, l'autorité compétente doit notamment consulter la CREG. Il s'agit également d'un exercice répété tous les quatre ans.

En cas de crise électrique, le règlement prévoit l'obligation pour l'autorité compétente de se concerter avec la CREG pour la rédaction du rapport d'évaluation *ex post*.

Sur le plan de l'électricité, la CREG assumera également les tâches suivantes en 2024 :

- le cas échéant, elle prêtera son plein concours au rapport biennuel sur la sécurité d'approvisionnement que la Direction générale de l'énergie doit élaborer en concertation avec la CREG ;
- le cas échéant, elle prêtera son concours à la rédaction de l'étude prospective que la Direction générale de l'énergie doit réaliser tous les quatre ans ;
- elle veillera sur les investissements dans la capacité de production en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement ;
- elle prendra connaissance des mises hors service définitives ou temporaires des installations de production ;
- elle collaborera activement à la finalisation de l'élaboration et à la mise en œuvre du mécanisme de rémunération de capacité et exercera ses compétences dans ce cadre ;
- elle suivra les évolutions au niveau européen relatives au mécanisme de rémunération de la capacité ainsi que la gestion de situations de crise conjointe entre pays adjacents (DG ENER) ;
- le cas échéant, elle émettra un avis sur l'arrêté royal qui élabore la procédure régissant l'obligation d'information préalable concernant les mises hors service temporaires ;
- elle approuvera en 2024 les éventuelles modifications des modalités et conditions générales régissant le rôle des fournisseurs contractuels de services de reconstitution ;
- elle donnera à la demande du ministre de l'énergie un avis sur le plan de défense du réseau et du plan de reconstitution ainsi que sur, le cas échéant, le plan test du gestionnaire du réseau de transport que le ministre ayant l'énergie dans ses attributions doit approuver sur proposition du gestionnaire du réseau de transport. Ces plans font partie du code de réseau sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique ;
- en ce qui concerne le mécanisme de *scarcity pricing* (voir point 4.1.2., Thème 11), la CREG engagera avec Elia les travaux nécessaires pour une implémentation éventuelle, une fois que la décision d'implémentation sera prise. Ces travaux comportent notamment des décisions relatives aux mécanismes impactés par la mise en place éventuelle du *scarcity pricing* ;
- en ce qui concerne le mécanisme de rémunération de capacité, en 2024, la CREG :
 - o établira les règles de fonctionnement sur la base de la proposition soumise par le gestionnaire du réseau ;
 - o le cas échéant, prendra une décision relative aux adaptations au contrat type de capacité soumises par le gestionnaire de réseau ;
 - o formulera une proposition de scénario de référence pour les enchères T-1 et T-4 ;
 - o formulera une proposition de valeurs intermédiaires pour les enchères T-1 et T-4 ;

- réalisera un avis sur le rapport du gestionnaire du réseau relatif aux valeurs des paramètres des enchères T-1 et T-4 à organiser au cours de l'année ;
- formulera une proposition de paramètres déterminant la quantité de capacité à acheter dans le cadre de ces enchères ;
- prendra une décision pour chaque dossier de demande d'éligibilité à un contrat pluriannuel ;
- prendra une décision pour chaque dossier de demande de dérogation au plafond de prix intermédiaire ;
- contrôlera la régularité des différentes opérations (préqualification, pré-enchère, enchères) menant à la sélection des offres de capacités ;
- approuvera les (annexes des) accords entre gestionnaires de réseau pour la participation des capacités étrangères indirectes.

En 2024, la CREG poursuivra, en outre, sa participation active aux comités de suivi et groupes de travail destinés à la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme de rémunération de capacité en veillant à ce qu'elle soit en conformité avec les dispositions du *Clean Energy Package*.

➤ *Sur le marché du gaz naturel*

En vertu de l'article 15/13, § 1^{er}, de la loi gaz, la Direction générale de l'énergie établit annuellement, en collaboration avec le Bureau fédéral du plan et en concertation avec la CREG, un rapport sur le suivi de la sécurité d'approvisionnement. La CREG participera à ce travail.

La CREG collaborera en 2024 avec la Direction générale de l'énergie aux analyses/plans visés au règlement (UE) n° 2017/1938⁷⁹. Ainsi, en application du règlement (UE) n° 2017/1938, la CREG collabore avec la Direction générale de l'énergie à la rédaction de l'évaluation des risques liés à la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et à l'analyse des mesures de solidarité qui ont été encore renforcées dans le plan de réduction adopté par le Conseil européen⁸⁰. Cet exercice est répété au moins tous les quatre ans. La CREG collaborera également à la rédaction du plan d'action préventif et du plan d'urgence.

Par ailleurs, le règlement précité prévoit une analyse d'impact des mesures préventives non fondées sur le marché (conséquences pour le marché gazier national, concurrence à l'échelle nationale et conséquences pour le marché intérieur) à la demande de la Commission européenne, analyse à laquelle la CREG collaborera.

Pour autant que les mesures prévues dans le règlement (UE) n° 2022/1032 constituent des missions et compétences de l'autorité de régulation nationale, la CREG prend la responsabilité d'adopter les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de remplissage de l'installation de stockage souterrain de gaz. En collaboration avec Fluxys Belgium, la CREG travaille au développement d'un service de participation active de la demande (DSR - *Demand Side Response*). Ce service vise à faciliter la réponse volontaire à la demande, moyennant une redevance, pour les clients finaux directement raccordés au réseau de transport de gaz. Une plateforme spécifique peut être mise en place à cet effet. Si la Belgique est confrontée à des pénuries de gaz naturel et que la solidarité internationale est sollicitée, cela

⁷⁹ Règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) no 994/2010.

⁸⁰ Règlement (EU) 2022/1369 du Conseil du 5 août 2022 relatif à des mesures coordonnées de réduction de la demande de gaz.

permettra également de rendre le gaz naturel disponible le plus longtemps possible selon les règles du marché, en particulier pour les clients protégés.

Enfin, tant pour le gaz que l'électricité, la CREG continuera à alimenter ses bases de données qui lui permettent de suivre le marché belge.

4.2.3. Liste de livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe – Objectif
4.2.2.	Décision relative aux règles de fonctionnement du CRM	Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism
4.2.2.	Le cas échéant, décision relative à la modification du contrat type de capacité	Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism
4.2.2.	Décision relative à l'approbation des annexes des accords entre gestionnaires de réseau pour la participation des capacités étrangères indirectes	Q1-Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism
4.2.2.	Avis sur les paramètres des courbes de demande	Q1	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism
4.2.2.	Proposition de paramètres déterminant les quantités de capacité à acheter	Q1	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism
4.2.2.	Le cas échéant, conclusion d'accords avec les NRA voisins relatifs au contrôle du respect des seuils d'investissement et aux dispositions administratives permettant l'exécution des pénalités d'indisponibilités dans le cadre de la participation des capacités étrangères au CRM belge – rapport d'avancement	Q1	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Capacity Remuneration Mechanism

4.2.2.	Concertation avec Elia relative aux hypothèses et scénarios de base, ainsi que la méthodologie utilisée pour l'analyse bisannuelle relative aux besoins du système électrique belge en matière d'adéquation et de flexibilité du pays sur un horizon de dix ans	Q4	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Décision relative à la révision des conditions de forme d'une demande de dérogation aux plafonds de prix intermédiaires	Q1	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Décisions relatives aux demandes de dérogation aux plafonds de prix intermédiaire	Q2-Q3	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Décision sur les procédures de contrôle de la disponibilité et les tests de disponibilité	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Vérification du calcul des capacités transfrontalières réalisé par Elia	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Proposition des données et hypothèses constituant le scénario de référence pour chaque enchère	Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Proposition des valeurs intermédiaires (CONE, facteur X, WACC) en collaboration avec Elia	Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Examen des dossiers d'investissement et décision de classement des capacités dans les catégories de capacités	Q2-Q3	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus

			- <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Contrôle des procédures de préqualification, de pré-enchère et d'enchère	Q2-Q3-Q4	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Décision relative à l'estimation du coût des OSP réserve stratégique et CRM	Q4	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Décision relative au coût réel des OSP réserve stratégique et CRM	Q2	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Participation aux réunions du comité de suivi et aux réunions du WG adequacy	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Le cas échéant, participation aux groupes de travail de l'ACER relatifs aux méthodologies d'évaluation de l'adéquation, de la norme de fiabilité et à la participation transfrontalière au CRM	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - <i>Capacity Remuneration Mechanism</i>
4.2.2.	Suivre les mises hors service définitives ou temporaires des installations de production d'électricité	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Suivre les évolutions au niveau européen relatives au mécanisme de rémunération de capacité (DG COMP – aides d'Etat, décisions relatives aux mécanismes de capacité à l'étranger) ainsi que la gestion de situations	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle

	de crise conjointe entre pays adjacents (DG ENER)		
4.2.2.	Le cas échéant, remettre un avis sur l'arrêté royal qui élabore la procédure pour l'obligation d'information préalable pour les mises hors service temporaires des installations de production d'électricité	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Engager avec Elia les travaux nécessaires pour une mise en œuvre éventuelle des signaux de rareté si la décision d'implémentation est prise	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Collaborer avec l'autorité compétente à l'élaboration de l'évaluation des risques pour la sécurité de l'approvisionnement électrique	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Le cas échéant, remettre une réponse à la consultation prévue par la loi par l'autorité compétente pour l'identification des scénarii nationaux de crise électrique	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Le cas échéant, remettre une réponse à la consultation prévue par la loi par l'autorité compétente pour la rédaction du plan de préparation aux risques (il s'agit d'un exercice qui est répété au moins tous les quatre ans)	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	En cas de crise électrique, se concerter avec l'autorité compétente pour la rédaction du rapport d'évaluation <i>ex post</i>	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle

4.2.2.	Se concerter avec la Direction générale de l'énergie dans le cadre de son rapport annuel (en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan) sur le suivi de la sécurité d'approvisionnement dans le secteur de gaz naturel	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Collaborer avec la Direction générale de l'énergie dans le cadre de toutes les analyses/tous les plans visés au règlement (UE) n° 2017/1938	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Collaborer avec la Direction générale de l'énergie à la rédaction de l'évaluation des risques liés à la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel (cet exercice est répété au moins tous les quatre ans)	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Collaborer avec la Direction générale de l'énergie à la rédaction du plan d'action préventif et du plan d'urgence (gaz naturel) (cet exercice est répété au moins tous les quatre ans)	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Réaliser l'analyse d'impact des mesures préventives non fondées sur le marché (conséquences pour le marché gazier national, concurrence à l'échelle nationale et conséquences pour le marché intérieur) dans le secteur du gaz naturel à la demande de la Commission européenne	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Adopter des décisions coordonnées sur la capacité de transport bidirectionnelle pour le gaz naturel sur la base d'une proposition/demande de la SA Fluxys Belgium	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle

4.2.2.	Tant pour le gaz que l'électricité, alimenter ses bases de données qui permettent de suivre le marché belge	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle
4.2.2.	Développer un service DSR (<i>Demand Side Response</i>) en collaboration avec Fluxys Belgium	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus - Suivre les évolutions en matière de sécurité d'approvisionnement et de sécurité opérationnelle

4.3. THÈME 14 : RÉGULER LE MARCHÉ D'ÉNERGIE *OFFSHORE*

4.3.1. Objectifs de la CREG

En 2024, la CREG continuera à remplir toutes ses tâches légales pour la régulation du marché *offshore*. La CREG se chargera également des tâches qui lui sont confiées dans le cadre du mécanisme de soutien de la production d'électricité et du raccordement des éoliennes *offshore* conformément à la loi électricité et à l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables (ci-après, « *arrêté royal du 16 juillet 2002* »).

La CREG continuera à gérer la base de données de garanties d'origine créée par l'arrêté royal du 30 juillet 2013. Les garanties délivrées ne peuvent pas être utilisées localement et ne sont donc utiles qu'à condition que les titulaires des comptes puissent les céder à d'autres domaines. Pour que cela reste possible, la CREG maintiendra son affiliation à l'*Association of Issuing Bodies* (ci-après, « *AIB* »). Cette adhésion nécessite une contribution active sous la forme d'une participation à des assemblées générales et à des groupes de travail, de la réalisation d'audits et de tests, de la fourniture de statistiques, ... Si l'*AIB* renforce ses exigences IT, les systèmes de la CREG devront s'y adapter. Au moment d'écrire ce rapport, le prestataire a mis fin au contrat de maintenance et de développement du registre et un contrat a été conclu avec un nouveau prestataire afin de migrer vers un nouveau registre.

Par ailleurs, le Gouvernement fédéral ayant décidé de consacrer de nouvelles zones maritimes à la production d'électricité, la CREG a participé à la rédaction d'une note stratégique à l'attention du Conseil des ministres visant à mettre en place un système de mise en concurrence. En 2019, la loi électricité a été adaptée pour octroyer les lots de la future production éolienne *offshore* après une procédure de mise en concurrence. En 2024, la CREG continuera de collaborer avec les autorités compétentes dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle législation en la matière. La CREG continuera à participer à la *Taskforce Offshore* (avec des représentants du SPF, de la ministre de l'Énergie et du ministre de la Mer du Nord) pour élaborer le cadre légal et réglementaire de la deuxième zone *offshore*.

Au niveau européen, la CREG poursuivra également sa collaboration, en matière de régulation avec d'autres États membres de la Mer du Nord et la Commission européenne dans le cadre de la *North*

Seas Energy Cooperation (ci-après, « *NSEC* ») et pour toute nouvelle initiative dans ce domaine de la Commission européenne (voir section 3.5.).

4.3.2. Activités à réaliser

Si nécessaire, la CREG formulera un avis relatif aux éventuelles demandes ou propositions de modification, de prolongation, d'extension ou de cession des concessions de domaine ou aux propositions de modification de l'arrêté royal du 16 juillet 2002.

Comme indiqué ci-avant, la CREG collaborera également à l'élaboration du cadre légal en vue de la mise en place d'un système de mise en concurrence dans le cadre de l'attribution des futures concessions *offshore*.

De plus, la CREG assurera quelques tâches récurrentes telles que :

- la gestion des garanties d'origine (en ce compris l'examen des demandes d'enregistrement, de l'octroi et des transferts au cas par cas) ;
- le contrôle mensuel de la production nette d'énergie éolienne *offshore* et l'octroi des certificats verts s'y rattachant ;
- le calcul mensuel du prix d'achat minimum des certificats verts (conformément à l'arrêté royal du 16 juillet 2002) sur la base de différents systèmes de support en vigueur et en tenant compte du mécanisme des heures négatives ;
- l'approbation du facteur de correction entrant en ligne de compte pour la fixation du prix minimum par concession domaniale ;
- l'application du système d'avances et de décomptes pour l'aide octroyée aux concessions domaniales *Northwester 2, Mermaid et Seastar*.

La CREG suivra également les évolutions techniques, financières et juridiques afférentes à l'énergie éolienne *offshore*.

4.3.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livable	Description	Echéance	Axe – Objectif
4.3.2.	Calcul du prix d'achat minimum des certificats verts	Mensuelle	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Contrôle de la production nette d'énergie éolienne <i>offshore</i> et de l'octroi des certificats verts s'y rattachant	Mensuelle (dans les 3 mois suivant la demande)	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le

			marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Mise en œuvre du système d'avances et de décomptes pour l'aide octroyée aux parcs <i>Mermaid, Seastar et Northwester 2</i>	Plusieurs fois/an	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Calcul de l'obligation de paiement des parcs <i>offshore</i> à Elia en cas de prix minimum négatifs	Mensuelle	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Évaluation du coût de l'obligation de service public pour le financement de l'achat de certificats verts fédéraux	Une fois/an (deadline 1 ^{er} novembre)	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Détermination du solde des coûts de l'obligation de service public pour le financement de l'achat de certificats verts fédéraux	Une fois/an (deadline 1 ^{er} juin)	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Approbation du facteur de correction entrant en ligne de compte pour la fixation du prix minimum par concession domaniale	2024	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Avis relatifs à d'éventuelles modifications ou d'éventuels transferts de concessions domaniales	<i>Ad hoc</i> (sur demande de la	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie

		Direction générale de l'énergie)	renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Octroi et transfert des garanties d'origine	<i>Ad hoc</i> (dans le mois suivant la demande)	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Enregistrement des titulaires de garanties d'origine	<i>Ad hoc</i> (dans les 3 mois suivant la demande)	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>
4.3.2.	Fournir des avis et propositions en vue de l'élaboration d'une procédure de mise en concurrence pour l'octroi de la deuxième zone <i>offshore</i> et l'extension du <i>Modular Offshore Grid</i>	<i>Ad hoc</i>	Transition énergétique, intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité accrus – Réguler le marché de l'énergie <i>offshore</i>

4.4. THÈME 15 : PROMOUVOIR L'INNOVATION DANS L'INTÉRÊT DU CONSOMMATEUR FINAL

La CREG continuera à prendre toutes les mesures raisonnables pour encourager les ressources portant sur la demande, telles que les effacements de consommation, à participer au marché de gros, au même titre que les ressources portant sur l'offre.

En 2024, la CREG va poursuivre ses actions pour lever les obstacles au développement de la gestion de la demande et pour l'instauration d'un *level playing field*.

En collaboration avec Fluxys Belgium, la CREG travaille au développement d'un service de participation active de la demande (DSR - *Demand Side Response*). Ce service doit permettre aux clients finals directement raccordés au réseau de transport de gaz d'accéder facilement au marché du gaz naturel. En outre, cette plateforme pourrait éventuellement être utilisée dans le cas où la Belgique doit recourir au plan d'urgence pour des raisons de sécurité d'approvisionnement.

La transition vers une participation plus active de la demande, telle qu'elle est principalement promue au niveau européen, concerne tous les profils de consommation. Étant donné que le marché de détail

est encore à un stade précoce pour ce qui concerne la gestion active de la demande, la CREG suivra de près l'évolution de la problématique des compteurs intelligents - dans le cadre général des réseaux intelligents -, la tarification dynamique de l'énergie et les activités individuelles et collectives de changement de fournisseurs. Elle poursuivra également sa concertation dans ce cadre avec les régulateurs régionaux. Au sein du CEER ou de l'ACER, la CREG plaide pour une protection suffisante des petits consommateurs, y compris des plus vulnérables d'entre eux.

Dans le cadre de la transition énergétique, le marché devra également surmonter une série de défis technologiques pour pouvoir répondre aux besoins en matière de flexibilité. L'innovation soutient par conséquent la transition énergétique, même si son impact reste par définition difficilement prévisible.

La CREG estime que les technologies innovantes pourraient contribuer fortement à la flexibilité requise. Elle restera donc particulièrement attentive aux initiatives visant à convertir l'électricité en gaz (*power-to-gas*) et tout particulièrement à celles qui portent sur le stockage d'électricité au moyen de produits compétitifs, tels que les batteries. Dans ce cadre, la CREG suit notamment les évolutions récentes afférentes aux voitures électriques et également le développement de l'hydrogène et de la méthanisation.

De même, la CREG suivra les développements dans le domaine du stockage du gaz naturel et veillera à ce que les nouveaux services, comme le *Fast Cycle Storage* (durée d'injection réduite), soient économiquement justifiés et puissent véritablement contribuer à l'amélioration de la situation actuelle, pas seulement en Belgique, mais dans toute l'Europe. Le règlement européen 2022/1032 du 29 juin 2022 stipule que les installations de stockage de chaque Etat membre doivent être remplies à au moins 90 % pour le 1^{er} novembre, avec des objectifs intermédiaires. La CREG, en collaboration avec Fluxys Belgium et en concertation avec les acteurs du marché, a adapté les documents réglementaires à cet effet. La CREG continuera à suivre l'évolution du règlement relatif aux obligations pour les installations de stockage en 2024.

La CREG estime également que les gestionnaires du réseau de transport peuvent jouer un rôle dans cette innovation. D'une part, ils peuvent proposer des produits d'équilibrage innovants auxquels peuvent réagir les acteurs du marché, de l'autre, ils peuvent appliquer eux-mêmes des technologies innovantes dans la gestion intelligente du réseau. Pour souligner l'importance des projets d'innovation visant à une gestion plus efficace du réseau et ainsi profitant aux utilisateurs du réseau belge, la CREG a prévu, à cet effet, les incitants cités au Thème 6, en particulier un nouvel incitant pour la promotion des projets de recherche et développement pour la période réglementaire 2024-2027.

La CREG surveillera et évaluera les performances du gestionnaire de réseau de transport en ce qui concerne le développement d'un réseau intelligent axé sur l'efficacité énergétique et l'intégration de l'énergie provenant de sources renouvelables, sur la base d'un ensemble limité d'indicateurs, et publiera tous les deux ans un rapport national contenant des recommandations.

La CREG suivra, d'une manière générale, les évolutions et les solutions innovantes et, si nécessaire, encouragera, dans le cadre de ses tâches légales, leur introduction sur le marché de l'énergie, en veillant à ce qu'elles offrent une réelle valeur ajoutée au fonctionnement efficace des marchés, dans l'intérêt du consommateur final.

Sur les marchés *downstream*, les innovations technologiques et la numérisation impliqueront une adaptation de l'offre de produits des fournisseurs. La CREG a, en la matière, pour mission d'informer le consommateur correctement et en toute transparence.

Enfin, la CREG fournit, via la publication d'infographies mensuelles, au consommateur un aperçu succinct des principales évolutions sur le marché de l'énergie et se penche dûment sur les constatations intéressantes faites sur les marchés de l'énergie. Dans ce cadre, elle porte une attention particulière aux applications nouvelles et innovantes.

De manière générale, la CREG veillera à ce que les intérêts des consommateurs soient au mieux protégés.

5. MISSION DANS LE CADRE DE LA LOI INTRODUISANT UN PLAFOND SUR LES RECETTES ISSUES DU MARCHÉ DES PRODUCTEURS D'ÉLECTRICITÉ

5.1.1. Objectifs de la CREG

En adoptant la loi du 16 décembre 2022⁸¹, le législateur fédéral a exécuté partiellement le règlement (UE) 2022/1854 du Conseil du 6 octobre 2022 sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie. Cette loi organise plus précisément un prélèvement au profit de l'Etat sur les recettes excédentaires de certains producteurs d'électricité. Dans le cadre de ce prélèvement, cette loi charge la CREG des missions suivantes :

- déterminer le modèle de la déclaration des débiteurs ainsi que le format des documents à transmettre ;
- contrôler les déclarations déposées par les débiteurs ;
- requérir, si besoin, les informations nécessaires au contrôle des déclarations déposées par les débiteurs ;
- formuler une proposition de prélèvement pour chaque débiteur et l'envoyer au service public fédéral Economie ;
- se concerter avec le service public fédéral Economie en cas de demande de restitution incomplète de la part d'un débiteur, aux fins d'indiquer à ce dernier les données et documents manquants.

Dans le cadre de ces nouvelles missions, la CREG a adopté deux décisions en 2023 sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement⁸². La CREG a également mis en place un système informatique afin de permettre aux débiteurs de déposer leurs déclarations et d'automatiser dans une certaine mesure le traitement des dossiers. La CREG a ensuite analysé et contrôlé les déclarations des débiteurs. Elle a également pris contact avec un certain nombre de débiteurs en vue de compléter les informations nécessaires au traitement de leurs dossiers. La CREG, enfin, a formulé une proposition de prélèvement pour tous les débiteurs concernés par la période du 1^{er} août 2022 au 31 décembre 2022 inclus. Pour la période du 1^{er} août 2022 au 31 décembre 2022 inclus, plus de 400 débiteurs ont été identifiés (dont un certain nombre n'a pas déposé de déclaration) et environ 900 installations sont concernées. Les deux décisions adoptées par la CREG mentionnées ci-dessus font

⁸¹ Loi du 16 décembre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité, *MB* 22 décembre 2022, 98819.

⁸² Décisions (B)2511 du 28 février 2023 et (B)2559 du 6 juillet 2023 sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Decisions/B2511FR.pdf> et <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Decisions/B2559FR.pdf>.

l'objet d'un recours devant la Cour des marchés. La CREG assure donc également le suivi de ces procédures judiciaires.

5.1.2. Activités à réaliser

La CREG établira de manière provisoire la proposition du prélèvement dû pour les débiteurs visés par les présomptions 1 et 2 pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023 au plus tard pour le 28 février 2024. La CREG établira de manière définitive la proposition au plus tard au moment où elle est informée de la redevance annuelle ou de la contribution de répartition pour l'année 2023. La CREG assurera le suivi des recours relatifs aux décisions qu'elle a adoptées dans le cadre du plafonnement des recettes issues du marché des producteurs d'électricité.

La loi prévoit qu'après l'envoi par la CREG des propositions de prélèvement au service public fédéral Economie, il revient à ce dernier de fixer le montant du prélèvement dû et de notifier aux débiteurs les avis de paiement. Ensuite, il revient au service public fédéral Finances de procéder au recouvrement des sommes dues. Etant donné que la CREG a joué un rôle majeur au courant des étapes qui précèdent l'intervention des services publics fédéraux Economie et Finances, et qu'elle a acquis à ce titre une connaissance approfondie des dossiers des débiteurs, la CREG s'attend à éventuellement assister les services publics fédéraux Economie et Finances en cas de besoin. En cas de contestation des avis de paiements par des débiteurs, la CREG s'attend également à collaborer avec les services publics fédéraux pour assurer un traitement efficace de ces dossiers.

La CREG prévoit en outre de conserver pour une durée de cinq ans minimum les données des débiteurs. L'article 22^{quater}, § 2, dernier alinéa, de la loi électricité prévoit en effet que le recouvrement du prélèvement se prescrit par cinq ans à compter du moment où il est devenu exigible. En 2024, la CREG maintiendra active la plateforme informatique créée dans le cadre du prélèvement, plus précisément l'environnement « production » de cette plateforme.

5.1.3. Liste de livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Objectif
5.1.2.	Plafonnement des recettes issues du marché des producteurs d'électricité (proposition provisoire et définitive du prélèvement dû pour les débiteurs visés par les présomptions 1 et 2 pour la période du 1 ^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023 et suivi des recours)	2024	Mission dans la cadre de la loi introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité
5.1.2.	Assistance dans le cadre de la fixation du montant du prélèvement, de la notification des avis de paiements, du recouvrement des sommes dues et/ou de contestations des avis de paiements	<i>Ad hoc</i> (sur demande éventuelle des services publics fédéraux Economie et Finances)	Mission dans la cadre de la loi introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité

5.1.2.	Maintien en activité de la plateforme informatique	Toute l'année 2024	Mission dans la cadre de la loi introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité
--------	--	--------------------	---

6. ORGANISATION INTERNE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET COMMUNICATION

6.1. ORGANISATION INTERNE

6.1.1. Vision de la CREG

➤ *Objectifs en matière de fonctionnement interne*

La CREG est un centre de connaissances qui, grâce notamment à la gestion active des compétences et des connaissances, peut mener ses missions à bien tant au niveau individuel que collectif.

➤ *Objectifs en matière d'ICT*

La CREG continuera à veiller à la performance de son réseau informatique compte tenu des besoins auxquels elle doit faire face, notamment en ce qui concerne la continuité et la sécurité de l'infrastructure ICT, le système de back-up, l'application de sa politique de communication et la mise en œuvre du règlement REMIT. L'intranet continuera à être mis à jour et optimisé.

➤ *Objectifs en matière de ressources humaines*

La CREG poursuivra, en 2024, le développement d'une politique RH intégrée. L'accent sera mis sur le développement personnel dans le cadre d'une « organisation apprenante » qui s'appuie sur une gestion dynamique des talents. Dans le prolongement de ce qui a été réalisé ces dernières années, la CREG continuera en 2024 à prêter attention au parcours individuel de ses collaborateurs.

La CREG continuera également à suivre les initiatives (légales), les études et les évolutions dans le domaine de la mobilité durable et du travail hybride notamment.

De manière générale, le soutien nécessaire sera apporté à la réalisation des objectifs organisationnels.

6.1.2. Activités à réaliser

➤ *Activités en matière de fonctionnement interne*

Le règlement d'ordre intérieur du comité de direction de la CREG, établi en 2015 et modifié en 2017 sur le plan notamment du traitement des données confidentielles, pourra le cas échéant être revu.

➤ *Activités en matière d'ICT*

L'infrastructure informatique de la CREG fait l'objet d'une surveillance permanente visant à garantir sa performance/continuité, sa sécurité et sa sauvegarde.

Sur le plan de la performance/continuité, les applications utilisant une technologie obsolète seront remplacées. Dans ce contexte, la CREG optera pour les technologies récentes et modernes. En 2024, la CREG continuera à assurer la maintenance de l'infrastructure ICT et veillera à recourir aux dernières technologies.

La sécurité du réseau sera encore surveillée et renforcée si nécessaire. Entre autres choses :

- le système qui n'autorise que les ordinateurs validés de la CREG sur le réseau interne de la CREG continuera d'être configuré et géré ;
- de nouveaux ordinateurs portables permettant de se connecter par reconnaissance faciale et par empreinte digitale seront fournis ;
- le système de surveillance des ordinateurs portables, mis en place en 2022, sera encore suivi et développé. Ce système de surveillance permet de vérifier à distance le statut des ordinateurs portables, d'installer (ou désinstaller) des logiciels, de mettre en place un cryptage, de bloquer et de vider les ordinateurs portables en cas de vol ;
- la nouvelle application antivirus destinée à sécuriser les serveurs et les ordinateurs portables, achetée en 2023, continuera d'être suivie et mise à jour ;
- un nouvel environnement test sera fourni, dans lequel certaines nouvelles applications et fonctionnalités pourront être testées avant d'être mises en place ;
- en 2023, les applications CRM et CREG Scan ont été adaptées conformément aux nouvelles exigences en matière de sécurité. La sécurité de ces applications continuera d'être mise à jour ;
- un système de gestion de la sécurité de l'information (ISMS) sera mis en place, décrivant les risques de sécurité ainsi que la manière de protéger les informations critiques de la CREG.

La protection du réseau informatique de la CREG fait l'objet d'un suivi quotidien. Les mesures requises sont prises pour garantir la protection de cette infrastructure. Une sauvegarde quotidienne des divers systèmes informatiques est garantie.

En 2022, la CREG a renouvelé son système de visio-conférence. Le nouveau système utilise les technologies les plus modernes pour gérer et organiser des réunions hybrides. Le système de visio-conférence continuera à être utilisé en 2024 et sera étendu si nécessaire.

Le CREGnet (l'intranet de la CREG) sera poursuivi et renforcé en 2024 en fonction des besoins de l'organisation (voir plus loin dans ce point).

Dans le cadre du règlement REMIT, l'ACER a approuvé les *security policies* en 2017, ce qui implique l'acquisition ou le développement d'une application pour le téléchargement et la consultation des données REMIT confidentielles. Un outil de surveillance, qui contrôle l'environnement REMIT en continu et qui envoie des notifications en cas d'anomalies, de tentatives de piratage, ..., a été mis en œuvre à la demande de l'ACER. Cet outil de surveillance continuera à faire l'objet d'un suivi continu en 2024, avec une attention particulière prêtée au respect des délais d'installation des mises à jour, compte tenu de l'importance de cette fonctionnalité pour la sécurité.

Les *security policies* ont de nouveau été portées à l'attention des utilisateurs REMIT en 2023. Ce sera répété en 2024 afin que les utilisateurs REMIT restent informés. L'application CRM (la plateforme informatique développée pour le CRM) est en production depuis la mi-2021 et continuera à être utilisée en 2024. Compte tenu de la nature et de la confidentialité des données CRM, la sécurité de l'infrastructure informatique de la CREG continuera à être contrôlée et renforcée si nécessaire.

➤ *Activités en matière de ressources humaines*

Les trajets de développement du personnel en termes de connaissances et compétences continueront d'être suivis, adaptés et complétés le cas échéant. Des formations (notamment les formations internes, *group coaching* ou *peer coaching*, formations externes, ...) seront prévues en fonction des besoins. Des processus de transfert de connaissances seront lancés dans le cadre de départs à la retraite.

Le système de mobilité durable mis en place en 2021, dans le cadre duquel tous les employés peuvent choisir d'utiliser une partie de leur enveloppe salariale pour des solutions de transport plus « vertes » (véhicules électriques ou hybrides, vélo ou transports publics), fera l'objet d'un suivi et d'une évaluation supplémentaires en 2024, à la lumière d'éventuelles nouvelles initiatives et évolutions légales concernant la mobilité durable. Il sera toujours tenu compte du fait que le système doit être neutre en termes de coûts pour la CREG.

La politique actualisée en matière de télétravail a été mise en œuvre en avril 2022. Elle permet aux employés de la CREG de combiner le télétravail et le travail au bureau dans le cadre d'un accord clair. Cette nouvelle façon de collaborer nécessite une attention constante au développement d'un cadre approprié et d'affiner les mesures d'accompagnement (par exemple, l'adaptation de l'infrastructure de la CREG, la fourniture d'équipements ICT pour aménager le lieu de télétravail du personnel de la CREG, la communication, ...).

6.1.3. Liste de livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
6.1.2.	<i>Monitoring</i> du réseau CREG et de l'infrastructure ICT	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Organisation interne
6.1.2.	Suivi et évaluation des trajets RH en cours	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Organisation interne
6.1.2.	Suivi de l'implémentation de la politique de mobilité	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Organisation interne
6.1.2.	Modification du règlement d'ordre intérieur	<i>Ad hoc</i> (en cas de problème constaté)	Organisation interne, développement durable et communication - Organisation interne

6.2. DÉVELOPPEMENT DURABLE

6.2.1. Objectifs de la CREG

La CREG a ancré durablement ses actions dans le cadre de la transition énergétique et des objectifs de développement durable.

Un groupe de travail interne « Développement durable » a été créé en 2020 afin d'élaborer une politique de durabilité systématique. En 2021, une série d'ateliers ODD interactifs et supervisés par un organisme externe ont ensuite été organisés notamment pour familiariser les collaborateurs de la CREG avec l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. L'exercice principal consistait à identifier les objectifs de développement durable (ODD) qui sont les plus pertinents pour la CREG. Les ODD suivants ont ainsi été identifiés par le personnel de la CREG selon une approche « *bottom-up* » comme étant les plus pertinents pour la CREG :

- ODD 7 : « Energie propre et d'un coût abordable » (ODD principal)
- ODD 1 : « Pas de pauvreté »
- ODD 9 : « Industrie, innovation et infrastructure »
- ODD 12 : « Consommation et production responsables »
- ODD 13 : « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »
- ODD 16 : « Paix, justice et institutions efficaces » (transversal)
- ODD 17 : « Partenariat pour la réalisation des objectifs » (transversal)

Outre un ODD principal, quatre ODD centraux et deux objectifs transversaux connexes ont ainsi été sélectionnés (la question de savoir quels ODD pourraient avoir le plus grand impact étant déterminante).

Sur cette base, un premier plan de développement durable de la CREG a été dressé en 2021-2022 par le groupe de travail interne et trois objectifs stratégiques de développement durable (OSD) ont été formulés, à savoir :

- OSD-1 : Rôle de facilitateur dans le soutien à une transition énergétique durable, à l'échelle nationale et européenne
- OSD-2 : Transition vers la décarbonation: contribuer aux efforts en matière de neutralité climatique (*decarbonization challenge*)
- OSD-3 : CREG en tant qu'acteur important pour la protection des consommateurs et le *consumer empowerment* sur le plan de l'énergie.

6.2.2. Activités à réaliser

La CREG suivra les étapes proposées par la "SDG-compass" dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau de ses actions.



La première étape du guide de mise en œuvre des ODD, le volet éducatif, a été lancée en 2021 avec la formation « Start-to-SDG ». La deuxième étape a également déjà été lancée avec l'identification des principaux ODD pour la CREG et la définition des ODD principaux, centraux et transversaux. En parallèle, le volet éducatif sera également poursuivi en interne pour toute la CREG afin d'approfondir l'apprentissage et la maîtrise des ODD par l'ensemble du personnel.

Dans ce contexte, un premier plan de développement durable de la CREG a été élaboré en 2022 pour la période 2022-2023 (en tant que livrable spécifique pour 2022) dans lequel trois objectifs stratégiques de développement durable ont été identifiés spécifiquement pour la CREG (voir OSD susmentionnés) ainsi que plusieurs actions concrètes. Par ailleurs, un premier modèle de section spécifique et numérique sur le développement durable a été élaboré en 2022 dans l'« aperçu du dossier CREG » afin d'intégrer les trois OSD dans les tâches quotidiennes de la CREG. Début 2024, un deuxième plan interne de développement durable (pour la période 2024-2025) sera soumis à l'approbation du comité de direction de la CREG. Dans ce cadre, entre autres, le premier modèle de volet spécifique au développement durable dans l'« aperçu du dossier CREG » sera évalué et, le cas échéant, adapté ou affiné en vue de l'application pratique des OSD de la CREG ainsi que de la mise en place d'un reporting adéquat sur le développement durable.

En 2024, des actions spécifiques axées sur le développement durable prévues dans ce deuxième plan de développement durable de la CREG seront mises en œuvre. L'accent sera notamment mis sur la poursuite de l'élaboration et de l'application d'un premier « *Greening Action Plan* » axé sur le fonctionnement interne, en vue de réduire l'empreinte carbone de la CREG. En outre, en 2023, le groupe de travail interne sur le développement durable a également élaboré une série de communications internes d'éducation et de sensibilisation afin de familiariser davantage le personnel de la CREG avec l'Agenda 2030, les ODD et les OSD de la CREG de manière dynamique (mise en œuvre de l'étape 1 de la SDG-compass). Cela se poursuivra en 2024. Les ODD et OSD de la CREG susmentionnés y seront abordés et des sujets d'actualité liés à la durabilité y trouveront également leur place.

L'objectif final est d'intégrer progressivement et de développer davantage les ODD sélectionnés dans le fonctionnement de la CREG (à un niveau interne et opérationnel) et dans l'exécution de ses tâches et activités à un niveau plus stratégique.

6.2.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
6.2.2.	Elaborer davantage et mettre en œuvre un <i>Greening Action Plan</i> sur le plan du fonctionnement opérationnel interne, afin de réduire l'empreinte carbone de la CREG	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Développement durable
6.2.2.	Evaluer, là où nécessaire adapter/affiner et continuer à implémenter la section spécifique et numérique sur le développement durable dans « l'aperçu du dossier CREG » pour intégrer les trois OSD dans l'exécution de ses tâches et activités	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Développement durable
6.2.2.	Poursuivre la série de communications internes d'éducation et de sensibilisation (via des flashes bimensuels sur l'intranet) afin de familiariser davantage le personnel de la CREG avec l'Agenda 2030, les ODD et les ODD de la CREG de manière dynamique (pour mettre en œuvre l'étape 1 du SDG-compass)	2024-2025	Organisation interne, développement durable et communication - Développement durable
6.2.2.	Mettre en œuvre les actions spécifiques du deuxième plan de développement durable de la CREG avec des objectifs et des actions de développement durable pour la période 2024-2025	2024-2025	Organisation interne, développement durable et communication - Développement durable

6.3. COMMUNICATION

6.3.1. Vision de la CREG

➤ *Objectifs en matière de communication interne*

La communication interne est un instrument essentiel pour maintenir les liens entre les collaborateurs et entre l'employeur et ses collaborateurs, et ce d'autant plus dans le contexte actuel où le télétravail a pris une place prépondérante. Elle doit permettre également de soutenir, renforcer et partager les valeurs de la CREG. La communication interne doit permettre de partager une vision commune, d'informer sur les réalisations et les avancées, d'encourager et de faciliter la collaboration ainsi que de favoriser un comportement guidé par ces valeurs. L'intranet est un des moyens qui contribue à maintenir et favoriser la communication interne au sein de la CREG.

Les objectifs de la communication interne sont les suivants :

- informer les collaborateurs ;
- permettre l'échange d'informations et la collaboration ;
- maintenir des liens entre les collaborateurs ; et
- encourager l'esprit d'équipe.

➤ *Objectifs en matière de communication externe*

Grâce à son site Internet, la CREG répond aux attentes de chaque groupe cible. En sa qualité d'organisme public de prestation de services, elle facilite l'accès du consommateur final, tant grand que petit, aux informations qui lui sont nécessaires sur le secteur de l'énergie. Le site Internet offre également une plus grande transparence aux professionnels de l'énergie. Chaque groupe cible doit pouvoir accéder rapidement et de manière efficace aux informations qu'il recherche.

Ces informations sont mises en exergue via l'envoi de lettres d'informations périodiques et des communiqués de presse ponctuels.

La CREG développe également sa présence sur les réseaux sociaux afin de toucher un public plus large.

La CREG est régulièrement contactée par les journalistes des médias nationaux et internationaux. En la matière, elle met un point d'honneur à fournir ponctuellement des informations précises sur ses publications et/ou dans le cadre de ses compétences.

6.3.2. Activités à réaliser

➤ *Activités en matière de communication interne*

L'intranet est un outil qui contribue à donner forme à et favoriser la communication interne au sein de la CREG. Le CREGnet est un outil qui a pris de l'importance et de l'ampleur au vu de l'évolution de l'organisation de l'institution et de la manière de travailler ensemble. La CREG maintiendra ses efforts et continuera à prêter une attention particulière à cet outil de communication.

Un *workflow* ou flux de travail est un modèle de travail qui peut être répété au sein d'une organisation. Il décrit les étapes que les employés doivent suivre dans un ordre déterminé pour atteindre un objectif prédéfini. Par exemple, demander des congés, une salle de réunion ou une traduction, solliciter le remboursement de frais, mettre des points à l'ordre du jour du comité de direction ou collaborer sur un dossier, une étude, ... Pour rendre ces flux de travail plus efficaces, depuis n'importe quel endroit, il est important que la CREG investisse davantage dans leur numérisation, leur automatisation, leur standardisation, leur amélioration et leur simplification :

- la standardisation vise à rendre les processus de travail clairs, simples, structurés et donc identiques pour tous ;
- la numérisation des documents physiques et des procédures papier permet que les données soient consultées et traitées numériquement à tout moment et en tout lieu ;
- l'automatisation consiste à remplacer les procédures manuelles par des procédures automatiques qui demandent moins de travail et réduisent le risque d'erreurs (de procédure) (par exemple des formulaires à compléter avec des données claires et structurées, au lieu d'e-mails).

Etant donné qu'un projet de numérisation et d'automatisation doit toujours apporter une valeur ajoutée, un inventaire détaillé de tous les processus de travail existants a d'abord eu lieu en 2023. Afin d'éviter que les processus existants et les méthodes de travail n'ayant pas encore été numérisés soient simplement repris tels quels sous forme numérique, la CREG doit les analyser de manière critique et identifier les possibilités d'amélioration et de simplification en supprimant les étapes inutiles.

Il est également possible que certains documents continuent à exister sous forme papier, par exemple parce que cette méthode de travail est plus pratique, plus conviviale et moins coûteuse, ou parce que leur numérisation est moins prioritaire pour la CREG.

Avec le nouveau travail hybride, il est d'autant plus important de continuer à prêter attention à la cohésion interne. La CREG a déjà lancé plusieurs initiatives visant à garantir que les employés restent impliqués et connectés les uns aux autres, au travail et à l'organisation lorsqu'ils travaillent à domicile ou en mode hybride. La CREG continuera à encourager les contacts formels et informels entre les employés au sein de l'organisation, avec des initiatives similaires de la part de la CREG et de ses employés.

La plateforme de concertation, qui a débuté pendant la période COVID et qui consiste en une collaboration très étroite entre les départements RH, Accueil, Communication, Logistique et TIC, a depuis lors prouvé son utilité à plusieurs reprises. Cette plateforme sera poursuivie et optimisée en 2024 afin de renforcer la coopération interne par le partage de connaissances et d'informations de manière permanente.

Afin de pouvoir faire face aux défis futurs et de communiquer de manière encore plus efficace et intensive avec les membres du personnel, la CREG s'efforcera de structurer davantage la communication interne en tant que pilier d'une institution moderne qui fonctionne bien et dont les membres du personnel sont le cœur.

➤ *Activités en matière de communication externe*

La CREG atteint des milliers de lecteurs via ses lettres d'information. La publication des études, décisions et autres actes de la CREG ainsi que l'organisation de consultations publiques et de workshops est soutenue par des lettres d'information régulières et des communiqués de presse ponctuels.

La CREG sera attentive à publier sur son site Internet des informations adaptées aux différents publics intéressés par ses analyses, messages, communications, etc. Les publications destinées aux professionnels de l'énergie sont plus techniques et sont moins vulgarisées que celles destinées au « grand public ».

Des formes de communication adéquates seront en outre recherchées pour mieux informer le consommateur (chiffres-clés, infographies, tableaux de bord, organisation de séminaires/formations pour les acteurs de terrain sur les questions énergétiques, ...).

La CREG développe également sa présence sur les réseaux sociaux afin de toucher un public plus large.

Elle a réalisé plusieurs campagnes de sensibilisation aux prix de l'énergie et au CREG Scan ces dernières années et souhaite continuer cette démarche.

Tout en respectant la confidentialité sur certaines thématiques, elle répond aux questions des journalistes en lien avec ses compétences ou ses publications.

Outre le rôle de plus en plus important de la communication dans la société, et donc aussi au sein de la CREG, la crise énergétique a également eu un impact énorme tant sur la communication interne que sur la communication externe de la CREG. Jamais auparavant autant d'informations n'avaient été envoyées aux consommateurs et aux journalistes. Pour chacun de ces groupes cibles, une approche et une communication spécifiques doivent être adoptées, ce qui nécessite un travail (sur mesure) plus important. Afin de continuer à garantir la qualité du travail fourni et la confiance que toutes les parties prenantes accordent à la CREG, des investissements supplémentaires seront consentis pour harmoniser autant que possible la communication interne et externe. Si nécessaire, des ajustements seront apportés à la structure de communication dans laquelle la participation joue un rôle important.

6.3.3. Liste des livrables pour l'année 2024

Livrable	Description	Echéance	Axe – Objectif
6.3.2.	Structurer la communication afin d'optimiser les contacts avec ses employés et le monde extérieur	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Organiser et encourager les initiatives de rapprochement	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Gestion et optimisation de l'intranet (informatif)	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Adaptation de la structure de communication interne afin d'assurer la meilleure cohérence possible entre la communication interne et externe	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Recherche de formes de communication adéquates orientées consommateur	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Publication régulière de lettres d'information et de communiqués de presse	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication
6.3.2.	Réponses aux questions des journalistes	2024	Organisation interne, développement durable et communication - Communication

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Ilse TANT
Directrice

Sigrid JOURDAIN
Directrice

Laurent JACQUET
Directeur

Koen LOCQUET
Président du Comité de direction

Non-confidentiel

120/124

ANNEXE : LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABC	Autorité Belge de la Concurrence
ACER	Agency for the Cooperation of Energy regulators
ACM	Autoriteit Consument & Markt (Pays-Bas)
AEWG	Agency Electricity Working Group (ACER)
aFFR	Automatic Frequency Restoration Reserves
AG	Assemblée Générale
AGWG	Agency Gas Working Group (ACER)
AIB	Association of Issuing Bodies
APD	Autorité de la Protection des Données
ARP	Access Responsible Party
BA	Balancing Agreement
BBL	Balgzand Bacton Line
BC	Balancing Code
BEUC	Bureau européen des Unions de Consommateurs
BIM	Bénéficiaires de l'Intervention Majorée
BNB	Banque Nationale de Belgique
BoR	Board of Regulators
BP	Balancing Programme
BRP	Balancing Responsible Party
BRUGEL	Régulateur bruxellois pour les marchés du gaz et de l'électricité
CACM	Capacity Allocation and Congestion Management
CAPEX	Capital Expenditure
CAPM	Capital Asset Pricing Model
CBA	Cost-Benefit Analysis
CBCA	Cross-Border Cost Allocation
CCGE	Conseil Consultatif du Gaz et de l'Electricité
CEE	Central East Europe
CEER	Council of European Energy Regulators
CEP	Clean Energy for all Europeans Package / Clean Energy Package
CIPU	Contract for the Injection of Production Units
CMP	Congestion Management Procedures
CNG	Compressed Natural Gas
CoBA	Coordinated Balancing Areas
Core	CWE & CEE
CREG	Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
CRM	Capacity remuneration mechanism
CWaPE	Commission wallonne pour l'Energie
CWE	Central West Europe
DA	Day-ahead
DC	Direct current
DCC	Demand Connection Code
DEVCO	Direction générale du développement international et de coopération
DG COMP	Directorate-General for Competition (Commission européenne)
DG ENER	Directorate-General for Energy (Commission européenne)

DSR	Demand Side Response
DSO	Distribution system operator
EASEE-gas	European Association for the Streamlining of Energy Exchange-Gas
EB GL	Electricity Balancing Guideline
EDP	Electronic Data Platform
Elcom	Commission fédérale de l'électricité (Suisse)
EIP	Energy Infrastructure Package
ENTSO-E	European Network of Transmission System Operators for Electricity
ENTSO-G	European Network of Transmission System Operators for Gas
EPU	European Policy Unit
E&R	Emergency and Restoration
FCA	Forward Capacity Allocation
FCR	Frequency Containment Reserve
Forbeg	Forum des régulateurs belges de l'électricité et du gaz
FP TF	Future Policy Task Force
FRCE	Frequency Restoration Control Error
FRR	Frequency Restoration Reserves
FSMA	Financial Services and Markets Authority
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
GRD	Gestionnaire de réseau de distribution
GRT	Gestionnaire de réseau de transport
GST WS	Gas Storage Work stream
GWG	Gas Working Group
HR	Human Resources
HVDC	High Voltage Direct Current
IAA	Interconnector Access Agreement
IAC	Interconnector Access Code
IBPT	Institut belge des services postaux et des télécommunications
ICT	Information and Communication Technology
ID	Intraday
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILR	Institut Luxembourgeois de Régulation
ITC	Inter-TSO compensation
JAO	Joint Allocation Office
LAC	Legal Affairs Committee
LEN	Legal Expert Network
LNG	Liquified Natural Gas
MEDREG	Mediterranean Energy Regulators
mFFR	Manual Frequency Restoration Reserves
MiFID	Markets in Financial Instruments Directive
MIG	Market Implementation Guide
MOG	Modular Offshore grid
MRC	Multi Regional Coupling
NBP	National Balancing Point
NC	Network Code
NC BAL	Network Code Balancing
NC CAM	Network code Capacity Allocation Method

NCCS	Network Code Cybersecurity
NC ER	Network Code Emergency and Restoration
NC HVDC	Network Code on requirements for grid connection of High Voltage Direct Current-connected power park modules
NC INT	Network code Interoperability
NC RfG	Network Code on Requirements for grid connection of Generators
NC TAR	Network code on rules regarding harmonised transmission tariff structures for gas
NCG	NetConnect Germany
NEMO	Nominated Electricity Market Operators
NER	Network of Economic Regulators
NordREG	Organisation for the Nordic energy regulators
NRA	National Regulatory Authority
NSEC	North Seas Energy Cooperation
NSI	North-South Interconnections
NSOG	Northern Seas Offshore Grid
NWE	North West European Region
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de Développement Durable
OSD	Objectif Stratégique de Développement Durable
OFGEM	Office of Gas & Electricity Markets (Royaume-Uni)
OPEX	Operational expenditure
ORDC	Operational Reserve Demand Curve
OSP	Obligation de service public
PCI	Project of Common Interest
PEER	Partnership for the Enforcement of European Rights
PEG	Points virtuels d'Echanges de Gaz
PI	Points d'Interconnexion
PIIEC	Projets Importants d'Intérêt Européen Commun
PLEF	Pentalateral Energy Forum
PME	Petites et Moyennes Entreprises (au sens de la loi électricité et de la loi gaz)
PST	Phase-shifting Transformer
PWS	Procedure Workstream
R1	Réserve primaire
R2	Réserve secondaire
R3	Réserve tertiaire
RAG	Regulatory Advisory Group
RegulaE.Fr	Réseau francophone des régulateurs de l'énergie
REMIT	Regulation (EU) no.1227/2011 of the European Parliament and of the Council of 25 October 2011 on wholesale Energy Market Integrity and Transparency
RfG	Requirement for Generators
RFP	Réglage Fréquence-Puissance
RMB WS	Regulatory Benchmarking Work Stream
rTr	Renforcement Transport réseau
SDR	Strategic Demand Reserve
SME	Service Fédéral de Médiation de l'Energie

SO GL	System Operation Guideline
SoS	Gas Security of Supply
SP	Storage Program
SPF Economie	Service Public Fédéral Economie
SSA/ACS	Standard Storage Agreement/Access Code Storage
TEN-E	Trans-European Networks for Energy
TEP	Third Energy Package
THE	Trading Hub Europe
TOE	Transfer of Energy
TSO	Transmission System Operator
TTF	Title Transfer Facility
TYNDP	Ten-Year Network Development Plan
VREG	Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt
ZTP	Zeebrugge Trading Point

BEGROTING - ALGEMENE BELEIDSNOTA 2024

COMMISSIE ENERGIE, LEEFMILIEU EN KLIMAAT

21.11.2023



— CREG —

ALGEMENE INLEIDING^(1/3)

- ❖ het nieuwe Directiecomité is aangetreden op 27/09/2023 na een overgangperiode van 4 jaar die werd gekenmerkt een turbulente periode inzake energie
- ❖ einde van een periode en begin van een nieuwe periode met wettelijke termijnen voor de indiening van de begroting en de beleidsnota 2024 bij het parlement voor 30 oktober
- ❖ 2024:
 - uitwerking nieuw strategisch plan van de CREG door nieuw Directiecomité
 - denkoefening van nieuw Directiecomité over structuur en model van beleidsnota

— CREG —

2

ALGEMENE INLEIDING ^(2/3)

- ❖ de begroting en de algemene beleidsnota 2024 moet voor het tweede jaar op rij gezien worden tegen de achtergrond van de Oekraïense crisis en de nieuwe geopolitieke spanningen die sindsdien zijn ontstaan
- ❖ onzekerheidsfactoren:
 - duur en afloop van het conflict en de spanningen?
 - impact op de energiemarkten, eindverbruikers en andere marktspelers?
 - grootte van de impact?
 - welke antwoorden of bijkomende maatregelen van de instanties?
 - welke implementatiebehoefte?
 - welke urgenties en deadlines?

— CREG —

3

ALGEMENE INLEIDING^(3/3)

- ❖ zonder de uitdagingen van de energietransitie en de toekomstige uitdagingen i.v.m. de energiemix te minimaliseren
- ❖ in deze gespannen en onzekere context:
 - staat de CREG voor steeds grotere uitdagingen met mogelijke nieuwe opdrachten (o.a. rond kernenergie) en aanvragen van de overheden volgens de behoeften in het kader van de energieactualiteit

BEGROTING 2024

ILSE TANT

Directeur Algemene Zaken



— CREG —

BEGROTING 2024

1. Regulatorisch kader
2. Begroting en opdrachten van de CREG
3. Begrotingsmethodologie
4. CREG-begroting 2024 - *Business as Usual*
5. Begroting 2024 “Belasting van overwinsten”
6. Begroting 2024 “Nieuwe bevoegdheden i.v.m. kernenergie (LTO)”
7. Samenvatting

— CREG —

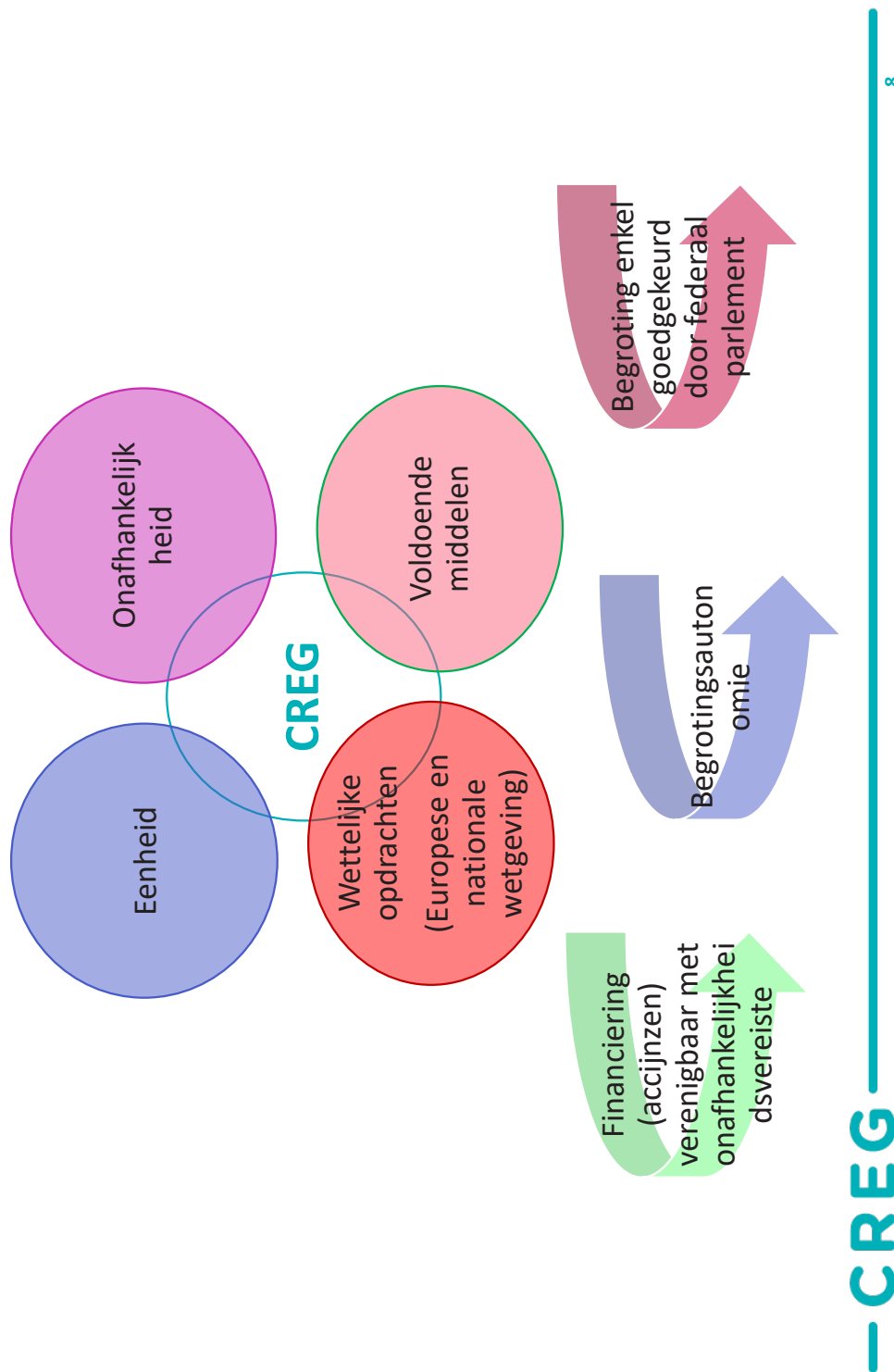
6

Begroting 2024

1. REGULATOIR KADER

— CREG

1. REGULATOIR KADER

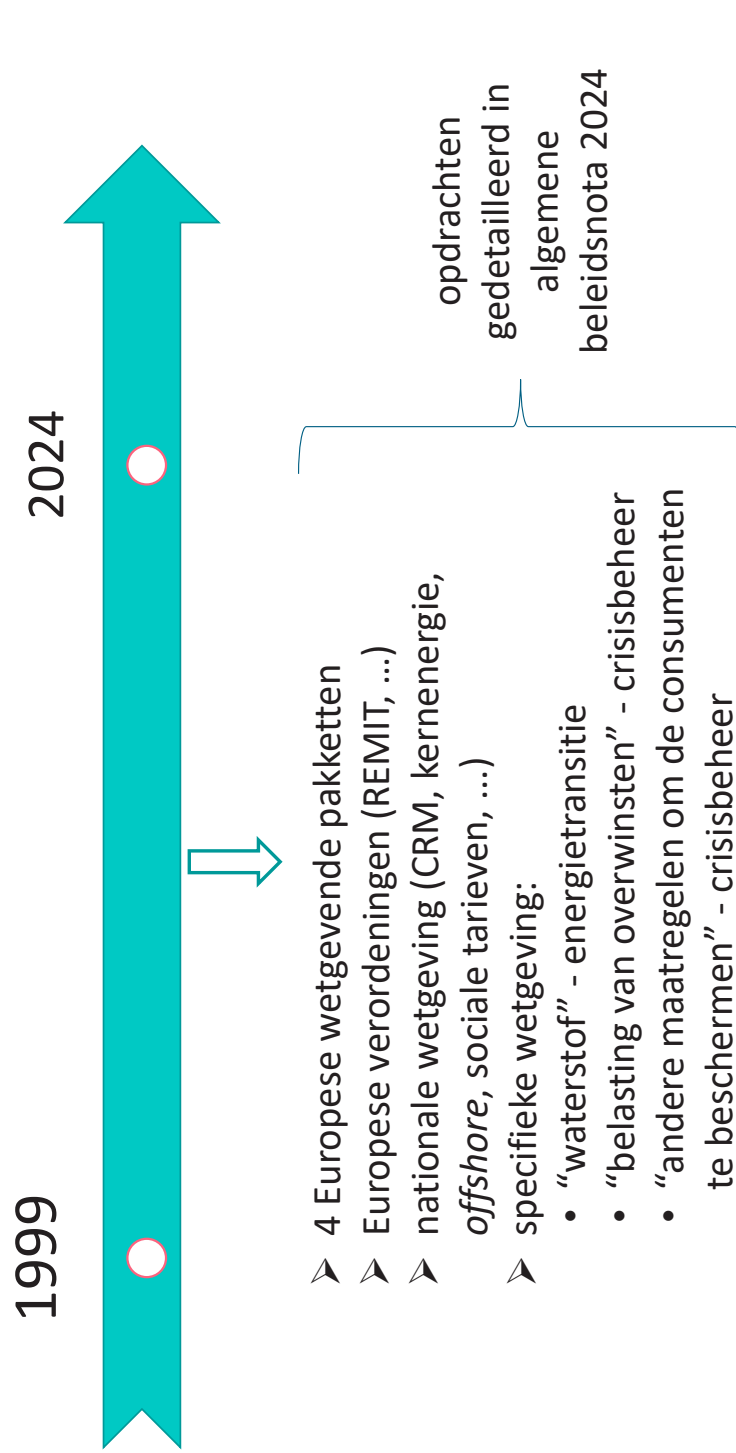


Begroting 2024

2. BEGROTING EN OPDRACHTEN VAN DE CREG

— CREG

2. BEGROTING EN OPDRACHTEN VAN DE CREG^(1/2)

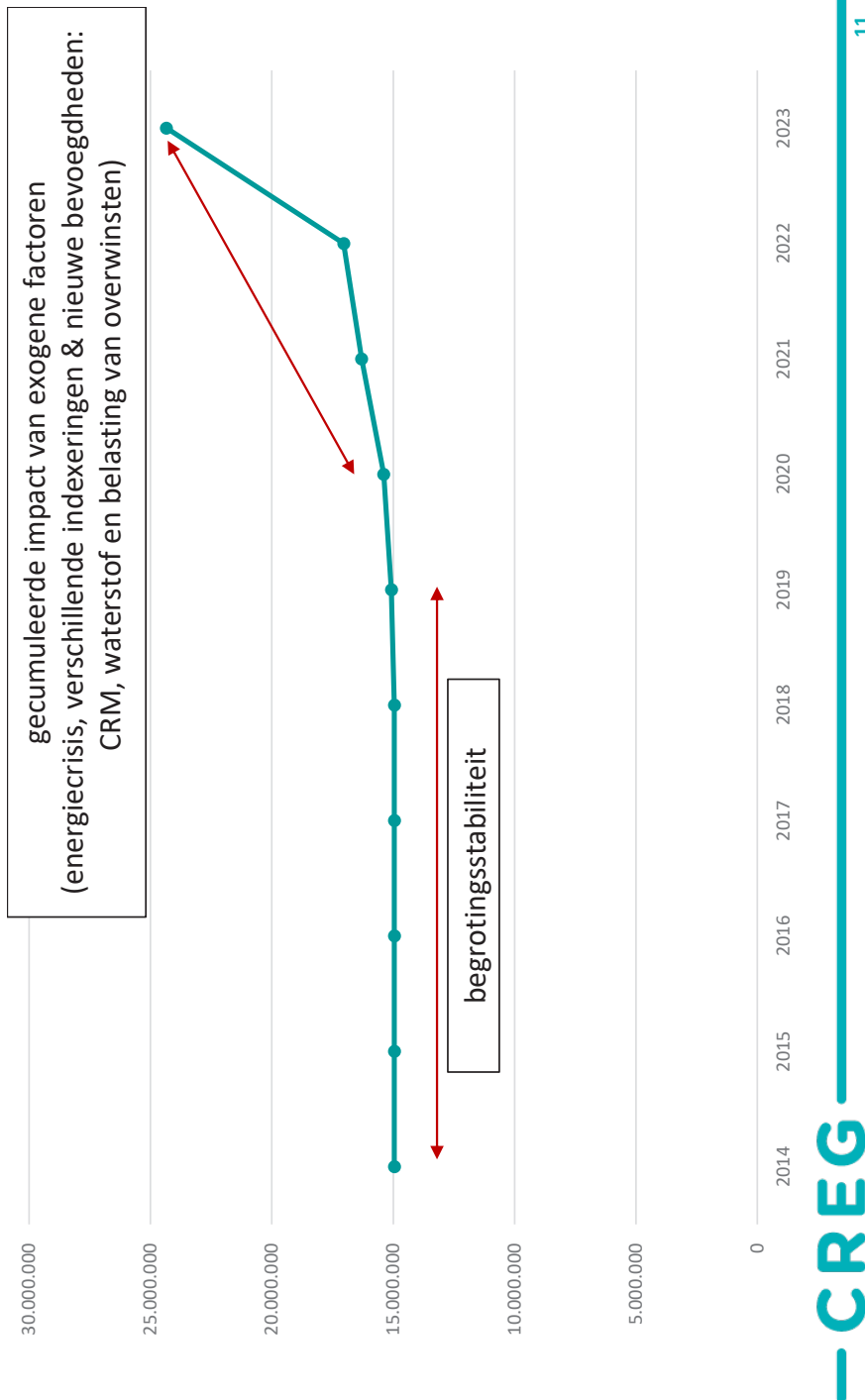


— CREG

10

2. BEGROTING EN OPDRACHTEN VAN DE CREG ^(2/2)

Evolutie van de goedgekeurde CREG-begroting 2014-2023 (€)



Begroting 2024

3. BEGROTINGSMETHODOLOGIE

— CREG

3. BEGROTINGSMETHODOLOGIE

➤ BEGROTINGSPRINCIPES

- in overeenstemming met doelstellingen van de beleidsnota
- aanpassing aan de werkelijke bedragen (*Best estimate*)
- integratie van exogene impactfactoren (buiten controle van de CREG)
- voortzetting van de beheersing van de beheersbare kosten
- streven naar efficiëntie
- onderscheid begroting “*Business as Usual*” vs Begroting “Belasting van overwinsten” vs Begroting 2024 “Nieuwe bevoegdheden i.v.m. kernenergie (LTO)”
- toekomstige onzekerheidsfactoren

— CREG —

13

Begroting 2024

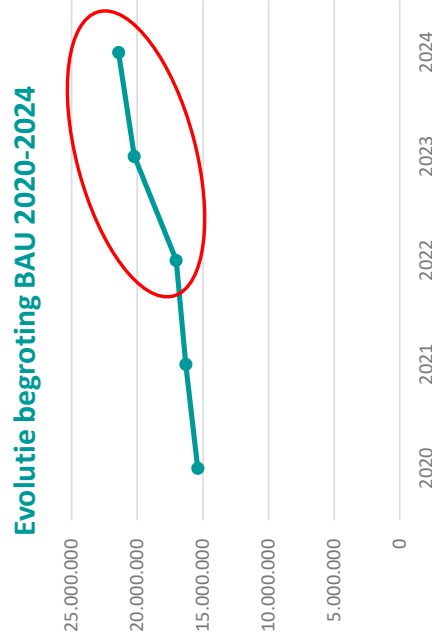
4. BEGROTING “BUSINESS AS USUAL”

— CREG

4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL_(1/7)

ALGEMEEN OVERZICHT - CREG-BEGROTING 2024 “BUSINESS AS USUAL”

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Personeelkosten	16.687.481	16.097.387	590.093	3,7%
Werkingskosten	4.731.331	4.130.074	601.257	17,9%
TOTAAL	21.418.812	20.227.461	1.191.350	5,9%



4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(2/7)

➤ PERSONEELSKOSTEN - WERKHYPOTHESEN

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (%)	2024/2023 (€)
Bezoldigingen en lasten	15.784.671	15.308.555	3,1 %	476.116
Duurzaam mobiliteitsbeleid	558.099	564.052	-1,1 %	-5.953
Aanwervingskosten	69.210	92.280	-25,0 %	-23.070
Uitzendkrachten	143.000	0		143.000
Opleidingen, seminars	132.500	132.500	0,0 %	0
TOTAAL	16.687.481	16.097.387	3,7 %	590.093

- 2024: functionele implementatie volledig samengesteld nieuw directiecomité van de CREG en aanpassing van personeel als gevolg (op kruissnelheid tegen 2024)
- structurele indexering: 2 indexeringen (mei en november 2024) - veronderstellingen FPB oktober 2023
- kwalitatief en flexibel werkkader bevorderen, o.a. om de teamgeest en synergieën van de verschillende diensten te versterken

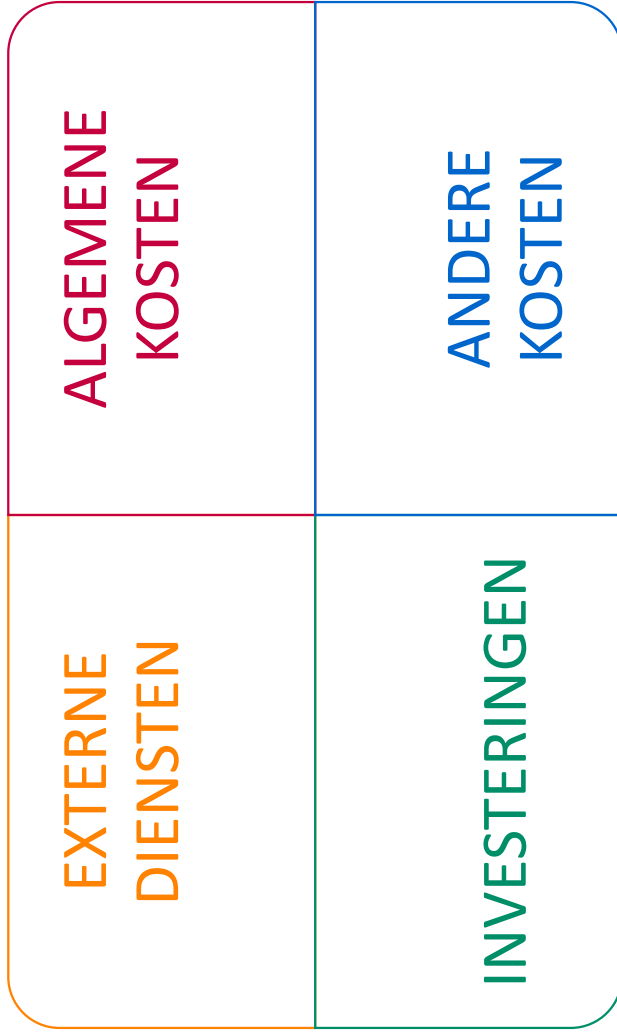
↑ stijging van de personeelskosten beperkt tot 3,1% - in lijn met dubbele indexering in 2024

— CREG

4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(3/7)

➤ WERKHYPOTHESEN - WERKINGSKOSTEN

- vier grote subcategorieën:



4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(4/7)

➤ WERKINGSKOSTEN - EXTERNE DIENSTEN

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Externe studies directiecomité	1.079.703	888.710	190.993	21,5 %
Externe studies Adviesraad	100.000	100.000	0	0,0 %
Communicatiedienst	175.000	150.000	25.000	16,7 %
Externe diensten (revisor, vertalingen, sociaal secretariaat, ...)	137.745	135.045	2.700	2,0 %
Beroep CREG-beslissingen en procedurekosten	485.000	335.000	150.000	44,8 %
TOTAAL	1.977.448	1.608.755	368.693	22,9 %

- in de lijn van 2023 + noodzaak om te anticiperen op toekomstige behoeften omwille van de veiligheid en de betrouwbaarheid van het informaticasysteem
- ontwerp, uitwerking en implementatie van een langetermijnstrategie en een communicatiebeleid van nieuw Directiecomité
- stijging beroepskosten
- hefboom kostenbeheersing: beroep op overheidsopdrachten

4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(5/7)

➤ WERKINGSKOSTEN - ALGEMENE KOSTEN

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (€)	Percentage 2024/2023
Huur lokalen, parkings + lasten	1.109.409	1.066.332	43.077	4,0 %
Onderhoud lokalen en veiligheid gebouw	147.650	145.100	2.550	1,8 %
Algemeen onderhoud en IT-onderhoud	387.476	327.120	60.356	18,5 %
Documentatie	222.000	158.125	63.875	40,4 %
Telefoon, post en spoedbestellingen	22.860	22.600	260	1,2 %
Kantoorbenodigdheden	9.000	9.000	0	0,0 %
Vergaderings- en representatiekosten	116.660	104.194	12.466	12,0 %
Verplaatsingskosten	85.000	80.000	5.000	6,3 %
Lidgeld	52.075	48.850	3.225	6,6 %
Diverse kosten	23.690	22.150	1.540	7,0 %
Verzekeringen	135.788	129.448	6.340	4,9 %
Taksen	204.075	171.050	33.025	19,3 %
TOTAAL	2.515.683	2.283.969	231.714	10,1 %

- meeste uitgaven: niet te beperken en afhankelijk van externe factoren (rechtstreekse en onrechtstreekse indexering en fiscale maatregelen)
- IT-ondersteuning en onderhoud: uitgaven vereist door behoud van betrouwbaar en performant IT-systeem
- vergaderings-, representatie- en verplaatsingskosten: uitgaven als gevolg van de reactivering van het CREG-voorzitterschap en representatie- en samenwerkingsactiviteiten ervan

— CREG

4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(6/7)

➤ WERKINGSKOSTEN - INVESTERINGEN & ANDERE KOSTEN

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Investeringskosten	231.000	230.500	500	0,2 %
TOTAAL	231.000	230.500	500	0,2 %

in de lijn van 2023

Beschrijving	Begroting 2024	Begroting 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Diverse financiële kosten	7.200	6.850	350	5,1 %
TOTAAL	7.200	6.850	350	5,1 %

4. CREG-BEGROTING - BUSINESS AS USUAL^(7/7)

- VOORBEELDEN VAN VERMINDERING EN BEHEERSING VAN KOSTEN OP LANGE TERMIJN

	Begroting 2024	Begroting 2014	Absoluut verschil 2024/2014	Jaarlijks gemiddelde 2024/2014
Externe diensten (revisoren, vertalers, ...)	137.745	153.000	-15.255	-1,0 %
Huur gebouw en huurlasten	1.109.409	1.069.039	40.370	0,3 %
Onderhoud en veiligheid	147.650	149.000	-1.350	-0,1 %
Telefoon, post, internet	22.860	50.000	-27.140	-6,9 %
Kantoorbenodigdheden	9.000	25.000	-16.000	-8,9 %
Lidgeld	52.075	72.000	-19.925	-2,9 %
Verzekeringen	135.788	153.800	-18.012	-1,1 %

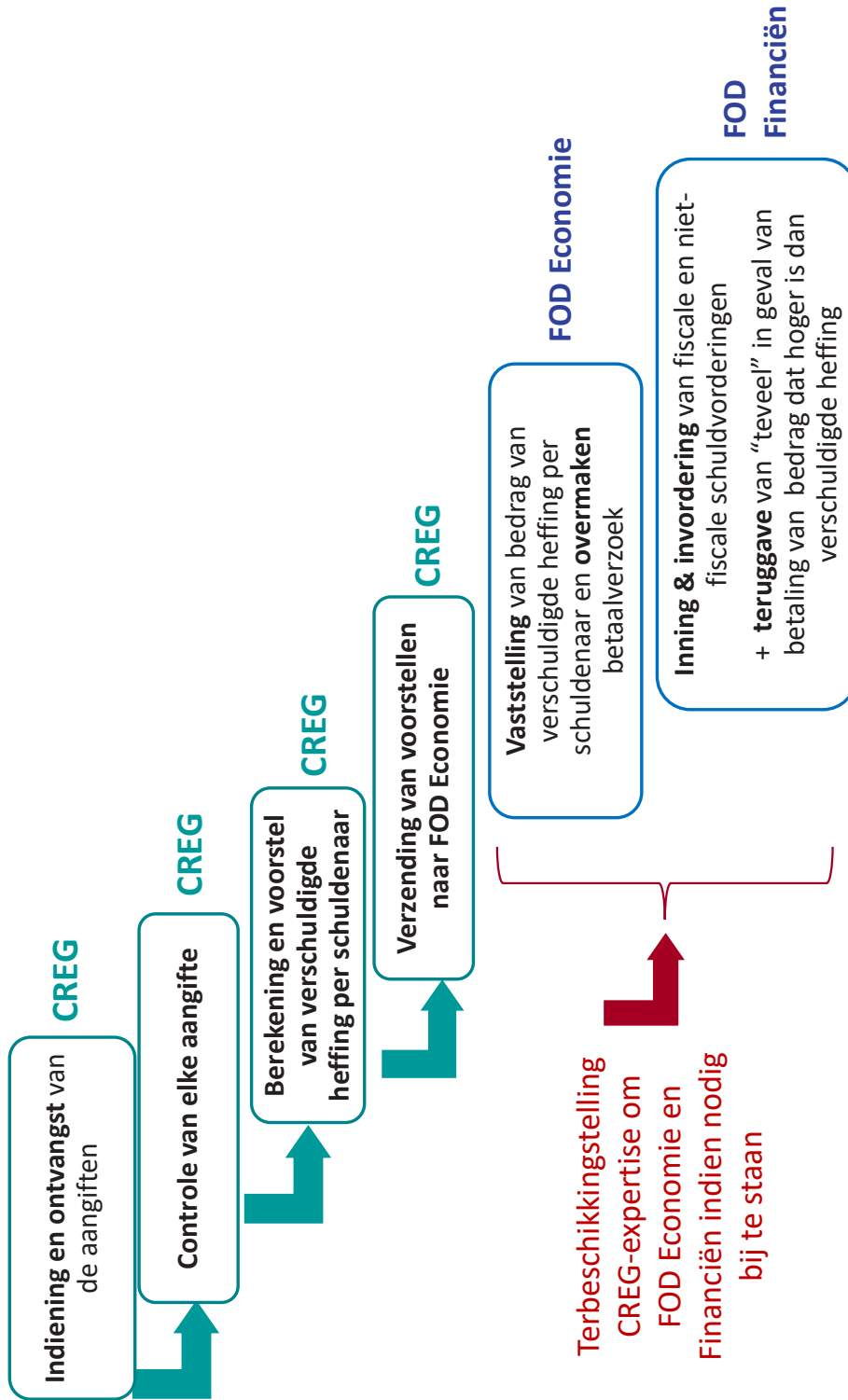
Begroting 2024

5. BELASTING VAN OVERWINSTEN

— CREG

5. BEGROTING 2024 “BELASTING VAN OVERWINSTEN” ^(1/5)

➤ NIEUWE AAN DE CREG TOEVERTROUWDE FISCALE OPDRACHTEN



— CREG

5. BEGROTING 2024 “BELASTING VAN OVERWINSTEN” ^(2/5)

➤ VAN DE THEORIE NAAR DE PRAKTIJK IN 2023

- goedkeuring van twee beslissingen over het model van aangifte dat de schuldenaars moeten indienen
- ontwikkeling van twee IT-platformen om de processen (omwille van de efficiëntie) zoveel mogelijk te automatiseren voor:
 - de indiening van gegevens
 - de verwerking van aangiften
- aantal door de wet beoogde schuldenaars op Belgisch niveau: meer dan 400 voor 897 installaties
- analyse en controle van de aangiften
- voorstel van verschuldigde heffing voor elke schuldenaar: meer dan 400 te behandelen dossiers
- behandeling van beroepen: tot nu 6 beroepen ingediend m.b.t. CREG-beslissingen over aangiftemodel (3 voor periode 1 en 3 voor periode 2)

— CREG —

24

5. BEGROTING 2024 “BELASTING VAN OVERWINSTEN” ^(3/5)

➤ VAN DE THEORIE NAAR DE PRAKTIJK IN 2023:

- dagelijkse uitdagingen op terrein:
 - beheer van onvolledige aangiften (ondanks automatisering)
 - beheer van vragen en moeilijkheden van schuldenaars en zoeken naar oplossingen
 - tijdsbeheer in het licht van extreem korte wettelijke termijnen (twee fiscale boekjaren voor één kalenderjaar)
 - mobilisering van interne middelen terwijl nadelige gevolgen voor het beheer van andere interne dossiers (waarvoor ook wettelijke termijnen moeten worden nageleefd) worden vermeden
 - beschikbaarheid, binnen de vereiste termijnen, van externe, gekwalificeerde HR-middelen; zonder belangenconflict
 - beheer van andere risico's van het project (vertrouwelijkheid, beroepen, ...)

5. BEGROTING 2024 “BELASTING VAN OVERWINSTEN” ^(4/5)

➤ MONITORING VAN DE UITGAVEN OP 8/11/2023

❖ EXTERNE MIDDELEN

Beschrijving	Vastgelegd op 8/11/2023 (€)	Gefactureerd op 8/11/2023 (€)
IT-ondersteuning	1.562.470	943.747
Rechtsbijstand	450.233	348.627
Externe consultancy	1.175.999	186.034
Administratieve ondersteuning	61.673	61.673
Varia	3.123	3.123
Vastgelegd totaal	3.253.498	1.543.204
Begroot totaal	4.118.512	4.118.512
Saldo	865.014	2.575.308

❖ INTERNE MIDDELEN

- van oktober 2022 tot nu: 18 personen ingezet, hetzij 9 FTE
- raming voor de toekomst: minstens 2 FTE (maar geen zekerheid - ondersteuning aan administraties en aantal mogelijke beroepen)

5. BEGROTING 2024 “BELASTING VAN OVERWINSTEN” ^(5/5)

➤ STAPPENPLAN EN BUDGET 2024

- voorlopige en definitieve voorstellen van de verschuldigde bedragen voor de schuldenaars bedoeld in de hypothesen 1 en 2 van de wet
- IT-platform 5 jaar lang actief houden
- behandeling van beroepen
- ondersteuning van federale administraties

Beschrijving	Begroting
IT-ondersteuning	206.250
Rechtsbijstand	900.000
Externe consultancy	0
TOTAAL 2024	1.106.250
Begroting 2023	4.118.512

Begroting 2024

6. BEGROTING 2024 “NIEUWE BEVOEGDHEDEN I.V.M. KERNENERGIE (LTO)”

— CREG

6. BEGROTING 2024 “NIEUWE BEVOEGDHEDEN I.V.M. KERNENERGIE (LTO)”

- behoefte om de implementatie van regeringskeuzes m.b.t. de toekomst van de Belgische energiemix, en in het bijzonder kernenergie, voor te bereiden
- naast de adviesopdrachten voor de overheden (voorbereidende werkzaamheden sinds 1 maand), toewijzing van toezichtopdrachten aan de CREG, met mogelijke perimeter van o.a.:
 - controle van de “*Remuneration Agreement*”: controle van het vergoedingsmechanisme tussen NuclearSub en de tegenpartij van de RA versus controle maandelijks / jaarlijkse vergoedingen, advies over de impact van akkoorden op de elektriciteitsmarkt, enz.
 - toezicht op de “*O&M Agreement*”: controle van de kosten, benchmarks, audits versus bv. een advies over de evolutie van de *strike price*, enz.

6. BEGROTING 2024 “NIEUWE BEVOEGDHEDEN I.V.M. KERNENERGIE (LTO)”

- begroting 2024 “Kernenergie”: € 200.000
- aan te passen in functie van akkoorden tussen Belgische staat en Engie, wetgeving en bij evolutie van algemene toezichtsrol naar gerichtere en “actievere” rol (adviezen, berekeningen, ...) met inachtneming van onafhankelijkheid van de CREG.

Begroting 2024

7. SAMENVATTING

— CREG —

7. SAMENVATTING^(1/2)

VOORSTEL TOT GOEDKEURING VAN DE CREG-BEGROTING 2024:

- context van energietransitie en geopolitieke spanningen op Europees en internationaal niveau
- start kruissnelheid met aantreden nieuw directiecomité met volledige samenstelling
- afwerken missie overwinsten en voorbereiden op nieuwe taken nucleaire verlenging
- verzoek tot goedkeuring van elk volgend begrotingsbedrag voor het boekjaar 2024:
 - € 21.418.812 (*business as usual*)
 - € 1.106.250 (opdrachten “belasting van overwinsten”)
 - € 200.000 (nieuwe opdrachten m.b.t. kernenergie (LTO))

BEGROTINGSTOTAAL 2024 = € 22.725.062

— CREG —

32

7. SAMENVATTING^(2/2)

ONZEKERHEIDSFACTOREN DIE OP BEGROTING 2024 WEGEN

- toekomstige indexeringen?
- werkelijke behoeften i.v.m. nieuwe wettelijke opdrachten van de regulator?
- gevolgen van de energietransitie en geopolitieke spanningen?
- toekomstige wetgevende initiatieven of evolutie van de wetgeving op nationaal (crisismaatregelen?, ...) en Europees niveau?
- ...

— CREG —

33

ALGEMENE BELEIDSNOTA 2024



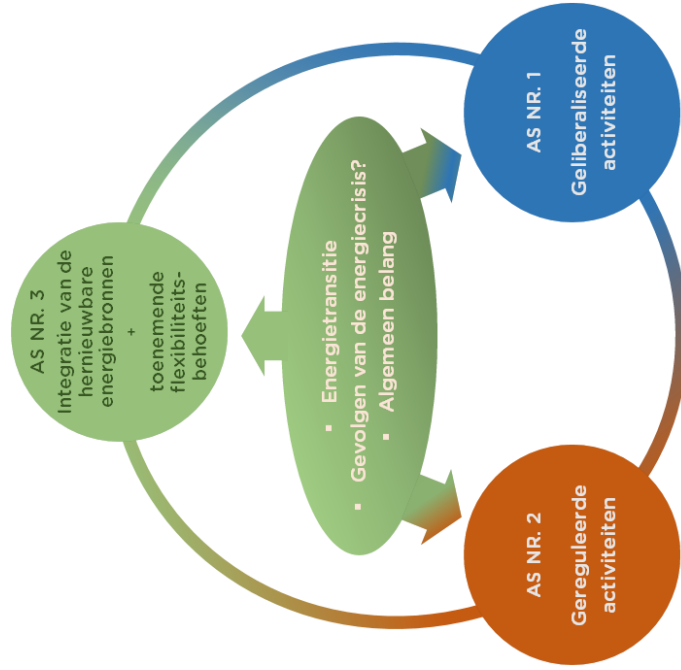
— CREG

STRUCTUUR VAN DE BELEIDSNOTA

- Inleiding
- Methodologie
- AS 1 - Geliberaliseerde activiteiten
- AS 2 - Gereguleerde activiteiten
- AS 3 - Integratie van de hernieuwbare energiebronnen en toenemende flexibilitateitsbehoeften
- Opdracht in het kader van de wet tot invoering van een plafond op de marktinkomsten van elektriciteitsproducenten
- Interne organisatie, duurzame ontwikkeling en communicatie

METHODOLOGIE^(1/2)

- 3 complementaire strategische assen die elkaar onderling versterken in het belang van de Belgische consument
- transversale dimensie als gevolg van de uitdagingen van de energietransitie, de geopolitieke situatie en de verdediging van het algemeen belang
- 15 thema's voor 3 assen



METHODOLOGIE ^(2/2)



— CREG —

AS 1 - GELIBERALISEERDE ACTIVITEITEN

- beslissings-, voorstel- en adviesbevoegdheid van de CREG
- **monitoring**opdrachten:
 - bescherming van de belangen van alle consumenten, van de allergrootste tot de meest kwetsbare, van de kmo's tot de zelfstandigen
 - bevorderen van doeltreffende en duurzame werking van de groot- en kleinhandelsmarkten
 - vorming en volatiliteit van de aan de verschillende categorieën verbruikers gefactureerde prijzen
- **versterkte samenwerking** met Belgische (FOD, BMA, Forbeg, FSMA, FANC, ...) en Europese autoriteiten (ACER, CEER, ...)
- verhoogde waakzaamheid in het kader van de volatiliteit en hoogte van de energieprijzen in functie van de evolutie van de geopolitieke context

— CREG —

38

AS 1 - THEMA 1: TOEZICHT OP DE PRIJZEN

- opdrachten van **algemeen en specifiek toezicht**:
 - evolutie van de prijzen van de producten
 - nieuwe ontwikkelingen: dynamische prijzen, maandelijkse facturatie
 - terugkerende activiteiten (maandelijkse en driemaandelijke verslagen over de prijzen, boordtabellen, infografieken, portefeuillestudie, studies, ...)
 - opdrachten inzake de nucleaire productie van elektriciteit (berekening van de winstmarges / repartitiebijdrage, berekening van de overwinsten, ...)
 - diverse specifieke analyses (kleinhandelsmarkten, internationale prijsvergelijking, aanwezigheid van eventuele verstoringen, ...)
- voortzetting van **nieuwe aan de CREG toevertrouwde opdrachten** m.b.t. overwinsten (kernenergie en beheer van beroepen)
- opvolging van de evolutie van de prijs van de **Belgische gashub ZTP** en de correlatie van de prijzen van TTF in Nederland, PEG in Frankrijk en THE in Duitsland
- omwille van de huidige geopolitieke context: **versterkte monitoring van de prijzen en de transparantie** van de informatie naar de consumenten om hun vertrouwen te behouden

AS 1 - THEMA 2: TOEZICHT OP DE WERKING VAN DE GROOT- EN KLEINHANDELSMARKTEN^(1/2)

Meer aandacht voor en opvolging van de **goede werking** van de geliberaliseerde markt:

➤ **algemeen toezicht:** analyse van de evenementen die een impact hebben op de energiemarkt (groot- en kleinhandel), enquêtes *ad hoc*, publicatie van studies, REMIT-waarschuwingen, opvolging van de productportefeuilles van de leveranciers, ...

➤ **specifiek toezicht:**

- *monitoring* van de liquiditeit en vorming van de groothandelsprijzen
- afhankelijkheid van gas in het kader van de elektriciteitsproductie en de vorming van de elektriciteitsprijzen
- evaluatie van de behoeften van de nieuwe investeringen als gevolg van de progressieve vermindering van de afhankelijkheid van Europa van gas
- activiteiten in het kader van de REMIT-verordening, in samenwerking met de CEER en ACER

— **CREG** —

40

AS 1 - THEMA 2: TOEZICHT OP DE WERKING VAN DE GROOT- EN KLEINHANDELSMARKTEN^(2/2)

- gezien de huidige context: bijdrage CREG in de globale denkoefening over de **marktwerking en het marktmodel en eventuele aanpassingen ervan**
- in het algemenere kader van de energietransitie zal er **bijzondere aandacht** worden besteed aan onder andere:
 - projecten voor de injectie van groen gas in het net
 - ontwikkeling van een systeem voor het vervoer van waterstof, biogas en CO₂
 - in het bijzonder m.b.t. LNG: projecten van de terminal van Zeebrugge m.b.t. het vervoer van waterstofvectors en de ontwikkeling van groene LNG
 - integratie van elektriciteits- en aardgassectoren

AS 1 - THEMA 3: BELANGEN VAN ALLE CONSUMENTEN BESCHERMEN^(1/2)

- **residentiële verbruikers en kmo's:**
 - nieuwsbrieven, verbeterde versie van de CREG Scan en de webapp ervan, infografieken / educatieve tools, beter begrip van de factuur en de prijsstructuur, charter van goede praktijken, accreditatieaanvragen ...
- **kwetsbare verbruikers (beschermde en gedropte klanten) & energiearmoede:**
 - sociale tarieven elektriciteit, gas en warmte (m.i.v. *monitoring*verslag na de jaarlijkse controleprocedure)
 - invoering premie “sociaal tarief” (collectieve verwarming in privégebouw)
 - tarieven gedropte klanten
 - WG “energiearmoede”
- aandachtige opvolging van de door de overheden genomen specifieke maatregelen op vlak van energie, de implementatie en de toepassing ervan (bv. vorderingen basispakket)

— CREG —

42

AS 1 - THEMA 3: BELANGEN VAN ALLE CONSUMENTEN BESCHERMEN^(2/2)

➤ **alle consumenten** (incl. de industrieën):

- gezamenlijke consultancystudie voor de 4 Belgische energieregulators
- advies met aanbevelingen om de koopkracht van de huishoudens en het concurrentievermogen van de Belgische ondernemingen te beschermen -(energienorm)
- warmtepompnorm

— **CREG** —

43

AS 1 - THEMA 4: SAMENWERKING MET OVERHEDEN EN ANDERE INSTANTIES IN BELGIË BEVORDEREN^(1/2)

- Parlementen (op federaal & regionaal niveau)
- Regeringen (op federaal & regionaal niveau)
- Andere federale instanties: FOD Economie - AD Energie, Belgische Mededingingsautoriteit, Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, Ombudsdienst voor Energie, Regie der Gebouwen, Federaal Planbureau, Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, Koning Boudewijnstichting, BIPT ...
- Adviesraad Gas en Elektriciteit
- Forbeg
- Beroepsfederaties van de sector
- Universiteiten en hogescholen

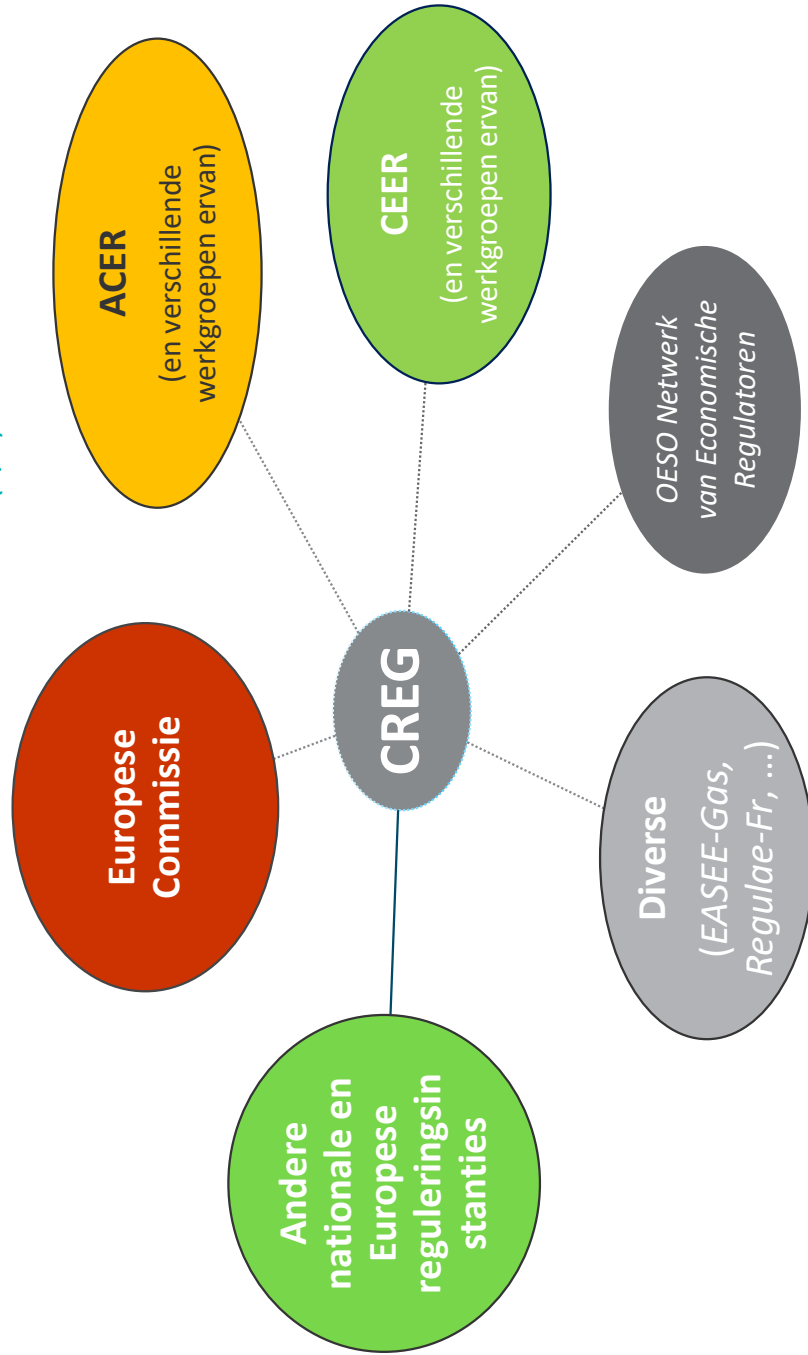
— **CREG** —

44

AS 1 - THEMA 4: SAMENWERKING MET OVERHEDEN EN ANDERE INSTANTIES IN BELGIË BEVORDEREN^(2/2)

- doorgedreven samenwerking in de context van de Europese en internationale ontwikkelingen, in het bijzonder met:
 - de AD Energie m.b.t. i) de omzetting van nieuwe Europese regelgeving die leidt tot een aanpassing van het *market design* voor elektriciteit, waterstof en koolstofvrije gassen in het kader van de *Green Deal* en *Fit for 55*; (ii) de *monitoring* van de bevoorradingszekerheid van gas; (iii) opvolging van het CRM en (iv) omschakeling van L-gas naar H-gas
 - de AD Economische Inspectie en de Ombudsdienst voor Energie, aan de hand van de *taskforce* Klachten

AS 1 - THEMA 5: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU ^(1/3)



— **CREG** —

AS 1 - THEMA 5: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU ^(2/3)

- in de context van de energietransitie: voortzetting van de nauwe samenwerking, o.a. met de Europese Commissie, ACER en de CEER over:
- het toezicht en de permanente *monitoring* van de markten
 - de creatie van een koolstofarme waterstof- en gasmarkt
 - de ondersteuning en bescherming van de rechten van de energieverbruikers
 - de implementatie van nieuwe wetgevende initiatieven in het kader van het REPower EU plan, zoals besproken op basis van het pakket “*Fit for 55*”, het pakket “*Hydrogen and Gas market Decarbonisation*” en het nieuwe *design* van de elektriciteitsmarkt
 - de bevoorradingszekerheid (ontwikkeling van HEB, LNG-bevoorrading, ...)
 - de toepassing van de REMIT-verordening

AS 1 - THEMA 5: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU^(3/3)

- in de context van het Belgische voorzitterschap van de Europese Raad (eerste semester 2024) zal de CREG de leiding nemen om in België de werkzaamheden te organiseren van:
 - de algemene vergadering van de CEER
 - de raad van regulatoren binnen ACER
- onverminderd de samenwerking op nationaal niveau in het kader van de prioriteiten van het Belgisch Voorzitterschap
- de CREG zal haar expertise ter beschikking stellen om het Belgische standpunt op Europees niveau mee te blijven verdedigen, zoals ze o.a. in de *Gas Coordination Group* van de Europese Commissie doet of tijdens de thematische Fora die de Europese Commissie organiseert

AS 2 - GEREGLUEERDE ACTIVITEITEN

- beslissings-, voorstel- en adviesbevoegdheid van de CREG
- regulering van de **netwerkinfrastructuren**:
 - niet-discriminerende en transparante toegang garanderen
 - tarieven en een optimale dienstverlening voor de gebruikers op basis van de tariefmethodologie 2024-2027 garanderen
 - langetermijninvesteringen opvolgen en bevorderen
 - integratie van nieuwe technologieën bevorderen
 - goede ontwikkeling van de netten verzekeren in het kader van de Europese integratie
- **dynamische regulering** om te anticiperen op de uitdagingen in verband met de energietransitie door de ontwikkeling van een geschikt regulatorisch kader dat o.a. anticipatieve investeringen, vraagbeheer, opslag van elektriciteit, methanisering en waterstof bevordert

— CREG

49

AS 2 - THEMA 6: ADEQUATE EN DOELTREFFENDE WERKING VAN DE NETTEN EN HUN BEHEER GARANDEREN IN HET BELANG VAN DE GEBRUIKERS_(1/3)

- *monitoring* van de vereisten in verband met de **ontvlechting van de eigendomsstructuren** (*unbundling*) en certificering in de context van de energietransitie (in het bijzonder certificering van de TSO voor waterstof)
- garanties bieden voor de **onafhankelijkheid** van de netbeheerders: *corporate governance*, benoemingen van bestuurders van de TSO's, verbod voor de TSO's om te participeren in productie- of leveringsactiviteiten
- **integratie van de elektriciteits- en gasmarkten** ondersteunen via o.a.:
 - toezicht op de marktkoppeling en de tenuitvoerlegging van de verordeningen (CACM, FCA, EB, SO) in samenwerking met ACER en de andere NRA's
 - evaluatie en opvolging van de terbeschikkingstelling van grensoverschrijdende vervoerscapaciteit om ze te versterken (tariefstimulansen), o.a. als gevolg van de *reshuffling* van de invoerstromen van gas
 - opvolging van de opslag, o.a. rekening houdend met de vereisten van de Europese verordening 2022/1032 die de lidstaten verplicht om hun gasopslaginstallaties te vullen

AS 2 - THEMA 6: ADEQUATE EN DOELTREFFENDE WERKING VAN DE NETTEN EN HUN BEHEER GARANDEREN IN HET BELANG VAN DE GEBRUIKERS^(2/3)

➤ toezicht op de **investeringen, in het bijzonder de decongestiebehoeften** in het belang van de bevoorradingszekerheid en de goede werking van de Belgische en Europese markt met inachtneming van de vereiste “compatibel met waterstof” die werd versterkt in het kader van het actieplan RePowerEU van de Europese Commissie

➤ **de transparantie, het aanbod en het gebruik van de capaciteiten van de transmissienetten** verbeteren, o.a. via:

- opvolging van de transparantie, kwaliteit en beschikbaarheid van de gegevens voor de markt (via stimulansen en prestatie-indexen op basis van hiervoor ontwikkelde geldigheidstesten)
- verbetering van het gebruik van de beschikbare capaciteiten, de toegang en het transparantieniveau van de vervoersinstallaties, opslaginstallaties en LNG-terminals
- continu onderzoek van de compatibiliteit tussen het aanbod en het gebruik van capaciteit om de energietransitie te verzekeren, *a fortiori* in de context van de huidige geopolitieke situatie

AS 2 - THEMA 6: ADEQUATE EN DOELTREFFENDE WERKING VAN DE NETTEN EN HUN BEHEER GARANDEREN IN HET BELANG VAN DE GEBRUIKERS_(3/3)

- **innovatie** bevorderen, o.a. via:
 - de invoering en de opvolging van de stimulansen uit de tariefmethodologieën
 - de opvolging van investeringen van de TNB's in het kader van de energietransitie, en in het bijzonder in de volgende 3 domeinen:
 - uitstootvermindering, waterstof en biomethaan
 - de goedkeuring van O&O-budgetten
 - de opvolging van de optimalisering van de bestaande activa van de TNB's
- **garanties** bieden voor de **niet-discriminerende toegang** tot de transmissienetten, o.a. via:
 - aanpassing van de gedragscode elektriciteit en de bijhorende typecontracten en opvolging van de goede toepassing van de gedragscodes gas en elektriciteit
 - evolutie van het regelgevend kader voor de diensten die in het kader van de energietransitie moeten worden ontwikkeld
 - opvolging van de rol van de LNG-terminal van Zeebrugge in het licht van de Europese bevoorradingszekerheid

— **CREG** —

52

AS 2 - THEMA 7: NETWERKCODES ONTWIKKELEN EN DE CORRECTE TOEPASSING ERVAN CONTROLEREN

Actieve deelname van de CREG aan de uitwerking van regels tot uitvoering van de **Europese netwerkcodes**, zowel op Belgisch als op Europees niveau

- handelen in de hoedanigheid van "**raadgever**" van de overheden
- **meewerken aan de implementatie en uitvoering van:**
 - de gedragscode elektriciteit
 - de gedragscode gas
 - de Europese netcode cybersecurity
 - een aanzienlijk aantal beslissingen die voortvloeien uit deze codes die werden genomen in samenwerking met andere Europese regulatoren, onder meer via de werkgroepen van ACER
- **controleren of de elektriciteits- en aardgasondernemingen de geldende regels naleven**
- **meewerken aan de uitwerking van een nieuwe netcode voor de ontwikkeling van de vraagrespons**

— **CREG** —

53

AS 2 - THEMA 8: NETTARIEVEN VASTSTELLEN^(1/2)

- **controle** van de tarieven en de correcte toepassing van de tariefmethodologie 2024-2027
- uitwerking van een tariefmethodologie en tarieven voor het vervoer van **waterstof**
- jaarlijkse opvolging van **tariefstimulansen**
- verwerking en opvolging van de dossiers rond de **investering** in netinfrastructuur, met inachtneming van de vereisten i.v.m. de energietransitie. De CREG zal bijzondere aandacht besteden aan:
 - de geplande projecten, de relevantie ervan en de correcte uitvoering ervan door de TNB's
 - de beheersing van de kosten

— CREG —

54

AS 2 - THEMA 8: NETTARIEVEN VASTSTELLEN^(2/2)

- **aanpassing en/of herziening van tariefbeslissingen** in geval van nieuwe diensten, aanpassing van diensten of wetswijzigingen
- controle van de tariefverslagen en beslissing betreffende de **saldi** van het jaar 2023
- bijzondere aandacht voor de **projecten die potentieel worden voorgesteld** door de TNB's inzake waterstof, CO₂, biogas, flexibiliteit, TYNDP, PCI's, *offshore* met als doel de energietransitie te begeleiden

AS 2 - THEMA 9: DE MARKT VAN DE ONDERSTEUNENDE DIENSTEN ONTWIKKELEN EN OMKADEREN^(ELEKTRICITEIT)

- **ontwikkelen en omkaderen** van de specifieke markt van de **ondersteunende balanceringsdiensten en de Europese integratie ervan**
- net zoals in het verleden zal er **bijzondere aandacht** worden besteed aan (i) de verbetering van de dimensioneringsregels van de balanceringsreserves met als doel de stijging van de aankoopkosten ervan te beperken, (ii) de deelname van niet-gasgestookte eenheden aan de balanceringsmarkt en (iii) maatregelen om de cybersecurity te versterken
- opvolging van de dienst voor het **beheer van de spanning** en de **reactieve energie** en de **black start** (controle van de offerteaanvragen en de goede toepassing van de typecontracten)
- “**noodtoestand en heropbouw van het elektriciteitsnet**”: toepassing van regels / bestaande netwerkcode en specifieke maatregelen die de Europese Commissie heeft genomen

AS 2 - THEMA 10: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU^(1/2)

- opvolging van de wetgeving en Europese initiatieven in het kader van de *Green Deal*, het pakket *Fit for 55 (Clean Energy for All Europeans, decarbonised gas market package, ...)* en versterkte samenwerking met de FOD Energie op Belgisch en Europees niveau
- behoud van nauwe samenwerking i.v.m. de mogelijke gevolgen van de evolutie van het conflict Rusland/Oekraïne en, in ruimere zin, de huidige geopolitieke context

AS 2 - THEMA 10: SAMENWERKEN MET INSTANTIES OP EUROPEES EN INTERNATIONAAL NIVEAU ^(2/2)

- opvolging van de implementatie van Europese netwerkcodes en richtlijnen, en de marktkoppeling in het kader van de verwezenlijking van de interne energiemarkt
- ontwikkeling van geïntegreerde energienetwerken voor het vervoer van hernieuwbare energie en koolstofvrije gassen
- opvolging en analyse van **PCI's** in het kader van de richtsnoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur
- controle van de **tienjarige ontwikkelingsplannen** van ENTSO-E/G
- meewerken aan de uitwerking van het wetgevend kader m.b.t. de *offshore* energieproductie

AS 2 - THEMA 11: REGULERING VAN DE WATERSTOFMARKT ^(1/2)

- wet van 11 juli 2023 bepaalt het regulator kader en de (advies-, voorstel- en beslissings-)bevoegdheden inzake waterstof
- wet aangenomen voor definitieve goedkeuring en omzetting van *decarbonization package*: mogelijke herziening van opdracht van de CREG in 2024
- certificering en aanstelling van de waterstofvervoersnetbeheerder en controle van de permanente naleving van de certificeringsvereisten
- overmaken, op vraag van de FOD Energie, van een reeks adviezen over ontwerpen van koninklijke of ministeriële besluiten
- advies over het netontwikkelingsplan
- voorstel voor de toekenning van vergunningen voor het vervoer van waterstof

AS 2 - THEMA 11: REGULERING VAN DE WATERSTOFMARKT ^(2/2)

- uitwerking van tariefmethodologie na openbare raadpleging
- goedkeuring van toepasselijke gereguleerde tarieven
- uitwerking van een marktmodel en gedragscode over de toegang tot het aardgasvervoersnet, m.i.v. typecontracten
- specifieke opdrachten in het kader van het bestaande waterstofnet:
 - advies over de aanwijzing van de waterstofvervoersnetbeheerder als onafhankelijke beheerder van een bestaand waterstofnet
 - vaststelling van het tijdstip en de voorwaarden voor de overdracht van activa
 - uitwerking van een methodologie voor de berekening van de waarde voor opname in de gereguleerde activabasis
 - goedkeuring van de investeringen van het bestaande waterstofnet
 - uitwerking van een methodologie voor de berekening van de billijke vergoeding
 - samenwerking met de Belgische Mededingingsautoriteit om de naleving te controleren van de wettelijke verplichtingen waaraan de eigenaar van het bestaande vervoersnet moet voldoen

— **CREG** —

60

AS 3 - INTEGRATIE VAN DE HERNIEUWBARE ENERGIEBRONNEN EN TOENEMENDE FLEXIBILITEITSBEHOEFTE

➤ transitie van een gecentraliseerd energiesysteem naar een gedecentraliseerd energiesysteem dat steeds meer gebaseerd is op hernieuwbare, gediversifieerde en moeilijk voorspelbare energiebronnen

➔ gevolgen voor het systeem en het Belgische elektriciteitsnet

➤ integratie van **nieuwe technologieën en hogere flexibilitateitsbehoefte aan de aanbod- en vraagzijde**

➤ **doelstelling** in het kader van een globaal energie- en klimaatbeleid op Europees en nationaal niveau, omwille van de politieke wil om de EU minder afhankelijk te maken van fossiele, *a fortiori* buitenlandse, energiebronnen

— **CREG** —

61

AS 3 - THEMA 12: MAXIMALE UITBOUW VAN FLEXIBILITEIT OP DE BELGISCHE MARKT BEVORDEREN^(1/2)

1. VRAAG

- deelname ervan aan verschillende elektriciteitsmarkten bevorderen
- implementatie van de nieuwe wettelijke bepalingen betreffende de uitwisseling van energie en in het bijzonder het begrip “energiedelen”
- desgevallend, regels aannemen voor de organisatie van de energieoverdracht voor de markt van de afRR
- beslissing betreffende de goedkeuring van de *Terms & Conditions BRP*: evaluatie van de componenten na aansluiting op de platformen

2. OPSLAG

- opvolging van nieuwe technologie met het oog op een verbetering van de liquiditeit van de markten van de ondersteunende diensten en een betere integratie van de intermitterende productie in het systeem
- opvolging van de Europese reglementering
- bijzondere aandacht voor de opslag van alle vormen van energie, en in het bijzonder waterstof

— **CREG** —

62

AS 3 - THEMA 12: MAXIMALE UITBOUW VAN DE FLEXIBILITEIT OP DE BELGISCHE MARKT BEVORDEREN^(2/2)

3. PRODUCTIE/CAPACITEITEN

- garanties bieden voor voldoende productiecapaciteit en een voldoende flexibele en snelle beschikbaarheid
- opvolging van projecten voor de injectie van groen gas in het gasvervoersnet

4. PASSENDE PRIJSSIGNALLEN

- deelname aan de Europese besprekingen over (i) de invoering van een mechanisme van co-optimalisatie van de energie en de reserves in *day-ahead* en (ii) de mogelijke herziening van de *bidding zones*

AS 3- THEMA 13: ONTWIKKELINGEN OP HET VLAK VAN BEVOORRADINGSZEKERHEID EN OPERATIONELE VEILIGHEID OPVOLGEN^(1/2)

- controle van de toepassing van de **Europese netcode voor de noodtoestand en het herstel van het elektriciteitsnet (“Emergency and Restoration”)**, *a fortiori* in het kader van de huidige geopolitieke situatie (systeembeschermingsplan, herstelplan)
- opvolging van de implementatie van de **Europese verordening “Risk-Preparedness”**:
 - samenwerking met de FOD Energie voor de risico-evaluatie “SoS” elektriciteit (risicoparaatheidsplan)
 - samenwerking met ENTSO-E rond de crisisscenario’s & evaluatie van de kortetermijntoereikendheid en de seizoensgebonden toereikendheid
- samenwerking met de FOD Energie voor (i) de redactie van het tweejaarlijks rapport betreffende de SoS (elektriciteit), het jaarverslag voor SoS-opvolging gas, alle **analyses/plannen zoals bedoeld door de verordening (EU) nr. 2017/1938** (o.a. risicoanalyses, preventieve actieplannen en noodplannen) en (ii) de ontwikkeling van een solidariteitsmechanisme voor de aardgashandel met de buurlanden

— CREG —

64

AS 3- THEMA 13: ONTWIKKELINGEN OP HET VLAK VAN BEVOORRADINGSZEKERHEID EN OPERATIONELE VEILIGHEID OPVOLGEN^(2/2)

➤ CRM:

- actieve deelname aan het **Opvolgingscomité** en de vergaderingen van de **WG**

Adequacy

- deelname aan de goede werking:
 - opstellen van **werkingsregels** op basis van het door de netbeheerder ingediende voorstel
 - eventuele aanpassingen van de **typecontracten**
 - voorstellen van referentiescenario's en intermediaire waarden voor de T-1- en T-4-veilingen
 - analyse van de **investeringsdossiers**
 - analyse van de **aanvragen tot afwijking van het intermediaire prijsplafond**
 - **controle van de regelmatigheid** van de verrichtingen en CRM-voortgangsrapport
 - implementatie van de deelname van buitenlandse capaciteiten, goedkeuring van kosten, ...
- ontwikkeling van een nieuwe DSR-dienst (*Demand Side Response*) in samenwerking met Fluxys Belgium

AS 3 - THEMA 14: OFFSHORE ENERGIEMARKT REGULEREN^(1/2)

- beheer van de **garanties van oorsprong** en actieve deelname binnen de AIB (*Association of Issuing Bodies*)
- wettelijke taken met betrekking tot de **ondersteuning van offshore**:
 - berekening van de minimale aankoop prijs (m.i.v. correctiefactor) van de *offshore* GSC's
 - maandelijkse controle van de productie en toekenning van de GSC's
 - vooruitbetalingen en tussentijdse afrekeningen voor de ondersteuning voor de parken Northwester 2, Mermaid en Seastar
- advies m.b.t. eventuele wijzigingen of eventuele overdrachten van domeinconcessies
- deelname aan de werkzaamheden van de **Taskforce Offshore** voor de uitwerking van het wettelijk en regulatorisch kader van de tweede *offshore* zone

— **CREG** —

66

AS 3 - THEMA 14: OFFSHORE ENERGIEMARKT REGULEREN^(2/2)

- opvolging van technische, financiële en juridische ontwikkelingen inzake *offshore*
- deelnemen aan de werkzaamheden van de *North Seas Energy Cooperation* in het kader van de ontwikkeling van een *Offshore Grid*

AS 3 - THEMA 15: INNOVATIE IN HET BELANG VAN DE EINDVERBRUIKER BEVORDEREN

- voortzetting van de acties om de obstakels voor de ontwikkeling van het **vraagbeheer** en de invoering van een *level playing field* weg te werken
- opvolging van de **technologische ontwikkelingen**:
 - *Power to Gas (P2G) & Power-2-x (P2X)*
 - opslag van elektriciteit, aardgas (bv.: batterijen, *fast cycle storage*) en waterstof
 - flexibilitetsbronnen (elektrische voertuigen, warmtepompen, ...)
 - vraagresponsdienst voor aardgas die kan gebruikt worden in het kader van de noodplannen voor de bevoorradingszekerheid
 - ontwikkeling van waterstof en methanisering
- **stimuleringsmaatregelen** voor de netbeheerders

WERKING VAN DE CREG & COMMUNICATIE

➤ **interne communicatie:**

- essentiële communicatie rekening houdend met de grotere uitrol van telewerk
- medewerkers informeren
- uitwisseling van informatie en structurele samenwerking mogelijk maken
- banden tussen medewerkers versterken en teamspirit aanmoedigen
- beheer en continue optimalisering van intranet en interne digitaliserings- en automatiseringsprocedures

➤ **externe communicatie:**

- zoeken naar geschikte communicatievormen om tegemoet te komen aan de verwachtingen van elke doelgroep
- organisatie van diverse openbare raadplegingen
- periodieke nieuwsbrieven, gerichte informatiecampagnes, persberichten
- antwoord geven op vragen van consumenten, andere marktspelers en de media
- organisatie van evenementen

WERKING VAN DE CREG & COMMUNICATIE

- ontwikkeling en implementatie van een **communicatieplan**
- **doelstellingen: transparantie & kwalitatieve informatie**
- **in de context van crisis:** communicatiediensten op maat, binnen een uiterst beperkte termijn om te antwoorden op mogelijke vragen
- opstelling van een **nieuw strategisch plan** van de CREG

— CREG —

70

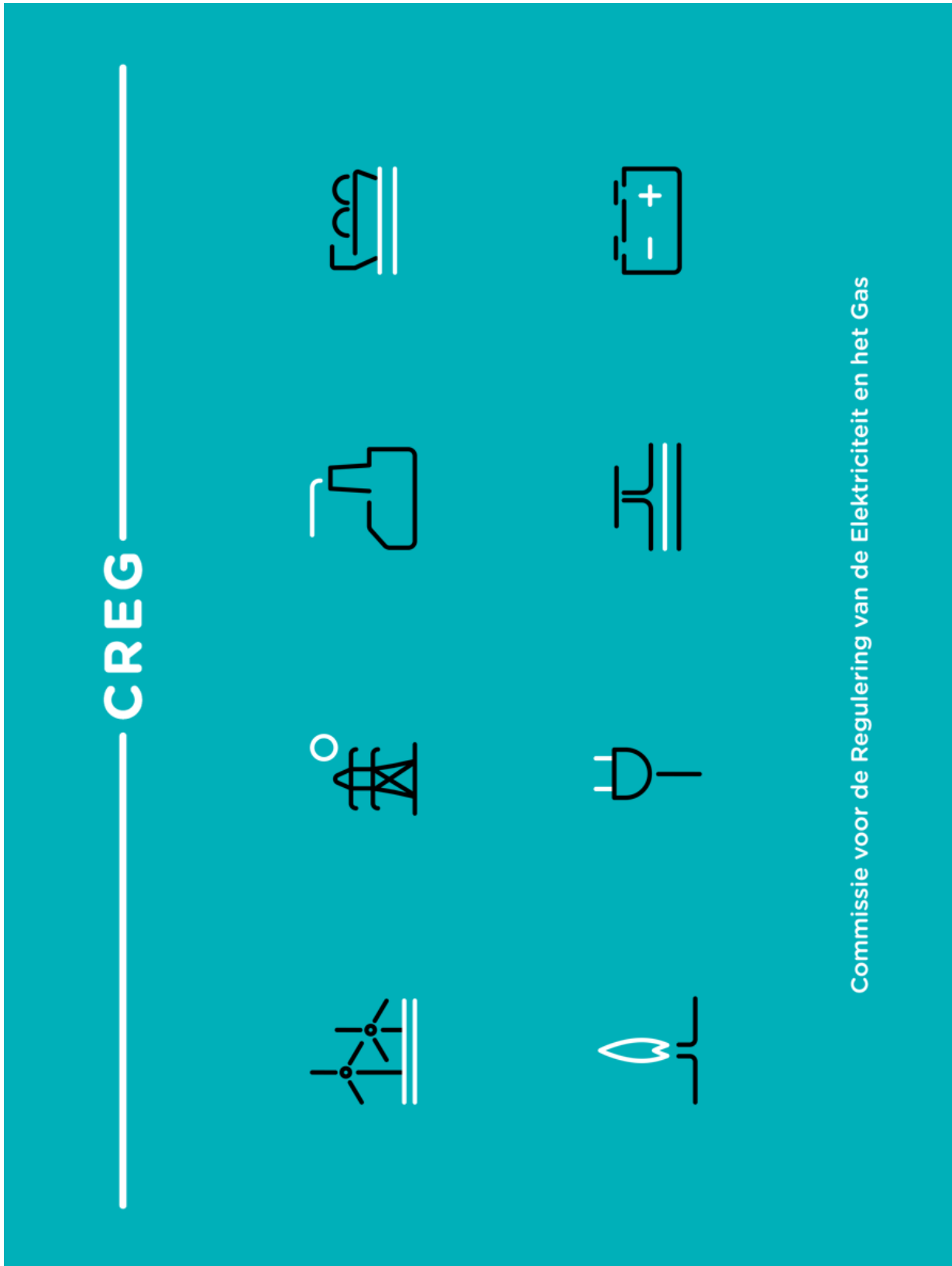
BESLUIT

Tot de actuele strategische dossiers voor 2024 behoren:

- (1) **bescherming van de belangen van de consumenten** in de context van energiemarkten onder druk (volatiliteit van de prijzen, energiearmoede, ...)
 - (2) medewerking aan de implementatie van de Europese en nationale wetgevingsinitiatieven in het kader van de **energietransitie** (waterstof, offshore) en ontwikkeling van **regulatoire kaders die investeringen en innovatie bevorderen**
 - (3) ondersteuning van de federale administraties bij de uitvoering van de **wet van 16 december 2022 tot invoering van een plafond op marktinkomsten van elektriciteitsproducenten**
- in een geest van **constructieve dialoog** met de stakeholders en in de lijn van het **nieuw strategisch plan** van de CREG
- + **terbeschikkingstelling van de expertise van de CREG** om te antwoorden op vragen van de Belgische overheden rond energie in functie van de actualiteit
- + **voorstellen doen**

— **CREG** —

71



Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

BUDGET - NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE 2024

COMMISSION DE L'ÉNERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT

21.11.2023



— CREG —

INTRODUCTION GÉNÉRALE^(1/3)

- ❖ entrée en fonction du nouveau Comité de direction le 27/09/2023 après une période de transition de 4 ans marquée par une actualité énergétique mouvementée et chargée
- ❖ période de bascule contrainte par des délais légaux : soumission, pour approbation, au parlement du budget et de la note de politique générale 2024 avant le 30 octobre
- ❖ 2024 :
 - élaboration d'un nouveau plan stratégique de la CREG par le nouveau Comité de direction
 - réflexion du nouveau Comité de direction concernant la structure et le modèle de la note de politique générale

— CREG —

2

INTRODUCTION GÉNÉRALE^(2/3)

- ❖ le budget et la NPG 2024 s'inscrivent, pour la deuxième année consécutive, dans le contexte de la crise ukrainienne, mais également des nouvelles tensions géopolitiques apparues depuis lors
- ❖ facteurs d'incertitude :
 - durée et issue du conflit et tensions ?
 - impacts sur les marchés de l'énergie, les consommateurs finaux et les autres acteurs du marché ?
 - amplitude des impacts ?
 - quelles réponses ou mesures additionnelles par les autorités ?
 - quels besoins d'implémentation ?
 - quelles urgences et échéances ?

— CREG —

3

INTRODUCTION GÉNÉRALE^(3/3)

- ❖ sans oublier, ni minimiser, les défis liés à la transition énergétique et les enjeux futurs liés au mix énergétique
- ❖ dans ce contexte incertain et sous tension :
 - la CREG est placée devant des défis toujours plus importants, avec de potentielles nouvelles missions (entre autres nucléaire) et demandes de la part des autorités selon les besoins requis par l'actualité énergétique

— CREG —

4

BUDGET 2024

ILSE TANT

Directrice Affaires Générales



— CREG —

BUDGET 2024

1. Cadre régulateur
2. Budget et missions de la CREG
3. Méthodologie budgétaire
4. Budget CREG 2024 - *Business as Usual*
5. Budget 2024 « Taxation des surprofits »
6. Budget 2024 « Nouvelles compétences liées au nucléaire (LTO) »
7. Synthèse

— **CREG** —

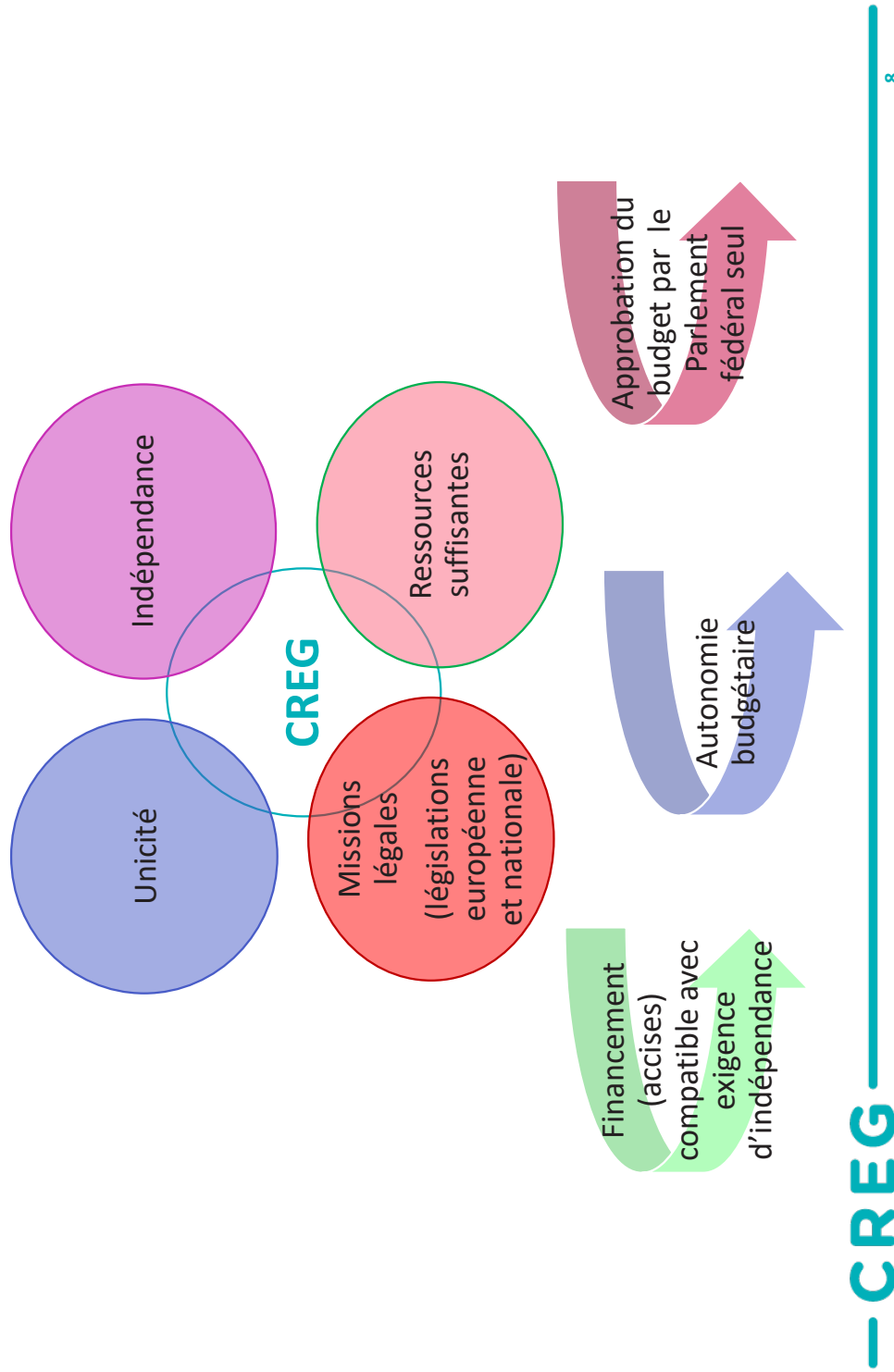
6

Budget 2024

1. CADRE RÉGULATOIRE

— CREG

1. CADRE RÉGULATOIRE



Budget 2024

2. BUDGET ET MISSIONS DE LA CREG

— CREG

2. BUDGET ET MISSIONS DE LA CREG^(1/2)

1999

2024



- 4 paquets européens législatifs
- règlements européens (REMIT, ...)
- législations nationales (CRM, nucléaire, offshore, tarifs sociaux, ...)
- législations spécifiques :
 - “hydrogène” - transition énergétique
 - “taxation des surprofits” - gestion de crise
 - “autres mesures de protection des consommateurs” - gestion de crise

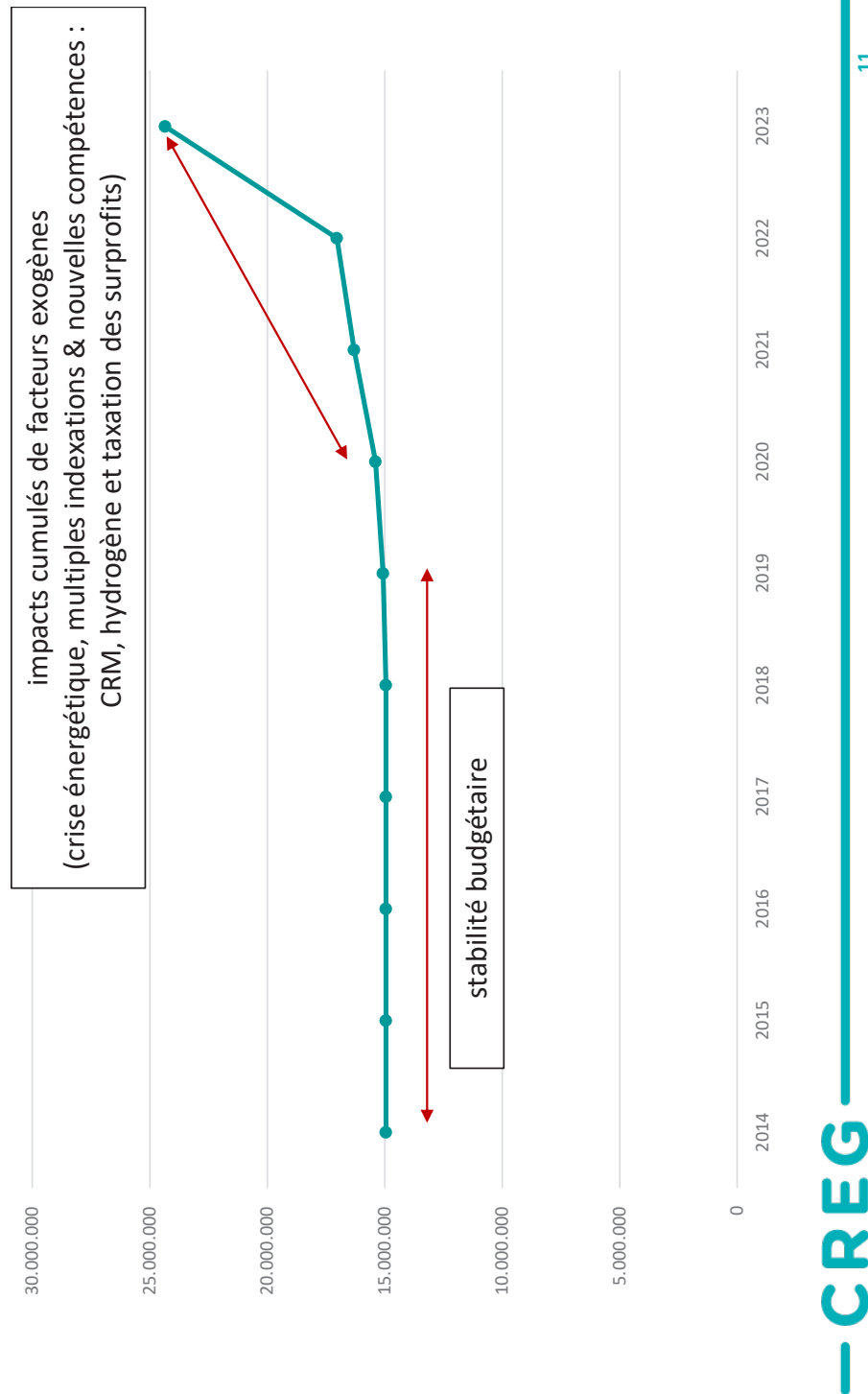
missions
détaillées dans la
note de politique
générale 2024

— CREG

10

2. BUDGET ET MISSIONS DE LA CREG^(2/2)

Evolution du budget approuvé de la CREG 2014-2023 (€)



Budget 2024

3. MÉTHODOLOGIE BUDGÉTAIRE

— CREG

3. MÉTHODOLOGIE BUDGÉTAIRE

➤ PRINCIPES BUDGÉTAIRES

- cadrage avec les objectifs de la NPG
- calibrage sur les montants réels (*Best estimate*)
- intégration de facteurs d'impact exogènes (hors contrôle CREG)
- poursuite de la maîtrise des coûts gérables
- recherche d'efficacité et d'efficience
- distinction Budget « *Business as Usual* » vs Budget « Taxation des surprofits » vs Budget « Nouvelles compétences liées au nucléaire (LTO) »
- facteurs d'incertitude pour le futur

— CREG —

13

Budget 2024

4. BUDGET « BUSINESS AS USUAL »

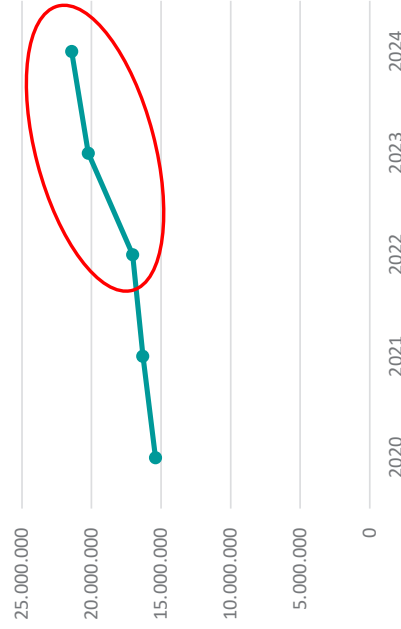
— CREG

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(1/7)

APERÇU GENERAL - BUDGET CREG 2024 « BUSINESS AS USUAL »

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Frais de personnel	16.687.481	16.097.387	590.093	3,7%
Frais de fonctionnement	4.731.331	4.130.074	601.257	17,9%
TOTAL	21.418.812	20.227.461	1.191.350	5,9%

Evolution budget BAU 2020-2024



— CREG —

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(2/7)

➤ FRAIS DE PERSONNEL - HYPOTHÈSES DE TRAVAIL

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (%)	2024/2023 (€)
Rémunérations et charges	15.784.671	15.308.555	3,1%	476.116
Politique de mobilité durable	558.099	564.052	-1,1%	-5.953
Frais de recrutement	69.210	92.280	-25,0%	-23.070
Personnel intérimaire	143.000	0		143.000
Formations, séminaires	132.500	132.500	0,0%	0
TOTAL	16.687.481	16.097.387	3,7%	590.093

- 2024 : implémentation fonctionnelle du nouveau Comité de direction de la CREG, entier dans sa composition, et ajustement du personnel en conséquence (mise en place d'un régime de croisière pour 2024)
- indexation structurelle : 2 indexations (mai et novembre 2024) - hypothèses BfP novembre 2023
- promouvoir un cadre de travail qualitatif et flexible, notamment afin de renforcer l'esprit d'équipe et les synergies des différents services

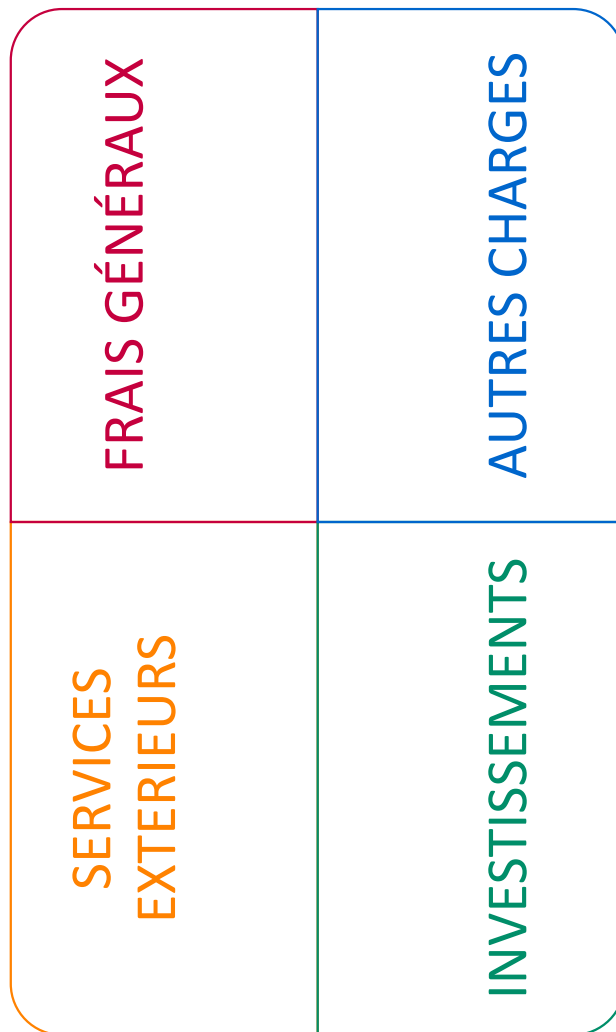
↑ augmentation des charges de personnel **limitée** à 3,1% - en ligne avec la double indexation en 2024

— CREG —

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(3/7)

➤ HYPOTHÈSES DE TRAVAIL - FRAIS DE FONCTIONNEMENT

- quatre grandes sous-catégories :



— CREG —

17

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(4/7)

➤ FRAIS DE FONCTIONNEMENT - SERVICES EXTÉRIEURS

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Etudes extérieures Comité Direction	1.079.703	888.710	190.993	21,5%
Etudes extérieures Conseil consultatif	100.000	100.000	0	0,0%
Service de communication	175.000	150.000	25.000	16,7%
Serv. ext. (réviseur, traduct, secret soc.,...)	137.745	135.045	2.700	2,0%
Recours décisions CREG et frais procédures	485.000	335.000	150.000	44,8%
TOTAL	1.977.448	1.608.755	368.693	22,9%

- dans la continuité de 2023 + nécessité d'anticiper les besoins futurs exigés par la sécurité et la fiabilité du système informatique
- conception, élaboration et implémentation d'une stratégie long terme et d'une politique de communication propre au nouveau Comité de direction
- augmentation du coût des recours
- levier de maîtrise des coûts : recours aux marchés publics

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(5/7)

➤ FRAIS DE FONCTIONNEMENT – FRAIS GENERAUX

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Loyer bâtiment, parkings + charges	1.109.409	1.066.332	43.077	4,0%
Entretien locaux et sécurité bâtiment	147.650	145.100	2.550	1,8%
Maintenance générale et informatique	387.476	327.120	60.356	18,5%
Documentation	222.000	158.125	63.875	40,4%
Téléphonie, poste, courrier express	22.860	22.600	260	1,2%
Fournitures de bureau	9.000	9.000	0	0,0%
Frais de réunions et de représentation	116.660	104.194	12.466	12,0%
Frais de déplacements	85.000	80.000	5.000	6,3%
Frais d'affiliation	52.075	48.850	3.225	6,6%
Frais divers	23.690	22.150	1.540	7,0%
Assurances	135.788	129.448	6.340	4,9%
Taxes	204.075	171.050	33.025	19,3%
TOTAL	2.515.683	2.283.969	231.714	10,1%

- majorité des dépenses incompressibles et dépendantes de facteurs externes (indexation directe et indirecte et mesures fiscales)
- support et maintenance informatique : dépenses exigées par le maintien d'un système informatique fiable et performant
- frais de réunion, représentation et déplacements : dépenses liées à la réactivation de la présidence CREG et de ses activités de représentation et de collaboration

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(6/7)

➤ FRAIS DE FONCTIONNEMENT - INVESTISSEMENTS & AUTRES CHARGES

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Investissements	231.000	230.500	500	0,2%
TOTAL	231.000	230.500	500	0,2%

dans la continuité 2023

Description	Budget 2024	Budget 2023	2024/2023 (€)	2024/2023 (%)
Charges financières diverses	7.200	6.850	350	5,1%
TOTAL	7.200	6.850	350	5,1%

4. BUDGET CREG - BUSINESS AS USUAL^(7/7)

➤ EXEMPLES DE RÉDUCTION ET DE MAÎTRISE DE COÛTS SUR LE LONG TERME

	Budget 2024	Budget 2014	Variation absolue 2024/2014	Taux annuel moyen 2024/2014
Services externes (réviseurs, traducteurs, ...)	137.745	153.000	-15.255	-1,0%
Loyer bâtiment et charges locatives	1.109.409	1.069.039	40.370	0,3%
Entretien et sécurité	147.650	149.000	-1.350	-0,1%
Téléphone, poste, internet	22.860	50.000	-27.140	-6,9%
Fournitures de bureau	9.000	25.000	-16.000	-8,9%
Frais d'affiliation	52.075	72.000	-19.925	-2,9%
Assurances	135.788	153.800	-18.012	-1,1%

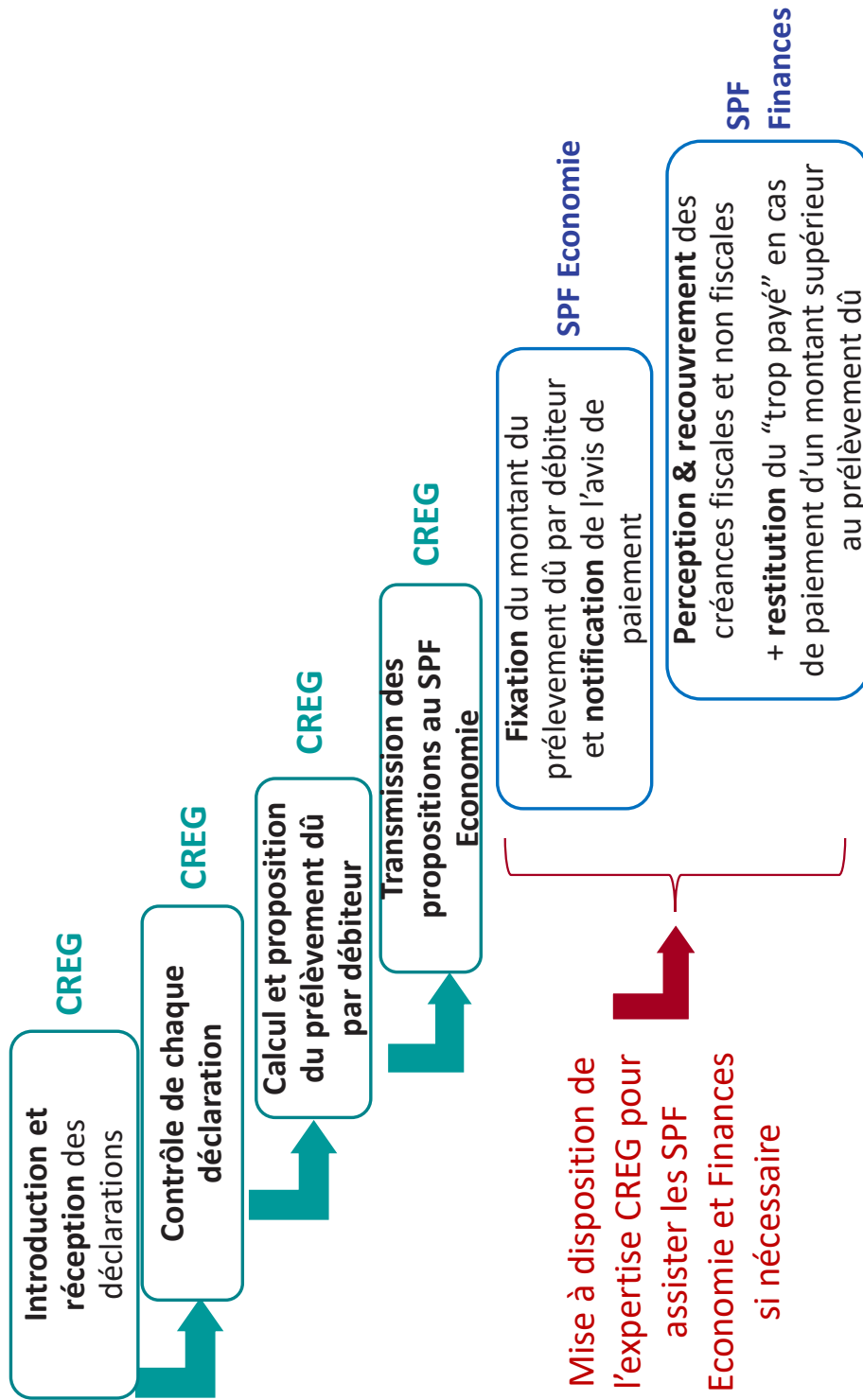
Budget 2024

5. TAXATION DES SURPROFITS

— CREG

5. BUDGET 2024 « TAXATION DES SURPROFITS » ^(1/5)

➤ NOUVELLES MISSIONS D'ORDRE FISCAL CONFIEES À LA CREG



— CREG

5. BUDGET 2024 « TAXATION DES SURPROFITS »^(2/5)

➤ DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE EN 2023 :

- adoption de deux décisions sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs
- création de deux plateformes informatiques afin d'automatiser au maximum les processus (souci d'efficacité et d'efficience) pour :
 - la saisie des données
 - le traitement des déclarations
- recensement, au niveau belge, des débiteurs visés par la loi : plus de 400 pour 897 installations
- analyse, vérification et contrôle des déclarations
- proposition du prélèvement dû pour chaque débiteur : plus de 400 dossiers à traiter
- traitement des recours : 6 recours introduits à ce jour concernant les décisions CREG relatives au modèle de déclaration (3 pour la période 1 et 3 pour la période 2)

— CREG

24

5. BUDGET 2024 « TAXATION DES SURPROFITS »^(3/5)

➤ DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE EN 2023

- défis du terrain au quotidien :
 - gestion des déclarations incomplètes (malgré l'automatisation)
 - gestion des questions et difficultés des débiteurs et recherche de solutions
 - gestion du temps au regard des délais légaux extrêmement courts (deux exercices fiscaux pour une seule année calendrier)
 - mobilisation des ressources internes tout en veillant à éviter les conséquences négatives sur la gestion des autres dossiers internes (aussi contraints par le respect de délais légaux)
 - disponibilité, dans les délais requis, de ressources humaines externes qualifiées et sans conflit d'intérêt
 - gestion des autres risques inhérents au projet (confidentialité, recours, ...)

5. BUDGET 2024 « TAXATION DES SURPROFITS »^(4/5)

➤ MONITORING DES DÉPENSES AU 8/11/2023

❖ RESSOURCES EXTERNES

Description	Engagé au 8/11/2023 (€)	Facturé au 8/11/2023 (€)
Support informatique	1.562.470	943.747
Assistance juridique	450.233	348.627
Consultance externe	1.175.999	186.034
Assistance administrative	61.673	61.673
Divers	3.123	3.123
Total engagé	3.253.498	1.543.204
Total budgété 2023	4.118.512	4.118.512
Solde	865.014	2.575.308

❖ RESSOURCES INTERNES

- d'octobre 2022 à ce jour : mobilisation de 18 personnes, soit quelque 9 ETP
- estimation pour le futur : au moins 2 ETP (mais sous incertitude - support aux administrations et nombre de recours potentiels)

5. BUDGET 2024 « TAXATION DES SURPROFITS »^(5/5)

➤ FEUILLE DE ROUTE ET BUDGET 2024

Description	Budget
Support informatique	206.250
Assistance juridique	900.000
Consultance externe	0
TOTAL 2024	1.106.250
Budget 2023	4.118.512

- propositions provisoires et définitives des montants dus pour les débiteurs visés aux présomptions 1 et 2 de la loi
- maintien en activité de la plateforme informatique pendant 5 ans
- traitement des recours
- support aux administrations fédérales

Budget 2024

6. BUDGET 2024 « NOUVELLES COMPÉTENCES LIÉES AU NUCLÉAIRE (LTO) »

— CREG

6. BUDGET 2024 « NOUVELLES COMPÉTENCES LIÉES AU NUCLÉAIRE (LTO) »

- besoin de préparer la mise en œuvre des choix gouvernementaux concernant l'avenir du mix énergétique belge, et en particulier de la filière nucléaire
- outre les missions de conseil aux autorités (travail préparatoire depuis 1 mois), attribution à la CREG de missions de contrôle, dont le périmètre potentiel comprendrait notamment :
 - contrôle du « *Remuneration Agreement* » : contrôle du mécanisme de rémunération entre NuclearSub et la contrepartie RA versus contrôle des rémunérations mensuelles/ annuelles, avis sur l'impact des accords sur le marché de l'électricité, etc.
 - contrôle du « *O&M Agreement* » : contrôle des coûts, des benchmarks, des audits versus p. ex. un avis sur l'évolution du *strike price*, etc.

6. BUDGET 2024 « NOUVELLES COMPÉTENCES LIÉES AU NUCLÉAIRE (LTO) »

- budget 2024 « Nucléaire » : 200.000 €
- à adapter en fonction des accords conclus entre l'Etat belge et Engie, la législation et si évolution d'un rôle de contrôle général vers un rôle plus ciblé et plus « actif » (avis, calculs, ...) dans le respect de l'indépendance de la CREG

Budget 2024

7. SYNTHÈSE

— CREG

7. SYNTHÈSE^(1/2)

PROPOSITION D'APPROBATION DU BUDGET CREG 2024 :

- contexte de transition énergétique et de tensions géopolitiques au niveau européen et international
- mise en place d'un régime de croisière, avec l'entrée en fonction du nouveau Comité de direction entier dans sa composition
- finalisation des missions surprofits et préparation des nouvelles missions relatives à la prolongation du nucléaire
- demande d'approbation de chaque montant budgétaire suivant pour l'exercice 2024 :
 - 21.418.812 € (*business as usual*)
 - 1.106.250 € (missions "taxation des surprofits")
 - 200.000 € (nouvelles missions liées au nucléaire (LTO))

TOTAL BUDGÉTAIRE 2024 = 22.725.062€

— CREG —

32

7. SYNTHÈSE^(2/2)

FACTEURS D'INCERTITUDE QUI PÈSENT SUR LE BUDGET 2024

- indexations futures ?
- besoins réels liés aux nouvelles missions légales confiées au régulateur ?
- conséquences de la transition énergétique et des tensions géopolitiques ?
- initiatives ou évolutions législatives futures au niveau national (mesures de crise ?, ...) et européen ?
- ...

— **CREG** —

33

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE 2024



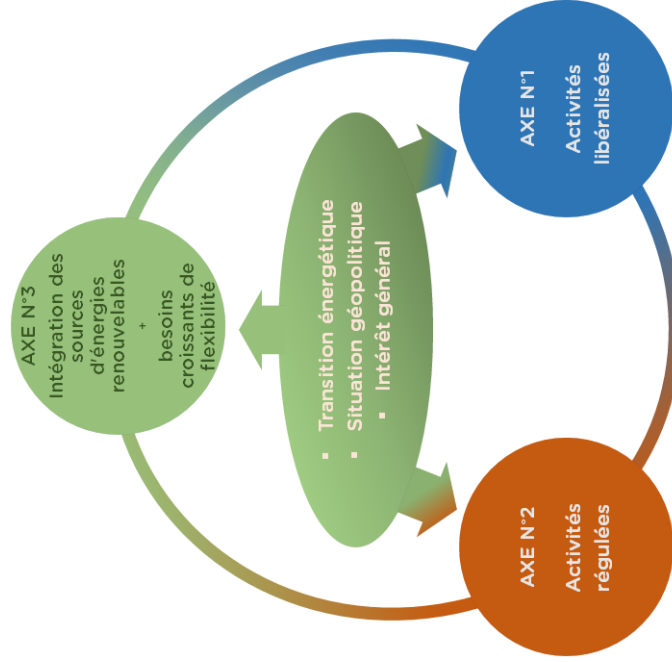
— CREG —

STRUCTURE DE LA NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

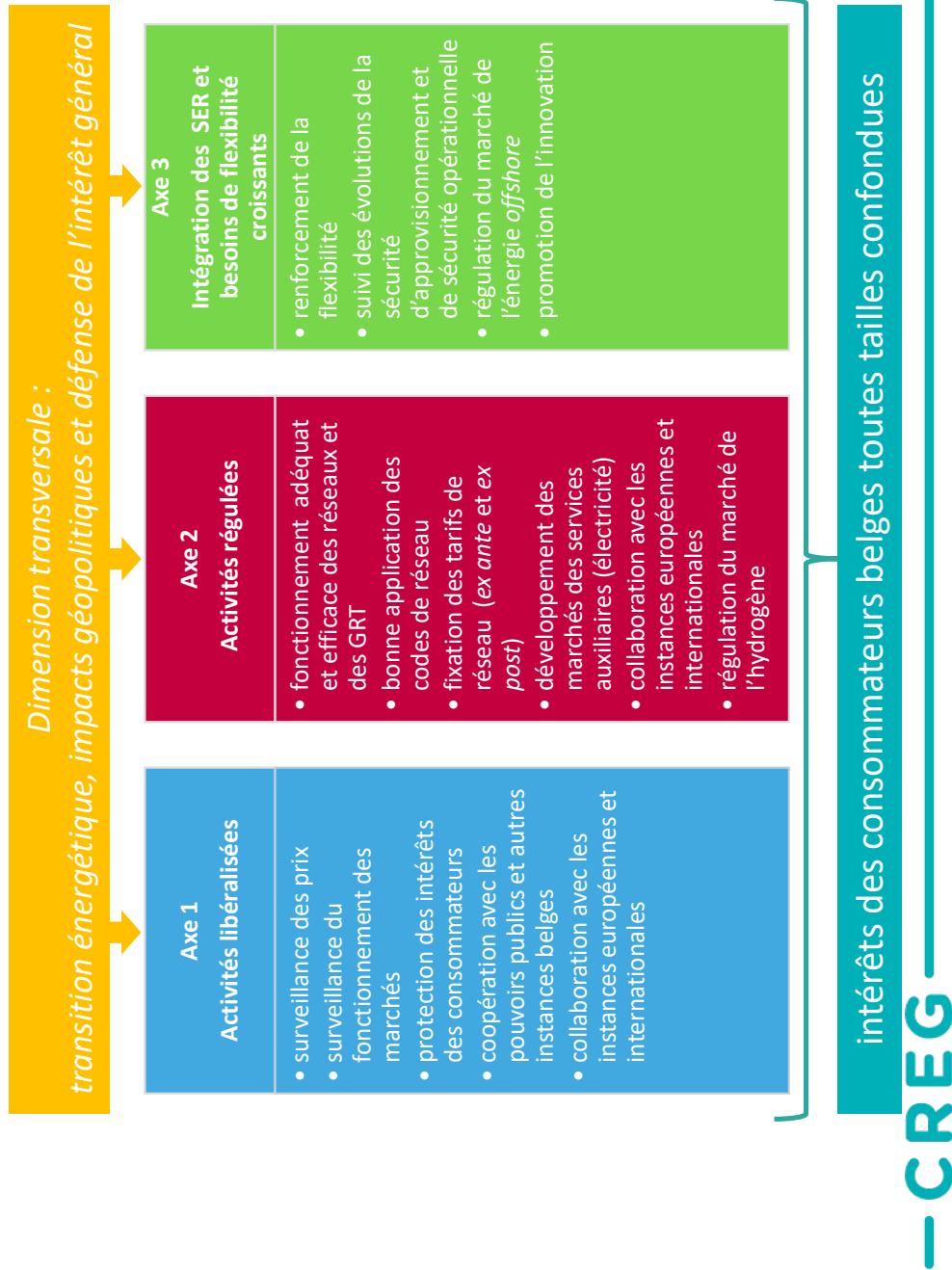
- Introduction
- Méthodologie
- AXE 1 - Activités libéralisées
- AXE 2 - Activités régulées
- AXE 3 - Intégration des sources d'énergie renouvelables et besoins de flexibilité croissants
- Mission dans le cadre de la loi introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité
- Organisation interne, développement durable et communication

MÉTHODOLOGIE^(1/2)

- 3 axes stratégiques complémentaires qui se renforcent mutuellement dans l'intérêt des consommateurs belges
- dimension transversale gouvernée par les enjeux de la transition énergétique, de l'environnement géopolitique et de la défense de l'intérêt général
- 15 thèmes pour 3 axes



MÉTHODOLOGIE ^(2/2)



AXE 1 - ACTIVITÉS LIBÉRALISÉES

- pouvoir de décision, de proposition et d'avis de la CREG
- missions de **monitoring** :
 - protection des intérêts de tous les consommateurs, des plus grands jusqu'aux plus vulnérables, en passant par les PME et les indépendants
 - promotion d'un fonctionnement durable et efficace des marchés de gros et de détail
 - formation et volatilité des prix facturés aux différentes catégories de consommateurs
- **collaboration renforcée** avec les autorités belges (SPF, ABC, Forbeg, FSMA, AFCN, ...) et européennes (ACER, CEER, ...)
- **vigilance accrue** au regard de la volatilité et des niveaux de prix de l'énergie et en fonction de l'évolution du contexte géopolitique

AXE 1 - THÈME 1 : SURVEILLANCE DES PRIX

- missions de **surveillance générale et spécifique** :
 - évolution des prix des produits
 - nouveaux développements : prix dynamiques, facturation mensuelle
 - activités récurrentes (rapports mensuels et trimestriels sur les prix, tableaux de bord, infographies, étude portefeuille, études, ...)
 - missions en matière de production d'électricité nucléaire (calcul des marges bénéficiaires/contribution de répartition, calcul des surprofits, ...)
 - analyses spécifiques diverses (marchés de détail, comparaison internationale des prix, présence d'éventuelles distorsions, ...)
- poursuite des **nouvelles missions confiées à la CREG** relatives aux surprofits (nucléaire et gestion de recours)
- suivi de l'évolution du prix du **hub gazier belge ZTP** et de la corrélation des prix TTF aux Pays-Bas, PEG en France et THE en Allemagne
- en raison du contexte géopolitique actuel : **surveillance renforcée des prix** et de la **transparence** des informations envers les consommateurs afin de préserver leur confiance

AXE 1 - THÈME 2 : SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS DE GROS ET DE DÉTAIL^(1/2)

Attention et suivi renforcé du **bon fonctionnement** du marché libéralisé :

- **surveillance générale** : analyse des événements impactant le marché de l'énergie de gros et de détail, enquêtes *ad hoc*, publication d'études, alertes REMIT, suivi des portefeuilles produits des fournisseurs, ...
- **surveillance spécifique** :
 - de la liquidité et de la formation des prix de gros
 - de la dépendance au gaz dans le cadre de la production d'électricité et la formation des prix de l'électricité
 - de l'évaluation des besoins de nouveaux investissements à la suite de la réduction progressive de la dépendance au gaz de l'Europe
 - des activités dans le cadre du règlement REMIT, en collaboration avec le CEER et l'ACER

AXE 1 - THÈME 2 : SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS DE GROS ET DE DÉTAIL^(2/2)

- compte tenu du contexte actuel : contribution CREG dans la réflexion globale sur le **fonctionnement et le modèle du marché et ses éventuelles adaptations**
- dans le cadre plus général de la transition énergétique, une **attention particulière** sera portée entre autres :
 - aux projets d'injection de gaz vert dans le réseau
 - au développement d'un réseau de transport de l'hydrogène, du biogaz et du CO₂
 - en ce qui concerne le GNL particulièrement : aux projets du terminal de Zeebrugge relatifs à l'acheminement de vecteurs d'hydrogène et le développement du GNL vert
 - à l'intégration des secteurs de l'électricité et du gaz naturel

AXE 1 - THÈME 3 : PROTÉGER LES INTÉRÊTS DE TOUS LES CONSOMMATEURS^(1/2)

- consommateurs **résidentiels et PME** :
 - bulletins d'informations, version améliorée du CREG Scan et son application Web, infographies/outils pédagogiques, meilleure compréhension de la facture et structure de prix, charte de bonnes pratiques, demandes d'accréditation, ...
- consommateurs **vulnérables (protégés et droppés) & précarité énergétique** :
 - tarifs sociaux électricité, gaz et chaleur (y compris rapport de monitoring à l'issue de la procédure annuelle de contrôle)
 - instauration prime « tarif social » (chauffage collectif dans immeuble privé)
 - tarifs clients droppés
 - GT « précarité énergétique »
- suivi attentif des **mesures spécifiques adoptées par les autorités** en matière énergétique, de leur implémentation et de leur application (ex: créances forfait de base)

AXE 1 - THÈME 3 : PROTÉGER LES INTÉRÊTS DE TOUS LES CONSOMMATEURS^(2/2)

- **tous les consommateurs** (y compris les industries) :
- étude de consultation commune aux 4 régulateurs belges de l'énergie
 - avis avec recommandations visant à protéger le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises belges (norme énergétique)
 - norme relative aux pompes à chaleur

AXE 1 - THÈME 4 : PROMOUVOIR LA COOPÉRATION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ET AUTRES INSTANCES EN BELGIQUE^(1/2)

- Parlements (au niveau fédéral & régional)
- Gouvernements (au niveau fédéral & régional)
- Autres instances fédérales : SPF Economie - DG Energie, Autorité belge de la concurrence, Autorité des services et marchés financiers, Service de Médiation de l'Énergie, Régie des bâtiments, Bureau fédéral du Plan, Conseil central de l'économie, Fondation Roi Baudouin, Institut belge des services postaux et des télécommunications, ...
- Conseil consultatif du gaz et de l'électricité
- Forbeg
- Fédérations professionnelles du secteur
- Universités et écoles supérieures

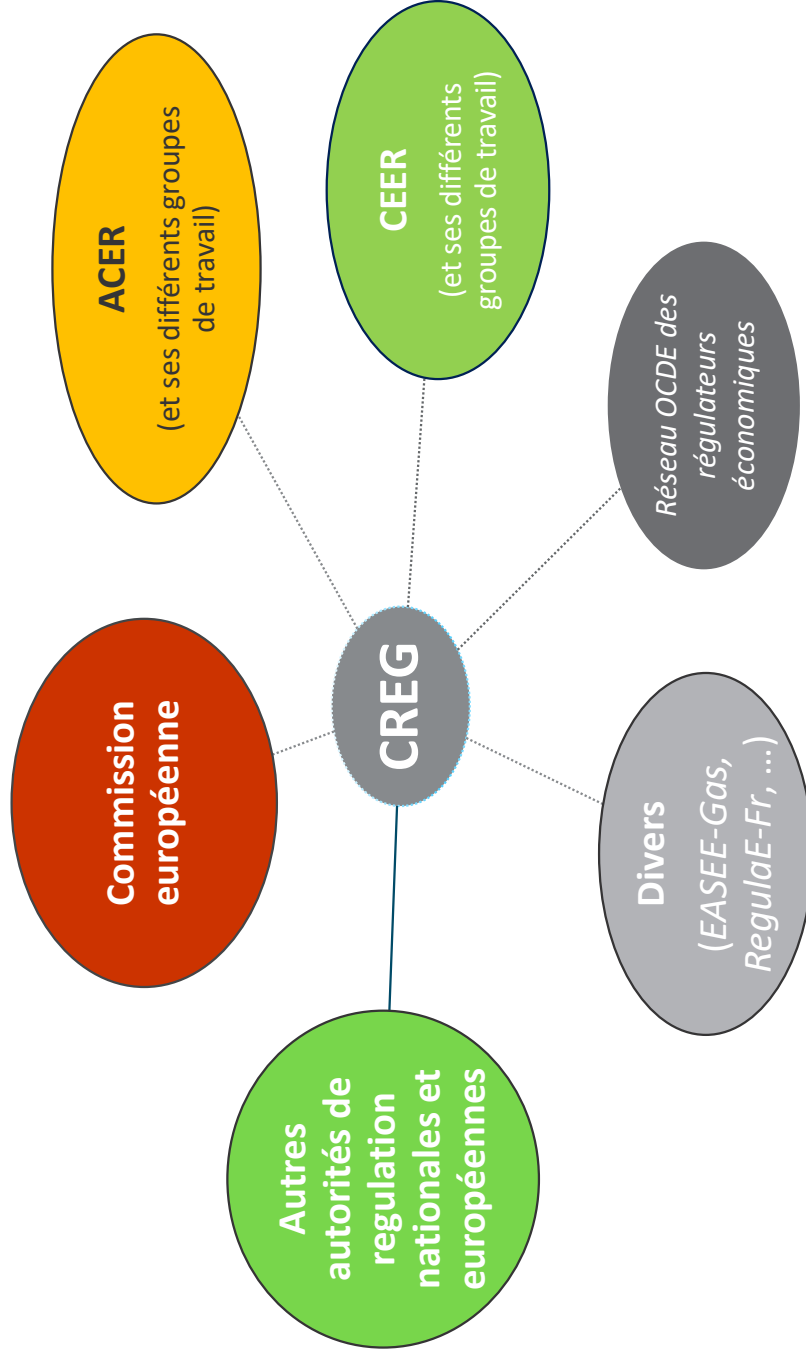
— **CREG** —

44

AXE 1 - THÈME 4 : PROMOUVOIR LA COOPÉRATION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ET AUTRES INSTANCES EN BELGIQUE^(2/2)

- collaboration accrue dans le contexte actuel des développements européens et internationaux, notamment avec :
 - le SPF Energie en ce qui concerne i) la transposition de nouvelles réglementations européennes conduisant à une adaptation du *market design* pour l'électricité, l'hydrogène et les gaz sans carbone dans le cadre du *Green Deal* et du *Fit for 55*; (ii) la surveillance de la sécurité d'approvisionnement en gaz; (iii) le suivi du CRM et (iv) la transition du gaz L vers le gaz H
 - l'Inspection économique du SPF Economie et le Service de Médiation de l'Énergie, au travers de la *Task Force* Plaintes

AXE 1 - THÈME 5 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL_(1/3)



AXE 1 - THÈME 5 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL_(2/3)

➤ dans le contexte de la transition énergétique : poursuite de l'étroite collaboration, notamment avec la Commission européenne, l'ACER et le CEER sur :

- la surveillance et le monitoring permanent des marchés
- la création d'un marché de l'hydrogène et du gaz à faible teneur en carbone
- le soutien et la protection des droits des consommateurs de l'énergie
- l'implémentation des nouvelles initiatives législatives en vertu du plan REPowerEU, tel que discuté sur base du paquet « *Fit for 55* », du paquet « *Hydrogen and decarbonised gas market package* » et du nouveau design du marché de l'électricité
- la sécurité d'approvisionnement énergétique (développement des SER, approvisionnement GNL, ...)
- l'application du règlement REMIT

— **CREG** —

47

AXE 1 - THÈME 5 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL^(3/3)

- dans le contexte de la présidence belge du Conseil européen (premier semestre 2024), la CREG prendra le *lead* pour organiser en Belgique les travaux de :
 - l'assemblée générale du CEER
 - du conseil des régulateurs de l'ACER
- sans préjudice aux collaborations nationales dans le cadre des priorités de la présidence belge
- la CREG mettra à disposition son expertise pour contribuer à défendre la position belge au niveau européen, comme elle le fait notamment dans le Gas Coordination Group de la Commission européenne ou lors des Forums thématiques organisés par la Commission européenne

AXE 2 - ACTIVITÉS RÉGULÉES

- pouvoir de décision, de proposition et d'avis de la CREG
- régulation des **infrastructures de réseau** :
 - garantir un accès non discriminatoire et transparent
 - assurer le contrôle des tarifs et un service optimal aux utilisateurs sur base de la méthodologie tarifaire 2024-2027
 - suivre et promouvoir les investissements de long terme
 - promouvoir l'intégration des nouvelles technologies
 - assurer le bon développement des réseaux dans le cadre de l'intégration européenne
- **régulation dynamique** pour anticiper les défis liés à la transition énergétique par le développement d'un cadre réglementaire adéquat qui encadre notamment les investissements anticipatifs, la gestion de la demande, le stockage de l'électricité, la méthanisation et l'hydrogène

AXE 2 - THÈME 6 : GARANTIR UN FONCTIONNEMENT ADÉQUAT ET EFFICACE DES RÉSEAUX ET DE LEUR GESTION DANS L'INTÉRÊT DES UTILISATEURS^(1/3)

- *monitoring* des exigences liées à la **dissociation des structures de propriété** (*unbundling*) et à la certification dans le contexte de la transition énergétique (en particulier certification du GRT hydrogène)
- garantir l'**indépendance** des gestionnaires de réseau : *corporate governance*, nominations d'administrateurs des GRT, interdiction de participer dans des entreprises de production ou de fourniture
- soutenir l'**intégration des marchés de l'électricité et du gaz**, via e.a. :
 - surveillance de l'opération du couplage des marchés et de la mise en œuvre des règlements (CACM, FCA, EB, SO) en coopération avec l'ACER et les autres NRAs concernées
 - évaluation et suivi de la mise à disposition des capacités de transport transfrontalières en vue de leur renforcement (incitants tarifaires), suite notamment au « *reshuffling* » des flux d'importation de gaz
 - suivi du stockage, compte tenu notamment des exigences du règlement européen 2022/1032 obligeant les Etats membres à remplir leurs sites de stockage de gaz

AXE 2 - THÈME 6 : GARANTIR UN FONCTIONNEMENT ADÉQUAT ET EFFICACE DES RÉSEAUX ET DE LEUR GESTION DANS L'INTÉRÊT DES UTILISATEURS_(2/3)

- surveiller les **investissements, en particulier les besoins de décongestion**, dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement et du bon fonctionnement des marchés belge et européen tout en respectant l'exigence « Hydrogène compatible », renforcée dans le cadre du plan d'action RePowerEU de la Commission européenne
- améliorer la **transparence, l'offre et l'utilisation des capacités de réseaux de transport**, via e.a. :
 - le suivi de la transparence, qualité et disponibilité des données pour le marché (via des incitants et indices de performance sur base de tests de validité développés à cette fin)
 - l'amélioration de l'utilisation des capacités disponibles, l'accès et le niveau de transparence des installations de transport, de stockage et des terminaux GNL
 - l'examen continu de la compatibilité entre l'offre et l'utilisation de la capacité en vue de garantir la transition énergétique, *a fortiori* dans le contexte de la situation géopolitique actuelle

AXE 2 - THÈME 6 : GARANTIR UN FONCTIONNEMENT ADÉQUAT ET EFFICACE DES RÉSEAUX ET DE LEUR GESTION DANS L'INTÉRÊT DES UTILISATEURS_(3/3)

- promouvoir l'**innovation** via e.a. :
 - la mise en place et le suivi des incitants repris dans les méthodologies tarifaires
 - le suivi des investissements des GRT dans le cadre de la transition énergétique, et particulièrement dans les trois domaines suivants : réduction des émissions, hydrogène et biométhane
 - l'approbation des budgets R&D
 - le suivi de l'optimisation des actifs existants des GRT
- garantir l'**accès non discriminatoire** aux réseaux de transport via e.a. :
 - l'adaptation du code de bonne conduite électricité et des contrats types y afférents, et suivi de la bonne application des codes de bonne conduite gaz et électricité
 - l'évolution du cadre réglementaire relatif aux services à développer dans le cadre de la transition énergétique
 - le suivi du rôle du terminal GNL de Zeebrugge sous l'angle de la sécurité d'approvisionnement en Europe

AXE 2 - THÈME 7 : DÉVELOPPER ET CONTRÔLER LA BONNE APPLICATION DES CODES DE RÉSEAU

Participation active de la CREG dans l'élaboration des règles mettant en œuvre les **codes de réseau européens**, tant au niveau belge qu'europpéen :

- agir en qualité de « **conseiller** » des pouvoirs publics
- **contribuer à la mise en œuvre et à l'exécution** :
 - du code de bonne conduite électricité
 - du code de bonne conduite gaz
 - du code de réseau européen sur la cybersécurité
 - d'un nombre important de décisions découlant de ces codes prises en coordination avec les autres régulateurs européens via les groupes de travail de l'ACER notamment
- **contrôler le respect des règles** en vigueur par les entreprises d'électricité et de gaz naturel
- participer à l'élaboration d'un **nouveau code de réseau relatif au développement de la réponse de la demande**

— CREG —

53

AXE 2 - THÈME 8 : FIXER LES TARIFS DE RÉSEAUX^(1/2)

- **contrôle** des tarifs et de la bonne application de la méthodologie tarifaire 2024-2027
- élaboration d'une méthodologie tarifaire et des tarifs pour le transport de **l'hydrogène**
- suivi annuel des **incitants** tarifaires
- traitement et suivi des dossiers d'**investissement** dans les infrastructures de réseau, dans le respect des exigences liées à la transition énergétique. La CREG portera une attention particulière :
 - aux projets planifiés, leur pertinence et leur bonne exécution par les GRT
 - à la maîtrise des coûts

AXE 2 - THÈME 8 : FIXER LES TARIFS DE RÉSEAUX^(2/2)

- **adaptation et/ou révision des décisions tarifaires** en cas de nouveaux services, d'adaptation de services ou de modification de la loi
- contrôle des rapports tarifaires et décision sur les **soldes** de l'année 2023
- attention spécifique pour les **projets** potentiellement proposés par les GRTs en matière d'hydrogène, de CO₂, de biogaz, de flexibilité, TYNDP, PCIs, *Offshore*, en vue d'accompagner la transition énergétique

AXE 2 - THÈME 9 : DÉVELOPPER ET ENCADRER LE MARCHÉ DES SERVICES AUXILIAIRES^(ÉLECTRICITÉ)

- **développer et encadrer** le marchés spécifique des **services auxiliaires d'équilibrage et leur intégration européenne**
- comme par le passé, une **attention particulière** sera portée à (i) l'amélioration des règles de dimensionnement des réserves d'équilibrage dans le but de limiter l'augmentation de leurs coûts d'achat, (ii) la participation d'unités non alimentées en gaz au marché d'équilibrage et (iii) les mesures à prendre pour renforcer la cybersécurité
- suivi du service de **gestion de la tension** et de **l'énergie réactive** et de **black start** (contrôle des appels d'offres et de la bonne application des contrats types)
- « **état d'urgence et reconstitution du réseau électrique** » : application des règles/code de réseau existant et des mesures spécifiques prises par la Commission européenne

AXE 2 - THÈME 10 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL^(1/2)

- suivi de la législation et des initiatives européennes dans le cadre du *Green Deal*, du « *Fit for 55* » (« *Clean Energy for All Europeans* », « *decarbonised gas market package* », ...) et collaboration renforcée avec la DG Energie au niveau européen et belge
- maintien d'une collaboration étroite au regard des conséquences potentielles de l'évolution du conflit Ukraine/Russie et, plus largement, du contexte géopolitique actuel

AXE 2 - THÈME 10 : COLLABORER AVEC LES INSTANCES AU NIVEAU EUROPÉEN ET INTERNATIONAL^(2/2)

- suivi de l'implémentation des codes de réseau européens et des lignes directrices, et le couplage des marchés dans le cadre de la réalisation du marché intérieur de l'énergie
- développement de réseaux d'énergie intégrés pour le transport d'énergies renouvelables et de gaz décarbonné
- suivi et analyse des **PCIs** dans le cadre des orientations pour l'infrastructure énergétique transeuropéenne
- contrôle des **plans de développement décennaux** ENTSO-E/G
- contribution à l'élaboration du cadre législatif relatif à la production d'énergie *offshore*

AXE 2 - THÈME 11 : REGULATION DU MARCHÉ DE L'HYDROGÈNE^(1/2)

- loi du 11 juillet 2023 définit le cadre réglementaire et les compétences (d'avis, de propositions et de décisions) en matière d'hydrogène
- loi adoptée avant l'adoption définitive et transposition *Decarbonised gas market Package* : révision possible des missions CREG au cours de 2024
- certification et désignation du gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène, et contrôle du respect permanent des exigences de certification
- remise, à la demande du SPF Energie, d'une série d'avis sur des projets d'arrêtés royaux ou ministériels
- avis sur le plan de développement de réseau
- proposition d'octroi d'autorisations pour le transport d'hydrogène

AXE 2 - THÈME 11 : REGULATION DU MARCHÉ DE L'HYDROGÈNE^(2/2)

- élaboration d'une méthodologie tarifaire après consultation publique
- approbation des tarifs régulés applicables
- élaboration d'un modèle de marché et d'un code de bonne conduite relatif à l'accès au réseau de transport d'hydrogène, y compris les contrats types
- missions spécifiques dans le cadre du réseau d'hydrogène existant :
 - avis sur la désignation du GRT d'hydrogène en tant que gestionnaire indépendant d'un réseau d'hydrogène existant
 - détermination du moment et des conditions de transfert des actifs
 - établissement d'une méthodologie de calcul de la valeur à inclure dans la base d'actifs réglementées
 - approbation des investissements du réseau d'hydrogène existant
 - établissement d'une méthodologie pour le calcul de la rémunération équitable
 - collaboration avec l'Autorité belge de la concurrence pour contrôler le respect des obligations légales auxquelles est soumis le propriétaire du réseau d'hydrogène existant

AXE 3 - INTÉGRATION DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES ET BESOINS DE FLEXIBILITÉ CROISSANTS

- transition d'un système énergétique centralisé vers un **système énergétique décentralisé**, basé de plus en plus sur des **sources d'énergie renouvelables, diversifiées et à prédictibilité difficile**
 - ➔ conséquences pour le système et le réseau électrique belge
- intégration des **nouvelles technologies et besoin accru de flexibilité tant du côté de l'offre que de la demande**
- **objectif visé** dans le cadre d'une politique énergétique et climatique globale au niveau européen et national, en raison de la volonté politique de réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis des sources d'énergie fossiles, *a fortiori* étrangères

AXE 3 - THÈME 12 : ENCOURAGER UN RENFORCEMENT MAXIMAL DE LA FLEXIBILITÉ SUR LE MARCHÉ BELGE^(1/2)

1. DEMANDE

- stimuler sa participation aux différents marchés de l'électricité
- mise en œuvre des nouvelles dispositions légales relatives à l'échange d'énergie, et notamment du concept de « partage d'énergie »
- le cas échéant, adoption des règles organisant le transfert d'énergie pour le marché de l'αFRR
- décision relative à l'approbation des *Terms & Conditions* BRP : évaluation des composants après raccordement aux plateformes

2. STOCKAGE

- suivi des nouvelles technologies visant l'amélioration de la liquidité des marchés des services auxiliaires et une meilleure intégration de la production intermittente dans le système
- suivi de la réglementation européenne
- attention particulière réservée au stockage de l'énergie sous toutes ses formes, et en particulier de l'hydrogène

— **CREG** —

62

AXE 3 - THÈME 12 : ENCOURAGER UN RENFORCEMENT MAXIMAL DE LA FLEXIBILITÉ SUR LE MARCHÉ BELGE^(2/2)

3. PRODUCTION/CAPACITÉS

- assurer une capacité de production suffisante et une disponibilité suffisamment flexible et rapide
- suivi des projets d'injection de gaz vert dans le réseau de transport de gaz

4. SIGNAUX DE PRIX ADÉQUATS

- participation aux discussions européennes sur (i) la mise en place d'un mécanisme de co-optimisation de l'énergie et des réserves en *day-ahead* et (ii) la révision potentielle des *bidding zones*

AXE 3 - THÈME 13 : SUIVRE LES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET DE SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE^(1/2)

- contrôle de l'application du code de réseau européen sur l'état d'urgence et la reconstitution du réseau électrique (« *Emergency and Restoration* »), a *fortiori* dans le cadre de la situation géopolitique actuelle (plan de défense, plan de reconstitution)
- suivi de l'implémentation du règlement européen « *Risk-Preparedness* » :
 - collaboration avec le SPF Energie pour l'évaluation des risques « SoS » électricité (plan de préparation aux risques)
 - collaboration avec ENTSO-E sur les scénarios de crise & évaluation de l'adéquation à court terme et saisonnière
- collaboration avec le SPF Energie pour (i) la rédaction du rapport biennuel sur la SoS électricité, du rapport annuel du suivi SoS gaz, de toutes les analyses/plans visés par le règlement (UE) n°2017/1938 (analyses de risques, des plans d'action préventifs et des plans d'urgence notamment) et (ii) le développement d'un mécanisme de solidarité pour les échanges de gaz naturel avec les pays voisins

—CREG

64

AXE 3 - THÈME 13 : SUIVRE LES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET DE SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE^(2/2)

- **CRM :**
 - participation active au **Comité de suivi** et aux réunions du **WG Adequacy**
 - participation au bon fonctionnement :
 - ✓ élaboration des **règles de fonctionnement sur base de la proposition soumise par le gestionnaire de réseau**
 - ✓ adaptations éventuelles des **contrats types**
 - ✓ propositions de scénarios de référence et de valeurs intermédiaires pour les enchères T-1 et T-4
 - ✓ analyse des **dossiers d'investissements**
 - ✓ analyse des **demandes de dérogation au plafond de prix intermédiaire**
 - ✓ **contrôle de la régularité** des opérations et rapport d'évaluation du fonctionnement CRM
 - ✓ mise en place de la participation des capacités étrangères, approbation des coûts, ...
- développement d'un nouveau service DSR (*Demand Side Response*) en collaboration avec Fluxys Belgium

AXE 3 - THÈME 14 : RÉGULER LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE OFFSHORE^(1/2)

- gestion des **garanties d'origine** et participation active au sein de l'AIB (*Association of Issuing Bodies*)
- tâches légales relatives au **soutien à l'offshore** :
 - calcul du prix d'achat minimum (y compris facteur de correction) des *CV offshore*
 - contrôle mensuel de la production et de l'octroi des CV
 - avances et décomptes intermédiaires pour l'aide octroyée aux parcs Northwester 2, Mermaid et Seastar
- avis relatifs à d'éventuelles modifications ou d'éventuels transferts de concessions domaniales
- participation aux travaux de la **Taskforce Offshore** pour élaborer le cadre légal et réglementaire de la deuxième zone *offshore*

AXE 3 - THÈME 14 : RÉGULER LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE OFFSHORE^(2/2)

- suivi des **évolutions** techniques, financières et juridiques en matière *d'offshore*
- participation aux travaux du **North Seas Energy Cooperation** dans le cadre de l'élaboration d'un *Offshore Grid*

AXE 3 - THÈME 15 : PROMOUVOIR L'INNOVATION DANS L'INTÉRÊT DU CONSOMMATEUR FINAL

- poursuite des actions visant à lever les obstacles au développement de la **gestion de la demande** et à l'instauration d'un *level playing field*
- suivi des **évolutions technologiques** :
 - *Power to Gas (P2G) & Power-2-X (P2X)*
 - stockage de l'électricité, du gaz naturel (ex : batteries, *fast cycle storage*) et de l'hydrogène
 - sources de flexibilité (véhicules électriques, pompes à chaleur, ...)
 - service de participation active de la demande de gaz naturel, susceptible d'être utilisé dans le cadre de plans d'urgence pour des raisons de sécurité d'approvisionnement
 - développement de l'hydrogène et de la méthanisation
- **mesures incitatives** pour les gestionnaires de réseau

— **CREG** —

68

FONCTIONNEMENT DE LA CREG & COMMUNICATION

➤ **communication interne :**

- communication essentielle compte tenu du dispositif amplifié du télétravail
- informer les collaborateurs
- permettre et faciliter l'échange d'informations et la collaboration structurelle
- promouvoir les liens entre les collaborateurs et encourager l'esprit d'équipe
- gestion et optimisation continue de l'intranet et des procédures internes de numérisation et d'automatisation

➤ **communication externe :**

- recherche de formes de communication adéquates pour répondre aux attentes de chaque groupe cible
- organisation de diverses consultations publiques
- lettres d'information périodiques, campagnes d'information ciblées, communiqués de presse
- réponses aux questions émanant des consommateurs, autres acteurs du marché et médias
- organisation d'événements

FONCTIONNEMENT DE LA CREG & COMMUNICATION

- développement et mise en oeuvre d'un **plan de communication**
- **objectifs : transparence & information de qualité**
- **dans les contextes de crise** : services de communication sur mesure, dans un temps d'action et de réaction extrêmement court pour répondre aux demandes potentielles
- élaboration d'un **nouveau plan stratégique** de la CREG

CONCLUSION

Parmi les sujets **d'actualité stratégique** pour 2024 :

- 1) **protection des intérêts des consommateurs** dans le contexte de marchés énergétiques sous tension (volatilité des prix, précarité énergétique, ...)
 - 2) collaboration à la mise en oeuvre des dispositions législatives européennes et nationales dans le cadre de la **transition énergétique** (Hydrogène, *Offshore*, ...) et développement de **cadres réglementaires propices aux investissements et à l'innovation**
 - 3) soutien auprès des administrations fédérales dans l'exécution de la **loi du 16 décembre 2022 introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité**
- dans un esprit de **dialogue constructif** avec les stakeholders et dans le droit fil du **nouveau plan stratégique** de la CREG
- + **mise à disposition de l'expertise de la CREG** pour répondre aux demandes des autorités belges selon l'actualité énergétique du moment
- + **force de proposition**

— **CREG** —

71

